



3 1761 04522187 5





L'EMPEREUR
ALEXANDRE I^{ER}



GRAND-DUC NICOLAS MIKHAÏLOWITCH

L'EMPEREUR
ALEXANDRE I^{ER}

ESSAI D'ÉTUDE HISTORIQUE

TOME PREMIER

TEXTE et ANNEXES

Orné de 19 planches, portraits et vues

484022

17. 1. 49

ST-PÉTERSBOURG
MANUFACTURE DES PAPIERS DE L'ÉTAT

1912_х



L'Empereur Alexandre 1^{er}

INTRODUCTION.

La présente étude ne prétend nullement être une histoire du règne d'Alexandre I^{er}.

C'est un essai historique sur le caractère et l'œuvre non seulement de l'Empereur, du Souverain Russe, mais encore de l'homme. La tâche est malaisée, il faut le reconnaître: d'abord en raison de la disparition de nombreux documents systématiquement anéantis par l'Empereur Nicolas I^{er}, et aussi des lacunes considérables que présentent quelques sources, comme la correspondance de l'Impératrice Marie avec son fils aîné; de plus l'auteur, fort sensible à l'extrême libéralité de certains dépôts des Affaires étrangères, ceux de France, d'Autriche et de Prusse, ne saurait trop regretter d'avoir dû se restreindre dans d'autres; il y a enfin un certain nombre d'archives de famille, tant en Russie qu'à l'étranger, dont l'accès n'est pas encore ouvert. Les principales sources auxquelles il a été possible de puiser sans réserve sont les documents et manuscrits de la Bibliothèque Personnelle de Sa Majesté l'Empereur et des Archives de l'Empire, ainsi que les matériaux des Archives de la Guerre, à St-Pétersbourg.

Il ne s'agira donc point ici d'une histoire du règne. La seule qu'on possède jusqu'ici est celle de Schilder, ouvrage des plus intéressants, mais qui, malgré sa chaleur communicative et son incontestable talent, ne saurait passer pour un travail historique sérieux.

D'une lecture facile, c'est un roman historique indispensable à qui-conque s'occupe de l'époque, mais on voudrait un travail plus poussé, moins de grosses lacunes, de réticences et d'inexactitudes. Dans l'intention de donner une histoire plus détaillée, Schilder avait pu rassembler des matériaux considérables, restés en souffrance à la Bibliothèque Impériale Publique de St-Pétersbourg, quand il fut prématurément enlevé à la science: exprimons ici le vœu que le centenaire de la mort d'Alexandre I^{er} voie quelque jeune investigateur russe mener à bien le travail projeté.

La présente étude a un but beaucoup plus modeste, comme les précédents ouvrages de l'auteur, celui de fournir des matériaux à l'historien de l'avenir. Ce n'est pas non plus ici le lieu de se demander si de notre examen la figure de l'Empereur sortira grandie ou diminuée.

Chef d'un grand Etat, Alexandre I^{er} occupera certainement une place éminente dans les annales de l'histoire générale. Souverain Russe, ce n'est qu'à l'heure de la Guerre Patriotique qu'il a donné toute la mesure de ses brillantes facultés: dans tout le reste de ses vingt-quatre années de règne, les intérêts de la Russie ont été malheureusement relégués au second plan. Homme et simple mortel, le personnage, de son charme si irrésistible à l'époque, perdra sans doute quelque peu, à un siècle de distance, aux yeux de l'observateur impartial.

Je me fais un plaisir d'exprimer ici toute ma gratitude pour leur obligeant concours à MM. Frédéric Masson, de l'Académie Française, le prince François Lichtenstein, le comte Berchtold, Schlitter, Theodor Schiemann, Paul Bailleu, Goriaïoff, Chtchéglöff, Saïtoff et Golombiewsky.

N. M.

Table des matières.

	PAGES.
Introduction	V
Table des matières	VII
Table des planches	IX
CHAPITRE I. Période d'hésitations (1801--1807)	1
CHAPITRE II. L'alliance avec Napoléon (1807—1812)	49
CHAPITRE III. La lutte avec Napoléon (1812—1815)	79
CHAPITRE IV. L'époque des congrès. Mysticisme, colonies militaires (1816—1822)	159
CHAPITRE V. Désenchantement général (1822—1825)	241

ANNEXES.

I. Lettres d'Alexandre I ^{er} à La Harpe	331
II. Lettres de La Harpe à Alexandre I ^{er}	345
III. Correspondance d'Alexandre I ^{er} avec le prince Czartoryski	351
IV. Rapports du comte de Saint-Julien à Metternich	374
V. Lettres et billets d'Alexandre I ^{er} au prince Golitzyne	505

Table des planches.

	PAGES.
L'Empereur Alexandre 1 ^{er} . Miniature, collection du Grand-Duc Nicolas Mikhaïlowitch. Frontispice	avant III
Le Grand-Duc Paul Pétrowitch avec sa femme et ses fils Alexandre et Constantin. Pastel, même collection	après XII
Le Comte Nikita Panine. Miniature, au Prince S. Golitzyne.	
Le Comte Pierre Pahlen. Miniature, au Comte C. Pahlen.	
Le Comte Léonce Bennigsen. Aquarelle, collection du Grand-Duc Nicolas Mikhaïlowitch.	
Le Comte Théodore Ouvaroff. Miniature, même collection	„ 32
Le Comte Victor Kotchubey. Miniature, même collection.	
Nicolas Novossiltzoff. Original de Chtchoukine, Académie des Sciences de St-Pétersbourg.	
Le Prince Adam Czartoryski. Original d'Olechkewitch, Musée Roumiantzeff, Moscou.	
Le Comte Paul Stroganoff. Original de Vigée-Lebrun, au Prince P. Golitzyne	„ 64
L'Impératrice Elisabeth. Original de Vigée-Lebrun, Grand Palais, Tzarskoé Sélo.	
La Grande-Duchesse Catherine Pavlowna. Miniature de Benner, à Mlle C. Evréinoff.	
Marie Narychkine. Miniature de de Beaumont, 1808, collection du Grand-Duc Nicolas Mikhaïlowitch.	

	PAGES.
La Baronne de Krudener. Miniature, même collection	après 96
L'Impératrice Marie Féodorowna. Original de la même collection.	128
Le Comte Théodore Rostoptchine. Aquarelle, même collection.	
Le Prince Michel Koutouzoff. Miniature, même collection.	
Le Prince Pierre Bagration. Miniature, même collection.	
Paul Tchitchagoff. Original du Musée de la Marine, St-Pétersbourg .	„ 160
Le Césarewitch Constantin. Miniature, collection du Grand-Duc Nicolas Mikhaïlowitch.	
Le Prince Michel Barclay de Tolly. Miniature, même collection.	
Le Comte Ivan Diebitsch. Aquarelle, même collection.	
Le Comte Michel Miloradowitch. Miniature, même collection . . .	„ 192
Nicolas Raewsky. Miniature, même collection.	
Alexis Ermoloff. Miniature, même collection.	
Alexandre Chichkoff. Miniature, même collection.	
Alexandre Balachoff. Miniature, même collection	„ 224
Le Comte Michel Spéransky. Aquarelle de Vassiliewsky, même collection	„ 256
Alexandre Tchernycheff. Miniature de Lieder, 1822, même collection.	
Le Comte Charles de Nesselrode. Original d'Isabey, à Mlle Evréinoff.	
Rodion Kochéleff. Original de Rokotoff, à Mme D. Béklémicheff.	
Le Prince Alexandre Golitzyne. Aquarelle, collection du Grand-Duc Nicolas Mikhaïlowitch	„ 272
Le Prince de Metternich. Original d'Isabey.	
Talleyrand. Miniature, collection du Grand-Duc Nicolas Mikhaïlowitch.	
Le Comte Charles Pozzo-di-Borgo. Miniature d'Isabey, à la Com- tesse Pozzo, Paris.	
Bernadotte. Miniature, collection du Grand-Duc Nicolas Mikhaï- lowitch	„ 288
Le Comte Alexis Araktchéeff. Original de G. Dawe, même col- lection	„ 320
Le Prince Pierre Wolkonsky. Miniature, à I. Vsévolojsky.	
Le Comte Nicolas Tolstoï. Miniature de Ch. Vernet, collection du Grand-Duc Nicolas Mikhaïlowitch.	
Le Baronnet Jacques Wyllie. Original ayant appartenu à M. Wyllie.	
Athanase Solomka. Miniature, collection du Grand-Duc Nicolas Mikhaïlowitch	„ 352

	PAGES.
L'Empereur Alexandre 1 ^{er} à la Cathédrale du Monastère Alexandre Newsky le 1 ^{er} septembre 1825. D'après une copie du tableau de Tchernetzoff, collection du Grand-Duc Nicolas Mikhaïlo- witch	après 384
La maison où résida et mourut l'Empereur Alexandre 1 ^{er} à Taganrog. Lithographie, même collection	„ 416
L'Empereur Alexandre 1 ^{er} sur son lit de mort. Lithographie, même collection	„ 448
Alexandre 1 ^{er} sur son lit de mort. Dessin ayant appartenu à A. Talyzine, même collection	„ 480
Tombeau de l'Empereur Alexandre 1 ^{er} à la Cathédrale de Saint- Pierre-et-Saint-Paul. Photographie	„ 512

CHAPITRE I.
Période d'hésitations.

1801—1807.

„Il serait difficile d'avoir plus d'esprit que n'en a l'Empereur Alexandre; mais je trouve qu'il y manque une pièce, et il m'est impossible de découvrir laquelle.“
(Jugement de Napoléon sur Alexandre I^{er} dans un entretien avec Metternich.)

La mort si dramatique de son père surprit Alexandre à l'âge de 23 ans et 3 mois. C'était déjà un jeune homme, marié depuis six ans et parvenu à son complet développement physique et moral: il avait donc toute faculté d'observer, de raisonner et de juger. Son enfance avait été essentiellement soumise à la double influence de sa grand'mère, la Grande Catherine, et de son précepteur, le suisse Laharpe, la première l'instruisant d'exemple dans l'art de régner et de gouverner un peuple, le second lui fournissant les recettes à son avis les plus convenables et les plus d'actualité pour la direction d'un vaste empire.

Grâce à sa facilité naturelle, le jeune Prince apprit beaucoup, mais tout superficiellement, sans rien approfondir, sans rien faire pour pénétrer l'âme russe: ainsi s'expliquent ses décisions toujours hâtives et précipitées, dénuées de fondement solide.

Au témoignage de son vieux gouverneur Protassoff, il était intelligent et doué, mais paresseux et insouciant; il avait vite fait de saisir, mais aussi vite fait d'oublier, ne savait pas se concentrer, lisait peu, par préférence pour d'autres distractions, surtout l'exercice militaire. Tel il était lorsqu'on le maria à 16 ans, tel il resta jusqu'à l'année du drame. Ces travers se laissent bien nettement entrevoir dans la part qu'il prit tant aux événements qui le portèrent au Trône en mars 1801 qu'aux intrigues qui les avaient préparés. Les seuls milieux où il eût accès étaient la Cour et le militaire; les autres lui étaient fermés par le rigoureux régime du règne de Paul. Il connaissait dès lors les nombreuses critiques soulevées par tous les actes de cet Empereur craint des uns et détesté des autres; il savait que l'irritation et les murmures venaient non seulement de Pétersbourg, mais de partout, qu'un tel état de l'opinion publique ne présageait rien de bon et que le dénouement pouvait être terrible. Or les murmures et l'irritation ne troublaient nullement le zèle et l'insouciance avec lesquels il poursuivait le cours de ses chers travaux militaires sous l'aimable direction d'Araktchéeff, l'habile et diligent artilleur: à part quelques lamentations dans son intérieur avec la Grande-Duchesse sa femme, il ne laissait jamais rien percer de ses véritables sentiments et s'en remettait docilement à la destinée, sans faire la moindre tentative pour se rapprocher de son père et lui ouvrir les yeux ou le sauver de l'abîme.

Il y avait pourtant matière à réflexion. Près d'un an à l'avance, en 1800, le comte Panine, à la fameuse rencontre du bain, lui avait fait des allusions transparentes à la possibilité d'un complot. Et il n'avait pas été le seul.

Alexandre savait encore l'intention de Catherine II dans ses dernières années de lui transmettre la Couronne par-dessus la tête de son père; le 16 septembre 1796, elle en faisait part en propres termes à son petit-fils préféré, et il l'en remerciait quelques jours après par la lettre ci-dessous, que Schilder prétend écrite au su du

Grand-Duc Paul *). Et dans la suite, l'historiographe d'Alexandre se laisse aller à justifier en histoire „la restitution, tant conjecturale que documentaire, mais en particulier conjecturale“ (**).

Une telle théorie nous paraît inadmissible, car une conjecture est en la matière tout autre chose qu'une certitude. Schilder va plus loin encore: sur la foi d'un rapprochement de dates entre la lettre en question et une autre d'Alexandre à Araktchéeff, il arrive à la conclusion entièrement gratuite d'un serment prêté à Paul devant Araktchéeff, et qui serait la clé de son „inexplicable amitié“ avec le jeune Prince. Il y faudrait des preuves, et elles manquent. Un seul indice témoigne de froissements provoqués dans la Famille Impériale par le projet de Catherine II de déshériter Paul: c'est le billet de la Grande-Duchesse Anne emprunté aux *Matériaux* recueillis par Korff pour la Biographie de l'Empereur Nicolas I^{er}, et reproduit aux *Annexes* du Tome I de l'*Histoire* de Schilder. „Dans un de ces moments d'effusion de confiance“, dit la Grande-Duchesse, „ma mère conta à mon mari que, pendant qu'elle était en couches de mon frère Nicolas“ (c'était donc en juin 1796, et non en septembre: Nicolas naquit le 25 juin), „l'Impératrice Catherine lui avait fait communiquer un papier dans lequel il était question d'exiger de mon père une

*) Le 24 septembre 1796.

Votre Majesté Impériale!

Jamais je ne pourrais exprimer ma reconnaissance pour la confiance dont V. M. a bien voulu m'honorer et la bonté qu'elle a daigné avoir de faire de sa main un écrit servant d'intelligence aux autres papiers. J'espère que V. M. verra, par mon zèle à mériter ses précieuses bontés, que j'en sens tout le prix. Je ne pourrais, il est vrai, jamais assez payer même par mon sang tout ce qu'Elle a daigné et veut faire encore pour moi. Ces papiers confirment évidemment toutes les réflexions que V. M. a bien voulu me communiquer tantôt et qui, s'il m'est permis de le dire, ne peuvent être plus justes. C'est en mettant encore une fois aux pieds de V. M. I. les sentiments de ma plus vive reconnaissance que je prends la liberté d'être, avec le respect le plus profond et l'attachement le plus inviolable,

de Votre Majesté Impériale le très humble et très soumis sujet et petit-fils,

Alexandre.

On pense bien que le Grand-Duc Paul et la Grande-Duchesse Marie ne devaient être pour rien dans un billet où il était dit: „Toutes les réflexions... ne peuvent être plus justes!“

**) Schilder, *Histoire d'Alexandre 1^{er}*.

renonciation de ses droits à la couronne en faveur de mon frère Alexandre, insistant que ma mère signât ce papier en guise d'adhésion à l'acte que l'Impératrice voulait obtenir. Ma mère en ressentit une juste indignation et refusa de signer. L'Impératrice Catherine en fut très irritée et la froideur qu'elle lui montra était la conséquence d'avoir vu son projet déjoué. Plus tard mon père eut connaissance de ce papier retrouvé parmi ceux de l'Impératrice à sa mort. L'impression qu'il eut de ce que ma mère eût pu même être consultée sur un acte pareil fut si fâcheuse, qu'elle influa sur ses rapports avec elle et prépara bien des épreuves à maman“. Et encore ce témoignage ne laisse-t-il pas d'être sujet à caution: on ne voit guère l'Impératrice Catherine venant troubler sa belle-fille en couches par une révélation de ce genre. A la mort de Nicolas I^{er}, la Reine des Pays-Bas avait 60 ans et sa mémoire put la trahir, si tant est qu'elle fit bien le récit en question au baron Korff, et la Grande-Duchesse Anne n'avait qu'un an, en 1796! Pour ce qui est des pensées qui agitaient Alexandre, elles sont destinées à demeurer un mystère, car il ne fit jamais de confidences sur un sujet aussi délicat pour lui. Si l'on s'en rapporte à ses lettres à Laharpe, qui avait quitté la Russie un an auparavant, on peut croire que ces événements le jetèrent dans un trouble profond et qu'il aurait même songé à se fixer définitivement à l'étranger avec sa femme. Mais écrire et agir sont deux, et nous ne saurions rien dire au juste de ce qu'était le fond de sa pensée *).

Aux Cours, les flatteurs sont légion. Tout ce qui tremblait à la vue de Paul flagornait en même temps Alexandre, et le premier de tous, Araktchéeff; un autre favori de l'Empereur, Rostoptchine, tant qu'il le resta, rechercha non seulement les bonnes grâces du Grand-

*) Du *Journal* de Pouchkine, 21 mai 1834: „Dans Alexandre, il y avait beaucoup d'un enfant. Il écrivait un jour à Laharpe qu'il allait donner la liberté et une constitution à son pays, abdiquer le pouvoir et se retirer en Amérique“. Polétika dit à ce propos: „L'Empereur Nicolas est plus positif; il a des idées fausses comme son frère, mais il est moins visionnaire“. Quelqu'un a dit de l'Empereur Nicolas I^{er}: „Il y a beaucoup du praporchtchique en lui et un peu du Pierre-le-Grand“.

Duc Héritier, mais encore celles de la Grande-Duchesse Elisabeth, avec laquelle il avait souvent l'occasion de causer. Que dire des autres courtisans? Tous ils en étaient là.

Les officiers les plus connus d'Alexandre étaient ceux du régiment Sémenowsky, dont il était le chef. Tant à ce titre qu'à titre personnel, il avait comme aide de camp le prince Pierre Wolkonsky, et bien d'autres furent l'objet de distinctions de sa part; quelques-uns reçurent les aiguillettes *). La rumeur voulait que de toute la Garde à pied, les Sémenowsky fussent les plus irrités contre le régime: l'événement le montra bien.

Avant la tragédie de 1801, Alexandre était très lié avec le prince Adam Czartoryski, dont l'influence, d'ailleurs considérable, ne se fit sentir que beaucoup plus tard. Mais depuis 1799, Czartoryski était en Italie, et son ami Novossiltzoff en Angleterre chez le comte Simon Worontzoff. Il ne restait alors à Pétersbourg, et voyant fréquemment le Grand-Duc Héritier, que le comte Paul Stroganoff, le comte Lieven, le comte Komarowsky, Ouvaroff, le chef des Chevaliers-Gardes, et le prince Pierre Dolgorouky. La disgrâce de Rostopchine à Moscou et celle d'Araktchéeff à Grouzino, fit rentrer les frères Zouboff, qu'Alexandre avait constamment vus à la Cour de sa grand-mère dans les derniers temps du règne. Celle de son père accueillait maintenant un nouveau personnage, le comte Pahlen, dont l'énergie bien connue et la volonté de fer lui valaient le poste de gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg, en raison de bruits inquiétants qui, parvenus aux oreilles de Paul, paraissaient à cet esprit agité nécessiter une surveillance particulière. Il est hors de doute qu'Alexandre, qu'il voyait journallement et avec qui il avait des

*) De tout le règne, cinq officiers du régiment Sémenowsky furent faits aides de camp de Sa Majesté, savoir: le 29 septembre 1802, les capitaines en second Pierre Kikine et Alexandre Rjewsky; le 20 juillet 1811, le capitaine en second Nicolas Sipiaguine, plus tard général aide de camp; le 6 janvier 1819, le colonel Léonce Gourko, et le 8 juillet 1820, le capitaine en second Basile Bibikoff.

entretiens prolongés *), fut de ceux sur lesquels il fit une vive impression. Il ne lui cachait ni la gravité croissante et de jour en jour plus inquiétante de la situation ni la nécessité d'une issue ni le danger que courait le jeune Prince d'être arrêté d'un moment à l'autre, agissant, en un mot, avec calcul et habileté sur son imagination **). Alexandre, tout en sachant de son côté l'orage inévitable, resta longtemps sans oser prendre un parti, de peur des suites possibles, mais finit pourtant par donner carte blanche, autrement dit, en somme, par consentir à la mise à exécution du complot (dont le détail n'entre pas dans notre plan). La chose une fois résolue, ce furent des journées d'attente mortelle, car Pahlen n'avait rien préparé avant de s'être assuré le consentement d'Alexandre.

Comme preuve convaincante de leurs rapports, citons un fait attesté dans des conversations et mémoires tant par Pahlen ***) que

*) *Récit verbal du comte Pahlen à Langeron*: „On avait donné à l'Empereur quelque soupçon sur mes liaisons avec le grand-duc Alexandre; nous ne l'ignorions pas. Je ne pouvais paraître chez ce jeune prince, nous n'osions parler longtemps de suite malgré les relations que nos places nous donnaient: c'était donc par des billets (chose, je l'avoue, imprudente et dangereuse, mais indispensable) que nous nous communiquions nos pensées et les arrangements nécessaires à prendre. Ces billets étaient remis au comte Panine: le grand-duc Alexandre y répondait par d'autres billets que Panine me remettait; nous les lisions, nous y répondions et nous les brûlions sur-le-champ“.

**) *Même source*. „.....il me paraissait impossible d'y parvenir sans avoir le consentement et même la *coopération* du grand-duc Alexandre. Je le sondai sur ce sujet, mais d'abord légèrement, vaguement et me contentant de jeter quelques mots sur les dangers du caractère de son père. Alexandre m'écoutait, soupirait et ne répondait rien. Ce n'est pas ce que je voulais. Je me décide enfin à rompre la glace et à lui dire ouvertement et franchement ce qu'il me paraissait indispensable de faire..... Je parvins à ébranler sa piété filiale et même à le décider à combiner avec Panine et moi les moyens de parvenir à un dénouement, dont lui-même ne pouvait se dissimuler l'urgence. Mais je dois à la vérité de dire que le grand-duc Alexandre ne consentit à rien avant d'exiger de moi la *parole la plus sacrée que l'on n'attenterait point aux jours de son père*; je la donnai“, etc., etc.

***) *Même source*. „Lorsque le grand-duc fut décidé à agir de concert avec moi, c'était un grand point de gagné, mais ce n'était pas encore tout. Il m'avait répondu de son régiment de Sémenofsky..... J'engageais le grand-duc à frapper dès le lendemain même le coup médité (c.-à-d. dans la nuit du 9 au 10 mars); il me força de différer jusqu'au 11, jour auquel le 3^e bataillon de Sémenofsky, dont il était plus sûr encore que des autres, monterait la garde. J'y consentis avec peine et ne fus pas sans inquiétude pendant ces deux jours“.

par les autres conjurés. La marche de nuit sur le Palais Michel avait été primitivement fixée à la nuit du 9 au 10 mars: mais Alexandre fit observer à Pahlen qu'agir ce jour-là, c'était s'exposer, car la garde était montée au Palais par des Préobragensky, dévoués à l'Empereur, tandis que le 11 serait le jour des Sémenowsky, de la sûreté desquels il répondait.

Le récit d'un des officiers de garde la nuit historique, le lieutenant Poltoratzky, nous fournit les détails qui suivent.

„Le 10 mars il y avait réunion à la Cour. Paul se promenait au milieu des militaires tremblants et rangés par régiments.

J'étais avec les Sémenofsky. Le grand-duc Alexandre, qui était notre chef, m'approcha et me dit: „Demain vous monterez la garde au Palais Michel“. Je m'inclinai, mais cela me contrariait... de monter la garde sans que cela fût mon tour... Le lendemain je me costumai d'après l'ordre établi; je pris de l'argent, comme on faisait alors, car on n'était jamais sûr de ne pas être expédié du Palais en Sibérie, et je me rendis au Palais Michel avec le capitaine Woronkoff et le sous-lieutenant Ivachkine. Nous montions la garde dans la cour intérieure du Palais et nous nous tenions dans une espèce de galerie... Nous ne savions rien de ce qui se préparait; le général Depreradowitch, qui devait me le confier à la fin de la journée, oublia complètement de le faire, au milieu des agitations qui lui tournaient la tête. La nuit était froide et pluvieuse. Nous étions fatigués. Woronkoff sommeillait sur une espèce de canapé, Ivachkine sur une chaise, et moi j'étais étendu devant la cheminée de la première chambre où se tenaient les soldats. Un laquais de la Cour accourt en criant: „On assassine l'Empereur!“ Réveillés en sursaut, tremblants et effrayés, nous ne savions ce que nous devions faire. Woronkoff s'enfuit. Je restai le plus ancien, etc., etc.

J'adorais le grand-duc Alexandre, j'étais heureux de son avènement; j'étais jeune, étourdi, et, sans rien consulter, je courus dans ses appartements“.

Le comte Pahlen ne consentit pas d'abord à remettre l'exécution: „il y va de vos jours“, déclarait-il au Grand-Duc, car il suffisait de ce délai de quarante-huit heures pour faire tout découvrir. Mais celui-ci tint bon, et il fallut se rendre à ses raisons. La hâte de Pahlen était pourtant justifiée: le 10, Alexandre et son frère Constantin furent tenus aux arrêts dans leurs appartements du Palais. Bref, il se préparait de toute évidence quelque chose d'extraordinaire, mais, pour les intéressés, Alexandre en particulier, c'étaient des heures d'angoisse qu'on allait traverser. Lui aussi, sans nul doute, avait pleine conscience de la gravité du moment, mais son insouciance native ne lui faisait pas approfondir les suites possibles: l'assentiment donné, il demeura jusqu'à la fin dans une espèce de somnolence. Etat moral que nous trouvons difficile à comprendre chez un jeune homme de 23 ans, mais cette somnolence à l'heure de la tourmente devait lui valoir avec les années une chaîne d'intolérables remords: sa conscience parla vite, dès les premiers jours de son avènement *), et ne cessa plus jusqu'au tombeau. Chose inouïe: bien au fait de tous les détails du complot, au lieu de s'efforcer de le déjouer, il s'y rallie de propos délibéré et comme fermant les yeux sur le terrible et inévitable dénouement, la mort violente de son père, car il est difficile d'admettre qu'en disant oui, il pût s'abuser sur la nature du danger: il connaissait trop bien le caractère de l'Empereur pour s'attendre raisonnablement à une abdication sans scènes de violence ni tentatives de résistance. Et c'est là ce qui devait plus tard, impressionnable comme il l'était, hanter sans trêve son imagination, troubler sa conscience et empoisonner toute sa vie, comme le confirment tous les témoignages de l'époque.

*) „Le nouvel Empereur“, dit de Sanglin, „marchait lentement, les genoux comme pliant sous lui, les cheveux en désordre, les yeux en larmes, le regard fixé droit devant lui, la tête parfois inclinée comme pour un salut. Toute sa démarche, son attitude, étaient d'un homme accablé de douleur et bouleversé par quelque coup imprévu. Son visage semblait dire: „Ils ont tous abusé de ma jeunesse, de mon inexpérience; j'ai été trompé: je ne savais pas qu'en arrachant le sceptre aux mains de l'Autocrate, j'exposais fatalement mes jours“ (Description de la première réception au Palais d'Hiver, le 12 mars 1812).

Tout aussi difficile à comprendre la scène entre Alexandre et sa mère après la catastrophe: le soupçonnant d'abord de complicité, elle se serait ensuite jetée dans ses bras en recevant de sa bouche l'assurance de son innocence. La chose assurément se passa sans témoins, et on en est réduit aux conjectures. La psychologie de l'Impératrice Marie ne nous semble pas répondre exactement à l'idée qu'en donnent les historiens de l'époque. L'Empereur mort, toute désireuse qu'elle était, après le premier accès de désespoir, de prendre en mains les rênes de l'Etat *), elle en concevait toute l'impossibilité en raison de la popularité d'Alexandre, et son désir du pouvoir fut moins un réel calcul d'ambition qu'une mise en scène destinée à faire effet sur lui. Avait-elle été ou non dans le secret du complot? Il est autrement malaisé de se prononcer: contemporains et historiens sont muets sur ce point; le journal de l'Impératrice pouvait faire la lumière, mais l'Empereur Nicolas le brûla au lendemain de la mort de sa mère **).

Nous inclinons pour notre compte à penser que le bruit d'un complot possible avait dû parvenir à la connaissance de l'Impératrice, et quant aux appréhensions personnelles de l'Empereur, elle pouvait en avoir une idée en voyant fermée en dedans la porte dérobée conduisant chez elle: fermée par qui, c'est un point qui reste obscur, mais fermée du côté de l'escalier, de sorte que, le fait est constant dans toutes les relations détaillées du drame, Paul ne trouva pas

*) Témoignage de Bennigsen.

***) „L'Impératrice Alexandra tient un journal“, dit le poète Pouchkine dans son journal: „parviendra-t-il à la postérité? L'Impératrice Elisabeth en avait fait un également: il fut brûlé par sa demoiselle d'honneur. L'Impératrice Marie aussi: l'Empereur Nicolas le brûla, comme elle l'avait ordonné. Quelle perte! Elisabeth voulait léguer le sien à Karamzine (au témoignage de la femme de l'historien)“.

Dans une lettre du 12/24 mars 1826, le Césarewitch Constantin remercie Opotchinine de l'avoir informé (sur l'ordre de l'Empereur Nicolas) de la découverte d'une caisse de papiers curieux, „entre autres plusieurs volumes écrits au crayon de la main de l'Empereur défunt“. Et il le charge plus loin de prier l'Empereur de vouloir bien lui faire communiquer, pour les lire, „les cahiers au crayon de la main de l'Empereur défunt“.

d'issue en se précipitant par là. Ceci suffit à prouver que, même dans le nouveau palais, on croyait à la possibilité d'un attentat, sinon la Famille Impériale, du moins les alentours ou les gens. Il est donc probable qu'avant l'événement la mère et le fils ne se parlèrent pas du complot, et ils ne durent guère en parler non plus après; des conjurés et de leurs rôles, oui, sans aucun doute, mais du complot même, non: le sujet n'était pas trop du goût d'Alexandre, et sa mère évitait toujours de l'indisposer, pour ne pas compromettre son influence.

Pour en finir avec les conjectures, ajoutons un mot du Césarwitch Constantin, qui ne savait rien ni du complot ni des pourparlers de son frère avec Pahlen, et auquel on attribua la phrase significative qu'il „ne voulait pas monter au trône souillé par le sang de son Père“.

Ce fut pour le nouvel Empereur une grosse affaire que de s'arranger avec les comparses dont le révoltant cynisme l'avait élevé au Trône de ses ancêtres. Ici encore on se heurte à toute une série de contradictions inexplicables, parmi lesquelles il est difficile de trouver une orientation définitive et satisfaisante.

Les chefs du premier et du second complot, les comtes Panine et Pahlen, furent pour toujours éloignés de Pétersbourg. Panine resta jusqu'à sa mort (1837) dans ses domaines de Douguino et de Marfino, et ce ne fut que sous Nicolas qu'il obtint l'autorisation de venir à Moscou. Pahlen passa le reste de ses jours dans son patrimoine d'Eckau (Courlande) et à Riga, et mourut en 1826.

De châtimeut proprement dit, il n'en fut question pour personne, ni pour les meneurs ni pour les autres. C'était assez naturel: personne n'avait intérêt à entamer une retentissante affaire judiciaire, et moins que personne Alexandre, si inconsidérément engagé dans les trames des Pahlen et consorts.

Ceux à qui la rumeur attribuait un rôle actif dans la nuit du 11 mars se retirèrent dans leurs terres, le prince Yachvil, Skariatine

et Tatarinoff, ainsi que Gardanoff, Argamakoff, Mansouroff et Marine : encore les trois derniers n'eurent-ils garde de donner leur démission.

Les frères Zouboff disparurent définitivement de la scène, retirés dans leurs domaines, et moururent successivement peu après.

Talyzine, l'ancien commandant des Préobragensky, chez lequel eut lieu le rassemblement avant le drame, mourut inopinément en mai suivant. Le bruit répandu d'un empoisonnement, volontaire ou non, resta toujours un on-dit.

De Préradowitch, le commandant des Sémenowsky, ne prit sa retraite qu'en 1807, et vécut dans le besoin jusqu'à une vieillesse avancée.

Bennigsen, après une courte retraite, rentra au service et prit une grande part à toutes les guerres de Napoléon. Il était ménagé et apprécié comme un capitaine de valeur, mais sans guère recevoir d'invitation à la Cour : son nom ne figure que rarement au Journal du Fourrier de la Chambre. Son étoile s'éleva par moments, surtout lors de la guerre de 1807 et après Eylau et Friedland ; puis il joua un rôle marquant dans la Campagne de Russie et celles qui suivirent. Mais, encore une fois, on ne cessa pas de le voir : il arriva, tant à l'Empereur qu'à l'Impératrice-Mère de le recevoir et de lui écrire pour affaires. Il était cependant difficile d'oublier son rôle en 1801 ; il occupait précisément alors une situation éminente, et sa longue et osseuse silhouette devait se graver profondément dans l'imagination de qui voulait évoquer le souvenir de la terrible nuit d'angoisse et d'horreur. Si on lui passa beaucoup, il le dut, semble-t-il, à son origine étrangère, hanovrienne, et au cas qu'on faisait de ses talents militaires. Pour lui, loin de rien cacher, il aimait au contraire causer du passé avec ses amis, et il a laissé un Journal détaillé contenant une apologie de son odieux forfait. Le général Alexandre Fock nota beaucoup de ses récits, et après sa mort l'allemand Bernhardt publia dans son pays une partie des Mémoires de Bennigsen. Mais Alexandre

ne lui pardonnait pas, et il n'eut jamais le bâton de feld-maréchal *), donné si facilement à deux autres allemands, Wittgenstein et Osten-Sacken, qui y avaient pourtant moins de titres.

Ouvaroff eut un sort tout original. Général aide de camp de Paul, puis tombé en disgrâce et privé de ce titre, il fut le premier général aide de camp nommé à l'avènement d'Alexandre, l'accompagnant dans les promenades qu'il faisait habituellement en ville à pied et à cheval les premières années de son règne, presque tous les jours invité à sa table, enfin, chose plus étonnante, *persona grata* près de l'Impératrice Marie. Probablement, son heureux caractère et son insignifiante personnalité n'attiraient pas attention, ou bien il avait réussi à dissimuler son véritable rôle derrière les plaisanteries et calembours où il excellait, sous le couvert de son imperturbable bonhomie et de son français impossible, car il savait fort mal cette langue, alors répandue dans toute l'aristocratie. Bref, il resta jusqu'à sa mort en 1824 l'enfant gâté de la Famille Impériale, et rien d'étonnant à la pointe cruelle lancée à sa mort par le malicieux Arak-tchéeff **).

Quel fut le rôle d'un autre intime de l'Empereur, le prince Pierre Wolkonsky? Il est difficile de le dire. Jeune officier, il n'eut sans doute dans la préparation que la simple part de sentiment qui était celle de la majorité des jeunes de la Garde: mais aide de camp du chef des Sémenowsky, il ne pouvait rester neutre dans l'action. Quoi qu'il en soit, il fut toute sa vie l'ami de la Famille Impériale: il n'y avait donc aucun motif de suspicion contre lui, et nous ne demandons pas mieux que d'admettre qu'il ne prit pas une part active aux événements. Il n'a laissé ni notes ni souvenirs, de sorte

*) „Vingt ans après, lorsque Bennigsen eut à se plaindre d'Alexandre, il me dit à Odessa: „L'ingrat, il a oublié que j'ai bravé l'échafaud pour lui“. (*Mémoires de Langeron*).

**) „Aux funérailles d'Ouvaroff, l'Empereur défunt suivait le cercueil. „Il a un Souverain à ses funérailles“, dit tout haut Arak-tchéeff (à A. Orloff, je crois); „mais comment va-t-il être reçu par l'autre, là-bas?“ C'était un des régicides du 11 mars“. (*Journal de Pouchkine*).

que son témoignage personnel fait défaut, mais son nom figure pourtant dans les listes de conjurés alors en circulation *).

Nous ne nous arrêterons pas aux personnages de moindre envergure, mais nombre d'entre eux firent plus tard leur chemin. Tel fut Serge Marine, devenu aide de camp de Sa Majesté et chargé à plusieurs reprises de missions de confiance par l'Empereur; il mourut en 1813. Il n'y aurait pas grand intérêt à s'arrêter longtemps sur les individus: malheureusement quelques historiens veulent voir dans ceux qui furent ensuite mis à l'écart ou se retirèrent d'eux-mêmes des représentants de cette noblesse, foyer d'opposition aux réformes sous Alexandre. C'est ainsi qu'on lit dans Kartzoff et Voïensky, *Causes de la Guerre de 1812* (p. 24): „Trompés dans leurs espérances ambitieuses, les conjurés se dispersèrent par toute la Russie. Ce sont eux qui, par leurs propos sur la fatale nuit du 11 mars et sur la malveillance de l'Empereur à leur égard, jetèrent les bases du mécontentement général avec lequel il eut à lutter jusqu'aux jours de 1812“. Il est difficile de souscrire à ce jugement, car les seuls qui tombèrent dans une disgrâce complète furent les meurtriers notoirement reconnus pour tels, et encore quelques-uns seulement, comme le prince Yachvil **), Tatarinoff, Skariatine ***), tandis que les autres

*) „Le régiment Sémenowsky marchait si lentement que la tête était déjà aux portes du Palais sur la Sadovaïa, lorsque le prince Pierre Wolkonsky, comme aide de camp du chef de ce régiment, attaché au Grand-Duc Hérilier, courut à cheval vers le bataillon et cria: „Voyons, de Préradowitch, vous êtes toujours en retard“, puis, sans écouter ses explications: „Allons, ça ne fait rien, à présent! Vive le nouvel Empereur!“ (*Mémoires de Véliaminoff-Zernoff*).

„Wolkonsky et Marine ne perdirent rien non plus de leur carrière“ (*Même source*).

**) Lors du meurtre de Paul, le prince Yachvil, un homme d'une parfaite noblesse de sentiments, et Tatarinoff l'étranglèrent avec l'écharpe de Skariatine, qu'il avait ôtée pour la leur passer“ (*Mémoires de Denis Davydoff*).

***) Des Mémoires du poète Pouchkine, encore inédits et conservés par son fils, extrayons ce qui suit, p. 16 du manuscrit:

„Avant-hier, dîner chez l'ambassadeur d'Autriche“ (Ficquelmont). „J'ai fait plusieurs bévues: 1^o arrivé à 5 heures au lieu de 5 1/2, j'ai dû attendre la maîtresse de la maison; 2^o j'étais botté, ce qui m'a mis de mauvaise humeur tout le temps. A trois avec l'ambassadeur et sa femme, on a causé du 11 mars. Ils avaient eu dernièrement à un bal chez eux le régicide Skariatine:

restèrent au service sans avoir jamais été inquiétés. Aussi ne saurions-nous admettre que deux ou trois eussent suffi à „jeter les bases du mécontentement général“ avec lequel eut à lutter l'Empereur. Il y avait bien au sein de la noblesse du mécontentement, mais pour d'autres raisons: c'étaient, surtout avant 1812, la crainte de réformes libérales qui constituaient une menace pour le servage, ainsi que l'alliance avec Napoléon, fils de la Révolution Française, et avec la France en général, cette pépinière d'idées avancées peu faites pour plaire à la noblesse. Ces raisons, les auteurs des *Causes de la Guerre de 1812* les indiquent d'ailleurs à la même page; mais quelles relations ont-elles avec le 11 mars, c'est ce que nous ne voyons pas bien.

Seul le prince Yachvil eut l'audace d'écrire à l'Empereur Alexandre une lettre provocante, que personne ne lut à l'époque, et c'est tout *). Cette lettre parvint-elle à destination, nous ne savons: si oui,

Ficquelmont, qui ne lui savait pas cette histoire, s'étonne des bizarreries de notre société. Mais Alexandre était entouré des meurtriers de son père: voilà pourquoi de son vivant on ne fit jamais le procès des jeunes conjurés qui périrent le 14 décembre; il aurait entendu des vérités trop cruelles. L'Empereur actuellement régnant* (Nicolas I^{er}) „est le premier qui eût le droit et la possibilité de punir les régicides ou les affiliés du complot; son prédécesseur devait patienter et pardonner“.

Du même Journal, 17 janvier 1834: „Avant-hier, bal chez le comte Schouvaloff. Il y avait le régicide Skariatine. Le Grand-Duc Michel a fait une quantité de calembours“.

Et 8 mars 1834: „Joukowsky a été pincé l'autre jour au bal de Ficquelmont (je n'y ai pas été, parce que l'uniforme était de rigueur), avec le régicide Skariatine. Il lui faisait raconter le 11 mars; on s'installe: tout juste à point entre l'Empereur avec le comte Benckendorf, pour surprendre le précepteur de son fils en cordiale conversation avec le meurtrier de son père. L'écharpe qui avait servi à étrangler Paul était celle de Skariatine“.

*) La voici: „Sire, Depuis la minute où votre Père, ce malheureux insensé, monta sur le Trône, j'ai résolu de me sacrifier, s'il était nécessaire, au bien de la Russie, qui, jouet des favoris depuis Pierre-le-Grand, a fini par devenir la victime de la démenche.

Notre Patrie est sous le régime de l'autocratie, le plus dangereux de tous, puisqu'il fait dépendre le sort de millions d'hommes de la valeur d'esprit et d'âme d'un seul. Pierre-le-Grand porta avec gloire le fardeau de l'Autocratie, et sa sage sollicitude donna le repos au pays. Ce n'est pas par intérêt, Dieu m'en est témoin, que nos mains se sont rougies de sang. Puisse la victime n'être pas inutile!

il va sans dire qu'il n'en est pas resté trace dans les archives officielles, et c'est dans la famille de l'auteur qu'elle est conservée. Elle est curieuse comme caractéristique de l'état d'âme de quelques-uns des conjurés *). Mais il en fut d'autres, et non des moindres, qui restèrent toute leur vie convaincus du mérite de leur triste exploit et allaient même jusqu'à s'en glorifier. Nous voulons parler du comte Pahlen et du général Bennigsen, qui, au témoignage des contemporains, se considéraient un peu comme ayant délivré la Russie d'un tyran en délire. Les autres complices étaient beaucoup plus modestes, et préférèrent ne pas rappeler de toute leur vie leurs douteux exploits de jeunesse.

Le fougueux Laharpe, qui s'élança à Pétersbourg à l'appel de son ancien élève, crut devoir donner son avis sur les mesures de répression possibles, et écrivit à l'Empereur le 30 octobre 1801 une lettre assez déplacée, et d'autant plus déplacée qu'il était étranger et

Comprenez votre haute vocation: soyez sur le Trône, autant que possible, honnête homme et citoyen russe! Comprenez qu'au désespoir il n'est rien d'impossible, et ne laissez pas périr la Patrie. L'homme qui sacrifie sa vie pour la Russie a le droit de vous le dire. Je suis maintenant plus grand que vous, parce que je ne désire rien, et, s'il le fallait même pour sauver votre gloire, qui m'est chère parce qu'elle est aussi celle de la Russie, je serais prêt à mourir sur l'échafaud; mais c'est inutile, toute la faute retombe sur vous, et de tels forfaits ne sont pas de ceux que recouvre le manteau royal! Pardonnez, Sire! Devant le Souverain je suis le sauveur de la Patrie; devant le fils, le meurtrier du Père! Pardonnez! Dieu bénisse la Russie, et vous, son idole ici-bas! Puisse-t-elle éternellement ne pas rougir de lui!"

*) Les souvenirs de la famille ne permettent pas de préciser si la lettre fut remise à l'Empereur, mais semblent porter à croire qu'il la lut pourtant, et une tradition veut que ce soit cette lettre, et en particulier la phrase: „Comprenez qu'au désespoir il n'est rien d'impossible!“ qui ait fait exiler le prince dans ses terres avec interdiction de séjour dans les deux capitales. Il commanda en 1812 la milice levée par la noblesse du gouvernement de Kalouga, où il résidait, et fit campagne avec succès, ce qui n'empêcha pas d'échouer toutes les démarches tentées pour faire lever son interdiction de séjour. Il mourut au bourg de Mouromtsoff, gouvernement de Kalouga, actuellement propriété des Ermoloff. Il y vivait inquiet et morose, toujours hanté par la crainte de la prison ou de la Sibérie et tremblant, à chaque équipage, d'en voir sortir un courrier de Cabinet. Au témoignage d'une personne qui vécut longtemps chez lui, transmis par un descendant de la famille qui la connut personnellement, il était atteint de la manie de la persécution, à la suite des tragiques événements de sa jeunesse. Sa postérité porte toujours son nom, sauf les branches féminines des Izvolsky et des Ermoloff.

devait savoir qu'en Russie, une telle ingérence ne peut être qu'également odieuse à l'Empereur et à toute la nation. Ajoutons qu'Alexandre, en restant sourd à ces conseils importuns, prit le parti le plus sage et le plus conforme aux conjonctures compliquées du moment.

Voici le texte complet de cette épître *).

St-Petersbourg, le 30 octobre 1801.

Sire, Je prends la liberté d'adresser à V. M. I. quelques réflexions produites par Sa dernière conversation **).

Une nation poussée à bout par des rigueurs peut assurément réagir contre ceux qui les occasionnent. Cette vérité de sentiment n'a besoin d'aucune démonstration, et c'est pour cela qu'il est superflu d'en faire l'objet d'une stipulation expresse. Celle-ci ne peut même avoir que de fâcheux résultats, *la nécessité seule*, bien constatée, pouvant légitimer l'usage qu'on en fait.

Que votre nation, Sire, ait été réduite à cette nécessité, c'est ce qui n'est malheureusement que trop réel. Pour prévenir les suites funestes qu'eût entraînées la réaction d'une pareille masse, des remèdes prompts et sûrs étaient indispensables. Ceux dont on avait fait usage dans d'autres pays étaient certainement applicables à la situation de votre patrie, et vos qualités d'Héritier Présomptif, de fils et de citoyen vous faisaient un devoir de recourir à ces remèdes. C'est là, Sire, ce que vous avez dû vouloir, et c'est aussi, en effet, ce que vous avez voulu.

Mais les hommes chargés de mettre à l'exécution ce projet légitime ont abusé de votre confiance et désobéi à vos ordres. Cette *désobéissance formelle* désigne des coupables. Ceux-là, sans doute, ne l'étaient pas d'abord qui entrèrent dans l'appartement de l'Empereur, conformément au plan convenu; mais tous le devinrent en protégeant

*) Bibliothèque Personnelle de Sa Majesté l'Empereur, Section des Manuscrits, № 364.

***) Cet excellent Prince m'avait exposé dans le plus grand détail tout ce qui avait amené, accompagné et suivi la catastrophe. *(N. d. La Harpe).*



*Le Grand-Duc Paul Pétrowitch avec son Epouse et ses fils,
Alexandre et Constantin*

les assassins. Non seulement ceux-là sont coupables qui frappèrent l'Empereur et qui le firent expirer au milieu des tourments d'une longue agonie; ceux-là furent aussi leurs complices qui permirent ces atrocités lorsqu'il était de leur devoir de tirer l'épée contre les assassins *) et d'obéir strictement aux instructions données. Comment trois hommes seuls auraient-ils commis un pareil attentat au milieu de seize autres, s'ils n'eussent pas été soutenus par d'autres? Et que penser d'hommes qui virent froidement étrangler leur Empereur, qui réclamait en vain leur secours et qui ne succomba qu'après une résistance prolongée? Il m'est donc impossible, Sire, de ne pas croire qu'on vous a caché à dessein la vérité! Je n'affligerai point votre cœur par le récit des détails qui m'ont été répétés depuis Paris jusqu'à St-Petersbourg. Quelle que soit la concordance de ces récits, ils sont, sans doute, exagérés, mais cette concordance même sur des hommes regardés partout comme acteurs principaux ne permet pas de les regarder comme innocents avant qu'ils se soient lavés. La renommée, qui débite tant de mensonges, répand aussi des vérités.

Il ne suffit pas que V. M. I. ait une conscience pure, ou que ceux qui ont l'honneur de La connaître soient convaincus qu'Elle n'a cédé qu'à la nécessité: il faut qu'on sache que, si Elle a dû consentir, après une longue résistance, à entreprendre pour le bien de Son pays ce qu'on avait exécuté légitimement et avec succès ailleurs **), sa loyauté et sa confiance ont été indignement trompées; il faut qu'on apprenne qu'Elle punit le crime dès qu'Elle le reconnaît, partout où il se trouve.

L'assassinat d'un Empereur au milieu de son Palais, dans le sein de sa famille, ne peut demeurer impuni sans fouler aux pieds les

*) On avait réussi à persuader l'Empereur que trois scélérats seuls avaient porté leurs mains sur son père, que diverses circonstances malheureuses, l'obscurité, le désordre, etc., avaient provoqué des complications qu'on n'avait pu ni prévoir, ni prévenir.

***) Par exemple, en Portugal, en Danemark et même en Angleterre. (*N. d. La Harpe*).

lois divines et humaines, sans compromettre la dignité impériale, sans exposer la nation à devenir la proie des mécontents assez audacieux pour se venger du monarque, disposer de son trône, et forcer son successeur à leur accorder l'impunité.

C'est à vous, Sire, qui n'êtes monté sur le Trône qu'à regret, qu'il appartient d'affermir désormais celui de la Russie, que des révolutions successives ont ébranlé. Mais en attendant que les institutions que vous préparez lui rendent ce service, c'est à la justice d'en garder les sanctions. Elle punit d'une mort cruelle le vol de grand chemin, commis par des hommes que la misère a peut-être poussés au crime, et elle souffrirait autour de Votre Personne ceux que la voix publique accuse d'avoir participé à l'assassinat de l'Empereur, et qui ont été, du moins, en société avec les assassins! Sire! C'est par une justice impartiale, publique, sévère et prompte, que de pareils attentats peuvent et doivent être réprimés. Il faut faire cesser en Russie le scandale de régicides constamment impunis, souvent même récompensés, rôdant autour du Trône prêts à recommencer leurs forfaits.

Si V. M. I. me demandait donc mon avis, je lui répondrais qu'il n'y a que deux partis à prendre. Le premier consisterait à admettre que les hommes qui entrèrent dans l'appartement de l'Empereur avec les trois assassins ne purent les prévenir: l'explication bienveillante, qui, en atténuant la faute de ces hommes, pourrait engager V. M. I. à les éloigner simplement de Sa Personne, ce qu'ils auraient dû faire d'eux-mêmes depuis longtemps.

Le deuxième parti serait de laisser aux lois leur libre cours.

Si V. M. I. adoptait ce dernier parti, *le seul peut-être qui convienne à Sa dignité*, je Lui dirais: 1) Faites examiner *isolément* d'abord, puis confronter, en présence d'hommes intègres, ceux qui appartenaient à l'escouade qui pénétra dans l'appartement de l'Empereur; c'est le seul moyen de connaître la vérité, que vous n'apprendrez point par d'autres voies, la crainte ou la malveillance corrompant tous les canaux par lesquels elle pourrait vous arriver d'ailleurs. 2) Faites

mettre en jugement les barbares qui étranglèrent l'Empereur, et leurs complices qui en furent les témoins ou qui le souffrirent, si vous n'aimez mieux les éloigner. 3) Veillez à ce que la justice soit rendue avec promptitude et impartialité, et prenez les mesures telles que les créatures des accusés ne puissent user de leurs moyens pour troubler le cours de la justice.

Je sou mets ces réflexions à V. M. I., en lui observant que Son devoir, Sa sûreté et Sa gloire exigent d'Elle de ne pas renvoyer trop à se prononcer. Elle peut compter sur tous les gens de bien qui Lui feront un bouclier de leurs personnes, lorsqu'ils verront que l'indulgence et l'affabilité ne L'empêchent pas d'être sévère et juste exécuteur des lois.

Agréez, Sire, l'assurance de mon respect et de mon inaltérable dévouement.

La Harpe.

La vie fut dure pour Alexandre durant les premières années de son règne *). Il travailla à étouffer alarmes et remords en y cherchant une diversion dans son imagination, et trouva à la fois un soulagement et le repos moral dans l'ardeur avec laquelle il se

*) „Mais“, dit Gretch dans ses Mémoires inédits, „le tableau de son avènement laissa sur son âme un poids insupportable, qu'il emporta au tombeau. Foncièrement doux et tendre, lui qui respectait et vénérail tous les droits, tous les liens, familiaux et sociaux, il se vit en butte au soupçon le plus épouvantable, celui de parricide. Chacun sait qu'il était absolument pur sous ce rapport“.

Et plus loin :

„On peut se figurer l'horreur et l'abomination d'Alexandre à la nouvelle du forfait. Après avoir d'abord refusé la Couronne, il se décida pourtant à faire son devoir, mais le sentiment affreux de sa connivence à des machinations dont l'issue fut pour lui si imprévue et si déchirante resta jusqu'à la mort ineffaçable de sa mémoire et de sa conscience, et rien n'y fit, ni l'éclat bruyant de la gloire, ni les applaudissements de l'Europe à son Libérateur. Sur son charmant et aimable visage, la nuit terrible avait laissé de douloureuses empreintes, ces rides qui paraissaient entre les sourcils au moindre mouvement de l'âme. Il pouvait supporter toutes les privations, tous les outrages; seuls, le souvenir de la mort de son père, l'idée qu'on pouvait le soupçonner d'y avoir trempé, le mettaient hors de lui. Napoléon Bonaparte tomba pour avoir blessé en lui ce sentiment“.

livra à ses nouvelles idées de réforme. Il s'entoura donc de jeunes gens de son âge animés des mêmes idées, le prince Adam Czartoryski, le comte Victor Kotchubey, le comte Paul Stroganoff et Nicolas Novossiltzoff, et inaugura les séances du fameux Comité Secret, dont nous avons publié les procès-verbaux, empruntés aux Archives Stroganoff.

L'enthousiasme dura trois ans, et il semblait par moments qu'Alexandre n'en déployât pas moins que ses collaborateurs, qui avaient le bonheur, non seulement de travailler avec l'Empereur, mais encore de dîner fréquemment chez LL. MM. et de rester à causer après table. *Il semblait*, car le jeune Souverain présidait en personne et dirigeait les débats, s'intéressant à tous les détails des divers projets à l'ordre du jour et s'appliquant parfois à modérer les ardeurs des novateurs qu'il avait choisis lui-même. Mais à côté de ces travaux, il est hors de doute qu'il trouvait le temps, dans ses courses avec ses aides de camp, d'entendre leurs objections ainsi que des échos de l'opinion publique. Ouvaroff, le prince Pierre Wolkonsky, le comte Komarowsky et surtout le prince Pierre Dolgorouky lui transmettaient ces échos du parti des notables de la noblesse ennemis de la fièvre de réformes, et n'avaient garde assurément de manquer une occasion. L'Impératrice Mère, de son côté, faisait tout pour préserver son fils des entraînements pernicious, dont elle lui prédisait les plus graves conséquences: mais propos de sa mère et racontars de sa Suite, il restait sourd à tout, et persévérait dans la tâche entreprise, sans avoir l'air de prendre garde aux avertissements.

Dès ces premières années, on voit percer chez Alexandre un trait fondamental de caractère: illuminé d'une idée radieuse, inspirateur de cette idée, il laisse porter à d'autres tout le faix de la besogne, fort attentif d'ailleurs à l'opinion publique, mais sans que rien trahisse un instant la moindre diminution d'intérêt pour le travail commencé. A cet égard on ne peut qu'applaudir à l'obser-

vation de M. Kiesewetter dans son Etude sur Araktchéeff *): „Le grand moyen constamment adopté par Alexandre dans la lutte pour la vie, c'était sa virtuosité à échafauder le succès sur la confiance des autres, qu'il se conciliait par son art de se montrer toujours disposé à la concession, toujours porté à reconnaître leur supériorité sur lui et à s'enthousiasmer facilement de leurs mérites: autant d'attitudes prises comme argent comptant par nombre de contemporains et plus tard d'historiens“. Et le baron Korff, qui eut le bonheur d'être en relations personnelles avec des contemporains qui connaissaient parfaitement Alexandre, dit de lui: „Comme Catherine, il possédait au plus haut degré la faculté de se subjuguier les esprits et de pénétrer les âmes, *tout en cachant ses sentiments et ses pensées à lui*“.

Nous avons dit ailleurs les étrangetés du caractère d'Alexandre. Qu'il nous soit permis de rappeler ici le passage suivant **): „L'Empereur Alexandre n'était point un réformateur. En lui attribuant exclusivement les réformes qui signalèrent les premières années du XIX^e siècle, on commet une erreur historique d'autant plus grave qu'on s'en prévaut ensuite pour lui imputer un changement qui se serait accompli par la suite dans ses vues et dans ses desseins.

„A peine monté sur le trône, l'Empereur avait éprouvé des mécontentements si graves et si nombreux, qu'il résolut de corriger, de modifier, de transformer même bien des points qu'il trouvait défectueux, mais aucune des réformes *ne fut son œuvre personnelle*, aucune d'elles ne lui fut inspirée sans difficulté et ne lui fut arrachée sans effort. Dans les premières années de son règne, il se montra plus conservateur que tous les conseillers qui l'entouraient“.

Et plus loin nous signalions à l'attention le jugement porté sur le caractère des travaux du Comité Secret et de ses rapports avec

*) *La Pensée Russe*, novembre 1910.

***) Grand-Duc Nicolas Mikhaïlowitch, *Le Comte Paul Stroganov*. Traduction française, Paris, MDCCCXCV, Introduction, p. XXII.

l'Empereur par le comte Paul Stroganoff, qui n'avait pas tardé à pénétrer ses desseins et „son caractère mou et indolent“, obstacle à tout bon travail. Il y avait alors deux grandes questions à l'ordre du jour pour Alexandre et ses jeunes collaborateurs, la constitution et l'abolition du servage, mais la constitution, il cessa bientôt d'y penser, tout en en parlant toujours, et quant à l'abolition du servage, elle fut restreinte à l'organisation d'une classe de cultivateurs libres.

La fièvre et la précipitation apportées aux mesures de réorganisation intérieure étaient visibles en tout. Nulle part l'ombre d'un système arrêté: tout à la hâte, sans réflexion, par â-coups. Dans la course aux réformes à la suite de l'Empereur lui-même, on ne s'apercevait pas qu'une telle manière de traiter des affaires sérieuses devait fatalement le ramener tôt ou tard au sentiment de la réalité. Bien des hommes des règnes précédents eurent beau désapprouver et manifester hautement leur mécontentement: quelques-uns furent entraînés bon gré mal gré dans le tourbillon de rénovation à outrance, et c'est ainsi qu'on en vit avec surprise, en dépit de l'âge et de l'expérience, collaborer aux réformes qu'ils critiquaient eux-mêmes. Le comte Alexandre Worontzoff, Békléhoff, Trochtchinsky, Mordvinoff, Zavadowsky et Derjavine se laissèrent entraîner *), et ne firent qu'accélérer à leur insu la solution hâtive des questions les plus graves et les plus considérables. Lors de la fondation des ministères, le 8 septembre 1802, on vit côte à côte avec le prince Czartoryski, le comte Kotchubey, Novosiltzoff et le comte Paul Stroganoff, des seigneurs de marque comme le comte Alexandre Worontzoff, Mordvinoff, Derjavine et le comte Zavadowsky, ministres des affaires étrangères, de la marine, de la justice et de l'instruction publique.

Quant à ses jeunes collaborateurs, Alexandre en fit de modestes ministres adjoints, sauf de Kotchubey, qui eut le plaisir et la satis-

*) Il n'y en eut que fort peu qui résistèrent consciemment, et le plus rassis de tous fut certainement le comte Simon Worontzoff, qui remit une note détaillée témoignant de sa préférence pour le régime anglais.

faction d'ambition d'obtenir un poste lourd de responsabilités, l'intérieur. Dans les quelques mois qui s'étaient écoulés depuis la disgrâce du comte Panine, il avait eu le déplaisir, qu'il ne cachait pas, d'être à la tête de la politique extérieure. Il mérite encore une mention spéciale comme patron de Spéransky, dont il fit un de ses principaux collaborateurs, et qui eut ici la perspicacité toute particulière d'abandonner son bienfaiteur Trochtchinsky, nommé au poste secondaire de ministre des domaines.

Entouré de son état-major de travailleurs, le jeune Empereur s'entendait à merveille à tirer parti des diverses personnalités et à mettre en évidence au bon moment tel ou tel, tout en restant lui-même dans la coulisse sans laisser percer sa préférence. Ce talent particulier, il le déploya dès le début et ne le perdit jamais.

Ainsi donc, son activité dévorante dans le domaine de la politique intérieure faisait diversion à toute impression fâcheuse, et on ne saurait trop admirer son art de se créer une occupation absorbante pour refouler l'amertume des souvenirs de l'avènement *).

Que dire à la même époque de la politique extérieure? Alexandre avait-il une idée nette et bien arrêtée de ce que devaient être les rapports avec les puissances étrangères? Pour le moment, il semble bien que non: jusqu'à Tilsit, tout se fait à l'aveuglette, au hasard des impressions de l'heure et sans aucun système. Encore incertain

*) Voici la caractéristique de l'époque par Gretsch:

„Les premières années du règne d'Alexandre furent les plus heureuses et les plus enchantées. D'une manière générale, le règne peut se diviser comme suit: 1) de l'avènement à Austerlitz, 2) d'Austerlitz à Friedland, 3) de Tilsit au début de la Campagne de Russie, 4) de la Campagne de Russie aux Congrès de Troppau et de Laybach, 5) des Congrès à la fin. A ces diverses périodes correspondent des changements sensibles dans le caractère et les actes de l'Empereur. De 1801 à 1805, calme, paix, douceur, enchantement: quantité d'importantes et salutaires mesures gouvernementales, auxquelles je reviendrai plus loin en détail; la Russie parfaitement tranquille et heureuse, les lettres renaissant sous l'action des rayons bienfaisants de la liberté. Partout la joie et les danses, et l'Empereur, sans se mêler lui-même aux plaisirs bruyants, les permettant et les encourageant“.

Ce passage a été retranscrit dans l'édition des Mémoires de Gretsch. Quant à la division en périodes, celle que nous avons adoptée est un peu différente.

de lui-même, l'Empereur préfère traiter les affaires de politique extérieure en séance du Comité Secret, chacun y ayant à cet effet la pleine liberté de ses opinions: quelques séances de l'été de 1801, en juillet et août, y furent presque exclusivement consacrées. La première orientation parut sage: on décida, autant que faire se pourrait, s'entend, sans compromettre la dignité de la Russie, d'éviter toute immixtion dans les affaires de l'étranger et même toute espèce de traités, et de se tenir entièrement à part. Personnellement, Alexandre n'annonçait de préférence pour aucune puissance, et on ne saurait guère se ranger à l'avis de Schilder: „L'Empereur entrait dans la carrière politique avec certaines sympathies pour le chef du gouvernement français, le Premier Consul Bonaparte“ *).

Si c'est là une conclusion tirée de l'accueil empressé fait à Duroc, envoyé pour nouer des relations avec le nouveau Souverain, elle est peut-être hâtive. Car Alexandre, toujours accueillant d'ailleurs, avait surtout dans sa jeunesse un don inné d'amabilité, et le plaisir qu'il put avoir à causer avec Duroc, à faire même avec lui quelques promenades au Jardin d'Été, n'est pas une preuve suffisante de sympathies pour Bonaparte. Les premiers pas d'Alexandre dès son avènement tendaient plutôt au contraire à une alliance avec l'Angleterre: on le vit bien par la convention signée avec elle le 5 juin 1801. Le comte Simon Worontzoff était de nouveau nommé ambassadeur à Londres, et à Paris on remplaçait Kolytcheff par le comte Morkoff, qui n'était nullement homme à gagner la confiance et les bonnes grâces de Bonaparte. L'Autriche et surtout la Prusse s'empressèrent de nouer les meilleures relations avec la Russie changée de maître; leurs efforts significatifs pour se concilier la bienveillance de leur voisine commune furent couronnés d'un succès inespéré, pour leur plus grand avantage à elles, sinon pour le sien. Le comte Panine disgracié fut remplacé par le comte Kotclubey, dont les protestations

*) Schilder, *Histoire du règne de l'Empereur Alexandre I^{er}*, T. I. p. 3.

restèrent infructueuses, et dont le choix ne tenait pas seulement à une amitié personnelle avec l'Empereur: déjà représentant de la Russie à Constantinople, il n'était pas novice en diplomatie, mais sa circonspection et sa retenue excessives le portaient à redouter les grosses responsabilités; aussi n'accepta-t-il qu'à son corps défendant. Toujours et partout sur la réserve, il évitait d'ailleurs visiblement de prendre aucune décision par lui-même et portait tout au Comité Secret.

Or voici ce qui se passait en réalité. Il était entièrement sous l'influence de son ami le prince Adam Czartoryski, qui l'avait peu à peu circonvenu et prétendait se servir de son organe pour faire passer ses propres idées. La vigilance de l'Empereur ne se laissa pas surprendre, et la création des ministères fut pour Kotchubey l'occasion d'un changement de carrière: le poste de chancelier et ministre des affaires étrangères était donné au vieux comte Alexandre Worontzoff, avec Czartoryski comme adjoint.

„Le tour a été bien joué“. Mais par qui et à qui? Par Alexandre évidemment, dans l'espèce, et une preuve bien convaincante fut l'entrevue de Memel, le 29 mai/10 juin 1802, avec le Roi et la Reine de Prusse. Entrevue grosse de conséquences, arrêtée à l'insu et de Kotchubey et de Czartoryski, qui, à la première nouvelle, se risquèrent à s'enquérir du but, et ne reçurent que des réponses évasives. Les assurances qui ne leur furent pas ménagées „du caractère tout extra-diplomatique du voyage“ les laissèrent tous deux incrédules, et ils n'eurent sans doute guère lieu d'être satisfaits de cet acte imprévu d'indépendance de leur Souverain. Le prince Czartoryski n'oublia jamais Memel et citait à l'occasion cette sortie inconsidérée comme exemple d'un trait particulier à l'Empereur, la faculté de se laisser entraîner par les circonstances aux combinaisons les plus invraisemblables. Rien d'étonnant dès lors à cette nouvelle allusion dans une lettre d'avril 1806: „L'amitié intime qu'au bout de quelques jours de connaissance V. M. I. y contracta“ (à Memel) „avec le Roi fit qu'Elle ne considéra plus dans la Prusse un Etat politique,

mais une personne qui lui était chère et envers laquelle Elle croyait avoir des obligations particulières à remplir“ *). L'allusion pouvait paraître méchante ou satirique sous la plume d'un magnat et patriote polonais, mais c'est qu'en effet, pour Alexandre, Memel était bien l'affirmation de la Prusse comme *un Etat politique*; c'est là ce qui fait l'importance de l'entrevue, et Schilder est dans le vrai en disant: „C'est à Memel que furent jetées les bases solides de l'amitié d'Alexandre avec Frédéric-Guillaume III, à laquelle le Roi dut plus tard la conservation de sa Monarchie; malheureusement cette noble entreprise de la conservation, puis de la restauration, de la puissance prussienne fit verser des flots de sang russe“ **). Et quels pouvaient être les mobiles de cet entraînement parfaitement conscient d'Alexandre et de son projet d'entrevue? Il convient de les chercher dans une pression morale de l'Impératrice Mère, attirée par tout ce qui était allemand, et aussi dans le désir de faire la connaissance personnelle d'un descendant du Grand Frédéric et de voir les grenadiers prussiens, dans ce goût du dressage militaire qui datait des parades de Gatchina, et qui était un trait distinctif d'Alexandre comme de tous ses frères. Le trésor de références qu'est le Journal du Fourrier de la Chambre, cette chronique de la vie de LL. MM., témoigne de la quantité de revues et parades de 1801 à 1804, et la jeune Impératrice Elisabeth le relate aussi, à son grand désespoir, dans ses lettres à sa mère. En un mot, l'intérêt visible pour toutes les affaires, tant intérieures qu'extérieures, n'empêche pas le goût inné du militaire de prendre le dessus, surtout au début du règne.

Constamment dans la société de ses généraux aides de camp, prenant avec lui tantôt l'un, tantôt l'autre de ces heureux élus dans sa promenade quotidienne, consacrant la journée aux rapports et la

*) *Alexandre Ier et le Prince Czartoryski*. Correspondance particulière et conversations (1801—1823), publiées par le Prince Ladislas Czartoryski avec une introduction par Charles de Mazade, Paris, 1865, p. 31.

***) Schilder, *Histoire, etc.*, T. 1, p. 87.

soirée à ses jeunes amis du Comité Secret, Alexandre se plongea d'un trait dans ses obligations compliquées de chef d'Etat, et ce n'est pas sans raison que l'excellent comte Simon Worontzoff écrivait au prince Czartoryski: „Unissons-nous donc à faire tout ce qui dépendra de nous pour conserver l'excellent souverain que Dieu nous a donné. Empêchons qu'il n'abîme sa santé et ne périsse victime de son travail immodéré“. Worontzoff n'était pas le seul de cet avis; c'était aussi celui d'hommes d'âge comme son frère le comte Alexandre, comme Mordvinoff, Chichkoff, et en général celui de quiconque faisait cas du siècle de Catherine.

Effectivement Alexandre trouvait le temps de dire un mot à l'un, de faire des amitiés à un autre, de témoigner des égards à un troisième. Il avait de nombreux invités à sa table, qui pouvaient à loisir le contempler et l'observer; quelques-uns restaient parfois à causer après le dîner, et cette insigne faveur n'était pas exclusivement réservée à ses jeunes collaborateurs. Au cours de ces relations personnelles, il étudiait les types les plus divers et recueillait les éléments d'un choix à faire à l'occasion. Chose curieuse, lorsqu'à la fondation des ministères, il fit appel à de nombreux dignitaires qualifiés par leurs services et leur expérience, ce ne fut pas toujours en les admettant pour cela aux séances du Comité Secret: il ne faisait parfois que les consulter, et en demandant à chacun isolément sa consultation par écrit. *L'Archive Worontzoff* nous a conservé des billets donnant une idée de cette procédure. Par exemple, Novosiltzoff écrit le 18 septembre 1802 au comte Alexandre Worontzoff: „S. M. l'Empereur a daigné m'ordonner de prier Votre Altesse de m'envoyer, la veille de chaque Comité, fixé aux Mardi et Vendredi, un résumé des objets dont vous vous proposez de traiter, pour être communiqué au préalable à S. M. La séance de demain est fixée à cinq heures: si vous avez quelque proposition à faire, veuillez l'envoyer à l'avance, dès demain matin“. Et les vénérables dignitaires s'exécutaient sans mot dire. Il en était de même dans le domaine militaire, où des

jeunes de la Suite étaient envoyés par toute la Russie avec mission de contrôler de beaucoup plus âgés qu'eux, qui se soumettaient, sans doute, mais en protestant presque ouvertement.

Comme il arrive presque toujours, tous ces délégués de l'Empereur avaient plus ou moins de tact, et les protestations étaient parfois entièrement justifiées. Sous ce rapport, une mention particulière est due à un des novateurs les plus marquants de l'époque, le prince Czartoryski. Pour un polonais, c'étaient des fonctions quelque peu délicates que celles de ministre adjoint des affaires étrangères. Ajoutons pourtant à son honneur qu'il s'en rendait bien compte, et même, dans ses Mémoires, il dit de sa nomination „que c'était une de ces fantaisies que l'Empereur Alexandre s'entêtait à mettre en exécution“. Mais dans la pratique, il était parfois hautain, fier et exigeant, et ne manquait pas une occasion de souligner sa qualité de polonais. Voici comment s'exprime, à propos de cette même nomination lors de la retraite du comte Alexandre Worontzoff, le comte Joseph de Maistre, l'ambassadeur de Sardaigne, dont les rapports à son gouvernement sont des modèles d'observation fine et d'appréciation juste: „Worontzoff se retire à Moscou; Czartoryski sera tout-puissant. Il est haut, dissimulé et passablement repoussant. Je doute qu'un polonais qui avait des prétentions à la Couronne puisse être bon russe“ *). Parfaitement exact, ce jugement porté par un étranger lui-même sur le nouveau chef de la politique extérieure!

Mais les deux premières années du règne, on voit également se mêler presque à tout le suisse Laharpe, l'ancien précepteur d'Alexandre: sur son intrusion dans les affaires russes, l'opinion était unanime, et il dut bientôt rentrer chez lui, passablement déconfit de sa malencontreuse expédition à Pétersbourg. Joseph de Maistre, toujours bon observateur, commente en ces termes l'état des esprits au

*) *Mémoires politiques et correspondance diplomatique de Joseph de Maistre*, avec explications et commentaires historiques, par Albert Blanc, Paris, 1858, p. 101.

milieu de 1803: „La Russie, prenant une attitude plus menaçante et une voix plus élevée, pourrait aisément rétablir un peu de l'équilibre; mais faites un peu entrer ces idées dans une tête façonnée par M. de La Harpe! L'Empereur de Russie n'a que deux idées: paix et économie“.

Pour Alexandre, de Maistre n'a que de la sympathie: „S'il rencontre quelqu'un sur le quai, il ne veut pas qu'on descende, il suffit de saluer. Malheureusement cette popularité, bonne peut-être pour des yeux méridionaux, qui savent lire la majesté à travers sa simplicité, ne fait pas le même effet sur des organes russes. La considération personnelle a beaucoup baissé. Toutes les nations ne peuvent pas supporter toutes les vertus. On doit cependant se prosterner devant un tel respect des hommes et de ses devoirs“. Et le comte Alexandre Worontzoff, donnant sa démission pour raisons de santé, dit à son neveu Michel tout autant de bien du jeune Empereur: „Il faut que vous sachiez que je ne puis assez me louer de lui, et que c'est vraiment à regret que je le quitte..... J'ai reçu hier un rescrit très flatteur de l'Empereur où il me marque sur quel pied il consent à mon absence..... Je vous avoue encore que c'est avec le plus sincère regret que je quitte le Souverain qui m'a comblé de marques d'amitié et de bonté“.

Même témoignage de simplicité, et en même temps de bonne humeur si peu après l'avènement, dans cette aimable et curieuse réponse au comte Paul Stroganoff, qui s'excusait d'un moment d'emportement en séance: „Mon cher ami, je crois que vous êtes devenu tout à fait fou! Comment est-il possible de relever et de vous accuser d'une chose qui est la meilleure preuve de votre intérêt pour moi et votre amour pour le bien public? Croyez que je ne vous ai jamais méconnu, et tout en me disputant avec vous, je vous dois justice aux sentiments qui vous animent. De grâce, plus de ces explications qui cadrent si peu avec l'amitié qui nous unit. Ce qui ne convient pas en public peut très bien trouver place quand nous sommes seuls, et

la plus grande preuve d'amitié que vous pouvez me donner, c'est de me gronder bien comme il faut quand je le mérite. Adieu, mon cher“.

Tous ces détails peuvent paraître insignifiants, mais nous y insistons à dessein pour mieux mettre en relief la personnalité d'Alexandre aux premiers temps de son règne. Que dire de l'influence des femmes?

Elle est presque nulle au début. L'Impératrice Mère était encore trop accablée des récents événements pour concentrer son attention sur son fils: retirée à Gatchina et à Pavlowsk, elle s'entourait des hommes et des choses qui avaient fait le bonheur de Paul, et les tentatives qu'elle put faire par moments pour retenir le jeune Empereur sur la pente de la rénovation à outrance furent maladroitement et infructueuses. Quant à l'Impératrice Elisabeth, remarquable dès le début de courage et de sang-froid, elle témoigne à son mari un amour et un attachement que les plus mauvaises périodes de malentendus ne lui feront pas oublier. Mais les affaires de l'Etat ne lui laissaient guère de temps pour elle, et ils ne se voyaient qu'à de rares intervalles. Jusqu'en 1804, tout est pour le mieux, et l'accord est parfait. Ennemie comme lui de l'étiquette et des cérémonies, elle aimait en tout la simplicité et trouvait sous ce rapport toute satisfaction, au grand désespoir de l'Impératrice Marie, qui eut dans les questions d'ordre intérieur plus d'une difficulté avec le jeune couple. Il y eut un moment pénible, le couronnement et le voyage de Moscou aller et retour, mais ensuite revinrent la tranquillité et le calme, à part les fêtes et les interminables offices.

Dans le courant de 1803, l'Empereur redoubla d'assiduité à convoquer le Comité Secret, tout en ayant perdu sensiblement de son intérêt pour la politique intérieure. Mais en novembre les séances furent suspendues. Il y avait à cela deux raisons: d'une part, ses préoccupations toujours croissantes de politique extérieure; de l'autre, des changements survenus dans la composition du ministère et créant des difficultés toutes nouvelles, dont le choc imprévu surprit désagréablement Alexandre. Il s'agit du conflit avec le Sénat suscité par un

autre polonais au service russe, le comte Séverin Potocki, et auquel mit fin l'oukase du 21 mars 1803, conçu en termes des plus vagues et de nature à ne satisfaire personne: ces démêlés avec le Sénat provoquèrent, plus que du mécontentement, une profonde irritation chez l'Empereur, qui détestait en général toute espèce de conflits bruyants. En paroles et en dialectique, il était en ce temps-là fort sur le libéralisme, mais en présence d'un conflit possible, il était vite porté à refuser toute concession pour se reprendre à son principe d'autorité.

Malgré toute la précipitation et la multiplicité de l'effort, les deux premières années du règne ne furent pas sans porter leurs fruits, et, chose curieuse, ce fut l'instruction publique qui fit le plus de progrès. Personnage incapable et ministre indolent, le comte Zavadovsky, sans doute, n'y était pour rien: mais il avait le bonheur d'avoir pour adjoint un homme de tête comme Mouravieff et pour collaborateur l'énergique Karazine. Trois universités, celles de Kazan, Kharkoff et Dorpat furent successivement fondées, et Pétersbourg reçut un Institut Pédagogique (Ecole Normale d'instituteurs); puis la Russie, divisée en six arrondissements scolaires, se vit dotée de gymnases (écoles secondaires) et d'écoles communales. En un mot, on assista à toute une réviviscence de l'instruction publique, à laquelle l'Empereur, rendons-lui cette justice, ne ménagea nulle part son aide morale et matérielle. C'est peut-être ici qu'on pourrait voir le mieux l'influence de Laharpe, si tant est qu'une influence quelconque ait jamais pu avoir sérieusement prise sur Alexandre. Voici sa réponse du 7 juillet 1803 *) aux observations de son ancien précepteur sur la formation des ministères et le choix des nouveaux ministres:

.... „Vos regrets sur la nomination de Zavadovsky à la place de ministre de l'instruction publique seraient diminués si vous étiez au fait de l'organisation de son ministère. Il est nul: c'est un conseil composé de Mouravieff, Klinger, Czartoryski, Novossilzoff, etc., etc.,

*) V. aux *Annexes* du présent volume.

qui régit le tout. Il n'y a pas un papier qui ne soit travaillé par eux. La fréquence de mes rapports avec les deux derniers surtout, empêche le ministre d'opposer le moindre obstacle au bien que nous tâchons de faire. Au reste, nous avons rendu Zavadowsky coulant au possible, un vrai mouton: enfin il est nul, et n'est dans le ministère que pour ne pas crier s'il en eût été exclu“.

Comme remaniements dans le personnel des ministères, signalons le remplacement de Mordvinoff et Derjavine par l'amiral Tchitchagoff et le prince Lopoukhine, ainsi que la nomination aux fonctions de haut-procureur du Saint-Synode d'un ami personnel de l'Empereur, le prince Golitzyne. Les services les plus négligés étaient ceux de la guerre, où le régime de Paul avait été suivi d'une désorganisation complète, qui résista aux plus louables efforts du ministre général Viazmitinoff. L'esprit des troupes était excellent et la discipline sévère, mais les généraux étaient presque tous des incapables et des brouillons. L'été de 1803, l'Empereur rappela Araktchéeff de Grouzino, pour lui rendre l'inspection générale de l'artillerie.

Schilder ne donne malheureusement aucune explication à ce retour inopiné, qu'il prétend destiné „à rester éternellement une énigme de l'analyse psychologique du caractère d'Alexandre“; il ajoute ensuite quelques traits des plus mordants à l'adresse de l'ermite de Grouzino. Or le revirement en question s'explique facilement. Il fallait à l'Empereur quelqu'un de dévoué, et un intime, pour travailler sérieusement à remettre l'armée en état: c'était là pour le rappel d'Araktchéeff une raison bien suffisante, et qui se trouva dans la suite parfaitement justifiée, car, entre les mains d'un spécialiste aussi consommé et aussi énergique, l'artillerie ne tarda pas à être brillamment réorganisée. Pour ce qui est de la politique en général, Araktchéeff n'y songeait nullement alors.

Un domaine beaucoup plus épineux était celui de la politique extérieure, où l'Empereur, tirailé en tous sens par des influences diverses, n'avait pour sa part aucun plan bien arrêté.



Le Comte N. Panine



Le Comte P. Pahlen



Le Comte L. Bennigsen



Th. Ouwaroff

En France, Bonaparte était devenu consul à vie. La paix d'Amiens n'avait eu d'autre résultat qu'une nouvelle et définitive rupture entre les puissances contractantes. Soutenu par l'influence de son frère à Londres, le chancelier comte Alexandre Worontzoff cherchait ouvertement à resserrer les liens avec l'Angleterre. A Paris, le comte Morkoff avait une attitude si provocante, que Bonaparte, poussé à bout, demanda son rappel à l'Empereur par lettre confidentielle du 17/29 juillet 1803. Satisfaction fut donnée, mais seulement à la fin de l'année, et le 14/26 novembre, l'ambassadeur quittait la France, avec les insignes de St-André, remettant à Oubril la gérance des affaires. Le Premier Consul eut alors l'idée, pour ses démêlés avec l'Angleterre, de demander l'arbitrage de l'Empereur Alexandre, qui, tout flatté qu'il pût être de la proposition, ne la déclina pas moins et fixa à son tour de nouvelles bases pour un compromis. La France devait évacuer immédiatement le Hanovre, la Hollande, la Suisse, la Haute et la Basse Italie; elle conserverait le Piémont. La Russie proposait aux deux parties l'occupation de Malte par un corps russe. Quant à la restitution des colonies et des vaisseaux perdus par l'Angleterre dans la guerre précédente, il n'en était pas question. Des ouvertures d'une nature aussi étrange ne pouvaient qu'être également repoussées et par la France et par l'Angleterre. Elles n'étaient plus possibles depuis que les questions diplomatiques avaient cessé d'être l'affaire d'une collectivité pour être concentrées dans une seule main, ferme et habile. C'était d'ailleurs là pour Alexandre une excellente école: un esprit observateur comme le sien ne pouvait que s'instruire à ces premières maladresses.

Bonaparte, malgré toute une série d'insuccès, était resté longtemps sans se décourager dans ses efforts pour se concilier les sympathies de l'Empereur de Russie, mais quelques menus désagréments finirent par faire déborder la coupe. A cette époque, le gouvernement russe, Alexandre tout le premier, aimait à employer toute espèce d'aventuriers et de sujets louches, pour la plupart des émigrés,

Vernègues à Rome dans les Etats Pontificaux, d'Antraigues en Saxe et Christin en France. Il en fut ainsi durant tout le règne, et on s'étonne de voir quelques-uns de ces individus parvenir aux plus hauts postes de confiance, un Pozzo di Borgo devenir ambassadeur de Russie! Et ce n'étaient guère que des inutilités, incapables d'autre chose que de brouiller et d'intriguer; mais quand une fois il leur arrivait malheur, les plus regrettables complications pouvaient s'ensuivre. C'est ainsi qu'en 1803 précisément, Christin fut enlevé et mis au Temple pour diverses cabales avec les Légitimistes, qui conspiraient contre le Premier Consul. Le comte Morkoff s'insurgea et prit sa défense: l'irritation de Bonaparte était au comble.

Cependant la situation se compliquait, et tout faisait prévoir la formation d'une coalition contre le Premier Consul. Trois puissances la constituèrent, la Russie, l'Angleterre et l'Autriche, l'Empereur François étant avec le Cabinet de Vienne l'âme de la combinaison. Il n'y manquait que la Prusse. Frédéric-Guillaume, déjà tout entier à son double jeu, flagornait à la fois Bonaparte et Alexandre, sans se déclarer ouvertement ni pour l'un ni pour l'autre. Dans le Cabinet russe, la Prusse comptait un ennemi implacable, le prince Czartoryski, qui mettait tout en œuvre pour faire partager son sentiment à l'Empereur, et dont un historien allemand appelle le plan „ein Mordplan wider Preussen“. Quel effet produisaient sur l'Empereur les représentations de Czartoryski, c'est ce qu'on verra bientôt.

Un événement survenu le 9/21 mars 1804 bouleversa d'émotion toute l'Europe monarchique. Le Duc d'Enghien, enlevé à la frontière badoise et amené à Paris, fut condamné à mort par une cour martiale et fusillé dans les fossés de Vincennes. A Pétersbourg aussi, ce fut une tempête d'indignation. „L'indignation est au comble“, rapporte Joseph de Maistre. „Les bonnes Impératrices ont pleuré. Le Grand-Duc est furieux, et Sa Majesté Impériale n'est pas moins vivement affectée. On ne reçoit plus la légation de France, et même on ne lui parle plus.... L'Empereur a pris le deuil, et les billets d'avis

pour un deuil de sept jours ont été envoyés à tout le Corps diplomatique, au général Hédouville comme aux autres. Aujourd'hui on fait un service au Prince dans l'église catholique. Plusieurs dames du pays y vont, *ainsi que l'ambassadrice d'Angleterre*. Jamais je n'ai vu d'opinion plus générale et plus décidée“ *).

Le 17 avril fut convoqué un Conseil extraordinaire **) pour discuter la forme de protestation à adopter contre le révoltant arbitraire de Bonaparte. On décida à l'unanimité de faire prendre le deuil à la Cour. Pour le reste, les avis furent partagés. Le prince Czartoryski, déjà en fonctions à la place du chancelier démissionnaire pour raisons de santé, proposa avec insistance les mesures les plus énergiques et le rappel d'Oubril, autrement dit, la rupture avec la France. Cette motion rallia la majorité. Deux membres seulement, le comte Roumiantzeff et le comte Zavadowsky, déconseillèrent la précipitation et surtout le sentimentalisme: l'intérêt de la Russie ne s'embarrassait pas d'affaires de sentiment, et, après tout, l'honneur du Souverain n'était nullement en cause dans le dramatique événement. L'Empereur adopta l'avis de la majorité; Oubril fut chargé d'exprimer au Cabinet des Tuileries l'indignation de Sa Majesté, ce qui fut fait le 12 mai, et en même temps le représentant de la France, le général Hédouville, recevait l'ordre de quitter Pétersbourg. Napoléon, froissé à son tour de certaines expressions du communiqué, prescrivit à Talleyrand de répondre sur le même ton, mais celui-ci força la note, et riposta en propres termes que le meurtre de Paul I^{er}, commis à Pétersbourg à l'instigation de l'Angleterre, était resté impuni. Allusion qui ne fut jamais pardonnée à Napoléon, en dépit de toutes les embrassades de Tilsit et d'Erfurt.

*) *Mémoires politiques et correspondance diplomatique de Joseph de Maistre*, p. 110.

**) Y assistaient: l'Empereur, le comte Zavadowsky, le comte Valérien Zouboff, le prince Alexandre Kourakine, le comte Roumiantzeff, le comte Vasilieff, le général Viazmitinoff, le prince Lopoukhine, le comte Kotchubey, le comte Morkoff, Trochtchinsky, le baron Budberg et le prince Czartoryski.

Le 6/18 mai 1804, l'Empire était proclamé. Le Consulat à vie n'avait pas duré longtemps. Les regards du monde entier étaient fixés sur le Corse prestigieux parvenu en quelques années au Trône de France. C'était là le couronnement logique de la Révolution Française!

Après tout ce qui s'était passé, la lutte devenait inévitable. Mais toute une année s'écoula encore en pourparlers entre les coalisés; on concluait de nouveaux traités d'alliance, on étudiait toute espèce de combinaisons compliquées, bref on perdait un temps précieux: et Napoléon prenait des résolutions graves et agissait! A qui appartenait, à ce moment difficile, la direction de la politique extérieure en Russie?

Le bras droit de l'Empereur était alors son ami le polonais Czartoryski, qu'on ne saurait mieux juger comme ministre des affaires étrangères que d'après les déclarations parfaitement sincères de ses *Mémoires*. Caractère noble, désintéressé et des plus honorables, il restait malgré tout, et il se plaisait à le répéter, patriote, polonais irréductible en pensées et en actions. Voilà l'homme qu'Alexandre s'était choisi comme collaborateur immédiat! Il écrit lui-même: „En acceptant, j'étais décidé à ne rien faire qui pût exercer une fâcheuse influence sur les destinées futures de ma patrie; mais je n'avais aucune idée nette, aucun plan arrêté quant à la nature des services que je pouvais être appelé à rendre à la Pologne dans ma nouvelle position“ *).

C'était clairement dit, et avec franchise. Et encore, à propos de la situation de la Russie en 1804:

„Les Russes m'ont toujours soupçonné de vouloir faire pencher la politique de la Russie vers un lien intime avec Napoléon; cela était bien loin de ma pensée, car il m'était évident que *toute entente*

*) *Mémoires du Prince Adam Czartoryski et correspondance avec l'Empereur Alexandre I^{er}*. Préface de Ch. de Mazade. 2 vol., Paris, 1887, T. I, p. 324.

entre les deux empires ne pouvait manquer d'être *funeste aux intérêts de la Pologne* *)“. Et plus loin: „Mon système, par son principe fondamental de réparer toutes les injustices, conduisait nécessairement au *rétablissement* de la *Pologne*. Mais, afin de ne pas heurter de front les difficultés que devait rencontrer une diplomatie si contraire aux idées reçues, j'avais évité de prononcer le nom de la Pologne; l'idée de son rétablissement se trouvait implicitement comprise dans l'esprit même de mon travail et dans la tendance que je voulais donner à la politique russe **)“.

En présence d'une telle franchise, point n'est besoin de commentaires. C'est parfait au point de vue de l'homme, patriotique pour le polonais et son pays, mais c'est cynique et même criminel quand on a la garde des intérêts russes. Si Czartoryski pouvait dire de ses hautes fonctions que „c'était une de ces fantaisies d'Alexandre à laquelle j'ai fini de me soumettre“, il eût mieux agi, et surtout plus honnêtement, en ne les acceptant pas.

En septembre 1804, Alexandre conçut l'idée d'agir d'une manière ou de l'autre sur l'Angleterre pour provoquer un arbitrage européen destiné à refréner l'ambition de Napoléon. A cet effet, Novosiltzoff alla engager des pourparlers avec les gouvernants anglais, muni de deux instructions en date du 11 septembre 1804, l'une officielle, l'autre secrète et signée par l'Empereur Alexandre ***) et le prince Czartoryski. Cette mission, qu'on s'étonne de voir entièrement passée sous silence par Schilder, resta infructueuse, comme il fallait s'y attendre et comme le faisait bien prévoir le pénétrant Joseph de Maistre:

„Novosiltzoff part demain. L'opinion n'est pas pour cette mission, et il me l'a dit lui-même. On dit que l'Empereur s'abaisse en s'avançant ainsi; on pourrait dire une infinité de choses sur cet article, je me

*) *Même ouvrage*, T. I, p. 361.

**) *Même ouvrage*, T. I, p. 372.

***) *Même ouvrage*, T. II, pp. 27--45.

borne à une phrase: Si Novosiltzoff va demander la paix, sa mission est vile; s'il va offrir la paix ou la guerre, elle est noble. Il faudrait donc savoir ce qu'on a déterminé ici. En voyant une puissance aussi soupçonneuse que l'Angleterre remettre ses intérêts entre les mains d'une autre (la Russie) dont elle se défie visiblement, j'ai peine à croire qu'elle compte sérieusement sur un traité où le négociateur russe stipulera pour l'Angleterre. La négociation n'aboutira à rien; Novosiltzoff me l'a dit sans détour, et le prince Czartoryski plus ouvertement encore, s'il est possible. Il m'a ajouté: „Il y a beaucoup de gâchis“, en voulant parler des jalousies qui commencent. En effet, Sire, non seulement les Anglais ont conçu sur l'introduction des Russes dans la Méditerranée des craintes qu'ils n'ont pas su dissimuler, mais ce sentiment a même gagné les Bourbons.

„Qui pourrait le croire, et cependant rien n'est plus vrai! Beau commencement! Le prince m'a ajouté: „L'Empereur cependant ne se décourage point“. La haine de l'Angleterre est encore un singulier phénomène du moment, et qui peut nuire infiniment au succès de la cause qu'ils défendent. J'observe, j'écoute et je vois avec terreur qu'ils ne sont aimés que d'eux-mêmes. Quelquefois j'aurais voulu être puissant pour leur dire: „Mais, au nom de Dieu, messieurs, soyez aimables! écoutez un peu le bon sens étranger; on ne traite pas les cabinets comme vous traitez les filles: au lieu d'offrir l'argent avec un air rustique, faites l'amour...“ mais je ne suis pas fait pour prêcher sur ce ton“ *).

Cette mission qui laissait Czartoryski et Novosiltzoff sceptiques, qui donc l'avait inspirée à l'Empereur? C'est là une énigme dont toutes les recherches dans les archives n'ont pu nous fournir le mot. Il était possible que l'initiative en revînt personnellement à l'Empereur, et c'est même le plus probable, comme tendraient à le faire croire les mots du prince Czartoryski à de Maistre: „L'Empereur ne se

*) *Mémoires politiques, etc.*, p. 123.

décourage point“. Nous avons relevé tout cet incident comme une des premières manifestations d'indépendance d'Alexandre en politique extérieure. Et nous en aurons encore d'autres à signaler.

Le 25 octobre/6 novembre 1804 fut signée avec l'Autriche la convention secrète qui devait décider de l'ouverture des opérations contre la France; puis, le 2 janvier 1805, traité d'alliance avec la Suède et le 30 mars avec l'Angleterre, auquel finit par adhérer l'Autriche le 28 juillet/9 août 1805. Il n'y manquait donc que la Prusse, sur le territoire de laquelle devait passer une partie des troupes russes, et on ne parvenait pas à obtenir le consentement du Roi, dont les lenteurs étaient soigneusement entretenues par le prince Czartoryski.

Des forces russes concentrées à la frontière de l'Ouest, une partie était destinée à opérer avec les Autrichiens contre les Français, l'autre contre les Prussiens. Nous passons les détails militaires longuement exposés par les historiens de l'époque et qui n'entrent pas dans notre plan. En septembre, l'Empereur Alexandre, accompagné des triumvirs, sauf le comte Kotchubey, et de quelques personnages de sa Suite, partait par Mohileff et Brest-Litowsk pour le théâtre des opérations. Il devait faire visite en passant à la famille du prince Czartoryski à Pulawy, où on arriva dans la nuit du 17 au 18 septembre.

L'enthousiasme des Polonais ne connaissait pas de bornes; il était question d'une visite à Varsovie, où, à la suite d'une réception solennelle, l'Empereur se serait fait proclamer Roi de Pologne; le prince Joseph Poniatowsky était le grand ordonnateur de tous les préparatifs de réception à Varsovie et aussi dans son domaine de Willanow. En un mot, toute la Pologne vivait dans l'espérance et dans l'attente des félicités depuis longtemps désirées. Mais sans attirer l'attention de personne, surprenant même la vigilance du prince Czartoryski, l'Empereur envoie de Brest son dévoué et ardent général aide de camp, le prince Dolgorouky, avec une mission secrète pour le Roi à Berlin. Et tout à coup il déclare le 4 octobre son intention

de partir directement pour le quartier général de Michelson à Kozenice, sans s'arrêter même à Varsovie et encore moins chez le prince Poniatowsky, et de là en droite ligne pour Berlin. Il convient d'observer qu'on avait déjà passé à Pulawy deux semaines entières, et que personne ne prévoyait un aussi brusque revirement d'intentions.

Qu'était-il donc arrivé? Rien de particulier! La mission du prince Dolgorouky était couronnée de succès. Il avait versé de l'huile sur le feu pour mettre fin aux lenteurs du Roi, qui, à la nouvelle de la violation de la neutralité par ses amis les Français et de leur marche par ses possessions d'Anspach *), donna libre cours à sa colère et invita les troupes russes à passer immédiatement sa frontière. C'était pour la coalition, sinon une adhésion formelle, du moins une bienveillance acquise, et c'était aussi l'écroulement de toutes les espérances et combinaisons, tant du prince gérant du ministère des affaires étrangères de Russie, que de tous les Polonais. Vrai coup de théâtre, surprise générale, où s'était manifestement complue la volonté personnelle d'Alexandre! L'entrevue de Memel portait des fruits inattendus, et l'influence du prince Czartoryski essuyait un premier échec qu'il dévora sans rien dire, la mort dans l'âme et avec une rage contenue. Sa désillusion était bien complète, et elle perce nettement dans l'exposé circonstancié et imagé de ses *Mémoires*. Cet automne de 1805 marque vraiment le début de l'initiative personnelle d'Alexandre en politique extérieure.

Une brillante et solennelle réception attendait l'Empereur à Berlin le 13 octobre. La Famille Royale lui prodigua ses marques de dévouement et d'affection, et l'attendrissante scène nocturne au tombeau de Frédéric-le-Grand à Potsdam a été immortalisée dans une gravure connue. Enfin la Prusse donnait son adhésion formelle à la coalition, qui lui reconnaissait l'annexion éventuelle du Hanovre.

*) *Grand-Duc Nicolas Mikhaïlowitch, les Princes Dolgorouky* (en russe), SPb., 1902, pp. 12—14.

De son côté, Napoléon agissait: Ulm capitulait, et les Français marchaient sur Vienne. On sait le reste, l'écrasement complet des Russo-Autrichiens à Austerlitz, la paix honteuse signée par l'Autriche et la rentrée des forces russes; la Prusse traitait avec Napoléon et obtenait son Hanovre. Ce qui n'empêcha pas Alexandre d'entretenir avec le Roi une correspondance amicale et de laisser ses troupes à son entière disposition: à tel point il était fasciné par la Prusse et les Hohenzollern! Mais il poussa les choses encore plus loin l'année suivante.

L'horizon politique était plus sombre que jamais, et on pouvait s'attendre à toute espèce de surprises et de sujets de malentendus. C'est alors que le prince Czartoryski fit à l'Empereur les représentations les plus énergiques pour le décider à cesser ses flagorneries avec la Prusse et se tourner du côté de la France. Mais, sourd aux exhortations, Alexandre ne faisait que contrecarrer dans tous ses actes le conseiller qu'il s'était donné lui-même. Celui-ci lui soumit pourtant deux notes d'un exposé clair et détaillé, intitulées, l'une: *Mémoire sur les Rapports de la Russie et de la Prusse*, le 17 janvier 1806 *), l'autre: *Mémoire sur la nécessité d'ouvrir des négociations de paix avec Napoléon*, le 21 décembre 1806 **). Elles étaient dûment motivées et ne manquaient pas d'une certaine logique. La première, particulièrement judicieuse d'ailleurs, respirait peut-être une haine par trop manifeste à l'égard de la Prusse; l'autre, beaucoup postérieure, est d'une époque où la guerre avec Napoléon battait son plein: mais toutes deux révèlent chez leur auteur des capacités peu communes. Singulière coïncidence, vers le même temps, l'Impératrice Mère donnait à son fils le même conseil de rompre avec la Prusse, mais à la fois de se défaire au plus tôt de Czartoryski. Voici comment elle s'exprime dans sa lettre du 18 avril 1806 ***).

*) *Mémoires du Prince Adam Czartoryski et correspondance avec l'Empereur Alexandre 1^{er}*, Paris, 1887, T. II, p. 66.

***) *Même ouvrage*, T. II, p. 163.

****) *Archive Russe*, 1911, fasc. 1, *Lettres de l'Impératrice Marie à l'Empereur Alexandre*, communiquées par le Grand-Duc Nicolas Mikhaïlowitch.

„Celui qui est le plus en butte à la haine publique est le prince Czartoryski. Deux raisons se réunissent pour exciter cette haine, celle qu'il est polonais et celle des malheurs de l'automne passé. Si je m'arrête plus longuement sur ce point, c'est que je me dois à moi-même et à vous, cher Alexandre, de l'analyser plus en détail. Vous vous rappelez de ma douleur profonde à la nomination du prince Czartoryski au ministère, de toutes les représentations que je vous ai adressées, des prédictions que je vous ai faites sur les suites qui en résulteraient. Vous nommâtes cependant le prince au ministère“...

Suit alors un exposé détaillé des faits, puis conclusion: „Il appartient présentement à vous, cher Alexandre, de juger, par le degré de confiance que vous accordez au prince Czartoryski et à ses lumières, s'il est de l'intérêt de votre service de le laisser lutter contre des sentiments aussi prononcés, et, en ce cas, il faut le soutenir, ou, si votre confiance n'est pas plénière en lui, s'il est plus utile au bien de l'Etat de lui accorder la retraite qu'il vous a demandée déjà plusieurs fois, comme vous l'avez dit vous-même“.

Et sur la Prusse, voici encore un extrait en date du 14 mars 1807: „.... Vous vous doutez que je veux vous parler de la Prusse. Je ne puis me lasser de vous répéter que l'attachement de votre grand-père à la Cour de Berlin a causé sa perte, celui de votre père pour cette même Cour lui a été bien funeste et le vôtre, cher Alexandre, l'a été suffisamment jusqu'à ce moment... Je me bornerai à vous conjurer de donner toute votre attention à ce qu'on ne puisse vous accuser de lui sacrifier les intérêts et la gloire de votre pays. Il est certain que vous avez repris les armes pour aider et finalement pour sauver la Prusse, mais il n'en est pas moins vrai non plus que, par cette série de circonstances, nous avons vu nos frontières menacées et que vous avez été obligé à demander à votre nation des secours considérables et inconnus jusqu'à ce moment dans les annales de la Russie.... Il faut donc que dans votre marche politique vous persuadiez la nation que vous n'agissez que pour sa

gloire et son repos, et que l'influence prussienne n'existe pas et vous ne lui accordez que protection et soutien, que vous ferez la paix non pas quand la Prusse le voudra, mais lorsque vous le voudrez et le croirez glorieux et nécessaire à votre Etat“.

On s'étonne de cet attachement pour la Maison Royale de Prusse, qui ne pouvait évidemment tenir à aucun lien de parenté. Si un penchant de cette nature était au contraire parfaitement explicable chez Nicolas I^{er}, marié à une Princesse prussienne, ainsi que chez Alexandre II, il semble, pour Alexandre I^{er}, qu'on ne puisse en chercher l'explication que dans un sentiment chevaleresque à l'égard de la Reine Louise.

Alexandre se rendit cette fois aux conseils maternels, mais seulement en ce qui concerne le prince Czartoryski, qu'il n'appréciait plus autant qu'auparavant et avec qui il était presque sur tous les points en désaccord complet. Destitué le 17 juillet 1806, le prince fut remplacé aux affaires étrangères par le baron André Budberg, un allemand des Provinces Baltiques entièrement dénué de capacités. Mais il ne le fut qu'après l'in vraisemblable incident qu'on trouvera relaté ailleurs *), et dont le héros était un autre allemand, d'Oubril. L'habitude prise par l'Empereur de confier à des envoyés spéciaux certaines missions de politique extérieure était ancrée en lui par sa perpétuelle défiance. On a vu déjà Novosiltzoff à Londres et le prince Dolgorouky à Berlin; c'étaient maintenant le comte Paul Stroganoff qui allait à Londres et d'Oubril à Paris, munis d'instructions spéciales **). Plus tard ce furent d'autres encore, Tchernycheff en particulier: ce système, qui ne varia pas de toute l'époque napoléonienne, avait le don bien naturel d'exaspérer les ambassadeurs de Russie. D'Oubril, qui, connaissant déjà Paris, avait paru tout indiqué

*) Grand-Duc Nicolas Mikhaïlowitch. *Le Comte Paul Stroganov*. Traduction française, Paris, MDCCCXV.

**) Sur l'incident d'Oubril, Schilder ne fait encore que glisser rapidement, et Tatichcheff, l'auteur d'*Alexandre I^{er} et Napoléon*, n'y consacre non plus que quelques lignes.

pour mener des négociations, ne justifia pas son choix; il s'agissait de la question des Bouches-de-Cattaro et d'un échange des prisonniers d'Austerlitz. Or, sous la fascination de la grandeur et de la puissance de Napoléon, l'envoyé prit sur lui de conclure avec la France, le 8/20 juillet 1806, un traité de paix en forme, qu'il porta incontinent faire ratifier à Pétersbourg. Qu'il eût outrepassé ses pouvoirs, il n'était pas sans l'avoir deviné lui-même, ceci ne saurait faire l'ombre d'un doute. Il écrit au comte Stroganoff à Londres en l'informant de la conclusion de l'acte: „Je trouve nécessaire de songer à ma justification à St-Pétersbourg pour avoir fait l'opposé des ordres dont j'étais muni. Je m'y rends aujourd'hui pour présenter et mon ouvrage et ma tête pour me punir si j'ai mal fait“ *). Et à son arrivée à Pétersbourg, la nouvelle du traité stupéfia et déconcerta non seulement l'Empereur, mais encore l'organisateur même de la mission, déjà remplacé par le baron Budberg. On eût été déconcerté à moins. La chose parut assez sérieuse pour motiver la convocation immédiate d'un Conseil qui rejeta purement et simplement la ratification à l'unanimité. Cette résolution fut soulignée par un manifeste du 30 août/11 septembre 1806: l'Empereur était convaincu que tous les Russes réuniraient leurs efforts, si les circonstances l'exigeaient, pour le salut de la Patrie; et le Sénat même disait dans une harangue à S. M.: „Que ne peut-on attendre des Russes..., si l'intégrité de la Patrie, le respect sacré de Tes alliances et le salut de l'Europe Te font prendre les armes!“ Une perle, ce fameux traité, beau témoignage du désarroi auquel était en proie notre envoyé et de son souci des intérêts de la Russie! L'indépendance à la République de Raguse, l'aimable autorisation aux Russes de tenir garnison à Corfou, l'indépendance aussi au Monténégro, la promesse des Baléares à l'Héritier du Roi de Naples en exil, et, brochant sur le tout, une promesse de paix avec la Russie! C'était, aux dépens du naïf représentant

*) Grand-Duc Nicolas Mikhaïlowitch, *Le Comte Paul Stroganov*. Traduction française.

d'Alexandre, une bonne plaisanterie de Napoléon, qui ne pouvait manifestement croire lui-même qu'une semblable production dût être ratifiée à Pétersbourg.

Ce qui est encore plus extraordinaire, c'est qu'il se trouva des gens assez malintentionnés pour répandre le bruit que d'Oubril aurait agi sur des instructions secrètes de l'Empereur, et ce qui y donna sans doute quelque crédit, c'est qu'il en fut quitte pour une retraite forcée de quelques années dans ses terres *). Le général Serge Touchkoff, dans ses Mémoires, ne craint pas de se faire l'écho de ce bruit: „J'étais à Pétersbourg quand le diplomate bien connu d'Oubril revint avec le traité de paix signé par Napoléon. Mais à peine l'eut-on soumis au Conseil, que, pour la première et la dernière fois dans son sein, quelques membres osèrent soulever des protestations et représenter à l'Empereur tout le mal que pouvait entraîner cet acte désavantageux. Beaucoup savaient pourtant que d'Oubril n'avait fait que se conformer strictement aux instructions de l'Empereur, mais S. M. le rendit responsable de tout“. C'est là une calomnie pure et simple contre Alexandre, et d'Oubril, loin de la confirmer de son témoignage, reconnaissait franchement sa faute.

Le comte Paul Stroganoff fut beaucoup plus heureux à Londres, où il déploya de brillantes qualités de diplomate et fit comme homme d'état le plus grand honneur à son pays. Malgré tout ce qu'avait de délicat sa situation à l'égard du comte Simon Worontzoff, avancé en âge, blanchi sous le harnais et honoré de l'estime générale pour son expérience et sa longue carrière, le jeune comte déploya un tact et un savoir-faire qui lui concilièrent sa franche sympathie et une entière confiance devenue avec le temps de l'affection, d'autant plus qu'il était déjà l'ami de son fils unique Michel **). Témoin, à la mort de Pitt, l'ennemi juré de Napoléon, de l'avènement de Fox,

*) Rentré plus tard aux affaires, il fut successivement représentant de la Russie près de diverses petites Cours d'Europe.

***) Connu plus tard comme administrateur de la Nouvelle-Russie et du Caucase.

qui inaugura une politique beaucoup plus modérée à l'égard de la France, il réussit à s'assurer près de lui l'appui tout au moins financier et moral de l'Angleterre dans l'imminente et fatale lutte contre Napoléon. Mais à la nouvelle des changements survenus à Pétersbourg et de la retraite politique de ses amis, le comte Stroganoff prit la résolution de quitter définitivement la carrière civile pour faire comme volontaire la campagne qui allait s'ouvrir. L'Empereur perdait ainsi un diplomate de grand avenir, et allait voir interrompre par la force des circonstances tout rapport avec un ami fidèle.

Les événements se succédaient rapidement. La Prusse, à peine conclue son alliance avec la France, était déjà revenue de ses illusions sur un allié qui d'abord n'admettait à aucun prix la combinaison Haugwitz d'une Confédération des Etats de l'Allemagne du Nord et de plus voulait donner à l'Angleterre le malheureux Hanovre. Tableau unique en son genre, à la fois lamentable et grotesque! Frédéric-Guillaume avait conclu deux alliances en même temps, l'une avec la France, l'autre avec la Russie, escomptant tout le profit d'une semblable jonglerie, encore insoupçonnée de chacun de ses deux partenaires, et se réservant à chaque instant de compter à son choix sur l'appui d'un des belligérants. La réalité ménageait cependant à la Prusse et à son Roi une cruelle désillusion. A la fin de septembre, celui-ci déclarait la guerre à la France, et le 15/27 octobre, Napoléon était à Berlin après avoir taillé les Prussiens en pièces à Iéna et Auerstaedt et enlevé sans coup férir toutes leurs forteresses. Alors la Prusse se tourna naturellement vers la Russie et fit appel à la générosité de l'Empereur Alexandre: celle-ci ne se démentit pas, mais ce fut sans grand profit pour la Prusse, et au détriment manifeste de la Russie, comme le comprit elle-même l'allemande endurcie qu'était l'Impératrice Marie. Rien n'y fit, ni les exhortations maternelles, ni les conseils d'amis, et pour la seconde fois Alexandre résolut de se mesurer avec Napoléon, sans vouloir ni croire encore au génie du grand homme de guerre, ni reconnaître l'insuffisance

des troupes russes, et surtout des généraux russes pour une lutte aussi inégale en territoire étranger. En 1805 on avait eu Austerlitz: maintenant, après le prétendu succès de Preussisch-Eylau, ce fut l'écrasement final à Friedland (2/14 juin 1807).

L'aveuglement de l'Empereur Alexandre était complet. Il prit à cœur l'infortune du Roi et de la Reine Louise et en général la ruine de la Prusse, et résolut en avril 1807 de rejoindre l'armée, qui se montait à 150.000 hommes, sans compter les 14.000 débris de forces prussiennes. Ce fut encore à Mémel qu'il trouva le Couple Royal, réfugié sur le dernier lambeau de ses domaines. Pour se le concilier, Frédéric-Guillaume avait remplacé Haugwitz par Hardenberg, qui passait pour ami de la Russie et favorable aux vues de son gouvernement, mais sans trop de raison non plus: car, dès l'ouverture des opérations, il cuisina au quartier général à Bartenstein une invraisemblable convention ratifiée par la Russie le 14 avril 1807, rédigée exclusivement en faveur de la Prusse, et à laquelle l'Empereur donna sa sanction au mépris complet des intérêts russes, tandis que ni l'Angleterre ni l'Autriche n'avaient voulu souscrire aux conditions proposées par Hardenberg. Cette fois encore, un heureux retour de fortune tira la Russie d'affaire; à Friedland succéda Tilsit: tout était sauvé!

Pendant que l'Europe était agitée de tous ces événements, que se passait-il en Russie même? L'enthousiasme réformateur et novateur des trois premières années du règne s'était peu à peu tempéré depuis le milieu de 1804. Après la suspension du Comité Secret, Alexandre continue à assister régulièrement au Conseil des Ministres, mais son intérêt se relâche pourtant visiblement. Son attention et ses pensées sont tout absorbées par l'extérieur; quant à la commission pour la revision et la rédaction du code sous la soi-disant présidence du prince P. Lopoukhine, quant au projet de constitution commandé à ce Rosenkampf, autant d'affaires indéfiniment ajournées et qui n'existent plus qu'à l'état de souvenir! Puis c'est aussi de 1804 que

datent les débuts de la liaison avec la belle polonaise Marie Narychkine, et ceci ne va pas non plus sans une grosse perte de temps.

Comme conclusion d'ensemble sur l'époque 1801—1807, il faut convenir qu'elle est la plus difficile à préciser de tout le règne; aussi l'avons-nous intitulée *Période d'hésitations*. Des lueurs de renaissance au début, à la fin l'écrasement des armes russes. Une coopération de forces neuves, celles de jeunes novateurs inexpérimentés, avec quelques-uns des vénérables héros du règne de Catherine, et pour un résultat aussi insignifiant que si rien n'eût été entrepris. Dans la sphère militaire, déni de justice à Bagration et Koutouzoff, et appel à des nullités, à des généraux sans expérience, à des chefs plus incapables encore, des Michelson, Buxhœwden, comte M. Kamensky, et Bennigsen même, avec sa gloire de fabrication allemande.

Restait à accomplir la tâche difficile d'organiser l'armée, de faire des généraux et des officiers capables, de réorganiser l'intendance, le train et les subsistances. On s'y mit sans retard, et là, Araktchéeff fit beaucoup. Ajoutons que, sans les leçons d'Austerlitz et de Friedland, on n'aurait eu ni Borodino ni Leipzig; mais ceci est expliqué en détail dans *Le Comte Paul Stroganov* (Introduction).

CHAPITRE II.

L'Alliance avec Napoléon.

1807 — 1812.

„Bonaparte prétend que je ne suis qu'un sot.
Rira le mieux qui rira le dernier! et moi je mets
tout mon espoir en Dieu“.

(Sept. 1808, lettre d'Alexandre à sa sœur Catherine.)

Voici l'époque la plus intéressante du règne, de toutes celle qui a été le plus étudiée. En Russie, Schilder et Tatichtcheff se sont attachés à faire l'exposé détaillé des faits et s'en sont consciencieusement tirés. En France, Vandal et Sorel ont dégagé par le menu les rapports compliqués des deux Empereurs, le premier avec son talent particulier d'inimitable narrateur et de magistral écrivain, le second avec son modèle d'esprit critique, avec cette netteté et cette simplicité qui font le grand mérite du sympathique et éminent écrivain *). Tous les quatre prématurément, hélas! enlevés à la science, ils ont laissé une œuvre impérissable et destinée à servir de base à toute étude sur l'époque. Il nous reste encore, Dieu merci! un autre

*) Schilder, *L'Empereur Alexandre Ier*, 4 vol., SPb., 1897 (en russe).

Tatistcheff, *Alexandre Ier et Napoléon d'après leur correspondance inédite* (1801—1812). Paris, 1891.

Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier. L'alliance russe sous le premier Empire*, 3 vol. Paris, 1891—1896.

Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, 8 vol., Paris, 1885—1906.

investigateur, bien particulier, celui-là, et infatigable, qui a consacré toute sa vie à Napoléon et travaille exclusivement à l'étude personnelle de son héros, de sa famille et de toutes les circonstances de sa vie orageuse. Nous voulons parler de Frédéric Masson, dont les nombreux ouvrages déjà parus ont donné le mot de bien des énigmes.

On ne trouvera donc dans le présent chapitre rien de bien nouveau, d'autant plus que notre Introduction Générale (Tome I) aux *Relations diplomatiques* comporte déjà la discussion circonstanciée des rapports de l'Empereur Alexandre avec l'ambassadeur Caulaincourt. Il n'en faut pas moins revenir encore une fois sur l'époque de l'alliance. Alexandre allait pour la première fois se trouver face à face avec Napoléon, et, précisément comme première entrevue, Tilsit acquiert une importance particulière.

La nouvelle de Friedland parvint à l'Empereur le 4 juin 1807 dans la localité d'Olita, presque à l'arrière-garde. Le partisan Denis Davydoff, alors aide de camp du prince Bagration, a laissé dans ses Mémoires une peinture du quartier général de Bennigsen: „J'arrivai le 6 juin au quartier général. C'était un ramassis de toute espèce de gens, anglais, suédois, prussiens, émigrés français, russes au service civil ou militaire, menu peuple sans emploi civil ni militaire, parasites, intrigants, bref, une vraie bourse de spéculateurs sur la politique ou sur la guerre, ruinés dans leurs espérances, leurs projets et leurs ambitions... Et sur un qui-vive, tous! on se fût cru une demi-heure avant la fin du monde! Seul Bennigsen restait impassible; il souffrait visiblement, mais d'une douleur muette“.

Il fallait dans ces conditions songer aux négociations de paix. Alexandre, la mort dans l'âme, les confia au général prince D. Lobanoff-Rostowsky.

Le 10 juin, fut signé de part et d'autre un armistice, après une entrevue du négociateur russe à Tilsit avec Napoléon et du général Duroc avec Bennigsen à son quartier général. Alexandre se rendit le 12 juin dans la localité de Piktupänen, où il reçut Duroc,

et le même jour, Lobanoff eut une seconde entrevue avec Napoléon. Enfin, le 13/25 juin, eut lieu l'entrevue de Tilsit, et fut signé le traité de paix, articles séparés et secrets et traité d'alliance, par les princes Lobanoff et Kourakine d'une part, et Talleyrand de l'autre. En outre, le prince Lobanoff et le maréchal Berthier scellèrent de leurs signatures une convention additionnelle qui leur fut dictée par Napoléon en personne.

Notons les personnages dont Alexandre avait fait choix pour la circonstance. C'étaient deux grands seigneurs du temps de Catherine, le prince Alexandre Kourakine, ami de l'Impératrice Mère, et le prince Dmitri Lobanoff-Rostowsky. Choix voulu: il s'agissait de faire voir à Napoléon qu'on n'allait pas lui exhiber cette fois des blancs-becs dans le genre du prince Pierre Dolgorouky ou d'Oubril, mais qu'il aurait affaire à des hommes de qualité et de poids, porteurs de vieux noms russes et distingués par Catherine.

Un fait encore plus significatif fut l'abstention du ministre des affaires étrangères Budberg, auquel l'Empereur ne laissa prendre aucune part aux négociations. C'étaient là de ces coups qui lui étaient familiers, coups déconcertants pour les contemporains, mais témoignages manifestes de son esprit d'observation et de son art de n'agir qu'à sa guise quand les circonstances l'exigeaient, en dépit de toutes les pressions du dehors.

Que ne devaient pas penser les infortunés Souverains prussiens, témoins immédiats de la conclusion du traité de paix et d'alliance avec le maître de l'Europe!

„Le roi de Prusse“, dit l'auteur de l'intéressante Histoire des Cabinets de l'Europe *), „assistait aux réunions des deux Empereurs, mais il y assistait comme un témoin *incommode* et malheureux. En sa présence, ils s'imposaient une réserve absolue, et toujours ils

*) Armand Lefebvre, *Histoire des Cabinets de l'Europe pendant le Consulat et l'Empire (1800—1815)*, précédée d'une notice par M. Sainte-Beuve, et complétée par M. Ed. Lefebvre de Béhaine, 2^e éd., 5 vol., Paris, 1866—1869.

attendaient qu'il se fût retiré pour se livrer à leurs plus secrets épanchements. Napoléon ressentit pour ce prince une insurmontable aversion, et il se donnait le tort de la laisser paraître“.

Et la comtesse Potocka note dans ses Mémoires *): „Quant au roi de Prusse, sa nullité le rendit muet. Il avait fait la guerre pour satisfaire les désirs ambitieux de la reine, il fit la paix, heureux de reprendre ses habitudes paisibles, sans trop se rendre compte de ce qu'il aurait pu perdre ou de ce qu'il aurait pu gagner“.

L'infortunée Reine Louise allait toujours pleurant et gémissant de l'un à l'autre Empereur. Tous deux la consolait de leur mieux, Alexandre levant parfois les yeux au Ciel et murmurant: „Tout est pour le mieux!“ ou: „Croyez en l'avenir!“ et autres aphorismes aussi énigmatiques. C'est dans la société des femmes que son esprit délié se donnait pleine carrière, et la pauvre Reine était touchée et flattée de l'attention de l'incomparable Monarque, „ce grand charmeur“, comme on l'appelait souvent alors. Que se passait-il au juste en lui à Tilsit? Il serait fort malaisé de le dire, d'autant plus qu'il n'était sincère avec personne. Mais on a de lui quelques mots adressés de Tilsit, 17 juin 1807, à sa sœur préférée, la Grande-Duchesse Catherine, à laquelle il écrivait souvent et sans contrainte le fond de sa pensée: „Dieu nous a sauvés: au lieu de sacrifices, nous sortons de la lutte avec une sorte de lustre. Mais que direz-vous de tous ces événements?! *Moi, passer mes journées avec Bonaparte*, être des heures entières en tête-à-tête avec lui? Je vous demande un peu si tout cela n'a pas l'air d'un rêve! Il est minuit passé, et il ne fait que sortir de chez moi. Oh! que je voudrais que vous soyez invisiblement témoin de tout ce qui se passe. Adieu, chère amie, je vous écris rarement, mais, d'honneur, je n'ai pas un moment pour respirer“ **).

*) *Mémoires de la Comtesse Potocka (1794—1820)*, publiés par C. Stryensky, Paris, 1897.

***) Grand-Duc Nicolas Mikhaïlowitch, *Correspondance de l'Empereur Alexandre 1er avec sa sœur la Grande-Duchesse Catherine (1805—1818)*, St-Petersbourg, 1910, p. 18.

Sans doute les idées se succédaient rapidement, la tête et le cœur fournissaient un travail intensif; il n'était pas toujours possible de s'orienter du premier coup, il fallait une tension de toutes les facultés pour classer tout ce qui venait à l'esprit; c'était bien comme un rêve agité!

Mais, dirons-nous, il y a six mots plus éloquents que tout ce qui pouvait être écrit à l'époque: *Moi, passer mes journées avec Bonaparte!* Au fond, c'est assez d'eux pour expliquer bien des choses. Oui! le descendant de Pierre et de Catherine en était à palabrer avec le petit corse, fils de la Révolution, s'efforçant de bien l'entendre, de le pénétrer, de se le concilier même!

De toute sa vie, il ne put digérer l'entrevue: le sentiment de sa dignité avait été mis à trop rude épreuve. Mais il fallut sacrifier aux circonstances son amour-propre de Souverain.

Presque en même temps, Napoléon écrivait à Joséphine: „Mon amie, je viens de voir l'empereur Alexandre: j'ai été fort content de lui; c'est un fort beau, bon et jeune empereur; il a de l'esprit plus que l'on ne pense communément“. Effectivement il avait plus d'esprit que ne le croyait même Napoléon, mais il était surtout extraordinaire d'astuce raffinée et puissamment insinuante.

Quelles étaient maintenant les clauses du traité? Il comportait 45 articles, dont les 7 séparés et secrets, plus les 9 du traité d'alliance offensive et défensive.

A noter un détail typique, ces mots, mis par Napoléon lui-même en tête du passage relatif à la Prusse: „Par égard pour Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies!“ Autrement la Prusse était donc rayée de la surface de la terre, et ses lambeaux dispersés *).

Elle recouvrait la Poméranie, le Brandebourg, la Vieille Prusse, la Haute et la Basse Silésie. Quant à sa part de la Pologne, elle la perdait, et malheureusement Alexandre, „par un sentiment de déli-

*) Souvenir encore maintenant particulièrement désagréable à Berlin.

catesse pour son ancien allié“, comme dit Tatichtcheff, ne voulut pas des territoires polonais que lui proposait Napoléon jusqu'au Niémen et à la Vistule. On en fabriqua quelque chose d'inutile à tout le monde, un Duché de Varsovie remis au Roi de Saxe, et dont la création ne satisfait personne, moins encore les Polonais, déçus dans leurs espérances de rétablissement du Royaume de Pologne. „Il ne résulta pour nous“, dit la comtesse Potocka, „que la création du modeste duché de Varsovie. C'était moins que ne faisaient présager nos espérances et nos efforts. Mais on pensa à l'avenir, afin de supporter le présent“. Cet avenir, Alexandre ni ses conseillers n'y avaient pensé, et on verra le tort qu'ils avaient eu.

Danzig fut déclarée ville libre comme Hambourg, et placée sous le protectorat de la Prusse et de la Saxe. Les Maisons Souveraines de Nassau, Hesse-Cassel, Brunswick et Anhalt-Zerbst furent déposées, et leurs domaines incorporés au nouveau Royaume de Westphalie, dont Jérôme Bonaparte fut fait Roi et auquel il avait été question d'ajouter le Hanovre. Une attention particulière de Napoléon pour son nouvel allié laissait intacts les Duchés d'Oldenbourg, de Mecklembourg-Schwerin et de Saxe-Cobourg, par égard pour les liens de parenté avec la Maison Impériale de Russie. La région de Bélostok passait à la Russie.

Une double combinaison établie pour échanges de bons offices entre les puissances, la Russie intervenant comme arbitre de paix entre la France et l'Angleterre, la France entre la Russie et la Turquie, fit l'objet détaillé d'articles complémentaires destinés à demeurer secrets. Enfin, Joseph Bonaparte était reconnu Roi de Naples par la Russie, en attendant le Trône des Deux-Siciles le jour où on pourrait faire un sort à l'ex-Roi Ferdinand IV. Telles étaient en substance les clauses de Tilsit.

Avant d'aller plus loin, il convient de s'arrêter sur une question dont la solution n'est pas sans surprendre, la question polonaise. En avril 1806, soit un an avant Tilsit, le prince Adam Czartoryski

avait présenté à l'Empereur une note détaillée en forme de lettre sur la situation politique en général, et en particulier sur le sort de la Pologne. Alexandre répondit immédiatement, et d'une manière bien catégorique sur tous les points, sauf un seul précisément, la Pologne. Sa lettre est assez intéressante pour mériter d'être reproduite ici; elle ne l'a jamais été nulle part depuis l'édition déjà ancienne donnée en 1865 par Mazade de la Correspondance de l'Empereur Alexandre et du prince Czartoryski *).

„J'ai reçu le papier que vous avez jugé à propos de m'adresser. Vous désirez une discussion: je suis prêt à l'accorder, mais je ne puis m'empêcher de vous dire que je crois qu'elle ne servira à rien, les bases desquelles nous partons se trouvant si diamétralement opposées.

Après l'énumération de la position critique dans laquelle se trouve la Russie et des maux qu'elle a à craindre, les seuls moyens que vous proposez se réduisent à peu près à ces deux:

- 1) de me déclarer Roi de Pologne;
- 2) de changer les individus qui se trouvent à la tête des départements de la guerre et de l'extérieur **).

Il serait trop long d'entrer dans la discussion du premier article, mais je suis prêt à énoncer ma manière de voir et les raisons qui guident ma conduite. Quant au second, je déclare être content des services que me rendent les deux ministres chargés des départements ci-dessus énoncés. De plus, je ne vois personne qui puisse les remplacer. Quel est donc ce ministre consommé qui réunisse tous les suffrages? Est-ce le général Souchtelen? J'énonce hautement que je ne le regarde pas comme possédant les qualités requises pour un ministre de la guerre, et qu'entre les deux je ne balance pas un instant de donner la préférence au général Viazmitinoff ***). Pour

*) *Ouvrage cité* (V. plus haut, note p. 26), p. 57.

**) Le général Viazmitinoff et le prince Czartoryski.

***) Le général Viazmitinoff resta en effet ministre jusqu'en 1808, et Czartoryski fut relevé de ses fonctions au bout de quelques mois.

d'autres, je ne vois même pas qui pourrait être proposé. De même je ne vois personne pour le département des affaires étrangères; est-ce des Panine, des Morkoff? Il faut que j'estime ceux avec qui je travaille et ce n'est qu'ainsi que je puis leur donner ma confiance. Je m'embarrasse peu des clameurs: elles ne sont ordinairement que l'effet de l'esprit de parti. Vous-même n'êtes-vous pas un exemple, et n'avez-vous pas été exposé à la critique, à l'animosité de tout le public? etc., etc."

Il est à noter que l'édition Mazade ne donne pour 1807 et 1808 aucune lettre du prince à l'Empereur; or la correspondance resta ininterrompue et fut particulièrement animée en 1809. C'est sans doute à la famille qu'est attribuable cette lacune *), car on a peine à croire que le dépit causé au prince par le traité de Tilsit lui eût fait cesser toute correspondance avec son Impérial ami.

On voit donc qu'en 1806, tout en faisant aux Polonais des avances répétées, l'Empereur ne songeait pas encore à créer sous son sceptre un Royaume de Pologne. N'oublions pas non plus l'influence constante de la toute-puissante Marie Narychkine, née princesse Czetwertinski **). L'idée d'un Duché de Varsovie appartient tout entière à Napoléon et Talleyrand, désireux d'avoir à l'Est, aux frontières mêmes de la Russie, une base éventuelle en cas de rupture. Sur cette question polonaise, incessamment remise sur le tapis, tant

*) Et elle n'est pas la seule de l'édition en question. La Bibliothèque Particulière de S. M. l'Empereur nous a révélé un certain nombre de lettres, tant du prince que de son Impérial correspondant, que nous donnons plus loin en Annexes, et que la famille avait de bonnes raisons de ne pas tenir à laisser publier (V. en particulier Annexes du présent volume, N° 2).

**) Après avoir pieusement conservé toutes les lettres et billets adressés à sa mère par l'Empereur Alexandre, le fils de Mme Narychkine, Emmanuel Narychkine, en aurait détruit une partie au moment de mourir, mais sa veuve, née Alexandrine Tchitchérine, nous a personnellement avoué avoir brûlé le reste, et nous ne croyons dès lors pouvoir révoquer le fait en doute. En le tenant pour avéré, un acte tel que cette destruction, autant dire, sous nos yeux même, de pièces historiques vieilles de cent ans, ne saurait être autrement qualifié que de vandalisme. De brûler les lettres écrites par Mme Narychkine elle-même, c'était sans doute le droit de la famille, mais celles qui émanaient de l'Empereur Alexandre revenaient en toute rigueur, après la mort d'Emmanuel Narychkine, à l'Empereur régnant.

à l'époque de l'alliance qu'après la chute définitive de Napoléon, nous ne pouvons admettre avec Schilder que „le véritable créateur du Duché de Varsovie fut Alexandre, et non pas Napoléon“. Le refus de l'Empereur d'annexer à la Russie la Pologne Prussienne s'explique pour nous, comme il a été dit plus haut, par un sentiment de délicatesse pour Frédéric-Guillaume, et, quant au Duché lui-même, Alexandre préféra être quitte une fois pour toutes des obsessions polonaises; ce qui n'empêcha pas la Russie de s'adjoindre toute la région de Bélostok.

Le 27 juin/9 juillet 1807 fut le dernier jour de l'entrevue. Savary, duc de Rovigo, alla représenter la France à Saint-Pétersbourg, et, du côté russe, le comte Pierre Tolstoï, général en retraite et frère du grand maréchal de la Cour inséparable de l'Empereur, partit peu après pour Paris. Deux choix également peu heureux: fort compromis dans l'affaire du Duc d'Enghien, Savary n'était d'ailleurs guère diplomate; Tolstoï ne l'était pas davantage, et de plus, adversaire déclaré de l'alliance française, il avait fait l'impossible pour ne pas être désigné. On avait agi de part et d'autre avec quelque précipitation: le temps de faire leurs preuves, et au bout d'un an, tous deux étaient rappelés. Aux affaires étrangères, à Pétersbourg, Budberg avait fait place dès le retour de l'Empereur au comte Nicolas Roumiantzeff, alors ministre du commerce, francophile, validé le 12 février 1808; c'était le meilleur choix qui pût être fait.

Impopulaire en Russie, la nouvelle alliance l'était surtout à Moscou. Le mécontentement ne devait cesser qu'au jour de la rupture, mais Alexandre, sans nul souci de l'opinion publique ni des doléances des dignitaires, suivait d'un pas ferme la voie qu'il s'était tracée, imposant silence non seulement à la société de la capitale, mais jusque dans la Famille Impériale à ses plus proches parents.

Le nouvel ambassadeur de France, Caulaincourt, débarqua à Pétersbourg dans les derniers jours de 1807, et le prince Alexandre Kourakine, depuis quelques mois ministre à Vienne, fut désigné pour

Paris. Les rapports de l'Empereur avec le premier et le rôle du second à la Cour des Tuileries ont été l'objet d'une étude spéciale *).

Passons donc à la politique intérieure de la période de l'alliance. Ce fut la reprise d'un travail intensif, et qui devait laisser des traces profondes et durables. Nous voulons parler de l'œuvre de Spéransky et de son rapprochement avec l'Empereur, qui déconcertèrent les contemporains et donnèrent naissance dans le public aux bruits les plus contradictoires, et, à la Cour, à une suite inextricable de jalousies, de calomnies et d'intrigues.

De nom, l'Empereur connaissait depuis longtemps Spéransky: personnellement, moins, et seulement pour l'avoir vu à de longs intervalles, depuis le commencement même du règne. Il en avait entendu parler par Békéléhoff, les frères Kourakine, le prince Lopoukhine, Trochtchinsky, et surtout par Kotchubey: tous avaient eu besoin de lui dans diverses circonstances, tous s'étaient servis de lui et de sa plume pour toute espèce de travaux et de projets; il était réputé homme de tête et travailleur infatigable.

Fils d'un modeste prêtre, Spéransky avait goûté au séminaire des verges qui y sévissaient alors, ce qui ne l'avait pas empêché, doué comme il l'était, de faire d'excellentes études, et, c'est là l'important, de les faire avec fruit. L'état ecclésiastique ne le séduisait guère, et il préféra le service civil. Là, la fortune lui sourit. Sachant à la perfection les langues mortes et aussi le français, il avait en même temps le talent de parler et d'écrire remarquablement bien le russe: c'est dans ces conditions qu'il entra comme précepteur chez les Kourakine. Il eut bientôt fait de se dégager de la pédagogie. Le prince Alexis Kourakine, alors procureur général, l'attacha à sa chancellerie, où il se fit une situation des plus enviables, et se concilia successivement l'estime de deux autres procureurs généraux, le prince Lopoukhine

*) Grand-Duc Nicolas Mikhaïlowitch, *Les Relations diplomatiques de la Russie et de la France d'après les rapports des ambassadeurs d'Alexandre et de Napoléon (1808 — 1812)*, 5 vol., St-Petersbourg, 1905 — 1908.

et Békéléhoff. Il avait déjà des ennemis, des allemands surtout, qui répandaient sur son compte, par pure jalousie, sans doute, mille absurdités, l'accusant en particulier de flatterie et de servilité: admettons même que ce ne fût pas sans quelque apparence de raison, mais quelle espérance pour un pauvre séminariste de faire son chemin dans le service, sans se laisser aller à quelques petites flagorneries? Il fut moins en faveur près de Trochtchinsky, qui lui rendait cependant toute justice.

Lors de la création des ministères, en 1802, Spéransky passa à celui de l'intérieur, où il se concilia d'emblée les bonnes grâces d'un intime de l'Empereur, le comte Victor Kotchubey.

C'était la fortune! Lorsque Kotchubey déposait au Comité Secret de ces projets dont l'ingéniosité soulevait l'admiration générale et forçait l'attention de l'Empereur même, qui pouvait se douter que tout était de Spéransky, et jusqu'à la rédaction du texte? Mais l'Empereur le savait, et surtout ne l'oublia pas: quand il eut besoin d'un nouveau collaborateur et que les réformateurs, ces hommes de qualité qui promettaient tant, eurent à regret quitté la scène, il jeta naturellement les yeux sur le modeste travailleur. Ce n'était pas une simple boutade que faisait Araktchéeff en disant: „Avec le tiers seulement de la tête de Spéransky, je serais un très grand homme“. Donc, en 1808, à la retraite définitive de Novosiltzoff, ce fut Spéransky qui eut le travail chez l'Empereur, „pour les affaires spéciales“, comme disait le décret portant sa nomination. Il l'avait eu occasionnellement même avant, et à plusieurs reprises, dans l'intervalle entre le départ de Kotchubey et son remplacement par le prince Alexis Kourakine, et la netteté de ses exposés avait plu à l'Empereur, qui s'était vite attaché à lui. Le rapprochement coïncidait avec la nomination d'Araktchéeff au ministère de la guerre: c'est là un point qui n'a pas été souligné comme il convient par les historiens de l'époque, et qui semblait cependant devoir fixer l'attention. En effet, de Tilsit à Erfurt, l'Empereur prit comme collaborateurs immédiats deux hommes

diamétralement opposés, l'un pour mettre un peu d'ordre dans les affaires intérieures, l'autre pour la réorganisation de l'armée. Il travailla à tour de rôle avec chacun d'eux sans paraître au début témoigner de préférence à aucun des deux, ce qui exaspérait Araktchéeff sans affecter autrement Spéransky.

On reconnaîtra facilement, à la réflexion, que le caractère d'Alexandre se plut de tout temps à ces disparates dans le choix de ses collaborateurs, et voici pourquoi: l'Empereur avait pleine conscience, comme homme, de ses faiblesses personnelles, et se savait susceptible d'entraînements pour une idée ou pour quelque intime dont il subissait l'ascendant. L'inspirateur influent, dans l'espèce, c'était Spéransky: et Araktchéeff était le frein modérateur de tous les entraînements.

L'entrevue d'Erfurt décidée, Spéransky fut désigné pour accompagner l'Empereur. Il eut même non seulement l'occasion de voir le grand capitaine et l'homme de génie, mais la bonne fortune de lui parler, et, chose bizarre, il fut beaucoup plus subjugué par lui qu'Alexandre. L'événement ne tarda pas à le prouver.

On a déjà vu qu'en 1803, le prince Lopoukhine, ministre de la justice, avait été fait président, et un baron Rosenkampf membre, d'une commission spéciale pour la confection des lois, et que dans la suite celui-ci fut chargé d'élaborer un projet de constitution. Le premier, tout président qu'il était, ne fit absolument rien. Quant à Rosenkampf, il travaillait bien, mais sans trop se rendre compte de ce qu'on lui demandait, et, pour le projet de constitution, il ne se mit à l'œuvre qu'après s'être longtemps fait prier, et produisit en effet quelque chose. Longtemps après, il publia une brochure en allemand, intitulée: *Uebersicht der russischen Gesetzgebung seit der Regierung Peters des Grossen bis zum Tode Alexanders I*: c'étaient des bribes de constitution, mais sans ordre, avec des lacunes et des omissions comme la question agraire. Personne n'en prit connaissance, sauf le ministre adjoint Kozodavleff et Spéransky, qui n'en fit nul

cas et n'approuva aucune de ses conclusions, au grand dépit de l'auteur, qui s'en plaint lui-même hautement dans son autobiographie *).

Peu après Erfurt, Spéransky était fait le 15 décembre 1808 ministre adjoint de la justice à la place de Kozodavleff, avec la mission dont n'avait pas su s'acquitter Rosenkampf, celle de diriger la confection des lois; mais quelques entretiens avec l'Empereur firent prendre une ampleur singulière au projet en mettant en avant tout un plan de réformes gouvernementales d'ensemble: c'était la transformation radicale du régime. Conception grandiose et bien faite pour tenter un homme comme Spéransky! Il voyait enfin s'ouvrir devant lui le vaste champ d'opérations qu'il avait toujours rêvé, et se mit à l'œuvre avec un zèle irrésistible. Or de tous les projets qui durent le jour à sa haute compétence, un seul devait être réalisé de son vivant, le Conseil de l'Empire, celui de tous précisément auquel il attachait le moins d'importance:

„La montagne en travail enfante une souris!“

Spéransky lui-même n'y était sans doute pour rien: la faute en était tout entière à l'indécision d'Alexandre et aux malheureuses conjonctures qui amenèrent la guerre avec la France.

Le travail fut achevé dans tout le détail en novembre 1809, juste au moment du refroidissement de l'alliance. Il avait pour base le Code Napoléon, en partie également la Constitution de l'An VIII, et c'est ici qu'apparaît l'influence de Napoléon sur Spéransky, et aussi, mais à un degré moindre, sur Alexandre. L'Empereur ne se risqua pas à mettre tout à exécution d'emblée, et il eut assurément raison, la Russie n'étant nullement préparée pour un bouleversement aussi radical: il commença par remettre l'exécution à un moment plus opportun. Mais après les guerres de Napoléon, ses idées étaient

*) V. les articles de P. Maïkoff avec autobiographie du baron Rosenkampf, dans *l'Antiquité Russe*, octobre et novembre 1904 (en russe).

changées du tout au tout, et l'œuvre de Spéransky se trouva non plus ajournée, mais définitivement mise de côté. Il en fut pourtant question au moment des réformes d'Alexandre II, et aussi de nos jours: elle n'a donc jamais été oubliée, et c'est là un grand honneur pour la mémoire de l'éminent homme d'état. Ce n'est pas ici le lieu de s'étendre sur la substance du projet: il est assez connu par l'ouvrage de Schilder et les articles de Timiriacheff *). L'idée fondamentale était celle de la centralisation du pouvoir. L'autorité émanée du pouvoir absolu de l'Empereur passait par le Conseil de l'Empire, sorte d'intermédiaire entre l'Autocratie centrale et les divers rouages administratifs, pour rayonner ensuite vers une Douma d'Empire, corps législatif, des ministères, corps administratifs, et un Sénat, corps judiciaire, trois organes essentiels dont chacun comportait à son tour des unités subalternes de même nature, mais de proportion moindre, la Douma d'Empire, par exemple, ayant au-dessous d'elle des Doumas locales, de gouvernement, d'arrondissement et de canton, et de même pour les ministères et les tribunaux.

Spéransky voulait diviser la Russie en gouvernements, arrondissements et cantons, entre lesquels seraient répartis les pouvoirs législatifs, administratifs et judiciaires; tâche compliquée et minutieuse, pour laquelle il fallait des travailleurs sur les lieux, et il était seul: presque personne qui comprît ses idées, personne surtout pour les mettre à exécution avec intelligence et conviction. La seule qui vit le jour fut le Conseil de l'Empire, solennellement inauguré le 1^{er} janvier 1810. On lit sous cette date, de la main d'Araktchéeff, dans l'Evangile interfolié de la chapelle de son domaine de Grouzino: „Résigné ce jour mes fonctions de ministre de la guerre. Que ceux qui auront ce livre après moi sachent qu'il est toujours difficile à un honnête homme d'occuper un poste important dans l'Etat“. Spéransky avait bien compté réaliser le reste des réformes pour 1811,

*) *Messenger Historique*, octobre 1897, *Alexandre I^{er} et son époque* (en russe).

dixième anniversaire du règne, mais ce fut l'année des grands préparatifs contre Napoléon, et rien ne se fit. Plus tard, de son exil de Perm, il écrivait à l'Empereur, au sujet du mode de transformations graduelles adopté: „V. M. a préféré la fermeté à l'éclat et a mieux aimé s'exposer pour un temps au reproche de confusion que de tout transformer d'un coup, sur des bases purement théoriques. Toute judicieuse qu'était cette manière de voir, elle a donné lieu à des craintes injustifiées et à des interprétations erronées. Faute de savoir le plan du gouvernement, on a jugé ses intentions sur des faits épars, on a critiqué sans connaître, et, comme on ne voyait ni but précis ni terme aux changements, on a eu l'appréhension d'innovations nuisibles“.

Ainsi donc, après Erfurt, Alexandre avait manifesté des vellétés de réorganisation intérieure, mais qui ne durèrent pas, toutes raisonnables et logiques qu'elles étaient. La politique continuait à absorber toute l'attention, et les bonnes intentions tombaient avant de s'être fait jour. C'étaient toujours avec Caulaincourt les entretiens sans fin à table et après table, comme autrefois avec les amis de jeunesse: hautement flatté et plein de reconnaissance, l'ambassadeur prenait au sérieux les épanchements et assurait Napoléon de l'inébranlable amitié de l'Impérial charmeur.

Sur les entrefaites, arrivèrent à Pétersbourg dans les derniers jours de 1808, attirés par l'hospitalière Russie, malgré toutes les avanies passées, le Roi et la Reine de Prusse, accompagnés d'un frère et d'un oncle du Roi. Ils firent un séjour d'un mois, agrémenté de toute espèce de cérémonies, fastidieuses pour l'Impératrice Elisabeth, mais réjouissantes pour l'Impératrice Mère, qui supportait mal la monotonie de Gatchina et de Pavlowsk.

Ce fut ensuite, à la fin de janvier, le prince de Schwartzenberg, qui vint préparer l'Empereur à l'éventualité d'un retour offensif entre la France et l'Autriche, mais sans trouver chez lui le moindre enthousiasme pour l'ardeur guerrière des Autrichiens; il lui fut en tout

cas donné à entendre que la Russie ne pouvait trop s'engager dans une nouvelle guerre. C'était laisser le champ libre à l'interprétation, et Schwartzemberg comprit qu'Alexandre ne lèverait pas le petit doigt pour son nouvel allié: on ne demandait pas autre chose à Vienne. L'Empereur n'avait rien de plus pressé que de faire part lui-même à Caulaincourt, presque jour pour jour, de ses entretiens avec le diplomate autrichien, en les lui présentant, bien entendu, à sa façon, et Napoléon recevait l'assurance que les troupes russes étaient à toute minute à sa disposition.

D'ailleurs Alexandre ne cachait pas à Caulaincourt ses inquiétudes sur l'issue de la guerre de Suède, où se trouvaient engagées des forces considérables. Les opérations cependant marchèrent à souhait: les Bagration, les Koulneff infligeaient à l'ennemi défaites sur défaites, et, en mars 1809, Alexandre alla personnellement en Finlande, où il s'était fait précéder, pour inspecter et diriger tout, du ministre de la guerre Araktchéeff. Il ouvrit la Diète à Borgo le 16 mai, visita Helsingfors, Svéaborg et Abo, et rentra à Pétersbourg parfaitement satisfait.

Il y trouva la nouvelle de la déclaration de guerre de l'Autriche à la France. Les Autrichiens avaient pris l'offensive sur trois fronts, en Bavière, en Italie et dans le Duché de Varsovie. Caulaincourt pressait le comte Roumiantzeff de fournir l'appui promis, et l'Empereur donnait à son tour l'assurance que ses troupes étaient déjà à la frontière galicienne, prêtes à marcher *). Il y avait bien là 70.000 hommes sous les ordres du prince Serge Golitzyne: mais ces forces ne faisaient pas un mouvement, et lorsqu'à la fin de mai elles sortirent de leur longue immobilité pour passer la frontière, Napoléon était déjà sur les bords du Danube. La campagne se termina le 24 juin (6 juillet) 1809 par Wagram, réédition d'Austerlitz pour les Autrichiens, et ce n'est

*) Grand-Duc Nicolas Mikhaïlowitch, *Les Relations diplomatiques, etc.*, T. I, 1905, Introduction générale.



Le Comte V. Kotchubey



N. Novossiltzoff



Le Prince A. Czartoryski



Le Comte P. Stroganoff

qu'ensuite que les Russes entrèrent à Cracovie: ils n'avaient pas tiré un coup de feu ni versé une goutte de sang. Caulaincourt s'aperçut enfin, mais trop tard, qu'il avait été joué, et s'attira, non sans raison, une verte semonce de Napoléon, auquel la conduite de l'allié de Tilsit et d'Erfurt avait fini par dessiller les yeux. On peut dire que la campagne de 1809 marque, avec la fin de l'amitié, le commencement de la défiance mutuelle et des préparatifs de lutte; l'alliance n'existait plus que sur le papier. La Russie ne tira de son simulacre de guerre que le district de Tarnopol. Elle ne se fit pas représenter aux pourparlers d'Altenbourg, comme pour mieux affirmer sa neutralité bienveillante, et Napoléon, contre le vœu de son allié, fit à la Pologne la condescendance hautement appréciée de remettre la Galicie au Duché de Varsovie.

„Il n'est pas douteux“, remarque ici Schilder, „qu'une intervention plus énergique de la Russie lui eût donné toute la Galicie, et peut-être plus encore“. Ceci n'est nullement prouvé. A tort ou à raison, Alexandre tenait à ne pas rompre prématurément avec l'Autriche sa voisine; mais l'acquisition de toute la Galicie reste chose fort douteuse, même en cas d'intervention active de la Russie. Sur un autre front, celle de la Finlande lui était garantie par le traité de Fredrickshamn (5/17 septembre 1809). Dès Tilsit, Napoléon avait attiré l'attention d'Alexandre sur la position de St-Pétersbourg entièrement découverte du côté du Nord: „Il ne faut plus que les belles de Pétersbourg soient jamais troublées par le canon suédois“. Le mal était réparé au bout de deux ans. Bel exemple, et dont on ne saurait trop souligner la valeur, de la haute sagesse de l'Empereur, si habile à profiter des circonstances pour couronner une œuvre digne de son Grand Ancêtre. Il est permis de se demander si l'acquisition de la Galicie avait la même importance.

N'oublions pas qu'en 1809, la Russie faisait encore sur les Balkans une guerre que l'âge et les infirmités du prince Prozorowsky rendait assez malaisée. Le commandement changé, Bagration obtint

quelques succès partiels. Enfin le jeune et habile Kamensky rétablit tout, et l'on put espérer la fin prochaine de la guerre de Turquie.

Mais Napoléon n'était pas encore disposé à rompre, et tenait surtout à effacer la fâcheuse impression laissée par le traité de Schoenbrunn. Il se déclara prêt à supprimer même la dénomination de Pologne de la correspondance officielle: d'ailleurs, ajoutait-il, la remise d'une partie de la Galicie au Duché de Varsovie n'indique nullement l'intention de rétablir le Royaume. Toutes les assurances restaient sans prise sur Alexandre, qui sentait et saisissait parfaitement la rouerie de son partenaire. Le célèbre discours du 21 novembre/3 décembre au Corps Législatif, commençant par ces mots: „Mon allié et ami l'Empereur de Russie...” fut reçu à Pétersbourg comme une gerbe de phrases pompeuses, purement et simplement, mais il fut tout autrement compris du prince Adam Czartoryski, toujours gérant de l'arrondissement scolaire de Vilna à titre de curateur polonais et non russe, et qui s'empessa de se rendre à Pétersbourg pour sonder les intentions véritables d'Alexandre. Ce fut la reprise des interminables conversations qui ne donnaient guère satisfaction au prince, à en juger par ses Mémoires.

L'Empereur se plaignait de la conduite des Polonais à l'étranger, surtout à Paris, et de leurs intrigues contre la Russie: les faits étaient patents. Il laissa de nombreuses questions sans réponse en changeant au besoin la conversation, au grand dépit de son interlocuteur. Sans doute, ajouta-t-il en matière de conclusion, en cas de guerre avec Napoléon, il se déclarerait Roi de Pologne: et ceci mit le comble au dépit du prince Adam, qui prit la liberté de répliquer qu'alors il serait trop tard. Il était surtout intrigué par le discours de Montalivet:

„Le Duché de Varsovie s'est agrandi d'une portion de la Galicie. Il eût été facile à l'Empereur Napoléon de réunir à cet Etat la Galicie tout entière; mais il n'a rien voulu faire qui pût donner de l'inquiétude à son allié l'Empereur de Russie. La Galicie de l'ancien partage est

restée presque tout entière au pouvoir de l'Autriche. Sa Majesté n'a jamais eu en vue le rétablissement de la Pologne. Ce que l'Empereur a fait pour la nouvelle Galicie lui a été commandé moins par la politique que par l'honneur: il ne pouvait abandonner à la vengeance implacable d'un prince les peuples qui s'étaient montrés avec tant d'ardeur pour la cause de la France“.

Bref, le prince Czartoryski était pris entre deux feux. Il était encore trop tôt pour obéir au vœu de son cœur et se jeter dans les bras de la France, et, d'autre part, la nécessité le contraignait encore à faire des grâces à la Russie. Tel était d'ailleurs le cas de la plupart de ses inconsolables concitoyens, et leur jeu devient plus compliqué en 1810 et 1811, comme nous le verrons.

Quant aux deux autres marches, la Finlande et le Caucase, le gouvernement manque quelque peu d'esprit de suite. Armfeld fit si bien qu'il réussit à disposer l'Empereur plus que favorablement à l'égard de sa nouvelle conquête. Il fut même bien stipulé que la Finlande n'était pas une province, mais un Etat jouissant de garanties constitutionnelles, et qui se vit arrondi de l'annexion du gouvernement de Viborg, possession russe depuis cent ans. L'Empereur se passa une fantaisie de libéralisme en limitant expressément son pouvoir comme Grand-Duc de Finlande. C'était là plus qu'une faute: ce fut la source de grosses difficultés sous ses successeurs et c'est de nos jours encore l'origine d'interminables malentendus et de complications incessantes et presque inextricables.

Du Caucase, il n'était guère question et on s'y intéressait peu. Depuis l'annexion de la Géorgie en 1801, il n'y eut qu'un gouverneur habile et entendu, le prince Tzitzianoff, perfidement assassiné par un perse en 1806. Ses successeurs ne se montrèrent ni bons administrateurs ni bons soldats, à l'exception du général Ermoloff, nommé en 1816. Egalement incapables de gouverner les éléments hétérogènes qui constituent la population caucasienne, le comte Goudowitch, Tormassoff, le marquis Paulucci et Rtichtcheff se succédèrent

rapidement à la tête de la lointaine province, qu'ils s'empressaient de quitter sans avoir naturellement le temps, avec la meilleure volonté, de faire quoi que ce fût de sérieux et de durable.

Les années 1810 et 1811 marquent l'apogée de la faveur de Spéransky, de sa puissance et de son influence aux affaires dans toutes les branches de l'administration intérieure. Mais c'est précisément dans cette intimité de chaque jour avec l'Empereur, à cœur ouvert, toute de confiance et d'affection, qu'il faut chercher la source des malentendus qui survinrent bientôt et aboutirent à la disgrâce.

Objet unique d'une faveur toute exceptionnelle, investi des pouvoirs les plus étendus, placé à la tête des services administratifs les plus divers, depuis le secrétariat d'Etat jusqu'au rectorat de l'université d'Abo, Spéransky était tout désigné comme point de mire de la jalousie générale. Il se trouva complètement isolé, sans amis, et entouré d'ennemis de toutes parts. Or, ne recherchant pas les uns et voulant ignorer les autres *), il employait exclusivement son talent, toute sa force créatrice, toutes ses facultés, au service de l'Empereur, sur la protection duquel il comptait fermement et dont il ne croyait jamais pouvoir perdre la confiance. Deux années passèrent sans anicroche: l'ancien séminariste et fils d'un modeste prêtre, l'élu du Souverain, voyait tout plier et s'incliner devant lui. C'était alors vraiment lui qui administrait toute la Russie.

En parlant de l'inauguration solennelle du Conseil de l'Empire, Schilder donne intégralement le discours d'ouverture de l'Empereur, „discours pénétré“, dit-il, „d'un sentiment de dignité et inspiré d'idées que la Russie entendait pour la première fois du haut du Trône“. On ne peut que souscrire à cette appréciation. Ce qui est également certain, c'est que le discours était tout entier de Spéransky, sauf quelques corrections de détail dues à l'Empereur. Ce fut d'ailleurs

*) Pypine donne de Spéransky une appréciation bien juste: „Il était sans défense contre l'intrigue, qui devait causer sa perte; il ne tenait pas à se défaire de ses ennemis“.

tout un événement que cette inauguration du Conseil de l'Empire au début de 1810, et non seulement à Pétersbourg, mais jusque dans les coins les plus reculés de la Russie. Mais le succès d'un seul homme éveillait dès ce moment chez les dignitaires les sentiments les plus vils, et surtout celui de la jalousie. Spéransky mit ensuite tous ses soins à un remaniement de la répartition des affaires entre les organes exécutifs: il se rendait bien compte de l'imperfection des ministères créés précipitamment en 1802, comme en témoigne le manifeste du 25 juillet 1810, qui s'étend en détail sur les attributions de chacun d'eux en particulier, ainsi que des grands services administratifs. Spéransky prit même la peine de préciser ces imperfections dans une notice spéciale remise à l'Empereur. En voici l'énumération:

1) Insuffisance de responsabilité des ministres. Leur responsabilité doit être, non seulement reconnue, mais en même temps effective.

2) Imprécision d'une répartition des affaires établie sur un groupement arbitraire des anciens services, et non d'après les divisions naturelles de l'administration.

3) Inconsistance de l'organisation interne des ministères, *le vice rédhibitoire*, selon l'expression de Spéransky, *de ces institutions*.

Son erreur fut de vouloir tout réaliser d'un coup, sans auxiliaires sûrs ni amis. „Infatigable au travail“, dit Doubrovine *), „il put, à lui tout seul et sans l'aide de personne, établir en deux ans et réaliser partiellement tout un plan d'administration générale, un projet de Conseil de l'Empire et de Sénat, un corps de ministères avec instructions aux ministres, et, malgré les emprunts qu'on a pu lui reprocher aux institutions françaises, il sut donner à toutes ses créations une direction qui, avec des changements insignifiants, s'est maintenue presque jusqu'à nos jours. Organisateur de première force, il conseillait à l'Empereur d'éviter toute précipitation, de n'inaugurer les nouvelles

*) *La vie russe au début du XIX^e siècle*, dans *l'Antiquité russe*, octobre 1901 (en russe).

institutions qu'après avoir assuré l'aplomb de l'ensemble, de ménager avec soin la transition de manière à pouvoir s'arrêter et conserver l'ancien régime si le nouveau rencontrait des obstacles insurmontables. Mais alors il fallait du temps, de la fermeté, de l'esprit de suite et de la persévérance: or Alexandre était constamment irrésolu entre l'idée et sa réalisation effective“. Rien à ajouter à ces réflexions si justes du regretté Doubrovine.

Sans nous arrêter à bien d'autres mesures de moindre importance prises du temps de Spéransky, disons seulement que quelques dispositions de détail excitèrent le mécontentement de diverses classes de la société. C'est ainsi qu'en 1809 parut un oukaze privant les charges de Cour du droit aux grades de IV^e et V^e classes, et un autre instituant des examens pour l'accès à la hiérarchie civile. Le premier au moins était notoirement dû à l'initiative exclusive de l'Empereur, et cependant ce fut Spéransky qui se trouva en butte à tout le ressentiment de la Cour et de la société. Cette accumulation de toute espèce de menus sujets de mécontentement devait essentiellement contribuer à la chute de l'éminent homme d'Etat au début de 1812. En attendant, les nuages ne faisaient que s'amonceler à l'horizon.

. Un autre, à la même époque, eut fréquemment l'occasion de voir l'Empereur, de lui parler et de lui écrire: c'était Araktchéeff. Mais son heure n'était pas encore venue. Il avait étudié de bien plus près la nature de son maître et reconnu dans le détail toutes ses bizarreries de caractère, se montrant ainsi meilleur psychologue que Spéransky. Sur le terrain solide qu'il s'était préparé à loisir, il attendait patiemment la faveur, et, s'il eut comme des mouvements d'impatience, ce fut tout calcul. Mécontent, par exemple, de n'avoir pas été mis au courant du détail de la réforme du Conseil de l'Empire, il se retira dans ses terres de Grouzino en donnant sa démission: l'Empereur répondit sur un ton de gronderie, pour le rappeler au sentiment de dévouement à son Maître et à la patrie. Les deux lettres sont reproduites dans Schilder.

Revenu à résipiscence, Araktchéeff reprit bien sa démission, mais pour céder incontinent à Barclay de Tolly le portefeuille de la guerre. Malgré cette incartade, bien voulue, inscrite de sa main sur les pages de l'Évangile de Grouzino, il reçut une nouvelle marque de faveur et de confiance, la présidence du département militaire au Conseil de l'Empire, poste lourd de responsabilités, et qui lui permettait de s'immiscer dans tout ce qui concernait l'armée. Il sut tirer parti de la situation, mais sans le moindre manque de tact, sans la moindre bévue: Barclay n'eut pas, par exemple, de défenseur plus acharné ni d'admirateur plus zélé.

Si nous rapprochons ainsi ces rapports d'Alexandre avec Araktchéeff et Spéransky, c'est pour mettre en évidence sa faculté innée d'élever jusqu'à lui des éléments hétérogènes pour les utiliser concurrentement: on en a des exemples tout le long du règne.

Batenkoff a laissé des indications originales sur les conseils que lui donna Spéransky lors de son entrée au service d'Araktchéeff: „1) Ne jamais lui parler des colonies militaires; 2) Pour ne pas se créer d'ennuis, se borner strictement au service et éviter toutes relations personnelles; 3) Ne jamais lui laisser entrevoir, et, mieux encore, ne pas envisager soi-même, la possibilité de se passer de lui pour arriver jusqu'à l'Empereur“.

Batenkoff fait ensuite le parallèle suivant entre Araktchéeff et Spéransky.

„*Araktchéeff* est terrible matériellement, car la colère peut lui faire faire beaucoup de mal. *Spéransky* est terrible moralement, car l'irriter, c'est perdre son estime.

„*Araktchéeff* n'est pas libre, car il est hors d'état d'écrire lui-même et dépourvu d'instruction. *Spéransky* glace par l'idée qu'il ne croit avoir besoin de personne.

„*Araktchéeff* aime rapporter tout à lui et tout faire pour vanter sa force à l'Empereur. *Spéransky* aime critiquer ce qui est vieux, diminuer sa propre importance et donner tout pour facile.

„*Araktchéeff* est accessible à toutes les demandes de rigueurs et fermé à la louange: il tient tout ce qu'il promet. *Spéransky* est accessible à toutes les demandes de grâces, promet volontiers, mais sans toujours tenir, est à la fois ennemi de la médisance et avare de louanges.

„*Araktchéeff* sait du premier coup d'œil placer un homme selon ses capacités, et sans considérations étrangères. *Spéransky* commet parfois des erreurs et cède à des considérations de personne.

„*Araktchéeff* est résolu et aime l'ordre extérieur. *Spéransky* est circonspect et ne fait souvent nul cas de l'ordre extérieur.

„*Araktchéeff* échappe à toute contrainte. *Spéransky* est homme à céder à une volonté forte.

„*Araktchéeff* est simple de manières, capricieux, et, en paroles, ne choisit pas les mots, au risque d'être inconvenant; d'une entière franchise avec ses subordonnés, il est sujet à toutes les passions. *Spéransky* a toujours le respect des convenances, pèse chaque mot, et semble peu sincère et froid.

„*Araktchéeff* a peine à composer son visage. *Spéransky* a la faculté d'adapter sa mine à tout venant.

„*Araktchéeff* est dévot, mais peu croyant. *Spéransky* est pieux et vertueux, mais peu soucieux des rites.

„Tous deux m'ont plu, comme des hommes extraordinaires; mais j'aimais *Spéransky* du fond de mon âme“.

L'année 1809 marque l'apogée de la gloire et de la puissance de Napoléon. Tout tremblait au bruit de son nom, tout s'inclinait devant lui, et, en Allemagne surtout, les Souverains d'innombrables principautés faisaient tout pour s'insinuer dans ses bonnes grâces et défilaient successivement à Paris. Lui, de son côté, les comblait de faveurs, créant des Rois, des Grands-Ducs et des Ducs, qui gardent encore de nos jours leurs titres, et s'efforçant de cimenter les bons rapports par des mariages. Son frère Jérôme, marié à une Princesse de Wurtemberg, devenait parent par alliance de l'Impératrice Marie;

le Prince Eugène et le maréchal Berthier épousaient des Princesses bavaroises; le Grand-Duc de Bade obtenait la main d'une parente de l'Impératrice Joséphine, Stéphanie Beauharnais.

Frères et parents du potentat occupaient les trônes d'Espagne, de Hollande, de Westphalie et de Naples. Bref, la puissance du Corse était au comble.

Il ne lui manquait qu'un héritier. L'Impératrice étant stérile, il prend le parti de la répudier, puis, à la recherche d'un parti, s'adresse d'abord à la Russie: Caulaincourt est chargé de demander la main de la Grande-Duchesse Anne, la plus jeune sœur de l'Empereur. La réponse va se faire attendre. Sensible, en apparence du moins, à la proposition, Alexandre prend son temps: il faut le consentement de l'Impératrice Mère, qui consulte à son tour la Grande-Duchesse Catherine, son autre fille. Le temps passe, Napoléon ne cache pas son impatience et presse Caulaincourt. La question est décidée entre l'Empereur et sa Mère: la réponse ferme ne part pourtant pas. Napoléon, pressentant le refus, fait alors volte-face du côté de l'Autriche.

Ici, la chose est vite faite. L'Empereur François ne fait pas attendre son consentement au mariage de sa fille Marie-Louise, qui est publiquement annoncé partout, toujours avant le refus officiel d'Alexandre, puis célébré à Paris le 20 mars/1 avril 1810.

Pétersbourg ressent vivement l'offense et la confusion. Ce n'est ensuite avec la Russie, dans tout le cours des deux années suivantes, qu'une série ininterrompue de malentendus jusqu'à la rupture.

Les prétextes sont nombreux, mais les principaux sont l'affaire d'Oldenbourg et l'ouverture des ports russes au commerce anglais. Caulaincourt ni le prince Kourakine n'y peuvent rien. Napoléon s'en prend à son ambassadeur, et le remplace par le général Lauriston. Alexandre, mécontent aussi du sien, le laisse pourtant à Paris: il a d'autres moyens d'information sur ce qui se passe en France.

Le rusé colonel Tchernycheff, son aide de camp, va deux fois en mission à Paris, d'où il lui fait directement rapport, sans l'intermédiaire de l'ambassadeur: et le conseiller d'ambassade Nesselrode se passe, lui aussi, de l'ambassadeur pour correspondre avec le secrétaire d'Etat Spéransky. De même à Pétersbourg, Kochéleff est en correspondance directe, sans passer par le chancelier, avec le comte Stackelberg, ambassadeur de Russie à Vienne *), ainsi qu'avec le comte de Saint-Julien, chargé d'affaires d'Autriche **), et transmet tout directement à l'Empereur ***). Système particulier, habituel à l'Empereur Alexandre! Ajoutons que cette correspondance de Nesselrode est également un mystère pour ses deux chefs hiérarchiques, tant Kourakine, que le chancelier Roumiantzeff lui-même.

Les affaires de Napoléon, pour la première fois, tournent mal. La guerre avec l'Angleterre ne finit pas. En Espagne, défaites sur défaites; la lutte s'exaspère et s'éternise. Le divorce semble avoir inauguré une ère de mécomptes; il arrive à Napoléon ce qui arrive aux gros joueurs: il perd sa mascotte.

Il fallait cependant une issue. Il croit la voir dans la guerre avec la Russie, la seule puissance qui eût apporté des obstacles à son ambition, et c'est là que tendent dès lors tous ses efforts. C'est le début d'immenses préparatifs de lutte, d'autant plus qu'il ne conserve, malgré toutes les assurances de Caulaincourt et Lauriston, aucune illusion sur ceux de son allié. Sur le point de donner audience à Lauriston, Alexandre écrit à Kochéleff: „Avec les sentiments que mon âme professe, personne plus que moi n'apprécie l'impulsion qui vous a guidé. Continuez à vous livrer avec abandon et confiance, persuadez-vous que je saurai toujours vous comprendre. Tranquillisez-vous sur les inquiétudes que peuvent vous donner les propositions de Napoléon: *je suis très fermement décidé à ne pas me prêter*

*) Tome II, p. 79, Annexe III A).

**) Tome II, p. 108, Annexe IV A).

***) Tome II, p. 13, Annexe II.

à aucune et à rester inébranlable dans ma marche“. Telles sont à grands traits les conjonctures dans lesquelles passe 1811, et en même temps, Alexandre ne néglige rien pour se préparer sérieusement à une lutte à outrance.

Dans ses rapports au comte de Metternich, le comte de Saint-Julien *) note en 1811 et au début de 1812 toute une série d'intéressantes et fréquentes conversations, tant avec l'Empereur Alexandre lui-même qu'avec le comte Roumiantzeff et Kochéleff. L'Empereur n'est étranger à aucun détail de cette politique compliquée qui passe tout entière par les mains de Kochéleff, et dont le chancelier ne voit que les côtés insignifiants ou ce qu'il n'est pas possible de lui soustraire. Saint-Julien a d'ailleurs quelque peine à louvoyer de l'un à l'autre, mais il manœuvre brillamment et a l'habileté d'éviter tous les écueils de ce singulier mode de politique. Ses rapports sont surprenants d'information des choses russes, de connaissance et de sûreté d'appréciation des gens et d'habileté à mettre à contribution tantôt l'un, tantôt l'autre. Ils laissent bien en arrière la correspondance de Caulaincourt, et surtout celle de Lauriston: ceux-ci sont loin d'avoir aussi parfaitement compris leur rôle à la Cour de Russie et d'avoir si bien su tirer parti des ressources de la société de Pétersbourg. Saint-Julien, en voyant l'Empereur l'inviter, d'abord dans les appartements du grand maréchal de la Cour comte Tolstoï, puis, quelque temps après, à sa table, saisit l'analogie de procédés avec les ministres français. En présence de l'avantage de Caulaincourt, reçu presque sur un pied d'amitié, l'habile diplomate ne songe nullement à rivaliser avec lui; mais, à l'arrivée de l'inexpérimenté et naïf Lauriston, c'est lui qui prend la place libre et devient *persona gratissima* près d'Alexandre. Tous les entretiens avec l'Empereur sont transmis presque littéralement à Metternich, avec des observations d'une parfaite justesse, comme il ne s'en rencontre pas dans les rapports français. Saint-Julien

*) V. Annexe IV du présent volume.

connaît à fond l'Empereur, s'adapte bien à son caractère et rend toute justice à ses talents diplomatiques; il en fait même beaucoup plus de cas que de ceux de ses collaborateurs Roumiantzeff et Kochéleff, dont il a pénétré les faibles. La Russie finit par en arriver plus ou moins à ses fins, puisque l'Autriche s'engageait secrètement, en cas de violation du territoire russe par Napoléon, à observer autant que possible une neutralité militaire analogue à celle de la Russie en 1809.

Avant même les alliances contractées par Napoléon au début de 1812 avec la Prusse et l'Autriche, Alexandre avait engagé avec Bernadotte une active correspondance, qui aboutit vite à une alliance avec la Suède. Mais c'était surtout la Pologne qui l'inquiétait, et qu'il tenait à mettre de son côté, et c'est là l'objet d'une curieuse correspondance avec le prince Adam Czartoryski *), qui ne figure pas intégralement à l'édition Mazade **).

Dans sa lettre du 31 janvier 1811 ***) , l'Empereur soulève carrément la question de savoir comment la Pologne prendrait position dans le conflit prochain, et pose deux conditions: „1) Que le royaume de Pologne soit *à jamais réuni* à la Russie, dont l'empereur portera, dorénavant, le titre d'empereur de Russie et roi de Pologne;

2) Une assurance formelle et positive d'une unanimité de dispositions et de sentiments dans les habitants du Duché pour produire ce résultat, qui doit être garanti par la signature des individus les plus marquants. Maintenant je vais essayer de diminuer vos craintes sur l'insuffisance des moyens militaires qu'on a à mettre en action“.

*) Annexe III du présent volume.

**) „C'est pour la première fois de ma vie que je m'adresse à V. M. I. pour une affaire d'argent“, commence une lettre de la fin de février 1811. Alexandre ne refusa pas à son ancien ami le service demandé, et fit verser au banquier Rall, créancier des Czartoryski, une avance de 800.000 roubles! On comprend que la famille n'ait pas tenu à publier cette lettre.

***) V. l'édition Mazade (1865), p. 158, mais la réponse du prince Czartoryski manque: on la trouvera aux Annexes du présent volume.

Il continue par l'énumération détaillée des forces russes avec indication de leur disposition et de leur destination. A noter encore ce passage: „Il est hors de doute que Napoléon tâche de provoquer la Russie à une rupture avec lui, espérant que je ferai la faute d'être l'agresseur. Cela en serait une, dans les circonstances actuelles, et je suis décidé à ne pas la commettre“.

A des questions aussi précises il fallait maintenant une réponse. Elle fut donnée de Varsovie le 28 février, et on y sent chaque mot mûrement réfléchi et pesé. Le prince s'efforce d'indiquer les divers courants de la société polonaise et d'expliquer les dispositions de ses compatriotes. Quelques passages méritent une mention particulière, comme celui-ci: „On ne saurait se familiariser que peu à peu avec l'idée que la Russie puisse jamais vouloir du bien à la Pologne, et lui offrir sincèrement sa régénération. Tout en reconnaissant les qualités qui distinguent V. M., on s'imagine qu'il faut séparer sa personne de la politique de son cabinet et de l'esprit qui règne dans son armée. Ces derniers, on les suppose à jamais hostiles au nom polonais...“ Tout revient à rendre à la Pologne ses limites d'avant le premier partage et à remettre en vigueur la constitution du 3 mai 1791. Czartoryski ne cache pas les sympathies de la majorité pour Napoléon et la foi dans le succès constant de ses armes. Il les partage, et il supplie l'Empereur de consentir à sa retraite définitive: il pressent qu'il se trouvera bientôt dans une position des plus gênantes, et sous ce rapport son appréciation est d'un caractère noble et d'un homme d'honneur. Il ne demande pour le moment qu'à aller aux eaux en Autriche, à quitter son pays de manière à ne pas s'y compromettre: résolution d'une raison parfaite et bien digne de l'extrême circonspection de l'ancien ministre des affaires étrangères.

Dans l'attente en tous cas de meilleurs jours pour la Pologne, il avait tout avantage à se tenir sur terrain neutre en face de ses compatriotes, à ne se mêler de rien et à rester témoin de la lutte qui devait s'engager. Si Napoléon l'emportait, il était facile de liquider

tous rapports avec la Russie moyennant l'aide et sous l'égide de la France; si au contraire c'était Alexandre, il restait, en trouvant un *modus vivendi* avec la puissante Russie, à apaiser son juste courroux. Le raisonnement était juste, comme le montrera le rôle du prince Czartoryski à la paix.

Les préparatifs de la Russie contre l'orage qui la menaçait feront l'objet détaillé du chapitre suivant.

CHAPITRE III.

Lutte avec Napoléon.

1812—1815.

„Je m'engage sur l'honneur à ne plus traiter de la paix jusqu'au jour où le sol de la Russie sera entièrement purgé de la présence de l'ennemi“.

(Lettre de l'Empereur Alexandre remise par Balachoff à l'Empereur Napoléon.)

Longuinoff, le secrétaire de l'Impératrice Elisabeth, dépeint ainsi, dans une lettre au comte Simon Worontzoff *), le gouvernement russe et les hommes alors au pouvoir.

„Cette lettre est pour vous seul...“

„Quand un gouvernement en vient à n'être composé que d'éléments sans cohésion, on ne saurait s'attendre à le voir se soutenir autrement que par des intrigues, qui, gagnant de proche en proche, finissent par en infester tous les ressorts. C'est ainsi qu'il suffit de nommer nos ministres pour tout expliquer et les apprécier à leur juste valeur.“

„Le comte Roumiantzeff a eu, on peut le dire, à lui seul une influence prépondérante sur toutes les mesures gouvernementales: s'il n'est pas vendu à la France, c'est bien grâce à sa bêtise et à

*) *Archives Worontzoff*, T. XXIII.

son incapacité; ses actes ont toujours été d'un suppôt de Bonaparte, et c'est au point que, si jamais l'Empereur a eu l'idée d'une bonne œuvre, le chancelier n'eût pu en être sans tout compromettre. Et encore il se donne et beaucoup le considèrent comme un Machiavel, quand il est loin d'avoir rien qui rappelle la forte tête du fameux sophiste politicien...

„Kozodavleff, ministre de l'intérieur et sa créature, est un fieffé coquin qui a la routine des affaires courantes, mais sans le moindre crédit. Il a tout fait pour empêcher le rapprochement avec l'Angleterre, dont il n'a cessé de se montrer l'ennemi. Ce pédant imbécile n'a jamais eu, sans parler d'une influence, la moindre idée de notre système politique, si tant est que nous ayons un système...

„Barclay de Tolly, tiré du néant par Araktchéeff, qui pensait le mener comme un secrétaire quand il est lui-même détesté de toute l'armée, lui a joué le tour d'accaparer d'emblée tout ce que l'autre avait escompté pour lui d'honneur et de crédit, mais eu le tort de ne pas attacher à la fonction au lieu de s'en saisir personnellement, de sorte qu'une fois maître du portefeuille, Barclay n'a plus rien voulu entendre. Autant que je puis juger, Barclay est un honnête et pesant allemand, avec du caractère et du savoir, mais insuffisamment pour faire un ministre. Ajoutons que, sans relations, sans amis puissants, il eut à braver seul tous les orages jusqu'au jour où les Oldenbourg et Spéransky le prirent, dit-on, sous leur protection.

„Traversay, en raison de son analogie de situation avec Barclay, a trouvé en lui seul, on peut le dire, un camarade et un ami; mais il a toujours été en affaires complètement insignifiant.

„Gourieff, avec des principes et passablement d'honnêteté, est parfaitement incapable et déplacé où il est; soutenu par Tolstoï, Golitzyne et autres courtisans, il a souvent été aux prises avec Spéransky, et non sans succès. Presque complètement à l'écart de ses collègues, il n'a en affaires qu'une influence strictement limitée à sa partie.

„Alexis Razoumowsky, chef et protecteur des Martinistes de Moscou, enfoui dans sa botanique et sa métaphysique, a été et est une trouvaille pour toute espèce de pédants décorés du nom de savants qui peuvent tout faire à condition de ne pas troubler sa paresse et sa quiétude, et ont introduit partout dans les sociétés savantes des principes qui n'avaient cours qu'en France.

„Spéransky, après mûre réflexion, a trouvé que, pour arriver à ses fins, le mieux était de commencer la révolution en appliquant à l'éducation de la jeunesse, sans autre forme de procès, ses propres principes, en faisant litière des préjugés de la noblesse et des mérites des aïeux. Un gêneur comme Zavadowsky n'était pas son affaire. Et il a parfaitement exécuté son programme, sans se mêler de rien autre chose.

„Dimitrieff, piétiste, nature droite et honnête, tant soit peu martiniste, a marché de son côté sans tenir à d'autres relations que ses vieux amis Balachoff et Razoumowsky: Il ne voyait guère personne et faisait tout par lui-même.

„Un ministère ainsi composé était presque hors d'état de fonctionner; il lui fallait une âme. Elle se trouva en Spéransky, pour le malheur de la Russie: une créature de Kotchubey! et Kotchubey lui-même, débarqué de Paris avec son fameux projet de Conseil, de gouvernement et d'instruction obligatoire, se fit son secrétaire et son suppôt. Jusqu'à Roumiantzeff, la fierté même, qui rampait à ses pieds! Spéransky reforma le gouvernement, l'instruction, l'armée, les finances, et ne fut arrêté que par le Sénat, qui voyait sa suppression décidée et son Grand Créateur oublié...

„Après cet aperçu de la racine du mal, passons à des détails qui n'eurent pas moins d'influence non plus sur l'armée. C'est un certain Pfuhl, passé du service prussien au nôtre comme général major, à qui est dû notre plan de guerre. Mathématicien de valeur, c'est d'ailleurs tout bonnement un pédant d'allemand et une parfaite tête d'idiot. Il est l'auteur en personne du plan d'Iéna et de l'anéantissement de la Prusse. Dans les bonnes grâces, comme allemand,

de Barclay et de la famille d'Oldenbourg, il est aussi, comme homme nécessaire, ou du moins fort peu gênant, dans celles de Spéransky“.

Ce tableau de Longuinoff, peu flatté et plutôt navrant, est heureusement fort exagéré et en partie inexact. Il a toutefois l'avantage de montrer combien était prononcée la haine de Spéransky, au point d'aveugler l'observateur modeste qu'était Longuinoff.

Quelles étaient maintenant les mesures de défense contre l'invasion étrangère?

Les préparatifs avaient commencé en 1810 sous l'énergique impulsion de Barclay et d'Araktchéeff, infatigables au dur travail de mise en état de l'armée russe dans tous les détails. Le mécontentement se donnait libre carrière, mais la volonté de fer d'Araktchéeff et le calme méthodique de Barclay faisaient de leur mieux, dédaignant la critique et l'intrigue.

La paix conclue avec la Turquie le 16/28 mars 1812 et le rapprochement de plus en plus intime avec la Suède assuraient à la Russie ses fronts de guerre au sud et au nord. Un traité d'alliance fut même bientôt conclu avec la seconde de ces puissances: ambitieuse et remuante nature de gascon, le Prince Royal cherchait depuis longtemps à se rapprocher d'Alexandre et engagea avec lui une correspondance suivie, dont une partie vient seulement d'être publiée *). Il était le premier à lui indiquer le système à employer contre Napoléon: éviter les batailles rangées et s'efforcer d'attirer peu à peu les forces ennemies dans le cœur du pays. Tel était aussi le plan d'un autre étranger, l'allemand Pfuhl, passé au service russe en 1806 et détesté dès le début de tous les militaires russes, qui le regardaient comme un pédant nul en stratégie **).

*) *Correspondance inédite de l'Empereur Alexandre et de Bernadotte pendant l'année 1812*, par X., Paris, 1909.

**) L'Empereur Alexandre lui écrivait le 12 décembre 1813: „C'est vous qui avez conçu le plan qui, avec l'aide de la Providence, a eu pour suite le salut de la Russie et aussi celui de l'Europe“.

L'insistance avec laquelle l'Empereur proclamait en toute occasion sa résolution de n'être en aucun cas l'agresseur s'explique par la nature même de ce plan de lutte dont le choix est si mûrement arrêté, et dont l'idée fondamentale, dès maintenant bien nette, a rencontré l'approbation de nombreux généraux russes, et en premier lieu, du prudent Barclay. Et c'est ici le lieu de revenir et d'insister sur les attitudes parfaitement délibérées passées en habitude chez l'Empereur peu après Tilsit, à la suite d'une première crise de caractère, crise sensible pour nous, mais demeurée inaperçue de la majorité des contemporains et dissimulée par lui à dessein, avec un esprit de suite et une persévérance remarquables.

Rappelons également la curieuse lettre écrite d'Erfurt le 25 août 1808 à l'Impératrice Mère, et dont voici quelques passages des plus frappants:

„...Le moment choisi pour l'entrevue est tel à m'imposer l'obligation de ne pas l'éviter. *Nos intérêts* m'ont *contraint* ces derniers temps à conclure une étroite alliance avec la France: *nous ferons tout* pour lui prouver la loyauté, la noblesse de nos procédés....

„....Nous verrons sa chute avec sérénité, si telle est la volonté de la Providence, et il est plus que probable que, fatigués des malheurs éprouvés si longtemps, les Etats de l'Europe ne songeront pas à entamer une lutte avec la Russie sous le simple prétexte de son alliance avec Napoléon dans un temps où une telle alliance était le vœu de chacun. Si la Providence a décidé la chute de cet immense Empire, je doute qu'elle se produise subitement, mais, même si cela était, le plus sage serait *d'attendre* le moment pour prendre des mesures. Telle est mon opinion....

„....Dans ma conduite politique, je ne peux que suivre les indications *de ma conscience*, ma *conviction essentielle*, le désir qui ne me quitte jamais d'être utile à ma patrie. Voilà ce que je crois devoir répondre à votre lettre; il m'est, je l'avoue, pénible de voir ainsi méconnaître, quand j'ai uniquement en vue les intérêts de

la Russie, les sentiments qui font toute la force de ma conduite politique“.

Ainsi donc, dès l'automne de 1808, Alexandre se rendait parfaitement compte de la marche qu'il suivait: il fallait affermir encore une fois, pour la forme, les liens de l'alliance et endormir l'allié en se bornant à se préparer, soi, en vue de la minute fatale assignée pour l'écroulement de sa puissance et de sa gloire. C'est ce que Spéransky ne comprit pas à Erfurt: aveuglé par le génie de Napoléon, il s'imagina que ses sentiments étaient partagés par son maître, et ce fut là sa grande faute. Mais un autre, plus perspicace et plus sage, avait pénétré Alexandre, en partie du moins.

C'était Talleyrand. A leur seconde entrevue, le Souverain et l'homme d'état purent échanger quelques vues et même quelques allusions pour le plus grand profit de l'un et de l'autre par la suite.

A cette même époque d'Erfurt, Alexandre écrivait de Weimar à sa sœur Catherine: „Bonaparte prétend que je ne suis qu'un sot. *Rira le mieux qui rira le dernier!* Et moi je mets tout mon espoir en Dieu“. Non pas en Dieu seul, dirons-nous à notre tour, mais aussi en ses propres facultés, en sa force de volonté. Ainsi donc, nul doute que l'Empereur ne suivît une ligne de conduite bien arrêtée; l'intérêt manifesté à Tilsit pour la personne de Napoléon était depuis longtemps refroidi: maintenant, plus de cette curiosité de voir et d'entretenir Bonaparte, rien que l'idée fixe de tourner et de forcer la puissance de son allié malgré lui.

L'année 1809 fournit d'éclatantes justifications de la politique d'Alexandre, ouvrit les yeux de l'Autriche sur ses véritables intentions et désabusa fortement Napoléon, pour qui ce double jeu était une surprise, et dont le désenchantement augmenta graduellement depuis la paix de Schœnbrunn jusqu'au refus de [la main de la Grande-Duchesse Anne: alors seulement il comprit ses fautes et changea brusquement de tactique, mais trop tard. Il est en politique des fautes irréparables.

Plus excusables étaient les ambassadeurs français alors à Pétersbourg, surtout Lauriston, qui ne fut jamais diplomate; quant à Caulaincourt, le dernier mot n'a pas encore été dit sur lui. Ses erreurs de Pétersbourg ne furent au fond qu'inconscience *); mais que dire de cette correspondance avec Alexandre après son rappel, par l'intermédiaire de Spéransky et Nesselrode? Elle n'a malheureusement guère de chances d'être publiée de si tôt, les héritiers, MM. d'Espeuilles et Pierre de Kergorlay, non seulement ne songeant pas à publier eux-mêmes les riches matériaux dont ils disposent, mais encore fermant obstinément à toutes les demandes les archives Caulaincourt. L'auteur du présent ouvrage s'est personnellement heurté à deux reprises à un refus de la part des deux représentants de cette famille Caulaincourt, dont la ligne masculine est éteinte. Or il est notoire que Caulaincourt, rendu à la vie privée, rédigea sous la Restauration d'importants mémoires, et que ses archives renferment, outre la correspondance avec Alexandre, des lettres de Napoléon pendant et après l'ambassade de Pétersbourg. Lacune fort regrettable, mais dont il faut prendre son parti.

Pendant toute la période de préparation de la lutte avec Napoléon, l'Empereur et le gouvernement se virent en butte à des critiques multipliées. L'alliance de 1807 ne fut jamais populaire, Erfurt ne fit qu'accroître le mécontentement, et les premières difficultés entre les alliés en 1809 donnèrent libre carrière à la critique. Les accusations de légèreté allaient non seulement à l'Empereur, mais encore à ses collaborateurs immédiats, Spéransky et le comte Roumiantzeff, soupçonnés d'être plus dévoués aux intérêts de la France qu'à ceux de la Russie. La rumeur et la calomnie grossissaient et le mot de trahison fut prononcé, surtout pour Spéransky. Bien au fait de ces bruits durant

*) *L'Europe et la Révolution française* par Albert Sorel, page 512, T. VII. „L'aimable Caulaincourt, préoccupé d'effacer les impressions du mariage, ne découvre partout que loyauté, désir de plaire, amour de la paix. Il le croit, il l'écrit à Paris“.

les deux années qui précédèrent la rupture, l'Empereur préférait sans doute y rester sourd, et l'alliance tenait bon.

Mais vers le milieu de 1811, l'effervescence dépassa toutes limites, en dépit de témoignages irrécusables, les préparatifs publics de guerre du gouvernement. La rumeur dénonçait la trahison dans l'entourage de l'Empereur, et la calomnie ne connut plus de frein. Au commencement de 1812, les ennemis de Spéransky, Araktchéeff, Balachoff, Chichkoff, le suédois Arnfelt et la Grande-Duchesse Catherine, trouvèrent le moment opportun pour lui rompre le cou d'une manière ou de l'autre. Ils réussirent, non sans peine, à ébranler la confiance d'Alexandre et à semer le doute dans son âme.

L'histoire de la chute de Spéransky, brusquement destitué de tous ses emplois le 17 mars 1812 et immédiatement expédié en Sibérie, a pris la forme d'une sorte de légende enveloppée d'un voile mystérieux. La réalité est cependant bien simple, et nous n'y voyons pour notre part rien qui tienne du mystère. Aux moments d'extrême tension de l'opinion publique, surtout en cas de danger et d'incertitude complète, comme en 1812, il faut à la foule surexcitée un bouc émissaire: c'est ce que fut l'infortuné Spéransky. Il n'avait nullement songé à trahir son pays ni son Souverain; ses seuls torts avaient été un peu d'imprudences, trop de confiance en lui, son isolement et quelque intempérance de langage. Il lui était échappé de critiquer l'Empereur et les mesures qu'il prenait ou ne prenait pas: ses propos furent transmis en haut lieu par les intéressés et sous forme de témoignages irrécusables, rapports faits de vive voix ou correspondance interceptée. L'Empereur fut-il absolument convaincu? Il est permis d'en douter, mais il comprit, c'était là l'essentiel, la nécessité de jeter une victime en pâture aux esprits alarmés. On comprend ainsi son jugement sur Spéransky: „Il n'a jamais trahi la Russie; il n'a trahi que moi-même en personne“. Cette trahison personnelle, c'étaient ses critiques et jusqu'à ses plaisanteries lancées par derrière à l'adresse de l'Empereur, qui prit dès lors son parti, le cœur saignant

et les larmes aux yeux, mais se résigna pourtant à le livrer à ses ennemis, le sachant bien innocent et pur de toute trahison.

Le détail de la catastrophe a été cent fois ressassé: il est dans le baron Korff, le biographe de Spéransky, dans Schilder et dans une foule de mémoires et de souvenirs. Partout on a voulu découvrir quelque chose, on a cherché, et, faute de rien trouver, on s'est livré aux conjectures les plus extravagantes. L'explication était pourtant bien naturelle. Le moment venu, les ennemis du favori avaient formulé contre lui des griefs conçus en termes quelque peu vagues, effervescence des masses écrasées d'impôts, délabrement des finances, propos malveillants contre le gouvernement. Mais, ces accusations générales étant restées impuissantes, il fallut imaginer tout un prétendu système d'intelligences avec Napoléon. Chargé d'une correspondance secrète avec Nesselrode, où les principaux personnages étaient désignés sous des noms de convention *), Spéransky avait outrepassé ses instructions en se faisant remettre tous les dossiers et rapports secrets du ministère des affaires étrangères, et à l'insu, sans doute, du comte Roumiantzeff: il s'était trouvé des employés assez crédules pour prêter la main à un tel abus, le conseiller d'état actuel Beck et le gérant de sa chancellerie, Gervais. Cette imprudence de Spéransky, qui n'était que trop effective, fut alors exploitée contre lui par le ministre de la police, Balachoff, qui, aidé de divers sous-ordres et autres comparses, s'ingénia à le noircir encore aux yeux de l'Empereur. L'impression fut désastreuse: sur un terrain depuis longtemps préparé par la meute des envieux, le coup portait. Ajoutons que, lors de la dernière visite de l'Empereur à sa sœur Catherine à Tver, l'historien Karamzine lui avait personnellement remis sa fameuse note *Sur l'ancienne et la nouvelle Russie*, et, dans ses entretiens, s'efforçait encore de le retenir sur la voie des réformes, qu'il lui présentait comme plus nuisibles

*) Talleyrand, *mon ami Henry*; Caulaincourt, *Holtchinsky*: l'Empereur Alexandre, Louise, etc.

qu'utiles pour le pays. Spéransky avait aussi contre lui deux étrangers, le suédois Armfelt et le sarde Joseph de Maistre, qui ne voyaient en lui qu'un révolutionnaire des plus dangereux, exclusivement préoccupé de saper toutes les bases politiques et de tout faire pour discréditer le pouvoir suprême.

Voici, quant aux faits, l'exposé concis et clair du baron Korff:

„Le dimanche 17 mars 1812, Spéransky reçut en dînant par un courrier de Cabinet l'ordre de se présenter chez l'Empereur à 8 heures du soir. La chose était assez habituelle, et il se rendit tranquillement au Palais d'Hiver. Il trouva dans la salle d'attente le général aide de camp de service et deux ministres, mais fut introduit avant eux. L'audience ne dura pas moins de deux heures. La porte s'ouvrit enfin, et on le vit sortir, pâle et troublé. Il serra précipitamment ses papiers dans son portefeuille, prit congé des ministres et rentra chez lui *): le ministre de la police, Balachoff, l'y attendait. Son cabinet fut mis sous scellés. Sans avoir eu le courage de dire adieu à sa famille, il quitta Pétersbourg au milieu de la nuit pour l'exil qui lui était assigné, Nijni-Novgorod, accompagné d'un officier de police. Son intime ami, Magnitzky, qui plus tard passa bravement dans l'autre camp **), fut également arrêté la nuit et relégué. Le trouble et la douleur d'Alexandre sont confirmés par divers témoignages entièrement dignes de foi et dont le plus véridique est celui du prince Golitzyne. Il eut le 18 mars une entrevue avec l'Empereur, qui lui dit: „Si on te coupait un bras, tu crierais de douleur, n'est-ce pas? Eh bien, moi, on m'a enlevé Spéransky la nuit dernière: c'était mon bras droit!“

Mais il y eut aussi une autre version, d'après laquelle l'Empereur, au comble de l'exaspération, aurait songé même au dernier supplice. C'est là un bruit qui ne semble guère mériter créance et

*) D'après une autre version, Spéransky alla directement chez Magnitzky en sortant du Palais, mais il ne le trouva plus: il était déjà arrêté.

***) C'est-à-dire du côté d'Araktchéeff.

est dû sans doute à la fameuse lettre de Parrot, le prorecteur de l'université de Dorpat: docile à l'impression du moment et souvent porté à l'exagération, cet assommant allemand des provinces baltiques avait la manie d'adresser à l'Empereur d'interminables épîtres bourrées de conseils sur toute espèce de questions. Dans une audience accordée deux jours avant l'événement, il avait probablement entendu l'Empereur émettre une appréciation sévère sur le favori, et c'est alors que, pour apaiser son courroux, il lui écrivit le 16 mars, veille de la catastrophe, avec son pathos habituel, la lettre en question, dont voici un extrait.

„Onze heures du soir. Autour de moi un silence profond. J'entreprends d'écrire à mon bien-aimé, mon adoré Alexandre, dont je ne voudrais jamais me séparer. Tout un jour est déjà passé depuis notre entrevue, mais mon cœur me porte à la prolonger encore sur le papier.... Quand vous m'avez confié hier le chagrin cruel causé à votre cœur par la trahison de Spéransky, je vous voyais dans la première ardeur de votre dépit, et j'espère que vous avez maintenant rejeté bien loin l'idée de le faire fusiller. Je ne saurais dissimuler que ce que vous m'en avez dit le noircit fortement, mais êtes-vous dans un état d'esprit à peser l'équité de ces accusations, et, eussiez-vous même la force de retrouver quelque calme, est-ce bien à vous de le juger? Et toute commission réunie à la hâte à cet effet ne pourrait être composée que de ses ennemis! N'oubliez pas que, s'il est détesté, c'est pour avoir été trop élevé par vous. Les ministres ne doivent avoir personne au-dessus d'eux que vous-même. Ne croyez pas que je veuille le protéger: je n'ai rien de commun avec lui, et je sais même qu'il est quelque peu jaloux de mes relations avec vous. Mais, en admettant encore qu'il soit réellement coupable, ce qui ne me paraît jusqu'ici nullement prouvé, son degré de culpabilité et sa peine relèvent d'un tribunal légal, et vous n'avez actuellement ni le temps ni le calme nécessaires pour en constituer un. Il serait, selon moi, parfaitement suffisant de

l'éloigner de Pétersbourg et de le surveiller de manière à lui enlever toute possibilité d'entretenir des relations avec l'ennemi. La guerre finie, il sera toujours temps de choisir des juges parmi les meilleurs de votre entourage. Mes doutes au sujet de la culpabilité réelle de Spéransky trouvent une confirmation dans la présence, au nombre de ses accusateurs de second ordre, d'un coquin fieffé, qui a déjà vendu un de ses bienfaiteurs. Prouvez par la modération de vos arrêts dans cette affaire que vous ne vous laissez pas aller aux extrémités auxquelles on tente de vous porter. Ceux qui ont intérêt à épier votre caractère n'ont pas été, je le sais, sans remarquer la défiance qui vous est propre, et dont ils pensent se servir pour agir sur vous. C'est sans doute sur elle aussi que comptent les ennemis de Spéransky, et ils n'auront de cesse que ce côté faible de votre caractère ne leur ait permis de vous circonvenir“.

La seule chose dont Spéransky se reconnut lui-même coupable, c'est le droit qu'il s'était arrogé de lire la correspondance diplomatique secrète: il en fait l'aveu sincère dans une lettre écrite de Perm à l'Empereur, reproduite par Schilder, et dont voici le passage le plus intéressant: „Il a pu y avoir à cela une légèreté, dont on ne pourra jamais faire un crime d'Etat. Cela dit, je m'en remets, maintenant comme toujours, uniquement à votre générosité, et je tiens encore plus à être pardonné que justifié de tout“.

Les Archives de l'Empire renferment la copie anonyme (Série VI, N^o 557) d'un dialogue entre l'Empereur et Novosiltzoff à Sventziany, au commencement de 1812. Inséré par Schilder aux Annexes de son Tome III, il est assez vraisemblable pour mériter l'attention.

„Le croyez-vous traître?“ dit-il à Nowossiltzow.— „Rien moins que cela; il n'est réellement coupable qu'envers moi seul, coupable d'avoir payé ma confiance et mon amitié par l'ingratitude la plus noire, la plus abominable. Mais cela ne m'aurait pas encore porté à recourir à des mesures rigoureuses, si des personnes qui se sont donné la peine de suivre depuis quelque temps ses paroles et ses actions n'y

avaient pas entrevu et dénoncé des circonstances qui faisaient soupçonner les intentions les plus malveillantes. Le temps, la situation dans laquelle se trouvait le pays, ne me permirent pas de m'occuper d'un strict et rigoureux examen des dénonciations qui me parvenaient à cet égard. Aussi lui ai-je dit en l'éloignant de ma personne :

„En tout autre temps j'aurais employé deux années pour vérifier avec la plus scrupuleuse attention tous les renseignements qui me sont parvenus concernant votre conduite et vos actions. Mais le temps, les circonstances ne me le permettent pas en ce moment: l'ennemi frappe à la porte de l'Empire, et, dans la situation où vous ont placé les soupçons que vous avez attirés sur vous par votre conduite et les propos que vous vous êtes permis, il m'importe de ne pas paraître coupable aux yeux de mes sujets, en cas de malheur, en continuant de vous accorder ma confiance, en vous conservant même la place que vous occupez. Votre situation est telle que je vous conseillerais de ne pas rester à Pétersbourg ou dans la proximité de cette ville. Choisissez vous-même le lieu de votre séjour ultérieur jusqu'à la fin des événements qui approchent; je joue gros jeu, et plus il est gros, d'autant plus vous risqueriez en cas de non-réussite, vu le caractère du peuple auquel on a inspiré de la méfiance et de la haine pour vous“.

Telle est en peu de mots toute l'épopée de Spéransky. Il est à noter que son correspondant de Paris, Nesselrode, rentré à Pétersbourg dès la fin d'octobre 1811, fut nommé secrétaire d'Etat pour les renseignements qu'il avait envoyés, et attribua toute sa vie cette faveur à la recommandation de Spéransky. Il fut fait peu après directeur de la correspondance politique de l'Empereur, puis, à la place de Rouniantzeff, gérant du ministère des affaires étrangères. Autant de surprises pour l'intéressé lui-même, qui pensait bien tomber à la suite de Spéransky: ses appréhensions étaient donc vaines. Il faut lui rendre la justice qu'il le défendit toujours et déplora sa disgrâce, qu'il attribuait aux intrigues de Balachoff et Armfelt.

Citons encore sur le même sujet un extrait d'un intéressant rapport du chargé d'affaires d'Autriche, le comte de Saint-Julien. Chose curieuse, l'ambassadeur de France Lauriston ne fait à Napoléon qu'une relation toute sommaire, tandis que Saint-Julien comprend toute la portée de la chute de Spéransky, et, intime de Kochéleff, Mordvinoff et du comte Litta, se procure des détails circonstanciés, qui ajoutent une valeur singulière à sa lettre à Metternich et ne font que confirmer ce qui précède.

„Dans la nuit du 29 au 30 mars de notre style on fit partir le secrétaire d'Empire Spéranski, accompagné d'un major de police et, à ce que quelques-uns prétendent, de deux soldats de police sur le devant de la voiture, le sabre à la main, pour une destination inconnue; on dit que c'est Nijni - Nowgorod, ville de l'intérieur du pays; d'autres croient qu'il est relégué en Sibérie. Sa Majesté, qui n'avait pas fait de travail avec lui pendant plusieurs semaines, en eut un très long le même jour, à la fin duquel, dit-on, Elle lui présenta un papier qui constatait son délit; au sortir du cabinet de l'Empereur, Spéranski parut très troublé, dut se faire aider pour ranger ses papiers dans son portefeuille, et serra la main au prince Galitzine attaché à la personne de l'Empereur, en lui disant *Adieu!* du ton d'un homme qui prend congé pour toujours. Il se rendit d'abord chez le secrétaire d'état Magnitzki, avec lequel il fut toujours très lié, mais il y trouva sa femme en pleurs, le scellé apposé à tous les papiers et Magnitzki déjà emmené par un officier de police. Spéranski ne dit que ces mots: „Quoi, déjà!“ et se fit conduire au logis. Là il trouva le ministre de police Balaschoff qui mit également le scellé sur tous les papiers; il demanda la permission d'écrire à sa belle-mère et à sa fille, qu'il ordonna de ne pas éveiller, les recommanda à son médecin et monta en voiture avec beaucoup de calme. Les avis sur cette arrestation inopinée, et qui a fait la plus grande sensation, sont très partagés. Il y a des personnes qui lui imputent un délit de haute trahison; effectivement il est difficile de concevoir que l'homme de confiance

de Sa Majesté, qui a été sa propre créature, qui avait le secret de l'Etat, qui vient récemment d'être décoré d'un second cordon, puisse être traité en criminel d'Etat, à moins d'une grande suspicion d'un délit des plus graves. D'autres, parmi lesquels plusieurs des employés subalternes qui partageaient avec Monsieur de Spéranski ses opinions sur une régénération complète de la constitution de ce pays, sur la liberté des paysans, la création d'un tiers-état, etc., prétendent qu'il fut la victime du mécontentement général que la noblesse, jalouse de ses droits, et qui déjà se voyait lésée par différents plans d'administration qui commençaient à s'introduire, témoignait hautement, et que l'Empereur dans la crise actuelle croyait devoir ménager. Une troisième version disculpe entièrement Spéranski, mais impute à Magnitzki, son intime ami, un complot d'assassinat contre Sa Majesté. Enfin, depuis quelques jours, on assure que l'Empereur a nommé une commission pour examiner les coupables; plusieurs personnes parmi les subalternes ont été arrêtées depuis.

„Il est de fait que Sa Majesté, en parlant à Leurs Majestés les Impératrices et même à Madame de Narischkine, de Spéranski, les a rassurées en disant qu'il n'était nullement question d'intelligence avec la France. Spéranski avait tant d'ennemis que tout le monde travailla à sa perte. Armfeldt fut un des chefs de file; des femmes même s'en mêlèrent, et on ménagea à une dame de ma connaissance, marquante par sa beauté, ses bizarreries et sa haine contre tout ce qui est français, mais vivant isolée, éloignée de la cour et sans nulle influence, une entrevue avec l'Empereur chez Madame de Narischkine, pour lui ouvrir les yeux sur les dangers qu'il courrait en gardant sa confiance à Spéranski. Le comité de surveillance secrète travaillait depuis longtemps à lui casser le cou; et le haut clergé, révolté de la protection qu'il avait accordée à ce professeur Fessler qu'il avait fait venir d'Allemagne et qui eut l'imprudence d'émettre des opinions de déisme et toutes anti-chrétiennes, n'a pas peu contribué à sa chute.

„Le maréchal Soltykoff s'est prononcé vouloir insister auprès de Sa Majesté qu'Elle instruisse le public du genre du délit des coupables, pour faire taire les bruits si contradictoires que dans la ville on se permet à ce sujet. Monsieur de Spéranski prévoyait si peu le coup qui l'attendait qu'il avait dit à une personne de ma connaissance de l'aller trouver le surlendemain du jour de son arrestation, pour lui parler de ses affaires, dont il lui promit de s'occuper avec chaleur. On assure qu'on a donné de fortes récompenses aux dénonciateurs; un M. Gervais, ami de Spéranski, chef d'une des trois sections du bureau des Affaires étrangères et bras droit de M. le comte de Romanzoff, est remplacé par un prince Kozlowsky, qui accompagne le chancelier et aura la correspondance secrète.

„Depuis cette époque, il y a un revirement complet dans l'administration supérieure. Le grand conseil est dissous: il ne se tient plus qu'un comité de tous les ministres et des trois présidents de section. Ce comité est présidé par le vieux maréchal Soltykoff; il s'est rassemblé le 7 avril/26 mars pour la première fois: tout le monde admire la manière dont le vieux maréchal se montra à la hauteur du poste que l'Empereur vient de lui confier. Les résultats de ce comité seront, de séance à séance, envoyés au quartier-général pour être soumis à la décision de Sa Majesté“.

Reprenons notre tableau des préparatifs de rupture de la Russie et de la France. Les négociations de la fin de 1811 ne furent qu'une comédie, „un jeu d'ombres diplomatiques“, comme le dit excellemment Albert Sorel.

La Prusse continuait plus que jamais le double jeu dont elle s'était fait une habitude. Tandis que Scharnhorst, sous un nom supposé, court à Pétersbourg garantir la coopération, Napoléon ne cesse pas d'intimider le Roi: „La Prusse“, dit encore Sorel, „avait signé la tête basse, sous le canon de Davoust; elle déchirera le traité, brutalement, sous le canon russe“. Une fois tout perdu et la paix faite avec la France, Frédéric-Guillaume dépêche à Alexandre le

colonel de Knesebeck porteur d'une lettre autographe pénétrée de désespoir et pleine de protestations d'amitié éternelle: „Si la guerre éclate, nous ne nous ferons de mal que ce qui sera d'une nécessité stricte; nous rappellerons toujours que nous serons *unis*, que *nous devons un jour redevenir alliés* et, tout en cédant à une fatalité irrésistible, nous conserverons la liberté et la sincérité de nos sentiments, etc., etc.“ (31 mars 1812). L'Empereur témoigna à la Prusse toute sa bienveillance habituelle, confiant dans les effusions amicales et admettant la fatalité.

Avec l'Autriche, tout fut également réglé aussi bien que le permettaient les circonstances. Elle garantit que le corps du prince de Schwartzenberg, soit 30.000 hommes du contingent de la Grande Armée, demeurerait virtuellement inactif, et, le 25 avril, son chargé d'affaires à Pétersbourg, Lebzeltern, faisait savoir, par une note rigoureusement secrète de son gouvernement, et qui devait être brûlée aussitôt reçue, que la participation de son pays à la guerre serait „de pure apparence“: si de son côté elle ne fournit pas de prétextes à malentendus, „la Russie n'a rien à craindre“. Et le 14 mars, un mois auparavant, l'Autriche avait dû contracter alliance avec la France, mais dans des conditions qui ne donnaient guère satisfaction à Napoléon, malgré les liens de parenté avec l'Empereur François.

Le 5 avril, ce fut le traité définitif avec la Suède, à l'occasion duquel Alexandre écrivit à son plénipotentiaire le général Suchtelen la fameuse lettre qui renfermait tout un programme. „Le grand plan sur la réunion des slaves pour faire une diversion contre l'Autriche et les possessions françaises de l'Adriatique; armer les déserteurs allemands, les déserteurs slaves; des grands armements maritimes dans l'Adriatique et la Baltique; une attaque à fond en Portugal et en Espagne *), tandis que Napoléon sera engagé entre la Vistule et le Niémen; diversion à

*) C'était aussi Kochéleff qui avait la haute main sur les affaires d'Espagne. Voir aux Annexes sa correspondance avec de Zea Bermudez, espagnol qui fit de fréquents séjours à Pétersbourg, où il était le représentant des intérêts de Ferdinand VII.

Naples; blocus de Corfou; inquiéter toutes les côtes; des expéditions en Zélande et en Danemark. *La guerre qui va éclater en est une pour l'indépendance des nations*. Le rôle de l'Angleterre est d'y contribuer par les armements maritimes et en faisant *le caissier* (24 mars 1812) *). Cette „indépendance des nations“ fut bientôt un refrain universel.

Le 29 mars/10 avril 1812, Alexandre assurait encore Lauriston qu'il n'avait pas la moindre intention de faire la guerre, et, le 8/20 avril, il partait pour Vilna, „pour une tournée d'inspection des troupes“, comme le croyait du moins le naïf ambassadeur.

Napoléon, de son côté, ne perdait pas de temps: il régla vivement les affaires à Paris et partit pour Dresde le 9 mai. Le regretté Albert Sorel fait un tableau magistral des projets qui roulaient alors dans sa tête: „Le 9 mai il partit pour Dresde, et jeté dès lors dans l'entreprise, il ne vit plus dans le travail quotidien que le premier plan, la marche des armées, travail précis, minutieux, méthodique, à base solide, au but déterminé, qui l'apaisait. La marche à l'abîme, avec chevaux et équipages; sur la chaussée, à perte de vue, les cavaleries, les artilleries, l'immensité du train, les colonnes sans fin des fantassins, absorbaient sa pensée; elle se fixait aux étapes et, comme les arbres empêchent de voir la forêt, le déroulement continu des hommes, des bêtes et des machines cachait le gouffre où ils s'enfonceraient. Puis dans les heures de détente, dans l'intervalle des calculs positifs, les percées sur l'horizon où son imagination l'avait toujours entraîné, le devançant toujours, si loin qu'il se portât“.

En même temps avait lieu la ratification du traité avec la Turquie: la Russie conservait la Bessarabie et évacuait la Moldavie et la Valachie (16/28 mai).

Le 6/18 mai, Napoléon envoya son aide de camp Narbonne à Alexandre porteur de suprêmes assurances pacifiques. L'Empereur

*) V. Martens, *Traité de la Russie*.



*L'Impératrice
Elisabeth Alexéewna*



*La Grande-Duchesse
Catherine Pavlowna*



Marie Narychkine



La Baronne Krudener



lui répéta: „Je ne tirerai jamais l'épée le premier et je vous attendrai sur ma frontière“, puis ajouta, le doigt sur la carte: „Si Napoléon fait la guerre et que la fortune lui sourie, en dépit du but légitime poursuivi par les Russes, il faudra qu'il signe la paix sur le détroit de Behring!“ Et, à la nouvelle du passage du Niémen, il écrivit à Napoléon par son aide de camp Balachoff: „Que Votre Majesté consente à retirer ses forces du territoire russe, je regarderai ce qui s'est passé comme non avenu. Au cas contraire, je m'engage sur l'honneur à ne plus traiter de la paix jusqu'au jour où le sol de la Russie sera entièrement purgé de la présence de l'ennemi“. Dans sa bouche la première phrase sonnait faux, car il n'était pas sans savoir et sans comprendre que l'envahisseur ne pouvait plus reculer: mais le reste de la note respire la dignité et la grandeur.

Alexandre fit tout pour exalter l'esprit national et l'amour de la chère patrie et pour soulever la Russie entière dans la lutte contre l'invasion étrangère: ce fut une série de proclamations et de manifestes enflammés au peuple russe, magistralement rédigés, dans une langue intelligible à tous, claire, ferme et imposante. A Moscou, le feld-maréchal comte Goudowitch, accablé par l'âge et les infirmités, fut remplacé dans ses fonctions de gouverneur par le comte Rostoptchine. Le choix était des plus heureux: Rostoptchine sut en peu de temps électriser toute la population par une série d'habiles mesures, faites pour agir sur l'imagination même des classes inférieures. L'amiral Chichkoff, remplaçant de Spéransky comme secrétaire d'Etat, fut chargé, avec son vrai talent d'écrivain, de la rédaction des manifestes. Les troupes russes furent divisées en trois armées, une première et une seconde armées de l'Ouest sous les commandements respectifs du ministre Barclay de Tolly et du prince Bagration, et la troisième sous celui du général Tormassoff, auquel allaient se joindre les troupes de l'amiral Tchitchagoff, retour de Moldavie. L'Empereur avait un moment songé à marcher en tête de l'armée d'opérations, mais il ne tarda pas à revenir sur cette idée peu heureuse.

Arrivé à Vilna le 14/26 avril avec une suite nombreuse où il ne restait de son ancien entourage que le prince Wolkonsky, le comte Tolstoï et le docteur Wyllie, Alexandre était maintenant environné d'une foule mélangée d'individus animés d'une haine commune contre Napoléon. On y voyait figurer Roumiantzeff désenchanté et Kotchubey toujours correct, puis les ennemis de Spéransky, dans la personne d'Araktchéeff, Balachoff, Chichkoff et Armfelt; il y avait aussi tout un ramassis d'allemands, les uns victimes de Bonaparte, comme Stein et Pfuhl, les autres sous l'uniforme russe, Bennigsen, Diebitch et Toll; c'étaient enfin toute espèce d'anglais, suédois et italiens, partisans de divers Bourbons en détresse, Wilson, Paulucci, Michaud et Saint-Priest. Tous brûlaient d'impatience, avec l'aide des baïonnettes russes, de détruire la puissance du tyran issu de la Révolution, donnaient des conseils, se mêlaient de tout et ne faisaient qu'embarrasser. Les militaires russes de souche étaient pleins de douleur et de dépit, comme en témoigne la correspondance de Bagration, Ermoloff, Davydoff, Raewsky et autres. Au bout de deux mois passés à Vilna, Alexandre se rendit par Sventziany au camp retranché de Drissa, où il resta assez longtemps; mais bientôt, cédant aux instances de Chichkoff et Balachoff, et à l'instigation d'Araktchéeff, il se décida à quitter l'armée pour aller à Moscou, où, à son arrivée, l'enthousiasme ne connut plus de bornes: on en juge par le récit animé et circonstancié de Schilder. La semaine passée à Moscou laissa une impression profonde tant sur l'Empereur lui-même que sur les Moscovites; alors seulement il prit pleine conscience de toute la puissance du peuple russe, à laquelle il faisait souvent appel sans toujours y croire. Dès lors son enthousiasme va montant de jour en jour. Ce fut comme une révélation d'En-Haut; son âme alla toute à la Providence, dont il pénétrait les vues, et son cœur, son esprit, ses pensers, lui devinrent comme un don du Ciel: ce qui jadis était couvert d'obscurité s'éclaircissait maintenant par la bénédiction du Très-Haut. C'est du moins ainsi qu'Alexandre s'expliquait cet état

d'âme, et dans la suite il revient à mainte reprise sur la transfiguration opérée en lui à Moscou en 1812. Telle est la source première du mysticisme et des sentiments qui aboutirent à l'idée de la Sainte-Alliance: l'explication mérite une attention toute particulière, tant elle nous semble juste et logique.

En quittant Moscou, Alexandre alla à Tver chez sa sœur préférée, puis rentra à Pétersbourg, mais tout transformé. Il y vit Mme de Staël, en route pour la Suède, il n'eut aucune peine à la charmer, et reçut d'elle des torrents de compliments et d'encouragements au sujet de la lutte engagée. De semblables effusions deviendront bientôt monnaie courante, mais les premières eurent une influence vivifiante sur l'Empereur, dont elles satisfaisaient l'amour-propre et flattaient l'imagination.

C'est alors que fut décidée et signée la nomination du feld-maréchal Koutouzoff, depuis si longtemps désirée et indispensable dans l'intérêt d'une direction unique, comme commandant en chef de toutes les forces russes. Alexandre ne l'aimait pas personnellement, il ne pouvait lui passer Austerlitz et ne l'estimait pas comme homme: il sut cependant prendre le dessus sur ses sentiments, et ce fut son grand mérite.

La nomination, datée du 8 août, venait bien à son heure: le désaccord était au comble entre Barclay et Bagration, et commençait à produire sur les troupes un effet moral désastreux. On ne saurait mieux en juger que par les deux lettres ci-dessous du prince Bagration à Araktchéeff, l'une non datée, mais de juillet probablement, l'autre, en marche, du 7 août, au bourg de Mikhaïlovka.

1) „Monsieur le Comte, Je n'ai rien à me reprocher! On m'a étiré comme une corde à boyau sur tout le front de bandière. L'ennemi attaque sans un coup de feu: on se met à reculer, je ne sais pas pourquoi. Personne à l'armée ni dans le pays ne croira que nous ne sommes pas vendus. Je ne peux pas défendre toute la Russie à moi seul. La première armée doit se retirer tout de suite

et marcher absolument sur Vilna; de quoi a-t-on peur? Je suis entouré complètement. Comment vais-je me dégager? Je n'en sais rien, comme je pourrai! Je vais toujours me remuer, pourvu que la santé se soutienne: voilà quelques jours que j'ai des inquiétudes. Je vous prie de marcher immédiatement à l'ennemi, sans quoi il pourra nous en cuire de sa part; et puis, pour chez nous non plus, il n'y a pas à plaisanter et les Russes ne doivent pas reculer: nous voilà pires que des Prussiens! Je vais bien me dégager d'une façon ou de l'autre, et avec perte. Mais c'est vous qui n'avez pas honte: adossés à un camp retranché, les flancs libres, devant une force insignifiante, il faut attaquer. Ma queue a maintenant des engagements tous les jours, sur Minsk, sur la Viléika; je suis barré par des forêts, des marais et des sales routes. Pas de repos, pas une minute à vivre pour moi! Je ne demande pas mieux que de faire tout, ma parole, mais il faut un peu de conscience et de justice: alors vous n'allez faire que reculer pendant que je serai à me faire brèche? Si je ne suis là que pour me faire démolir, qu'on me débarrasse *du joug qui me pèse sur les épaules* et qu'on me remplace! A quoi bon épuiser les troupes, sans but et sans vivres? Je vous conseille d'aller de l'avant tout de suite sans écouter personne. La balle est une vierge folle et la baïonnette une vierge sage: c'est bien ça, n'est-ce pas, la parabole dont le sieur Pfuhl nous applique la première partie“.

„Songez à l'Empereur et à la Russie! Pourquoi nous laisser faire par l'ennemi quand on peut en venir à bout si facilement? En avant sur toute la ligne, une forte reconnaissance de cavalerie, et l'attaque générale! Voilà l'honneur et la gloire! Autrement je vous assure que vous ne tiendrez même pas dans votre camp retranché; vous ne serez pas attaqués de front, vous serez tournés. Attaquez, au nom de Dieu! le soldat reprendra courage. Voilà déjà plusieurs fois qu'on reçoit l'ordre de se battre, et on ne fait que reculer. Voilà toute ma franchise et mon dévouement à mon Souverain et à

ma Patrie! Si vous n'êtes pas content, remplacez-moi, je ne veux pas être témoin des conséquences fâcheuses: une retraite, c'est bon cent verstes, mais pas cinq cents! Il faut vraiment être traître à l'Empereur et au pays pour nous conduire ainsi à notre perte. Maintenant que nous nous sommes tout dit comme de bons russes, excusez-moi si j'ai mal jugé“.

2) „Je pense que le ministre (Barclay) a déjà fait son rapport sur l'abandon de Smolensk à l'ennemi; c'est navrant, désolant, toute l'armée est au désespoir. Dire qu'on a abandonné sans nécessité la position la plus importante: et moi qui ai été le prier et le supplier, qui lui ai écrit, et rien n'y a fait! Je vous jure sur l'honneur, Napoléon était dans un sac, comme jamais; il pouvait perdre la moitié de son armée, mais jamais prendre Smolensk. Nous nous sommes battus et nous nous battons comme pas un. J'ai tenu plus de 35 heures avec 15.000 hommes, et je les battais, et lui n'a pas voulu rester même 14 heures. C'est honteux, c'est une tache pour notre armée, et lui-même, je trouve qu'il ne devrait pas rester vivant. S'il parle de grosses pertes, ce n'est pas vrai, 4000 au plus, et encore! Mais quand même ce serait 10.000, c'est la guerre. Et l'ennemi a perdu des masses. Napoléon a eu beau faire et forcer à tout prix, et même donner et promettre de grosses sommes aux chefs pour enlever les positions, partout ils ont été repoussés. Notre artillerie, ma cavalerie ont fait merveille: l'ennemi était aux abois. Qu'est-ce que ça coûtait de tenir deux jours de plus? Ils seraient partis tout seuls, car il n'y avait plus d'eau pour les chevaux ni les hommes. Il m'avait donné sa parole qu'il ne reculerait pas, et le voilà qui envoie une disposition, la retraite dans la nuit. Ce n'est pas une manière de se battre: on va les amener jusque sous Moscou. Alors l'Empereur n'a pas de temps à perdre. Tout ce qu'il y a de troupes fraîches, tout de suite, dans Moscou et aussi de Kalouga, de Toulâ, d'Orel ou de Tver, de partout, et à Moscou qu'on se tiennent prêts! Je suis sûr que Napoléon n'ira pas de si

tôt à Moscou: il est fatigué, sa cavalerie aussi, et ses vivres ne valent rien.

„Mais il faut ne pas se fier à tout ça, et se dépêcher de lui préparer une centaine de mille hommes au moins, de manière, quand il approchera de la capitale, à ce que tout le pays lui tombe sur le dos. Vaincre ou tomber sous les murs, voilà mon avis! Pas d'autre moyen! Le bruit court que vous songez à la paix. La paix, Dieu merci! Après tant de sacrifices on aurait fait la folie de reculer tout le temps pour finir par se rendre! Vous mettrez toute la Russie contre vous, et nous nous sentirons tous déshonorés de porter l'uniforme. Au point où on en est, il faut se battre, tant qu'on pourra et tant qu'il y aura des hommes sur pied. Ce n'est plus une guerre ordinaire, c'est une guerre nationale, et il faut soutenir son honneur et toute la gloire des manifestes et ordres du jour passés. Il faut qu'un seul commande à deux. Votre ministre peut être excellent à son ministère, mais comme général, il est plus que mauvais, détestable: et c'est à lui qu'on a confié le sort de tout le pays! Je deviens fou de désespoir: excusez les violences de ma plume. Il faut vraiment ne pas aimer l'Empereur et vouloir notre perte à tous, pour conseiller la paix et donner le commandement au ministre!

„Je vous le dis en vérité, préparez une milice, car le ministre nous amène tout tranquillement derrière lui le visiteur dans la capitale. Un autre bien suspect aussi à toute l'armée, c'est l'aide de camp de Sa Majesté Wolzogen. On dit que lui, c'est plus Napoléon que..., et il conseille tout au ministre. Barclay n'a pas à se plaindre de moi: je suis non seulement parfaitement courtois, mais docile, bien que je sois son ancien. C'est triste, mais j'aime mon Souverain et bienfaiteur, et je m'incline. Le malheur, c'est de voir l'Empereur confier une magnifique armée à des gens pareils! Figurez-vous que notre reculade nous a fait perdre plus de 15.000 hommes de fatigue et de maladie, et le combat ne nous en aurait pas coûté autant. Et que va dire de notre lâcheté la Russie notre Mère, et pourquoi une si bonne et si

chère patrie est-elle livrée aux fripouilles et n'inspire à ses enfants que dégoût et mépris? Qu'est-ce qu'on a à avoir peur, et de qui? Ce n'est pas ma faute si le ministre est veule, couard, brouillon, lambin, tout ce qu'il y a de pis. Toute l'armée en pleure positivement et l'envoie à tous les diables. Ce pauvre Pahlen en meurt de chagrin, d'une fièvre chaude, Knorring le cuirassier est mort hier; quel malheur, mon Dieu! c'est à perdre la raison de dépit et de chagrin.

„Dépêchez-vous de nous envoyer beaucoup de monde pour combler les vides. Ce sera mieux de fondre la milice dans les régiments, on la dispersera: si on la laisse à part, ça ne fera pas bien. Donnez aussi des gens montés, la cavalerie manque.

„Voilà tout ce que j'ai sur le cœur! Demain je serai avec l'armée à Dorogobouge, où je m'arrêterai. Et la première armée me suit; elle n'a pas osé tenir sous Smolensk avec 90.000 hommes. Oh! c'est navrant, c'est désolant! jamais on n'a encore été outragé et mortifié pareillement! Plus d'espoir qu'en Dieu. J'aimerais mieux être simple soldat que commandant en chef avec Barclay. Voilà toute la vérité: je vous l'ai dite comme à un ancien ministre, maintenant général de service et toujours bon ami. Adieu!“

Bagration, tout géorgien d'origine qu'il était, raisonnait là en bon russe. Peut-être se trompait-il comme soldat, mais ses sentiments étaient parfaits. C'étaient ceux de bien d'autres, et l'Empereur le comprit à temps: gloire et honneur à lui!

Presque en même temps, le 2 août, Ermoloff écrivait au même Bagration une remarquable lettre, qui respirait le plus ardent amour de la Patrie; elle témoigne bien des dispositions dont étaient animés quelques généraux dans ces mémorables et terribles circonstances et du sentiment profond qu'ils avaient de leur devoir. Agé de 35 ans seulement, Ermoloff se montra toujours excellent russe et ne cessa jamais de tenir ferme et haut le drapeau russe, en particulier plus tard au Caucase. Il écrit donc ceci:

„Vous avez bien tort de m'accuser, mon bienfaiteur, de m'être mis à vous écrire en style diplomatique. Je vous parle comme à celui dont le nom est connu de tous et partout, jusque dans les coins les plus reculés de la Russie, en qui la Patrie met, non sans raison, tout son espoir, et que Sa Majesté honore de Sa haute estime et de toute Sa confiance. Vous acceptez la proposition du ministre de la guerre; je ne veux pas dire que vous lui obéissiez, mais enfin mettons! Dans les conjonctures où nous sommes, je vous supplie à genoux, au nom de Dieu, au nom de la Patrie, d'écrire à l'Empereur et de lui dire toute la vérité. C'est là votre devoir envers Sa Majesté, ce sera votre justification devant le pays.

„Je suis jeune, on ne me croira pas. Si j'écris, on ne fera pas attention à moi; si je parle, je passerai pour un mécontent et un médisant: croyez-moi, ceci ne m'effraie pas. Quand tout s'effondre, quand la Patrie est menacée non seulement de l'opprobre, mais du plus grand danger, il n'y a plus ni appréhension individuelle, ni avantages personnels. Je n'ai pas peur, et, je ne vous cache pas, j'ai déjà écrit, mais un silence trop prolongé prouve que mon avis est tenu pour celui d'un jeune. Pourtant je ne recule pas; j'écrirai encore, je représenterai tout ce que vous avez fait et les obstacles que vous avez rencontrés. Je vous aime trop, vous m'avez toujours comblé de bienfaits, et voilà pourquoi je demanderai à Sa Majesté si vous Lui avez écrit ou si vous avez gardé un coupable silence. Dans le second cas, excellent et digne chef, vous êtes gravement fautif.

„Si, excédé par l'horrible situation où nous sommes, vous ne voulez plus garder le commandement, malgré toute mon estime pour vous, je vous taxerai de pusillanimité.

„Offrez votre amour-propre en sacrifice à la détresse de la Patrie. Cédez la place à un autre, et attendez qu'on ait nommé l'homme des circonstances.

„Ecrivez: votre silence pèserait lourdement sur vous!“

Au milieu d'août, Alexandre eut à Abo son entrevue avec Bernadotte: „Ce fut pour lui, et bien pour lui seul“, dit Schilder, „un vrai triomphe diplomatique, garantissant l'intégrité de la Finlande et le succès de la lutte avec Napoléon“. Un mois auparavant avaient été signés un traité d'alliance avec l'Espagne et la paix d'Örebro avec l'Angleterre.

Le détail de la Guerre Patriotique n'entre pas dans notre plan, et nous nous bornons à rappeler rapidement les grands faits. Le 26 août, c'est Borodino (La Moskowa), dont l'issue resta douteuse, mais dont Napoléon, en raison de la retraite des Russes, s'attribua l'avantage. Koutouzoff se replia sur Mojaïsk. C'est ensuite le célèbre conseil de guerre de Fili, où fut décidé, on le sait, l'abandon de Moscou. La rage au cœur, et pourtant résigné à l'inévitable, Rostoptchine livra la capitale au feu et à la ruine. L'entrée de Napoléon dans la ville abandonnée fut un coup terrible pour la Russie et l'Empereur. Mais le vieux Koutouzoff avait raison quand il écrivait à Alexandre: „L'occupation de Moscou n'est pas la conquête de la Russie, tant s'en faut: je fais avec l'armée un mouvement sur Toula, de manière à couvrir les immenses ressources préparées dans nos gouvernements du centre. Toute autre direction m'en couperait et compromettrait les communications avec Tormassoff et Tchitchagoff, etc.“. L'exaspération de l'Empereur était au comble, et l'aide de camp Michaud fut chargé de faire savoir à Koutouzoff et aux troupes que la lutte continuerait de plus belle et sans merci tant qu'il resterait un français sur le sol russe. C'est à cette occasion que fut prononcée la fameuse phrase: „Napoléon ou moi! Moi ou lui! Mais nous ne pouvons régner ensemble. J'ai appris à le comprendre, il ne me trompera plus!“

La lettre où Bonaparte se disculpait d'avoir brûlé Moscou resta sans réponse, et Alexandre, en faisant part à Bernadotte de la chute de sa capitale, ajoute que cette lettre „ne contenait d'ailleurs que des fanfaronnades“. Et Tatichtcheff fait cette réflexion: „Mot dur, il se peut, mais il rend bien le sentiment qui, désormais, remplissait seul l'âme d'Alexandre envers celui dont l'amitié lui avait paru un jour

un bienfait des dieux“. Pour nous, si jamais il échappa à Alexandre une expression telle que „le bienfait des dieux“, c'est bien à elle aussi que peut s'appliquer l'appréciation de „fanfaronnade“ qu'il jette à la face de son adversaire. Quant à de l'amitié véritable, jamais il n'y en eut ni ne put y en avoir.

Du sentiment des contemporains au sujet de la prise de Moscou, on peut juger, par exemple, d'après la correspondance des militaires avec leurs familles. Les uns étaient au désespoir, d'autres, au contraire, raisonnaient sainement. C'est ainsi que le comte Paul Stroganoff écrit à sa femme le 13 septembre de Krasnaïa Pakhra: „Certainement, l'occupation de Moscou par l'ennemi est affreuse, néanmoins s'il est possible de mettre de côté le triste spectacle de notre antique capitale prostituée aux souillures du monstre qui l'occupe et de considérer cette calamité du point de vue militaire abstrait, on en tirera de consolantes conclusions. Je crois que ce succès, loin de lui avoir été favorable, l'a mis dans des embarras qu'il ignorait auparavant. Cela vaut la peine d'être approfondi, et voilà comment je l'explique: cet homme a cru fermement, et il a persuadé toute son armée, à la faveur de cette illusion, que toutes les fatigues dont il les a accablés jusqu'à ce jour prenaient un terme, que Moscou était le but final, que c'est à Moscou qu'il trouverait la paix et l'abondance, que de là il partirait agrandi pour subjuguier les parties de l'Europe qui lui résistaient encore. Il y est arrivé, mais il n'a trouvé que des monceaux de cendre, débris d'incendies; le tout allumé de nos propres mains. Personne ne lui parle de paix et, de même qu'un père qui tuerait plutôt sa fille que de la voir déshonorée, nous anéantissons Moscou au moment où nous ne pouvions plus la défendre. Il n'était guère habitué à de pareilles réceptions dans les autres capitales de l'Europe; même celle d'Espagne a été plus aimable, et le voilà terriblement désappointé“.... *).

*) V. Grand-Duc Nicolas Mikhaïlowitch, *Le Comte Paul Stroganoff*.

Voici maintenant la voix d'un civil, Longuinoff, dans une lettre au comte Simon Worontzoff, qui se trouve être de la même date *) :

„Hélas! Moscou n'est pas sauvée, malgré le 26 août, qui nous a coûté près de 30.000 héros. Dieu sait ce qui va maintenant arriver! Vous aurez déjà appris l'entrée des Français à Moscou. Elle a été la conséquence du conseil de guerre où Bennigsen et Konovnitzyne proposaient de défendre la place, tandis que tous les autres étaient pour l'évacuation, entre autres Koutouzoff, qui avait pourtant déclaré en partant d'ici à son arrivée à l'armée que l'ennemi n'entrerait dans la capitale qu'en passant sur son cadavre **). Il faut qu'il y ait eu des raisons puissantes pour évacuer et renoncer au plan primitif de la défendre comme Saragosse. S'il est vrai que Koutouzoff a commencé par reculer de 15 verstes sur les routes de Riazan et Toula, et qu'il vient de réoccuper Mojaïsk avec son aile gauche, il pourrait se faire que l'ennemi fût entouré et obligé de se retirer pour se frayer un passage, car les milices de Nijni-Novgorod, Yaroslav, Kostroma, Vladimir et autres pourraient l'empêcher de pousser toutes ses forces plus loin, surtout menacé en queue par l'armée entière qui vient de se distinguer à Mojaïsk....

Plusieurs lettres que j'ai vues moi-même prétendent que la reddition de Moscou a fait grand bien à nos affaires“....

Un peu plus tard le comte Worontzoff écrit de Londres: „Quelle nation! comme elle a été peu connue, non seulement des étrangers, mais même de son propre gouvernement, qui croit que nous avons *besoin des Allemands* et que, sans les Finnois, les Prussiens et les Wurtembergeois qui remplissent la Cour et tous les départements, la Russie serait perdue!“ ***).

*) *Archive Russe*, avril 1882 (en russe).

***) Il est peu probable que Koutouzoff ait pu s'exprimer aussi inconsidérément, étant à Pétersbourg. Il était trop circonspect, et le mot est sans doute controuvé.

****) *Archives Worontzoff*, T. VIII.

Pour le témoignage de l'Empereur Alexandre lui-même, il importe de consulter sa fameuse lettre du 18 septembre à sa sœur Catherine. Sans la citer en entier, rappelons quelques passages caractéristiques de cette correspondance à cœur ouvert avec une amie à laquelle il ne manquait guère de révéler sans la moindre contrainte ses sentiments et ses projets cachés *).

„....Que peut faire un homme plus que de suivre sa meilleure conviction? C'est elle seule qui m'a guidé. C'est elle qui m'a fait nommer Barclay au commandement de la 1-re armée sur la réputation qu'il s'était faite pendant les guerres passées contre les Français et les Suédois. C'est elle encore qui m'a fait penser qu'il était supérieur en connaissances à Bagration. Quand cette conviction s'est encore augmentée par les fautes capitales que ce dernier a faites pendant cette campagne et qui ont amené en partie nos revers, moins que jamais je l'ai cru propre à commander les deux armées réunies sous Smolensk. Quoique peu content de ce que j'ai été dans le cas de voir de Barclay, je le croyais moins mauvais que l'autre en fait de stratégie, dont l'autre n'a aucune idée. Enfin je n'en avais pas un meilleur à y mettre, dans cette même conviction, alors....

„A Pétersbourg, j'ai trouvé tous les esprits prononcés pour la nomination du vieux Koutouzoff au commandement en chef: c'était le cri général. La connaissance que j'ai de cet homme m'y a fait répugner d'abord, mais quand, par la lettre du 5 août, Rostoptchine m'a mandé que tout Moscou désire que Koutouzoff commande, trouvant Barclay et Bagration tous les deux incapables de le faire, et, sur ces entrefaites, comme exprès, Barclay n'ayant fait que sottises sur sottises auprès de Smolensk, je n'ai pu faire autre chose que céder aux vœux unanimes, et j'ai nommé Koutouzoff.... J'en viens maintenant à un article qui me tient de plus près: c'est sur mon honneur personnel. Je vous avoue, chère amie, qu'il m'est plus

*) V. Grand-Duc Nicolas Mikhaïlowitch, *Correspondance de l'Empereur Alexandre avec sa sœur la Grande-Duchesse Catherine*, St-Pétersbourg, 1910.

pénible encore de toucher cette corde et que, du moins à vos yeux, je le croyais intact. Je ne puis pas même croire que, dans votre lettre, il soit question de ce courage personnel que chaque simple soldat sait avoir et auquel je n'attache aucun mérite.... Mais ce que je ne puis comprendre, c'est que vous qui, dans vos lettres à Georges à Vilna, vouliez me faire partir de l'armée, vous qui, dans celle du 5 août, me dites: „Pour Dieu, n'adoptez pas le parti de vouloir commander vous-même, car il faut sans perte de temps un chef en qui la troupe ait confiance, et, sous ce rapport, vous n'en pouvez inspirer aucune; d'ailleurs, si l'échec vous arrivait à vous-même, ce serait un mal irréparable pour le sentiment qu'il causerait“, après avoir ainsi posé pour fait que *je ne puis inspirer aucune confiance*, je ne puis comprendre, dis-je, ce que vous voulez me dire dans votre dernière lettre par: „Sauvez votre honneur qui est attaqué. Votre présence peut vous ramener les esprits“. Est-ce ma présence à l'armée que vous entendez par là? Et comment concilier ces deux avis si opposés entre eux?

„Après avoir porté en sacrifice à l'utilité mon amour-propre personnel en quittant l'armée, parce qu'on prétendait que j'y étais nuisible, que j'ôtai toute responsabilité aux généraux, que je n'inspirais aucune confiance aux troupes, que des revers imputés à moi étaient plus fâcheux que ceux imputés à mes généraux, jugez vous-même, ma bonne amie, combien il doit m'être douloureux d'entendre que mon honneur se trouve attaqué, quand je n'ai fait que ce qu'on a voulu en quittant l'armée tandis que je n'avais pas d'autre désir que d'y rester, et que j'étais fermement résolu d'y retourner avant la nomination de Koutouzoff, et quand je n'y ai renoncé qu'après cette nomination, en partie par le souvenir de ce que le caractère courtisan de cet homme avait produit à Austerlitz et en partie en suivant vos propres conseils et ceux de plusieurs autres du même avis que vous.

„Si vous me demandez pourquoi je ne suis pas allé à Moscou, je vous dirai que jamais je n'ai pris d'engagements, ni n'ai donné

de promesse d'y venir. Rostoptchine m'a beaucoup prié dans ses lettres de le faire, mais c'était avant la retraite de Smolensk, par conséquent quand, par mon voyage en Finlande, j'étais dans l'impossibilité de le faire. Par contre, après, dans sa lettre du 14 août, il me dit: „Maintenant, Sire, j'en viens au plus important, c'est-à-dire à votre voyage ici. Il n'y a aucun doute que votre présence ici n'excite encore plus d'enthousiasme, mais si, avant votre arrivée, les événements ne sont pas à notre avantage, votre personne augmenterait encore l'inquiétude générale, et, comme il ne vous convient pas de courir des risques en vous exposant, il serait mieux que vous preniez la résolution de retarder votre départ de Pétersbourg jusqu'à la réception de quelques nouvelles qui changeraient en bien l'état actuel des choses.

„A présent examinons un peu si je pouvais venir à Moscou? Dès qu'une fois on avait posé pour principe que ma personne à l'armée faisait plus de mal que de bien, l'armée se rapprochant de Moscou après sa retraite de Smolensk, pouvais-je décemment me trouver à Moscou?....

„Quant à moi, chère amie, tout ce dont je puis répondre, c'est de mon cœur, de mes intentions et de mon zèle pour tout ce qui peut tendre au bien et à l'utilité de ma patrie, d'après ma meilleure conviction. Quant au talent, peut-être je puis en manquer, mais il ne se donne pas: c'est un bienfait de la nature et personne ne se l'est jamais procuré. Secondé aussi mal que je le suis, manquant d'instruments dans toutes les parties, menant une machine si énorme, dans une crise terrible et contre un antagoniste infernal, qui à la plus horrible scélératesse joint le talent le plus éminent et se trouve secondé par toutes les forces de l'Europe entière et par une masse d'hommes à talents qui se sont formés pendant 20 ans de guerre et de révolution, on sera obligé de convenir, si on veut être juste, qu'il n'est pas étonnant que j'éprouve des revers. Vous vous rappelez que souvent nous les avons prévus en causant avec vous

deux; la perte même des deux capitales a été crue possible, et c'est la *persévérance seule* qui a été jugée devoir être le remède aux maux de cette cruelle époque. Loin de me décourager malgré tous les déboires dont je me trouve abreuvé, je suis résolu plus que jamais à persévérer dans la lutte, et tous mes soins sont employés à ce but“....

C'est là un exposé bien net, non seulement de l'opinion parfaitement arrêtée de l'Empereur sur ses généraux, mais aussi de son rôle personnel dans les événements. Rien qui n'ait été pesé, mûri et décidé avec toute la sagesse qu'exigeaient les circonstances. Auprès du comte Stroganoff, de Longuinoff, du comte Simon Worontzoff, et aussi, comme on l'a vu plus haut, de Bagration et Ermoloff, dans toutes ces appréciations personnelles de la situation et de la marche des affaires, quelle supériorité du côté de l'Empereur!

Le système adopté par Alexandre et Koutouzoff de ne plus répondre aux propositions de Napoléon et d'éviter autant que possible les batailles rangées donna bientôt d'excellents résultats. Le 6/18 octobre commença la retraite de la Grande Armée, et, le 9/21, Moscou ne renfermait plus un français. Ce fut pour l'envahisseur le commencement de la débâcle. L'hiver, hâtif cette année-là, promettait d'être particulièrement rigoureux. La gelée sévit, les routes se gâtèrent, et les fugitifs se virent bientôt harcelés par les troupes russes, en particulier par les cosaques du Don et les détachements de partisans. Traqué partout, Napoléon approcha des bords de la Bérézina avec une armée définitivement désorganisée, ou plutôt avec les débris de légions naguère encore brillantes. Les Russes enlevèrent une grande quantité de prisonniers, d'armes et de vivres, et la retraite continua lamentablement sans bagages, sans rien. La faim, la maladie et la glace achevèrent les invincibles légions, et à la fin de novembre, la Russie était purgée de ses indiscrets visiteurs.

Si le bonheur d'un si brillant résultat revient à la vaillance des armes russes et au génie du peuple russe, ainsi qu'à la rigueur du

climat, il faut reconnaître que l'âme de la résistance, l'auteur de la débâcle, fut vraiment l'Empereur Alexandre. En présence du danger, il prit conscience de la puissance nationale de tout temps en réserve dans le peuple russe, et s'agrégea à elle. Cet éminent bienfait, la Russie ne l'a jamais oublié, elle en gardera éternellement une profonde et respectueuse reconnaissance à son Monarque Bien-Aimé.

A trente-cinq ans, l'Empereur répondait à l'espoir de ses peuples: ce fut le meilleur temps de tout le règne.

Un nouveau but s'offrait maintenant. Il s'agissait d'en finir complètement avec la puissance de Bonaparte, et, avec l'aide de l'étranger, et non plus seulement des forces nationales, de la réduire à néant pour toujours. C'est là maintenant que tendront tous les efforts d'Alexandre, et avec une persévérance qui se soutiendra jusqu'à la fin même des campagnes d'Europe.

Il se trouva alors des russes pour lui reprocher de porter la guerre hors du territoire une fois purgé de l'invasion, et d'entreprendre la libération de l'Europe. Ce fut là surtout l'opinion des vieux, Koutouzoff, Rostoptchine et Chichkoff, et elle n'était pas sans une excellente apparence de raison: au point de vue strict de ses propres intérêts, la Russie avait tout avantage à ne pas s'immiscer dans les affaires de ses voisins. L'avenir le montra bien; son intervention en Europe ne lui fut d'aucune utilité, et ne lui fit peut-être même que du tort.

Alexandre avait entrepris d'organiser une coalition contre Napoléon et la France bien avant la fin de la Guerre Patriotique. Non content d'engager d'actives négociations avec l'Angleterre et la Suède, il envoya ses plénipotentiaires, le prince Lieven, Boutiaguine et d'autres, tranquilliser les cabinets prussien et autrichien. Aux Prussiens, il accordait l'impunité pour la part prise à l'invasion, et, avec l'impunité, des indemnités territoriales; aux Autrichiens, il promettait également de vastes accroissements, en témoignage de reconnaissance pour leur attitude presque passive.

Mais la Prusse hésita jusqu'à la dernière minute: la terreur de Napoléon paralysait tout autre sentiment, surtout chez des hommes comme le Roi lui-même et Hardenberg, qui, ne sachant à quel saint se vouer, étaient hors d'état de prendre une résolution. Le coup de tête du général Yorck vint les tirer d'embarras. Son corps de Prussiens, en pleine retraite à l'arrière-garde de Macdonald, était serré de près par l'avant-garde russe sous les ordres de Diebitch. Ne recevant de Berlin que des instructions vagues et contradictoires, il entra en correspondance avec le général russe par l'intermédiaire du marquis Paulucci, gouverneur militaire de Riga, puis, le 12/24 décembre, eut une entrevue avec lui aux avant-postes. La conversation s'engagea; Diebitch donna l'assurance qu'il avait l'ordre de traiter les Prussiens en amis et que les généraux russes avaient tous pouvoirs pour entrer en négociations. Après six jours entiers d'hésitations, Yorck, ne recevant rien de Berlin, accepta le 18/30 de signer la convention de Tauroggen. Cette fameuse convention était l'œuvre de six négociateurs, dont trois, Diebitch, Clausewitz et le comte Dohna, au service russe, et les trois autres, le comte Yorck, le colonel Röder et le major Seidlitz, au service prussien. En fin de compte, six prussiens de souche en tout! Il n'y manqua même pas la bénédiction du commandant des forces russes, le prince Wittgenstein, encore un allemand! En vertu de la convention, les Prussiens d'Yorck étaient déclarés neutres sur tout le territoire compris entre Memel et Tilsit, ce qui enlevait au maréchal Macdonald, dans ce moment critique, 16.000 hommes de troupes prussiennes fraîches avec 50 pièces d'artillerie. Bel atout aux mains d'Alexandre que cet avantage imprévu, qui eut d'importantes conséquences.

Du côté autrichien, avec moins de tergiversations sans doute, c'est le jeu même de la politique qui fut autrement fin et compliqué aux mains d'un diplomate tel que Metternich. Vivement pénétré de l'importance prépondérante que les extraordinaires succès des armes russes allaient donner à la Russie en Europe, et aussi à la Prusse

en Allemagne, il vit d'emblée la nécessité pour l'Autriche de parer à de semblables éventualités, d'abord en restant dans l'expectative et en évitant une rupture formelle avec Napoléon, puis en suivant une ligne de conduite toute opportuniste. C'est cette politique que Gentz, l'homme d'état connu, caractérise en ces termes *sui generis*: „Nous avons dû établir notre système sur des *nuances intermédiaires*, qui nous dispensent à la fois de nous ranger en pure perte au nombre des ennemis de la France et nous brouiller sans retour avec les puissances liguées contre elle“ ^{*)}). Calculs des plus habiles, il faut le reconnaître.

La Pologne, voyant la partie perdue pour Napoléon, sentit crouler toutes ses espérances; l'enthousiasme fit place au désespoir, et, dans l'appréhension de la juste vengeance de la Russie, tout le pays fut saisi d'une inquiétude intense, sous l'empire de laquelle le prince Adam Czartoryski reprit la plume pour sonder les véritables intentions de l'Empereur Alexandre. Il y avait vraiment matière à réflexion. A la déclaration de guerre, la diète, réunie à Varsovie sous la présidence du père du prince Adam, avait proclamé la restauration du Royaume de Pologne, appelé le peuple polonais aux armes, et enjoint à tous les polonais au service de la Russie de quitter immédiatement l'uniforme russe pour combattre dans les rangs des troupes polonaises incorporées à la Grande Armée de Napoléon. Mais le prince Adam conservait une attitude toute de dignité, s'efforçant de ne manquer ni à son pays, ni à son éminent protecteur ^{**}).

C'est ainsi qu'il avait écrit dès le 22 juin/4 juillet: „La Pologne a été solennellement proclamée par une confédération générale, à la tête de laquelle mon père est placé. Le nom de Pologne sortant de

^{*)} V. Albert Sorel, *L'Europe et la Révolution Française*, T. VIII.

^{**}) Dans l'édition Mazade, *Alexandre I^{er} et le prince Czartoryski. Correspondance particulière et conversations, 1801—1823*, Paris, 1865, six lettres manquent: pour 1811, trois en date des 28 février/12 mars, 21 mars/2 avril et 12/24 juillet; une lettre de l'Empereur Alexandre de septembre 1812, et, pour 1812, la lettre du 23 mai/4 juin et une partie de celle du 15/27 juillet.

sa bouche, et une fois prononcé, est décisif pour moi... Mais en partant pour les eaux de Bohême je dois répéter mes instantes sollicitations, et porter encore une fois aux pieds de V. M. I. ma demande formelle de démission“....

Dans sa lettre de Carlsbad du 4/16 août 1812, le prince se plaint de n'avoir pas été honoré d'une réponse: le silence de l'Empereur s'explique suffisamment par ses autres préoccupations. Deux mois plus tard, le 9 octobre, nouvelle lettre du prince, sans réponse aux deux précédentes, et où on lit ces mots: „Votre silence, Sire, équivaudrait enfin à un consentement“.... Deux autres mois plus tard, toujours sans réponse, Czartoryski écrit encore deux lettres, les 6 et 15 décembre, après le désastre de l'armée française. La dernière de ces lettres figure dans *Alexandre I^{er} et le prince Czartoryski*, mais avec de fortes coupures: on la trouvera reproduite intégralement aux annexes du présent volume. Le prince rappelle encore avec insistance sa demande de démission, et fait appel aux sentiments généreux de l'Empereur en faveur de sa malheureuse patrie, non sans une éloquence toute persuasive: „Si V. M. I., au moment où la nation polonaise s'attend à la vengeance d'un conquérant, lui tend la main et lui offre de plein gré ce qui pour elle faisait l'objet du combat, l'effet en sera magique, c'est de quoi je vous répons, Sire; il surpassera votre attente, vous en serez étonné et touché“.... Et plus loin: „C'est à V. M. I., à présent, à donner l'impulsion, à expliquer ses désirs, à indiquer les moyens de s'entendre; en un mot, à finir l'œuvre. Je pense avoir tout fait, comme Polonais, pour la préparer“....

Ce n'est que le 13 janvier 1813 que l'Empereur répond aux torrents d'encre du prince par une lettre d'un bout à l'autre remarquable, mais dont voici seulement quelques passages des plus intéressants: „...La vengeance est un sentiment qui m'est inconnu, et ma plus douce jouissance est de payer le mal par le bien. Les ordres les plus sévères sont donnés à mes généraux d'agir en conséquence et de traiter les Polonais en amis et en frères.

„Je vais vous parler avec toute franchise; pour faire réussir mes idées favorites sur la Pologne, j'ai à vaincre quelques difficultés, malgré le brillant de ma position actuelle. *D'abord l'opinion en Russie.* La manière dont l'armée polonaise s'est conduite chez nous, les sacs de Smolensk, de Moscou, la dévastation de tout le pays a ranimé les anciennes haines! Secondement, dans le moment actuel, une publicité donnée à mes intentions sur la Pologne *jetterait complètement l'Autriche et la Prusse dans les bras de la France,* résultat qu'il est très essentiel d'empêcher, d'autant plus que ces puissances me témoignent déjà les meilleures dispositions“... Puis vient cet avertissement positif: „*N'oubliez pas que la Lithuanie, la Podolie et la Volhynie se regardent jusqu'ici comme provinces russes,* et qu'aucune logique au monde ne pourra persuader à la Russie de les voir sous la domination d'un autre souverain que celui qui régit la Russie!“

Bien curieux, après des déclarations aussi catégoriques, le post-scriptum: „Si, à l'issue de tous les événements, je pouvais me retrouver un moment au sein de votre famille, cela me causerait un plaisir fou. Tout à vous de cœur et d'âme“.

La question polonaise était donc ajournée pour ne pas alarmer les cabinets de Berlin et de Vienne: elle était au fond réglée d'avance, Alexandre considérant le Duché de Varsovie comme propriété de la Russie, acquise au prix du sang.

Le 11/23 décembre 1812, l'Empereur rentrait triomphalement dans ce Vilna qu'il avait quitté au printemps sous de terribles auspices. Toujours vaillant, le vieux Koutouzoff vint lui rendre hommage avec tout l'éclat convenable, entouré des héros de la Guerre Patriotique. A Vilna Alexandre resta deux ou trois semaines, discutant avec ses généraux le plan de la campagne qui allait s'ouvrir, organisant dans tout le détail les opérations compliquées de l'entrée en Allemagne, et envoyant instructions sur instructions aux plénipotentiaires et autres agents russes en vue de faire entrer la Prusse et l'Autriche dans la coalition projetée.

C'est là encore, à Vilna, que fut reçue la nouvelle de la convention de Tauroggen, et, dès le 28 décembre, le gros des forces était dirigé de Vilna sur le Niémen; l'Empereur résolut de se tenir de sa personne à l'état-major de Koutouzoff, pour conserver en mains la direction générale *). Ici commence l'œuvre si complètement inutile aux intérêts russes de l'affranchissement de l'Allemagne.

Les forces russes entrèrent en Pologne. Schilder fait de cette entrée un tableau bien vivant: „Dans le Duché de Varsovie, personne cependant n'accueillait les Russes en libérateurs. Seuls des juifs, dans toutes les localités par où passaient les troupes, arboraient des étendards de couleur au chiffre de l'Empereur, et, allaient au devant d'elles avec tambours et trompettes. On voyait quelquefois des polonais, qui, selon leur habitude, ne savaient pas eux-mêmes ce qu'ils voulaient: les uns se déclarant las du joug français, les autres jetant aux Russes des regards irrités, tant par une manifestation instinctive de leurs sentiments que parce que chaque pas de l'armée russe en avant reculait l'heure de la restauration du Royaume. Les Polonais, d'ailleurs, n'avaient pas à se plaindre: nos troupes observaient un ordre exemplaire“.

Le mouvement en avant continuait sans arrêt, et en février 1813 on était sur l'Oder avec le quartier général à Kalisch, qui devint le centre de tous les pourparlers de la coalition, et où le prince Czartoryski vint en personne assurer Alexandre de son dévouement et réchauffer ses sentiments à l'égard de la Pologne **).

Presque en même temps, le Roi Frédéric-Guillaume se transportait de Potsdam à Breslau, en partie sur les conseils de Metternich,

*) Pour faciliter cette direction, le prince Pierre Wolkonsky, général aide de camp, fut nommé chef de l'état-major général de toutes les armées.

***) Schilder a tort de dire que „les succès des armes russes portèrent le prince Czartoryski à renouveler avec l'Empereur une correspondance interrompue par les événements“. Nous avons vu que, depuis juin 1812, le prince n'avait pas cessé d'écrire, mais sans recevoir de réponse. Voir aux annexes du T. II du présent ouvrage le rapport de Lebzeltern en date du 6 avril 1813 de Kalisch.

en partie par crainte d'être arrêté dans sa capitale par les maréchaux Augereau et Ney. Jamais l'infortuné Roi n'avait montré plus d'indécision et Hardenberg le note même dans son journal. Il finit cependant par signer à Kalisch le 16 février un traité d'alliance avec la Russie: mais avant d'en venir là, quelles idées n'avaient pas eues et le Roi et ses stupides conseillers!

Le 6 et le 21 janvier, l'Empereur avait écrit de sa main à François-Guillaume pour protester de la sincérité de ses intentions à l'égard de la Prusse. „J'espère“, lui dit-il dans une de ces lettres, non sans une cruelle ironie, „que le général Yorck a agi dans le sens des intentions de Votre Majesté“. Or la convention de Tauroggen, signée sans ordres, avait valu à Yorck la perte de son commandement. Et dans l'autre lettre, on trouve la recommandation suivante en faveur du patriote prussien Stein, passé au service russe et maintenant émissaire d'Alexandre pour l'affranchissement de l'Allemagne:

„J'ai revêtu de mon plein pouvoir un *dignitaire russe*, mais un des plus fidèles sujets de Votre Majesté, le baron Stein. J'espère avoir donné par là une preuve à V. M., combien la conservation de ses États à leur légitime souverain me tient au cœur“.

En même temps une proclamation signée de Koutouzoff, mais rédigée par l'Empereur, était adressée au peuple allemand. A quoi bon, semblait-il, plus longtemps hésiter? Or le Roi envoie à Kalisch Knesebeck avec l'in vraisemblable proposition de faire céder intégralement à la Prusse tout le Duché de Varsovie. L'envoyé essuya un refus de l'Empereur en personne, qui lui conseilla de dépouiller plutôt la Saxe, compromise par ses excès de zèle à l'égard de Napoléon. Et Sorel ajoute ici cette spirituelle observation: „Dépouiller un roi, en vertu du droit de la guerre, est un acte dont un roi de Prusse ne s'est jamais embarrassé“.

Evidemment le traité de Kalisch ne satisfaisait pas les appétits prussiens, mais les événements allaient si vite qu'il n'y avait qu'à céder aux exigences de la Russie. Relevons dans le texte du traité,

scellé des signatures de Koutouzoff et Hardenberg, l'intéressant passage qui suit: „En conduisant ses troupes victorieuses hors de ses frontières, le premier sentiment de S. M. l'Empereur de toutes les Russies fut celui de rallier à la belle cause que la Providence a si visiblement protégée ses anciens et plus chers alliés, afin d'accomplir avec eux des destinées auxquelles tiennent et le repos et le bonheur des peuples épuisés par tant de commotions et tant de sacrifices. Le *temps arrivera* où les traités ne seront plus des trêves, où ils pourront de nouveau être observés avec *cette foi religieuse, cette inviolabilité sacrée* auxquelles tiennent la considération, la force et la conservation des empires“

C'est pour la première fois qu'on rencontre dans un document officiel un appel aussi direct à Dieu et à sa Providence, mais depuis lors semblable paradoxe devient courant, et formera la base de nouvelles tendances politiques conçues par Alexandre et bientôt en conflit chez lui avec l'amour même de sa patrie, la Russie, dont il venait seulement de prendre pleine conscience à l'heure du danger.

L'armée russe une fois à Berlin, Alexandre se rendit à Breslau pour une entrevue avec Frédéric-Guillaume, et les deux Souverains purent renouveler leurs vieilles effusions. Le 4/16 mars, la Prusse déclara la guerre à Napoléon. La santé du prince Koutouzoff était à tel point ébranlée qu'il s'alita à Bunzlau et mourut le 16/28 avril suivant *). Il fut remplacé comme commandant en chef par le prince Wittgenstein, puis par Barclay.

*) Langeron fait de lui le portrait suivant: „On ne pouvait avoir plus d'esprit que Koutouzoff, on ne pouvait avoir moins de caractère, on ne pouvait réunir plus d'adresse à plus d'astuce, on ne pouvait posséder moins de véritables talents et plus d'immoralité. Une mémoire prodigieuse, une grande instruction, une rare amabilité, une conversation aimable et intéressante, une bonhomie un peu factice, à la vérité, mais agréable à ceux qui voulaient bien en être la dupe, voilà les agréments de Koutouzoff. Une grande violence, une grossièreté d'un paysan lorsqu'il s'emportait ou lorsqu'il n'avait pas à craindre la personne à qui il s'adressait; une bassesse envers les personnes qu'il croyait en faveur, portée au point le plus avilissant, une paresse insurmontable, une apathie qui s'étendait à tout, un égoïsme rebutant, un libertinage aussi crapuleux que dégoûtant, peu de délicatesse pour les moyens à se procurer de l'argent, voilà les inconvénients de ce même homme“.

Quant à Napoléon, à son retour à Paris le 6/18 décembre 1812, il entreprit d'énergiques préparatifs pour la continuation de la lutte. Sa position était des plus compliquées. En son absence avait éclaté la conspiration de Malet, qui avorta, mais non sans laisser les Parisiens sous le coup d'une désagréable impression. En France, presque tout le monde était fatigué de ces guerres incessantes; partout on demandait la paix à grands cris, les finances étaient ébranlées et il fallait encore fournir une nouvelle conscription. Napoléon, en présence des difficultés, se tourna alors vers l'Autriche. Il lui semblait que l'Empereur François, père de Marie-Louise et grand-père de son enfant, ne pouvait se désintéresser de leur sort. Mais derrière l'Empereur était Metternich, attentif aux événements, et qui attaqua sans plus tarder un jeu depuis longtemps projeté; comme aux échecs, il débuta par des coups destinés à tromper la vigilance de l'adversaire. Son but était de poser l'Autriche en médiatrice, de faire traîner en longueur les pourparlers avec Napoléon, pour lesquels Bubna avait été envoyé à Paris, et entre temps de se rapprocher peu à peu de la Russie en l'empêchant de prendre la prépondérance comme arbitre des destinées de l'Europe. Douloreuse constatation, la ruse de Metternich réussit de point en point; il en vint bien à ses fins, et précisément par les voies qu'il s'était si habilement tracées. De Napoléon il eut assez facilement raison, mais avec Alexandre la chose n'alla pas sans grosses difficultés.

Le prince Schwartzenberg avait autorisé la conclusion de l'armistice de Zeycs avec les Russes, et le corps autrichien avait pu en conséquence se retirer sans un coup de feu. Cependant Metternich faisait tout pour rassurer Napoléon, peu disposé à se laisser convaincre de ses bonnes intentions à l'égard de la France. L'aide de camp Narbonne alla à Vienne pour les pourparlers, et Schwartzenberg à Paris avec le même but. Tout ceci dans les premiers jours d'avril 1813, et le 16/28 Napoléon était à Weimar, où il prenait le commandement de son armée. Presque en même temps, le 12/24,

l'Empereur Alexandre et le Roi de Prusse entraient triomphalement à Dresde, où le peuple allemand pouvait voir enfin de ses yeux celui qui allait être le libérateur de l'Allemagne *). Mais dès le 17/29 était livrée la sanglante bataille de Lutzen, en présence des deux Empereurs coalisés, ce qui n'empêcha pas Napoléon de la gagner. C'est alors que, voulant profiter de son succès, le vainqueur songea à envoyer Caulaincourt à l'Empereur Alexandre et à engager des négociations sans le concours de l'Autriche. Mais l'envoyé, sans pouvoir même se faire recevoir, fut simplement avisé qu'il ne serait engagé aucune négociation sans l'Autriche. C'était toujours le triomphe de l'idée d'une coalition, mais, notons-le bien une fois de plus, au détriment des intérêts directs de la Russie.

Le 8/20 mai, nouvelle bataille de deux jours sous Bautzen, nouvelle victoire française, et les troupes russo-prussiennes rétrogradaient jusqu'à Reichenbach. Cette fois, les coalisés acceptèrent l'armistice proposé par Napoléon, et dont les conditions furent traitées à Pleiswitz. Les négociateurs étaient, pour la Russie le général aide de camp comte Schouwaloff, pour la Prusse le général Kleist, et pour la France Caulaincourt, qui fit tout son possible pour discuter en tête à tête avec le comte Schouwaloff, et renouvela par l'intermédiaire de Nesselrode, mais sans succès, ses instances pour une entrevue personnelle avec l'Empereur Alexandre.

Pour revenir sur le rôle de Caulaincourt à ce moment, il ne faut pas oublier qu'il était toujours resté *persona gratissima* près de l'Empereur pendant les deux ans écoulés depuis son départ de Pétersbourg, et que jusqu'au jour de la rupture avec la Russie, il

*) La baronne von Werthern écrit de Weimar à ses parents quelques mois plus tard, le 11/23 octobre: „....Nicht beschreiben kann ich Euch, beste Eltern, meine Wonne, als der Retter Deutschland's so ganz in seiner Schöne über dieselbe Treppe hinauf stieg, die am 27 April dieses Jahres der Tyrann von unserem Vaterland noch mit stolzer Mine, die Malice im Auge, betrat; heute wurde der Zutritt jedem erlaubt, der sich gern an dem Anblick der Retter des Vaterlandes weiden wollte“....

avait été en correspondance suivie avec plusieurs russes. L'historien Sorel, toujours correct et digne dans ses jugements, s'efforce de le blanchir complètement. „On ne saurait cependant confondre Caulaincourt dans la troupe des partisans de l'empire sans l'empereur, ni mettre en doute le „loyalisme“ de son dévouement personnel à Napoléon, tant de fois déclaré et avec tant de chaleur“. Nous ne croirons, quant à nous, pouvoir souscrire sans réserve à ce témoignage de „loyalisme“ donné à Caulaincourt, tant que ses papiers n'auront pas vu le jour intégralement, et permis de faire une lumière définitive sur ses agissements en 1813 et 1814. Le même Albert Sorel dit encore quelques lignes plus haut: „Depuis Erfurt, le duc de Vicence paraît chez les alliés, pour subir l'influence de Talleyrand et servir ses desseins. Il était entré en relations avec Nesselrode, alors conseiller d'ambassade de Russie à Paris et qui adressait une correspondance secrète au Tzar par l'entremise de Spéransky“. Le fait établi d'une influence de Talleyrand sur Caulaincourt ouvre le champ à toutes les suppositions.

Quoi qu'il en soit, Caulaincourt ne put malgré tout, cette fois, voir et entretenir l'Empereur Alexandre.

L'armistice dura du 4/16 juin au 8/20 juillet et demeura exclusivement militaire, sans la moindre nuance politique. Napoléon se repentit vivement dans la suite de l'avoir accepté, et le considéra comme une faute et une maladresse: comme une faute, parce qu'il permettait à Barclay, fait commandant en chef après Bautzen, de rallier et de rafraîchir les troupes épuisées; comme une maladresse, et une grosse, parce que dans l'intervalle les Autrichiens prirent leur parti et s'entendirent avec les Alliés pour concerter un plan commun d'opérations. Peu après, effectivement, l'Autriche entra dans la coalition.

Un fait beaucoup plus gros de conséquences fut l'entrée en scène de l'Angleterre et son adhésion à la coalition, peu après la convention de Kalisch: lord Cathcart avait été délégué au quartier général pour les pourparlers avec l'Empereur Alexandre, et Stewart pour ceux

avec le Roi de Prusse. Les conclusions furent arrêtées à Reichenbach *). L'Angleterre s'engageait à payer les énormes frais de guerre de la Russie et de la Prusse, mais aucune de ces deux puissances ne pouvait conclure de négociations sans l'assentiment de la Grande-Bretagne: „La Russie et la Prusse s'engagent à ne point négocier séparément avec leurs ennemis communs, à ne signer ni paix, ni trêve, ni convention quelconque autrement que d'un commun accord“. C'était là une clause qui, pendant toute la durée des guerres avec Napoléon, ne fit qu'entraver la coalition, mais tourna au plus grand profit des Anglais. L'avenir fit bien voir toute la supériorité de la politique anglaise.

Juin et juillet 1813 passèrent tout entiers en interminables discussions et pourparlers de plénipotentiaires des coalisés, d'abord à Reichenbach, puis à Prague, chacun tirant à soi et tâchant de faire tout son profit; mais la première manche revint incontestablement à l'imperturbable et roué diplomate qu'était le comte Metternich, comme le fait remarquer Albert Sorel: „Metternich se montra supérieur par la maîtrise de soi-même, la suite, la dextérité, la souplesse dans les défilés. Cet homme du monde, ce dandy politique, à la main blanche et nerveuse, déploya le sang-froid, le coup d'œil et l'énergie d'un vieux pilote“.

Tout aussi actif était l'Empereur de Russie, qui trouvait le temps d'aborder tous les détails de la politique et de la guerre et d'entretenir une correspondance suivie avec sa Mère, sa femme, sa sœur Catherine et le prince Golitzyne. Pourtant, malgré toute son assiduité et sa finesse de doigté, bien des choses lui échappaient, et parfois même quelque fumée de vanité paralysait les meilleurs élans de son cœur et de son esprit. Ajoutons aussi l'état d'âme qui l'entraînait de plus en plus à pénétrer les desseins de la Providence et le fit bientôt aboutir à un incompréhensible mysticisme. Sa correspondance

*) Martens, *Traité de la Russie*, T. III. Notice sur les traités de Reichenbach.

avec la Grande-Duchesse Catherine nous montre cette disposition toujours croissante, mais ne l'empêchant cependant nullement de faire tout pour entraîner sans retour l'Autriche dans la coalition, et ici cette remuante et turbulente sœur prit la part la plus active à toutes les intrigues engagées sous main.

Pour mieux illustrer l'état d'âme d'Alexandre en ces temps d'alarmes, citons quelques passages de sa lettre écrite de Kalisch le 16 mars au prince Golitzyne.

„Vous aurez pu voir par ma lettre après ma communion que ma pensée m'a porté vers vous et que j'ai eu un vrai besoin de vous exprimer l'émotion avec laquelle je me suis acquitté cette fois-ci du devoir sacré. Votre lettre du même jour m'a fait un plaisir extrême. Le passage que vous aviez copié pour moi a été vivement senti, et je vous dirai même que depuis Pétersbourg aucun jour ne se passe sans que je ne lise l'Écriture Sainte. Cette lecture m'attache de plus en plus, et si Dieu me ramène sain et sauf auprès de vous, j'aurai à vous citer beaucoup de circonstances dans le genre de la réception de ma lettre au sortir de votre église“.

Et le 17 avril, quelques jours après l'entrée à Dresde le jour de Pâques: „C'est samedi 12, après la messe, que nous avons fait notre entrée à Dresde, et à minuit nous avons chanté sur les bords de l'Elbe l'hymne pascal! Il me serait difficile de vous rendre l'émotion dont je me sentais pénétrer en repassant tout ce qui s'était passé depuis un an, et où la Providence Divine nous avait conduits“....

Ce sont là des témoignages vivants des dispositions édifiantes dans lesquelles se trouvait alors le chef de la coalition formée pour délivrer l'Europe du joug de celui qu'il appelait souvent lui-même „ce diable d'homme“.

L'armistice de Reichenbach fut suivi du congrès de Prague, qui dura un mois, et dont l'âme fut naturellement Metternich, déjà de retour de son entrevue de Dresde avec Napoléon. Il n'avait tiré de ses deux heures d'entretien avec lui que la conviction d'avoir eu

affaire, non plus au vainqueur d'Austerlitz et de Wagram, mais à un homme qui venait de goûter les charmes de la campagne de Russie; quant aux maréchaux de la Suite, il les trouva aussi affaissés, épuisés et désabusés. Telles étaient les impressions qu'il s'empressa d'aller communiquer le 27 juin/9 juillet à Alexandre et Frédéric-Guillaume en leur résidence de Trachenberg. Il se rendit ensuite au château de Brandeis, faire une simple visite à l'Empereur François, que toutes ses instances en faveur de la coalition laissèrent aussi flottant que le Roi de Prusse. Alors commencèrent les négociations de Prague avec les plénipotentiaires français Caulaincourt et Narbonne, et aussi Nesselrode et l'ambassadeur de Prusse à Vienne, Humboldt. Mais au fond Prague fut une pure comédie, par la simple raison que les conclusions proposées à Napoléon étaient à ce point humiliantes qu'il était de toute évidence qu'il ne pouvait que les rejeter: elles étaient l'œuvre des agents de l'Angleterre, Lord Cathcart et Nugent, qui les avaient préparées et les soutenaient avec opiniâtreté. Ce furent leurs machinations, appuyées de l'intervention personnelle de Metternich, qui, malgré le ton tout conciliant des plénipotentiaires français et aussi de Nesselrode, empêchèrent les négociations d'aboutir et ne firent que traîner les choses en longueur. L'Autriche finit pourtant, le 28 juillet/9 août, par envoyer un ultimatum à Napoléon, qui allait, sur les instances de Caulaincourt et Maret, en accepter en grande partie les clauses, quand l'Empereur Alexandre déclara ne plus vouloir entendre parler de propositions de paix. Le même jour, 4/16 août, Caulaincourt quittait Prague, et l'Autriche adhérait enfin à la coalition. Le plan d'Alexandre se trouvait ainsi brillamment exécuté, non toutefois sans l'aide de l'Angleterre, et quant à Metternich, si ce n'est guère un succès pour lui que cette rupture de l'Autriche avec Napoléon, à la suite de laquelle toute l'initiative se retrouvait aux mains d'Alexandre, il saura plus tard réparer ce mécompte passager.

L'interruption des opérations militaires donna aux réserves russes la possibilité d'arriver, à l'armée russe le temps de s'organiser; la

Prusse mit sur pied de nouveaux régiments, Bernadotte fournit l'appoint de ses Suédois, et l'Autriche apporta des troupes fraîches à la coalition *). Bref, l'armistice tournait entièrement au profit.

La guerre reprit donc de plus belle pour ne plus s'arrêter avant la prise de Paris. C'est à ce moment qu'apparaît Moreau au quartier général des Alliés. Reçu à bras ouverts par l'Empereur Alexandre, il ne joua cependant pas de rôle actif, mais donna sur la meilleure manière de combattre Napoléon de précieux conseils, écoutés avec attention et suivis avec profit, conseils criminels de la part d'un français, bien au fait des défauts de ses anciens compagnons d'armes. Il s'agissait d'éviter la bataille là où il commandait en personne, de ne tenter de lui tenir tête qu'avec des forces très considérablement supérieures et en tâchant de l'envelopper, et de chercher à battre séparément ses maréchaux disséminés sur divers points du théâtre de la guerre. D'ailleurs Moreau fut tué à la première bataille, celle de Dresde, qui dura deux jours, les 14/26 et 15/27 août. Napoléon avait le dessus, mais sa victoire resta sans résultat. Ce premier insuccès déconcerta pourtant les Alliés, et les discussions reprenaient, quand des avantages partiels ranimèrent les espérances de la coalition: à Kulm, Vandamme était fait prisonnier et son corps détruit les 16/28 et 17/29 août; à Katzbach, le 17/29, Macdonald était taillé en pièces par Blucher; à Grossbeeren le 18/30, défaite d'Oudinot.

Les négociations de Tœplitz aboutirent à de nouveaux traités de la Russie, avec l'Autriche d'une part et la Prusse de l'autre. Ces traités, qui n'étaient qu'une confirmation des accords conclus à Reichenbach et Prague, comprenaient quatre articles fondamentaux et deux complémentaires. Notons le quatrième point: „Un arrangement à l'amiable entre les trois cours, de Russie, d'Autriche et de Prusse— sur le sort futur du duché de Varsovie“.

*) Les Autrichiens firent nommer Schwartzenberg généralissime des forces alliées.

A Tœplitz Alexandre prit une position prépondérante: „Alexandre“, dit Sorel, „joua ici un personnage supérieur. C'est alors qu'il se montra le régulateur, ou, comme on commençait à dire dans le jargon classique du temps, le roi des rois, l'Agamemnon de la nouvelle Iliade“. Et plus loin: „Il sut, de loin, charmer et gagner les Français, répétant et faisant répéter sans cesse qu'il séparait de la cause de Napoléon la cause de leurs libertés et celles de leurs frontières: propos politique simple et profond“.... Et Sorel conclut: „...Enfin et surtout il dicta les traités très politiques dressés sur le modèle qui avait prévalu à Kalisch, et qui tous tendaient à cet objet: *réserver les disputes* en réservant les prétentions de chacun sur les conquêtes communes. Prenons d'abord, chacun ensuite reconnaîtra ses prises!“

Il serait malaisé d'ajouter quoi que ce soit à ce brillant résumé de l'éminent historien, aux conclusions duquel on ne peut que se ranger. Mais pour notre étude suivie du rôle et des intentions de l'Empereur, il est malheureusement indispensable d'interrompre de temps à autre l'exposé naturel des faits pour jeter un coup d'œil sur le milieu historique et appuyer les déductions à l'aide des citations convenables. C'est ainsi que de Tœplitz la mort de Moreau inspire à l'Empereur les réflexions suivantes dans une lettre au prince Golitzyne: „J'aurais voulu graver en lettres d'or la dernière page de votre lettre du 2 septembre *), mon cher ami, et la placer dans le cœur de tout vrai chrétien. C'est exactement la manière dont j'ai envisagé le malheureux événement arrivé au général Moreau, et la meilleure preuve que je puis vous en donner, c'est que, de Prague encore, j'ai écrit à Pétersbourg que malheur à nous si nous nous imaginons que, puisque Moreau est avec nous, tout est dit, que c'est Dieu seul, et non Moreau ou un autre, qui peut conduire l'œuvre à bonne fin; aussi, sur moi, cet événement, laissant le regret amer

*) Nous n'avons malheureusement pu trouver cette lettre.

pour la personne du général, n'a produit d'autre effet que de me raffermir dans la croyance que Dieu se réserve à Lui seul le soin de conduire le tout et que *ma confiance en Lui est plus forte que dans tous les Moreau de la terre*. Chez nous les choses continuent à aller à merveille. Tout à vous de cœur et d'âme“.

A Töplitz, le 16 septembre 1813.

La foi en Dieu et en Sa Providence va donc croissant et se fortifiant dans l'âme d'Alexandre.

Le 22 décembre 1813/3 janvier 1814, il fait à Laharpe les réflexions suivantes:

„.... Laissez-moi vous dire que si, à côté de l'œuvre de la Providence, quelque persévérance et énergie que j'ai eu l'occasion de déployer depuis deux ans ont été utiles à la cause de l'indépendance de l'Europe, c'est à vous et à vos instructions que je le dois. Votre souvenir, dans les moments difficiles, a été constamment présent à ma pensée, et le désir d'être digne de vos soins, de mériter votre estime m'a soutenu. Nous voici, des bords de la Moskva sur ceux du Rhin que nous allons franchir ces jours-ci. Si près de vous, je nourris la douce consolation que je pourrai vous serrer dans mes bras et vous réitérer de bouche toute la gratitude que mon cœur vous portera jusqu'au tombeau. Ce sera un des jours les plus heureux de ma vie“....

Que de charme et d'émotion dans ces lignes! Quelle cordiale reconnaissance dans ce peu de mots, quelle délicate attention à l'égard du vieux précepteur! Alexandre, au seuil de la France, n'oubliait pas d'ouvrir son cœur à Laharpe.

La sanglante bataille de Leipzig, les 4/16 et 5/17 octobre, fut enfin un désastre pour Napoléon. Elle fut aussi le point de départ de nouvelles négociations, où chacun ne pensa qu'à son propre pays. Dans leur for intérieur, ni l'Empereur François ni Metternich ne songeaient alors à un changement de dynastie en France: ils avaient la



L'Impératrice Marie Féodorowna

partie trop belle au cas d'une régence de Marie-Louise, qui leur réservait naturellement toute la prépondérance. L'Empereur Alexandre, lui, voyait les choses d'un autre œil, et tenait par-dessus tout à ne prendre encore aucun parti bien arrêté. Ce fut pour lui l'origine de sérieux dissentiments avec Metternich, qui venait de mettre la main sur un acolyte de Talleyrand, le comte de Saint-Aignan, beau-frère de Caulaincourt et représentant de la France à Weimar.

Ce français fut expédié de Francfort à Napoléon avec toute une série de propositions dites de Francfort, revendiquant essentiellement pour la France la conservation de ses limites naturelles, qui devaient servir de bases de la paix définitive. C'est en ce sens que Saint-Aignan rédigea sa proposition, conçue d'ailleurs en termes si vagues qu'il n'en pouvait guère sortir que des malentendus. Les fameuses limites naturelles, les Alpes, les Pyrénées et le Rhin, n'étaient guère de nature à satisfaire Napoléon, et se heurtèrent de plus à une vive opposition de la part de l'Angleterre dans la personne de Castlereagh, dont la correspondance dit à ce propos, en date du 7 décembre 1813: „Je ne puis pas vous cacher le malaise du gouvernement à la lecture du mémoire de Saint-Aignan, et très certainement, un pareil document, si il est publié par l'ennemi sans un contre-document de notre part, excitera des impressions pénibles dans ce pays“ (l'Angleterre). A Paris, où on ne rêvait que la paix, tous les salons ne jurèrent que par les bases de Francfort, et Saint-Aignan fut l'objet d'une réception enthousiaste, sauf pourtant de la part de Napoléon. D'une restauration des Bourbons, il n'était guère question: ils étaient presque oubliés en France; mais les machinations de l'Angleterre avaient rendu familière aux principaux politiques, Talleyrand, Dalberg et autres, l'idée d'une telle solution, et les portaient à en envisager l'éventualité. Presque en même temps, Napoléon avait connaissance de la défection de Murat, passé à la coalition à l'instigation de Metternich. Les alliés, eux, continuaient à soupçonner l'Empereur Alexandre de sympathies pour Bernadotte. Tous les raisonnements échafaudés par les historiens

en ce sens ne sauraient nous convaincre que l'Empereur eût quelque idée arrêtée sur le choix d'un chef d'Etat en France: que si l'on fait appel à l'influence de Laharpe, venu en effet au quartier général, nous dirons qu'elle avait alors cessé d'être effective.

Sur les entrefaites s'ouvrit le congrès de Chatillon, un congrès de campagne, pour ainsi dire, car les opérations militaires continuaient. Rien ne saurait donner une idée des invraisemblables cabales dont il fut le théâtre: infernale curée sur une proie encore pantelante! C'était bien le cas de répéter sur tous les modes le mot de Talleyrand: „C'est le commencement de la fin!“ Et Metternich, prince frais émoulu, allait demandant à tous les échos à quoi bon sacrifier Napoléon pour le remplacer par Bernadotte en l'honneur de l'Empereur Alexandre. Bref, le règlement de comptes approchait, et la proximité de Paris empêchait tout le monde de modérer le feu de ses passions. On vit alors un nouvel acteur, l'anglais Castlereagh, paraître à dessein pour tenir bien haut le drapeau de la Grande-Bretagne et prendre part à l'épilogue des négociations. Il avait deux inquiétudes, Alexandre et Metternich. Avec celui-ci il arriva vite à s'entendre; avec l'Empereur, la chose fut plus difficile. Voici à ce propos un passage bien typique de Sorel:

„Castlereagh arriva le 18 janvier (1814) à Fribourg. C'est un personnage qui paraît sur la scène quand le drame touche à sa fin; il va dès lors rester sur les premiers rangs; il contribuera puissamment, et de son caractère de représentant de l'Angleterre et de sa personne même, à préparer le dénouement.

„.... Il exérait la Révolution en elle-même, et parce qu'elle était française et tournait à la grandeur de la France. Anéantir la Révolution, ramener la France à ses anciennes limites, voilà toute sa politique.... Castlereagh ne voulait ni la ruine totale et l'effacement de la France, ni le triomphe et *la prépondérance de la Russie*. Ces vues l'éloignaient d'Alexandre. Alexandre l'inquiéta toujours sans le séduire jamais; tout, en ce slave insaisissable, l'induisait en méfiance;

cette comète bouleversait son système. Metternich, sans lui inspirer plus de confiance, le rassurait par sa méthode: il louvoyait dans les mêmes eaux“....

Principal partisan d'une restauration des Bourbons, Castlereagh se heurta de ce fait à la Russie et à l'Autriche. Alexandre avait alors dans son entourage toute espèce d'étrangers. Le corse Pozzo-di-Borgo, arrivé depuis peu de Londres, où il s'était déjà entendu avec le ministre des affaires étrangères, soutenait ouvertement au quartier général la candidature des Bourbons avec le concours du marquis de Rochechouart, royaliste et depuis 1811 aide de camp de l'Empereur de Russie. Le suisse Laharpe, alors dans l'entourage de son Impérial élève, gravitait vers Bernadotte, rêvant d'une république française avec un Premier Consul à sa tête, qui lui paraissait pouvoir être le Prince Royal.

Mais l'Empereur Alexandre ne se prêtait nullement à ce genre d'intrigues et tenait à laisser les Français libres de choisir eux-mêmes leur chef, tandis que Metternich s'ingéniait à faire traîner les négociations en longueur pour assurer la régence à Marie-Louise.

Castlereagh rapportait le 18/30 janvier à lord Liverpool: „Le plus dangereux pour nous, à mon sens, ce sont les dispositions chevaleresques de l'Empereur Alexandre. En ce qui concerne Paris, ses idées sont en désaccord avec toutes les considérations tant politiques que militaires. Il semble ne chercher que l'occasion d'entrer à Paris à la tête de sa brillante armée, sans doute pour jouir du contraste entre sa magnanimité et la dévastation de sa capitale à lui“.

Alexandre finit par perdre patience, et on décida de marcher au plus vite sur Paris, de l'occuper et d'y prendre alors les dispositions ultérieures.

Le prussien Hardenberg note à ce sujet dans son journal: „Vu le Roi (Frédéric-Guillaume) et l'Empereur de Russie. Discussion sur le plan d'opérations et mésentendus. Intrigue de Stein pour aller droit sur Paris, ce que veut aussi l'Empereur Alexandre. Le parti

autrichien y est contraire; d'autres ne savent ce qu'ils veulent". Ceci était une allusion au Roi de Prusse.

Et Sorel fait la remarque suivante: „Ce roi fit, ce jour-là, ce qu'il faisait depuis la fameuse visite au tombeau du Grand Frédéric, à Potsdam, en novembre 1805: il céda au prestige de l'Empereur Alexandre et se jeta dans ses bras“.

Cependant les plénipotentiaires de Chatillon continuaient à discuter sans arriver à s'entendre, quand, le 28 janvier/9 février, le prince André Razoumowsky, représentant de la Russie, reçut du quartier général, transporté le lendemain à Troyes, l'ordre de Nesselrode d'interrompre les négociations.

Les opérations militaires continuèrent par une série d'affaires sanglantes, Champaubert, Montmirail et Château-Thierry, où Napoléon eut encore le dessus, mais, après les insuccès d'Arcis-sur-Aube et de la Fère-Champenoise, tout était fini, et le 19/31 mars, les Alliés entraient à Paris. En même temps avaient lieu à Chaumont des pourparlers définitifs, qui aboutirent à un acte d'alliance entre la Russie, l'Autriche, la Prusse et l'Angleterre. Cet acte, périodiquement renouvelé dans la suite, à Vienne (1815), Paris (1815) et Aix-la-Chapelle (1818), fut la base de la Sainte Alliance, qui régit presque jusqu'en 1848 les affaires de l'Europe. Rien dans tout cela pour le moment qui respirât la sincérité: il n'y avait entre les puissances signataires qu'une rivalité qui n'avait rien d'amical, et la conclusion de Sorel est bien dans le vrai: „Le traité était signé, mais, pour s'être engagés avec cette solennité, les alliés n'avaient pas abjuré leurs dissentiments et leurs rivalités: à l'arrière-plan, pour la paix générale, la question de Pologne et la question de la suprématie russe; au premier plan, la question de la paix avec Napoléon ou de la déchéance de l'empire“.

Le prince Golitzyne racontait que, pendant les séances qui précédèrent immédiatement la marche sur Paris, Alexandre lui parla des sentiments qui l'occupaient alors: „J'avais au fond de mon cœur une sorte de vague sentiment d'attente, de désir invincible de remettre

tout à la pleine discrétion de Dieu. Le conseil restait en séance, je le quittai un moment pour me rendre dans ma chambre; là, mes genoux se plièrent d'eux-mêmes, et ce fut devant le Seigneur une effusion de tout mon cœur“. L'Empereur rentra alors et annonça en séance son intention de marcher immédiatement sur Paris. Il y entra le 19 mars.

La personne du Libérateur de l'Europe fut le point de mire de toute la ville. La foule ne lui ménagea ni son enthousiasme ni ses ovations, et tous les regards étaient tournés vers sa séduisante figure, resplendissante de gloire et d'éclat sur le cheval gris dont Napoléon lui avait jadis fait présent. L'expression de son visage et surtout de ses yeux n'était que le reflet de l'état de son âme, inondée des rayons de la Divine Providence et de la joie d'avoir réalisé son vœu le plus cher. Il était vraiment magnifique, dans la simplicité de sa petite tenue de chevalier-garde, dans la majesté qui était son attitude naturelle.

Mais le dernier mot restait encore à dire: la question de la forme de gouvernement attendait, question compliquée, où il y avait à tenir compte et des exigences des Alliés, et des vœux du peuple français.

L'homme universel à Paris était alors Talleyrand, cet incomparable acteur sur la scène de toutes les intrigues. C'est dans sa maison de la rue Saint-Florentin que descendit l'Empereur, le Palais de l'Élysée étant miné, à en croire une rumeur habilement lancée et à laquelle n'était sans doute pas étranger Talleyrand lui-même, jaloux de l'honneur et des avantages que pouvait lui valoir la présence de l'Empereur sous son toit. A l'avance d'accord, tant avec le gouvernement anglais qu'avec tous les agents des Bourbons, il réunit vivement les sénateurs présents à Paris, et ces messieurs, convoqués en séance extraordinaire, décidèrent à une énorme majorité d'appeler au trône de France l'unique prétendant légitime, Louis XVIII. Singulière comédie que toute cette mise en scène, le Sénat n'ayant aucune

importance et ne s'étant presque jamais réuni sous l'Empire: mais comme début il n'en fallait pas davantage. Alexandre fut bien quelque peu intrigué par cette résolution d'une assemblée dont bon nombre de membres avaient voté la mort de Louis XVI; quant au gouvernement provisoire, dont Talleyrand était l'âme, il prononça son adhésion.

Cependant Napoléon était à Fontainebleau, songeant à délivrer Paris de ses visiteurs indiscrets, mais il lui fallait d'abord se mettre en relations personnelles avec Alexandre. Il délégua à cet effet Caulaincourt, toujours honoré de la confiance de l'Empereur de Russie, et deux maréchaux, Ney et Macdonald, qui se présentèrent et furent immédiatement reçus, à la grande confusion du gouvernement provisoire. La conversation fut longue; Alexandre fit tout pour tranquilliser et captiver ses visiteurs: eux, de leur côté, firent appel à sa magnanimité, pour le supplier d'appuyer l'idée d'une régence de l'Impératrice Marie-Louise. Alexandre ne sut pas rester insensible à ces instances de son ancien allié, et promit d'agir en conséquence sur le Sénat et le gouvernement provisoire. Un tel changement d'idée, qui n'avait rien d'extraordinaire chez l'Empereur sous l'action d'une influence passagère, était cette fois attribuable pour une bonne part à sa profonde antipathie pour les Bourbons. A peine l'entretien terminé, Alexandre vit paraître les membres du gouvernement provisoire: Talleyrand et Dalberg venaient lui rappeler la décision du Sénat et lui montrer l'impossibilité d'une régence. Dans la position quelque peu embarrassante où il se trouvait ainsi entre deux partis diamétralement opposés, il promit pour le lendemain matin une réponse définitive.

Sur les entrefaites un événement imprévu vint tout changer: le maréchal Marmont passait à la coalition avec ses troupes. Le 5 avril, au matin, Alexandre faisait savoir aux envoyés de Napoléon que l'idée d'une régence était rejetée par les Alliés, mais que l'Empereur déchu restait son ami dans le malheur, que l'île d'Elbe lui serait

assignée comme résidence et qu'il pouvait compter sur sa parole. Talleyrand triomphait, les Anglais étaient ravis, Metternich se réjouissait de l'insuccès des projets russes. Seule la masse des Français restait indifférente au retour de ses Rois légitimes.

Et l'Empereur Alexandre? Etait-il satisfait des premiers résultats de la chute de Napoléon? Il était, dirons-nous, agité des sentiments les plus divers. Il n'est guère probable qu'après la satisfaction d'amour-propre due à son triomphe, il conservât encore quelque animosité contre son adversaire: un succès moral, surtout une victoire complète, est généralement suivi de regrets ou de pitié à l'égard du vaincu. Ce fut sans doute le cas ici, sans parler encore de la magnanimité du vainqueur.

De plus, l'Empereur venait d'accomplir son devoir de chrétien. La Pâque russe coïncida en 1814 avec la Pâque catholique, le 29 mars/10 avril, et il avait passé la Semaine Sainte dans les dévotions prescrites par l'Eglise Orthodoxe. C'est précisément cette semaine qu'avaient eu lieu tous les pourparlers en question.

Le même confident de l'Empereur, le prince Golitzyne, atteste qu'il était alors dans les dispositions spirituelles les plus édifiantes. „Je répète encore ici“, disait-il à ce confident à leur première entrevue après Paris, „que, quand la Divine Providence commence à combler un homme de Ses bienfaits, Elle passe toutes les espérances dans Sa sublime ingéniosité. Ainsi, le début de mes dévotions a été marqué, comme à dessein, par l'abdication volontaire de Napoléon, pour me tranquilliser complètement et me donner les moyens de commencer et d'accomplir mes devoirs de chrétien“.

Le début des dévotions, le lundi de la Semaine Sainte 23 mars/4 avril, tomba précisément le jour de la défection de Marmont et de l'abdication de Napoléon. Fait également bien original, l'Empereur faisait toujours ses dévotions avec un autre de ses amis, Araktchéeff, qui venait modestement de renoncer au bâton de feld-maréchal, et Araktchéeff attache sans doute une grande importance à

cette habitude, car il note dans son journal en 1814: „Sa Majesté a daigné faire ses dévotions et communier, en même temps que le comte Arakhtchéeff“. Aussi demeurons-nous fort circonspect à l'endroit de témoignages fournis par divers étrangers dans les mémoires de l'époque, et surtout par ceux qui se sont efforcés de déterminer le rôle d'Alexandre et de pénétrer ses véritables intentions.

C'est ainsi que le préfet de police Pasquier donne dans ses Mémoires le discours tenu par Alexandre aux représentants de Paris à la veille de l'entrée des Alliés: „Je n'ai qu'un ennemi en France, et cet ennemi est l'homme qui m'a trompé de la manière la plus indigne, qui a abusé de ma confiance, qui a trahi avec moi tous les serments, qui a porté dans mes Etats la guerre la plus inique, la plus odieuse. Toute réconciliation entre lui et moi est désormais impossible, mais je le répète, je n'ai en France que cet ennemi. Tous les Français, hors lui, sont bien vus de moi. J'estime la France et les Français, et je souhaite qu'ils me mettent dans le cas de leur faire du bien.... Dites donc, messieurs, aux Parisiens que je n'entre pas dans leurs murs en ennemi, et qu'il ne tient qu'à eux de m'avoir pour ami; mais dites aussi que j'ai un ennemi unique en France, et qu'avec celui-là je suis irréconciliable“.

Ce discours ne fait que prouver le tact de l'Empereur et son intelligence de la véritable situation de la France, et, quant aux tirades à l'adresse de Napoléon, elles ne visent qu'à l'effet.

L'entrevue avec Louis XVIII provoqua chez Alexandre une impression violemment antipathique, et la froideur fut réciproque. Il s'en suivit une recrudescence de sympathie pour les divers membres de la famille Bonaparte, comme le prouvent de fréquentes visites à l'Impératrice Joséphine et à sa fille la Reine Hortense. Malgré toutes les protestations de la part des Alliés, et celles en particulier de Metternich, Alexandre insista pour que l'île d'Elbe fût donnée à Napoléon en toute souveraineté, et chargea son général aide de camp le comte Schouwaloff de l'accompagner dans son voyage à travers la France.

Chose curieuse, à la paix définitive du 18/30 mai, il ne fut pas dit un mot de la Pologne: c'était un point sur lequel Alexandre avait son plan bien arrêté. Toujours attentif aux événements, le prince Czartoryski s'était empressé d'accourir au quartier général de Chaumont, et d'entrer à Paris avec tout le monde. Sa présence eût pu passer inaperçue dans la Suite bigarrée qui entourait les Monarques alliés. La Harpe, Jomini, Pozzo, Stein, fixaient l'attention générale, mais l'arrivée du prince polonais fut des plus désagréables pour Metternich et Hardenberg, qui redoutaient, non sans raison, son influence, et, la question polonaise étant un gros sujet d'inquiétude pour l'Autriche et la Prusse, ne manquèrent pas, en dépit de tous les autres intérêts, d'épier soigneusement les actes du nouvel et indiscret visiteur.

On le vit dans tous les salons de Paris, où il fut reçu à bras ouverts. Il fit si bien qu'à un bal le vieux Kosciuszko put être présenté à l'Empereur Alexandre qui l'honora d'un entretien fort aimable, se fit exposer son désir de rentrer finir ses jours dans sa patrie et promit gracieusement de contribuer à le satisfaire. En même temps, le Césarewitch Constantin faisait hautement l'éloge des troupes polonaises, et, à un déjeuner chez le comte Krasinski, but, dit Schilder, à la nation polonaise. Alexandre, de son côté, recevait deux représentants de l'armée polonaise inquiets de leur avenir, et les comblait également d'amabilités. Bref, toutes les démarches préliminaires étaient parfaitement calculées en vue de la préparation d'un rapprochement, mais Alexandre évitait de découvrir son jeu, et se contentait d'enjôler successivement les polonais qu'il rencontrait. Czartoryski, comme en témoigne sa correspondance avec Novossiltzoff, demeurait entièrement satisfait et parfaitement convaincu qu'Alexandre n'avait pas changé d'idée sur le chapitre qui lui était le plus cher.

L'étude du sort du Duché de Varsovie était réservée au congrès de Vienne.

A la fin de mai 1814, Alexandre se rendit en Angleterre, où l'appelait depuis longtemps sa sœur préférée la Grande-Duchesse Catherine *), déjà fixée à Londres. Là encore, il vint entouré d'une Suite brillante, ainsi que le Roi de Prusse, qui l'accompagnait. Les Anglais eurent ainsi l'occasion de voir, outre Barclay de Tolly et le cosaque Platoff, les prussiens Blucher et Yorck, et aussi le prince Czartoryski, qui avait eu l'habileté de se glisser dans la Suite.

Toute l'Angleterre fit au Libérateur de l'Europe l'accueil le plus enthousiaste. Il était tout indiqué de faire fond sur une telle unanimité de la part d'une nation aussi disciplinée que la Grande-Bretagne, et de nouer avec elle des relations suivies. Malheureusement, Alexandre, victime de l'influence de son écervelée de sœur, ne s'arrêta pas au parti qu'il pouvait tirer de son séjour pour le bien de la Russie, et s'en tint uniquement aux manifestations extérieures d'amabilité. Il commençait alors à se livrer aux rêveries spirituelles qui devinrent si funestes dans la suite; cette lutte intérieure ne le défendait nullement d'un certain sentiment de vanité, au point qu'il n'était pas sans prendre goût aux bals et soirées incessamment organisés en son honneur par l'aristocratie de Londres. Tout ceci ressort bien nettement du récit que fait dans ses Mémoires la princesse Lieven, femme de l'ambassadeur de Russie **). Bref, le mois passé en Angleterre ne donna que des résultats négatifs: le Régent, plus tard Georges IV, ses ministres, une partie de la société et tout le monde officiel furent mécontents et froissés des coquetteries de l'Empereur et de sa sœur avec l'opposition, et l'éclat des distractions mondaines empêcha Alexandre de s'apercevoir de la cabale qui se montait sous ses yeux mêmes entre Castlereagh et Metternich, et qui eut bientôt au congrès de Vienne une action si néfaste.

*) Grand-Duc Nicolas Mikhaïlowitch, *Correspondance de l'Empereur Alexandre 1^{er} avec sa sœur la Grande-Duchesse Catherine*, St-Petersbourg, 1910.

***) Grand-Duc Nicolas Mikhaïlowitch, *Correspondance de l'Empereur Alexandre 1^{er} avec sa sœur la Grande-Duchesse Catherine*, St-Petersbourg, 1910, pp. 225—246.

Le voyage qui avait donné tant d'espérances à tous les partisans sincères du rapprochement entre la Russie et l'Angleterre, loin de les justifier aucunement, ne fut donc qu'une source de mécontentement et d'animosité. Après une rapide excursion en Hollande et une visite à sa femme à Bruchsal, où s'était réunie pour la circonstance toute la famille de Bade, l'Empereur rentra à Pétersbourg le 13 juillet 1814. Il n'y passa que six semaines, dont il profita cependant pour procéder à quelques dispositions et remaniements dans l'état-major de ses collaborateurs.

„On approchait à grands pas“, dit Schilder, non sans quelque amertume, „du temps pénible où le vainqueur de Napoléon allait, de lassitude, se dérober derrière la figure morose du caporal de Gatchina“. C'est un peu tôt, croyons-nous, parler de fatigue: il ne saurait en être question que plus tard, après Waterloo et le second voyage d'Europe. Pour le moment, c'est autre chose: on est à une période comme de fermentation, de lutte intérieure, de mécontentement constant de soi et des autres, mais sans trace aucune de fatigue. Comme résultats, la destitution successive du chancelier comte Roumiantzeff, du secrétaire d'Etat Chichkoff et du commandant en chef de Moscou, le comte Rostoptchine.

Pour les deux premiers, rien que de naturel; ils étaient depuis longtemps malades et hors d'état de travailler. Roumiantzeff était, en fait, remplacé par Nesselrode depuis la fin de 1812. Chichkoff, qui n'avait pu pour raisons de santé accompagner l'Empereur ni à Paris, ni en Angleterre et était resté à se soigner en Allemagne, fut remplacé par Olénine le 30 août 1814.

Quant au comte Rostoptchine, inutile une fois la Guerre Patriotique terminée, il avait toujours été antipathique à Alexandre, pour qui sa nomination fut un sacrifice à l'opinion publique. Profondément froissé d'un manque d'égards aussi manifeste, il ne prit plus aucune part aux affaires jusqu'à sa mort en 1826, ne vint plus aux séances du Conseil de l'Empire et se fixa à l'étranger, exerçant son humour

tantôt dans les salons de Paris, tantôt à sa correspondance avec quelques amis.

De retour en Russie, Alexandre tint à donner par écrit à son peuple l'expression de sa gratitude générale, et publia en conséquence le 30 août 1814 un manifeste rédigé par Chichkoff, mais avec de nombreuses modifications faites de sa propre main. „Une fois le mémoire prêt“, dit Chichkoff dans ses Mémoires, „je le lus à plusieurs reprises à l'Empereur, et toujours en présence du comte Arak-tchéeff, ce qui n'avait jamais été le cas pour aucun des documents rédigés par moi jusqu'alors. A la première lecture, l'Empereur me demanda avec une certaine rudesse pourquoi j'avais fait passer la noblesse avant le militaire (comme je l'avais effectivement fait tout d'abord). Je répondis que la noblesse est la première caste de l'Etat, qu'elle tire de son sein les capitaines, chefs et guerriers nécessaires à l'armée, et qu'en conséquence elle doit passer, dans son ensemble, avant ce qui n'est qu'une partie d'elle-même.—„Parbleu“, dit l'Empereur sur un ton railleur, et en nommant deux personnages, „je vais bien les mettre sur le même rang!“—„Sire“, répondis-je, „comparaison n'est pas raison; il ne serait guère légitime, de deux individus, de conclure à deux castes dérivant l'une de l'autre“. Je voulais continuer mon raisonnement, mais l'Empereur ne m'écouta plus, et m'ordonna d'un ton impératif de mettre l'article du militaire avant celui de la noblesse: et moi, pour la première fois, le voyant si courroucé, je fus réduit au silence. Le lendemain, mon papier refait, je le lui rapportai à signer. Il me le fit relire, puis prit la plume, mais, s'arrêtant soudain, le repoussa en disant: „Je ne peux pas signer une chose contraire à ma conscience et que je n'approuve nullement“. Je le regardai avec étonnement, et, le voyant tout rouge de dépit, je lui dis d'un ton ferme: „Sire, nulle part, pendant mes lectures, vous n'avez daigné faire d'observations, et dès lors je ne sais quel est le passage ou le mot qui n'est pas conforme à l'idée et à la volonté de Votre Majesté“. Il me montra l'article des pro-

priétaires et des paysans, où il était dit du lien qui les unit: *fondé sur des avantages réciproques*; c'est là ce qu'il ne pouvait trouver acceptable ni équitable. Je voulais lui expliquer que ce n'est qu'à cette condition qu'un lien entre des hommes dont les uns commandent et les autres obéissent est moral et bienfaisant, que la religion et la loi même le veulent ainsi et que les propriétaires qui ne s'y conforment pas perdent toute autorité sur leurs subordonnés, mais il ne voulut rien entendre, biffa l'expression, sans rien changer à d'autres passages qui n'en étaient qu'une répétition, et me donna le papier à refaire. Ces malheureuses préventions contre l'esclavage en Russie, contre la noblesse et en général tout l'ancien régime, sont l'œuvre de ces La Harpe et autres jeunes gens élevés dans les idées françaises, qui, compagnons de sa jeunesse, ne firent que détourner ses yeux et son cœur du vêtement, de la langue, des mœurs, bref de tout ce qui est russe“ *).

C'est un témoignage précieux que celui d'un homme tel que Chichkoff, mais quelque importance que puisse y attacher Schilder comme indication d'un retour d'influence d'Araktchéeff, nous ne saurions y souscrire ici en ce sens.

L'Empereur Alexandre détesta toujours la noblesse, et le motif n'en doit pas être cherché dans des appréciations de fond sur le régime de l'esclavage, mais c'est qu'il ne put oublier de toute sa vie la part qu'elle avait prise à l'événement du 11 mars 1801.

Quant à la présence d'Araktchéeff aux entretiens avec Chichkoff, elle s'explique assez par la nécessité d'un témoin à la discussion d'un manifeste aussi important, et lorsque Chichkoff la déclare inusitée, il est simplement trahi par ses souvenirs. La préparation de la chute de Spéransky, par exemple, eut pour témoins Araktchéeff et Balachoff, et il en fut de même lorsqu'il s'agit en 1812 d'éloigner l'Empereur

*) *Notes, opinions et correspondance de Chichkoff* (en russe). Edition Kisséleff et Samarine, Berlin, 1870, T. I, p. 308.

de l'armée: ce fut même Chichkoff qui insista alors pour avoir Araktchéeff comme rapporteur et l'obtint en effet. Si, à la discussion du manifeste de 30 août, Araktchéeff „garda un profond silence“, c'est sans doute qu'il cherchait à deviner les causes du mécontentement de l'Empereur et ses véritables intentions: dans l'incertitude, il était naturel qu'il préférât garder le silence.

Les termes du manifeste: „Nous espérons que le maintien de la paix et de la tranquillité nous permettra non seulement d'améliorer la condition matérielle des militaires, mais encore de leur assurer une résidence fixe, où ils auraient leur famille avec eux“, ces termes sont une allusion bien transparente à l'idée des colonies militaires. Ici Schilder a raison, mais c'était là une idée exclusive de l'Empereur, et où n'entrait pour rien Araktchéeff, bien au contraire ennemi de l'institution en question.

Ajoutons que Chichkoff avait été chargé de la rédaction du manifeste comme secrétaire d'Etat et en raison de son talent d'écrivain, mais ce fut son dernier acte, car il fut le même jour, 30 août 1814, remplacé par Olénine et fait membre du Conseil de l'Empire.

Le meilleur témoignage des dispositions de l'Empereur à son retour à Pétersbourg nous est donné par le prince Golitzyne: „... Enfin l'Empereur est de retour parmi nous. Depuis longtemps je volais au devant de lui en pensée: grandes étaient mon attente et mes espérances: elles n'ont pas été déçues. Je ne pouvais me lasser de contempler mon bien-aimé Alexandre; il était tout pénétré d'humilité et d'abnégation, et, débordé par l'enthousiasme de son peuple, il le reportait tout entier au Maître de toute force, Lui attribuant à Lui seul la victoire. L'amabilité qui lui est toujours si particulière a revêtu le caractère d'une typique placidité, au fond de laquelle se montre cependant *une volonté énergique, la volonté qui surmonte tous les obstacles*“.

Mais la grande question pour l'Empereur à cette époque, c'était la question polonaise, et, en partant le 1/13 septembre pour le congrès

de Vienne, il tint à passer à Pulavy chez les Czartoryski, pour mieux témoigner de son invariable bienveillance à l'égard des Polonais, en dépit de leur attitude hostile dans la Guerre Patriotique. Il reçut, à son passage dans la localité de Bialy, une députation polonaise présidée par le prince Sulkowski, ainsi que Novosiltzoff, membre du gouvernement provisoire du Duché de Varsovie. La réception fut parfaitement cordiale et accompagnée d'une brève allocution dont les termes avaient été soigneusement pesés, et dont Novosiltzoff disait dans une lettre à son ami le comte Paul Stroganoff: „Le discours qu'il leur a tenu était si fort de raison, si logique et en même temps si mesuré et si adroit que les bras me sont tombés d'étonnement. Il n'a rien promis, il ne s'est engagé à rien et a tout demandé“.

L'étonnant n'est pas ce que crut devoir dire l'Empereur: c'est plutôt l'étonnement même de Novosiltzoff, qui, dans sa longue collaboration avec lui, avait eu tout le loisir de se familiariser avec ses idées et ses procédés. Mais à la dissolution du triumvirat, il était tombé en disgrâce pour toute une série de maladresses, et aussi par la faute de son extrême suffisance, et s'il revint plus tard aux affaires, ce fut exclusivement grâce à l'intervention de ses amis Stroganoff et Czartoryski. Collaborateur immédiat de l'Empereur, il nous surprend en écrivant: „les bras me sont tombés d'étonnement“. Tant l'Empereur était méconnu, non seulement de ses contemporains en général, mais même de ses intimes!

Schilder, hanté de l'idée fixe de l'influence d'Araktchéeff en tout, dit dans les notes de son tome III: „L'Empereur Alexandre, même à Pulavy, se souvint du comte Araktchéeff, alors dans son cher Grouzino, et ne manqua pas de lui adresser le 6 septembre avant son départ les lignes amicales qui suivent: „Merci, cher ami, de tes souhaits du 5; tu sais comme je t'aime. Je continue ma route“. On se demande ce qu'il y a d'extraordinaire à ce souvenir adressé de Pulavy à un vieil ami et à ces deux mots de réponse aux vœux exprimés à l'occasion de la fête de l'Impératrice Elisabeth. Nous

croyons par contre pouvoir affirmer qu'Araktchéeff ne fut pas invité à accompagner l'Empereur au congrès parce qu'il n'y eût été d'aucune utilité, tandis qu'il y avait tout avantage à ce qu'il se trouvât en Russie, où sa présence était nécessaire. Et au congrès même, Alexandre ne dut guère songer à lui, absorbé qu'il était par de tout autres soucis.

La visite de quelques jours faite aux Czartoryski à la veille du congrès était autre chose qu'une simple politesse: elle avait manifestement une portée politique. Nos voisins les Autrichiens et les Prussiens le comprirent bien ainsi et se préparèrent en conséquence aux débats qui devaient avoir lieu à Vienne sur le sort de la Pologne.

Bien que, dès le mois de septembre, tout l'aréopage européen se trouvât déjà transporté à Vienne, l'ouverture du congrès se fit encore longtemps attendre: les semaines passaient en travaux préparatoires et en conciliabules particuliers entre les divers agents des puissances. Les représentants de la Russie étaient le comte Nesselrode, le prince André Razoumowsky et l'ambassadeur à Vienne, comte Stackelberg; on leur adjoignit Pozzo di Borgo, Capo d'Istria, Anstett et aussi le prince Adam Czartoryski, qui, un peu dans le rôle d'*illustre étranger*, resta sans prendre de part active aux délibérations. Comme origine, parmi les personnages en question, un seul russe de souche, le prince Razoumowsky; puis trois allemands, un corse, un grec et l'*outsider* polonais.

La direction générale de ce groupe russe revenait à l'Empereur en personne, qui avait rédigé de sa propre main un programme résumé sous le titre de *Points sommaires de l'instruction*. On lit à ce propos dans le journal de Mikhaïlowsky-Danilewsky pour 1815: „L'Empereur employait maintenant des généraux et des diplomates, non pas comme conseillers, mais comme exécuteurs de sa volonté; il est craint d'eux comme le maître de son domestique“. Et notons que le témoignage mérite quelque attention: Danilewsky était aide de camp de Sa Majesté et à Vienne au nombre des personnes de la

Suite. La direction générale des affaires pendant le congrès était, la chose est hors de doute, concentrée aux mains d'Alexandre, qui trouvait successivement le temps, malgré les fêtes incessantes, de causer tant avec ses collaborateurs qu'avec les étrangers. Rarement il y avait eu tant de difficulté et de complication à penser à tout sans rien omettre ni se laisser noyer dans le détail, et à suivre invariablement la ligne tracée. Et il faut rendre justice à la puissance de travail de l'Empereur, constamment distrait tantôt par des parents, russes *) et étrangers, tantôt par les obligations mondaines.

Ce serait une tâche presque impossible que de retracer tous les épisodes du congrès de Vienne; aussi bien, ce qui nous intéresse surtout, ce sont les figures des principaux personnages de cette sorte de kermesse internationale faite des éléments les plus bigarrés et devenue l'arène de passions de toute nature et des intrigues les plus invraisemblables.

Avec l'Empereur Alexandre, deux personnages fixaient l'attention générale, Talleyrand et Metternich. Quel était le plus habile des deux, il serait malaisé de le dire; le français déploya toute sa perfidie, toute la souplesse de sa nature machiavélique, majestueusement drapée du patriotisme de la malheureuse France; l'autrichien, rongé de vanité, sans pareil pour exploiter les faiblesses en général et les circonstances en particulier, astucieux et insinuant, tenait à se mettre à la tête de toutes les combinaisons et à enlever à l'Empereur de Russie la direction des débats. Souvent ils se voyaient, souvent ils s'entendaient en affaires: au fond ils se méprisaient et se détestaient.

Talleyrand n'était aimé de personne, mais craint de tout le monde. Metternich n'était pas moins redouté, mais on lui passait bien des choses, car il était nécessaire à presque tous ceux qui étaient là pour partager l'héritage de Napoléon. Pozzo-di-Borgo, qui

*) A Vienne se trouvaient l'Impératrice Elisabeth, le Césarewitch Constantin, les Grandes-Duchesses Marie et Catherine.

venait de trouver pour ses ambitions un excellent placement comme ambassadeur de Russie près des Bourbons et général aide de camp d'Alexandre *), donne de Talleyrand, dans une lettre à Nesselrode, une caractéristique pleine de finesse et d'à propos: „C'est un homme qui ne ressemble à aucun autre, il gâte, il arrange, il intrigue, il gouverne de cent manières différentes par jour. Son intérêt pour les autres est proportionné au besoin qu'il en a dans le moment“. Pour le moment, Talleyrand eut à Vienne, dans son zèle à tenir haut le drapeau de la France, l'habileté de brouiller complètement les Alliés.

Deux questions firent surtout difficulté et furent l'objet d'interminables discussions, celles de la Pologne et de la Saxe. La Russie revendiquait tous les territoires compris sous la dénomination de Duché de Varsovie **); la Prusse prétendait à toute la Saxe, et les deux éventualités se heurtaient à l'opposition de l'Autriche dans la personne de Metternich, ennemi de tout remaniement de frontières un peu considérable à l'est de l'Autriche et aussi d'accroissements territoriaux susceptibles de donner à la Prusse une influence prépondérante en Allemagne. Le plus difficile pour Alexandre fut de s'arranger avec son allié Frédéric-Guillaume, en dépit de toutes leurs effusions, tant en paroles qu'en correspondance ***). Les prétentions de la Prusse ne se bornaient pas à la Saxe, mais s'étendaient encore à une partie des provinces polonaises de la Vistule.

Les protestations de l'Autriche eurent l'appui des Anglais, soutenus à leur tour par Talleyrand ****).

*) Pozzo-di-Borgo fut nommé général aide de camp le 2/14 avril 1814.

***) On consentait à céder à la rigueur à la Prusse Posen jusqu'à une ligne allant de Thorn à Peisern et remontant de là la Prosna jusqu'à la frontière silésienne, ainsi que le district de Kulm jusqu'à Dreyenetz, sauf le rayon autour de Thorn.

****) Baillet: Lettre d'Alexandre à Frédéric-Guillaume du 2 août 1814 et celle de Frédéric-Guillaume à Alexandre du 19 août 1814.

*****) Ceci fut l'origine d'un accord secret intervenu entre l'Autriche, l'Angleterre et la France, conclu à Vienne le 9/21 décembre 1814 et dirigé contre la Russie et la Prusse.

Le 12 octobre, Castlereagh écrivit à l'Empereur Alexandre pour contester les prétentions émises sur le Duché de Varsovie. Il reçut le 30 une réponse assez acerbe, accompagnée d'une note explicative rédigée par le prince Czartoryski, mais ne se tint pas pour satisfait et récrivit le 4 novembre sur un ton plus conciliant. L'Empereur répondit le 21 plus catégoriquement que la première fois par un mémoire de Capo d'Istria. Cette extraordinaire polémique par correspondance privée finit par exaspérer l'Empereur qui refusa de se prêter plus longtemps à ce mode de pourparlers.

Les négociations avaient revêtu à plusieurs reprises un caractère si aigu, qu'une rupture était sérieusement à craindre, quand la surprise du débarquement de Napoléon le 23 février/7 mars 1815 eut une influence salutaire et l'accord s'établit comme de lui-même, par le traité du 27 mai/8 juin entre la Russie, la France, la Prusse, l'Autriche, l'Angleterre, l'Espagne, la Suède et le Portugal. Somme toute, la persévérance de l'Empereur était récompensée: la Russie obtenait intégralement le Duché de Varsovie, mais Posen, Bromberg et Thorn restaient à la Prusse, comme compensation du maintien de l'intégrité de la Saxe; de plus, la région de Tarnopol, cédée à la Russie en 1809, était restituée à l'Autriche, et Cracovie déclarée ville libre. Un tel arrangement était dû, encore une fois, au retour de Napoléon, et Alexandre avait été réduit à des sacrifices territoriaux par solidarité avec les Alliés. Son idée d'une restauration du Royaume de Pologne sous son sceptre n'avait eu aucun succès, non seulement chez les russes, mais encore avec des étrangers comme Pozzo-di-Borgo; chose curieuse, Nesselrode, et aussi Lanskoï de Varsovie, le supplièrent de ne pas donner suite à cette idée funeste. Il ne voulut rien entendre et continua sa marche en avant d'un pas ferme et décidé. Il faisait preuve dans cette affaire polonaise de dispositions chevaleresques, à l'égard non seulement de son ami d'enfance et de jeunesse Czartoryski, mais des Polonais en général, auxquels il n'avait pas cessé de croire et dont il comptait pouvoir réaliser la fusion

complète avec la Russie grâce à une administration locale spéciale et habilement conduite *). Son illusion était poussée si loin qu'elle déconcertait tous ses collaborateurs, habitués à ses idées fixes, auxquelles ils savaient qu'il n'y avait pas de remède.

Lanskoï, tout à fait ordinaire comme intelligence, mais bon connaisseur de la Pologne, écrivait à l'Empereur en des termes peut-être osés, mais plus touchants encore: „Sire, excusez un russe qui vous découvre ses sentiments et se permet quelque intimité avec le peuple et le militaire polonais, dont la conduite passée et les dispositions turbulentes sont si contraires à nos principes sacrés: il me semble en conséquence que cette armée formée par nous est un serpent que nous réchauffons, et toujours prêt à nous infecter de son venin. Je n'ose rien dire de plus à ce sujet, et, fils de la patrie, sujet fidèle de Votre Majesté Impériale, je n'ai d'autre but dans cette déclaration que la conviction sincère qu'il n'y a en aucun cas à compter sur les Polonais“ (4 mai 1815).

Cette lettre resta absolument sans succès. Le cas de Pozzo-di-Borgo est encore plus étonnant. Dans une rencontre à Vienne en 1832, dix-sept ans après le congrès, le baron Meyendorf lui ayant demandé s'il était vrai qu'il eût prédit l'insurrection polonaise de 1831, le vieux corse lui répondit:

„Cela m'a valu la disgrâce de Sa Majesté, et il ne me l'a jamais pardonné. Dans le fait, Alexandre m'avait fait venir ici pour défendre ses intérêts et le représenter au congrès comme plénipotentiaire. Quand j'arrivai, il me fit venir dans son cabinet, et là il me tint pendant deux heures me parlant d'abord du ton d'un inspiré et „le sang dans l'œil“ des injustices commises depuis si longtemps envers cette pauvre Pologne, de la nécessité de réparer cette injustice en rétablissant la Pologne et en lui rendant ses anciennes provinces

*) Dębicky, *Pulawy*, T. II. Lettre du prince Czartoryski à son père du 1/13 octobre 1814, où il admire la persévérance d'Alexandre et son rôle dans la question polonaise.

conquises par la Russie. Après avoir longtemps déclamé là-dessus, il me dit qu'il m'avait choisi pour travailler à la charte de Pologne. Tout d'abord je jugeai dans quelle fausse route il cheminait et lui fis comprendre que ce serait non seulement une faute, mais un crime envers la Russie de faire ressusciter par elle son plus cruel ennemi; que la Pologne ainsi rétablie serait pour les affaires intérieures de la Russie un cancer, comme pour ses relations extérieures, et que les ennemis de la Russie dirigeraient toute leur action et toutes leurs espérances sur la Pologne; enfin, que le mal qu'on avait fait n'était plus humainement réparable et que dans tous les cas on ne pouvait, pour arriver à ce but, faire un nouveau mal; que les anciennes provinces polonaises avaient été acquises à la Russie par l'Impératrice Catherine, et que la nation ne lui pardonnerait jamais de disposer ainsi d'une chose qu'elle regarderait comme ne lui appartenant pas "... *).

Il ne faut pas oublier que Pozzo était étranger, et en 1815 ne se trouvait que depuis un an au service russe: ses idées n'en sont pas moins d'une netteté et d'une perspicacité surprenantes.

Le vrai triomphateur, c'était le prince Czartoryski: il avait la récompense de ses travaux de tant d'années et de ses efforts en faveur de ses compatriotes. Il pouvait être fier, et le fut non seulement alors, mais aussi à Paris, où, dans une vieillesse avancée, après les deux révolutions de 1831 et 1863, il avait définitivement rompu avec la Russie. Ses souvenirs sont pénétrés d'une profonde gratitude pour son Impérial ami d'enfance, dont il garda pieusement la mémoire jusqu'au tombeau, malgré toute sa haine de Nicolas I^{er} et de tout ce qui était russe.

D'une manière générale, il ne fut pas difficile sur le choix des moyens, et ne recula devant rien pour parvenir à réaliser son vœu le plus cher, le rétablissement de la Pologne comme Etat distinct.

*) Tiré des papiers inédits du baron Pierre Meyendorf. V. l'article du Grand-Duc Nicolas Mikhaïlowitch dans le *Messenger Historique* (en russe), 1910.

Sachant qu'en 1814, l'Empereur avait vu à Londres le célèbre écrivain et jurisconsulte Jérémie Bentham, auquel lui-même avait souvent fait visite durant son séjour en Angleterre, il tint à les mettre en relations suivies. A son instigation, Bentham écrivit en 1814 et 1815 deux lettres à l'Empereur (insérées en 1869 au *Messenger d'Europe* par Pypine) dont la seconde fut remise à Vienne par Czartoryski. L'objet de cette correspondance était la revision des lois, jadis confiée au baron Rosenkampf, puis à Spéransky, et finalement restée en souffrance. Mais comment expliquer cet intérêt subit pour la revision des lois, alors que l'attention de l'Empereur devait être absorbée par de tout autres soucis? La chose est bien simple. Czartoryski avait besoin d'un code pour la Pologne restaurée; il songea dès lors à Bentham, et d'autre part, dans ses conversations de Londres et de Vienne avec l'Empereur au sujet de la Pologne, eut toute latitude pour l'intéresser au code. Mais ce n'était pas de la Russie qu'il s'agissait ici: aussi, si la première lettre de Bentham, tout entière consacrée à la Pologne, reçut une aimable réponse, la seconde n'en reçut aucune; il n'y était en effet question, et avec un luxe de détails extraordinaire, que de la législation russe, dont la réforme n'entraît nullement alors dans les plans de l'Empereur. Là se borna d'ailleurs toute la correspondance, au grand désespoir de Bentham, qui fut encore bien plus désolé de voir nommer vice-Roi non pas le prince Czartoryski, mais un inconnu pour lui, le général Zaïonczek, avec le simple titre de lieutenant du Royaume.

Voici la lettre de l'Empereur à Bentham:

„Vienne, 10/22 avril 1815.

J'ai été vivement intéressé par votre lettre et votre proposition de mettre vos connaissances au service de l'œuvre législative qui doit donner un nouveau code à mes sujets. C'est une chose à laquelle je tiens trop et que je regarde comme trop importante, pour ne pas désirer y faire concourir votre science et votre expérience. Je prescrirai

à la commission qui en est chargée de s'adresser à vous et de vous soumettre des questions“.

Ajoutons en passant qu'il ne fut posé aucune question à Bentham, par la raison qu'en 1815 la commission n'exista que de nom et ne se réunit pas.

Tout autre est le ton de la lettre de Czartoryski datée de Vienne, 25 avril 1815: „Les déplacements de S. M. depuis Son départ d'Angleterre et les intérêts supérieurs qui L'ont occupée ces temps derniers ne m'ont permis que maintenant de Lui remettre votre lettre, et c'est avec un plaisir particulier que je m'empresse de vous communiquer Sa réponse. Je n'ai pas cessé d'avoir pour vous la plus haute estime, et je me flatte de l'espérance que vous voudrez bien nous favoriser *nous aussi* de vos conseils pour tout ce qui peut avoir trait à la législation que S. M. daigne accorder à la Pologne. Le moment venu, je ne manquerai pas de m'adresser à vous en vous rappelant les amicales promesses que vous avez eu la bonté de me faire à ce sujet“.

On ne saurait trop admirer tant d'ingéniosité!

Le sort du Duché de Varsovie définitivement arrêté à Vienne au printemps de 1815, l'Empereur s'empessa d'écrire au comte Ostrowski, président du Sénat polonais, et quelque temps après au prince Czartoryski. Voici la première de ces lettres: „En prenant le titre de roi de Pologne, j'ai voulu satisfaire aux vœux de la nation. Le royaume de Pologne sera uni à l'empire de Russie par les titres de sa propre constitution, sur laquelle je désire de fonder le bonheur du pays. Si le grand intérêt du repos général n'a pas permis que *tous* les polonais fussent réunis sous le même sceptre, je me suis efforcé du moins d'adoucir, autant que possible, les rigueurs de leur séparation et de leur obtenir partout la jouissance possible de leur *nationalité* (18/30 avril 1815)“.

Ainsi donc l'Empereur avait un double but: 1) réunir toute la Pologne d'avant les partages sous la domination de la Russie: il ne

put y réussir; 2) donner partout aux polonais la libre jouissance de leurs droits civils: ceci non plus ne semble pas avoir abouti, ni être demeuré autre chose qu'une utopie.

La lettre au prince Czartoryski était ainsi conçue: „Pendant le temps que vous avez passé auprès de moi *), vous avez eu l'occasion de connaître mes intentions sur les institutions que je veux établir en Pologne, et sur les améliorations que je désire introduire dans ce pays. Vous aurez soin de ne jamais le perdre de vue dans les délibérations du conseil et d'y attirer toute l'attention de vos collègues, afin que la marche du gouvernement et les réformes qu'il est chargé d'opérer soient d'accord avec ma manière de voir. Vous n'omettez pas, si le besoin se présentait, de prendre à cet égard l'initiative pour hâter les résultats et présenter des projets conformes au système adopté. Comme vous n'êtes pas moins instruit de mes idées sur l'esprit dans lequel je prétends que le choix de divers employés se fasse, vous ne manquerez pas de veiller à ce qu'il soit dirigé dans ce sens. Dans un pays ballotté depuis si longtemps par tant de dérangements et de révolutions, il est de la plus grande importance que l'on suive une marche uniforme bien combinée. Voilà ce que j'ai voulu vous rappeler encore une fois par cet écrit, que je vous permets même d'exhiber afin de donner plus de foi à ce que vous aurez à dire pour satisfaire à mes intentions (13/25 mai 1815)“.

On est frappé du ton autoritaire de cette lettre: des instructions parfaitement précises, un exposé net, et dans l'ensemble, quelque chose de personnel et de tranchant. L'Empereur s'était donc mûri tout un plan d'opérations dans le Royaume, un plan échafaudé sur de pures utopies, et qui avait demandé des années de réflexion avant d'être mis en pratique. Il s'obstinait à avoir pour la Finlande et la Pologne les yeux du libéralisme, et des innovations qu'il ne croyait pas pouvoir faire en Russie lui paraissaient devoir être mises à l'essai dans ces provinces excentriques.

*) A Vienne, au congrès.

Le noyau de mysticisme qui allait se développant n'avait pas empêché Alexandre de donner à la Finlande et à la Pologne une constitution particulière. Un semblable désarroi d'idées s'explique naturellement. Les principes inculqués par La Harpe avaient laissé des traces jusque dans l'âge mûr; le choc des opinions multiples du milieu où évoluait l'Empereur l'avait sans doute déconcerté dans le choix du moment le plus convenable pour la désagrégation de l'ancien ordre de choses et l'organisation des réformes, mais le travail à deux avec un homme comme Spéransky n'en porta pas moins ses fruits. Ce qui était indéfiniment ajourné pour la Russie, où la masse du peuple restait plongée dans d'invraisemblables ténèbres, fut trouvé pratique pour certaines nationalités de l'Empire. Nous verrons qu'en dépit de la brusque transformation qui s'accomplit dans le caractère d'Alexandre peu après le congrès de Vienne, il ne cessa pas de respecter les principes constitutionnels introduits en Finlande et en Pologne, et la réaction même qui sévit dans l'Empire aux dernières années du règne laissa ces deux pays complètement indemnes *). A plusieurs reprises

*) On lit dans les Mémoires de Gretsch: „La victoire et la gloire réussirent à fondre son cœur tendre, endurci dans les fatigues, les dangers et surtout l'alliance avec Napoléon: les alliances avec Bonaparte et ses suppôts ont toujours été funestes pour les puissances européennes. On vit re fleurir aussi chez Alexandre les idées libérales qui avaient enchanté le début du règne. En 1814, il poussa Louis XVIII à donner une charte aux Français et, au congrès de Vienne, voulut faire octroyer aux Etats d'Allemagne un gouvernement représentatif. A Vienne, il fut circonvenu par les polonais, Czartoryski, Kosciuszko, Oginski et autres, qui lui rappelèrent ses précédents engagements et lui arrachèrent sa parole d'honneur de s'employer de tout son pouvoir à restaurer la Pologne et à lui donner une constitution. L'Europe voyait là des menées ambitieuses et des velléités de développement du territoire et de la puissance russes; l'Autriche et la Prusse redoutaient l'influence de la constitution pour leurs domaines polonais; l'Angleterre et la France ne voulaient pas de ce coin que la Russie enfonçait dans l'Europe.

Tous les ministres russes s'insurgèrent, même les étrangers d'origine, Stein, Capo d'Istria et Pozzo-di-Borgo. Nesselrode faillit encourir la disgrâce de l'Empereur; il fallut mettre en mouvement le scribe-diplomate Anstett, à qui tout était égal pourvu qu'il pût se gaver de pâté de Strasbourg. Les étrangers, autrichiens et prussiens surtout, allaient jusqu'à consentir à la réunion du Duché de Varsovie à la Russie, mais sans gouvernement représentatif. Alexandre en vint à ses fins, obtint le Duché moyennant quelques menues cessions aux voisins, et lui donna le titre de Royaume constitutionnel devant l'Europe tout en l'appelant simplement Royaume en

l'Empereur prononça à l'ouverture de la diète de Varsovie des discours préparés et pesés à l'avance, et, sans doute, cette manière de faire lui plaisait. Leur préparation, loin d'être une fatigue, faisait diversion: il aimait à s'occuper de tout ce qui concernait la Finlande et la Pologne. Il y avait peut-être là de quoi déconcerter les contemporains et embarrasser ses collaborateurs, mais il fallait en passer par là. Pour ces provinces, il prenait toujours tout sous son initiative et sa responsabilité, mais s'agissait-il de la Russie, il aimait au contraire être couvert, comme nous en verrons la preuve dans le chapitre suivant.

Que se passa-t-il maintenant après le débarquement du Golfe Juan et la marche triomphale sur Paris? Le congrès de Vienne s'était dispersé de lui-même, tant la terreur de Bonaparte prima tous les autres sentiments et sut mettre fin aux malentendus et aux dissensions. Il fallait avant tout abattre définitivement l'ennemi commun. Les récriminations, celles de Metternich tout le premier, pleuvaient sur la tête de l'Empereur Alexandre: c'était lui le coupable de l'évasion, puisque c'était sa générosité qui avait imposé le choix de la résidence. Mais c'était bien de récriminations qu'il s'agissait! L'essentiel était de s'assurer le concours de la Russie, et toujours à la tête de la coalition. On reprit alors le traité du 30 mai 1814 entre la Russie, la Prusse, l'Autriche et l'Angleterre: les trois premières devant fournir chacune 150.000 baïonnettes, et l'Angleterre un subside de cinq millions de livres.

Les Alliés lancèrent le 1/13 mars 1815 à tous les peuples de l'Europe une déclaration mettant Napoléon hors la loi, et l'épilogue du drame fut la victoire de Wellington et Blucher aux champs de

Russie. Ceci eut le don d'exaspérer les Polonais, d'autant plus que dans la liste des titres du protocole, celui de Roi de Pologne ne venait jamais qu'après celui de Roi de Sibérie. Les Russes étaient désolés de voir donner à l'ennemi héréditaire des droits dont ils ne jouissaient pas eux-mêmes: les privilèges allaient à ceux qui avaient forcé Smolensk et pillé Moscou, tandis que les défenseurs de la Russie, ses enfants fidèles, étaient méconnus et qu'on n'avait à leur servir que les manifestes à la varègue composés par Chichkoff“.

Waterloo. L'étranger se précipita de nouveau à Paris pour décider du sort de Napoléon et de la France. L'Empereur Alexandre quitta Vienne le 13/25 mai pour arriver le 23 à Heilbronn, où il décida d'attendre les troupes russes. C'est là qu'il eut cette fameuse entrevue avec la baronne Krudener, qui fut un nouveau moment tournant dans l'histoire de son caractère. Le 28 juin, il faisait une seconde entrée à Paris, mais dans d'autres conditions que la première fois, et qui firent une toute autre impression. Il eut pour résidence le Palais de l'Élysée, et l'importune baronne se fixa à proximité, à l'Hôtel Montchenu, pour mieux tenir dans ses filets son nouvel adepte.

Ce second séjour à Paris trouva l'Empereur d'une extrême nervosité, voisine parfois de l'abattement. Il ne pouvait souffrir les Bourbons encore une fois de retour, car il les méprisait profondément; les succès et les lauriers de Wellington le gênaient aussi; la vue de Talleyrand lui était plus désagréable que jamais; il était indigné des exigences financières des Prussiens et de leur prétention, ainsi que de celle des Anglais, de piller les musées français au profit des leurs; enfin les visites quotidiennes de Mme de Krudener étaient loin de lui permettre de retrouver le calme, qu'il cherchait pourtant dans la lecture assidue de la Bible à ses minutes de liberté. Or il avait encore besoin de fermeté et d'esprit de suite. Il avait vu à Vienne la copie d'un traité secret entre la France, l'Autriche et l'Angleterre, et dirigé contre la Russie: cette copie, remise à Boutiaguine par Caulaincourt, avait été trouvée dans les papiers oubliés par les Bourbons dans leur fuite de Paris.

On connaît l'entretien dont ce traité fut le sujet à Vienne entre l'Empereur et Metternich en présence de Stein: „Tant que nous serons tous les deux vivants“, avait dit l'Empereur, „qu'il n'en soit jamais question entre nous! Nous avons pour le moment autre chose à faire. Napoléon est de retour, et notre alliance doit être en conséquence plus étroite que jamais“.

Que pouvait bien donner, dans d'aussi graves conjonctures, cette association avec un homme qui venait d'être pris en flagrant délit de perfidie, et, pour comble, avec ses acolytes Talleyrand et Castlereagh? L'affaire n'eut pourtant pas de suites: il y eut entière réconciliation avec Metternich pour l'amour de la Sainte Alliance, et la bonne entente persista jusqu'à la mort même d'Alexandre.

Il s'agissait maintenant de défendre l'intégrité de la France contre l'insatiable appétit des anglo-saxons victorieux. L'acharnement, la rapacité des Prussiens trahissaient comme un avant-goût des cinq milliards de 1871: „Ce n'est plus contre la personne de Napoléon que l'Allemagne s'acharne“, dit Sorel, „c'est contre la France même“. Et un peu plus loin, le même Sorel trace un portrait magnifique d'Alexandre en ces jours de trouble et de passion: „Alexandre se montra tout à la fois ce qu'il était et ce qu'il voulait paraître, politique et magnanime. Jusqu'alors, le politique l'avait emporté dans son personnage. Cette grandeur d'âme dont il se sentait capable, dont il se faisait depuis sa jeunesse un idéal, il l'avait plutôt mise en scène et s'en était plutôt donné le spectacle en 1814 qu'il n'en avait éprouvé l'efficace et opéré l'action. En 1815, il vit de haut, il vit clair, il vit loin, et il agit avec autant de simplicité et de droiture que d'énergie et d'habileté“.

Dans ces trois mois passés à Paris, par l'Empereur, que n'eut-il pas l'occasion de voir et d'éprouver!

Louis XVIII commença à gouverner avec le concours de gens comme Fouché et Talleyrand en vue de complaire à certaines classes de la société. Il fit ensuite justice des plus compromis dans le retour de Napoléon: Ney et La Bédoyère furent jugés et exécutés *), d'autres condamnés par contumace, d'autres encore bannis; bref, ce fut la Terreur Blanche, contre laquelle personne ne s'éleva, ni les Alliés, ni même l'Empereur. Le 29 août/10 septembre eut lieu la

*) Ney ne fut fusillé que le 25 novembre/7 décembre 1815.

fameuse revue de Vertus, suivie d'un dîner de gala avec le toast Impérial à la paix de l'Europe et à la prospérité des peuples.

Enfin, le 14/26 septembre fut conclue la Sainte Alliance entre les trois Monarques de Russie, de Prusse et d'Autriche, auxquels se joignit l'Angleterre. Il fut décidé de soumettre les questions en litige à des congrès périodiques, sortes de Hautes Cours de l'Europe.

Ce même jour fut celui du changement de ministère. Le duc de Richelieu, l'ancien bienfaiteur d'Odessa, fut chargé d'en constituer un nouveau sans le concours de Talleyrand, qui fit sur lui à cette occasion la mordante boutade: „C'est le français qui connaît le mieux la Crimée“ *).

Les Alliés laissèrent provisoirement en France sous le commandement général de Wellington un corps d'occupation dont faisaient partie 30.000 Russes avec le comte Michel Worontzoff. L'Empereur Alexandre partit au milieu de septembre pour Bruxelles, puis pour la Suisse par Dijon, et, passant par Bâle, le Lac de Constance et la Bavière, arriva à Berlin à la fin d'octobre. Il se dirigea de là sur Varsovie en traversant le nouveau Royaume de Pologne.

La paix définitive ne fut signée que le 8/20 novembre 1815. La France devait payer à ses anciens ennemis une contribution de guerre de 700 millions de francs et entretenir le corps d'occupation durant tout le temps qui serait jugé nécessaire, cinq ans au plus. Ainsi se termina la grande lutte de l'Europe avec Napoléon.

*) On sait la curieuse protestation de l'Empereur au duc de Richelieu. Déployant la carte et lui montrant les exigences territoriales des Alliés, il lui dit: „Voilà la France telle que mes alliés voulaient la faire; il n'y manque que ma signature, et je vous promets qu'elle y manquera toujours“.

CHAPITRE IV.

L'époque des congrès.

1816—1822.

Mysticisme.—Les colonies militaires.

„Je m'abandonne complètement à *Sa direction*, à *Ses déterminations*, et c'est *Lui* qui *amène* et qui *place* les choses; je ne fais que suivre en tout abandon, persuadé comme je le suis dans mon cœur qu'il ne peut mener que vers le but que Son économie a décidé pour le bien commun“.

(Lettre de l'Empereur Alexandre au prince Golitzyne, février 1821.)

„S. M. l'Empereur, en considération, tant de la longue détention préventive des hommes ci-après que de leurs états de service au feu, daigne leur épargner la peine infamante du knout et leur faire infliger six mille coups de verge à chacun, après quoi ils seront expédiés aux travaux forcés dans les mines“.

(Extrait du verdict de l'affaire du Régiment Sémenowsky, fin 1820.)

Pour bien comprendre l'évolution qui se produisit dans l'état d'esprit de l'Empereur Alexandre et lui fit commettre diverses erreurs dans la direction de la politique extérieure et intérieure de la Russie après les guerres napoléoniennes, il est nécessaire de jeter un coup d'œil en arrière. A l'époque même où la pensée de l'Empereur se concentrait encore sur la préparation de la lutte contre Napoléon, avant la Guerre Patriotique, il lui arrivait fréquemment de s'entretenir avec son ami d'enfance le prince Golitzyne, qui déjà s'était affirmé le champion convaincu de l'orthodoxie et dirigeait depuis longtemps, en qualité de ministre des cultes et de l'instruction publique, les affaires de l'Eglise, et celles du Synode, dont il était procureur général.

Le prince Golitzyne ayant un jour demandé à l'Empereur s'il lisait ou s'il avait lu l'Évangile, Alexandre lui répondit en toute simplicité qu'il entendait la lecture de l'Évangile à l'église, mais que chez

lui il ne lisait pas les Livres Saints, n'en ayant pas le loisir. Comme Golitzyne priaït instamment l'Empereur de lui faire le plaisir de lire tout au moins l'Évangile, Alexandre le lui promit de bonne grâce. Le prince s'empressa alors d'offrir une Bible à l'Empereur, en le priant toutefois de se borner, pour le moment, à lire l'Évangile et les Épîtres des Apôtres, et de laisser pour plus tard l'Apocalypse et l'Ancien Testament.

Dans l'été de 1812, l'Empereur se rendit en Finlande pour conférer avec Bernadotte et, durant les longs trajets effectués en poste, il se mit à parcourir, puis à lire l'Écriture Sainte. De retour à Pétersbourg, il dit à Golitzyne que cette lecture l'avait transporté, si bien qu'il n'avait pu se tenir de lire aussi des passages de l'Apocalypse. „Là, mon cher“, lui dit-il, „il n'y a que plaies et bosses; il me semble qu'un monde nouveau se découvre à mes yeux. Vraiment, je te suis très obligé du conseil que tu m'as donné“ *). Alexandre s'habitua ainsi peu à peu à lire chaque jour un chapitre de l'Évangile ou une épître d'un apôtre, parfois aussi un passage de l'Apocalypse, qui par la suite captiva toute son attention.

Quant à l'Ancien Testament, c'est dans les circonstances suivantes qu'il en aborda la lecture, s'il faut en croire le récit, tout à fait vraisemblable, de Golitzyne. En lisant une des Épîtres de Saint-Paul, où il est question des fruits de la foi et où il est dit que cette foi „terrasse les ennemis du dehors, de même qu'elle impose la paix aux forces malignes“, il y remarqua un renvoi à l'Ancien Testament, rechercha le passage cité, puis se mit à lire assidûment toute la Bible. Ceci se passait à l'époque du second voyage de Vilna, et la lecture de la Bible exerça, d'une façon générale, une grande influence sur les proclamations et les manifestes lancés au cours de l'année 1812.

Ainsi, dès l'époque de la Guerre Patriotique, un premier changement s'était produit dans le tour d'esprit d'Alexandre: la lecture

*) Y. Barténéff, *Récits du prince Golitzyne*, dans *l'Archive russe*, 1886 (en russe).



Le Comte Th. Rostoptchine



Le Prince M. Koutouzoff



Le Prince P. Bagration



P. Tchitchagoff

de l'Écriture Sainte développa en lui une religiosité qui ne s'était guère manifestée jusque-là. D'autre part, c'est alors que s'engagea entre Alexandre et Golitzyne une correspondance régulière sur les questions religieuses, qui se poursuivit jusqu'à la mort de l'Empereur *).

Pour achever de comprendre l'évolution du caractère d'Alexandre, il est nécessaire de s'arrêter un instant sur les personnalités qui contribuèrent à cette transformation, à savoir le prince Golitzyne et Kochéleff. Nous allons donc essayer de caractériser ces deux personnages, bien que, malheureusement, notre littérature soit assez pauvre à leur sujet, et plus particulièrement en ce qui concerne Kochéleff, car il a bien été publié quelques ouvrages sur Golitzyne **).

Kochéleff était né en 1749; entré à l'âge de dix ans dans la Garde à cheval, il fut promu en 1769 au grade de cornette et nommé aide de camp (on ignore de qui) en 1777. Devenu capitaine de cavalerie, il fut choisi comme chambellan sous Paul I^{er} et désigné le 26 novembre 1796 pour le poste d'envoyé extraordinaire à Copenhague; bientôt relevé de ces fonctions, il quitta le service. Kochéleff voyagea beaucoup en Europe, lia connaissance avec Saint-Martin, Swedenborg, Eckartshausen, Lavater et entra dans la franc-maçonnerie. A l'avènement d'Alexandre I^{er}, il devint membre actif de la Société Biblique, et fut nommé président de la Commission des requêtes; le 1^{er} janvier 1810, il entra au Conseil de l'Empire, et devint par la suite grand maître de la Cour.

En 1811, bien que Kochéleff n'eût aucun rapport de service avec le ministère des affaires étrangères, l'Empereur le chargea de correspondre en son nom, sans l'intervention du chancelier Roumiantzeff, avec l'ambassadeur de Russie à Vienne, comte Stackelberg,

*) Le prince Golitzyne conserva jusqu'à sa mort, survenue à Gaspra (Crimée) en 1844, toutes les lettres et les billets d'Alexandre. Après sa mort ces papiers furent remis à la Bibliothèque Particulière de S. M. l'Empereur, mais il semble qu'on en ait détruit une partie.

**) V. notamment Gœlze, *Fürst Galitzyne und seine Zeit*, et N. Stelletzky, *Le prince Golitzyne et sa politique religieuse*, Kieff, 1901 (en russe).

ainsi qu'avec le chargé d'affaires autrichien à St-Petersbourg, Saint-Julien *). L'amitié qui unissait Kochéleff et le comte Stackelberg avait manifestement pour base la franc-maçonnerie, car le comte, dans quelques-unes de ses lettres, parle de certains personnages désignés par des noms supposés et dont il n'a pas été possible de déterminer l'identité, mais qui, d'après le contexte, étaient certainement aussi affiliés à la franc-maçonnerie et mêlés à la politique.

En 1812, Kochéleff fut du nombre de ceux qui eurent à examiner les papiers de Spéransky, envoyé en exil. La même année, il fut, sur sa demande, relevé de toutes ses fonctions, en conservant à titre de pension le montant intégral de ses appointements. A partir de ce moment, sa vue s'étant mise à baisser rapidement, il se livra tout entier au mysticisme, propageant ses idées parmi la société pétersbourgeoise. Depuis les premières années du règne d'Alexandre, il était en rapports très étroits avec l'Empereur et correspondait avec lui. Kochéleff, qui avait épousé Mlle V. Plechtchéeff, mourut en 1827, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Le prince Golitzyne avait fait la connaissance de Kochéleff en 1811, au Conseil de l'Empire, et leur intimité datait d'un discours prononcé par Golitzyne dans cette assemblée pour défendre les droits du christianisme et de l'orthodoxie, en réponse à un discours de Spéransky. La majorité du Conseil s'était prononcée contre l'orateur, mais, après la séance, Kochéleff s'approcha de lui et lui dit: „Prince, vous avez si remarquablement défendu les droits du christianisme, vous avez manifesté des sentiments de ferveur si pure et si profonde, qu'il me serait extrêmement agréable de faire plus ample connaissance avec vous; je dirai même que je serais heureux de pouvoir mériter votre amitié“. Golitzyne fréquenta dès lors assidûment Kochéleff, avec qui il se lia d'une amitié durable et dont il subit profondément l'influence.

*) Voir cette correspondance aux Annexes.

L'Empereur avait avec les deux amis de fréquents entretiens sur des questions religieuses, et échangeait avec eux une correspondance suivie, recommandant parfois à Golitzyne de communiquer ses lettres à Kochéleff. Celui-ci avait son appartement au Palais d'Hiver. Il est hors de doute que ce fut lui qui, avec le concours de quelques personnes partageant ses idées, amena Golitzyne au mysticisme, bien que le prince se considérât comme un fils respectueux et soumis de l'Eglise Orthodoxe.

Le prince Alexandre était le plus jeune fils du prince Nicolas Golitzyne, marié en troisièmes noces à Mlle A. Khitrovo (devenue par la suite Mme Kologrivoff). Né le 8 décembre 1773, il perdit son père quelques jours après. On le mit au Corps des Pages, d'où il passa au régiment Préobrajensky; mais il quitta bientôt le service militaire, pour lequel il n'avait que fort peu de goût. Lors du mariage d'Alexandre, dont il avait été camarade d'enfance, Catherine II le nomma gentilhomme de la chambre à la jeune Cour, où il passa chambellan à l'âge de 26 ans. Après son avènement, Paul 1^{er}, qui d'abord ne s'était pas inquiété de Golitzyne, lui donna bientôt, sans aucun motif d'ailleurs, comme il lui arrivait souvent, l'ordre de se retirer à Moscou, où il demeura jusqu'à l'avènement d'Alexandre. Heureux de retrouver son ami d'enfance, le jeune Empereur le nomma, contre son attente, procureur général du Saint-Synode, pour le préparer à la carrière qu'il lui réservait.

De son propre aveu, Golitzyne menait alors l'existence la plus dissipée, ne croyait à rien ou à peu près et faisait profession de voltairianisme. Toutefois, il ne s'était pas laissé prendre à l'attrait des doctrines libérales et réformistes et était resté partisan convaincu de l'état de choses existant, au point que ses camarades l'appelaient „le monarchiste“. La fièvre des innovations ne le séduisait pas, ce dont il ne se cachait pas même devant Alexandre, et quand la passion des réformes se fut affaiblie chez l'Empereur, il désigna Golitzyne pour les fonctions de procureur général du Saint-Synode, en remplacement

de Yakovleff. Golitzyne voulait décliner l'honneur de ce poste éminent, mais Alexandre persista dans son dessein et ce jeune prince de trente ans dut siéger parmi les vénérables pasteurs de l'Eglise *).

Golitzyne nous dit encore lui-même que ce fut alors qu'il lut pour la première fois l'Évangile, et qu'il commença à se défaire de ses habitudes de débauche, afin de se montrer digne de sa nouvelle charge. En 1810, il fut nommé membre du Conseil de l'Empire et aussi directeur général des affaires concernant les cultes étrangers, tout en conservant ses fonctions de procureur général du Saint-Synode. Pendant les cinq années qui suivirent, il acheva complètement de se transformer et cessa d'être seulement le chef nominal de son administration pour en assumer la direction effective. Il accorda notamment une attention particulière à l'éducation du clergé, et fonda trois nouvelles académies ecclésiastiques.

C'est à cette époque, en 1816, que le prince fut chargé du ministère de l'instruction publique qui, en 1818, fut réorganisé sous le nom de ministère des cultes et de l'instruction publique. Les deux importantes branches de l'instruction publique et de l'éducation du clergé se trouvaient donc réunies entre les mains de Golitzyne, tandis que les fonctions de procureur général du Saint-Synode étaient transmises au prince Mechtchersky. Le nouveau ministère comprenait deux départements: celui des cultes, dont le directeur était A. Tourguéneff, et celui de l'instruction publique, dont le directeur était V. Popoff.

Quelques années auparavant, le 6 décembre 1812, avait été créée la Société Biblique russe, qui comptait au nombre de ses fondateurs Golitzyne et Kochéleff, et dont l'Empereur accepta le titre de membre honoraire. Le 15 février 1813, il écrivit de Kalisch à Golitzyne: „J'accepte avec plaisir une place entre les membres de la Société de la Bible“. Déjà, le 25 janvier de la même année, il lui écrivait de Plotzk: „.... Votre dernière lettre, dans laquelle vous

*) Golitzyne fut nommé procureur général du Saint-Synode le 21 octobre 1803.

me faites part de l'inauguration de la Société Biblique, m'a intéressé et touché. Puisse le Très-Haut faire descendre Ses bénédictions sur cette institution! Je lui attribue la plus grande importance et partage entièrement votre opinion, que l'Écriture Sainte remplacera les Prophètes. Cette tendance générale à se rapprocher du Christ Sauveur me cause la joie la plus profonde. Vous pouvez disposer de toutes les ressources pécuniaires nécessaires pour l'impression de la Bible“. Un comité d'administration de la Société fut constitué: on choisit comme président le prince Golitzyne, comme vice-présidents le comte Kotchubey, le comte Razoumowsky, Kochéleff et quelques autres, et comme secrétaires V. Popoff et A. Tourguéneff. L'Empereur donna l'ordre de verser à la Société un capital initial de 25.000 roubles, et de lui servir ensuite une subvention annuelle de 10.000 roubles. La Société Biblique anglaise (British and Foreign Bible Society) avait manifestement pris une part très active à la fondation de la société russe: elle avait envoyé à Saint-Pétersbourg un de ses agents, le pasteur Patterson, et un des directeurs de la nouvelle Société fut un autre anglais, le pasteur Pitt *). L'initiative du mouvement venait donc des anglais et non des russes, et il y a lieu de noter ce point.

La nouvelle Société Biblique russe déploya une grande activité: elle s'occupa de faire imprimer des versions russes de la Bible et des Livres Saints, qui furent répandues en Russie à un nombre considérable d'exemplaires. Si nous signalons à l'attention du lecteur l'apparition en Russie d'une telle société, c'est afin de montrer jusqu'où allait, d'une façon générale, la tolérance religieuse. C'est là le trait qui caractérisait particulièrement le prince Golitzyne et ses collaborateurs immédiats Tourguéneff et Popoff, ainsi qu'un certain nombre

*) Notre infatigable critique et historien A. Pypine a émis en 1868, à propos de la création en Russie d'une Société Biblique, les considérations suivantes qui, aujourd'hui encore, n'ont rien perdu de leur valeur: „La fondation de la Société Biblique russe est un des phénomènes les plus curieux de la vie sociale de la Russie à l'époque de l'Empereur Alexandre I^{er}. Comme beaucoup d'autres aspects de cette période encore si proche de nous, l'histoire de la Société Biblique est presque complètement ignorée des générations actuelles“.

de prélats, parmi lesquels se distinguaient notamment l'archimandrite Philarète (Drosdoff), recteur de l'Académie ecclésiastique et membre du comité de la Société Biblique, et les métropolites Ambroise, de St-Petersbourg, et Sérapion, de Kieff, tous deux vice-présidents de la Société *). Mais il y avait déjà un certain nombre de membres du clergé qui condamnaient cette tolérance, et qui, par la suite, entrèrent en lutte ouverte avec Golitzyne. Le prince n'était pas, tant s'en faut, une personnalité ordinaire; c'était un homme d'état éminent qui, durant le temps qu'il exerça ses délicates et difficiles fonctions, sut accomplir une œuvre considérable. Naturellement, son intimité avec le Souverain et la faculté qu'il avait de lui faire des rapports personnels, ajoutaient encore à son autorité, et c'est ce qui excitait particulièrement la jalousie d'Araktchéeff. Mais pendant un grand nombre d'années, Alexandre eut dans Golitzyne une confiance sans bornes, que ses ennemis ne parvinrent pas à ébranler avant 1822.

Le prince Golitzyne se distinguait par une puissance de travail peu commune, une conscience rare, une constante égalité d'humeur et une parfaite courtoisie dans ses rapports avec ses subordonnés, enfin par le tact qu'il apportait dans sa collaboration avec son Auguste protecteur. La tolérance d'Alexandre non seulement à l'égard des sectes, mais encore à l'égard de la franc-maçonnerie, était connue de tous, et Golitzyne et Kochéleff en profitaient largement.

Pour ce qui est de Kochéleff, il nous a malheureusement été impossible de réunir les matériaux nécessaires pour donner une idée suffisante de son caractère, de sa vie privée et de son œuvre.

En 1814, au cours d'un voyage en Angleterre, Alexandre fit la connaissance de plusieurs quakers de marque, notamment d'Allen et de Grillet, avec qui il eut de longs entretiens. Quelque temps après son retour de ce voyage en Grande-Bretagne et en Hollande,

*) Au nombre des vice-présidents de la Société figuraient également les évêques Michel, de Tchernigoff, et Séraphin, de Tver, membres du Synode, qui devinrent l'un et l'autre, par la suite, métropolites de St-Petersbourg.

l'Empereur se rendit à Bruchsal (Grand-Duché de Bade) où était à ce moment l'Impératrice Elisabeth, sa femme. Là, le fameux Jung Stilling lui fut présenté par l'entremise de Mlle R. Stourdza, demoiselle d'honneur de l'Impératrice (devenue par la suite comtesse d'Edling), qui avait alors la faveur de l'Empereur. Ce fut elle également qui, un an après, à Heilbronn, ménagea entre l'Empereur et la baronne de Krüdener l'entrevue depuis longtemps désirée.

Le prince Golitzyne, racontant cette entrevue dans ses Mémoires, dit à ce sujet: „De multiples raisons poussaient l'Empereur à souhaiter impatiemment de faire la connaissance de Mme de Krüdener. D'un côté, le goût très vif qu'il éprouvait pour les émotions d'ordre religieux et son abandon complet à la volonté divine; de l'autre, le désir de voir une femme qui portait en quelque sorte en elle la parole vivante de Dieu, une femme qui traversait à la façon d'un apôtre les jeunes générations incrédules de l'Europe, une femme précédée et accompagnée d'une bruyante renommée; l'idée enfin que cette femme était précisément sujette russe, tout cela à la fois, sans doute, faisait souhaiter impatiemment à l'Empereur une entrevue avec Mme de Krüdener.... Juste à ce moment, l'Empereur venait de recevoir de Kochéleff le fameux livre intitulé: *Un nuage sur le sanctuaire, ou une matière que l'orgueilleuse philosophie n'ose pas même aborder*, traduit de l'allemand par Labzine. Alexandre l'avait lu, mais sans pouvoir le comprendre. Invitée par l'Empereur à en développer le sens, Mme de Krüdener sut lui expliquer les passages difficiles et restés jusqu'ici impénétrables pour lui“.

Il est peu probable que toute cette série d'entrevues et d'entretiens ait été purement fortuite: elle avait été préparée par une pléiade de personnes que n'attirait pas simplement la personnalité du Libérateur de l'Europe, mais que poussaient aussi leurs convictions et leurs intérêts personnels. Il ne faut pas oublier que des hommes intelligents et convaincus, comme Kochéleff et Labzine, étaient en correspondance suivie avec ce même Jung Stilling, avec les quakers,

avec divers frères moraves, etc., ou bien, comme Labzine, traduisaient en russe toute cette littérature.

Labzine *) est une des figures les plus curieuses et les plus originales du règne d'Alexandre, et son humeur changeante s'est reflétée avec une netteté et un relief saisissants sur sa carrière même. Il mettait au service de sa propagande mystique une instruction étendue et variée, une grande intelligence, une rare force morale et une énergie surprenante. Sincèrement dévoué aux idées chrétiennes, foncièrement orthodoxe, il se consacrait tout entier à la recherche des vérités éternelles et s'efforçait d'édifier en lui cette „chapelle intérieure“ mystique dans laquelle il voyait le gage du bonheur des hommes sur la terre et l'image de l'Eglise Céleste. Né avec toutes les qualités nécessaires aux dirigeants, d'un tempérament ambitieux, Labzine exerçait une sorte de fascination sur ceux qui entraient en contact avec lui. D'un air orgueilleux et hautain, il était bon pour les pauvres et les opprimés, mais, envers les personnes d'une condition supérieure à la sienne, il se montrait d'une raideur et d'une froideur exagérées, qui n'étaient pas en réalité dans sa nature: il aimait au contraire la plaisanterie, avait de l'esprit et une conversation agréable. Une lutte constante contre des gens aussi fanatiques que lui, mais appartenant au parti adverse, l'avait aigri; les traits désagréables de son caractère, s'accroissant avec l'âge, se manifestèrent d'une façon de plus en plus fréquente, et finirent par causer sa disgrâce **).

Donc, l'Empereur était entouré, si l'on peut dire, d'un réseau d'intrigues habilement concertées et subtilement conduites. La baronne de Krüdener, qui suivait les choses d'un œil attentif, mit tout en œuvre pour entrer en relations avec le Souverain.

*) Alexandre Labzine (1766—1826), après avoir terminé ses études à l'Université de Moscou en 1784, fut quelque temps fonctionnaire au Collège des affaires étrangères, puis secrétaire des conférences de l'Académie des beaux-arts, dont il devint vice-président en 1818. Connu comme mystique et franc-maçon, il traduisit en russe divers ouvrages mystiques et dirigea la revue *Sionsky Věstnik (Le messager de Sion)*. Il fut l'ami de Kochéleff et du prince Gofitzyne.

***) V. Grand-Duc Nicolas Mikhaïlowitch, *Portraits russes*, T. I, № 46.

Nous n'avons pas une haute idée des mérites de cette personne, et sa sincérité nous paraît plus que douteuse. Ses impulsions soi-disant inspirées reposaient en réalité sur une base des plus matérielles: la baronne était à court d'argent et vivait dans une gêne constante; en même temps que par la vanité et le désir de jouer un rôle en vue, elle était poussée par la cupidité. On en voit encore maintenant, de ces bonnes âmes confites en dévotion, qui, bien souvent, dissimulent derrière cette façade de tout autres mobiles. Il en était ainsi de la baronne. Ce n'était pas sans calcul qu'elle avait marié sa fille Julie au baron de Berckheim, dont le frère était ministre à Carlsruhe et apparenté à la Maison Grand-Ducale de Bade, et ce ne fut pas sans calcul que ce Berckheim passa au service de la Russie. Dans les billets d'Alexandre à Golitzyne, il est constamment question de secours pécuniaires anonymes: ils étaient distribués d'une main généreuse et à Mme de Krüdener et à sa famille. Cette prêcheuse au ton larmoyant savait parler d'une façon entraînante et passionnée, avec une sorte de franchise brutale, mais tout cela était calculé et se dissimulait sous la forme polie d'un langage recherché. Au début de ses relations avec l'Empereur, à Heidelberg et à Paris (1815), elle exerça sur lui une véritable fascination et produisit l'effet qu'elle désirait, si bien qu'Alexandre, nature impressionnable, tomba sous son influence et s'enfonça encore davantage dans les lectures religieuses et dans l'analyse de son âme inquiète. Mais cette influence exclusive fut de très courte durée; elle ne se prolongea pas plus d'un an. La baronne ne tarda pas à ennuyer tout simplement l'Impérial catéchumène; bien qu'il continuât à correspondre avec elle, c'était elle surtout qui écrivait: elle écrivait des lettres interminables, pleines d'expressions contournées, de conclusions nuageuses, de citations inexacts de l'Écriture Sainte, dégageant toutes un inexprimable ennui et se répétant à l'infini. En lisant ces lettres (qu'on trouvera aux Annexes du Tome II), on est frappé de la lourdeur du style, de son implacable monotonie, de son incohérence, et surtout de l'absence de chaleur et de sincérité.

De nombreux historiens ont attribué à Mme de Krüdener l'idée de la Sainte Alliance; d'autres l'ont attribuée à l'influence de Metternich sur l'Empereur de Russie. Pour nous, nous sommes convaincus que cette idée fut le fruit d'un long travail de réflexion et qu'elle appartient tout entière à Alexandre lui-même, mais le fait que les historiens ont pu se méprendre à cet égard est parfaitement compréhensible. Alors qu'Alexandre ne faisait encore que méditer et esquisser en lui-même le plan général de cette Sainte Alliance, il entretint des relations suivies, d'abord avec Metternich au Congrès de Vienne, puis à Paris avec la baronne de Krüdener, chez qui il passait presque toutes ses soirées: on est dès lors fondé à supposer que l'idée de la Sainte Alliance lui avait été inspirée par l'un des deux. Mais il ne faut pas oublier que tous les détails du nouvel acte d'alliance furent jetés sur le papier par l'Empereur en personne et qu'il en lut lui-même le texte complet à la baronne quelques jours avant son départ de Paris. Cette lecture a pu faire supposer que Mme de Krüdener avait dicté le projet à l'Empereur ou lui avait suggéré l'idée. Deux témoignages favorables à notre hypothèse méritent d'être pris en considération: le premier est celui du Roi de Prusse Frédéric-Guillaume, qui répéta à mainte reprise cette phrase, se rapportant à son allié: „Si le Bon Dieu bénit nos projets, nous pourrons un jour dans l'avenir glorifier le Seigneur devant tout l'univers“; le second est celui du compagnon de route habituel de la baronne, le suisse Empaytaz, qui s'exprima en ces termes: „Il est intéressant de voir cet homme (Alexandre), entouré de tant de gloire, de toutes les grandeurs du trône, chercher avec nous ainsi la force et le secours de l'Eternel“. C'était justement cette „force“ et ce „secours de l'Eternel“ qu'Alexandre cherchait pour l'inspirer.

En outre, toutes les mesures prises par la suite témoignent de l'inflexible volonté de l'Empereur de réaliser son idée favorite d'une alliance ayant un caractère religieux. C'est ainsi que le 25 décembre 1815 fut publié un manifeste confirmant la conclusion de la Sainte

Alliance et que l'ordre fut donné de lire cet acte dans toutes les églises orthodoxes. Enfin, le 18 mars 1816, Alexandre écrivit à ce sujet à l'ambassadeur de Russie à Londres, comte de Lieven, la lettre autographe suivante :

„St-Pétersbourg, le 18 mars 1816.

Monsieur l'ambassadeur comte de Lieven, Ayant jugé nécessaire de donner une entière notoriété à l'acte d'alliance fraternelle et chrétienne conclu le 14 septembre de l'année dernière avec mes alliés, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Sa Majesté le Roi de Prusse, je me suis réservé d'en faire connaître l'esprit et le véritable point de vue aux personnes revêtues de ma confiance et chargées, comme vous l'êtes, d'être les interprètes de mes intentions auprès des monarques amis ou alliés de la Russie. Les développements que je vous transmets par la présente ne laissent rien à désirer sur le contenu de l'acte en lui-même, et sur le manifeste qui en a annoncé la conclusion à mes peuples.

L'ensemble des notions qui me sont parvenues jusqu'à ce jour relativement aux fausses interprétations données à ce gage d'union et d'harmonie démontre l'importance d'une explication plus précise des motifs qui l'ont cimenté. Le génie du mal, terrassé par l'action supérieure d'une Providence qui dispose à son gré des souverains et des peuples, semble faire de nouveaux efforts pour prêter à cette stipulation des vues politiques aussi peu compatibles avec la pureté des intentions qui l'ont dictée, que contraires au but salutaire qu'elle est destinée à remplir.

Mes alliés et moi, pénétrés de la grande pensée qui a présidé aux événements de la dernière lutte européenne, avons eu en vue d'appliquer plus efficacement aux relations civiles et politiques des états les principes de paix, de concorde et d'amour qui sont le fruit de la religion et de la morale du christianisme.

En conséquence, nous nous sommes plu à considérer un acte de cette nature comme étant le meilleur moyen de nous pénétrer

plus intimement nous-mêmes de ces préceptes conservateurs, trop longtemps relégués dans la sphère étroite des rapports individuels, de les faire apprécier aux autres et d'en rendre par là la pratique plus active, plus étendue et plus uniforme.

Dès longtemps tout homme impartial a dû être frappé de l'extrême circonspection à laquelle se trouvaient réduits ces principes salutaires, et n'a pu qu'attribuer à cette cause l'enchaînement des calamités qui ont affligé le monde depuis nombre d'années. La base sur laquelle repose la sainteté du serment une fois ébranlée, les préceptes de fraternité et d'amour, vraie source de toute liberté civile, devenus secondaires, on ne pouvait se flatter de travailler utilement au salut des peuples sans un retour absolu vers ces mêmes principes, sans un aveu solennel qui servît à en fixer l'époque et qui assujettît à cette règle invariable les rapports mutuels des souverains et des nations qui leur sont confiées.

Telle étant l'intention qui a suggéré cet acte, le but unique et exclusif de l'alliance ne peut être que le maintien de la paix et le ralliement de tous les intérêts moraux des peuples que la Divine Providence s'est plu à réunir sous la bannière de la croix.

Un acte de cette nature ne saurait renfermer en soi aucune vue hostile à l'égard des peuples qui n'ont point le bonheur d'être chrétiens. Il n'a pour objet que de favoriser la prospérité intérieure de chaque état et le bien général de tous, qui doit résulter de l'amitié entre leurs souverains, rendue d'autant plus indissoluble qu'elle est indépendante des causes accidentelles.

Un acte qui porte ce caractère peut encore moins se référer à des projets de conquête, attendu que son but ne saurait être atteint par la force des armes. Ce n'est que par l'ascendant de l'exemple et la séduction pacifique du bonheur dont jouiront les nations chrétiennes sous les auspices tutélaires de leur religion, que l'on peut espérer de voir sa lumière consolante se répandre indistinctement sur toutes les nations.

Tels sont les développements que j'ai désiré vous faire connaître sur la teneur et l'objet de l'acte du 14 septembre, ainsi que sur le

motif de sa publication. Il n'est que l'expression simple et précise des sentiments gravés dans le cœur de mes frères d'armes et alliés, ainsi que dans le mien. Leurs Majestés partagent donc sans doute l'intention qui m'a porté à le rendre public, et c'est dans cette conviction intime, ainsi que pour contribuer au maintien de la paix dont l'Europe goûte actuellement les douceurs, que je me propose de notifier l'énoncé de ces sentiments à tous les gouvernements étrangers au christianisme et que la malveillance aurait pu indisposer contre cette alliance éminemment pacifique, parce qu'elle est conforme au véritable esprit de la religion.

D'après la teneur des explications énoncées ci-dessus, que je vous charge de communiquer au Prince Régent et à lord Castlereagh, vous êtes autorisé à les prévenir que mon intention est d'adresser à la Sublime Porte, par l'organe de mon envoyé, une démarche conçue dans le même sens et propre à dissiper toutes les inquiétudes. Vous ajouterez qu'il me serait agréable de voir ces explications amicales vis-à-vis de la Porte appuyées par celles du cabinet de S. M. Britannique“.

Il nous paraît tout à fait naturel que le mysticisme qui s'était développé dans l'âme d'Alexandre depuis l'époque de la Guerre Patriotique, l'ait conduit à fonder la Sainte Alliance, et c'est pourquoi il n'y a pas lieu de chercher d'inspiration du dehors, ni dans la personne de Mme de Krüdener, ni dans celle du prince de Metternich, ni dans qui que ce soit. On ne saurait vraiment contester à Alexandre I^{er} l'initiative et la force de volonté dont il fit si souvent preuve en mainte circonstance durant son règne si mouvementé. S'il est une influence qu'il ait subie d'une façon constante, ce fut assurément celle du prince Golitzyne et de Kochéleff; mais les contemporains (sauf peut-être un petit nombre d'entre eux) et les historiens qui ont étudié l'époque ne savaient probablement pas que l'Empereur fût en correspondance avec Golitzyne, et ne soupçonnaient même pas qu'il pût échanger des lettres avec Kochéleff. Quant à son commerce épistolaire avec la baronne de Krüdener, il était connu en Russie et en Europe, grâce aux soins de la baronne

elle-même, qui s'en fit en quelque sorte une réclame. Les lettres de la baronne ont été conservées en partie; quant à celles de l'Empereur à la baronne, celle-ci les remit en totalité, en 1821, au prince Golitzyne, qui les transmit à Alexandre. Ces lettres n'ont malheureusement pas été conservées: elles ont probablement été détruites par Alexandre lui-même, ou brûlées par son frère l'Empereur Nicolas I^{er}, qui fit systématiquement disparaître un grand nombre de papiers et de manuscrits d'une valeur inestimable.

On peut citer comme exemple de la confiance d'Alexandre à l'égard de Kochéleff le fait que l'Empereur soumit par lettre à sa critique le discours qu'il devait prononcer à l'inauguration de la diète de Varsovie, et qu'il lui fit également part de ses impressions après avoir prononcé ce discours *). Aussi est-il regrettable que rien de complet ne soit parvenu jusqu'à nous et que nous ne possédions presque toujours que des fragments sans suite. Quelques lettres et billets de l'Empereur à Kochéleff ont été conservés **), ainsi que des lettres de Kochéleff à Alexandre, d'autant plus intéressantes que notre littérature historique est fort pauvre de renseignements sur la personnalité du confident, à la mort duquel (26 novembre 1827) un implacable dévot, l'archimandrite Photius, du monastère de Yourieff, prononça la diatribe suivante: „Au sein du silence et de la solitude, je prie le Seigneur d'employer à ses œuvres, quand il le jugera à propos, l'homme de Dieu pour détruire les antres sataniques cachés dans de mystérieux repaires, sociétés secrètes de voltairiens, francs-maçons et martinistes, et pour décapiter l'hydre à sept têtes, cet illuminisme trois fois maudit, dont le grand-prêtre ou mage, tout récemment, le jour de St-Georges, vingt-sixième de novembre, a été appelé à comparaître devant le tribunal du Seigneur“. Evidemment, le subtil archimandrite, ami de longue date d'Araktchéeff, avait parfaitement

*) Voir les lettres d'Alexandre, datées, l'une de Moscou, 7 janvier 1818, et l'autre de Varsovie, 19 mars de la même année.

***) V. aux Annexes du T. II.

conscience que l'homme qui venait de disparaître avait été pendant longtemps, avec le prince Golitzyne, Labzine et plusieurs autres, sa bête noire sous le règne d'Alexandre.

L'influence de Kochéleff s'exerçait avec beaucoup de suite et de régularité, comme le montre une série de lettres à lui adressées par Alexandre pendant plusieurs années, de 1811 à 1815 et après.

En mars 1811, pendant la Semaine Sainte, Alexandre lui écrit: „Je vous rends bien des grâces pour les sentiments que vous m'adressez, et je place comme vous toute ma confiance dans l'Être Suprême. J'ai lu avec le plus vif intérêt les petites feuilles que vous avez jointes à votre lettre: je me réserve de vous en parler à notre première entrevue“....

De Plotzk, le 25 janvier 1813: „Il m'est bien doux d'avoir été compris par vous. Ma foi est sincère et ardente. Elle se raffermi tous les jours et me fait goûter des jouissances que j'ignorais totalement. Mais ne croyez pas qu'elle date de ces derniers temps: il y a plusieurs années déjà que je cherchais cette voie“.

De Dresde, le 25 avril: „J'ai reçu avec une véritable reconnaissance le livre admirable que vous m'avez envoyé et je le lis avec avidité. Je demande à Notre Sauveur que la lecture me rende moins indigne de toutes les bontés que la Providence Divine s'est plu à verser sur nous“.

De Moscou, le 7 janvier 1818: „Le désir le plus ardent que j'éprouve, c'est celui de remplir scrupuleusement la Volonté de Notre Divin Sauveur.... Je ne puis différer de vous dire un mot sur l'arrivée à Pétersbourg de Mme de Narychkine. J'espère que vous connaissez trop bien mon état présent pour nourrir la moindre inquiétude sur mon compte à ce sujet. Au reste, aurais-je été encore homme du monde, qu'il n'y aurait pas eu de mérite pour moi à rester complètement étranger à cette personne, après tout ce qui s'est passé de sa part“ *).

*) L'Empereur s'était convaincu de son infidélité.

Enfin, le 13 décembre 1815, l'Empereur écrit: „C'est avec une profonde émotion que j'ai reçu votre lettre et vous exprime avec empressement ma reconnaissance pour tous les sentiments que vous m'y témoignez. Je vous dois beaucoup, vous avez puissamment contribué à me faire adopter la marche que je suis maintenant par conviction, et qui seule m'a fait réussir dans l'ouvrage si difficile que le Très-Haut m'a réservé. Celui qui reste encore à faire dans notre pays natal est peut-être plus difficile encore: mais il ne m'effraye pas, car, ne pouvant agir que par Notre Sauveur, avec Son aide je crois tout possible et c'est à lui seul que je me remets“.

Revenons maintenant à la baronne de Krüdener et à la suite de ses aventures. Après avoir voyagé de ci de là pendant trois ans en Allemagne et en Suisse, continuant ses prédications avec un médiocre succès, et toujours à court d'argent, elle se souvint que l'Empereur l'avait invitée en 1815 à lui rendre visite à St-Pétersbourg, et en 1818, elle décida de rentrer dans son pays, en Livonie. Elle obtint l'autorisation de faire entrer en Russie ses compagnons de voyage, mais le marquis Paulucci, gouverneur général de Riga, leur suscita des difficultés, qui donnèrent lieu à des malentendus, si bien que le 9 mai 1818, l'Empereur écrivit au marquis la lettre suivante: „J'ai le regret de constater que vous n'avez pas parfaitement compris ce qui a été dit au cours de la conversation que nous avons eue à ce sujet à Tzarskoé Sélo. Pourquoi troubler la tranquillité de gens qui ne s'occupent que de prier l'Eternel et qui ne font de mal à personne? Plus on exerce de surveillance en pareil cas, plus on fait de perquisitions, et plus on donne d'importance à ces personnes aux yeux des badauds. Laissez donc en paix Mme de Krüdener et les autres, car que vous importe que tel ou tel prie Dieu de telle ou telle façon? Chacun agit à cet égard suivant sa conscience et est seul responsable vis-à-vis de Lui. Il vaut mieux prier de n'importe quelle façon que de ne pas prier du tout“.

Dans cette affaire encore, l'Empereur fit preuve d'une grande tolérance. Mme de Krüdener ne vint à St-Pétersbourg qu'en 1821, alors que l'Empereur était encore au Congrès de Laybach, mais elle attendit son retour. Elle fit dans la capitale une active propagande en faveur du mouvement pour l'indépendance de la Grèce, et entra en relations suivies avec les chefs du soulèvement. Cette attitude allait contre les desseins de l'Empereur, et la baronne fut soumise à une surveillance secrète. Mais un grand nombre de personnes fréquentaient chez elle, notamment le prince Golitzyne, qui se montrait particulièrement assidu, bien que la maison de la baronne fût frappée d'interdit. L'Empereur recevait des rapports de police sur ces visites, mais il autorisait évidemment et engageait même Golitzyne à voir la baronne. Du reste, Golitzyne lui-même a raconté à plusieurs reprises à Barténéff les singuliers procédés dont on usait à l'égard de Mme de Krüdener. A la fin, la patience de l'Empereur se lassa, et il écrivit lui-même à la baronne pour lui enjoindre de cesser sa propagande en faveur de la Grèce, et la prier de ne pas se mêler d'affaires qui ne la regardaient pas. La lettre lui fut remise par A. Tourguénéff, qui la rapporta après qu'elle en eut pris connaissance. Froissée, elle repartit alors pour la Livonie, puis se rendit en Crimée. Elle y fit l'acquisition d'une petite propriété, où elle passa le reste de ses jours dans la société de sa fille, la comtesse de Berkheim, de la princesse Anna Golitzyne (sœur de Sophie Mechtchersky) *) et de plusieurs autres adeptes de son extase religieuse. Elle mourut en Crimée le 25 décembre 1824.

Le même archimandrite Photius écrivit à son sujet, lorsqu'elle mourut, la philippique suivante, qui ne manque pas d'un certain

*) La princesse Anna Golitzyne était mariée au prince I. Golitzyne, chambellan de l'Empereur, mais ne vivait pas avec lui. Elle habita longtemps la Crimée où elle possédait le domaine de Koréiz; elle mourut en 1842 et fut inhumée près de l'église de Gaspra (aujourd'hui dans les propriétés du grand-duc Alexandre Mikhaïlowitch). Le prince Alexandre Golitzyne passa près d'elle les dernières années de sa vie et mourut deux ans après elle, également en Crimée; il est enterré au monastère de Balaklava.

esprit: „Mme de Krüdener professait un faux christianisme, une sorte d'hérésie occidentale. C'était une femme remarquablement douée, d'un âge déjà avancé. Elle se donnait comme inspirée d'en haut. Certains de ses disciples propagèrent si rapidement sa renommée que tout Pétersbourg s'empressa pour voir et pour entendre, comme un nouveau prodige, Mme de Krüdener. Sans cesse livrée à des transports d'esprit et de cœur inspirés par le démon, cette femme, en se gardant de rien dire de contraire aux appétits de la chair, aux habitudes du monde et aux œuvres du malin, savait si bien plaire à tous en tout, qu'à commencer par les premières familles de boïards, hommes, femmes, jeunes filles, se hâtaient d'aller l'écouter comme un oracle. Certains de ses admirateurs, soit par réelle conviction, soit par dérision des saints dogmes chrétiens, ont dessiné des portraits représentant Mme Krüdener les bras pressés sur la poitrine, les regards levés vers le ciel, et le Saint-Esprit descendant sur elle, comme sur le Christ dans les eaux du Jourdain, ou sur la Vierge pendant l'Assomption. Le ministre des cultes lui-même s'était laissé prendre dans les filets de Catherine Tatarinoff et de Mme de Krüdener. Ses favoris suivaient son exemple“.

Figure bien plus curieuse encore que Mme de Krüdener, Catherine Tatarinoff, autre illuminée, foncièrement russe celle-là, fit son apparition à St-Pétersbourg presque à la même époque. Sa mère, veuve d'un colonel Buxhœwden, fut bonne de la Grande-Duchesse Marie, l'aînée des filles, morte en bas âge, de l'Empereur Alexandre. Après la mort de la Grande-Duchesse (1800), on laissa à Mme Buxhœwden un appartement au Palais Michel, où un petit nombre de personnes de la Cour furent logées après la mort de l'Empereur Paul I^{er}. Sa fille Catherine fut élevée à la Société des jeunes filles nobles, et épousa un officier du régiment Ismaïlowsky, Ivan Tatarinoff, qui fut grièvement blessé à Borodino.

En 1815, après la mort de son mari, qui avait succombé aux suites de sa blessure, Catherine Tatarinoff s'installa avec sa mère au

Palais Michel. Comme beaucoup de personnes à cette époque, elle s'intéressait particulièrement aux questions religieuses, cherchant „la vérité universelle“ sur la base de l'unification des diverses confessions religieuses et de la communauté des rites. Tandis que d'autres cédaient aux séductions du piétisme, s'affiliaient à la franc-maçonnerie, aux diverses sectes religieuses, Catherine Tatarinoff concentra exclusivement son activité sur l'assistance aux pauvres, aux mendiants et aux vagabonds; elle fréquentait aussi les *nefs* (réunions) des *skoptzy*, participait à leurs *travaux* (chants) et à leurs danses spirituelles.

Le 8 novembre 1817, jour de St-Michel, Catherine Tatarinoff abjura le luthéranisme et se convertit à l'orthodoxie, et depuis ce moment, elle sentit en elle le don de la prophétie. Le prince Golitzyne s'intéressa à elle et, la mère de Catherine étant allée s'installer en Livonie, il pria l'Empereur de l'autoriser à conserver l'appartement du Palais Michel, et de lui accorder pour vingt ans une pension annuelle de 6.000 roubles. Catherine Tatarinoff commença alors à former chez elle un cénacle de personnes distinguées qui s'entretenaient de questions religieuses, lisaient en commun l'Écriture Sainte, chantaient des cantiques populaires, etc. Ces séances, qui eurent lieu d'abord dans une salle du Palais Michel, furent fréquentées par des personnages en vue, comme le prince Golitzyne et Kochéleff. Le métropolite de St-Pétersbourg, Michel, était au courant de tout et encourageait secrètement ces réunions *).

Enfin, Catherine Tatarinoff eut l'honneur d'être reçue par l'Empereur lui-même, qui avait manifesté le désir de la voir; il lui fit un accueil plus que cordial et eut avec elle une longue conversation. Alexandre ne se borna pas d'ailleurs à recevoir la prophétesse: il accorda également audience à un de ses principaux adeptes, Nikita Fédoroff, musicien au 1^{er} corps de cadets, qui fut nommé à la 14^e classe de la hiérarchie. On a assuré qu'Alexandre aurait écrit à

*) *Souvenirs du métropolite Philarète*, dans la *Revue Orthodoxe*, 1865, № 8 (en russe).

Kochéleff qu'il „s'enflammait d'amour pour le Sauveur chaque fois que Kochéleff lui parlait dans ses lettres du cénacle de Catherine Tatarinoff au Palais Michel“ et qu'il „espérait, grâce à ce cercle, exterminer les hérésies, et des *skoptzy* et des francs-maçons!“ *). Nous n'avons pas trouvé cette lettre dans la correspondance avec Kochéleff, mais il est possible que l'Empereur ait écrit en ce sens. Catherine Tatarinoff continua sa propagande en toute tranquillité pendant cinq ans, mais en 1821 elle dut quitter le Palais, où fut installée l'Ecole du génie, et le 1^{er} août 1822, comme on sait, toutes les sociétés secrètes furent interdites.

Le renvoi de Catherine Tatarinoff coïncida avec le départ pour la Crimée de la baronne de Krüdener. Cette coïncidence ne fut pas non plus fortuite: elle était la conséquence d'un nouveau changement dans le cours des idées et des intentions de l'Empereur.

C'est ici qu'il convient de signaler l'arrivée à St-Pétersbourg, en 1819 et 1820, de deux bavarois exaltés connus comme prédicateurs, Lindel et Gossner. Le premier prêchait à l'église maltaise du Corps des Pages, le second dans un local privé de la Grande Morskaïa, et tous deux avec un grand succès, devant toute espèce de gens qui aspiraient sérieusement à la vérité ou voyaient là une mode qu'il pouvait être avantageux de suivre dans l'intérêt de leur carrière. Mais le talent des deux bavarois était certainement loin d'égaliser celui de prédicateurs russes comme le métropolitain Michel, comme l'éloquent Philarète. On ne tarda pas à expédier poliment Lindel à Odessa; quant à Gossner, ce fut seulement en 1824, lors de la disgrâce du prince Golitzyne, qu'on l'invita à repasser la frontière, à cause de son livre *Geist des Lebens*.

Beaucoup plus intéressant par son action était l'anglais Walter Venning, membre de la Société des prisons de Londres, fondateur

*) Voir P. Barléneff, *Le dix-neuvième siècle*, Moscou, 1872, T. 1: *La ligue spirituelle de Catherine Tatarinoff*, par I. Tolstoï.

et directeur de la Société similaire instituée à St-Petersbourg le 19 juillet 1819. C'était un homme d'une parfaite honorabilité, qui ne s'occupait nullement de propagande mystique ni de prédications, et qui se confinait strictement dans la question où il s'était spécialisé, celle des prisons. Son mémoire sur l'état du régime des prisons en Russie, qu'il communiqua à l'Empereur, produisit sur lui une très forte impression et l'intéressa à la Société des prisons; et lorsque Venning mourut en 1821, l'Empereur manifesta un profond regret dans une lettre adressée à Golitzyne.

Nous avons essayé d'esquisser à grands traits la physionomie des principaux représentants de cet état d'âme empreint de religiosité qu'on a coutume d'appeler mysticisme. En quoi consistait-il au juste? Avant tout, dans une aspiration vers la vérité, dans le désir de s'en rapprocher par une invisible communication avec la Divine Providence, et dans un effort pour apprendre à connaître son propre *moi*. En d'autres termes, le mysticisme est un certain type d'activité spirituelle se manifestant par des élans vers le Créateur et par le désir de s'unir à Lui *). Le mysticisme avait fait son apparition en Russie dès

*) On conserve dans la Bibliothèque Particulière de S. M. l'Empereur (section des manuscrits, N^o 441, casier 1, rayon 3, carton 10) une prière écrite de la main d'Alexandre. Cette prière, qui avait probablement été composée par le prince Golitzyne ou par Kochéleff et qui est rédigée en français, se trouvait dans le portefeuille de l'Empereur. En voici le texte.

„O mon Grand Dieu! prends-nous en ta sacrée garde et aye compassion et pitié de nous.

Fais que nous ne démarchions et délournions jamais du chemin de l'honneur et de la vertu, fais que nous nous en écartions jamais pas pour un instant, guide-nous, ô mon Grand Dieu! par ce chemin et fais que nous nous en écartions jamais.

Nous te remercions, ô mon Grand Dieu! pour toutes les bonlés et bienfaits que tu as et que tu as eu pour nous. O mon grand Dieu! nous te prions, continue de les répandre sur nous et tous ceux qui nous sont chers, et sur toute l'humanité, et fais que tous nous tâchions de nous en rendre de jour en jour plus dignes et de les mériter par notre conduite et en lâchant de nous rendre de jour en jour réellement meilleurs, et faites aussi que nous y réussissions autant qu'il est en notre pouvoir de le faire et que réellement nous devenions de jour en jour meilleurs en tout.

Daignez nous seconder et nous faciliter les moyens.

Pardonnez-nous, ô mon Grand Dieu! tous nos péchés, toutes nos fautes et toutes nos inadvertances. Pardonnez-nous les, ô mon Grand Dieu! et faites que nous nous en corrigions de jour en jour davantage, de même que nos défauts, et que nous en commettions de jour en jour moins.

le règne de Catherine, mais toutes les sociétés de ce genre étaient alors considérées comme antigouvernementales et solidaires des organisations secrètes et de la franc-maçonnerie: poursuivies dès cette époque, elles le furent encore davantage pendant le règne de Paul I^{er}. Sous Alexandre, l'activité de toutes ces sociétés, secrètes ou déclarées, augmenta d'une façon extraordinaire, et après la Guerre Patriotique et la lutte contre Napoléon, la passion du mystérieux gagna tout le monde. Les uns devinrent mystiques, les autres francs-maçons; certains, maçons et mystiques à la fois, ainsi que le montre d'une façon saisissante l'exemple de Kochéleff et de Labzine. Le premier était franc-maçon convaincu, mais manifestait de la sympathie pour le mysticisme; le second, plutôt mystique, n'était pas indifférent à la franc-maçonnerie. Même au sein du clergé, d'éminents pasteurs de l'église comme Philarète (qui s'illustra par la suite comme métropolite de Moscou), comme le métropolite de St-Pétersbourg, Michel (successeur du métropolite Ambroise), s'intéressaient ouvertement aux mystiques; mais tous s'accordaient à condamner la franc-maçonnerie *).

Sachant que l'Empereur Alexandre, lui aussi, était tourmenté par de constantes inquiétudes religieuses et cherchait à apaiser son âme tantôt en lisant l'Écriture Sainte, tantôt en s'entretenant avec des frères moraves, des quakers et des femmes exaltées comme Mme de Krüdener et Catherine Tatarinoff, toute la société russe s'intéressait à ces questions, non pas peut-être à un égal degré, mais elle suivait avec

O mon Grand Dieu! épargne à nous, préserve-nous, détourne de nous et garantis-nous de toutes les épreuves, tous les malheurs, chagrins, peines, déplaisirs, ennuis, maladies, incommodités, inquiétudes, embarras, difficultés, empêchements, désagréments et de toutes les choses désagréables, contrariétés, contraintes et contre-temps.

O mon grand Dieu! épargne-nous les, détourne-les de nous, garantis-nous en, et préserve-nous en, mais par contre fais aussi que s'ils s'en présentent, nous nous en tirions avec noblesse de sentiments et grandeur d'âme et fais aussi que nous ayons du courage et de l'espérance en toi.

Rends-nous heureux, ô mon Grand Dieu!

*) Voir le journal de Borovikowsky, 23 août 1819: „Le bruit court que le prince Golitzyne et Philarète veulent constituer un nouveau groupement chrétien qui s'opposerait à la franc-maçonnerie“.

attention toutes les doctrines, le mouvement des sectes, l'action des prédicateurs orthodoxes (Philarète, Photius) et celle des dissidents.

Evidemment, la partie la plus fanatique du clergé orthodoxe n'approuvait pas ces entraînements du public, et, quand les choses commencèrent à aller trop loin, il se manifesta parmi les pasteurs de l'Eglise un désir bien compréhensible de mettre fin à un état de choses qui, d'après eux, minait les fondements de l'église orthodoxe. A cette catégorie appartenaient le métropolite de St-Pétersbourg, Séraphin (successeur du métropolite Michel et protégé d'Araktchéeff), le métropolite de Kieff, Eugène, et l'archimandrite de Yourieff, Photius. Ce dernier était le plus ardent adversaire de toutes les sectes et exécrait encore davantage les mystiques; les deux métropolites étaient moins violents et s'accommodaient plus aisément aux circonstances. Parmi les gens du monde inspirés des mêmes idées, figuraient notamment A. Chichkoff et surtout Araktchéeff. Ils ne triomphèrent que trois ans avant la mort de l'Empereur, mais il y avait longtemps qu'ils avaient engagé la lutte qu'ils conduisirent progressivement. Pypine dit à ce sujet: „Cette partie du clergé avait derrière elle tous les éléments ultra-conservateurs, tous les gens aux yeux de qui toute innovation apparaissait dès le principe comme un germe de corruption et comme une menace contre l'église, le trône et la patrie. Il est probable que, personnellement, Araktchéeff s'inquiétait fort peu de la Société Biblique, mais la haine des conservateurs contre cette société lui parut un moyen commode pour renverser le prince Golitzyne“ *).

Cette lutte entre les mystiques et une partie du clergé est remarquablement caractérisée par l'incident que souleva le livre d'un certain Stanéwitch, intitulé *Entretien au tombeau d'un nouveau-né sur l'immortalité de l'âme*. L'archimandrite Innocent accorda en 1818

*) Voir dans le *Messenger d'Europe*, novembre 1868, l'article de Pypine sur *La Société Biblique russe* (en russe).

son visa de censeur à ce livre, qui contenait des allusions transparentes aux mystiques et à l'attitude des autorités à leur égard, le tout exprimé dans un langage agressif et injurieux. L'Empereur, qui en eut connaissance par le prince Golitzyne, fut indigné: l'archimandrite reçut un blâme sévère et fut mis en disgrâce: nommé évêque d'Orenbourg, il se vit pourtant, en raison de son état de santé, transféré à l'évêché de Penza, où il mourut au bout d'un an (1819). violemment irrité de la peine infligée à Innocent, l'archimandrite Photius, qui se considérait comme son disciple, jura de se venger du prince Golitzyne à la première occasion, et il y réussit.

Cependant, le prince Golitzyne, Labzine, Kochéleff, Philarète, en un mot, toutes les principales autorités du ministère des cultes et de l'instruction publique, étaient desservis surtout par leurs principaux collaborateurs, qui, ou bien jouaient un double jeu comme A. Tourguéneff, ou bien s'efforçaient de leur faire perdre la confiance du public en prenant à dessein des mesures sévères et injustes. A cette dernière catégorie appartenaient deux hommes connus par leur bassesse, Rounitch et surtout Magnitzky. Tous deux s'étaient habilement insinués à la Société Biblique et s'efforçaient de lui imprimer le plus sombre cachet d'obscurantisme. Tous deux, en même temps, flagornaient honteusement Photius et Araktchéeff, à qui ils rapportaient tout, tandis qu'avec le prince Golitzyne, ils affectaient un dévouement sans réserve. Aussi n'est-il pas surprenant qu'avec de pareils personnages l'arbitraire de la censure ait pris des proportions telles qu'il révoltait non seulement Pouchkine et Joukowsky, mais encore Dmitrieff et même Karamzine. Karamzine écrivait notamment à Dmitrieff: „Le prince Golitzyne est un excellent homme.... mais je ne suis pas du tout intime avec lui, et quant à Kochéleff, je ne le connais pas; au reste je ne fais pas profession de m'occuper de textes. Il m'arrive parfois de regarder le ciel, mais pas quand on me regarde...“ Karamzine n'avait même jamais vu Kochéleff, bien que celui-ci habitât le Palais d'Hiver, où l'historiographe de l'Empire russe allait fré-

quemment. Il n'est donc pas étonnant que, quand Golitzyne tomba en disgrâce, tous ces gens aient vu avec plaisir nommer à sa place Chichkoff, en dépit même de son grand âge. Mais n'anticipons pas.

Si les mystiques et la Société Biblique, dont les membres se rattachaient presque tous au mysticisme, étaient en butte à l'hostilité de la majorité du clergé orthodoxe, ils furent combattus bien plus vivement encore en Europe par le clergé catholique et par le Pape. Chez nous, cette lutte fut marquée par deux grands actes: le 20 décembre 1816, un oukaze impérial bannit de St-Pétersbourg tous les membres de l'ordre des Jésuites, et le 13 mars 1820, ils furent chassés même de Russie. En 1816 également, le Pape Pie VII frappa d'interdiction la Bible polonaise éditée par la Société Biblique, et, en 1824, cette interdiction fut renouvelée par le successeur de Pie VII, le Pape Léon XII *).

Ce qui, en Russie, indisposait beaucoup de gens contre les agissements et les doctrines des mystiques russes, alors au pouvoir, c'était l'impossibilité où l'on était de formuler des critiques contre eux, attendu que la censure était tout entière entre les mains du prince Golitzyne et de ses collaborateurs et coreligionnaires.

En outre, malgré toute sa tolérance, l'Empereur lui-même n'aimait pas qu'on blâmât ou critiquât les mesures approuvées par lui. C'était là une des manifestations de la bizarrerie de son caractère, où le plus extrême libéralisme était parfois étouffé par les accès d'un absolutisme non moins excessif, ce qui déconcertait à un égal degré ses amis et ses ennemis. En 1847, I. Tourguénéff fit paraître à Paris un livre intitulé: *La Russie et les Russes*, dans lequel il arrive notamment à cette conclusion originale: „Dans la vie russe, où tout se fait mystérieusement et par intrigues, où le grand jour de la publicité n'éclaire que les résultats sans descendre jusqu'aux causes,

*) Voir dans le *Messenger d'Europe*, 1868, l'article de Pypine sur *La Société Biblique russe* (en russe).

la réputation d'un homme dépend moins de lui-même que de ceux qui se chargent de la lui faire“.

Si une telle conclusion peut paraître exagérée d'une façon générale, elle est parfaitement juste pour l'époque considérée, et peut s'appliquer à un grand nombre de personnages du temps d'Alexandre. Un fait digne de remarque, c'est que même des représentants de puissances étrangères signalent la tolérance religieuse de l'Empereur de Russie et en font mention dans leurs rapports. C'est ainsi que, le 4 mars 1817, le ministre de France, comte de Noailles, écrivait: „....Un rescrit de S. M. I. adressé le 21 décembre 1816 au gouverneur de Kherson et publié en dernier lieu dans le *Journal de St-Petersbourg* mérite d'être remarqué par les principes de tolérance religieuse qui y sont établis. Ce rescrit a pour objet la secte des *Douchoborzi*. Les individus qui la composent se trouvent réunis dans le district de Mélitopol (gouvernement de Tauride), et, d'après les ordres de l'Empereur et au mépris des dénonciations dirigées contre eux, ne doivent être troublés en aucune manière pour leur croyance religieuse, mais au contraire traités et protégés comme les autres sujets de S. M. I., la persécution n'étant jamais un moyen bon et chrétien de ramener à la véritable église. C'est ainsi que s'exprime ce rescrit....“ Le 30 mai 1817, Noailles écrit encore: „....L'Empereur semble se délasser des soins du Gouvernement en se livrant aux sentiments religieux qui remplissent son cœur et dominent son esprit; il continue à porter le plus grand intérêt à la Société Biblique.

„Le bref du Pape (Pie VII) adressé à l'archevêque polonais de Gnesne et dirigé contre cette société, le refus qu'on dit avoir été fait par le Saint-Père d'accéder à la Sainte Alliance ont irrité l'Empereur Alexandre contre l'Eglise Romaine. S. M. I. a donné vingt mille roubles à M. Stourdza, grec d'origine, jeune homme remarquable par l'étendue de son esprit et de ses connaissances, pour faire imprimer à Weimar un ouvrage renfermant une apologie de

l'Église orthodoxe et des attaques virulentes contre l'église d'occident *). Je n'ai pas lu cet ouvrage; on le dit écrit avec talent, il produit un grand effet dans le monde et devient un sujet de triomphe pour les Grecs, qui, comme vous le savez, tiennent beaucoup à leur religion, encore plus peut-être par orgueil national que par profonde conviction....“ **).

Ces rapports sont particulièrement précieux pour nous, car ils témoignent de l'importance que les étrangers attribuaient à la tolérance de l'Empereur à l'égard des sectes et du rôle joué par la Société Biblique, rôle qui n'avait pas échappé au légitimiste convaincu qu'était Noailles, premier représentant de la France à St-Petersbourg après l'avènement de Louis XVIII.

Le rapport de Noailles est entièrement confirmé par un autre témoignage, celui du secrétaire d'Etat Martchenko, qui faisait partie de la Suite de l'Empereur lors du voyage que fit Alexandre dans le sud de la Russie en 1818. Voici ce que raconte Martchenko dans son autobiographie: „A Kieff, au moment même où l'Empereur montait en voiture pour continuer sa route vers Varsovie, une trentaine de paysans se présentèrent avec une supplique. L'Empereur, pressé par le temps, me chargea de parlementer avec eux et partit. Ces paysans étaient des délégués des *molokany* (*buveurs de lait*) et des *doukhobortzy* (*lutteurs de l'esprit*) établis à Molotchnyia Vody, dans le gouvernement de Tauride, parmi des Nagais ****) et des colons allemands. Ils se plaignaient des vexations que leur infligeait le gouverneur général, comte Langeron....

*) *Considérations philosophiques et morales sur la doctrine de l'église orthodoxe*. Stuttgart et Tubingue. Cotta, 1816. Quelques années après, une réfutation de cet ouvrage parut sous le titre suivant: *L'église catholique justifiée contre les attaques d'un écrivain qui se dit orthodoxe*, par M****, Lyon et Paris, Rusand, 1822. Cette réfutation fut attribuée à la comtesse Catherine Rostopchine, née Protassoff.

***) Archives du Quai d'Orsay (Ministère des affaires étrangères à Paris).

****) Population tatare des steppes de la Russie méridionale, qui tirait son nom du fameux Nagai, un des khans de la Horde d'Or au XIV^e siècle.

„Arrivé à Varsovie, je fis à l'Empereur un rapport détaillé et lui exprimai mes craintes touchant la propagation des principes néfastes des doukhobortzy. „Il y a longtemps que je les connais“, dit l'Empereur, „et c'est pourquoi je les ai installés au milieu des Nagais et des Allemands: là, ils ne peuvent dévoyer personne. Leur doctrine est funeste et dangereuse, mais je ne veux pas asservir les consciences. Ils ont cessé de me reconnaître comme souverain, et je l'ai toléré à la condition qu'ils rempliraient leurs obligations civiles. Ils ont refusé de prêter serment, et j'ai donné l'ordre qu'on se contentât de leur parole d'honneur. Pendant la guerre, ils ne voulaient pas se servir de leurs fusils, invoquant le précepte de l'Écriture: „Tu ne tueras point“, et quand on leur représentait qu'on les faisait marcher contre les ennemis de la patrie, ils répondaient que la loi de Moïse, tout en permettant de se défendre, ne parle nulle part de la patrie. C'est alors seulement que je dus donner l'ordre de fusiller deux ou trois d'entre eux“.

„Cependant, les papiers reçus du comte Langeron confirmèrent que, sur les instances du clergé, il voulait effectivement contraindre les doukhobortzy à se soumettre à l'Église et aux décrets impériaux.

„Aussi l'Empereur fit-il donner à Langeron des instructions pour qu'à l'avenir les autorités ecclésiastiques et la police provinciale cessassent de s'immiscer dans les affaires des doukhobortzy et les papiers furent envoyés au prince Golitzyne, au ministère des cultes“.

Nous avons interrompu la suite chronologique de notre exposé après le Congrès de Vienne pour consacrer au mysticisme la première partie du présent chapitre. Revenons maintenant aux événements de l'année 1815. De Berlin, Alexandre se rendit dans le nouveau Royaume de Pologne qu'il venait de créer. Pour affirmer la bonne volonté dont il était animé à l'égard des Polonais, l'Empereur revêtit l'uniforme polonais et, le 31 octobre, il fit son entrée solennelle à Varsovie par la porte Mokotowskaia. L'aristocratie polonaise fêta son

bienfaiteur en donnant des soirées et des bals au cours desquels l'Empereur sut charmer tout le monde par ses manières affables.

Mais toute une partie de la société polonaise restait mécontente, estimant qu'on n'avait pas doté le nouveau royaume d'acquisitions territoriales suffisantes, et désirant que la Volhynie, la Podolie et la Lithuanie fussent comprises dans ses possessions. Le prince Oginski vint à Varsovie à la tête d'une délégation des gouvernements lithuaniens (Vilna, Grodno et Minsk) pour avoir un entretien avec Alexandre, en tant que Roi de Pologne. La délégation fut reçue avec bienveillance; pourtant, dans ses entretiens avec le prince Oginski, Alexandre ne dit rien de positif, s'abstint de toute promesse ferme, mais fit de nombreuses allusions à l'avenir, à la confiance qu'on devait lui accorder personnellement, et engagea les Polonais à la patience, ajoutant qu'ils devaient se garder de compromettre par des démarches inconsidérées le succès des projets en préparation. Le 15 novembre, fut signée à Varsovie la charte constitutionnelle du Royaume de Pologne, et la nomination comme vice-roi du général Zaïoncsek, qui avait commandé avec distinction les troupes polonaises sous Napoléon.

Personne ne s'attendait à cette nomination, et moins que tout autre le prince Adam Czartoryski. L'ami du Tsar se considérait en effet comme certain d'obtenir le poste envié de vice-roi; ce titre sonnait agréablement à son oreille et flattait son ambition. Il est hors de doute que sa déception fut inexprimable, mais il dut la dissimuler et dévorer sa peine en silence et avec dignité, en se contentant de la présidence du Sénat polonais. Son séjour au quartier général des troupes alliées, ses voyages à Paris et à Londres, ses visites à Jérémie Bentham, sa participation au Congrès de Vienne, rien n'y fit. Il était encore plus cruellement déçu cette fois dans les espérances qu'il fondait sur la protection de l'Empereur qu'il ne l'avait été aux jours de Memel (1802), d'Austerlitz (1805) et de Tilsitt (1807), à la fin de l'heureux temps où, membre du Comité Secret, il dirigeait la politique étrangère de la Russie. On ne sait pas d'une

façon certaine ce qui s'était passé entre l'Empereur et lui, mais il est probable que les emprunts de 1811 et aussi les expressions peu respectueuses dont il se servait parfois dans ses lettres, ne furent pas sans influencer sur cette décision inattendue. Il n'y eut évidemment pas d'explication entre eux: l'Empereur n'en admettait pas dans ses relations avec ses collaborateurs en général, mais il jugea simplement qu'il n'y avait pas lieu de nommer Czartoryski au poste de vice-roi.

L'Empereur revint à St-Pétersbourg le 2 décembre 1815, et le 1^{er} janvier 1816 parut le fameux manifeste d'actions de grâces qui souleva tant de commentaires en Russie et à l'étranger et qui, dans ses grandes lignes, était l'expression de cette tendance à la religiosité qui déconcerta les contemporains et leur fit concevoir des inquiétudes au sujet des courants nouveaux auxquels s'abandonnait l'arbitre des destinées de la Russie.

Ici encore, j'ai le regret de me séparer des vues exprimées par Schilder dans le tome IV de son *Histoire* sur les idées et le rôle d'Araktchéeff et sur l'influence exercée par lui durant les dix dernières années du règne d'Alexandre. Dès le début de son exposé, Schilder émet l'assertion suivante: „On peut affirmer qu'à ce moment Araktchéeff devint le premier, ou plutôt l'unique ministre; tous les autres dignitaires de l'Empire perdirent leur crédit et leur influence sur les affaires de l'Etat“. Jugement fort mal fondé, car nous avons au contraire, dans les lignes qui précèdent, constaté d'autres influences, notamment celles du prince Golitzyne et de Kochéleff, ainsi que l'initiative fréquente de l'Empereur lui-même. Si Schilder avait limité sa déduction au Conseil de l'Empire, qui à cette époque avait perdu toute importance et sur les décisions duquel Araktchéeff exerçait une influence prépondérante, il serait dans le vrai. Cette erreur d'appréciation de l'historien d'Alexandre est due en partie à ce que, dans plusieurs chapitres du tome IV, il s'appuie exclusivement sur les mémoires inédits de Mikhaïlowsky-Danilewsky. Ces mémoires ne méritent, selon nous, que peu de crédit, attendu que Mikhaïlowsky-

Danilewsky s'écarte souvent de la vérité et voit tous les événements à travers le prisme étroit d'un parvenu de Cour désireux de se pousser, qui recherche les bonnes grâces tantôt du prince Wolkonsky, tantôt de Tchernycheff, tantôt du comte Benckendorff. Ses exposés et ses jugements sont à tel point entachés de partialité et de parti-pris qu'il est vraiment très difficile de se servir de son témoignage, et à plus forte raison, de fonder des conclusions sur de pareils souvenirs *).

L'année 1816 fut encore marquée par la nomination du prince Lopoukhine à la présidence du Conseil de l'Empire, vacante à la mort du prince Saltykoff, et par le remplacement de l'incapable Rtichtcheff, commandant du corps d'armée de Géorgie **) et en même temps chef de l'administration civile du Caucase, par le glorieux soldat et russe de souche qu'était Ermoloff. Cette nomination eut pour le Caucase une portée considérable, et l'on ne peut se refuser à reconnaître qu'il était difficile de faire un meilleur choix pour un poste aussi lourd de responsabilités. Et là encore, il n'y eut pas la

*) Voici notamment comment le secrétaire de l'Empire Martchenko caractérise dans son journal Mikhaïlowsky-Danilewsky: „Le dernier ouvrage du général Mikhaïlowsky-Danilewsky, à qui, sur l'ordre de l'Empereur, on a ouvert toutes les archives, doit être plus exact que les autres; mais j'avoue qu'avec toute la considération que j'ai pour ses mérites, je n'ai qu'une médiocre confiance dans sa véracité quand je le vois s'attribuer le rôle d'intime collaborateur du feld-maréchal Koutouzoff et de l'Empereur Alexandre, et surtout quand je le vois flatter d'une façon vraiment excessive certains grands personnages.... Je sais de la façon la plus certaine qu'avant 1830, il n'a été en faveur ni près du prince Wolkonsky, ni près du comte Tchernycheff.

.... Pour ce qui est des années 1812 à 1815, je dirai qu'en 1812 Mikhaïlowsky-Danilewsky entra dans la milice et fut employé à la chancellerie du commandant en chef.... On se demande alors quand et pourquoi Mikhaïlowsky-Danilewsky, qui était un tout jeune homme, aurait pu être l'intime de Koutouzoff, qui avait autour de lui Konovnitzyne, Toll, etc.... Pendant toute l'année 1813, Mikhaïlowsky-Danilewsky resta à la chancellerie du prince Wolkonsky, que dirigeait le colonel Séliavine; au congrès de Vienne et jusqu'au second voyage du prince à Paris, il était au service du prince Wolkonsky pour régler les dépenses et veiller sur les objets précieux, et, en 1816, il n'avait pas dépassé le grade de capitaine. D'après ces états de service et ces grades, on peut juger des hâbleries de Mikhaïlowsky-Danilewsky. (*L'antiquité russe*, mars 1896. *Notice autobiographique du secrétaire d'Etat Martchenko*, par B. Bilbassoff [en russe].)

**) Ce corps reçut en 1819 le nom de Corps du Caucase, sur les instances du général Ermoloff, qui ne trouvait pas heureuse la dénomination de Corps de Géorgie.

moindre influence d'Araktchéeff, qui, tout au contraire, ne pouvait souffrir Ermoloff pour son indépendance de caractère.

Au mois d'août de la même année, Alexandre entreprit un voyage en Russie: il alla d'abord à Moscou, puis visita Toula, Kalouga, Roslavl, Tchernigoff, Kieff, Jitomir et Varsovie, afin de parcourir, comme il a été dit plus haut, les gouvernements les plus éprouvés par la guerre et de hâter par sa présence l'exécution des mesures arrêtées. Schilder fait à ce propos la réflexion suivante: „Il semble que l'Empereur voulût, par d'incessants déplacements et par un continuel changement d'impressions, chasser la mélancolie qui s'était emparée de lui“. Cette remarque serait parfaitement à sa place après l'affaire du régiment Sémenowsky, c'est-à-dire pour la période postérieure à 1822, durant laquelle le caractère de l'Empereur était en effet devenu tout à fait sombre; mais en 1816, il n'y avait pas trace en lui d'humeur noire, et il était seulement d'une religiosité exaltée.

La vieille capitale fit à son Tzar l'accueil le plus chaleureux. Toute la population de Moscou était animée des mêmes sentiments, sans en excepter la noblesse, à laquelle Alexandre adressa un discours particulièrement cordial. Mikhaïlowsky-Danilewsky s'étonne que, le jour de l'anniversaire de Borodino, l'Empereur n'ait pas visité le champ de bataille et n'ait pas même fait célébrer à Moscou un service commémoratif. Il ajoute que, loin de là, Alexandre assista le 26 août à un bal donné par la comtesse Orloff-Tchesmensky, et remarque que d'ailleurs, d'une façon générale, il n'aimait pas rappeler le souvenir de la Guerre Patriotique, tandis qu'il était allé visiter, lors de son séjour à Vienne, le champ de bataille de Wagram et, quand il passa à Bruxelles, celui de Waterloo. En ce qui concerne le bal de la comtesse Orloff, il faut dire qu'il eut lieu non pas le 26, mais le 24 août, et que, le jour de l'anniversaire de Borodino, il n'y eut aucun bal à Moscou. Pour ce qui est des allusions à la Guerre Patriotique, il y a dans l'opinion émise par Mikhaïlowsky une part de



*Le Césarewitch
Constantin Pavlowitch*



*Le Prince
M. Barclay de Tolly*



Le Comte I. Diebitch



Le Comte M. Miloradowitch

vérité, confirmée par d'autres témoignages. Mais on ne saurait guère tirer de là aucune déduction: il est possible que l'idée du sang versé et de tant de vies humaines sacrifiées fût pénible pour Alexandre, qui était d'un tempérament impressionnable.

Le 30 août 1817, jour de la fête de l'Empereur, fut rendu l'oukaze concernant Spéransky et Magnitzky; la surprise et la perplexité furent au comble. „Avant le commencement de la guerre de 1812“, dit l'Empereur dans ce document, „au moment même où je me rendais à l'armée, des faits avaient été portés à ma connaissance, dont la gravité m'obligea à écarter du service le conseiller privé Spéransky et le conseiller d'Etat Magnitzky. A tout autre moment, je n'aurais pas pris une pareille mesure sans procéder d'abord à une enquête sérieuse, qui fut alors impossible en raison des circonstances. A mon retour, après un examen attentif et sévère de leurs actes, je n'ai pas trouvé de raisons convaincantes de les suspecter. C'est pourquoi, désirant leur fournir le moyen de ce justifier entièrement par de zélés services, je décide: de nommer le conseiller intime Spéransky gouverneur civil de Penza et le conseiller d'Etat actuel Magnitzky vice-gouverneur de Voronège“.

Il y avait quelque ironie dans le rapprochement du nom de Spéransky avec celui de ce Magnitzky, servile exécuteur des volontés d'autrui, qui ne savait que dire: „A votre gré“ ou „Comme il vous plaira“

Quant à Spéransky, si regrettable que la chose puisse être pour sa mémoire, il faut cependant avouer que cette première mesure de faveur, après cinq ans de disgrâce, ne fut prise que grâce au concours d'Araktchéeff, à qui non seulement il écrivit, mais rendit même visite à Grouzino en 1816, ainsi qu'il appert d'une lettre de Spéransky datée du 28 mai 1820, qui se trouve parmi d'autres papiers d'Araktchéeff aux archives de la chancellerie du ministère de la guerre (№ 33): „Je suis tout droit mon chemin, sans regarder à droite ni à gauche, suivant le conseil que m'a donné dès 1816 un bon ermite

dans sa résidence de Grouzino, et je vérifie la justesse de son opinion, qui m'est toujours précieuse“.

Après avoir quitté Moscou le 31 août et visité les villes citées plus haut, l'Empereur arriva le 18 septembre à Varsovie, où il resta un peu plus de quinze jours (jusqu'au 5 octobre), pour voir son frère Constantin, étudier avec lui les affaires de Pologne et passer en revue les troupes. Il ne cessa pas d'être d'une excellente humeur durant ce séjour.

Au cours de cette même année 1817, eut lieu le mariage du grand-duc Nicolas Pavlowitch avec la princesse Charlotte de Prusse, fille du roi Frédéric-Guillaume, ainsi que la pose de la première pierre de l'église construite à Moscou, au Mont des Moineaux, en mémoire de la Guerre Patriotique.

En mars 1818, l'Empereur retourna de Moscou à Varsovie, où il prononça un important discours à l'ouverture de la première Diète polonaise. Ce discours préoccupa longtemps Alexandre, qui y consacrait toute son attention. Schilder assure que, deux jours seulement avant de le prononcer, l'Empereur appela près de lui le comte Capo d'Istria *), entré en 1816 au ministère des affaires étrangères en qualité de secrétaire d'Etat et adjoint de Nesselrode à la direction de ce département. Il est curieux de constater qu'un étranger, un grec, était encore convié à participer à des travaux aussi délicats, comme précédemment un polonais, le prince Czartoryski, au temps où le comte Worontzoff était chancelier, au début du règne.

L'Impératrice Elisabeth fait du comte Capo d'Istria le portrait suivant **): „Ce comte Capo d'Istria est un caractère que je ne puis débrouiller encore, malgré qu'il fait depuis longtemps un objet d'étude pour moi. Quelquefois j'ai cru y voir clair et je me sentais vraiment

*) Le tome III du *Recueil de la Société Historique Russe* contient un mémoire du comte Capo d'Istria intitulé: *Aperçu de ma carrière politique depuis 1798 jusqu'à 1822*; mais la conversation rapportée plus bas par Schilder ne s'y trouve pas.

***) Grand-Duc Nicolas Mikhaïlowitch, *L'Impératrice Elisabeth*, T. II, p. 635.

attirée à lui avec toute la confiance que mériterait une réunion de talents et de belles qualités. Mais tout à coup il se présente en lui des revers qui contredisent ce que vous aviez cru solidement établi, et vous êtes rejeté à cent lieues en arrière. Beaucoup de finesse fait, je crois, le fond de ce caractère, et le sol sur lequel il marche la favorise encore davantage: c'est d'ailleurs le caractère national grec, et de la finesse à la duplicité il n'y a pas loin. Or, il n'y a pas de barrière plus sûre pour mon caractère que celle de la duplicité; partout où je la vois, je m'arrête et je retourne sur mes pas“.

Rapportons maintenant le récit de Schilder. L'Empereur, ayant appelé près de lui Capo d'Istria, lui dit: „Voici mon discours“, lui en donna lecture, puis, lui remettant le manuscrit, ajouta: „Je vous donne toute latitude pour les retouches de style et de grammaire, les points et les virgules, mais je n'admettrai pas d'autres changements“. Néanmoins, Capo d'Istria, après s'être conformé aux instructions de l'Empereur, rédigea de son côté un projet de discours; mais ce projet n'eut aucun succès auprès de l'Empereur, qui voulut conserver le sien. Ce discours fut traduit en russe par le prince Viazemsky, alors attaché à la chancellerie de Novossiltzoff.

Or on voit par la correspondance d'Alexandre avec Kochéleff que l'unique inspirateur et censeur du discours en question ne fut autre que Kochéleff lui-même, chose qu'ignorèrent les contemporains et dont Schilder n'eut pas non plus connaissance. Le discours, écrit en français de la main de l'Empereur, fut lu à la séance de la diète par le secrétaire de l'Empire. C'est une des pages les plus libérales qui soient sorties de la plume de l'Empereur Alexandre; les principes constitutionnels y étaient posés comme base de toute l'administration du Royaume de Pologne. Là encore, évidemment, il n'y avait pas l'ombre d'une influence d'Araktchéeff ou de Chichkoff; on y trouvait plutôt la trace des doctrines de Laharpe, que l'Impérial élève du philosophe s'était remarquablement assimilées.

Naturellement, ce discours enthousiasma les Polonais, mais il fut mal accueilli en Russie et provoqua les critiques du Césarewitch Constantin qui, bien que siégeant à la Diète polonaise comme député du faubourg de Praga à Varsovie, n'avait jamais manifesté de sympathie pour les principes libéraux. Quant à Alexandre, on voit, par une lettre qu'il adressa à Kochéleff, qu'il fut très satisfait et de son discours et de l'impression qu'il avait produite sur les Polonais, attribuant d'ailleurs le tout à une grâce particulière de la Divine Providence.

Mais cette satisfaction n'était pas partagée par la majorité des Russes et en particulier par les milieux militaires, où le séjour de l'Empereur à Varsovie et l'attention sympathique qu'il accordait aux Polonais provoquaient des critiques et faisaient naître des craintes pour l'avenir. Le prince Paskéwitch raconte dans ses mémoires que, pendant ce séjour de l'Empereur à Varsovie, il dit un jour, en présence de Miloradowitch, au comte Ostermann-Tolstoï: „Qu'advientra-t-il de tout cela?“ et que le comte lui répondit: „Il advientra que dans dix ans tu les prendras d'assaut!“ Le comte Ostermann ne se trompait que de trois ans dans sa prédiction *). Et Zakrewsky écrivait à Kisséleff: „Le discours que l'Empereur a prononcé à la Diète est très beau, mais il peut avoir des conséquences effroyables pour la Russie, comme tu t'en rendras facilement compte d'après sa teneur“ **). Le comte Rostopchine écrivait de même au comte Worontzoff: „.... Le discours de l'Empereur à Varsovie, ses préférences marquées aux polonais et l'insolence de ceux-là ont monté les têtes; des jeunes gens lui demandent la constitution. Tout cela finira par le renvoi d'une douzaine des plus bavards; car on sait crier, mais pas se révolter, et il n'y a que les langues qui s'insurgent. On regarde comme une constitution la liberté des paysans, qui est contre le vœu de

*) Prince Chtcherbatoff, *Le feld-maréchal général prince Paskéwitch*. St-Petersbourg, 1888 (en russe).

***) *Recueil de la Société Historique Russe*, T. LXXVIII, p. 192 (en russe); Schilder, T. IV, p. 95.

la noblesse, mais on ne voudra pas restreindre son pouvoir et se mettre sous l'empire de la justice et de la raison“ *). Ainsi raisonnaient non seulement Rostopchine, Zakrewsky et Ostermann, mais encore Ermoloff et Kisséleff et tous les meilleurs esprits de l'époque.

En quittant Varsovie, Alexandre alla naturellement sans tarder rendre visite, le 18 avril 1818, à la famille du prince Czartoryski, à Pulawy. Cette nouvelle attention témoignée au prince ne calma probablement pas son secret dépit de voir qu'il était donné à d'autres qu'à lui de jouer un rôle prépondérant dans le nouveau Royaume, mais ce fut néanmoins une satisfaction pour l'amour-propre de l'ambitieux seigneur.

L'Empereur entreprit ensuite un long voyage dans le sud de la Russie: après avoir d'abord visité la Bessarabie, il arriva à Odessa en passant par Tiraspol. Il avait été rejoint en cours de route par le comte Araktchéeff, qui revenait de visiter les colonies militaires. A Odessa, l'Empereur enleva à Bennigsen le commandement en chef de la deuxième armée pour le confier au feld-maréchal prince Wittgenstein. La Nouvelle-Russie était alors administrée par le comte Langeron, qui, succédant un duc de Richelieu **), ne déployait pas moins de zèle que lui, mais sans avoir son talent. Néanmoins, les deux gouverneurs français firent beaucoup pour la ville d'Odessa, où ils ont laissé un bon souvenir, et facilitèrent considérablement la tâche au futur bienfaiteur de la province, le comte M. Worontzoff, qui à ce moment était encore en France avec les troupes d'occupation ***).

Après Odessa, l'Empereur visita Vosnessensk, Nicolaëff, Kherson, Pérékop, Simféropol, Kertch, toute la côte méridionale de la Crimée,

*) *Archives Worontzoff*, T. VIII, p. 363.

***) D'Odessa, l'Empereur envoya à Paris un courrier de cabinet pour remettre au duc de Richelieu les insignes de l'ordre de St-André, en récompense des services rendus pendant son administration.

****) C'est à peu près à cette époque que mourut le feld-maréchal Barclay de Tolly; le commandement de la première armée fut alors donné au général Osten-Sacken.

la vallée de Baïdar et Sébastopol, où il inspecta pour la première fois les colonies militaires du comte Witt, puis la flotte, admirant les beautés du littoral de la Crimée et visitant les pittoresques monastères de la région. Enfin, il examina les travaux de fortification en cours d'exécution à Sébastopol et passa en revue la flotte de la mer Noire. Après un séjour d'une dizaine de jours en Crimée, l'Empereur repartit de Pérékop pour Novotcherkassk, Taganrog, Rostoff, Nakhitchévan, puis regagna Moscou par Voronège, Lipetzsk et Riazan. Le 1^{er} juin, il était de retour à Moscou, enchanté de tout ce qu'il avait vu. Le 3 juin, il y reçut la visite du Roi de Prusse, puis regagna avec son hôte Tsarskoé Sélo et Péterhof, où furent données toute sorte de fêtes jusqu'au départ du Roi pour Berlin (5 juin). Le 27 août, l'Empereur quitta la Russie pour aller assister au Congrès d'Aix-la-Chapelle.

Alexandre s'arrêta naturellement à Berlin pour rendre visite au Roi et à la Famille Royale de Prusse, et à cette occasion, il eut avec l'évêque prussien Eylert des entretiens spirituels répétés, qui laissèrent une impression profonde aux deux interlocuteurs. Eylert entendit développer pour la première fois par l'Empereur de Russie l'idée de la Sainte Alliance et découvrit ainsi la métamorphose morale qui s'était produite dans les sentiments d'Alexandre. L'évêque allemand fut vivement frappé et séduit par ces conversations, ainsi qu'il le montra par la suite en disant de l'Empereur: „Er sprach mit orientalischer Begeisterung“. Il s'empressa naturellement de faire part de ses impressions à Frédéric-Guillaume, qui lui conseilla de noter immédiatement pour l'édification de la postérité tout ce qu'il avait entendu, et Eylert s'empressa de le faire.

Cependant, la personnalité si attrayante de l'Empereur de Russie n'inspirait pas seulement de l'intérêt, mais aussi une certaine crainte à une partie de l'opinion allemande et autrichienne. Des philosophes et des officiers allemands s'inquiétaient à la pensée qu'après avoir secoué le joug de Napoléon, la Prusse pourrait tomber sous la tutelle de la Russie victorieuse et de son Souverain, qui, en jouant au libéral

avec les fils de la Révolution, cherchait à les enrôler dans l'intérêt général de la chrétienté. En Autriche, en particulier, le prince de Metternich considérait avec défiance les démarches politiques d'Alexandre en vue d'englober dans la Sainte Alliance les petits Etats eux-mêmes, ce qui ne s'accordait nullement avec les plans du Cabinet autrichien.

Les idées politiques de Metternich ont trouvé un interprète dans le fameux parvenu politique Gentz, qui rapporte des détails intéressants sur bien des faits de cette époque. Gentz a une parfaite intelligence de la politique de l'Empereur Alexandre, mais sans pouvoir s'affranchir dans ses jugements de l'influence de son protecteur, Metternich. Voici ce qu'il écrit à ce moment au sujet d'Alexandre :

„L'Empereur de Russie est le seul Souverain qui soit en état de réaliser les plus vastes entreprises. Il est à la tête de l'unique armée sur laquelle on puisse compter en Europe. Rien ne peut résister au choc de cette armée. Aucun des obstacles qui arrêtent les autres Souverains n'existe pour celui-là, comme par exemple les formes constitutionnelles, l'opinion publique, etc. Ce qu'il a décidé aujourd'hui, il peut le réaliser demain.

„On dit qu'il est impénétrable, et cependant, tout le monde se permet d'apprécier ses desseins. Il attache un prix extraordinaire à ce qu'on ait une bonne opinion de lui, et il tient plus peut-être à une bonne réputation qu'à ce qu'on appelle la gloire. Il prise davantage les épithètes de pacificateur, de protecteur des faibles, de régénérateur de l'Empire que le titre de conquérant. Un sentiment de religiosité dans lequel il n'y a rien de feint occupe depuis quelque temps une grande place dans son âme et domine tous les autres sentiments. Ce Souverain, en qui le bien et le mal sont si étrangement mêlés, doit nécessairement prêter à de grands soupçons, et il serait téméraire d'affirmer comment il agira dans tel ou tel cas. Mais quand je le vis dans des circonstances données et positives, il me semble qu'il n'est plus téméraire de supposer ce qu'il fera et ce qu'il ne fera pas.

„Il se considère comme le fondateur de la fédération européenne et voudrait qu'on le considérât comme son chef. Durant deux ans (1816--1818), il n'a pas écrit un seul mémoire, ni un seul document diplomatique où ce système n'ait été présenté comme la gloire du siècle et le salut du monde. Se pourrait-il qu'après cela, devant l'opinion publique qu'il considère et qu'il redoute, devant la religion qu'il respecte, il se lançât dans des entreprises injustes pour ruiner une œuvre qu'il croit devoir lui assurer l'immortalité? Si beaucoup pensent que tout cela n'est que comédie de sa part, je demande des preuves“....

On ne peut refuser à Gentz un grand don d'observation, et il faut reconnaître que bien des traits ont été saisis avec exactitude et finesse.

Le 16 septembre 1818, l'Empereur Alexandre arriva à Aix-la-Chapelle, où se trouvaient déjà ses alliés, l'Empereur François II et le Roi Frédéric-Guillaume. Dès le début, se manifestèrent des divergences entre les principes émis par les puissances. La Russie insistait sur l'idée d'une vaste alliance générale, fondée sur la fraternité des peuples et sur le christianisme, et à laquelle devraient adhérer tous les Etats de l'Europe; l'Autriche et l'Angleterre désiraient qu'on se bornât à maintenir la coalition des quatre grandes puissances, à savoir l'Autriche, l'Angleterre, la Russie et la Prusse.

Serge Solovieff a écrit les lignes suivantes au sujet du congrès d'Aix-la-Chapelle: „Une étroite union se manifesta entre les Cabinets de Vienne et de Londres, union dont les principales causes étaient la jalousie et la crainte provoquées par la puissance colossale de la Russie et par l'immixtion de son gouvernement dans toutes les questions européennes. On remarqua du côté russe que l'Angleterre et l'Autriche s'efforçaient, premièrement de maintenir la France dans une tutelle prolongée, deuxièmement de suivre la même politique à l'égard de l'Espagne, troisièmement de maintenir les Pays-Bas et le Portugal sous la dépendance de l'Angleterre, quatrièmement de maintenir les

Etats italiens sous celle de l'Autriche, cinquièmement d'armer la Confédération Germanique pour retenir la Russie dans ses idées de conquêtes, sixièmement d'établir des rapports directs entre l'Allemagne et la Porte, afin d'agir sur la Russie sans violer manifestement la Quadruple Alliance, septièmement de s'immiscer dans les rapports des Etats scandinaves, huitièmement de s'immiscer aussi dans les rapports de la Russie avec la Turquie et la Perse“ *).

Mais les craintes du prince de Metternich et de Castlereagh ne se trouvèrent pas justifiées par l'événement. Malgré leur zèle commun pour prêter à Alexandre des desseins machiavéliques, ils ne réussirent pas cette fois à le prendre en flagrant délit de duplicité. Néanmoins, Metternich, rassuré sur les intentions personnelles de l'Empereur, mais hanté de l'idée bien arrêtée que le nom de la Russie était inséparable d'une politique de conquêtes, concentra toute son attention soupçonneuse sur les agissements des agents russes, extrêmement nombreux à cette époque en Autriche et en Allemagne. Seul, le sagace Gentz exprime une satisfaction sans réserve: „Toutes les inquiétudes ont disparu“, écrit-il... „L'Empereur Alexandre a exposé ses sentiments et ses vues politiques avec une sincérité, une clarté et une précision remarquables. Il a déclaré qu'il n'avait jamais eu la moindre velléité de se rapprocher de la France en sacrifiant ses alliances; qu'il considérait comme un crime, comme une trahison envers l'Europe la seule pensée de rompre la quadruple alliance; qu'il désirait maintenir la paix, observer les traités, soutenir le système politique adopté et suivi depuis trois ans par les grandes puissances. Ces déclarations, faites avec l'accent du plus noble enthousiasme pour le bien général, pour la religion, pour la morale, pour tout ce qu'il y a de plus élevé dans les actions des hommes, ont produit la plus immédiate et la plus forte impression. Les craintes, les incertitudes se sont évanouies. On s'est félicité de n'avoir pas repoussé l'idée du congrès,

*) *L'Empereur Alexandre 1^{er}, politique extérieure*. St-Pétersbourg, 1877 (en russe).

qui a rendu le plus grand service à l'Europe par le seul fait qu'il a provoqué ces explications. L'Empereur Alexandre est resté fidèle à ses déclarations. Pendant toute la durée de la conférence, il s'est distingué par sa sagesse, sa conscience et sa modération. Son Auguste Personne a été le centre du Congrès d'Aix-la-Chapelle: il en a été le promoteur, l'inspirateur, le héros“.

Le Congrès d'Aix-la-Chapelle eut encore à résoudre, entre autres, la question de la participation de la France à la Sainte Alliance. Sur les instances de l'Empereur de Russie, la France fut enfin affranchie de la tutelle des quatre puissances, et les troupes étrangères reçurent l'ordre d'évacuer son territoire. Mais, là encore, l'Angleterre et l'Autriche soulevèrent toutes les difficultés possibles, ne voulant pas que la France se joignît aux autres États alliés pour résoudre les questions européennes. En ce qui concerne les futurs congrès, on renonça à l'idée de les convoquer périodiquement, et l'on décida de se réunir suivant les besoins et les circonstances.

Le congrès terminé, Alexandre se rendit en France pour passer en revue les troupes russes à Valenciennes et à Maubeuge et pour rendre visite au roi Louis XVIII. Le séjour de l'Empereur à Paris fut cette fois extrêmement court, et en quittant Paris, il regagna Aix-la-Chapelle. Quand les travaux du congrès furent à peu près entièrement liquidés, Alexandre se rendit à Bruxelles près de sa sœur Anne; il alla ensuite voir l'Impératrice sa femme à Carlsruhe et sa Mère à Stuttgart. De là il gagna Weimar, où il fut l'hôte de sa sœur Marie, puis Vienne, où il resta seulement dix jours.

De Vienne, l'Empereur rentra en Russie par Olmutz, Teschen, Landshut, Seniawa, où il s'arrêta dans la famille du prince Czartoryski, pour une simple visite de politesse. Il continua ensuite sa route par la forteresse de Zamostié, Brest-Litovsk et Minsk, accompagné dans le parcours en territoire polonais par le Césarewitch Constantin, et le 22 décembre, il était de retour à Tzarskoé Sélo. Presque en même temps, l'Impératrice douairière rentra également de l'étranger.

Quelques jours après, la Grande-Duchesse Catherine était prématurément emportée par un refroidissement consécutif à un érysipèle (28 décembre 1818). Cette perte frappa douloureusement l'Empereur, qui avait pour cette sœur une affection particulièrement vive.

Au cours de l'été suivant, Alexandre fit un nouveau voyage en Russie. Il visita cette fois la partie septentrionale de l'Empire, avec une suite très réduite comprenant seulement, outre le prince Wolkonsky, un de ses médecins Wyllie et le courrier de cabinet Solomko. Alexandre souffrait parfois d'être entouré de trop de gens au cours de ses voyages; il s'efforçait de s'isoler quand il avait un souci ou une peine quelconque, préférant souvent un milieu où il pût s'affranchir de toute contrainte. L'Empereur, toujours très affecté par la mort de sa sœur, se trouvait justement dans ces dispositions et cherchait à dessein la solitude et des impressions nouvelles. Aussi est-il surprenant de voir Schilder souligner le fait que Mikhaïlowsky-Danilewsky, aide de camp de S. M., ne l'accompagna pas dans ce voyage: „Cette fois“, dit l'historien, „Mikhaïlowsky-Danilewsky ne fut pas du voyage; ses envieux et ses ennemis avaient enfin réussi à faire écouter leurs calomnies et à éloigner du Souverain celui qui avait été son compagnon de route pendant de longues années“.

Une telle façon de présenter les choses ne peut que donner lieu à des erreurs et à des méprises historiques. Disons bien haut que Mikhaïlowsky-Danilewsky ne fut jamais l'homme de confiance d'Alexandre, et ne jouit jamais d'une faveur particulière comme aide de camp. Il n'est même guère probable qu'il pût avoir des envieux, attendu que rien dans sa situation n'était de nature à provoquer l'envie et que l'Empereur le traitait avec affabilité, comme les autres personnes de sa Suite, mais sans le distinguer en rien. Tout le reste de la tirade de Schilder, qui n'occupe pas moins de trois pages, est emprunté intégralement aux mémoires de Mikhaïlowsky et ne prouve pas autre chose que le peu de crédit que méritent les bavardages de leur auteur. S'il s'agissait d'Araktchéeff, qu'on ne

jugea pas non plus à propos d'emmener dans ce voyage, la chose serait assez compréhensible, mais nous ne voyons pas quel besoin il y avait de s'étendre sur la prétendue disgrâce d'une personnalité aussi secondaire que Mikhaïlowsky.

L'Empereur gagna Arkhangel par Lodeïnoé Polié, Vytegra et Kargopol, en traversant des régions peu fréquentées *). On est frappé de la rapidité avec laquelle s'effectua le voyage pour cette époque: l'Empereur, parti de Tzarskoé Sélo le 23 juillet, était déjà à Arkhangel le 28. Il visita ensuite Pétrozavodsk, Olonetz et passa en Finlande où il visita même des villes faiblement peuplées comme Serdobol, Kuopio, Kaïana, Uléaborg et jusqu'à Tornéo. Il fut constamment d'une humeur bienveillante et affable, et charma aussi bien les habitants des provinces septentrionales que ceux de la Finlande. Malgré l'absence de Mikhaïlowsky-Danilewsky, le voyage fut décrit et publié par le capitaine Grippenberg, de l'état-major général des troupes finlandaises, dont l'ouvrage est devenu une curiosité bibliographique **). Autant avait été rapide le voyage à Arkhangel et dans le gouvernement d'Olonetz, autant la visite de la Finlande fut relativement longue. Alexandre goûta pleinement le charme austère des paysages de cette région et savoura le calme et la grandeur de la nature finlandaise.

Rentré à St-Pétersbourg pour quelques jours, l'Empereur partit le 6 septembre pour les colonies militaires de Novgorod, puis se

*) Le voyage à Arkhangel fut marqué par diverses faveurs, notamment par la remise faite aux paysans des districts d'Arkhangel, de Kem et de Kola de 67.000 roubles d'arriérés d'impôts. Il produisit sur la population une impression d'autant plus forte que, depuis l'époque de Pierre-le-Grand (1694), plus d'un siècle, la région n'avait pas reçu de visite Impériale.

***) *Description du voyage de l'Empereur Alexandre 1^{er} de la station de Nissel à la ville de Kaïana, lors de la dernière visite de Sa Majesté dans le Grand-Duché de Finlande, dans l'été de 1819*, publiée par Sébastien Grippenberg, St-Pétersbourg, 1828 (en russe).

Sur le séjour de l'Empereur dans les gouvernements du nord, il existe une brochure intitulée: *Les voyages des Princes de la Famille Impériale dans le gouvernement d'Olonetz au XIX^e siècle*. Pétrozavodsk, 1877 (en russe), et aussi une lithographie portant comme légende: *L'Empereur Alexandre 1^{er} à Valaam, en août 1819*. Tzarskoé Sélo, 1858.

rendit de là à Varsovie, où sa présence était rendue nécessaire par les graves mésintelligences qui divisaient Novossiltzoff et le prince Czartoryski et aussi par le mécontentement que provoquait l'administration du Césarewitch Constantin. D'une façon générale, la situation était loin d'être satisfaisante dans le Royaume de Pologne: les Polonais n'étaient pas contents du nouveau régime et les Russes professant les opinions les plus diverses étaient unanimes à blâmer la confiance excessive accordée par l'Empereur aux Polonais. Malgré les critiques générales, malgré les exhortations de Karamzine, qui avait rédigé sur les affaires de Pologne un mémoire spécial intitulé: *Opinion d'un citoyen russe*, Alexandre continuait à suivre la voie qu'il s'était tracée.

En outre, à Varsovie siégeait, sous la présidence de Novossiltzoff, une commission spéciale, constituée à la suite de la diète de 1818 et chargée d'élaborer un projet de constitution pour l'Empire Russe. Novossiltzoff avait fait appel, pour guider la commission dans ses travaux, à un jurisconsulte étranger, le français Deschamps, qui ne se montra pas à la hauteur de sa tâche. On confia au prince Viazemsky la traduction en russe du projet, qui requit le titre pompeux de *Charte statutaire de l'Empire Russe*. Le prince Viazemsky, qui eut l'occasion de rendre personnellement compte à l'Empereur de la marche des travaux, raconte dans ses souvenirs qu'Alexandre s'intéressait vivement à cette question. „L'Empereur“, dit-il, „compte fermement mener cette affaire à bien; pour le moment, le manque des ressources financières nécessaires pour transformer d'une pareille façon les institutions de l'Empire retarde seul la réalisation d'une idée qu'il considère comme *sacrée*. Il sait combien cette transformation soulève de difficultés, d'obstacles, de résistances parmi la population“, etc. *). Le témoignage du prince Viazemsky est assurément important, mais il est difficile de croire que l'Empereur eût sérieusement

*) Voir Schilder, *Alexandre Ier*, T. IV, pp. 151 et 152.

l'intention de poursuivre jusqu'au bout son idée, si l'on songe que les travaux des commissions qui se réunirent effectivement et siégèrent sous la direction de Rosenkampf, puis de Spéransky, puis une seconde fois de Rosenkampf, n'aboutirent pas au moindre résultat pratique, et que l'Empereur, à dire vrai, ne s'intéressa pas à ces travaux, vu les dispositions d'esprit dans lesquelles il se trouvait à ce moment.

On sait à quel point Alexandre savait charmer ses interlocuteurs: le prince Viazemsky et l'historien Karamzine subirent ce charme comme tous ceux qui étaient reçus en audience par l'Empereur. Mais, encore une fois, la conversation est une chose et l'application des idées à la réalité en est une autre, et à cette époque, deux questions seulement inspiraient à l'Empereur un intérêt réel et positif: les entretiens sur des sujets religieux et les colonies militaires, auxquelles nous reviendrons bientôt.

Naturellement, les contemporains étaient déconcertés par les mesures et les décisions tout à fait inattendues que prenait l'Empereur, et il en résultait non seulement une incertitude complète de l'opinion publique, mais encore un perpétuel flottement dans l'action des organes gouvernementaux. Aussi n'est-il pas surprenant que les conversations avec l'Empereur prissent parfois la tournure de celle où Karamzine, perdant patience, osa dire à Alexandre: „Sire, vous avez beaucoup d'amour-propre.... Je ne crains rien. Nous sommes tous égaux devant Dieu. Ce que je vous dis, je l'aurais dit à votre père....“ (Nous nous permettons d'en douter). „Sire, je méprise les libéralistes du jour; je n'aime que la liberté, qu'aucun tyran ne peut m'ôter.... Je ne demande plus votre bienveillance. Je vous parle peut-être pour la dernière fois“ (29 décembre 1819)*). Mais quoi? Les tirades de ce genre aussi, Alexandre les écoutait patiemment, avec son sourire bienveillant. Et Karamzine lui-même ajoute: „Il ne sollicitait pas mes conseils, mais

*) Voir *Archive Russe*, № 8, 1911, l'article sur N. Karamzine (à l'occasion de l'inauguration de son monument à Ostafieïf).

il consentait néanmoins à les entendre, sans d'ailleurs les suivre la plupart du temps....“ Dans cette circonstance, Karamzine considéra comme son devoir de dire franchement la vérité, en bon russe, à l'Empereur, et il le fit bravement. Cependant Karamzine connaissait mal, lui aussi, le caractère du Souverain, car autrement il est peu probable qu'il eût perdu son temps à faire de pareilles déclarations, qui n'étaient d'aucun secours.

Le manque de suite dans les idées de l'Empereur ne se manifestait pas seulement dans les questions concernant les institutions de la Russie; il apparaissait également dans les nominations, dont les unes, bien qu'heureuses d'ailleurs, étaient absolument inattendues, tandis que d'autres demeuraient tout à fait inexplicables. Dans la première catégorie de nominations nous avons déjà rangé l'envoi d'Er-moloff au Caucase en 1816, et nous y ajouterons maintenant la désignation de Spéransky au poste de gouverneur général de la Sibérie (en remplacement du néfaste Pestel); cette mesure fut notifiée au favori déchu dans une lettre toute flatteuse qui l'absolvait entièrement. A la seconde catégorie appartiennent au contraire les nominations successives au ministère de la guerre du général Meller-Zakomelsky, puis de Tatichtcheff, qui ne se distinguaient ni par une compétence ni par des capacités particulières. Pour succéder au ministre de l'intérieur Kozodavleff, qui venait de mourir (1819), l'Empereur désigna à nouveau le comte Kotchubey, qui, après avoir été un des plus zélés novateurs du commencement du règne, avait déjà presque entièrement renoncé à ses entraînements pour les idées libérales et qui maintenant s'accordait même avec Araktchéeff, ainsi qu'en témoigne leur correspondance.

Le ministère de la police fut supprimé à la mort de Viazmitinoff (successeur de Balachoff) et les affaires de police furent désormais du ressort du ministère de l'intérieur, dont on détacha le département des manufactures et du commerce intérieur, pour l'adjoindre au ministère des finances.

C'est à ce moment que vinrent en Russie les quakers anglais Allen et Grillet, qui avaient été présentés à l'Empereur à Londres dès 1815, et qui trouvèrent près de lui, à St-Pétersbourg, l'accueil le plus aimable. Ils virent également le métropolitain Michel, l'évêque Philarète, le prince Golitzyne, et, très touchés de l'accueil reçu partout, emportèrent le meilleur souvenir de leur voyage en Russie.

En même temps se produisirent de graves désordres dans les colonies militaires de Tchougouïeff, mais ils furent promptement réprimés par l'inflexible comte Araktchéeff et ses subordonnés.

Ainsi, les années 1818 et 1819 furent marquées par les événements les plus divers et les plus contradictoires. Que de choses s'étaient passées durant ces deux années! Le séjour de l'Empereur à Varsovie et son fameux discours à l'ouverture de la diète, le Congrès d'Aix-la-Chapelle, le retour de France du corps d'occupation russe, les voyages de l'Empereur en Pologne, dans le midi de la Russie et en Crimée, son séjour à Moscou et sa nouvelle visite à Varsovie, ses voyages dans la Russie du nord et en Finlande, enfin toute une série de nominations nouvelles et la formation d'une commission munie des pouvoirs les plus étendus. On ne saurait manquer d'être frappé de cette fièvre se manifestant dans toutes les branches de la politique intérieure et extérieure, et l'on ne peut se défendre en y songeant d'une certaine mélancolie. Les inquiétudes morales de l'Empereur gagnaient ses sujets et même les étrangers. Evidemment, Alexandre avait pris pour base de toutes ses actions cette révélation religieuse qui, selon lui, avait apporté la lumière dans son esprit et dans son cœur, non seulement d'homme, mais de Souverain. De cette conviction découlaient les principales idées de sa politique extérieure: la restauration du Royaume de Pologne sur les principes les plus libéraux, la protection accordée au mysticisme, aux sectes, aux quakers... Mais comment rapprocher des tendances qui viennent d'être exposées l'intérêt en quelque sorte nerveux que l'Empereur portait aux colonies militaires, intérêt qui éclipsait toutes les autres

questions d'administration intérieure et qui s'affirma sans faiblir jusqu'à sa mort même? Si étrange que cela puisse paraître, nous inclinons à voir un lien entre l'idée qui présida à la création des colonies militaires et le tour d'esprit religieux du Monarque.

Et en effet, la raison fondamentale de l'institution de ces colonies fut le désir d'adoucir le sort des soldats en temps de paix, de leur donner la possibilité de vivre en famille, de les faire participer à la propriété foncière. En d'autres termes, c'était une pensée au plus haut degré humanitaire inspirée par les plus nobles aspirations. La lecture de la Bible et de l'Écriture Sainte, à laquelle l'Empereur s'adonnait avec tant de constance et de ferveur depuis la fin de la Guerre Patriotique, était devenue pour lui un besoin et son passe-temps favori à ses moments de loisir *). C'est pourquoi, en dépit de son apparente invraisemblance, notre hypothèse est en réalité la conséquence logique des pensées qui devaient venir d'elles-mêmes à l'esprit du Souverain et tourmenter son âme. Du moment qu'Alexandre avait décidé de faire un essai de colonies militaires, il ne faut pas chercher à expliquer par le seul entêtement l'obstination qu'il apporta par la suite dans la réalisation de ce projet; on doit la considérer en réalité comme la résultante d'un plan longuement médité. Il est possible aussi que, comme le dit Schilder, l'article du général Servan *Sur les forces frontières des Etats* ait pu inspirer à Alexandre l'idée initiale des colonies militaires. Mais ce n'est là qu'une pure supposition de la part de l'honorable historien, qui l'appuie sur ce fait que l'Empereur „avait brièvement noté sur les marges de la brochure ses idées concernant la création de colonies pour notre armée“. Il est tout à fait vraisemblable que la brochure de Servan ait renforcé les intentions de l'Empereur, mais il est peu probable qu'elle

*) Dès 1815, le prince de Metternich, dans une lettre adressée à l'Empereur François, écrivait au sujet de l'Empereur Alexandre: „Il est incapable de persévérer dans le même ordre d'idées.... Depuis 1815, Alexandre a quitté le jacobinisme pour se jeter dans le mysticisme.... Aujourd'hui, les Droits de l'Homme ont fait place aux lectures de la Bible....“

les ait fait naître. Schilder doit convenir, bien à regret, que l'idée même du projet appartenait en propre à Alexandre et non pas à Araktchéeff, mais il ajoute pour se consoler, qu'il a été impossible de trouver „des preuves écrites établissant qu'Araktchéeff y ait été étranger“. Cependant, ces preuves existent dans les souvenirs des contemporains et des collaborateurs du comte Araktchéeff. Doubrovine, qui connaît parfaitement l'époque, écrit: „Tout le monde savait que parmi les personnes placées à la tête de l'administration, un grand nombre étaient hostiles à la création des colonies militaires, notamment le comte Araktchéeff, qui proposait de réduire le temps de service des soldats de 25 à 8 ans grâce à une augmentation du contingent“ *).

Kiesewetter remarque fort justement: „Contrairement à l'opinion très répandue d'après laquelle Alexandre, par faiblesse de caractère, cédait à l'influence d'Araktchéeff en renonçant à ses propres projets, ce fut en réalité Araktchéeff qui, avec ses colonies militaires, entra pleinement dans les vues de l'Impérial rêveur, qui savait comme personne réunir dans ses combinaisons chimériques les éléments les plus disparates. On n'ignore pas que l'idée des colonies militaires appartenait personnellement à Alexandre, et Araktchéeff, qui n'approuvait pas cette idée et l'avait combattue, ne prit la direction des colonies que par déférence pour la volonté de l'Empereur“ **).

Schilder fait ensuite le tableau suivant de la situation ainsi créée: „Ce fut en vain que les paysans, dont on voulait faire le bonheur malgré eux, formulèrent des requêtes suppliant le Tzar „de défendre contre Araktchéeff le peuple chrétien“; ce fut en vain que certaines personnes de son entourage prirent la liberté de critiquer l'institution des colonies militaires: l'Empereur demeura inflexible et déclara que „ces colonies seraient créées, coûte que coûte, fallût-il pour cela couvrir

*) Voir *L'Antiquité russe*, avril 1904, p. 15 (en russe).

***) Voir *La Pensée russe*, 1910: „Araktchéeff“ par A. Kiesewetter (en russe).

de cadavres la route de St-Pétersbourg à Tchoudovo“. Dans une autre circonstance, Alexandre déclara: „J'ai déjà maté des choses bien plus difficiles et je veux être obéi dans celle-ci“ *). Les paroles prêtées à l'Empereur sont peu vraisemblables: pour ce qui est de la première citation, notamment, nous ignorons d'où l'historien l'a tirée. En ce qui concerne la seconde, une note dit: „Dresdener Staatsarchiv: dépêche de St-Pétersbourg du 30 octobre 1817“. Il importe de remarquer une fois de plus que les témoignages anonymes de ce genre ne font qu'obscurcir le fond des questions. Alexandre, en effet, n'était pas coutumier des violences de langage et il est peu vraisemblable qu'il ait jamais parlé de „couvrir la route de cadavres“: cette expression répond fort mal à son caractère. Quant au correspondant étranger, il est probable qu'il n'a fait que transmettre à Dresde une calomnie qu'il avait entendue.

Cependant les colonies militaires étaient organisées peu à peu, lentement et avec une grande circonspection, bien que l'Empereur persévérât dans son dessein longuement médité. Le premier essai fut fait par oukaze adressé dès le 5 août 1815 au gouverneur de Novgorod et lui ordonnant d'établir le deuxième bataillon du régiment de grenadiers du comte Araktchéeff sur le fleuve Volkhoff, dans le canton de Vysokoé, district de Novgorod. A cet effet, de vastes forêts furent défrichées par les soldats, logés dans les villages, dont les paysans furent métamorphosés en colons militaires. On procéda en même temps à la construction de maisons d'habitation solides, d'un type particulier, qui subsistent encore aujourd'hui là où furent installées des colonies militaires. Le comte Araktchéeff fut chargé de surveiller attentivement l'organisation de la colonie et la construction des maisons, et il s'acquitta de cette mission de la façon la plus consciencieuse et avec le plus grand soin, rendant compte à l'Empereur de tous les détails des travaux entrepris. Cette première

*) Cité en français par Schilder.

expérience, effectuée avec le deuxième bataillon du régiment d'Eletz, dont le comte Araktchéeff était le chef, servit de type et de base pour toutes les colonies créées par la suite, au cours de 1816 et 1817 et des années suivantes.

Quand il y eut déjà un nombre important de ces colonies, l'Empereur en forma un corps spécial, à la tête duquel il plaça encore Araktchéeff *). En lisant les lettres adressées par Araktchéeff à l'Empereur pendant la période de 1816 à 1825, on peut se convaincre que les colonies militaires étaient le principal sujet de cette correspondance. Araktchéeff rendait positivement compte de tout, sans omettre aucun détail, affirmant son zèle dans cette affaire en raison de l'intérêt qu'y portait l'Empereur et afin de lui procurer dans la mesure du possible les satisfactions qu'il attendait d'une œuvre particulièrement chère à son cœur. On trouve constamment dans ces lettres des passages de ce genre: „Ce n'est pas en vain, je pense, que j'ai séjourné ici: j'ai réussi à donner une bonne impulsion à une entreprise nouvelle et extraordinaire, et après cela, j'espère que tout marchera à souhait et sans difficultés“.... „Je me plais à espérer que Votre Majesté sera satisfaite“.... „Peut-être ces vécilles vous apporteront-elles quelque distraction dans vos travaux“.... „Les hommes sont superbes, pleins de santé et d'entrain, et la bonne volonté la plus évidente est peinte sur leurs visages“.... „Très sincèrement, j'accepte comme une précieuse récompense chaque mission que vous voulez bien me confier, et c'est pour moi une joie de pouvoir vous être utile en quoi que ce soit et si peu que ce soit....“ En un mot, l'Empereur ne pouvait trouver, pour la question des colonies militaires, de meilleur auxiliaire qu'Araktchéeff: aussi comprend-on que, lorsqu'il créa les colonies militaires, son choix se soit porté sur lui comme sur l'ordonnateur idéal de tous ses projets.

*) A la fin du règne, le corps comprenait 90 bataillons de la colonie de Novgorod et 36 bataillons des colonies de l'Ukraine (à Kharkoff), d'Ekatérinoslav et de Kherson, avec 249 escadrons de cavalerie.

A vrai dire, les paysans manifestaient une défiance générale à l'égard de cette innovation et adressaient des requêtes à l'Impératrice Douaïrière et au Grand-Duc Nicolas; mais au début il n'y eut pas de murmures trop violents. Par la suite, la situation s'aggrava, le plus souvent pour des bagatelles comme l'ordre de se raser, de porter l'uniforme, parfois aussi par suite de l'excessive sévérité ou du manque de tact des autorités locales, dont le zèle, par moments, dépassait la mesure. Mais d'une façon générale, les paysans ne manifestèrent pas l'indignation que se sont efforcés de peindre par la suite certains écrivains. La nouvelle mesure fut surtout critiquée par les fonctionnaires, qui voyaient dans les colonies militaires l'origine de la puissance détestée d'Araktchéeff, et aussi par un grand nombre de généraux qui considéraient les colonies comme nuisibles à la puissance militaire de l'Empire. Le feld-maréchal Barclay de Tolly présenta un mémoire des plus circonstanciés contre le système des colonies militaires, mais ce mémoire ne produisit pas non plus sur l'Empereur l'effet désiré, malgré la profonde considération dont jouissait son auteur, qui mourut en 1818.

Un autre trait singulier du caractère d'Alexandre se manifesta pendant toute la durée de son règne dans ses vues et dans ses mesures concernant les paysans. Il distinguait radicalement le paysan russe proprement dit de l'agriculteur des provinces baltiques et même du paysan polonais. C'est ainsi que, tandis qu'il attachait les colons à la glèbe, les soumettant à la plus rude discipline, il affranchissait, dès le mois de mai 1816, les paysans esthoniens. Seulement, en même temps que ceux-ci obtenaient la liberté personnelle, la propriété de leurs terres passait aux mains des nobles: sous l'apparence d'un acte de clémence, l'affranchissement aboutissait, à proprement parler, à une criante injustice; libre, le paysan se trouva, en fait, plus asservi encore que par le passé. Cependant, l'effet produit fut considérable: la plus grande partie de l'opinion considéra cette mesure comme le prélude d'une semblable réforme s'étendant à toute la Russie. Partout

on répétait les paroles généreuses adressées par l'Empereur à la noblesse esthonienne: „Je suis heureux de constater que la noblesse a répondu à mes espérances. Votre exemple est digne d'être imité. Vous avez agi dans l'esprit de l'époque et vous avez compris que seuls les *principes libéraux* peuvent servir de base au bonheur des peuples“.

Ce discours ne fit que provoquer des malentendus, qui éclatèrent d'abord dans les décisions de la noblesse de St-Pétersbourg. Sous la présidence de l'aide de camp général Vassiltchikoff, les nobles de St-Pétersbourg résolurent de transformer leurs paysans en colons forcés, sur la base des règlements déjà en vigueur. Le prince Vassiltchikoff fut chargé de soumettre à l'approbation de l'Empereur la résolution, signée par 65 propriétaires nobles. Ce fut l'occasion d'un incident tout à fait caractéristique. Lorsque Vassiltchikoff se présenta devant l'Empereur avec le document, le Souverain lui demanda: „A qui appartient, selon toi, le pouvoir législatif en Russie?“ Le prince répondit: „Sans nul doute, à Votre Majesté Impériale, Souverain Autocrate de l'Empire“.— „En ce cas“, reprit Alexandre, „reconnais-moi le droit d'édicter les lois que je considère comme les plus utiles pour mes sujets“. Sur quoi l'Empereur donna l'ordre d'annuler la résolution, ce qui provoqua un vif mécontentement. Beaucoup estimèrent, non sans raison, que l'Empereur manifestait des préférences pour les étrangers au détriment des Russes, et les critiques ne s'apaisèrent pas de longtemps.

A la même époque, sous l'influence des espérances conçues pour l'avenir des paysans, le colonel Kisséleff *), aide de camp de S. M., présenta au Souverain un intéressant mémoire intitulé: *De la suppression progressive du servage en Russie* (27 août 1816), qui fut incontinent enfoui dans les cartons, bien qu'il fût composé avec intelligence et écrit avec enthousiasme. Cependant, il servit de base

*) Ambassadeur de Russie à Paris de 1856 à 1862.

par la suite à de nouvelles discussions plus approfondies de l'idée de l'affranchissement des serfs, parmi ceux qui furent connus plus tard sous le nom de Décembristes à la suite de l'attentat du 14 décembre 1825. On arriva ainsi à ce résultat tout à fait paradoxal que la création des colonies militaires aviva en quelque sorte l'espoir de voir réaliser la suppression du servage en Russie. Il est peu probable qu'une semblable conclusion entrât dans le programme que s'était tracé l'Empereur Alexandre, et elle n'était certainement pas venue à l'idée de l'excellent comte Araktchéeff.

Doubrovine écrit à ce sujet: „La société était alors trop peu nombreuse pour songer à l'institution d'organes d'administration autonome. Tout se bornait à des conversations, à des hypothèses. On apprit, au cours de ces conversations, que l'Empereur Alexandre avait chargé le comte Araktchéeff d'établir un projet affranchissant les paysans de l'attachement à la glèbe, mais ne comportant aucune mesure vexatoire pour les propriétaires, et pouvant être réalisé sans aucune contrainte de la part du gouvernement. L'Empereur désirait au contraire que l'affranchissement fût avantageux pour les propriétaires, leur inspirât le désir de coopérer à l'exécution des vues du gouvernement et aussi, en raison de l'esprit de l'époque et des progrès de l'instruction, le sentiment de sa nécessité tant pour les propriétaires eux-mêmes que pour les serfs. Lorsque l'Empereur avait reçu la noblesse, au cours de son voyage dans le sud de la Russie, il avait fait allusion à ces idées, mais son appel était resté sans écho“.

Le comte Araktchéeff ne trouva pas d'autre solution que le rachat pour le compte du Trésor de tous les paysans et domestiques serfs, avec attribution de deux hectares de terre par tête de serf. Il indiqua d'une façon détaillée le mode de réalisation de cette mesure, qui du reste ne devait pas être mise à exécution, par suite des résistances de la noblesse et aussi du changement des vues politiques de l'Empereur lui-même. Mais la chose fut bientôt connue

dans le public, et cette même année 1818 vit paraître plusieurs projets d'affranchissement des serfs. Après Kisséleff, un certain Malinowsky proposa de déclarer libres tous les enfants des deux sexes nés après l'année 1817, en récompense des services rendus par les paysans pendant la Guerre Patriotique.

Reprenons maintenant notre exposé sur les colonies militaires, que nous avons à dessein interrompu pour nous arrêter un instant sur ces idées tout à fait nouvelles, qui sans doute ne pouvaient guère émouvoir profondément personne à cette époque, mais qui en réalité étaient grosses de conséquences. Au commencement de l'été de 1820, l'Empereur quitta de nouveau St-Pétersbourg, cette fois pour longtemps, puisque son absence se prolongea près d'un an. Alexandre visita d'abord Grouzino, puis son voyage prit le caractère d'une tournée d'inspection dans les colonies militaires, dont le développement était devenu chez lui une sorte d'idée fixe, et auxquelles il consacrait une grande partie de son activité. Malgré la confiance illimitée qu'il avait dans le „comte de fer“, Alexandre préférait vérifier personnellement sur place les travaux effectués dans les colonies militaires. Ce détail révèle un trait de caractère qui nous paraît mériter de retenir l'attention de l'historien. Les contemporains expliquaient cette attitude d'Alexandre par le désir de se trouver le plus souvent et le plus longtemps possible en compagnie du seul homme qui toujours et partout faisait preuve d'une soumission aveugle à ses volontés, qu'il exécutait toujours à la lettre. Pour nous, nous inclinons à croire que les incessantes visites de l'Empereur aux colonies militaires attestaient plutôt la défiance innée qu'il avait envers tous ses collaborateurs, sans excepter même le comte Araktchéeff.

D'autre part, en 1819, de graves désordres, singulièrement voisins d'une vraie révolte, avaient éclaté à Tchougouïeff. Ils avaient été promptement réprimés, avec l'intervention personnelle d'Araktchéeff, par des mesures d'une extrême rigueur, comme toujours. Le comte fit d'ailleurs connaître ces mesures dans ses rapports et dans ses

lettres à l'Empereur, qui approuva cette sévère répression. Telles furent les raisons du voyage d'Alexandre aux colonies militaires dans l'été de 1820.

Après avoir quitté Grouzino, l'Empereur traversa rapidement Tver et Moscou, pour aller ensuite visiter en détail toutes les colonies du sud de la Russie. Mais à ce moment survint le décès de la mère d'Araktchéeff, et l'Empereur séjourna sans lui à Tchougouïeff et à Voznessensk, avec une suite peu nombreuse, observant avec intérêt les moindres particularités de la vie des colons. Beaucoup de détails lui donnèrent satisfaction, mais il fit un certain nombre d'observations au comte Witt et au général Kleinmichel sur les points qui lui parurent défectueux. Il écrivit au comte Araktchéeff pour le féliciter et le remercier de ses travaux. „J'ai trouvé ici beaucoup d'ordre“, lui dit-il dans une lettre datée de Tchougouïeff, „et les débuts sont très satisfaisants. Tout promet d'excellents résultats. Je te remercie sincèrement de tous tes travaux dans cette utile entreprise et je compatissais sincèrement au malheur qui t'empêche d'être ici avec moi“.... „On a déjà beaucoup fait“, écrit l'Empereur dans une autre lettre, „mais il reste encore beaucoup à corriger et à améliorer“. Le docteur Tarassoff fait dans ses souvenirs un récit détaillé de ceux de ces voyages auxquels il participa avec Wyllie. Voici notamment ce qu'il dit à propos du séjour à Tchougouïeff: „On commençait seulement alors à organiser les colonies militaires, et la ville de Tchougouïeff était transformée en une place militaire, où était réunie l'administration centrale de la colonie militaire de l'Ukraine. Le commandant local était le général Saloff, connu par les mesures cruelles qu'il avait prises à Tchougouïeff, lors de l'établissement de la colonie, que les paisibles habitants de l'Ukraine voyaient d'un très mauvais œil. En songeant au peu de temps qu'il a fallu pour effectuer la transformation complète de ce pays, pour y instituer le régime militaire, pour faire prendre l'uniforme aux habitants, on ne peut s'empêcher d'admirer la force de volonté du principal organisateur des

colonies militaires. Mais on ne peut d'autre part entendre sans effroi raconter par des témoins oculaires quels sacrifices on a imposés aux habitants pour les transformer en colons!

Le 15 août 1820, l'Empereur arriva à Varsovie pour la session de la diète et resta deux mois dans la capitale de ce Royaume de Pologne qui lui était si cher. Il éprouva cette fois des impressions toutes différentes, parce que Messieurs les députés repoussaient systématiquement tous les projets de loi du Gouvernement. Cette attitude eut pour effet de faire clore la session avant l'époque fixée, l'Empereur s'étant rendu compte qu'avec une diète ainsi composée, la continuation des travaux était impossible. Le ton de ses paroles fut également tout autre que celui du discours plein d'optimisme et de belles espérances de 1818: des remontrances, des menaces même y transparaisaient, adoucies naturellement par une note d'apaisement.

L'humeur du Souverain commença à s'altérer visiblement, et cela pour des raisons diverses. Le bruit de sa mésintelligence avec les Polonais se répandit rapidement dans toute l'Europe, à la grande satisfaction des Cabinets alliés de Berlin et de Vienne qui suivaient avec inquiétude le rapprochement du Tzar et de ses sujets polonais sur le terrain du libéralisme. En février, le duc de Berry avait été assassiné à Paris; un an auparavant Kotzebue, qui passait pour un agent du gouvernement russe, avait subi le même sort en Allemagne; en Espagne et en Italie, les esprits étaient travaillés par les ferments révolutionnaires; en un mot, de tous côtés apparaissaient des symptômes graves menaçant les principes de la Sainte Alliance.

Sur l'initiative d'Alexandre, la convocation d'un nouveau congrès fut décidée. Les Souverains alliés se réunirent à Troppau, avec leurs conseillers habituels, le comte de Nesselrode, Capo d'Istria et le comte Golovkine du côté de la Russie et le prince de Metternich, le comte Hardenberg, le comte Bernstorff et Stuart du côté de l'Autriche, de la Prusse et de l'Angleterre; enfin les ambassadeurs de France à St-Pétersbourg et à Vienne, comte de La Ferronnays et marquis

de Caraman s'y rendirent également. Au milieu d'octobre 1820, tout le monde était déjà réuni, et le congrès commença, donnant lieu tous les jours à des entretiens prolongés entre l'Empereur Alexandre et le prince de Metternich, qui attiraient l'attention générale. Cette fois, leurs vues concordèrent sur tous les points et le diplomate autrichien en profita pour disposer favorablement le Souverain russe à l'égard de ses propres plans concernant la direction de la politique européenne.

L'Angleterre ne comptait pas prendre une part active au congrès. Lord Castlereagh jugeait superflue l'immixtion de l'Europe dans les affaires italiennes et en particulier dans les destinées du Royaume de Naples; il prescrivit en conséquence à l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne, Stuart, d'y faire simplement acte de présence et lui envoya à cet effet des instructions caractéristiques, dont nous citerons le passage suivant: „Si j'étais Metternich, je ne consentirais pas à mêler mes affaires au réseau de fourberies et de mensonges qu'est la vie du roi de Naples, Ferdinand. Je demeure d'avis que Metternich a considérablement affaibli sa situation en faisant d'une question autrichienne une question européenne. Il aurait plus aisément mis l'opinion de son côté (surtout chez nous, en Angleterre) en insistant simplement sur le caractère dangereux d'un gouvernement de carbonari pour tous les Etats italiens qu'en lançant son navire sur un océan sans bornes. Mais notre ami Metternich, malgré toutes ses qualités, préfère une négociation compliquée à un coup hardi et rapide“. En effet, Metternich avait eu l'idée d'inviter au congrès le Roi Ferdinand, mais, en considération de son grand âge et pour lui rendre le voyage moins pénible, il proposa de transférer le congrès plus au sud, à Laybach. „Si le roi vient, nous lui ferons jouer un rôle plein de noblesse et de bienséance; nous ferons de lui un intermédiaire entre le Congrès et le peuple napolitain. Si on ne le laisse pas venir, nous attesterons qu'on le prive de toute liberté et il ne nous restera plus alors qu'à aller le délivrer“. Tel était le

projet du ministre autrichien des affaires étrangères, projet qui fut approuvé par la Russie et par la Prusse, mais qui inquiéta les Français et les Anglais. Lorsque le congrès s'ouvrit, le 23 octobre, sous la présidence de Metternich, on mit en discussion le mémoire de l'Autriche, qui se heurta à l'opposition du français La Ferronnays et d'un des représentants de la Russie, le comte Capo d'Istria, tandis qu'il était appuyé par les comtes Nesselrode et Golovkine. Cette divergence d'opinion entre les ministres russes ne pouvait que faire le jeu de Metternich. La Ferronnays objectait que l'Autriche ne devait pas faire entrer ses troupes en Italie, ce qui, vu la haine des Italiens pour les Autrichiens, ne pouvait qu'aggraver les troubles. En outre, il était peu désirable pour la France que l'Autriche exerçât dans les Etats italiens une influence prépondérante.

En présence de ce désaccord, la Russie, l'Autriche et la Prusse signèrent le 19 novembre un protocole décidant de recourir, en cas de nécessité, à une intervention armée pour faire cesser la révolution de Naples, et aussi d'inviter le Roi Ferdinand au congrès de Laybach. Quant aux deux autres puissances, la France et l'Angleterre, elles reçurent communication du protocole à titre de renseignement et avec prière de faire connaître leur avis sur cette question. Ce procédé surprit et irrita les représentants de la France et de l'Angleterre et servit de thème à d'interminables discussions qui se poursuivirent à Laybach, où le nouveau congrès s'ouvrit en janvier 1821. Ce fut Metternich seul qui l'emporta en fin de compte, après avoir réussi à attirer de son côté le marquis de Caraman et l'ambassadeur de Russie à Paris, Pozzo di Borgo, également venu à Laybach. Le résultat de tout cela fut que les troupes autrichiennes pénétrèrent dans les Etats du Pape, tandis que les discussions sur les destinées ultérieures du Royaume de Naples se prolongèrent longtemps encore.

A ce moment un soulèvement éclata également en Piémont, à la grande inquiétude des membres du congrès. Malgré la prompt répression de cette nouvelle explosion, à laquelle mit fin l'avènement

de Charles-Félix au trône de Sardaigne, Metternich réussit finalement à effrayer tout le monde en agitant le spectre du mouvement révolutionnaire et à forcer ainsi la bonne entente dans le congrès, dont la clôture s'ensuivit dans un délai relativement court (26 février).

A vrai dire, si les révolutions d'Italie étaient étouffées, il n'en était pas de même des sociétés secrètes, qui se répandaient rapidement dans toute l'Europe et poursuivaient partout une œuvre exclusivement destructrice. Ces progrès du carbonarisme finirent par effrayer réellement l'Empereur, vivement impressionné surtout de ses entretiens avec Metternich, qui sut à son gré l'amener aux dispositions les plus favorables à ses desseins ultérieurs, à sa lutte contre la révolution en Europe. La crise que traversa l'Empereur durant ces journées de Troppau et de Laybach fut si violente qu'elle se prolongea jusqu'à sa mort. D'autre part l'affaire du régiment Sémenowsky, à St-Petersbourg, vint achever cette dernière transformation de son caractère. Mais avant d'en venir à l'affaire du régiment Sémenowsky, citons d'abord une lettre que l'Empereur écrivit de Laybach au prince Golitzyne et qui donne une idée très nette de l'état d'esprit dans lequel il se trouvait à ce moment *).

„Il y a bien longtemps que je porte le désir, cher ami, de vous écrire une lettre longue et détaillée en réponse aux vôtres du 31 décembre, 14 et 19 janvier. Ayant aujourd'hui un moment à moi, je prends la plume en priant Notre Divin Sauveur qu'il daigne conduire mon cœur et ma main pour vous la tracer, avec ce langage que l'affection pour vous et la vérité m'imposent.

„Mais cette même vérité, quand je la sens dans mon cœur, ne me permet pas de composer avec elle, car la vérité est une portion de la Divinité elle-même.

*) Cette lettre, dont l'original est en français, a été commencée le 8 et terminée le 15 février 1812.

„D'après vos lettres et surtout d'après les commissions dont vous vous acquittez de la part de M. de Kochéleff, je crois apercevoir une désapprobation du système politique que nous suivons dans ce moment.

„Je ne saurais admettre que cette désapprobation naisse d'une croyance en vous que les principes désorganiseurs qui, dans moins de six mois, ont révolutionné trois pays et qui menacent de s'étendre et d'embraser l'Europe entière, dussent être tranquillement soufferts. Cette pensée-là ne peut être que contraire à vos sentiments, puisque ces mêmes principes désorganiseurs, tout en étant ennemis des Trônes, sont dirigés plus encore contre la Religion chrétienne et que c'est elle surtout qu'ils poursuivent, ce dont mille et mille documents authentiques peuvent vous être produits. En un mot, ce n'est que la mise en pratique des doctrines prêchées par Voltaire, Mirabeau, Condorcet et par tous les prétendus philosophes connus sous le nom d'Encyclopédistes.

„Cette désapprobation donc en vous ne saurait provenir que d'un sentiment de crainte ou d'inquiétude sur le succès de la lutte dans laquelle nous nous trouvons engagés. Mais une crainte semblable doit-elle autoriser à composer avec le mal, quand une voix intérieure nous dit que ce mal est l'œuvre de l'ennemi? Ne sommes-nous pas tenus par un devoir de Chrétiens à lutter contre cet ennemi et son œuvre infernale de tout notre pouvoir et par tous les moyens que la Providence Divine a placés dans nos mains? L'inquiétude sur le succès ne doit pas nous arrêter. C'est là où la foi dans le secours Divin doit nous soutenir. L'année 1812, 1813 et 1814, M. Kochéleff ne m'a-t-il pas écrit plus d'une fois de *persévérer jusqu'au bout*? Nous nous trouvons maintenant dans une situation à peu près semblable, et je disais que le mal actuel est d'un genre plus dangereux encore que ne l'était le despotisme dévastateur de Napoléon, puisque les doctrines actuelles sont bien plus séduisantes pour la multitude que le joug militaire sous lequel il la tenait.

„Dans mes lectures spirituelles quotidiennes, j'étais justement au *Livre de Judith* ces jours-ci. Les habitants de Béthulie n'étaient certainement pas de force à résister à l'armée immense que conduisait Holopherne. Ils auraient pu fort bien faire comme le reste des peuples, qui, au lieu de résister, se sont tous soumis. Mais les habitants de Béthulie ont senti en eux que plier sous l'empire de Nabuchodonosor, c'était désespérer dans la Toute-Puissance de Dieu et dans le secours qu'Il accorde à ceux qui mettent *uniquement* leur confiance en Lui *seul*.

„Nous avons douté sur la possibilité de l'arrivée du Roi de Naples. Et moi, par contre, j'ai fondé mon espoir qu'elle aura lieu sur les faits suivants. Le Roi s'était ménagé dès le commencement de la Révolution de Naples un moyen de correspondance entièrement secret avec l'Empereur d'Autriche. Cette correspondance m'a été communiquée dès mon arrivée à Troppau. Par elle j'ai vu que tout ce que les journaux avaient débité sur le libre acquiescement du Roi au changement qui venait de se passer était complètement faux, que le Roi était prisonnier et sous le poignard des Carbonaris, qu'à chacun des actes de son autorité qu'on avait exigé et extorqué de lui à peu près le stylet sur la gorge, il avait fait une protestation par écrit, et qu'il l'avait adressée chaque fois par ce canal secret à l'Empereur d'Autriche, ne pouvant la rendre publique sans compromettre sa vie.

„Dans une de ces lettres secrètes se trouvait une phrase qui m'a frappé. Il y dit qu'il se trouve au pouvoir de ses ennemis et sous leur poignard, qu'il n'a de secours de personne à attendre; néanmoins *sa confiance en Dieu ne s'était pas affaiblie et ce qui paraissait impossible aux hommes ne l'était pas à Dieu, que, mettant toute sa foi en Lui seul, il conservait l'espoir qu'Il ne l'abandonnerait pas*. Dès que j'ai lu ce passage, il y a quelque chose qui m'a dit intérieurement: *Cet espoir ne sera pas déçu, et Dieu ne l'abandonnera certainement pas!*

„Aussi, dès ce moment nous avons conçu l'idée d'appeler le Roi près de nous, et, malgré toutes les chances qui s'opposaient à la réussite de cette démarche, j'ai toujours nourri l'espoir qu'elle réussira. Aussi, comme vous le dites, Dieu a béni nos intentions, parce qu'elles étaient pures et parce qu'elles étaient basées sur la foi en Lui seul.

„Mais en même temps je manquerais à cette *vérité* qui doit régner dans nos paroles comme dans nos pensées, si je me taisais sur les suppositions gratuites que vous établissez sur la politique du Cabinet autrichien. Quelles données avez-vous pour l'accuser comme vous le faites? Et n'est-on pas responsable devant *ce Dieu de Vérité* de toute inculpation injuste qu'on fait peser sur le prochain sans y être autorisé par quelque preuve? Le fait est que, dès notre réunion à Troppau, le Cabinet autrichien nous a donné une Déclaration formelle qu'aucune pensée d'envahissement ou d'extension de limites, enfin de changement de l'état de possession actuel et garantis par les Traités n'entraient dans ses vues. C'est là la base sur laquelle nous avons travaillé tout ce temps, et je dirai plus, aucune extension de territoire n'est même possible en Europe depuis les liens qui unissent tous les Etats, car toutes les puissances de l'Europe sont décidées à ne pas tolérer que l'une d'elles s'avisât de changer l'état de possession actuel. Vous voyez donc que vous avez établi une accusation gratuite.

„Je vais vous en donner une nouvelle preuve. L'Autriche a poussé la délicatesse au point de donner une Déclaration à la Conférence comme quoi non seulement elle ne demanderait aucune indemnité pécuniaire pour les frais de ses armements actuels, mais qu'elle était décidée à ne pas même l'accepter. Chacun des autres Cabinets a fait une réponse formelle à cette Déclaration pour l'approuver et elle est donc devenue Acte. Cela vous prouvera encore mieux que vos suppositions ont été injustes.

„Vous me recommandez de prêcher aux Souverains de livrer leurs cœurs au Seigneur. Cette même *vérité* me commande de vous



N. Raewsky



A. Frmoloff



A. Chichkoff



A. Balachoff

répondre que le Roi de Prusse et l'Empereur d'Autriche sont religieux du fond de leurs cœurs, qu'ils reconnaissent franchement la Toute-Puissance du Seigneur et en toutes les occasions le confessent hautement. Je n'ai donc aucun mérite de m'entretenir avec eux sur un sujet pareil, puisque c'est une habitude prise entre nous depuis si longtemps. Mais après vous avoir dit cela, je suis également tenu d'ajouter qu'il peut y avoir des nuances dans notre manière d'envisager les choses qui tiennent soit aux différents rites que nous professons, soit au degré d'avancement dans la voie intérieure dans laquelle chacun de nous se trouve, et sur lequel il est bien difficile que chacun de nous s'établisse juge pour les autres.

„Bénédictions tous plutôt ce Dieu de Bonté, qui a permis que trois êtres placés à des postes comme ceux auxquels nous nous trouvons élevés, s'entendent si franchement, si amicalement sur toutes les questions et soient réunis l'un à l'autre par un lien de cœur fondé sur l'amour que tous trois professent pour le Seigneur. Ensuite abandonnons-nous avec foi à Sa conduite et à Sa direction et *ne gâtons ni le vin ni l'huile* *) en y mêlant de notre propre ouvrage, qui ne serait que tristement humain. Voilà ma profession de foi, je la sens dans mon cœur, et dès lors je ne puis en dévier sans infidélité à Celui auquel je me suis remis en entier.

„C'est là la manière dont je puis vous prouver ce que vous me recommandez avec instance, nommément de *me défaire de toute volonté propre*. C'est à quoi toutes mes pensées et mes soins sont voués, autant que ma chétive humanité est capable de le remplir. Je m'abandonne complètement à *Sa direction*, à *Ses déterminations*, et c'est *Lui* qui *amène* et qui *place* les *choses*; je ne fais que suivre en tout abandon, persuadé comme je le suis dans mon cœur qu'il ne peut mener que vers le but que Son économie a décidé pour le bien commun.

*) *Apocalypse*, chap. VI, v. 6.

„Vous me dites de confesser hautement ce dont je conviens dans mes entretiens avec vous, *que mon unique ressource est le Seigneur*. Mais ai-je tenu un autre langage depuis 1812, époque à laquelle j'ai senti si puissamment dans mon cœur l'appel de mon Sauveur? Avec les Souverains, j'en appelle à tous, tant qu'ils sont, si jamais ils m'ont entendu une autre doctrine, j'en appelle à toute ma correspondance avec eux, qui en fait document. A mes ministres, je ne fais que répéter ce même langage. Questionnez lequel vous voudrez, si jamais ils ont entendu autre chose de ma bouche; enfin aux Peuples, c'est mes Manifestes qui doivent faire preuve que ce n'est encore que ce même et unique langage que je leur ai tenu. Donnez-vous la peine de relire tous ceux qui ont paru, depuis 1812 jusqu'au moment actuel. Ainsi donc, jamais la crainte de l'opinion ne m'a arrêté sur ce sujet et je ne me suis jamais soucié que du tribunal de mon cœur, qui est tout au Seigneur.

„Vous me dites de suivre la marche que j'ai suivie depuis 1812 *jusqu'à mon départ pour Vienne*. Vous le dites dans un sens à me faire croire que vous supposez que ce séjour a pu porter quelque atteinte à ma manière de voir ou de sentir! Mais de quel départ pour Vienne parlez-vous? Est-ce celui pour le Congrès en 1814, où nous y avons séjourné pendant huit mois. Si telle était votre idée, vous avez oublié en ce cas que l'idée de la Sainte Alliance m'a été inspirée à Vienne, comme je vous l'ai dit plus d'une fois, pour clôturer le Congrès, que ce n'est que le retour de Napoléon de l'île d'Elbe, survenu à la fin de notre séjour à Vienne, qui m'a fait naître la croyance qu'il fallait encore différer avec l'exécution de cette pensée jusqu'au moment que cette nouvelle lutte serait terminée à l'aide de la Providence, et qu'enfin c'est à Paris, après que Napoléon s'est trouvé terrassé pour la seconde fois par la miséricorde Divine, que Dieu me mit dans le cœur de réaliser ce vœu que je nourrissais depuis le Congrès et me porta à tracer sur le papier l'acte, tel que vous le connaissez. Aussitôt après mon retour à Péters-

bourg, parut le Manifeste par lequel l'Acte de la Sainte Alliance a été publié, et ensuite, plus tard, le 1^{er} janvier 1816, parut celui dans lequel j'ai cru devoir énumérer tous les bienfaits que le Seigneur s'est plu de répandre sur nous pendant cette mémorable époque.

„Je crois vous avoir prouvé par tout ce que je viens de vous dire que le séjour de huit mois que j'ai fait alors à Vienne est bien loin d'avoir porté atteinte à mes idées religieuses ou à la confession de ces idées devant le monde entier. Au contraire, c'est depuis cette époque que notre politique, étant basée sur un acte aussi solennel, n'a cessé d'avoir cette intimité entre tous les Cabinets et surtout principalement entre les trois qui ont été les premiers à le conclure, intimité qui a été comme la clef de la voûte et qui a résisté à toutes les tentatives qu'ont essayées contre elle tous les révolutionnaires libéraux, niveleurs radicaux et Carbonaris de tous les coins du monde. Car, ne vous faites pas d'illusion sur cela, il y a une conspiration générale de toutes ces sociétés: elles s'entendent et se communiquent toutes, j'en ai des preuves certaines en main, et c'est depuis qu'elles se sont convaincues que la politique établie entre les Cabinets n'est plus comme celle d'autrefois, que tout espoir de les désunir et par conséquent de pêcher en eau trouble ou de diviser pour régner est évanoui, et que surtout la Religion Chrétienne est devenue la base fondamentale des principes qu'ils professent, dès ce moment, dis-je, toutes ces sectes, qui sont anti-chrétiennes et qui sont fondées sur les principes de la soi-disant philosophie de Voltaire et d'autres pareils, ont voué à tous les gouvernements une vengeance la plus acharnée. Nous en avons vu des tentatives en France, en Angleterre, en Prusse, tandis qu'en Espagne, à Naples et en Portugal ils ont réussi déjà à culbuter les gouvernements. Mais ce qu'ils poursuivent, c'est moins les gouvernements que la Religion du Sauveur. Leur devise est de tuer *l'Inf.....*, je n'ose même tracer cet horrible blasphème, trop connu d'ailleurs par les écrits de Voltaire, Mirabeau, Condorcet et de tant d'autres semblables. Pour en revenir à vos

lettres, je ne peux pas croire que vous entendiez par mon départ pour Vienne le peu de jours que j'y ai passés à mon retour d'Aix-la-Chapelle en 1818. Là, aucune affaire quelconque ne s'est traitée; toutes ont été terminées à Aix-la-Chapelle, et encore terminées d'après les mêmes principes d'union et d'accord intime qui n'ont pas cessé de diriger les Cabinets. La France a été admise à cette même intimité en y faisant cesser l'occupation militaire sous laquelle elle s'était trouvée jusqu'à cette époque.

„Il est encore moins possible de supposer que, par mon départ pour Vienne, vous entendiez désigner mon absence actuelle, parce que cette fois-ci, j'ai à peine vu Vienne, n'y ayant fait que passer et notre travail s'étant fait à Troppau et à Laybach, comme vous le savez très bien. Ainsi, franchement, je n'ai pas pu comprendre ce que vous vouliez désigner par le *départ pour Vienne*, et encore moins me rendre compte quelle espèce d'influence lui avez-vous pu supposer? Ce dont je peux bien vous répondre, c'est que ces suppositions sont complètement gratuites et destituées de toute vérité et qu'aucune espèce de tentative contre mes opinions religieuses n'a été même essayée.

„Je suis complètement d'accord avec vous que l'enfer est déchaîné contre notre marche: c'est tout simple, et tout ce que je vous ai dit plus haut tend à le prouver. Mais c'est précisément comme vengeance de ce que sans déguisement et ouvertement nous nous déclarons Chrétiens et professons la Religion du Sauveur, chacun d'après sa meilleure conception, mais ce que je puis bien répondre, chacun de nous trois le fait de cœur et aussi bien qu'il sait le faire. Vous me dites que l'enfer ne peut attaquer ma foi, qui est profondément enracinée dans mon cœur, je cite vos propres paroles. J'aime à l'espérer, mettant toute mon unique confiance, en cela comme en toute autre chose, dans l'aide du Seigneur. Mais dans une autre lettre vous me dites que „M. Kochéleff est réduit au silence jusqu'à ce que l'Elu agisse avec plus d'abandon et *de foi*“.

„Comment concilier ces deux assertions? Tout ce que je puis vous dire, c'est que j'agis complètement d'après *ma foi*, mais il m'est impossible d'agir d'après *la foi d'un autre*. Voilà une vérité qui i,l me semble, n'est pas assez sentie. Si j'agissais d'après *la foi d'un autre* et qu'en même temps cette manière d'agir ne serait pas en concordance avec *ma foi*, je crois que je serais criminel.

„Cette croyance est, j'ose le dire, d'accord avec St-Paul.

„Dans ce moment-ci, j'ai ouvert l'Écriture pour chercher le passage qui se rapporte à ce que je viens de vous dire, et, en ouvrant le livre, mes yeux se sont portés sur l'*Épître aux Romains*, chap. VIII, depuis le v. 22 jusqu'à la fin du chapitre. Ce n'est pas la citation que je cherchais, mais comme ce qui s'est ouvert m'a paru si marquant et analogue à ce que je vous écrivais, je vous engage à le lire.

„La citation sur laquelle j'appuie ce que je vous ai dit sur *la foi* est dans l'*Épître aux Romains*, chap. XIV, dans le dernier verset 23: „*Il est condamné parce qu'il n'agit pas selon la foi. Or tout ce qui ne se fait pas selon la foi est péché*“. Au reste, tout ce chapitre mériterait d'être lu, puisqu'il explique bien les relations dans lesquelles on se trouve l'un envers l'autre sur tout ce qui a rapport à la foi. D'après ma conviction, je suis bien loin de renfermer la semence pour des prétextes tels que prudence, sagesse, circonspection, etc., mais je sens que je suis dépositaire d'une œuvre sacrée, sainte; je ne dois ni ne puis la compromettre; je dois encore moins être une cause de scandale.

„St-Paul dit, *Épître aux Romains*, chap. XIV:

V. 13: „*Ne nous jugeons donc plus les uns les autres, mais jugez plutôt que vous ne devez pas donner à votre frère une occasion de chute et de scandale*“.

V. 16: „*Prenez donc garde de ne pas exposer aux médisances des hommes le bien dont nous jouissons*“.

V. 18: „Et celui qui sert Jésus-Christ en cette manière *est agréable à Dieu et approuvé des hommes*“.

V. 19: „Appliquons-nous donc à rechercher ce qui peut *entretenir la paix pour nous*, et observons tout ce qui peut nous édifier les uns les autres“.

V. 21: „Et il faut mieux ne rien faire *de ce qui est à votre frère une occasion de chute ou de scandale, ou qui le blesse parce qu'il est faible*“.

V. 22: „Avez-vous une foi éclairée? *Contentez-vous de l'avoir dans le cœur aux yeux de Dieu*. Heureux celui que *sa conscience ne condamne point en ce qu'il veut faire*“.

V. 23: „Or tout ce qui ne se fait pas selon la foi *est péché*“.

„Vous me dites que M. Kochéleff voit qu'il n'y a pas d'harmonie nécessaire dans le lien! Mais en quoi le voit-il? Personne plus que moi ne désire cette harmonie et ne prie Dieu avec plus de ferveur pour l'obtenir. J'ose dire que de mon côté j'ai toujours tout fait pour conserver et maintenir cette harmonie, excepté ce que mon sentiment intérieur me défendait de faire. Encore une fois, il ne dépend pas de moi d'agir contre ce sentiment intérieur; quand il me parle, je dois plier et me soumettre, et il n'y a pas de considération humaine pour laquelle je puisse transgresser ce que ce sentiment intérieur m'indique. Mais, pour revenir à ce que je vous disais sur cette harmonie que M. Kochéleff croit être dérangée, encore une fois, en quoi le voit-il? Est-ce par rapport à Mme Bouche? Car voilà le seul point où nous différons dans la manière de sentir. Eh bien! fidèle à cette *vérité* qui guide ma plume, je vous dirai sur Mme Bouche ce que plus d'une fois j'ai été dans le cas de vous dire dans nos conversations, que je croyais qu'il entraînait parfois beaucoup d'humain dans les paroles de Mme Bouche. J'en ai eu un sentiment très prononcé dans mon cœur. Dépend-il de moi de déraciner ce sentiment intérieur? Ah! bien sûr que non!“

Nous avons fait lire cette lettre de l'Empereur et la réponse du prince Golitzyne (voir les Annexes) à une vieille dame, adepte de Pachkoff et de lord Redstoke, qui a fait à ce propos la réflexion suivante: „Golitzyne était un converti, mais Alexandre pas du tout“. Cette opinion nous paraît très proche de la vérité.

Ces lignes écrites de Laybach au prince Golitzyne traduisent on ne peut plus clairement l'état d'esprit dans lequel se trouvait alors le Souverain de l'Empire Russe. Il est difficile d'apprécier justement cette psychose, beaucoup plus voisine d'un dérangement d'esprit général que d'une forme de pensée quelconque. On sent dans les lignes de cette lettre un véritable désarroi mental, et c'est en vain qu'on y cherche ce calme de l'âme dont il y est question à plusieurs reprises. Les citations de la Bible, de l'Apocalypse, de l'Épître de Saint-Paul aux Romains nous apparaissent comme le fruit des rêveries malades d'un homme moralement désemparé. Les comparaisons avec Judith, Holopherne et Nabuchodonosor et leur application à la situation du roi Ferdinand de Naples, ressemblent davantage aux divagations d'un fou qu'à toute autre chose. On est frappé également de la nervosité avec laquelle l'Empereur relève les critiques que s'étaient permis de formuler contre sa politique étrangère ses frères spirituels, Golitzyne et Kochéleff, qui lui disaient toujours franchement et hardiment toute leur pensée sur tout ce qui concernait les sujets religieux. Il faut convenir que cette apologie faite par Alexandre de sa propre politique n'est pas absolument heureuse, et qu'on remarque dans les arguments qu'il invoque pour se justifier des escamotages manifestes. Dans son ensemble, cette lettre, qu'Alexandre mit une semaine entière à rédiger, reflète une sorte de lutte intérieure et une extraordinaire nervosité. Des rapprochements de dates permettent d'attribuer cet état d'esprit à l'impression produite par l'affaire du régiment Sémenowsky, survenue à la fin d'octobre 1820 et aussi par tous les rapports concernant l'explosion du mouvement révolutionnaire en Italie et en Espagne, cette renaissance du carbonarisme. Pour se

rendre clairement compte du processus de la transformation qui s'était accomplie dans l'âme du Souverain, il est nécessaire de connaître en détail l'affaire de la révolte du régiment Sémenowsky.

Ce régiment était alors commandé par le colonel Schwartz, créature d'Araktchéeff, allemand dépourvu de tact et très entier de caractère. C'est lui qui fut la cause, et presque l'unique cause, des désordres qui éclatèrent, mais si ces désordres ne cessèrent pas immédiatement, il faut en rendre responsables les autorités supérieures de la Garde, qui manquèrent de décision et d'initiative. Tous avaient perdu la tête, d'autant plus que l'Empereur était justement absent, et si on lit attentivement les lettres de Vassiltchikoff et du comte Miloradowitch, leurs rapports officiels et aussi leur correspondance privée, on peut aisément se convaincre que le haut commandement n'était pas à la hauteur de sa tâche. Alexandre avait une affection très vive pour le régiment Sémenowsky, et cela depuis l'époque où, comme Héritier Présomptif, il en était le chef. Il distingua toujours ce régiment d'une façon toute particulière et combla de faveurs ses officiers, dont cinq étaient ses aides de camp. Cette révolte éclatant dans son régiment favorisa le surpât et l'affligea au suprême degré. Des semaines entières furent ensuite consacrées à une correspondance extrêmement active concernant ces événements. D'autre part, à Troppau, où il reçut cette grave nouvelle le 28 octobre 1820, Alexandre non seulement confia son chagrin au prince Wolkonsky et aux personnes de son entourage immédiat, mais raconta tout en détail au prince de Metternich qui se trouvait là. Tout cela tombait on ne peut plus à propos pour l'habile autrichien, et Metternich ne cessa pas un seul instant de répéter à l'Empereur de Russie que cette révolte était en corrélation étroite avec les agissements des sociétés révolutionnaires en Europe. Ni les assurances de Vassiltchikoff et de Zakrewsky, affirmant que sous ces désordres il n'y avait pas l'ombre d'une raison politique, ni même l'opinion très ferme d'Araktchéeff, que „les sous-officiers et soldats étaient les moins coupables dans

cette affaire“, ne purent changer la conviction du Souverain. Les véritables dispositions d'Alexandre s'exprimèrent surtout dans ses lettres à Araktchéeff, à Miloradowitch et à Vassiltchikoff (toutes ces lettres sont reproduites dans Schilder) et aussi dans des lettres à des particuliers. C'est ainsi, par exemple, qu'il écrivait à la princesse Sophie Mechtchersky: „Nous sommes occupés ici à une besogne des plus importantes, mais des plus difficiles. Il s'agit de porter remède contre *l'empire du mal* qui s'étend avec célérité et par tous les *moyens occultes* dont se sert *le génie satanique* qui le dirige. Ce remède que nous cherchons, hélas! est au-dessus de notre chétif pouvoir humain. Le Sauveur seul, par le pouvoir de Sa parole Divine, peut fournir ce moyen. Invoquons-Le donc de toute la plénitude, de toute la ferveur de nos cœurs, pour qu'Il daigne répandre Son Esprit Saint sur nous et nous faire marcher dans la voie qui seule peut Lui plaire et qui seule peut nous conduire au salut“.

Ainsi donc il s'était formé dans l'esprit du Souverain une conception bien définie du „mal“, du „génie satanique“ contre lequel il était décidé à lutter jusqu'à la dernière extrémité. Il n'est pas surprenant dès lors qu'il eût déjà donné des ordres en vue d'une intervention armée dans les affaires italiennes. Une armée de 100.000 hommes devait être constituée, comprenant le corps de Lithuanie, le 3^e corps d'infanterie et le 4^e corps de cavalerie de réserve; mais ce projet ne fut heureusement pas mis à exécution.

Pour l'affaire du régiment Sémenowsky, Alexandre crut fermement qu'elle était due à une influence extérieure, à l'action de mystérieux carbonari, et, bien que les autorités militaires supérieures de St-Pétersbourg fussent à peu près unanimes à penser le contraire, il persista dans son erreur. Si l'on se réfère à des témoignages comme celui de Zakrewsky, on ne peut conserver l'ombre d'un doute sur l'homme à qui incombe réellement la responsabilité de la révolte.

Le 19 octobre 1820, Zakrewsky écrivait en effet au prince Wolkonsky: „Ce qui s'est passé au régiment Sémenowsky a consterné

tout le monde ici, mais il faut vous dire que cet événement n'a pas eu d'autre cause qu'une profonde exaspération contre le colonel Schwartz et qu'il n'y a absolument aucune cause accessoire, à moins que le conseil de guerre nommé pour juger le premier bataillon ne découvre quelque chose"....

Un mois après (19 novembre 1820), Zakrewsky écrivait encore: „....Je suis sûr que cet événement a été d'autant plus pénible pour vous que vous avez vous-même servi dans ce régiment.... Soyez certain, Prince, que ce qui s'est passé au régiment Sémenowsky n'a pas d'autre cause que la haine du colonel Schwartz"....

Il existe *) un rapport détaillé de l'aide de camp général Vassiltchikoff, auquel sont jointes des „notes secrètes“ écrites de la main de l'Empereur et „spécialement destinées à Vassiltchikoff seul“. On y voit clairement quelle importance l'Empereur attachait à ce triste incident et dans quels menus détails il jugeait nécessaire d'entrer. Plus significative encore est l'annotation autographe mise par le Souverain sur le jugement du conseil de guerre, et les résolutions écrites de la main du comte Araktchéeff en marge de ce document ne méritent pas moins d'attention. On est frappé de la rigueur et de l'implacable dureté avec lesquelles furent appliquées les peines prononcées contre certains sous-officiers et soldats reconnus par le conseil comme ayant été les instigateurs de la révolte. Un petit nombre seulement d'entre eux bénéficièrent d'une atténuation de peine, tandis que les meneurs, malgré leurs excellents services militaires et leurs campagnes, virent leur condamnation aggravée jusqu'à six mille coups de verge chacun.

L'Empereur mit fin à son séjour prolongé en Autriche en quittant le 1^{er} mai 1821 Laybach pour rentrer en Russie. A Ofen, il alla visiter la tombe de sa sœur aînée, la Grande-Duchesse Alexandrine, épouse de l'Archiduc Palatin. De là, il gagna Varsovie par la Hongrie

*) V. *Archive Russe*, 1875, fasc. 6 (en russe).

et la Galicie, et le 24 mai il arriva à Tzarskoé Sélo. Dès son retour, on lui donna connaissance d'une dénonciation, reçue en son absence, révélant l'existence d'un complot politique et accompagnée d'une liste des personnes qui y étaient impliquées.

D'après Schilder, l'Empereur aurait été informé de cette affaire par le commandant du corps de la Garde, Vassiltchikoff, à qui il aurait fait cette réponse: „Mon cher Vassiltchikoff, vous qui êtes à mon service depuis le commencement de mon règne, vous savez que j'ai partagé et encouragé ces illusions et ces erreurs“. Puis, après quelques instants de silence, l'Empereur aurait même ajouté: „Ce n'est pas à moi à sévir“. Il est possible et vraisemblable qu'une pareille conversation ait eu lieu en réalité, mais il est hors de doute que l'Empereur était au courant de tout avant même son retour de Laybach. Cette opinion est confirmée par une note de Benckendorff, remise à Alexandre en cette même année 1821 et retrouvée par Benckendorff lui-même dans le secrétaire de l'Empereur, à Tzarskoé Sélo, lors du dépouillement de ses papiers, après son décès. Benckendorff plaça ce document, qui ne portait pas une seule annotation, dans une enveloppe sur laquelle il écrivit en français: „Le papier en question retrouvé l'année 25, dans le cabinet de l'Empereur Alexandre à Zarskoé Sélo, donné l'année 21“; et sur le document même, il mit la mention suivante: „Remis à l'Empereur Alexandre l'année 21, 4 ans avant l'événement du 14 décembre 1825“.

Il convient de s'arrêter un instant sur cet épisode, mais nous éprouvons quelque embarras à en donner une explication logique, et cela pour les raisons suivantes. Si l'on songe à la sévérité dont l'Empereur fit preuve à propos des condamnations prononcées contre les mutins du régiment Sémenowsky et à toutes les lettres concernant cette affaire, dans lesquelles Alexandre cherchait à découvrir des raisons politiques que ne révélèrent ni l'enquête ni le jugement, comment peut-on admettre une si complète indifférence de sa part à l'égard de la note de Benckendorff et de la communication verbale

de Vassiltchikoff? Comment démêler pourquoi l'Empereur avait failli intervenir activement dans les affaires italiennes pour combattre le carbonarisme, tandis que chez lui, en Russie, il n'entreprenait rien pour détourner une catastrophe imminente, et prononçait cette phrase stupéfiante: „Ce n'est pas à moi à sévir!“ Est-il possible que, décidé par Metternich à soutenir la lutte la plus désespérée contre le mouvement révolutionnaire en Europe, Alexandre soit demeuré indifférent à l'apparition de phénomènes semblables en Russie? En réalité pourtant, il en fut ainsi, ou du moins à peu près ainsi. Nous disons „à peu près ainsi“ parce que le Souverain, moralement désarmé, trouva néanmoins un homme qui devait le remplacer dans toutes les affaires concernant l'administration intérieure de la Russie et à qui il remit non seulement de bon gré, mais de propos délibéré le gouvernement du pays. Cet homme fut Araktchéeff.

L'illusion de l'Empereur était si profonde qu'il espérait guérir la Russie du virus révolutionnaire qui avait déjà pénétré dans différentes couches de la société et de l'armée, grâce uniquement aux mesures que prendrait le substitut choisi par lui à cet effet dans la personne du grossier et brutal exécuter de ses volontés, Araktchéeff. Et cette illusion s'enracina profondément dans l'esprit et dans le cœur d'Alexandre. Il s'imagina qu'en se couvrant en quelque sorte d'Araktchéeff, il s'était prémuni contre toute responsabilité, et voilà où avaient abouti les entraînements du mysticisme et de l'extase religieuse, voilà à quel pitoyable résultat ils l'avaient conduit.

Cette idée chimérique de se couvrir d'Araktchéeff partout où il le pourrait, était apparue progressivement dans l'esprit de l'Empereur, et nous en avons trouvé des manifestations sur les marges du jugement rendu dans l'affaire du régiment Sémenowsky et dans d'autres documents. C'est ainsi que dans les dossiers des Archives scientifiques de la Guerre est conservé un brouillon de lettre écrit en entier de la main de l'Empereur Alexandre dès le 20 février 1820, à l'adresse du marquis Paulucci, gouverneur général de Riga, au sujet d'une

affaire personnelle. Cette lettre fut recopiée par Araktchéeff, et envoyée, en son propre nom, au marquis. Elle était conçue en ces termes :

„Monsieur le Marquis, j'ai reçu votre lettre, à laquelle était jointe une requête adressée à Sa Majesté l'Empereur. Mais, après l'avoir très attentivement examinée, j'ai décidé de ne pas remettre cette requête à Sa Majesté, et je vous la retourne ci-joint.

„Les raisons qui m'ont fait prendre cette décision sont les suivantes : l'époque à laquelle il est permis de formuler les demandes de mise à la retraite est déjà passée depuis le 1^{er} janvier, et ces demandes ne sont pas admises avant le 1^{er} septembre. En second lieu, je dois vous avouer franchement que je ne vois pas quel motif vous pouvez avoir de demander à quitter le service. En effet, c'est grâce aux faveurs dont vous a comblé l'Empereur que vous êtes arrivé au grade que vous occupez dans la hiérarchie, sans parler du titre flatteur d'aide de camp général et d'une opulente fortune ; vous remplissez des fonctions qui prouvent clairement la confiance dont vous honore le Souverain ; après cela, je ne comprends pas ce que vous pouvez encore désirer. Ayant très fréquemment l'occasion de m'entretenir avec l'Empereur, je puis vous assurer que ni son opinion sur vous, ni sa confiance en vous n'ont changé en quoi que ce soit ; et si, après tout ce que je viens de rappeler, vous vous souvenez que c'est seulement en 1807 que vous êtes passé du service d'un pays étranger à celui de la Russie, et que vous êtes arrivé en 13 ans au rang que beaucoup de vos camarades ont mis plus de 25 ans à atteindre, vous devrez reconnaître en toute justice que vous ne pouvez pas vous plaindre. Excusez ma franchise : elle est dans mon caractère et j'ai coutume de m'en inspirer. Agréez....“ etc.

Araktchéeff.

Tout ce que dit cette lettre est exact, et, pour être bien la réponse que méritait Paulucci, elle n'en dut pas moins consterner cet étranger présomptueux, qui ne savait pas même le russe, et à qui il

fallut probablement traduire en français la missive d'Araktchéeff. Si donc Paulucci éprouva quelque dépit, ce ne put être que contre Araktchéeff, car il ne pouvait soupçonner une seconde que la lettre avait été rédigée en entier par l'Empereur lui-même. Il en fut de même dans l'affaire du régiment Sémenowsky: on attribua la sévérité et l'implacable dureté des décisions de l'Empereur à l'influence d'Araktchéeff, bien que le ministre ne se fût nullement mêlé de la procédure et qu'il soulignât son abstention dans ses lettres à l'Empereur, préférant séjourner à Grouzino ou dans les colonies militaires pendant l'instruction et le jugement.

Aussi est-il difficile de comprendre pourquoi Alexandre jugea nécessaire de faire preuve d'une telle sévérité à l'égard des sous-officiers et soldats de son régiment préféré, tandis qu'il ne crut pas même devoir faire une remarque à propos de la note remise par Benckendorff, qui révélait l'existence de dispositions infiniment plus dangereuses dans le corps des officiers et dans une partie de la société. Sans tomber dans des subtilités exagérées, efforçons-nous de trouver à ce phénomène l'explication la plus simple, en nous appuyant sur le caractère d'Alexandre. Il avait commandé le régiment Sémenowsky alors qu'il était encore Césarewitch: il se rappelait le rôle joué par ce corps d'élite à son avènement au Trône en 1801, il était fier de ses exploits sur les champs de bataille, et voilà que ce même régiment Sémenowsky devenait tout à coup le théâtre d'événements au cours desquels le respect de son chef et des autorités supérieures était oublié et la discipline *impudemment* violée. Le sentiment de l'outrage, l'amertume du désenchantement furent tels chez l'Empereur qu'ils le poussèrent non seulement à la sévérité, mais même à une implacable dureté.

Quant aux révélations de Benckendorff et de Vassiltchikoff, elles avaient touché une autre corde sensible dans le cœur de l'Empereur: il en ressentit une nouvelle impression de désenchantement, provenant, celle-là, d'un retour sur son „moi“, sur sa propre person-

nalité, sur ses erreurs de jeunesse, sur toutes les rêveries libérales auxquelles il s'était livré durant diverses périodes de son règne; ce fut en lui un découragement bien naturel, un sentiment d'indulgence pour les fautes du prochain, conforme aux enseignements de la charité chrétienne. Il était logique que sa conscience le tourmentât et le poussât à se montrer miséricordieux pour les égarements des autres, ses frères inférieurs, si bien qu'il n'eut ni le courage de les châtier ni la volonté de se flageller lui-même.

C'est aux forces célestes et non à la raison humaine qu'il appartenait de lutter sur ce terrain, et celui que l'inexorable destin désigna, sans doute par miracle, pour guérir ce malaise moral, ne fut autre que le comte Alexis Araktchéeff.

CHAPITRE V.

Désenchantement général.

(1822—1825.)

„O mon grand Dieu! prends-nous
en Ta sacrée garde et aie compassion
et pitié de nous“.

(Extrait d'une prière écrite de la main de
l'Empereur Alexandre I^{er}.)

Sur un des murs de la cathédrale de Grouzino, on voit encore aujourd'hui un grand bas-relief représentant l'Empereur Paul I^{er}, et surmonté de la légende suivante en lettres d'or: „Mon cœur est pur et mon esprit sans reproche vis-à-vis de Toi“. Ces quelques mots nous donnent la clé des rapports d'Alexandre I^{er} avec le comte Araktchéeff. En effet, les traits de l'homme qui, sur l'ordre du comte Pahlen, fut arrêté aux portes de Saint-Pétersbourg le 11 mars 1801, et dont la présence dans la capitale aurait pu prévenir le dénouement tragique de cette nuit de sinistre mémoire, devaient se graver profondément dans le souvenir de celui qui, tout jeune encore, monta sur le Trône de Russie. Cette impression devait être d'autant plus forte et plus ineffaçable que le tour d'esprit et le caractère d'Araktchéeff étaient bien connus d'Alexandre. On a peine à imaginer comment les choses se seraient passées si Araktchéeff était arrivé à temps pour prévenir la catastrophe si habilement préparée par le comte Pahlen et perpétrée avec tant de cynisme par Bennisen.

Pourtant, dans les premiers temps qui suivirent l'avènement d'Alexandre, Araktchéeff s'effaçait comme à dessein, demeurant obstinément à Grouzino et n'apparaissant presque jamais à Pétersbourg. Alexandre le connaissait cependant depuis l'époque où, Héritier du Trône, il s'entraînait aux exercices militaires à Gatchina: plus d'une fois, l'officier zélé et artilleur consommé, au masque invariablement de glace, avait protégé le jeune homme contre les accès de colère de son père, et l'on n'oublie pas ceux qui rendent de pareils services, dont les années mêmes n'effacent pas le souvenir. L'Empereur Alexandre ne pouvait guère non plus oublier le fidèle serviteur de son père, le soldat qui lui était à lui-même si dévoué. Neuf ans après son avènement, le 7 juin 1810, Alexandre passa pour la première fois à Grouzino, en revenant de Tver, où il était allé voir sa sœur la Grande-Duchesse Catherine. Araktchéeff note sur l'Evangile interfolié de sa chapelle les détails de cette première visite de son bienfaiteur: „L'Empereur a daigné entrer avec le comte dans l'église; le clergé l'a reçu avec la croix et l'eau bénite et l'a introduit. L'Empereur a daigné faire tout le tour de l'église, puis il est allé avec le comte au jardin“....

La seconde fois qu'Alexandre vint à Grouzino, le 8 juillet 1816, il alla encore à l'église. „Sa Majesté a été reçue à l'entrée, suivant la coutume, par les desservants avec la croix et l'eau bénite. Aussitôt après l'entrée de Sa Majesté a commencé l'office divin, pendant lequel l'Empereur s'est tenu debout devant l'icône de l'Apôtre Saint-André, près du chœur de droite; l'office terminé, il a daigné visiter les monuments élevés dans la cathédrale à la mémoire de l'Empereur Paul I^{er} et des officiers du régiment du comte Araktchéeff tués à l'ennemi“.

Il est très probable qu'au cours de ces deux visites, les regards de l'Empereur durent aussi se fixer sur le bas-relief de Paul I^{er} ornant le mur de gauche de l'église, ainsi que sur la légende qui occupe toute la largeur du mur, du côté du chœur de gauche.

La légende, aussi bien que le portrait de son père, ne put manquer de produire sur lui une impression qui dut être d'autant plus forte que les mots de cette légende disaient tout bas: „Mon cœur, à moi, Araktchéeff, est pur, et je suis sans reproche vis-à-vis de la mémoire du défunt“. Ce souvenir du passé agit péniblement sur l'esprit du Souverain et l'amena à faire des réflexions mélancoliques.

Une fois calmée la fièvre de réformes des premières années, Alexandre appela près de lui Araktchéeff et put à loisir se convaincre de la puissance de travail de son collaborateur et le voir à l'œuvre. D'une façon générale, l'Empereur avait un don remarquable d'observation et savait garder par-devers lui les conclusions qu'il tirait de ce qu'il avait vu et entendu, sans en faire part à personne avant le temps. Le travail en commun, qui, à cette époque, portait exclusivement sur les questions militaires, permit à l'Empereur d'apprécier le zèle d'Araktchéeff, son intégrité, sa ponctualité, et surtout de s'habituer à son air glacial, peu fait pour inspirer confiance.

Alexandre, qui tenait de la nature une tendance en quelque sorte malade à se défier de tous ceux qui l'entouraient, faisait de rares exceptions en faveur d'amis de jeunesse, comme le prince Wolkonsky et le prince Golitzyne, devant qui il n'éprouvait aucune contrainte, par la simple raison qu'il était habitué à les voir près de lui. Quant à son intimité avec Araktchéeff, elle ne naquit que d'une façon insensible et progressive, ce qui prouve seulement à quel point le seigneur de Grouzino sut s'accommoder au caractère de l'Empereur. Après la Guerre Patriotique, ce fut pour Alexandre un véritable besoin que d'avoir près de lui Araktchéeff. L'Empereur, après sa crise morale, trouvait bien en lui l'homme indispensable parfaitement au fait de ses vues sur toute espèce de questions, l'homme de toute confiance, incapable de défection, d'indiscrétion et de perfidie. Même avant 1812, alors que les pensées de l'Empereur se concentraient déjà sur les préparatifs de la guerre contre Napoléon, sa sympathie pour Araktchéeff se manifesta par le désir qu'il éprouva de visiter la

résidence préférée du fidèle serviteur de son père, et où il se retirait chaque fois que le moindre malentendu les divisait. L'Empereur était curieux de voir et de connaître cet énigmatique Grouzino. En 1810, au retour d'un voyage à Tver, chez sa sœur, il réussit enfin à satisfaire cette secrète envie, et aussitôt après, l'impression qu'il rapporta de ce premier séjour à Grouzino commença à produire ses effets. Sa confiance dans Araktchéeff s'accrut encore, et cette circonstance, jointe aux efforts de la Grande-Duchesse Catherine, qui avait pour le comte une estime particulière, ne tarda pas à précipiter la chute de Spéransky et à faire oublier la vive sympathie jusqu'alors témoignée à „l'indigne favori“. A peine les guerres napoléoniennes terminées, Alexandre s'empressa de retourner à Grouzino, et ces visites devinrent d'année en année plus fréquentes. Un inexplicable charme attirait le bienfaiteur vers la retraite solitaire de celui qui lui témoignait tant de reconnaissance et qui, suivant le désir de l'Empereur Paul, avait adopté pour ses armoiries cette laconique devise: „Dévoué sans flatterie“. Ces trois mots ne se rapportaient pas seulement à Alexandre, mais aussi à celui qui n'était plus, à Paul I^{er}. Partout, à Grouzino, dans la maison, dans l'église et dans le jardin, Alexandre trouvait des témoignages de respect et de vénération pour la mémoire de son père; tout le conviait malgré lui à se souvenir du défunt et à voir dans le maître du logis un serviteur dévoué du Souverain disparu; en d'autres termes, son imagination dut subir une influence mystérieuse, très voisine des dispositions mystiques dans lesquelles se trouvait celui qui venait de délivrer l'Europe. En un mot, la mémoire de Paul I^{er}, son ombre même en quelque sorte, poussèrent Alexandre, indépendamment de ses sentiments personnels, à considérer avec sympathie le visage sans expression d'Araktchéeff.

Et ce visage se grava dès l'abord dans l'imagination impressionnable du Monarque; puis, avec le temps, Araktchéeff s'attacha pour ainsi dire à la personne d'Alexandre, se tenant perpétuellement à ses côtés, le suivant partout pas à pas. En refusant toutes les distinctions

honorifiques, comme par exemple les insignes de l'ordre de Saint-André, puis le bâton de feld-maréchal, qui lui fut offert après l'entrée des Alliés à Paris, Araktchéeff soulignait en quelque sorte aux yeux du Souverain son désintéressement et son „dévouement sans flatterie“ envers lui seul. Cette attitude n'allait pas seulement au cœur d'Alexandre, elle l'amenait à s'illusionner malgré lui sur les véritables sentiments du dévoué comte et lui faisait fermer les yeux sur toutes ses tromperies qui indignaient tout l'entourage, mais sans troubler en rien l'Empereur lui-même. Bien au contraire, sa confiance augmentait d'année en année, et, quand la religiosité s'empara de son âme, il lui parut tout à fait naturel de confier à cet homme les affaires les plus importantes de l'Empire, tant il était convaincu que seul Araktchéeff comprenait exactement ses ordres, les exécutait sans murmurer et sans jamais rien y changer.

Toutefois, jusqu'à l'affaire du régiment Sémenowsky, l'influence du comte connaissait des limites et s'exerçait surtout dans les questions relatives aux colonies militaires. A cette époque, le prince Wolkonsky, Zakrewsky, le prince Golitzyne et quelques autres se faisaient encore entendre de l'Empereur et avaient conservé leur crédit, mais, au retour de Laybach, ils perdirent eux-mêmes la confiance dont ils avaient joui jusque-là et disparurent de la scène l'un après l'autre. A partir de 1822, l'Empereur, dans toutes les affaires, n'écouta plus que le seul Araktchéeff et ne reçut de rapports que de lui sur toutes les questions concernant les diverses branches de l'administration. D'autre part, le tout-puissant comte entoura exclusivement le Monarque de protégés et de créatures qui n'osaient le contredire en rien, ni faire aucune proposition sans avoir préalablement pris son avis.

Durant les quatre dernières années du règne d'Alexandre, la Russie fut donc en réalité gouvernée par Araktchéeff seul. C'était lui qui promulguait les lois, envoyait les ordres, punissait, graciait, infligeait des blâmes ou des réprimandes, donnait de l'avancement à des incapables, et d'une façon générale courbait sous un joug impitoyable la

Russie et le peuple russe, tandis qu'Alexandre se taisait, souffrait moralement et souvent aussi physiquement, et signait docilement tout ce qu'on lui présentait. Nous allons, dans ce chapitre, étudier cette triste période. Mais nous devons nous demander d'abord ce qu'était au juste l'homme qui, vers la fin de la brillante période connue dans l'histoire sous le nom d'*Epoque d'Alexandre*, devint l'arbitre presque souverain des destinées de la Russie.

Les Araktchéeff étaient des nobles du gouvernement de Novgorod. Ils tiraient leur origine d'un certain Ivan Araktchéeff, qui avait reçu en 1684, pour les services rendus par ses ancêtres, un bien héréditaire dans le district de Novgorod. Le grand-père du comte avait été tué par les Turcs pendant la campagne de Munnich; quant à son père, il avait servi quelque temps dans le régiment Préobrajensky, puis avait pris sa retraite simple lieutenant pour se retirer dans sa propriété, où il n'avait qu'une vingtaine de paysans qui lui étaient échus en partage à la succession de l'aïeul. Il s'y maria et eut trois fils, Alexis, né le 23 septembre 1769, Pierre et André. Il avait une préférence évidente pour l'aîné. La famille vivait comme généralement les petits propriétaires à cette époque, modestement, avec des ressources très restreintes, mais non pas dans la gêne. Très pieuse, la mère apprit elle-même à Alexis les prières, le conduisant fréquemment à l'église, et un clerc lui montra à lire, à écrire et à compter. On lui donna des habitudes d'ordre et de travail qu'il conserva toute sa vie. Le maître était très satisfait des progrès de son élève en arithmétique, et, quand Alexis atteignit sa douzième année, son père voulut l'envoyer continuer ses études à Moscou: mais, après avoir vu pendant les vacances les enfants de son voisin Korsakoff, qui étaient élèves d'un corps de cadets, il décida de le mettre également cadet à St-Petersbourg. La chose ne fut pas facile; il fallut d'interminables démarches dans la capitale; mais le hasard voulut enfin que le général Melissino remarquât le jeune garçon, et grâce à lui Alexis entra le 19 juillet 1783 au corps des cadets de l'artillerie. Bientôt, par un heureux con-

cours de circonstances, le général Melissino, qui n'exerçait qu'un commandement temporaire au corps des cadets, fut nommé commandant en titre à la mort du général Mordvinoff.

Issu d'une famille moitié italienne, moitié grecque, Pierre Melissino était très instruit et très cultivé pour l'époque. Après avoir voyagé un peu partout, il avait choisi la carrière militaire, où il avait bientôt atteint les grades supérieurs. Il avait su se faire, dans la société de St-Pétersbourg, une situation indépendante, bien que la haute noblesse de Cour ne l'aimât guère et l'appelât par dérision „panier percé“ ou „grand seigneur manqué“. L'Impératrice Catherine, qui l'appréciait pour son énergie, l'avait appelé à la direction du corps des cadets de l'artillerie quelques mois avant l'admission d'Alexis Araktchéeff. Le règlement des écoles militaires était alors très sévère; mais les élèves étaient souvent de grands garçons presque adultes et fort turbulents avec qui une discipline rigoureuse était indispensable, et, pour les maintenir dans le devoir, il n'y avait alors d'autre moyen que les verges, dont on chantait les louanges même en vers:

„Aiguillant les esprits, stimulant les mémoires,
„Elles changent en bien les volontés mauvaises....
„Baisez-les, oui, baisez le fouet et la férule;
„Ils sont bien innocents, ne les maudissez pas,
„Ne soyez pas ingrats pour la main qui vous blesse:
„Ce n'est pas votre mal, c'est votre bien qu'elle aime“.

Le jeune Araktchéeff se fit immédiatement remarquer de ses professeurs et de ses chefs par son application, sa ténacité et ses dispositions pour les mathématiques. En quelques mois, avec la faible préparation reçue à la campagne, il passa dans les classes supérieures. Caporal le 9 février 1784, fourrier le 21 avril, sergent-major le 27 septembre, il obtenait en même temps des récompenses et passait officier dès 1787. La fortune continuant à lui sourire, Melissino le fit agréer par le comte N. Saltykoff, pour donner des leçons à ses

filis et, en 1791, on le nomma professeur d'artillerie au corps même où il avait été cadet.

A ce moment précisément, le Césarewitch Paul cherchait un instructeur d'artillerie pour les troupes de Gatchina, et Melissino s'empressa de désigner pour ces fonctions le jeune Araktchéeff, qui arriva à Gatchina le 4 septembre 1792. Là, quatre années durant, Araktchéeff se consacra sans réserve à l'instruction des troupes; s'efforçant en même temps de perfectionner l'artillerie et travaillant avec un zèle extraordinaire, il gagna définitivement la faveur du Césarewitch, qui se manifestait tantôt par des éloges, tantôt par des distinctions honorifiques. Bien longtemps après, Araktchéeff disait de cette époque: „Le service à Gatchina était dur, mais agréable, parce que le zèle y était toujours remarqué, ainsi que la connaissance du métier et surtout l'exactitude. Le Grand-Duc Héritier me témoignait de la bienveillance, mais parfois aussi il me tançait vertement, toujours à cause de l'inexactitude des autres“. De son côté, Araktchéeff lui-même était d'une grande sévérité envers ses subordonnés et se faisait remarquer non seulement par une exigence excessive dans le service, mais encore par une impitoyable dureté, dont il avait déjà fait preuve alors qu'il était professeur au corps des cadets, où son passe-temps favori consistait à faire fouetter les élèves. Au reste, avec les soldats également, il ne connaissait guère d'autre punition, à moins qu'il ne les frappât brutalement au visage avec ce qui lui tombait sous la main. Bien qu'à cette époque on ne sût pas punir autrement, Araktchéeff, même alors, étonnait ses camarades et ses chefs par sa brutalité vraiment extraordinaire.

Lorsqu'à la mort de Catherine, Paul I^{er} monta sur le trône, Araktchéeff fut comblé de faveurs par le nouveau Souverain. Colonel, il fut fait dès le 7 novembre 1796 commandant de la place de St-Petersbourg et passa au régiment Préobrajensky, et le 8 novembre, il fut nommé général de brigade. On le logea au Palais d'Hiver, dans les anciens appartements du prince Zouboff. Le 12 décembre,

l'Empereur lui donna 2000 paysans, avec une propriété à sa convenance: Araktchéeff fixa son choix sur une terre du canton de Grouzino, dans le gouvernement de Novgorod. A Moscou, où il avait accompagné l'Empereur à l'occasion du couronnement, il reçut l'ordre de St-Alexandre Newsky avec le titre de baron, et, lorsqu'il soumit ses armoiries à l'approbation de l'Empereur, le Souverain y ajouta de sa main cette devise: „Dévoué sans flatterie“.

Outre les fonctions de commandant de la place de St-Petersbourg, Paul I^{er} confia encore à Araktchéeff celles de quartier-maître général, et peu de temps après, celles de chef du régiment Préobrajensky. Dans ces trois postes, Araktchéeff provoqua des mécontentements par son excessive exigence dans le service. Au cours de ses entrevues quotidiennes avec l'Empereur, il lui signalait personnellement les moindres négligences, entrant dans les plus petits détails, visant à faire montre d'impartialité et à souligner son zèle à remplir ses fonctions. Ce général de vingt-sept ans acquit ainsi peu à peu une autorité de plus en plus grande et en vint insensiblement à s'immiscer dans des affaires qui ne le concernaient pas directement. Des hommes comme l'immortel Souvoroff lui-même ne purent échapper aux intrigues du „caporal de Gatchina“. On a trouvé en effet la note suivante *) adressée par l'Empereur à Araktchéeff: „Etudier la mise à la retraite de Souvoroff, qui fait observer lui-même qu'il n'y a pas de guerre en ce moment“; et une ordonnance du 6 février 1797 dit d'autre part: „Le feld-maréchal comte Souvoroff, ayant exposé à Sa Majesté l'Empereur que, vu la cessation de la guerre, il n'a plus rien à faire à l'armée, est admis à la retraite“. Un autre favori de Paul I^{er}, Rostoptchine, remarque à ce sujet: „Souvoroff, le héros de cent victoires, est tombé dans les griffes du caporal de Gatchina, qui, entre autres choses, s'est mis en tête

*) Voir Vassili Ratch, *Renseignements sur le comte Araktchéeff*, 1^{re} partie, jusqu'en 1798. St-Petersbourg, 1864 (en russe).

d'abaisser la superbe des guerriers de l'époque de Catherine“. En un mot, peu importaient, aux yeux d'Araktchéeff, les services rendus au pays: il fallait avoir servi à Gatchina; et quant aux grands dignitaires du règne de Catherine, il les considérait comme trop généreusement récompensés.

C'est de cette époque que datent les rapports de service du Césarewitch Alexandre et d'Araktchéeff, chargé par Paul I^{er} de l'initier à toutes les finesses du service de Gatchina. Nommé le 24 novembre 1796 inspecteur de la division de St-Pétersbourg et gouverneur de la capitale, le jeune Grand-Duc devint, le 1^{er} janvier 1798, président du Collège de la guerre. Tous les ordres donnés au moment de la transmission du mot, à St-Pétersbourg, étaient signés par lui, comme gouverneur, et contresignés par Araktchéeff, en qualité de commandant de place d'abord, puis de quartier-maître général. Des relations quotidiennes s'établirent entre eux; mais nous manquons malheureusement de renseignements détaillés à ce sujet et ne pouvons utiliser comme documents que les billets du Grand-Duc conservés par Araktchéeff.

Au cours du règne éphémère de l'Empereur Paul I^{er}, Araktchéeff tomba en disgrâce à plusieurs reprises: une première fois à cause du suicide du lieutenant-colonel Lehn, qui s'était brûlé la cervelle à la suite d'une réprimande de lui. Mis en disponibilité, en conservant toutefois ses fonctions de quartier-maître général (1^{er} février 1798), il dut, au bout d'un mois et demi, sans doute en raison des incidents du régiment Préobrajensky, abandonner même le poste de quartier-maître général (qui fut alors confié au général de division Hermann), et le 18 mars on le mit définitivement à la retraite, en lui donnant comme fiche de consolation le grade de général de division. Mais dès le 11 août 1798, l'Empereur Paul, radouci à son égard, le rappela, pour le nommer au commencement de 1799 inspecteur général de l'artillerie et commandeur de l'ordre de St-Jean-de-Jérusalem; enfin, le 5 mai, il lui conféra le titre de comte.

Ce regain de faveur du caporal de Gatchina fut de courte durée: victime d'accusations mensongères à l'occasion de vols commis à l'arsenal, le 1^{er} octobre 1799, il fut de nouveau mis à la retraite. Il ne devait plus rentrer en activité sous le règne de Paul I^{er}.

On a conservé en tout 41 billets adressés par le Césarewitch à celui qui devait être plus tard son ami; ces billets s'échelonnent entre le 23 septembre 1796 et le 12 décembre 1799. Pour les années 1800 et 1801, nous n'en avons pas trouvé un seul. La correspondance ne reprit que le 10 mai 1802, plus d'un an après l'avènement. Quelques-unes des lettres qui ont été conservées, bien que très courtes, sont intéressantes pour définir le caractère d'Alexandre à l'époque de Paul I^{er}. C'est ainsi qu'il écrivait le 1^{er} octobre 1796: „J'ai été heureux de recevoir votre lettre, mais je regrette vivement que mon major et mes officiers se fassent infliger des punitions, surtout pour des motifs aussi futiles. J'espère qu'ils feront preuve à l'avenir de plus d'attention et de zèle. Je vous remercie très vivement des efforts que vous avez faits pour donner satisfaction à ma demande: j'y ai été au plus haut point sensible. Croyez-moi toujours votre affectionné, Alexandre“. On sent percer dans les paroles du Césarewitch comme une note de reproche pour l'excessive sévérité d'Araktchéeff. Mais à côté de cela, nous trouvons déjà un ton tout différent dans une autre lettre, écrite de Moscou (probablement au moment du couronnement de Paul I^{er}; la lettre n'est pas datée): „Mon cher Alexis, que t'est-il arrivé? Donne-moi des détails sur ta santé. Je suis toujours triste loin de toi, et sans les fêtes je serais allé te voir. J'ai réglé hier soir toutes les affaires“. De Moscou également, Alexandre écrit encore: „Mon cher Alexis, je ne saurais te dire combien je suis heureux de savoir que tu seras des nôtres. Ce sera pour moi une grande consolation qui atténuera dans une certaine mesure la tristesse que j'éprouverai à être séparé de ma femme; car, je l'avoue, cela me fait de la peine de la quitter“. Ainsi, dès 1797, le regret d'être éloigné de sa femme

était compensé pour Alexandre par le plaisir d'avoir Araktchéeff près de lui!

Citons encore la lettre suivante, qui, bien que non datée, fut écrite la même année, et qui traite exclusivement des questions de service: „.... Il se passe chez nous des choses extraordinaires. Nous avons alerte sur alerte et celle d'hier a eu de fâcheuses conséquences: deux officiers du Préobrajensky ont été cassés de leur grade; mais, grâce à Dieu, ils ont ensuite obtenu leur pardon. L'Empereur m'a chargé de te dire d'adopter la combinaison qui sera la plus commode: ou bien faire partager au bataillon d'artillerie de la garde l'instruction générale de l'artillerie, ou bien charger Kannabich d'organiser à Gatchina des exercices spéciaux pour ce seul bataillon. Maintenant, mon cher ami, j'ai une chose à te demander: dis-moi, je te prie, ce que valent mes parades et mes exercices et en quoi consistent mes erreurs et mes fautes. J'ai appris que Golitzyne n'a pas su former le carré; j'ai déjà écrit à ce sujet à Korsakoff pour que cela ne se renouvelle plus à l'avenir. Raconte-moi cet incident dans ta lettre, et dorénavant, je te prie, *dresse-les comme il faut* à l'exercice; tu obligeras ainsi au plus haut degré celui *qui restera toute sa vie ton ami sincère* et qui attend avec impatience ton arrivée à Pavlowsk“. L'influence des exercices de Gatchina se manifeste ici d'une façon évidente, et l'expression *dresse-les comme il faut* fait prévoir les exigences ultérieures d'Alexandre en matière de discipline et d'ordre.

Kiesewetter observe très justement à ce propos: „Si Araktchéeff ne réussit pas à s'assurer définitivement les bonnes dispositions de Paul I^{er}, il atteignit alors, en revanche, un autre but: il sut devenir pour Alexandre l'homme indispensable. C'est précisément là, dans les circonstances créées par le régime de Paul I^{er}, qu'il faut chercher, selon moi, les premiers germes de l'intimité qui se développa si largement par la suite. Toute l'histoire ultérieure des rapports d'Alexandre et d'Araktchéeff était tracée d'avance et peut être expliquée par la situation au temps de Paul I^{er}“.

En 1799, les lettres d'Alexandre se distinguent déjà par un ton d'affection plus marqué, et sa confiance dans Araktchéeff augmente manifestement. C'est ainsi qu'on lit dans une de ces lettres: „ Aussi te serai-je toujours reconnaissant quand tu profiteras d'un moment de loisir pour m'écrire quelques mots. J'ai encore un reproche à te faire pour n'avoir pas répondu à ma question concernant la faute commise dans la formation du carré. Je t'avoue que les éloges que tu fais de mon régiment ressemblent un peu à une critique. Aussi, je t'en prie, au nom de notre amitié, explique-moi en détail les négligences et les erreurs que tu as remarquées. Demain, nous avons une manœuvre: comment cela va-t-il se passer, Dieu le sait! Je crains fort que ce ne soit guère bon. Je suis boiteux: dans cette maudite fausse alerte, je me suis encore foulé le pied que je m'étais déjà foulé à Moscou, et tout ce que je puis faire, c'est de me tenir à cheval; quant à marcher, il n'y a pas moyen, si bien que je sors du lit pour monter à cheval et que je descends de cheval pour me mettre au lit. Tu dis, mon cher ami, que c'est de moi que dépend ta venue à Pavlowsk. S'il en est ainsi, viens sans faute, et viens bien vite. Crois-moi toujours ton fidèle ami“. Alexandre annonce ensuite à Araktchéeff la naissance de sa première fille, Marie: „Mon cher Alexis, Dieu m'a donné une fille et je suis bien heureux“.

Enfin, après la deuxième et définitive disgrâce d'Araktchéeff, le 15 octobre 1799, Alexandre s'efforce de consoler son ami: „J'espère, mon cher ami, que je n'ai pas besoin, dans cette malheureuse circonstance, de te renouveler l'assurance de mon inaltérable amitié; je t'en ai donné suffisamment de preuves, et je suis sûr que tu n'as pas le moindre doute à ce sujet. Crois bien qu'elle ne variera jamais. J'ai cherché partout à me renseigner au sujet de la dénonciation mensongère faite contre toi; mais personne ne sait rien à ce sujet et aucun papier de ce genre n'a été reçu de qui que ce soit à la chancellerie de l'Empereur. L'Empereur a seulement fait appeler Lieven et lui a dicté lui-même l'ordre te concernant. S'il y a eu quelque chose,

cela est venu par une voie indirecte. Mais je vois d'après toute l'affaire que l'Empereur s'imaginait que le vol de l'arsenal avait eu lieu à l'instigation de l'étranger. Et comme on a déjà découvert les voleurs, comme tu le sais toi-même, je pense, il a été fortement surpris de s'être trompé dans ses conjectures. Il m'a envoyé chercher aussitôt et m'a fait raconter comment le vol avait été commis; après quoi il m'a dit: „J'étais pourtant bien convaincu que cette affaire était due aux menées de l'étranger“. Je lui ai répondu qu'il y avait peu d'intérêt pour des étrangers à voler cinq vieux drapeaux, sur quoi notre entretien a pris fin. L'Empereur ne m'a pas dit un mot de toi et il est manifeste qu'on s'est livré près de lui à des insinuations calomnieuses contre toi, car j'ai intercédé à deux reprises en faveur d'Apréleff, qui n'avait absolument rien à voir avec cette affaire, mais il n'a voulu sous aucun prétexte se laisser fléchir, et cela, selon moi, pour cette seule raison qu'Apréleff a été introduit par toi. Adieu, mon cher Alexis, ne m'oublie pas et souviens-toi qu'il te reste en moi un fidèle ami“. Après cette lettre, il n'y en a plus qu'une du 12 décembre 1799 dans laquelle Alexandre remercie Araktchéeff de lui avoir adressé ses vœux à l'occasion de son anniversaire et l'assure encore une fois de la constance de son amitié.

La correspondance chôme ensuite deux ans; du moins on constate l'absence complète dans toutes les archives de lettres d'Alexandre à Araktchéeff, aussi bien que d'Araktchéeff à Alexandre. Il est d'ailleurs vraisemblable qu'ils ont réellement dû cesser de s'écrire, étant donné que, pendant ces deux années, Alexandre était déjà en pourparlers avec Panine et Pahlen au sujet du complot, pour lequel on n'avait nul besoin de la collaboration du seigneur de Grouzino. Mais la lettre écrite à Araktchéeff après la seconde disgrâce de celui-ci montre à quel point Alexandre fut affecté de son éloignement. En effet, séparé désormais du tout-puissant comte, le jeune homme redoutait la colère paternelle contre laquelle il n'aurait plus personne pour le défendre. Il est assez douteux qu'Alexandre éprouvât réelle-

ment de l'affection et de l'amitié pour Araktchéeff; le comte lui était seulement nécessaire en quelque sorte comme bouclier contre les violences de l'Empereur, qui ne témoigna jamais aucune confiance à son propre fils.

Cette manière de voir nous rapproche à nouveau de Kiesewetter, qui écrit: „Alexandre se gardait de son père en s'abritant derrière Araktchéeff, et, pour s'assurer cette défense si nécessaire et si sûre, il s'attachait à lui par tous les moyens, lui prodiguait les plus tendres marques d'affection et d'amitié et refusait de croire à des faits évidents qui jetaient une ombre sur sa moralité: non qu'il pût s'aveugler sur la personnalité d'Araktchéeff, mais il y avait là de sa part un calcul intéressé en vue d'utiliser ses services pour sa protection personnelle“. Et plus loin: „Les vicissitudes de la carrière d'Araktchéeff ne prouvent-elles pas que, durant tout son règne aussi bien que lorsqu'il était Héritier Présomptif, Alexandre n'a jamais été victime d'un entraînement irréfléchi pour la personne d'Araktchéeff, mais au contraire a toujours joué vis-à-vis de lui le rôle du maître se servant de lui consciemment comme d'un instrument pour l'exécution de ses propres projets? Lorsqu'Alexandre était héritier, il avait besoin d'Araktchéeff pour le préserver des colères de son père; quand il commença à régner, il rapprocha Araktchéeff de sa personne chaque fois qu'il jugeait nécessaire de se couvrir de lui contre le mécontentement de ses sujets“.

Toutes ces conclusions sont justes, mais nous devons ajouter toutefois qu'un autre élément joua un rôle important dans les rapports qui s'établirent entre ces deux natures si complètement opposées: nous voulons parler des suites de la fin tragique de l'Empereur Paul I^{er}, à laquelle Araktchéeff était demeuré étranger, tandis qu'Alexandre y avait participé en autorisant les conjurés à agir. Pendant toute sa vie, Alexandre sentit peser sur sa conscience le souvenir du drame du 11 mars 1801, et quand ses inquiétudes morales se transformèrent en une religiosité à tendances mystiques, il se trouva attiré précisément

vers l'homme qui naguère avait servi de trait d'union entre lui et son défunt père, dont l'ombre le poursuivait si obstinément qu'il lui était impossible de la chasser. » Et Araktchéeff lui-même s'en rendait parfaitement compte, rappelant à tout propos et hors de propos à son Impérial protecteur le souvenir de son inoubliable père. En 1814, sous les murs mêmes de Paris, Araktchéeff nota sur son journal, en le soulignant d'une façon particulière, en même temps que ses dévotions, accomplies en compagnie d'Alexandre, un service funèbre célébré le 11 mars à la mémoire de l'Empereur Paul I^{er}. Quelques années plus tard, le 29 juin 1823, Araktchéeff écrivait à l'Empereur, à l'occasion de la fête de son père: „Après avoir exprimé dans le temple divin mes sentiments de profonde reconnaissance pour la mémoire de celui dont nous fêtons aujourd'hui le nom, et qui, de la place qu'il occupe près du trône de Dieu, voit certainement l'affection et le dévouement sincères qu'éprouve pour son Auguste successeur celui de ses sujets qu'il lui a plu, alors qu'il vivait encore, d'appeler près de son fils en lui ordonnant d'être pour celui-ci un fidèle serviteur, j'exécute cet ordre avec une entière sincérité et je remercie Dieu chaque jour de la faveur que me témoigne Votre Majesté“.

Pendant les deux premières années qui suivirent son avènement, Alexandre laissa Araktchéeff en repos, travaillant lui-même avec zèle, mais sans conviction, aux réformes libérales, au sein du Comité Secret. Dès que l'intérêt de l'Empereur pour les innovations commença à s'affaiblir, Araktchéeff fut rappelé de Grouzino et de nouveau nommé inspecteur général de l'artillerie. Cinq ans il déploya dans l'exercice de ces fonctions la plus grande activité, et rendit vraiment à l'artillerie des services signalés, qui furent d'ailleurs récompensés à diverses reprises. Le 28 juin 1807, l'Empereur lui adressa de Tauroggen un rescrit ainsi conçu: „Monsieur le général de division, comte Araktchéeff, L'excellent état dans lequel vous avez mis l'artillerie et le succès avec lequel elle a opéré pendant la guerre, ainsi que la façon remarquable dont elle a été munie de tout le nécessaire, me font un



Le Comte Michel Mikhaïlowitch Spéransky

devoir de récompenser dignement vos services; c'est pourquoi, par un ordre daté d'hier, je vous ai promu au grade de général en chef d'artillerie. Agréez ce témoignage de ma reconnaissance et de la bienveillance particulière avec laquelle je demeure votre affectionné, Alexandre“.

Le 1^{er} juillet de la même année, Araktchéeff reçut un second rescrit des plus flatteurs, qui prescrivait en neuf points divers perfectionnements dans l'artillerie; six mois après, le 13 janvier 1808, il fut nommé ministre de la guerre. Cette nomination n'était pas non plus fortuite, elle fut provoquée par les circonstances, dont la principale était la guerre avec la Suède: les hostilités ayant lieu en territoire finlandais, il fallait pour exercer le commandement une main énergique; Araktchéeff fut envoyé d'urgence en Finlande pour diriger les opérations des généraux et mener rapidement la campagne. Son action eut les effets les plus heureux et la guerre avec la Suède fut relativement vite terminée. L'Empereur avait dû se rendre à Erfurt pour se rencontrer avec Napoléon et il avait besoin d'une main ferme pendant son absence.

A son retour d'Erfurt, Alexandre écrivit de Leipzig, le 5 octobre, à Araktchéeff la lettre suivante: „Je trouve parfaitement fondées toutes les conclusions et les ordres donnés en conséquence. Buxhoevden continue toujours à faire des sottises. La conduite de Touthkoff à l'égard de Dolgorouky atteint l'extrême limite de la bassesse et dénote une âme envieuse. Il serait bon, je crois, pour le récompenser des victoires qu'il a remportées, de nommer Kamensky général en chef d'infanterie ainsi que Bagration, qui est plus ancien que lui et qui, à ce qu'il me semble, s'est bien acquitté des missions qu'il avait reçues. Il faut donner à Michel Dolgorouky le grade de général de division *). Nous mettrions ainsi à la tête des troupes des hommes

*) Le prince Michel Dolgorouky, tué par un boulet à la bataille d'Idensalmi, le 15 octobre 1808.

qui se distinguent des autres et qui rendront d'incontestables services comme chefs. Quant à Toutchkoff *), je serais d'avis de le relever de son commandement et de confier tout son corps d'armée à Dolgorouky, qui s'acquittera mieux que lui de ses fonctions. Si tu partages sans réserve cette manière de voir, fais immédiatement rédiger une ordonnance en conséquence; mais si tu as quelque objection à présenter, attends mon retour: j'arriverai trois ou quatre jours au plus tard après le présent courrier. Pour le surplus, je ne saurais assez te féliciter, car j'ai en toi un collaborateur précieux“. On sent nettement dans ces lignes la confiance d'Alexandre dans son ministre de la guerre et la bienveillance dont il est animé à son égard, et l'on constate d'autre part qu'il appréciait avec une parfaite justesse la valeur militaire de ses généraux.

Pendant sa présence au ministère de la guerre, Araktchéeff reçut d'Alexandre 56 lettres ou billets, qui tous témoignent de la confiance qu'avait l'Empereur dans son ministre.

La paix conclue avec la Suède, le futur favori fut comblé de récompenses et de largesses, mais il refusa d'accepter l'ordre de Saint-André, bien que l'Empereur, à titre de distinction particulière, lui eût envoyé les insignes qu'il portait lui-même. Araktchéeff voulait ainsi souligner son désintéressement et montrer que son dévouement à l'Empereur ne dépendait pas d'une distinction honorifique. Le procédé est connu, mais il ne produisit, à vrai dire, d'effet que sur l'Empereur et non sur les compagnons d'armes du comte. Quant aux autres attentions du Souverain pour Araktchéeff, en voici des exemples frappants. Le 30 août 1808, parut l'ordonnance suivante: „Comme preuve de sa reconnaissance pour les zélés services et l'activité infatigable du ministre de la guerre, comte Araktchéeff, Sa Majesté l'Empereur ordonne que le régiment de mousquetaires de Rostoff porte désormais son nom“. Un an après, le 6 septembre 1809, Araktchéeff

*) Nicolas Toutchkoff succomba à une blessure qu'il reçut à Borodino en 1812.

reçoit ce nouveau témoignage de gratitude: „La paix, gloire soit rendue au Très-Haut, est conclue sur les bases que j'ai proposées. Pour ne pas perdre de temps, j'ai dérogé aux formes ordinaires et ai envoyé un aide de camp à la citadelle donner l'ordre de tirer 101 coups de canon. Je joins à la présente lettre une chose qui t'est due, en toute justice, et, pour que cette distinction te soit plus agréable, je t'envoie les insignes que je portais moi-même“ (les insignes de l'ordre de Saint-André). Ce billet porte de la main d'Araktchéeff l'annotation suivante: „Reçu le 6/IX 1809 par l'aide de camp Tvorogoff, à midi, et en même temps l'ordre de Saint-André, qui est resté chez le comte jusqu'à 7 heures du soir“. Le lendemain, c'est-à-dire le 7 septembre 1809, le comte reçut encore le rescrit suivant: „En récompense de la conscience et du zèle apportés dans le service par le ministre de la guerre, comte Araktchéeff, les troupes devront lui rendre les honneurs qui lui sont dus, même dans les endroits où Sa Majesté l'Empereur est présent“.

Il semblerait qu'il ne dût rien rester à désirer à l'heureux favori d'Alexandre. Et pourtant, Araktchéeff se permettait souvent du mécontentement ou de l'humeur si l'Empereur manquait de lui communiquer quelque chose, ou témoignait à d'autres de la confiance ou de la faveur. Et ces sorties finissaient toujours bien pour lui. La mauvaise humeur se manifesta d'une façon particulièrement vive lorsqu'au moment de la formation du Conseil de l'Empire, on omit de lui soumettre le projet de réforme. Froissé au dernier point, dans sa colère il partit pour Grouzino. Alexandre fit tout pour le calmer, mais il se montra irréductible et remit le ministère de la guerre à Barclay. C'était là de sa part une résolution mûrement méditée, ainsi qu'en témoignent les lignes suivantes écrites par lui le 1^{er} janvier 1810 en marge de l'Evangile de Grouzino: „J'ai résigné aujourd'hui les fonctions de ministre de la guerre. Je conseille à tous ceux qui posséderont ce livre après moi de se souvenir qu'il est toujours difficile pour un honnête homme d'occuper un poste important dans l'Etat“. Cependant,

Alexandre avait tout fait pour retenir le comte et le faire renoncer à son attitude peu respectueuse: „La prochaine fois que nous nous verrons“, lui écrivit-il, „vous me direz catégoriquement si je puis continuer à voir en vous ce même comte Araktchéeff sur l'attachement duquel je croyais pouvoir fermement compter, ou s'il me faudra m'occuper de trouver un nouveau ministre“. Mais l'Empereur dut effectivement chercher un successeur à Araktchéeff, qui se fit octroyer la présidence du département de la guerre au Conseil de l'Empire.

Ainsi, Araktchéeff eut en quelque sorte le dessus dans cette querelle intime avec l'Empereur, qui se résigna à sa défaite et s'abstint de manifester un mécontentement bien naturel. Au contraire, dans le courant de l'été suivant, Alexandre alla pour la première fois à Grouzino, comme s'il désirait, par cette visite, affirmer son repentir ou s'infliger une mortification. Araktchéeff ne pouvait donc que se féliciter des résultats du procédé inadmissible dont il avait usé à l'égard du Tzar de Russie, si bien qu'il y recourut encore dans l'avenir, toujours avec le même succès.

Quelle explication l'historien peut-il donner à de pareilles manifestations d'humilité de la part du Souverain? La seule qui nous paraisse acceptable, c'est qu'Alexandre voulait s'abaisser devant l'homme dont „le cœur était pur et l'esprit sans reproche“ vis-à-vis de l'Empereur Paul. Il est impossible d'attribuer cette attitude à d'autres motifs, car l'impertinence et l'insolence ont des bornes: mais dans les rapports de ces deux hommes, il restait quelque chose d'inexplicable, attendu que, par leur nature, ils étaient entièrement opposés l'un à l'autre.

Kiesewetter dit à ce propos: „...Araktchéeff pouvait s'adapter à diverses circonstances, mais dès ce moment il y avait une idée à laquelle il lui était impossible de s'habituer, c'est qu'Alexandre pût seulement penser que quelqu'un d'autre était capable de remplir mieux que lui, Araktchéeff, ou même seulement de remplir si mal que ce fût, les fonctions de garde du corps ou de mentor de l'Empereur.

Cela, Araktchéeff ne pouvait l'admettre, car il comprenait parfaitement que ce rôle de mentor était précisément l'unique fondement sur lequel reposait le magnifique édifice de son pouvoir sans limites“. Nous pouvons assurer l'auteur de ces lignes que jamais Alexandre ne songea à remplacer Araktchéeff, dont les craintes, quand il en exprimait, étaient probablement peu sincères: c'était simplement un procédé qu'il avait adopté pour mieux contenir les caprices de son protecteur. Pour ce qui est des „fonctions de garde du corps“, Araktchéeff était justement l'homme que désirait Alexandre, et le comte estimait que ces fonctions ne pouvaient être qu'avantageuses pour lui.

Il faut impartialement rendre à Araktchéeff ce qui lui est dû et reconnaître qu'il était parfois à la hauteur de sa tâche et que, grâce à la grande puissance de travail dont il était doué, il s'acquittait avec succès de tout ce dont on le chargeait. Lorsqu'il eut résigné les fonctions de ministre de la guerre pour prendre la présidence du département de la guerre au Conseil de l'Empire, bien loin de susciter à son successeur Barclay aucun obstacle dans l'organisation de l'armée, il l'aida en 1810 et 1811 à préparer la lutte contre Napoléon et fut initié à tous les détails de cette œuvre colossale, ce qui lui permit de remplir presque seul les fonctions de secrétaire de l'Empereur pendant la Guerre Patriotique. Les 80 lettres d'Alexandre à Araktchéeff qui nous ont été conservées de cette période prouvent nettement la justesse de notre point de vue. Certaines d'entre elles attestent, en même temps que la confiance illimitée d'Alexandre dans Araktchéeff, la remarquable perspicacité dont l'Empereur fit preuve à cette époque. Nous citons ici les plus caractéristiques, car ces lettres sont d'un secours inestimable pour comprendre les rapports d'Alexandre et d'Araktchéeff et permettent d'expliquer une foule de faits.

Alexandre écrit le 7 septembre 1812: „Afin de préparer un peu le public aux mauvaises nouvelles, il me paraît nécessaire de

publier aujourd'hui même le dernier rapport de Koutouzoff, dont l'impression a été ajournée jusqu'ici; mais envoie-le immédiatement à l'imprimerie, pour qu'on puisse le répandre dans le public dès aujourd'hui". Les *mauvaises nouvelles*, c'était l'abandon de Moscou, après Borodino.

Le 9 septembre: „J'ai décacheté la lettre adressée à l'aide de camp général Wolkonsky; elle traite de questions de service, et il faut faire tout ce que demande Wintzingerode. Quant aux deux autres lettres, celle qui est adressée à sa femme et celle de Serge Wolkonsky à sa sœur, je les ai lues et il faut les envoyer. J'ai encore écrit à Wintzingerode une lettre, qui est jointe à la présente“.

Le 14 septembre: „Quand tu auras pris connaissance des papiers destinés à Balachoff, renvoie-les moi pour que je les communique à ma mère“.

Le 17 septembre: „J'ai rédigé le rescrit à Koutouzoff conformément à ce qui a été dit entre nous. Mais, après avoir attentivement examiné la carte, j'estime que cette opération, pour donner de bons résultats, doit être pesée avec le plus grand soin, en considération surtout de l'inégalité des distances qui séparent de Moscou les gouvernements environnants. Pour cela, il est indispensable de refondre ce projet avec beaucoup d'attention, chose qu'on n'a pas le temps de faire aujourd'hui. Aussi ai-je l'intention d'expédier un courrier spécial, et, avec le plan actuel, nous en enverrons un autre“.

Le 29 septembre: „Fais recopier ceci: j'avais oublié de faire une correction sans laquelle le passage n'a pas de sens. J'ai voulu gratter sur l'original et j'ai troué le papier“.

En septembre (sans indication de date): „Le plus simple est de te dire malade, ou de dire que je t'ai invité à dîner: or mon dîner est certainement meilleur que celui qu'on t'offrira là-bas“.

Le 26 octobre: „J'ai réfléchi qu'il vaut mieux ne pas envoyer cette lettre, afin de ne pas provoquer une querelle sans nécessité“.

Le 29 octobre: „J'ai eu la patience de lire en entier tous les papiers ci-joints. Ils contiennent une foule de choses intéressantes et je serais heureux que tu en prisses également connaissance“.

Le 1^{er} novembre: „Retourne-moi après lecture tous les papiers ci-joints, qui sont destinés aux divers ministres; je les expédierai moi-même; autrement, ils pourraient encore t'en vouloir“.

Le 2 novembre: „Retourne-moi la lettre adressée à Nesselrode. Je serais heureux de te voir demain avant ton départ. Je suis habillé dès sept heures et même avant“.

Le 9 novembre: „Il semble que le Tout-Puissant ait détourné sur la tête de ce monstre“ (Napoléon) „tous les malheurs qu'il nous préparait“.

Le 11 novembre: „J'ai vu que Tchernycheff sera mécontent si on le nomme seulement général de brigade; il me semble d'ailleurs qu'il mérite d'obtenir immédiatement le titre d'aide de camp général: il faut le lui donner“.

Le 14 novembre: „Fais faire des lettres du Vice-Roi“ (Eugène de Beauharnais) „des copies exactes, jusques et y compris la signature. J'ai besoin de les envoyer en Suède“ (à Bernadotte).

Le 21 novembre: „Il me revient que, dans son rapport d'hier, Wittgenstein, parlant de sa victoire, la qualifie de succès inouï. Si mon souvenir est exact et s'il est encore temps de faire disparaître ce mot des placards, fais faire la correction“.

Le 6 décembre: „En raison du froid, et pour ménager les hommes, on peut contremander le transport des trophées à la cathédrale de Kazan“.

Toutes ces lettres prouvent clairement à quel point l'Empereur avait confiance dans Araktchéeff; elles établissent aussi que, pendant la Guerre Patriotique, c'est Araktchéeff qui fut en réalité l'unique secrétaire d'Alexandre pour toutes les questions militaires. Il en fut de même pendant les campagnes de 1813 et 1814. Plus de cent lettres de cette période nous ont été conservées, mais nous n'en

citerons que deux ou trois, car les autres sont écrites dans le même esprit que celles de la Guerre Patriotique.

„Depuis sept heures jusqu'à maintenant“, écrit Alexandre le 9 février 1813, „je n'ai pas fermé la bouche une minute, avec cette maudite politique. Je n'en puis plus! Si tu n'as aucune affaire urgente, je te verrai demain matin“. Ces lignes montrent avec quelle conscience l'Empereur dirigeait lui-même les questions de politique extérieure et jusqu'à quel point il lui arrivait de se fatiguer parfois dans des conversations ou des conférences de toute sorte concernant ces questions.

Lorsque, dans l'été de 1814, l'Empereur se rendit de Paris en Angleterre, Araktchéeff ne l'accompagna pas, mais alla faire une cure dans une station thermale en Allemagne. Le 22 mai, l'Empereur lui écrivit les lignes que voici:

„....C'est avec un véritable chagrin que je me sépare de toi. Reçois encore une fois l'expression de toute ma reconnaissance pour les nombreux services que tu m'as rendus et dont le souvenir restera toujours gravé dans mon cœur.

„Je suis accablé d'ennui et d'affliction. Après quatorze ans d'un gouvernement pénible, après une guerre ruineuse et dangereuse de deux années, je me vois privé de l'homme dans lequel j'ai toujours eu une confiance illimitée.

„Je puis dire qu'il n'est personne pour qui j'aie eu une confiance pareille et dont il m'ait été aussi pénible de m'éloigner. Ton ami dévoué pour la vie, Alexandre“. Cette lettre contenait tout ce qu'Alexandre pouvait dire au fidèle soldat et au scrupuleux exécuter de tous ses projets. Il semble que, pendant ces dures années de lutte contre Napoléon, Araktchéeff fut en effet l'homme indispensable, dont l'Empereur ne pouvait se séparer et auquel il pouvait se remettre de l'accomplissement des besognes et obligations si complexes et si diverses qui lui incombait. Ce choix de l'Empereur était-il heureux ou non, c'est une autre question; mais nous croyons qu'à l'époque

des guerres, Alexandre aurait difficilement trouvé, pour une œuvre aussi compliquée et minutieuse, un autre homme qui eût tout exécuté avec célérité et exactitude.

Avec Araktchéeff, Alexandre avait près de lui un autre ami qui jouissait de sa confiance, le prince Wolkonsky. Le prince détestait Araktchéeff, mais s'acquittait, lui aussi, avec conscience des missions qu'on lui confiait. Alexandre avait en effet un talent incontestable et tout particulier pour rapprocher, dans l'intérêt général de l'œuvre à accomplir, des hommes tout à fait opposés qui se soumettaient sans murmure à ses volontés et exécutaient consciencieusement tout ce dont ils étaient chargés.

Malgré les paroles flatteuses que l'Empereur avait adressées à Araktchéeff avant son départ pour l'Angleterre, des malentendus se produisirent encore entre eux, Araktchéeff se montrant vexé de ce que l'Empereur, disait-il, n'avait plus besoin de lui. Martchenko, qui lui aussi était alors à Paris, dit à ce sujet: „Araktchéeff, à qui on ne demandait plus de rapports depuis cinq semaines, se froissa et décida de rester deux ans à l'étranger. Avant que l'Empereur ne quittât Paris, Araktchéeff lui écrivit pour obtenir l'autorisation de s'arrêter dans une station thermale et joignit à sa lettre un projet d'oukaze préparé à mon adresse, mais à mon insu, ordonnant qu'à mon arrivée à St-Pétersbourg, je fisse le tri des affaires de la chancellerie pour les transmettre aux ministères compétents et au collègue des affaires étrangères, combinaison tout à fait illusoire et d'application impossible. L'Empereur fit alors appeler Araktchéeff et, à ce que m'a dit le comte, il y eut une grande explication. Le grade de feld-maréchal fut proposé à Araktchéeff, mais en fin de compte, l'Empereur lui accorda simplement un congé“. Lorsqu'Alexandre, à son retour d'Angleterre, traversa l'Allemagne, Araktchéeff le vit à Aix-la-Chapelle et, à la suite de cette entrevue, revint sur sa décision: il partit tout simplement pour St-Pétersbourg et s'arrangea de façon à y arriver avant l'Empereur. A quoi rimait alors toute cette comédie

de congé et de cure thermale? On se le demande. Mais Araktchéeff considérait évidemment ces procédés comme indispensables dans ses rapports avec Alexandre.

Après la conclusion de la Sainte Alliance, l'Empereur, alors en proie à la fièvre du mysticisme, confia entièrement à Araktchéeff l'organisation des colonies militaires. A ce sujet s'engagea alors entre eux une interminable correspondance, qui se poursuivit même pendant les congrès. C'est ainsi que progressivement et insensiblement, Araktchéeff arriva en 1822 à l'apogée de sa puissance, en profitant habilement de la crise définitive qui s'était produite dans l'âme de l'Empereur *).

Nous avons suspendu notre exposé après la fin du Congrès de Laybach. Le mouvement d'indépendance de la Grèce fixait alors l'attention de l'Europe. Capo d'Istria faisait tout pour décider l'Empereur Alexandre à venir en aide aux Grecs, mais ses efforts restaient sans résultat, et il en était de même de ceux de la baronne de Krüdenner. En même temps, Metternich insistait pour qu'un nouveau

*) On lit dans les Mémoires de Gretch: „Un fulur décembre, Ryléeff, dans une épître au prince Viazemsky, imitée de la satire de Perse *A Rubellius* et publiée par le *Messenger de la Néva*, écrivit les vers suivants, qui s'appliquaient de la façon la plus transparente à Araktchéeff:

„Arrogant favori, astucieux et vil,
„Du Tzar rusé flatteur, mais oublieux ami,
„De ton propre pays tyran impitoyable,
„Par l'intrigue au pinacle scélérat porté,
„Oses-tu me lancer des regards de mépris,
„Dans tes yeux menaçants me montrer ta colère!
„Je ne fais aucun cas de ton estime, infâme!

De son côté, Alexandre Tourguénéff a porté dans ses Mémoires le jugement suivant sur Araktchéeff: „L'histoire, juge inflexible des événements, trouvera encore à cette page (au commencement du règne d'Alexandre) suffisamment de circonstances atténuantes disposant à l'indulgence... Mais une fois devenu Izar, arbitre des rois mêmes, Alexandre s'abandonna à l'apathie et confia le gouvernement de son immense Empire à Araktchéeff, homme peu cultivé qui ne respirait que la méchanceté et la haine; personne, à l'exception des plus vils flatteurs, ne pouvait souffrir Araktchéeff, personne ne pouvait prononcer son nom sans mépris. Dans le peuple et même dans toutes les classes de la société, on l'appelait le vampire. On ne pourra jamais trouver ni mots ni arguments pour absoudre cet homme“.

congrès se réunît à Vérone, et pria l'Empereur de Russie de se rendre préalablement à Vienne pour s'entretenir personnellement avec l'Empereur François II de la situation en Grèce et en Espagne et s'entendre avec lui sur le programme du congrès projeté. Alexandre sacrifia sans hésiter Capo d'Istria, bien qu'il fût habitué à travailler avec lui depuis sept ans, et laissa la direction de la politique extérieure au seul Nesselrode.

Au mois d'août 1822, Capo d'Istria quitta pour toujours la Russie, et les affaires de Turquie, dirigées depuis l'époque de Catherine par les Empereurs de Russie, communiquant directement avec Stamboul, passèrent sous le contrôle de l'Europe. Ce fut là une erreur néfaste, grosse de conséquences pour l'avenir, et dont la responsabilité incombe tout entière à Alexandre, qui avait cédé à l'influence de Metternich. Schilder remarque très justement à ce propos: „La perte de Capo d'Istria fut en réalité plus grave pour la Russie qu'une défaite militaire“. Metternich de son côté, se rendant pleinement compte de l'importance du départ du patriote grec, écrivait à l'Empereur François II: „Le Cabinet russe a ruiné d'un seul coup la grande œuvre de Pierre-le-Grand et de tous ses successeurs“. Et il disait de même, dans une conversation, au général anglais Maitland: „Eh bien, Général, le principe du mal est déraciné, le comte Capo d'Istria est enterré pour le reste de ses jours. Vous vivrez en paix dans les îles, et l'Europe sera délivrée de grands dangers, dont l'influence de cet homme la menaçait“. Beaucoup de Russes, et Karamzine était du nombre, comprenaient aussi la situation créée par le départ de Capo d'Istria; l'Empereur seul était aveugle.

Le 15 mai 1822, Alexandre partit pour Vilna, où il passa en revue le corps de la Garde, qui depuis longtemps déjà était dans cette ville, sur le pied de guerre, sous prétexte de se tenir prêt à partir en campagne pour l'étranger, mais que l'Empereur avait en réalité éloigné de la capitale après l'affaire du régiment Sémenowsky, pour soustraire ses officiers à l'influence pernicieuse des sociétés

secrètes. Alexandre effectua ensuite, en juin, sa tournée habituelle dans les colonies militaires, fit un nouveau séjour à Grouzino, près d'Araktchéeff malade, alla à Varsovie au commencement d'août, puis à Vienne, où Metternich l'avait invité à se rendre et où il arriva le 26 août. Le chancelier autrichien pouvait dire alors avec orgueil: „Je suis dans les meilleurs termes avec lui (l'Empereur Alexandre), et il n'est guère à craindre que ces relations viennent à s'altérer. Le tour de force que j'ai accompli n'est pas commun“ *). C'est ainsi que s'exprime Metternich dans ses Mémoires, et, effectivement, ses intrigues en vue de soumettre l'Empereur de Russie n'avaient pas été vaines, il avait réussi à duper Alexandre: le tour de force n'était pas commun.

Schilder raconte qu'à l'occasion de ce nouveau voyage de son fils à l'étranger, l'Impératrice Marie lui aurait fait promettre sur l'honneur de ne pas aller à Rome pour voir le Pape. Nous n'avons pu vérifier l'exactitude de ce récit, mais le comte de Leskarène a écrit dans une lettre au roi Charles-Albert de Sardaigne: „La tendance de l'Empereur Alexandre vers le catholicisme était soupçonnée dans la Famille Impériale; l'Impératrice Mère craignait qu'un entretien avec le Saint-Père ne déterminât son fils à rentrer dans le sein de l'Eglise, et elle le pria avec instance de ne pas aller à Rome. L'Empereur Alexandre, toujours plein de déférence envers sa mère, le promit et tint parole“ **). Récemment encore, un autre historien, le P. Pierling, s'est efforcé d'établir, en s'appuyant sur des conversations que Michaud de Beauretour eut à ce sujet avec des contemporains, que, si Alexandre n'a pas réellement embrassé en secret la foi catholique, il se sentait fortement attiré vers elle. Michaud, qui fut aide de camp, puis aide de camp général de l'Empereur, s'était fixé en Italie après sa retraite, et y mourut en 1841. Il laissa, à son décès, une cassette

*) Metternich, *Mémoires*, T. III, p. 563.

***) Lettre du comte de Leskarène au roi Charles-Albert, publiée par la „Civiltà Cattolica“, 1876.

scellée et cachetée qu'il destinait à l'Empereur Nicolas, et qui lui fut en effet remise par la famille. On n'a pu retrouver que les pièces signées du prince Wolkonsky accusant réception de la cassette et des papiers, mais les papiers eux-mêmes ont disparu, brûlés probablement par Nicolas I^{er}.

Malgré ma haute estime pour les travaux du P. Pierling, je ne puis partager les vues de l'honorable savant. Dans les questions de ce genre, les conjectures et les hypothèses ne suffisent pas; or il n'existe aucune espèce de documents pouvant prouver les sympathies d'Alexandre pour le catholicisme, et il est peu probable, étant donné son tour d'idées général, qu'il ait même jamais pu en exister. Toute la correspondance avec le prince Golitzyne et avec Kochéleff autorise des conclusions tout à fait différentes. Ce sont là des documents qui existent et sur lesquels on peut par conséquent s'appuyer: ni dans les lettres, ni dans les billets dont se compose cette correspondance, on ne trouve la moindre allusion à une inclination quelconque d'Alexandre vers le catholicisme, ce qui nous fait repousser catégoriquement toutes les conjectures faites à ce sujet.

Quand l'Empereur Alexandre arriva, à la fin d'août, à Vienne, où il fit un séjour de courte durée, il manifesta le désir de voir un certain abbé, prince Hohenlohe, qui était en relations de parenté avec une grande partie de l'aristocratie autrichienne, bien connue du Souverain russe dès l'époque du Congrès de Vienne. Nous ne voyons dans cette entrevue rien d'extraordinaire, mais Schilder lui attribuait évidemment une importance particulière, car il en a fait un récit détaillé, qui se termine par les lignes suivantes: „Après avoir écouté les paroles de l'abbé, Alexandre tomba à genoux devant lui et lui demanda sa bénédiction; l'abbé accéda à son désir et le pressa avec émotion sur son cœur. Puis ils engagèrent une conversation qui se prolongea plus de deux heures, mais dont la teneur est demeurée secrète“. Si l'on médite ces lignes, on constate encore une fois que l'historien d'Alexandre a cherché dans l'entrevue de l'Empereur avec

l'abbé Hohenlohe quelque chose de mystérieux. En réalité, il n'y eut rien là de particulier, sinon qu'Alexandre, connaissant la piété du prince-abbé, éprouva le désir de le voir et de s'entretenir avec lui. Il ne semble pas qu'on puisse supposer que l'Empereur ait confié à l'abbé des secrets quelconques, à part, naturellement, des questions religieuses, sur lesquelles il se montra particulièrement prodigue d'explications. Pendant ce même séjour à Vienne, Alexandre vit aussi le quaker Allen, qu'il connaissait depuis longtemps, et eut également avec lui des entretiens sur des sujets religieux.

Le prince Hohenlohe a laissé un livre intitulé: *Mémoires et expériences dans la vie sacerdotale et dans le commerce avec le monde, recueillis dans les années 1815—1834*, par le prince Alexandre Hohenlohe, Paris, 1835. Nous y trouvons un court résumé de sa conversation avec l'Empereur de Russie: „Il fut ensuite question de différents événements que je ne saurais confier à la plume, les communications que Sa Majesté daigna me faire m'imposant un silence sacré sur ces objets“.

C'est sans doute après avoir lu ces lignes que Schilder attribue un caractère mystérieux à cette conversation que l'abbé n'a pas voulu reproduire. Nous estimons qu'il a simplement fait preuve de tact comme ecclésiastique, et c'est là, semble-t-il, la seule déduction raisonnable. A la même page, d'ailleurs, Schilder parle de deux entretiens qu'Alexandre eut à la même époque, à Vienne, avec le quaker Allen, ajoutant que „l'Empereur ne se contenta pas de sa conversation spirituelle avec l'abbé Hohenlohe et désira également voir le quaker Allen“. Ainsi, dans les deux conversations avec le quaker anglais, il n'y avait rien de mystérieux, rien de plus qu'un entraînement de sa nature pour ce genre d'entretiens: pourquoi alors chercher autre chose dans l'entrevue avec l'abbé catholique? D'une façon générale d'ailleurs, si l'on examine en détail le caractère des rapports de l'Empereur Alexandre avec les membres du clergé orthodoxe, avec les mystiques, etc., on constate qu'il est positivement

impossible d'y découvrir la moindre trace de sympathie pour le catholicisme.

Les pourparlers diplomatiques se prolongèrent à Vienne durant trois semaines. De là, Alexandre se rendit à Vérone par Salzbourg, le lac de Tegernsee et le Tyrol. Il y rencontra l'Empereur d'Autriche, le Roi de Prusse, les Souverains des petits Etats italiens et les ministres de toutes les puissances représentées au Congrès. Outre le comte de Nesselrode, la Russie avait envoyé à Vérone le comte Pozzo di Borgo, ambassadeur à Paris, et le comte Lieven, ambassadeur à Londres. La question des affaires d'Espagne fut posée en première ligne, et la France chargée de rétablir par les armes l'ordre dans le pays. C'était la première marque de confiance que les alliés donnaient aux Bourbons depuis leur restauration.

Pour les affaires de Turquie, le Congrès ne prit pas de décision ferme. Quant à la question grecque, l'Angleterre, représentée par Canning, s'empressa d'assumer le rôle qui jusque-là avait appartenu à la Russie. A partir de ce moment, elle ne cessa pas d'accorder sa protection aux Grecs, non plus que d'exercer son influence à Constantinople dans un sens conforme à ses intérêts.

Tous ceux qui assistaient au Congrès de Vérone remarquèrent le changement qui s'était produit dans le caractère du Souverain russe. Ce fut l'objet de commentaires sans fin de la part des diplomates et des hauts dignitaires, dont plusieurs consignèrent leurs impressions dans des mémoires qui ont été publiés depuis.

C'est incontestablement de Metternich qu'Alexandre se rapprocha le plus à Vérone. L'Empereur se reposa sur lui en toute confiance du soin de diriger les affaires européennes d'après les principes posés par la Sainte Alliance. Ainsi, las et désenchanté, le vainqueur de Napoléon abandonnait en même temps à Arak-tchéeff le gouvernement intérieur de la Russie et à Metternich la direction de la politique extérieure. Voilà où avaient abouti les accès de mélancolie résultant du commerce de prédicateurs exaltés,

de mystiques, de femmes déséquilibrées et de rêveurs de toutes confessions!

Le prince de Metternich a noté dans ses Mémoires presque toutes les conversations qu'il eut à Vérone avec l'Empereur de Russie. Ces conversations, fidèlement rapportées, sont des plus instructives et prouvent le don d'observation dont était doué le subtil diplomate autrichien. Il a adopté le mot connu par lequel on a caractérisé l'état d'âme d'Alexandre à cette époque, en disant qu'il était „las de la vie“, et l'a gravé solennellement sur les tables de l'histoire.

Un autre diplomate, l'illustre Chateaubriand, le grand écrivain français dont la cendre repose orgueilleusement au sein de l'Océan, à Saint-Malo, s'est essayé lui aussi à dégager les traits de la physionomie si attrayante du Souverain russe, et, dans son *Congrès de Vérone*, raconte avec enthousiasme ses conversations avec lui et émet les conclusions les plus fantastiques sur son caractère. Néanmoins, certains passages de ces conversations donnent une idée assez exacte des chimères politico-religieuses auxquelles se complaisait l'Empereur, qui déclara notamment à Chateaubriand: „Il ne peut plus y avoir de politique anglaise, française, russe, prussienne, autrichienne; il n'y a plus qu'une politique générale, qui doit, pour le salut de tous, être admise en commun par les peuples et par les rois.

„C'est à moi à me montrer le premier convaincu des principes sur lesquels j'ai fondé l'alliance. Une occasion s'est présentée: le soulèvement de la Grèce. Rien sans doute ne paraissait plus dans mes intérêts, dans ceux de mes peuples, dans l'opinion de mon pays, qu'une guerre religieuse avec la Turquie; mais j'ai cru remarquer dans les troubles du Péloponnèse le signe révolutionnaire. Dès lors, je me suis abstenu. Que n'a-t-on pas fait pour rompre l'alliance? On a cherché tour à tour à me donner des préventions et à blesser mon amour-propre; on m'a outragé ouvertement. On me connaissait bien mal si on a cru que mes principes ne tenaient qu'à des vanités ou pouvaient céder à des ressentiments. Non, je ne me



A. Tcherynycheff



Le Comte Ch. Nesselrode



R. Kochéleff



Le Prince A. Golitzyne

séparerai jamais des monarques auxquels je suis uni: il doit être permis aux rois d'avoir des alliances publiques pour se défendre contre les sociétés secrètes. Qu'est-ce qui pourrait me tenter? Qu'ai-je besoin d'accroître mon empire? La Providence n'a pas mis à mes ordres huit cent mille soldats pour satisfaire mon ambition, mais pour protéger la religion, la morale et la justice, et pour faire régner les principes d'ordre sur lesquels repose la société humaine“.

Ainsi, dans la question grecque, la peur de la révolution et des sociétés secrètes avait étouffé chez Alexandre toutes les bonnes intentions et obscurci le sentiment de la justice; les intérêts de la Russie et les siens propres, il oubliait tout, pourvu que les principes de la Sainte Alliance ne fussent pas violés. Une pareille théorie est insoutenable: elle prouve seulement d'une façon saisissante jusqu'où pouvait aller l'aveuglement de l'Empereur, disant ouvertement „qu'il lui appartenait de donner l'exemple, en appliquant le premier les principes sur lesquels il avait fondé l'alliance“.

Les fatales journées de Vérone furent suivies d'un voyage à Venise. Des froids d'une rigueur extraordinaire sévirent alors en Italie, si bien qu'en décembre l'Empereur traversa à nouveau le Tyrol pour regagner la Russie. Après avoir rendu visite, à Pilsen, à sa sœur la Grande-Duchesse Marie, il se dirigea sur Varsovie et rentra enfin à Tzarskoé Sélo le 20 janvier 1823.

Nous allons étudier maintenant la malheureuse période qui a reçu le nom d'*Araktchévchtchina*, et qui est la plus sombre page de ce règne de vingt-quatre années. Pypine l'a caractérisée dans les lignes suivantes: „...Vinrent les dernières années du règne de l'Empereur Alexandre, années profondément tristes, durant lesquelles devaient s'écrouler peu à peu toutes les espérances conçues au début du règne et à l'époque des guerres nationales, et qui avaient pu subsister jusque-là. Personne n'attendait plus de vastes et bienfaisantes réformes, personne ne comptait plus sur une restauration de l'édifice gouvernemental. Il devenait évident que les anciens errements allaient

renaître avec la même force, sans craindre désormais aucune innovation libérale. L'Empereur Alexandre n'avait pas soutenu les principes auxquels il croyait autrefois. Un piétisme mystique ouvrait dans son esprit la voie à une réaction complète. Il considérait maintenant comme son devoir de maintenir un absolutisme patriarcal et de défendre le trône et l'autel contre des dangers imaginaires. Tous les éléments mauvais du passé, incarnés dans Araktchéeff, entretenaient chez l'Empereur une sorte d'égoïsme autoritaire qui devait étouffer définitivement les bonnes intentions de jadis. En même temps, il avait le dégoût d'un gouvernement qui, malgré son omnipotence, était impuissant contre un désordre, un arbitraire et des abus dont la monstruosité rappelait les époques les plus lointaines. Nul doute qu'il ne souffrit lui-même de cette contradiction où l'entraînait de plus en plus le manque de volonté et le défaut d'attention avec lequel il considérait la situation réelle" *).

Avant même de partir pour le Congrès de Vérone, l'Empereur avait adressé, le 1^{er} août 1822, au ministre de l'intérieur, prince Koutchubey, un rescrit ordonnant „de dissoudre toutes les sociétés secrètes de toutes dénominations, comme par exemple les loges maçonniques, etc., d'en interdire la fondation à l'avenir et d'exiger de tous les membres de ces sociétés l'engagement écrit de ne fonder à l'avenir, sous aucune forme, aucune espèce d'associations maçonniques ou d'autres sociétés secrètes, ni à l'intérieur ni à l'extérieur de l'Empire“.

Il ne semble pas d'ailleurs que cette mesure ait été effective; peut-être eut-elle une répercussion partielle sur les loges maçonniques, mais quant aux autres sociétés et notamment aux sociétés secrètes, elles continuèrent d'exister et prirent peu à peu un caractère politique. Mais le fait même de la publication d'un pareil rescrit fit tressaillir d'espérance tous ceux qu'inquiétait l'influence de Golitzyne, Kochéleff

*) A. Pypine, *Le mouvement social en Russie à l'époque d'Alexandre I^{er}*, St-Petersbourg, 1890, pp. 430 et 431 (en russe).

et autres mystiques, et de toute espèce de prédicants russes ou étrangers. A la tête du clan était l'archimandrite Photius, qui avait su attirer de son côté le métropolite Séraphin et gagner d'autre part l'appui d'Araktchéeff. Bien que ce ne fût pas une tâche facile de briser le prince Golitzyne, ses ennemis réussirent relativement assez vite à miner son influence, car la faveur que lui témoignait Alexandre commençait à diminuer visiblement. Le naïf et pieux Golitzyne tomba dans le piège qu'on lui tendit et s'employa consciencieusement à faire obtenir à Photius une audience de l'Empereur. L'audience eut lieu le 5 juin, et dès le 26 août, Photius était nommé supérieur du monastère de Saint-Georges, à Novgorod. Il est hors de doute que c'est à son instigation que fut signé le rescrit du 1^{er} août; le même jour d'ailleurs, on lui donna la croix de diamants, que le métropolite Séraphin lui remit solennellement pendant un service célébré à l'église de la citadelle de Saint-Pierre-et-Saint-Paul. Après le retour de l'étranger de l'Empereur Alexandre, Photius fut en rapports constants avec lui; l'action de l'archimandrite était secondée d'autre part par la comtesse Anne Orloff, par la veuve de Derjavine, par Chichkoff et aussi par Magnitzky, ce dernier manœuvrant dans la coulisse par l'intermédiaire d'Araktchéeff.

L'intrigue fut magistralement préparée. Au printemps de 1824, Photius écrivit à l'Empereur deux lettres très véhémentes. „A notre époque“, disait l'une de ces lettres, „un grand nombre de livres annoncent, et de nombreuses sociétés, de nombreuses personnes proclament une *religion nouvelle*, que l'on prétend avoir été réservée pour les temps suprêmes du monde. Cette nouvelle religion, qui est prêchée sous des formes différentes, tantôt sous celle d'une lumière nouvelle, tantôt d'une nouvelle discipline, tantôt de l'avènement du Christ en Esprit, tantôt de l'union des églises, tantôt sous la forme d'une rénovation et d'un prétendu règne millénaire du Christ; cette religion qui parfois cherche à s'insinuer sous les apparences d'une vérité nouvelle, est une *apostasie*, une trahison de la foi Divine,

apostolique, traditionnelle, orthodoxe. Cette nouvelle religion est une croyance dans l'Antéchrist: elle fomente la révolution, est altérée de sang et inspirée de l'esprit satanique. Ses faux prophètes et ses apôtres sont Jung - Stilling, Eckartshausen, Mme Guyon, Boehm, Labzine, Gossner, Fessler, les méthodistes, les frères moraves“. Plus loin, vient un appel au Tzar: „Que le vrai Dieu ressuscite et que, grâce à ton bras droit et à l'esprit qui est sur toi, les ennemis du Dieu de nos pères se dispersent et qu'avec tous leurs enseignements mensongers, ils disparaissent de la face de notre terre!“ *)).

Si étrange que cela puisse être, l'Empereur accueillit avec bienveillance la lettre de Photius, bien qu'elle contint une critique non déguisée de tous ses amis de la veille et de personnes jouissant de sa protection. Il est probable que ce fut l'allusion au mouvement révolutionnaire qui produisit la plus forte impression.

Presque en même temps parut la traduction russe du livre du prédicateur bavarois Gossner, intitulé *Geist des Lebens und der Lehre Jesu Christi in Betrachtungen und Bemerkungen über das ganze Neue Testament*, et dont la tendance pernicieuse fut signalée à l'Empereur: le métropolite Séraphin fit personnellement le 17 avril 1824 rapport à ce sujet, et l'ouvrage fut envoyé à l'examen du Comité des ministres, qui chargea Chichkoff et Lanskoï d'en étudier le contenu en détail.

Le 20 avril, Alexandre reçut l'archimandrite Photius, à qui l'ordre avait été donné „de se rendre dans le cabinet de l'Empereur par l'entrée et l'escalier secrets, afin que cette audience ne fût pas connue de tout le monde“. L'entretien se prolongea pendant trois heures, et, le 7 mai suivant, Photius envoya sa seconde lettre sous la devise: „Restaure entièrement l'œuvre de Dieu“ et le titre: *Plan de la révolution secrètement publiée, ou les iniquités secrètes commises par les sociétés*

*) V. Tchistowitch, *Les grands maîtres de l'enseignement religieux en Russie*. St-Petersbourg, 1891 (en russe).

secrètes en Russie et partout. La chute du prince Golitzyne s'ensuivit, le 15 mai 1824. On lui laissa seulement la direction de l'administration des postes, ce qui était plutôt une dérision qu'une consolation, étant donné qu'il perdait toute son influence et le poste en vue qu'il occupait jusque-là.

Non contents d'avoir fait partir Golitzyne, Photius et Araktchéeff menèrent ensuite l'attaque contre la Société Biblique. Ils furent secondés dans leurs tentatives par Chichkoff, remplaçant de Golitzyne comme ministre de l'instruction publique, et par le métropolitain Séraphin. Mais, malgré tous leurs assauts, Alexandre ne consentit pas à laisser dissoudre la Société; il approuva seulement les conclusions du rapport tendant à faire suspendre la publication de petits catéchismes qu'elle publiait. Photius, de son côté, présenta au Souverain un mémoire intitulé: *Des agissements des sociétés secrètes en Russie par l'intermédiaire de la Société Biblique.* Tous ces faits réunis devaient troubler profondément l'âme inquiète d'Alexandre. Il se rendait compte de tout ce qu'il y avait de faux dans les accusations portées contre son ami d'enfance, contre l'homme avec qui il lisait naguère l'Écriture Sainte, mais il était à tel point las de la vie qu'il ne se sentait plus la force de lutter et cédait. Mais, par une de ces contradictions habituelles chez lui, tout en cédant du côté de Golitzyne, il épargna la Société Biblique; du reste, il ne cessa pas ses relations avec Golitzyne, et continua à le voir, bien que plus rarement que par le passé.

Araktchéeff et ses créatures profitaient de cet affaiblissement des forces morales et de l'énergie du Souverain. Alexandre se rangeait presque toujours à son avis et lui laissait appliquer des mesures que probablement il n'approuvait guère lui-même. Il lui laissait également nommer les ministres; les titulaires de presque tous les départements furent remplacés pendant les dernières années du règne et les nouveaux ministres durent exclusivement leur nomination à l'influence du comte Araktchéeff, à qui ils étaient dévoués corps et âme. C'est ainsi qu'on donna comme successeur au comte Kotchubey, au

ministère de l'intérieur, le baron Kampenhausen, bureaucrate allemand d'une incapacité notoire. On choisit comme ministre de la guerre Tatichtcheff, qui ne se distinguait que par sa nullité et... par son embonpoint. A la place du prince Wolkonsky, on nomma chef de l'état-major général le prussien Diebitsch, qui depuis longtemps déjà recherchait la faveur d'Araktchéeff. On remplaça par l'obscur et insignifiant général Potapoff, au poste de général du service de l'état-major, l'actif et intelligent Zakrewsky, envoyé comme gouverneur général en Finlande *). L'amiral Chichkoff, vieillard décrépité, fut, contre toute attente, appelé au ministère de l'instruction publique. Le comte Kankrine enfin, encore un allemand, obtint le portefeuille des finances, et il se trouva par hasard qu'il en était vraiment digne, ce dont Araktchéeff ne fut pas peu fier. Kampenhausen ne fut ministre que quelques mois: mort des suites d'une chute de voiture, il eut pour successeur Lanskoï, homme assez médiocre, qui connaissait bien les affaires polonaises pour avoir servi en Pologne, mais n'était nullement préparé à diriger les affaires intérieures de la Russie.

Le prince Victor Kotchubey avait quitté la scène politique en 1823, avant même la nomination de Kampenhausen: il préféra le repos dans sa propriété de Dikanka à la mission délicate de diriger un ministère dont les destinées dépendaient plutôt du caprice d'Araktchéeff que des volontés de l'Empereur. Mais il arrivait même au riche et indépendant Kotchubey de rechercher les bonnes grâces d'Araktchéeff, ce qui ne parle pas en sa faveur et jette une ombre sur la mémoire de cet homme d'Etat d'ailleurs sympathique, qui sut

*) Le prince Wolkonsky écrit à ce sujet, le 23 septembre 1823, à Zakrewsky: „J'ai reçu hier l'ordonnance du 30 août, où j'ai vu avec stupéfaction votre nomination en Finlande. Une pareille mesure prise contre le titulaire d'un poste aussi important sans qu'on ait seulement prévenu le chef de l'état-major général“ (Wolkonsky lui-même) „me prouve clairement qu'on fait tout pour se débarrasser de lui. Vous allez me demander pourquoi? Mais je n'en sais rien: peut-être parce que je remplis trop consciencieusement mes fonctions. Pourquoi? Dieu seul le sait...“

apprécier au moment opportun les qualités de Spéransky. C'est ainsi que, le 17 mai 1823, le comte Kotchubey écrivit à Araktchéeff la lettre suivante: „Si peu de penchant que j'aie toujours eu à importuner qui que ce soit de mes demandes, je me décide néanmoins, escomptant la bienveillance de Votre Excellence à mon égard, à vous adresser aujourd'hui une requête. Depuis près de quatre ans que je dirige le ministère de l'intérieur, les fonctionnaires de ce département n'ont pas eu de gratifications, et je me trouve de ce fait dans une situation fort désagréable. On se plaint de moi, et on a raison de se plaindre, car on fait des comparaisons. Beaucoup de mes subordonnés sont partis et beaucoup s'en vont; et pourtant, il faut dire la vérité, ils ne travaillent pas moins que les autres. Les propositions que j'ai soumises en 1821 au Comité des ministres ont été examinées, et Votre Excellence me rendrait personnellement le plus grand service si Elle daignait activer la solution en sollicitant une décision de Sa Majesté. Dans la triste destinée qui m'a été assignée par la Divine Providence, des consolations me sont nécessaires et j'éprouverai une satisfaction particulière à être, également sous ce rapport, l'obligé de Votre Excellence“. Sans doute, il y a dans cette lettre plus de retenue que dans celles des autres hommes d'Etat de l'époque d'Alexandre, mais on y remarque malgré tout cette obséquiosité par laquelle se distinguaient particulièrement les allemands au service de la Russie.

La prédilection de l'Empereur Alexandre pour les étrangers en général et pour les allemands en particulier était connue, et elle se manifesta pendant toute la durée du règne. Ainsi, dans l'entourage immédiat, on trouve comme aides de camp généraux: un hessois, Wintzingerode (il fut même nommé à deux reprises, ayant pris sa retraite une première fois); un prussien, Diebitsch; cinq allemands de la Baltique, les comtes Benckendorff et Toll, les barons Korff, Rosen et Moeller-Zakomelsky; le corse Pozzo di Borgo; deux sardes, le marquis Paulucci et le comte Michaud de Beauretour, et trois français,

le comte de Saint-Priest, le comte Lambert et Jomini (suisse de naissance nationalisé français). Si l'on considère que pendant toute la durée du règne il ne fut nommé que 45 aides de camp généraux, on voit que les étrangers jouissaient d'une situation privilégiée, puisqu'ils occupaient treize places sur quarante-cinq. Cette faveur que l'Empereur marquait aux étrangers ne plaisait pas aux généraux russes. Sans aller jusqu'à murmurer, beaucoup d'entre eux se permettaient des critiques. Tout un groupe comme Ermoloff, Zakrewsky et le comte M. Worontzoff auraient voulu voir réserver à des russes seuls les hautes situations. Le prince Wolkonsky, Raewsky, Davydoff, Kisséleff, les frères Véliaminoff, Sabanéeff, Roudzévitch, d'autres encore partageaient cette manière de voir. Dans la correspondance qu'échangeaient ces russes exclusifs, on trouve à chaque instant des expressions de critique et de blâme à l'adresse d'Alexandre et du tout-puissant Araktchéeff, à cause de la protection particulière qu'ils accordaient aux allemands. Le 8 juin 1823, Ermoloff écrivait de Tiflis à Zakrewsky: „...On a très adroitement séparé Toll de Diebitsch; mais on a fait mieux encore en le nommant aide de camp général, car au moins il aura désormais plus de considération pour ceux qui occupent la même situation que lui et s'abstiendra au Palais de ses apostrophes inconvenantes. Le remplacement de Jeltoukhine me paraît également heureux. Neidgardt est en effet un excellent officier et ne saura pas moins plaire que son prédécesseur, et il a par surcroît, l'avantage inappréciable d'être allemand et favori de Diebitsch. Voilà maintenant le „règne des allemands“ solidement établi et, naturellement, ils vont profiter de l'occasion“. De son côté, Denis Davydoff écrivait également à Zakrewsky: „Enfin, me voilà libre! Le pas théorique, le maniement d'armes, le garde-à-vous, la dimension des boutons, tout cela sort enfin de ma pauvre tête! Triomphez, les Schwartz, les Gourko et les Neidgardt: je ne déshonorerai plus votre confrérie! Dieu soit loué, je suis libre! Je ne suis pas encore asphyxié: me voici maintenant au grand air!“

Effectivement, si l'on examine les listes des généraux aux environs de 1820, on y relève des quantités de noms comme Pahlen, Essen, Roth, Schwartz, Neidgardt, Rosen, Korff, Knorring, Oppermann, Byström, Peucker, Oldekop, Steinheil, Kreutz, etc. On confiait à ces allemands des régiments, des brigades, des divisions et des corps d'armée. Ils se faisaient remarquer par leur sévérité et leur goût pour les mouvements de parade, et devinrent fréquemment les collaborateurs d'Araktchéeff dans la direction des colonies militaires, dont ils faisaient l'éloge sur tous les tons. Les deux lettres citées plus haut montrent clairement de quel œil des hommes comme Ermoloff *) et Davydoff considéraient le „règne des allemands“ et l'on ne peut vraiment que s'étonner d'une pareille préférence de la part d'Alexandre à l'égard des étrangers. En ce qui concerne Araktchéeff, il ne cachait pas ses goûts ni sa prédilection pour les méthodes prussiennes, et aujourd'hui encore on montre avec ostentation à Grouzino plusieurs riches présents que le comte reçut de Frédéric-Guillaume III pour des services rendus au Roi. Mais dans l'armée, on se plaignait que les allemands fussent sans cesse préférés et récompensés beaucoup plus généreusement que les russes. Il en était de même pour les nominations dans la Garde.

Le 30 mars 1820, Zakrewsky écrivait déjà à Kisséleff: „Je t'envoie trois ordonnances de l'Empereur en date du 11; tu verras dans le N^o 19 une promotion assez importante de généraux: je ne sais où nous allons les mettre, ni ce que nous allons en faire.

„Je dois t'avouer que je ne comprends pas cette nomination dans la Garde de colonels de régiments de ligne, Schwartz au régiment Sémenowsky, Pirch au Préobrajensky, Friederichs au Moskowsky, Stürler aux grenadiers de la Garde. J'en ai parlé à Vassiltchikoff, qui n'a rien pu répondre, sinon qu'il plaît à l'Empereur qu'il en soit ainsi“.

*) Dès 1814, Ermoloff écrivait à M. Worontzoff: „Je ne comprends pas pourquoi je suis condamné à subir perpétuellement tous les ennuis et toutes les avanies. La maudite coterie allemande me déteste et, sans nul doute, je n'arriverai jamais à me soustraire à des affronts continuels“.

Enfin, l'éloignement d'un vieux serviteur de l'Empereur, le prince Pierre Wolkonsky, et son remplacement par Diebitsch dans les fonctions de chef de l'état-major général montrèrent clairement les tendances nouvelles qui prévalaient dans l'esprit de l'Empereur touchant les questions militaires. La nomination de Diebitsch eut lieu le 30 avril 1823. Suivant son habitude, Schilder raconte en détail la chute du prince Wolkonsky en s'appuyant exclusivement sur le récit de Mikhaïlowsky-Danilewsky. Celui-ci déclare avec assurance dans ses Mémoires que le prince Wolkonsky quitta son poste à la suite d'un malentendu relatif à la diminution du budget de la guerre. „Le prince“, dit-il, „avait étudié quelque temps cette question avec les directeurs des divers départements de l'administration, de la guerre et avait trouvé qu'on pouvait diminuer de 800.000 roubles la somme demandée. Mais l'Empereur, jugeant cette diminution trop peu importante, transmit l'affaire au comte Araktchéeff qui, après avoir travaillé cinq jours avec le commissaire général de la guerre, Tatichtcheff, retranscha du budget une somme de 18 millions de roubles. C'est alors que l'Empereur dit au prince Wolkonsky: „Je vois bien après cela que vous êtes entouré de gens incapables ou malhonnêtes, qui ne savent pas ou ne veulent pas trouver les moyens de réduire le chiffre du budget“. Le prince se vit alors obligé de prendre sa retraite et Tatichtcheff fut nommé ministre de la guerre“.

L'explication donnée par Mikhaïlowsky-Danilewsky est très éloignée de la vérité et les lettres du prince Wolkonsky à Zakrewsky prouvent nettement que ce fut en raison de l'influence croissante d'Araktchéeff que le prince jugea impossible de conserver plus longtemps les fonctions qu'il remplissait depuis de longues années.

Le 3 octobre 1823, le prince Wolkonsky écrivait de Paris: „....Adieu, cher ami, écrivez-moi plus souvent, par Boulgakoff *) ou par occasion, par des personnes de connaissance, car sûrement

*) C'est-à-dire par la poste, car Boulgakoff dirigeait alors l'administration des postes.

on ouvre nos lettres à la poste: bien que Boulgakoff soit notre ami, ses obligations professionnelles et probablement les instructions qu'on lui donne à cet effet le contraignent de le faire. Au surplus, celui qui a la conscience nette est tranquille et ne redoute rien. La seule chose que je regrette, c'est qu'un jour, l'Empereur apprendra sûrement toutes *les infamies du scélérat* (Araktchéeff), „infamies qu'un homme d'honneur ne peut tolérer, mais qu'il n'est pas possible de révéler par suite de l'inexplicable aveuglement de Sa Majesté à son endroit; en attendant, cet homme cause la perte de beaucoup d'honnêtes gens, et on verra bientôt reparaître dans l'administration le gaspillage et les concussions d'autrefois“.

On est frappé, en lisant ces lignes, de constater d'abord que l'homme même qui, pendant de si longues années, avait collaboré journallement avec l'Empereur, était convaincu qu'on décachetait et qu'on lisait ses lettres à la poste; bien plus, les mots „et probablement les instructions qu'on lui donne à cet effet“ laissent entendre que la chose se faisait sur l'ordre de l'Empereur lui-même. En second lieu, Wolkonsky flétrit impitoyablement et en parfaite connaissance de cause Araktchéeff en appliquant à ses actes l'expression „les infamies du scélérat“, et déclare nettement que l'aveuglement de l'Empereur à l'égard de cet homme est „inexplicable“ et „qu'il n'est pas possible“ d'ouvrir les yeux à l'Empereur. Une telle déclaration est de la plus haute importance dans la bouche du prince Wolkonsky, le plus intime de tout l'entourage. Il se trompait cependant, lui aussi, dans sa supposition „qu'un jour l'Empereur apprendrait tout“: bien au contraire, la situation resta la même jusqu'à la mort de l'Empereur à Taganrog.

Dans une autre lettre, datée du 3 novembre 1823, le prince Wolkonsky revient sur la question de son départ et communique à ce propos à Zakrewsky les intéressantes réflexions suivantes: „....Vous me dites dans votre lettre que je devrais revenir: mais pourquoi? Pour achever de me tuer, car je n'ai pas encore réussi à rétablir

ma santé. De plus, il m'est extrêmement pénible de voir que le fruit de mes travaux est complètement perdu. L'organisation qui m'avait coûté la santé est entièrement détruite; il me faudrait de nouveau apprendre à connaître mes subordonnés, travailler comme un cheval, sans avoir confiance ni dans le ministre de la guerre“ (Tatichtcheff) „ni dans le général du service de l'état-major“ (Potapoff), „les deux bases sur lesquelles repose l'état-major tout entier; m'occuper moi-même de tous les détails; être accablé par surcroît de toute sorte d'affaires accessoires et ne pas avoir une minute à moi. Vous avouerez qu'une pareille vie ne saurait être du goût de personne. Vous dites que l'Empereur et le pays reconnaîtront à quel point je me sacrifie. Si pendant vingt-sept ans que j'ai travaillé avec Sa Majesté, on ne l'a pas encore remarqué, je le regrette, car il y a eu, je crois, pendant tout ce temps, suffisamment de circonstances dans lesquelles j'ai sacrifié mon existence et ma santé, sans parler encore de ma fortune, à laquelle je n'ai même jamais songé. Et maintenant, je considérerais même comme humiliant d'occuper un pareil poste, dont ma santé ne me permet pas d'ailleurs de supporter les fatigues“ *). . . .

Il est fort probable qu'il coûta beaucoup à Alexandre de se séparer de son ami, sacrifié par lui pour complaire à Araktchéeff. On dit qu'avant le départ du prince pour Paris, Alexandre se montra particulièrement affectueux à son égard, et que, la veille du jour où Wolkonsky quitta St-Pétersbourg, ils passèrent à causer toute la soirée et une partie de la nuit, jusqu'à trois heures du matin. Il est regrettable que le prince Wolkonsky n'ait pas laissé de mémoires, où il aurait raconté en détail cette conversation; mais ses lettres donnent une idée suffisamment nette de la situation à ce moment.

*) En 1823, le prince Wolkonsky souffrait simplement de furoncles; il n'avait pas d'autre maladie que le regret d'avoir perdu la confiance de l'Empereur et vécut jusqu'en 1852: il mourut à Péterhof et occupait alors le poste de ministre de la Maison Impériale.

Ainsi, en un an, l'Empereur Alexandre s'était séparé et de Wolkonsky et de Golitzyne: sans doute, il n'avait pas rompu ses relations personnelles avec eux, mais il les avait écartés des affaires. Il fut donné toutefois au prince Wolkonsky d'assister aux derniers moments de son Souverain bien-aimé et aussi de l'Impératrice Elisabeth.

C'est à l'époque où Alexandre sacrifiait ainsi ses amis qu'il commença à éprouver le besoin de se déplacer et de voyager continuellement pour apaiser les sentiments de tristesse et de désillusion qui accablaient son âme. Le chroniqueur de ces voyages à travers la Russie, le médecin Tarassoff, nous a laissé à ce sujet d'intéressants détails. Ainsi passa toute la seconde moitié de l'année 1823, sans parler de deux visites que l'Empereur fit auparavant à Grouzino. Le 16 août, il partit de Tzarskoé Sélo pour Moscou en passant par Tikhvine, Mologa, Rybinsk, Yaroslavl et Rostoff-la-Grande. Là, il pria longuement sur la tombe du métropolite Saint-Dmitri de Rostoff, puis alla voir au monastère le Père Amphiloque et le supérieur Innocent et resta plusieurs heures avec les deux religieux en conversation des plus animée. L'Empereur ne s'arrêta que peu de temps à Moscou, où il logea au Kremlin; il passa des revues, visita les hospices et hôpitaux et honora de sa présence le bal de la noblesse. De Moscou, il se rendit à Orel où il resta trois jours et passa de nouvelles revues. Puis, traversant rapidement Briansk, il alla visiter les colonies militaires du gouvernement de Mohileff. Là, l'aide de camp Kleinmichel vint le recevoir et lui montra toutes les innovations réalisées dans cette région sablonneuse et déshéritée de la nature. Le médecin Tarassoff fait à ce sujet la remarque suivante: „Ici, on voit partout la marque de la volonté inflexible du comte Araktchéeff, fondateur des colonies militaires. En très peu de temps, on a construit ici d'immenses bâtiments où sont installés les états-majors des régiments, les hôpitaux et les logements des colonels et des commandants de bataillons. L'aspect des cultures comme celui des bâtiments, tout répète ici la maxime: *Improbus labor omnia vincit*“.

Ce voyage fut marqué par une série de petits incidents: à une revue passée près de Brest-Litowsk, le cheval d'un officier polonais atteignit d'un coup de pied la jambe de l'Empereur, qui souffrit assez longtemps de la contusion reçue. Le feld-maréchal prince Wittgenstein se démit un bras en tombant de cheval; enfin, le médecin Wyllie tomba gravement malade et resta plusieurs jours entre la vie et la mort.

Après avoir terminé l'inspection des troupes, qui lui donna d'ailleurs satisfaction, l'Empereur se rendit de Brest-Litowsk dans le gouvernement de Volhynie, à Kamenetz-Podolsk et à Khotine et passa ensuite la frontière autrichienne pour gagner Czernowitz.

Il rencontra dans cette ville l'Empereur François II, avec qui il resta deux jours, les 25 et 26 septembre; les deux Souverains examinèrent ensemble diverses questions politiques. Malgré l'absence de Metternich, qu'une maladie avait retenu à Vienne, tout fut décidé d'après ses plans. Alexandre promit notamment de reprendre les rapports avec la Turquie, la Porte ayant retiré ses troupes des Principautés du Danube, de sorte que la paix se trouva encore assurée pour quelque temps dans les Balkans, bien que la question grecque n'eût pas avancé d'un iota. Néanmoins, la Russie avait pris l'engagement de ne pas intervenir par les armes dans les affaires de Grèce, et c'était tout ce que voulait le chancelier autrichien.

Le 27 septembre, l'Empereur partit pour la Bessarabie; il traversa le Dniester et gagna Mohileff, où il descendit chez un riche juif, puis de là se rendit à Toulchine. Alexandre s'arrêta quelques jours dans cette localité, afin de procéder à une inspection détaillée de la deuxième armée. Il fut extrêmement satisfait de cette inspection, sauf en ce qui concerne la 15^e division, commandée par Michel Orloff, qui avait fait un long séjour en France, où elle faisait partie du corps d'occupation. L'Empereur trouva que l'esprit des cadres de cette division était mauvais, que la tenue des hommes sous les armes manquait de correction et que la discipline était très relâchée; aussi ne dissimula-t-il pas son mécontentement. Il avait d'ailleurs été prévenu par des

dénonciations accusant les officiers de tendances révolutionnaires, et qui se trouvèrent d'ailleurs justifiées par la suite: un grand nombre d'officiers de cette division, et à leur tête le général Orloff lui-même, furent impliqués dans le complot du 14 décembre 1825. Mais dans l'ensemble, Alexandre fut très satisfait de l'état de la deuxième armée et il manifesta cette satisfaction en nommant aide de camp général le chef d'état-major de cette division, Kisséleff.

L'impression produite sur les troupes par la visite de l'Empereur fut également excellente, ainsi qu'en témoigne une lettre de Kisséleff à Zakrewsky citée par Schilder. La fin de cette lettre est particulièrement intéressante: „L'Empereur a dîné au milieu de 65.000 hommes qui prenaient également leur repas; ils ont bu à la santé de Sa Majesté en l'acclamant avec un enthousiasme dont la sincérité et la chaleur ont fait couler de ses yeux des larmes de joie. Tel est le résultat auquel je suis arrivé grâce à une volonté assez opiniâtre, qui a été si souvent paralysée par l'opposition de toutes sortes de personnes. Tous partageaient la joie du succès commun et tous semblaient avoir oublié que bon nombre d'entre eux avaient résisté pendant cinq ans à l'introduction des mesures qui ont amené l'armée au degré de perfection où elle est arrivée aujourd'hui“.

Les hommes comme Kisséleff *) étaient peu nombreux et l'Empereur savait apprécier le caractère et les mérites de celui-là; non seulement il les appréciait, mais il les distinguait, en dépit de l'indépendance dont faisait preuve Kisséleff et de l'hostilité qu'il manifestait contre les actes d'Araktchéeff. Remarquons de nouveau ce trait du caractère d'Alexandre, dont nous trouvons encore des manifestations même à l'époque où le dégoût de la vie et la mélancolie avaient déjà commencé à paralyser l'activité de l'Empereur, entièrement livré aux caprices du favori de Grouzino. Même alors, il y avait encore des moments où il savait rendre justice et accorder sa confiance

*) Ambassadeur à Paris sous le règne suivant.

et toute sa faveur à des hommes capables et indépendants comme Kisséleff, Zakrewsky, Ermoloff et comme le comte Worontzoff, lequel fut, cette même année 1823, nommé gouverneur général de la Nouvelle Russie. Mais ces instants de lucidité étaient rares et éphémères : un instinct intérieur lui suggérait bien de soutenir et de distinguer des hommes vraiment dignes ; seulement, il n'avait plus la force de volonté suffisante pour affirmer ses bonnes dispositions par des actes et tout retombait dans ces ténèbres de l'*Araktchévchtchina* qui ont imprimé aux dernières années du règne un caractère si pénible.

Après avoir parcouru encore une partie des colonies militaires, l'Empereur alla visiter la forteresse de Zamostié, où on lui présenta la brillante cavalerie polonaise. Enfin, le 3 novembre 1823, il rentra à Tzarskoé Sélo, où l'attendait avec impatience l'Impératrice Elisabeth, car, depuis 1820 environ, un rapprochement s'était produit entre les deux époux, rapprochement qui alla toujours s'accroissant jusqu'au fatal dénouement de Taganrog.

Pendant les courts intervalles qui séparaient ses fréquents voyages en Russie et à l'étranger, Alexandre s'était mis à témoigner une vive affection à son épouse si longtemps délaissée. Il était maintenant plein d'attentions pour la femme nerveuse, malade et impressionnable qu'était l'Impératrice Elisabeth ; il lui prodiguait les marques d'amitié et les consolations les plus tendres à l'occasion des deuils qui, dans les derniers temps, avaient éprouvé la famille de Bade, et en particulier au moment de la mort de la princesse Amélie, sœur de l'Impératrice, qui avait longtemps vécu à la Cour de Russie et pour qui Elisabeth avait une affection particulièrement vive. L'Impératrice était très sensible à ces marques de tendresse de son mari, qu'elle n'avait cessé d'adorer comme une idole. Et pendant les courtes semaines qu'Alexandre passait dans la capitale, à Kamenny Ostroff et surtout à Tzarskoé Sélo, les deux époux retrouvaient leur ancienne intimité, s'habituèrent de nouveau l'un à l'autre, s'expliquant avec une entière franchise sur les tristesses de l'heure présente et sur les souvenirs du passé, et parlant



Le Prince Metternich



Talleyrand



Le Comte Ch. Pozzo di Borgo



Bernadotte

à cœur ouvert de tout ce qui avait pu autrefois blesser leurs âmes sensibles. Les lettres de l'Impératrice à la Margrave sa mère reflètent les impressions que lui laissaient ces entrevues. On y sent parfois la douleur aiguë d'une femme toujours mécontente de sa destinée. Qu'il est émouvant, ce billet qu'Elisabeth écrivait à sa mère de Kamenny Ostroff pendant le séjour d'Alexandre à Moscou, en 1823: „.....J'ai eu aussi une lettre de l'Empereur de Moscou, qui s'y est beaucoup plu pendant le peu de jours qu'il y a passé et me dit *qu'il m'y avait désirée*. Hélas! je n'aurais pas demandé mieux, et c'eût été bien facile! . . .“ Ce sentiment de regret qui n'osait s'exprimer était un des traits du caractère d'Elisabeth, et à de pareils moments, elle souffrait cruellement au plus profond d'elle-même.

Cependant, ces quelques jours qu'Alexandre avait passés à Moscou avaient été consacrés à une question qui devait avoir les plus importantes conséquences. Dès le 20 mars 1820, avait paru, comme on sait, un manifeste déclarant dissous le mariage du Césarewitch Constantin avec la Grande-Duchesse Anna Féodorowna *), et, le 14 mai de la même année, l'Héritier Présomptif épousa la comtesse Jeanne Grudzinski, qui reçut le titre de princesse Lowitch. Le 14 janvier 1822, il adressa à l'Empereur une lettre dans laquelle il déclarait catégoriquement renoncer à la succession au Trône, „en transmettant ce droit à celui à qui il revenait après lui, et assurer par là-même d'une façon ferme et définitive la situation de l'Empire“. Schilder **) a publié la réponse de l'Empereur à cette lettre.

L'historien d'Alexandre dit à ce propos: „L'affaire en resta là pour le moment. Mais en 1823, l'Empereur Alexandre, tourmenté par le pressentiment d'une mort prochaine, éprouva le désir de donner force de loi au pacte de famille conclu avec le Césarewitch“. Comme toujours, Schilder présente sous un jour particulier toute cette affaire, qui était

*) Née Princesse de Saxe-Cobourg.

**) Tome IV, pp. 278 et 279.

tout à fait naturelle, même sans „le pressentiment d'une mort prochaine“, pressentiment qu'on ne pouvait en réalité remarquer, en 1823, ni dans les dispositions d'esprit ni dans les actes du Monarque. En effet il était depuis longtemps déjà question, dans la Famille Impériale, d'un changement de l'ordre de la succession au Trône; et cette question préoccupait à un égal degré les deux Impératrices et l'Empereur. L'Impératrice Elisabeth jette une lumière particulière sur cette affaire dans sa correspondance avec sa mère, où la phrase suivante s'échappe de sa plume: „Nicolas n'a qu'une idée en tête, c'est de régner“. Elisabeth écrivait ceci immédiatement après le mariage du Grand-Duc Nicolas. Il est vrai que cette phrase pouvait avoir été inspirée à l'Impératrice par les rapports très froids qui existaient entre elle et le Grand-Duc, mais elle n'en est pas moins extrêmement caractéristique dans sa spontanéité.

On sait également que les premiers entretiens entre l'Empereur et le Grand-Duc Nicolas à ce sujet eurent lieu dès 1819 et que le prince Guillaume de Prusse *) fut au courant de tous les détails des pourparlers, tant à cette époque que par la suite. Par conséquent, la question avait mûri peu à peu, et, après le mariage du Césarewitch avec une princesse polonaise, elle était venue à l'ordre du jour et avait été soumise, bien qu'en secret, à l'appréciation de toute la Famille Impériale. Quant au mystère dont l'Empereur Alexandre entoura toute cette affaire, il a, croyons-nous, son explication. Il était essentiel de ne pas ébruiter prématurément la renonciation du Césarewitch Constantin, qui donnerait lieu à une masse de réflexions et de commentaires tout à fait superflus; en un mot, de ne rien laisser transpirer dans le public. L'Empereur Alexandre ne pouvait probablement pas prévoir tout ce qui aboutit aux événements du 14 décembre 1825, et nous croyons qu'il était très loin, en 1823, de songer à sa mort prochaine. En somme on fit le nécessaire pour régulariser les choses

*) Futur Empereur d'Allemagne.

et parer aux éventualités. Si, après la mort de l'Empereur, les malentendus que l'on sait se produisirent, il est difficile, en vérité, de lui en imputer la responsabilité. Tout avait été combiné d'une façon parfaitement claire et logique. Le manifeste, rédigé par l'archevêque Philarète (le futur métropolite de Moscou), revu et corrigé par l'Empereur, fut le 16 août 1823 approuvé et signé à Tzarskoé Sélo, puis, le 27 août, pendant le séjour à Moscou, remis sous enveloppe à Philarète, avec la suscription autographe: „A conserver à la cathédrale de l'Assomption avec les papiers d'Etat jusqu'à nouvel ordre de ma part; au cas où je mourrais sans avoir donné de nouvelles instructions, le présent pli devra, avant toute autre chose, être ouvert par l'archevêque du diocèse de Moscou et par le gouverneur général de Moscou à la cathédrale de l'Assomption“.

Schilder expose les faits de la façon suivante: „L'idée que ce document resterait secret fit naître immédiatement dans l'esprit de Philarète la question suivante: comment l'avènement au Trône du futur Empereur, qui pouvait très naturellement se produire à Pétersbourg, pourrait-il avoir lieu conformément aux dispositions d'un manifeste conservé secrètement à Moscou? Il ne cacha pas ses appréhensions à ce sujet et proposa que des copies de ce document fussent conservées également à Saint-Pétersbourg, au Conseil de l'Empire, au Synode et au Sénat. La proposition fut agréée par l'Empereur“.

Cet exposé est des plus aventureux et paraît manquer totalement de certitude; il s'appuie probablement sur un mémoire inédit du métropolite Philarète, intitulé: *Souvenirs relatifs à l'avènement au trône de l'Empereur Nicolas I^{er}*, cité dans la note 334 du tome IV de l'*Histoire d'Alexandre I^{er}*. Il est possible que Philarète ait fait part de ses craintes à l'Empereur et que celui-ci ait immédiatement agréé sa proposition, ce qui prouverait qu'il avait eu la même idée que lui et qu'il l'eût sans nul doute mise à exécution même si l'archevêque ne lui en avait pas parlé.

Schilder a encore relevé le malentendu suivant: d'après la suscription de l'enveloppe, Philarète supposait que le prince Dmitri Golitzyne, gouverneur général de Moscou, était au courant de l'existence de ce document. Or on constata, à la mort de l'Empereur Alexandre, que le prince Golitzyne ne savait rien du manifeste conservé à la cathédrale de l'Assomption. Pour nous, encore une fois, nous ne voyons rien là de surprenant, étant donné que l'enveloppe ne portait pas le nom du prince Golitzyne, qui pouvait être remplacé au poste qu'il occupait, et qu'il était dit simplement qu'immédiatement après la mort de l'Empereur, le pli „devait être ouvert par l'archevêque du diocèse de Moscou et par le gouverneur général de Moscou“, quel qu'il fût évidemment. Par conséquent, Philarète, qui avait reçu en garde le manifeste et l'avait mis dans le coffre où l'on conservait les papiers d'Etat, dans la cathédrale de l'Assomption, aurait dû informer le prince Golitzyne, gouverneur général de Moscou, de l'existence de ce document dès qu'il eut reçu la nouvelle de la mort de l'Empereur. Il omit de le faire, et sa faute est évidente.

En ce qui concerne le Grand-Duc Nicolas et ce qu'il pouvait savoir de cette affaire, Schilder dit: „Le Grand-Duc Nicolas ne connaissait l'existence d'un acte de renonciation signé en sa faveur que par quelques mots prononcés incidemment par l'Impératrice Marie, qui y faisait parfois allusion dans la conversation. Voilà de quelle étrange façon l'Empereur Alexandre régla une dérogation des plus importantes à une des Lois Fondamentales de l'Empire“. Il nous semble que la question de savoir comment Nicolas apprit l'existence d'un acte de renonciation en sa faveur est tout à fait secondaire: ce qui est incontestable, c'est qu'il était au courant de cette renonciation de même que Philarète, le prince A. Golitzyne, le comte Arakhtchéeff et les deux Impératrices. Nous le répétons, nous ne voyons rien de si „étrange“ dans l'arrangement de toute cette affaire, et, quant au secret observé à cet égard, il était assez naturel, vu l'importance de l'acte lui-même. A Saint-Pétersbourg, le manifeste était

conservé dans les trois principales institutions d'Etat: au Conseil de l'Empire, au Synode et au Sénat. Que fallait-il de plus? Au surplus, nous n'avons pas à raconter ici les détails de l'avènement au Trône de l'Empereur Nicolas I^{er}; nous ne nous arrêterons donc pas davantage sur l'histoire du manifeste signé le 16 août 1823, non plus que sur ses conséquences.

Après le retour de l'Empereur Alexandre à St-Pétersbourg, la nièce de l'Impératrice Marie, la princesse Charlotte de Wurtemberg, fiancée du Grand-Duc Michel, arriva à son tour dans la capitale et reçut le 5 décembre le baptême orthodoxe. La Princesse, qui prit le nom d'Hélène, devait, comme on sait, jouer plus tard, sous le règne d'Alexandre II, un rôle important dans la question de l'abolition du servage. Le mariage eut lieu seulement le 8 février 1824, et la cérémonie dut être célébrée dans une chapelle provisoire installée près de la chambre de l'Empereur, qui, à la suite d'un refroidissement contracté à la revue du 6 janvier, avait été malade pendant tout un mois et venait seulement d'entrer en convalescence. Avec une forte fièvre, il avait eu un érysipèle à la jambe, et à certains moments son état avait inspiré des craintes si sérieuses qu'on avait fait venir de Varsovie le Césarewitch Constantin, qui, à son arrivée, l'avait trouvé en voie de rétablissement.

Schilder cite une conversation qu'Alexandre aurait eue, dès qu'il fut remis de cette grave maladie, avec Hilarion Vassiltchikoff, et, sur la foi de ce dernier, il met dans la bouche d'Alexandre la phrase suivante: „....Je n'aurais pas été fâché, au fond, de me débarrasser de ce fardeau de la couronne, qui me pèse terriblement“. L'historien souligne ces paroles, qui, d'après lui, attesteraient chez Alexandre le désir d'abdiquer le pouvoir et de vivre dans la retraite *). Que

*) On lit dans le Journal du prince A. Menchikoff: „Le prince P. Wolkonsky croit que l'idée d'abdiquer était réellement venue à l'esprit de feu l'Empereur Alexandre. Il déduit cette conclusion de certaines paroles que l'Empereur avait laissé échapper en parlant de ses projets d'avenir et notamment de son intention de classer sa bibliothèque quand il serait débarrassé de

l'Empereur fût, depuis longtemps déjà, fatigué de porter le fardeau du gouvernement, c'était une chose connue, non seulement en Russie, mais encore à l'étranger: Araktchéeff à l'intérieur et Metternich à l'extérieur savaient habilement profiter de cette lassitude; mais il est peu probable que l'Empereur songeât sérieusement à abdiquer le pouvoir. Nous reviendrons d'ailleurs plus loin sur cette question.

Une fois complètement rennis de sa maladie, l'Empereur Alexandre se consacra avec un nouveau zèle à son œuvre de prédilection, les colonies militaires. Il avait en vue d'y supprimer les cabarets, et Araktchéeff se rendit personnellement sur les lieux pour faire exécuter sa volonté. Les lettres de l'Empereur nous montrent quel intérêt il portait à cette question. Le 2 mars 1824, il demande à Araktchéeff: „As-tu aussi des nouvelles de Staraja Roussa, et quelle impression a produite là-bas la suppression des cabarets?“ Il lui écrit encore, dans une autre lettre: „J'espère que le Tout-Puissant nous permettra de conduire cette œuvre au but désiré et qu'il daignera nous y aider“. Araktchéeff, de son côté, assurait l'Empereur de son zèle et lui promettait d'exécuter ses volontés le plus promptement possible. „Toute œuvre difficile“, écrivait-il, „devient pour moi d'une exécution facile si je l'accomplis sur l'ordre de Votre Majesté“. L'attention de l'Empereur se portait sur tous les détails et même sur les voyages de simple curiosité que faisaient les visiteurs étrangers aux colonies militaires. Ce contrôle irritait le caporal de Gatchina, car il se plaint dans ses réponses des „observations oiseuses de

toute occupation. Si l'Impératrice Elisabeth était morte du vivant de l'Empereur, le prince Wolkonsky croit que non seulement le monarque aurait abdiqué le pouvoir, mais qu'il aurait même été capable de se retirer dans un couvent“. Taganrog, 27 février 1826.

Ce témoignage est curieux, mais il perd toute importance du moment que ce fut l'Impératrice qui survécut; d'autre part les propos et les hypothèses du prince Wolkonsky pouvaient aussi provenir de l'état d'abattement moral dans lequel se trouvait le prince lui-même, qui, après la mort de l'Empereur, résidait constamment près de l'Impératrice à Taganrog et se remémorait d'une façon bien naturelle, ses conversations avec le Souverain défunt. Cependant, le prince Menchikoff attribuait évidemment une certaine importance à ces impressions du prince Wolkonsky et a cru devoir les noter pour la postérité.

St-Pétersbourg“. Mais l'Empereur continuait de manifester des inquiétudes, qui s'expriment dans une de ses lettres, datée des premiers jours de mars: „J'apporte une attention vigilante à tout ce qui concerne nos colonies militaires et j'examine avec le plus grand soin les rapports concernant les visiteurs. Je remarque tous les gens qui vont à Starāïa Roussa. C'est ainsi que, le 2 mars, on a vu là-bas: le général de brigade en retraite Vériguine; le colonel Aplétchéeff, du 47^e régiment de chasseurs; l'inspecteur des forêts de 14^e classe Reingarten, employé, au Département des domaines, venu dresser un état des forêts, le capitaine du génie Kroll. Peut-être sont-ils effectivement allés là-bas pour leurs affaires, mais au siècle où nous vivons la prudence n'est pas inutile. Si ce Vériguine est celui que je connais, le frère de Mmes Plechtchéeff et Donaoureff, je n'ai pas grande confiance en lui; c'est un homme très présomptueux“. Les questions se poursuivent ainsi sur chacune des personnes nommées, et en particulier sur Reingarten: „En ce qui concerne l'inspecteur des forêts, il faut éclaircir si c'est sur sa demande ou sur celle du gouverneur qu'il a été envoyé pour dresser son état des forêts en cette saison, ou bien si c'est sur un ordre du ministère des finances, ce qui serait assez étrange“.

De plus, en 1824, l'Empereur Alexandre voulut encore agrandir les colonies militaires de Novgorod et le comte Araktchéeff fut chargé de l'exécution. Les 2^e et 3^e divisions de grenadiers furent réparties entre 12 nouvelles circonscriptions, formées dans dix cantons du gouvernement de Novgorod. Araktchéeff fit promptement le nécessaire, et put bientôt écrire à l'Empereur: „J'ai expliqué dans tous ces cantons la volonté de Votre Majesté, ainsi que l'avantage particulier dont bénéficieront tous les colons, en conservant toujours leurs familles près d'eux; après quoi, je n'ai eu nul besoin de recourir à la force armée, ni même d'adresser des remontrances sévères à ces excellents sujets“.... En lisant ces lignes, on croirait à une idylle, tandis qu'en réalité la population n'était nullement enchantée de ces

attentions du gouvernement et continuait à murmurer tout bas contre des bienfaits qu'elle n'avait pas sollicités. L'Empereur, lui, fut particulièrement satisfait de la promptitude avec laquelle avaient été exécutées ses instructions, et le 16 mars, il exprima en ces termes sa satisfaction au comte: „C'est avec un sentiment de profonde reconnaissance envers le Dieu tout-puissant, mon cher Alexis, que j'ai reçu ta lettre m'annonçant l'heureux achèvement de l'œuvre entreprise et le bon ordre avec lequel elle a été exécutée. Je sais apprécier tous tes efforts et ton inlassable vigilance, et ma gratitude envers toi est aussi sincère que profonde“....

Si nous citons des passages de ces lettres, c'est uniquement afin de convaincre le lecteur que le Monarque qui entrait dans des détails si minutieux au sujet des visiteurs des colonies militaires, et qui rêvait d'agrandir encore ces colonies, ne pensait vraisemblablement guère à descendre du Trône de Russie, ni à se retirer dans la solitude. D'une façon générale, nous n'admettons, dans la science historique, ni les conjectures ni les hypothèses, procédés de roman tout au plus, et nous préférons nous appuyer sur des faits attestés par des documents: on évite ainsi les malentendus et les raisonnements à vide.

Comme on l'a vu plus haut, c'était au printemps de cette même année qu'avait eu lieu la chute du prince Golitzyne; mais on avait laissé comme fiche de consolation à l'homme qui, pendant de longues années, avait dirigé les affaires religieuses et l'instruction publique, l'administration du département des postes. L'Empereur voulut également consoler un autre de ses collaborateurs de vieille date, le prince Wolkonsky, de retour d'un congé à l'étranger: il lui conféra l'ordre de Saint-André et lui notifia cette distinction par un rescrit des plus flatteurs. Mais on ne rendit pas au prince ses anciennes fonctions de chef de l'état-major général, et Diebitsch fut au contraire confirmé dans son nouveau poste par une ordonnance aux armées. En un mot, on se contentait de dédommager les vieux amis, on ne

les écoutait plus, tandis qu'on encourageait le comte Araktchéeff à persévérer dans son zèle et qu'on se concertait avec lui sur toutes les questions.

Bien plus, lorsque, dans l'été de cette même année 1824, l'Empereur perdit la fille qu'il avait eue de Mme Narychkine et pour qui il avait une très grande affection, le lendemain même de cette mort qui l'avait profondément affecté, il partit brusquement, seul, pour Grouzino, afin de se consoler dans la société du comte Araktchéeff. Malgré l'affreuse douleur que lui causait la perte de cet être si cher, Alexandre, avant de partir pour Grouzino, prit le temps d'écrire quelques mots à Araktchéeff: „Sois sans inquiétude à mon sujet! C'est Dieu qui l'a voulu, et je sais me soumettre. Je supporterai mon affliction avec résignation et je prie Dieu qu'il fortifie mon âme. J'attends avec impatience le bonheur de te voir demain et j'espère que mon voyage et les questions qui m'occuperont en route dissiperont dans une certaine mesure mes tristes pensées“ (Tzarskoé Sélo, 23 juin 1824).

Franchement, on se demande quelle consolation on pouvait trouver dans la société du froid et insensible seigneur de Grouzino: de pareils sentiments de la part d'Alexandre ne peuvent véritablement que nous étonner et échappent à toute analyse. Mais le fait est là dans toute sa nudité et nous ne saurions nous dispenser de le noter. Le médecin Tarassoff, qui accompagna l'Empereur dans ce voyage à Grouzino, raconte ce séjour en détail dans ses Souvenirs; il atteste l'humilité de l'attitude d'Alexandre et sa soumission à la destinée après le coup qui venait de le frapper. Le Souverain goûta la douceur de la solitude et jouit d'un repos complet dans la propriété du comte, dont l'aménagement lui plut dans sa simplicité. Tarassoff, qui déjà avant le départ pour Grouzino, avait observé l'Empereur et s'était efforcé de pénétrer son état d'âme, nous communique en toute simplicité ses impressions: „Lorsque l'Empereur“, écrit-il, „entra dans la grande salle de réception, je concentrai mon

attention sur son visage et, à ma grande surprise, je ne pus remarquer le moindre signe trahissant l'état de sa grande âme, déchirée par une perte si cruelle. Il fut, comme à l'ordinaire, d'une parfaite courtoisie envers tout le monde, questionna plusieurs personnes, répondit lui-même à d'autres et garda à un tel point sa présence d'esprit que, sauf nous trois qui nous étions trouvés avec lui dans son cabinet, personne ne put deviner la douleur qui le torturait intérieurement. Cette maîtrise de soi-même et cette faculté de contenir l'expression de ses sentiments furent, pendant toute sa vie, deux des traits fondamentaux du caractère d'Alexandre.

À la fin de l'été, l'Empereur fit à nouveau un grand voyage en Russie, du 16 août au 24 octobre 1824. Cette fois, il n'alla pas à Moscou, mais il parcourut tous les gouvernements environnants et honora de sa visite un grand nombre de chefs-lieux de gouvernements, comme par exemple Penza, Tamboff, Samara, Simbirsk, et aussi Orenbourg, Oufa, les usines de Zlatoust, Perm, Ekaterinebourg, Viatka et Vologda. En dépit de la grave maladie qu'il avait eue pendant l'hiver, l'Empereur ne fut nullement fatigué du voyage; tous, au contraire, furent frappés de sa démarche alerte et de l'intérêt qu'il prenait à visiter les hôpitaux, prisons, usines et autres établissements divers. Il se montra d'une courtoisie et d'une amabilité marquées envers tout le monde et son passage produisit une profonde impression sur les populations. Malheureusement, peu de temps après le retour à Pétersbourg, la capitale fut éprouvée de la façon la plus cruelle et la plus inattendue: le 7 novembre, la Néva subit une crue extraordinaire et déborda dans la ville, submergeant des quartiers entiers et engloutissant dans ses eaux un nombre considérable de victimes.

Cette catastrophe, qui s'accomplit presque sous les yeux de l'Empereur, l'affecta très profondément; mais, sans se laisser abattre, il prit toute une série de mesures énergiques pour venir en aide à la population. La capitale fut temporairement divisée en trois gouver-

nements généraux, ceux de Vassili Ostroff, du Quartier du Vieux Pétersbourg et du Quartier de Vyborg, dont la surveillance fut confiée à trois aides de camp généraux, le comte Benckendorff, le comte Komarowsky et le général de Préradowitch, l'administration générale de la ville restant aux mains du comte Miloradowitch, gouverneur général de Saint-Pétersbourg. Des comités d'assistance aux sinistrés furent fondés. L'Empereur se rendait partout en personne, vérifiant l'exécution des ordres donnés et s'efforçant, par ses visites, d'adoucir le sort de la population et surtout des classes pauvres. Un mois après l'inondation, l'Impératrice Elisabeth tomba sérieusement malade : depuis assez longtemps d'ailleurs, elle était d'une grande faiblesse et souffrait de fréquentes indispositions. Sa maladie assombrît encore davantage l'humeur du Souverain et l'hiver de 1824/1825 commença sous les plus fâcheux auspices.

C'est alors qu'apparut effectivement chez Alexandre une incurable mélancolie, qui se manifesta par une tendance à rechercher la solitude et à passer tout son temps en prières. D'une piété très vive, il cherchait des consolations dans la lecture des Livres Saints, s'efforçant d'oublier ainsi les inquiétudes et les tristesses de la vie. „L'Empereur“, remarque Tarassoff, „était très religieux et chrétien sincère. Il faisait à genoux ses prières du matin et du soir et les prolongeait de telle sorte qu'il s'était formé à ses deux jambes de larges callosités qui persistèrent jusqu'à sa mort“.

Néanmoins, Alexandre s'efforçait de ne pas laisser percer son véritable état d'âme et continuait de se livrer à ses occupations ordinaires, toujours avec la collaboration quasi exclusive d'Araktchéeff, qu'il ne cessait de considérer comme son ange tutélaire, surtout dans les moments pénibles, si étrange, encore une fois, que cela puisse paraître. Les autres personnes de son entourage ne lui agréaient pas ; bien plus, elles le fatiguaient. Les conversations avec Karamzine, par exemple, qu'il voyait fréquemment pendant les dernières années de son règne, ne lui procuraient aucune satisfaction et lui étaient plutôt

à charge. Quand Araktchéeff lui envoyait Magnitzky avec une demande d'audience, il ne la refusait pas, mais il semblait avoir à cœur que personne ne rencontrât chez lui un homme aussi indigne. C'est ce qu'on peut conclure de quelques lignes écrites à Araktchéeff en juillet 1825: „Je ne vois pas d'inconvénient à recevoir Magnitzky; seulement, il faut s'arranger de façon que ce ne soit pas avec Karamzine, et il voudrait encore mieux qu'ils ne se rencontrassent point. Karamzine s'apprête à demander l'autorisation de venir; on peut donc faire venir Magnitzky après le départ de Karamzine“. Voilà l'empressement d'Alexandre à recevoir les visites de ce genre!

L'année 1825 commença, comme toutes les précédentes, par les réceptions, le cercle et les échanges de compliments habituels. Araktchéeff, qui était alors dans le gouvernement de Novgorod, reçut notamment de l'Empereur un billet affectueux se terminant par ce souhait: „Que Dieu t'accorde de longs jours de félicité ici-bas!“ Le comte répondit par une lettre où il exprimait à son tour le vœu que „Dieu fit descendre sur lui le Saint-Esprit“ et l'assurait à nouveau „du sincère dévouement de son vieux serviteur“. Ni les horreurs de l'inondation, ni la maladie de l'Impératrice, ni les accès de mélancolie n'avaient ébranlé cette amitié pour Araktchéeff qui continuait de se manifester comme par le passé.

Dès le commencement d'avril, l'Empereur se mit de nouveau en route; il se rendit cette fois en Pologne, pour l'ouverture de la troisième diète. Deux mois auparavant, avait été promulgué un „acte additionnel“ annonçant que seules les séances d'ouverture et de clôture de la diète pouvaient être publiques, ainsi que certaines séances solennelles, et que, le reste du temps, les travaux de l'assemblée devaient avoir lieu en séances fermées. L'Empereur ne voyait guère l'utilité de cette mesure, mais le Césarewitch Constantin la considérait comme nécessaire et l'on avait cédé à son désir. Alexandre arriva à Varsovie le 15 avril; il consacra deux semaines entières à des revues et, le 1^{er} mai, inaugura en personne avec la plus grande

solemnité les travaux de la troisième diète polonaise. Il lut en français, d'une voix égale et bien timbrée, son discours de bien venue à l'assemblée, que le comte Grabowski, secrétaire d'Etat, traduisit ensuite en polonais. Toutes les personnes qui assistaient à cette séance furent unanimes à signaler l'enchantement produit par la simplicité et la grandeur de son attitude, ainsi que par sa prestance et sa vigueur physique et par l'expression sereine de son regard et de sa physiologie. Ses plus farouches adversaires en Pologne durent eux-mêmes convenir que jamais leur Roi n'avait été aussi brillant ni en aussi parfaite possession de ses moyens qu'à l'ouverture de la troisième diète. Quant aux dames polonaises, elles versèrent à l'envi des larmes d'attendrissement pendant le discours de l'Empereur.

La séance de clôture de la diète, qui eut lieu le 1^{er} juin, et à laquelle l'Empereur assista également, produisit une impression identique. Il prononça quelques paroles qui furent très vivement applaudies par le public polonais: „Croyez que je saurai rendre justice à la confiance que vous m'avez témoignée au cours de la présente session. Elle n'aura pas été vaine. J'en conserverai le souvenir, en même temps que le ferme désir de vous convaincre de la sincérité de mon attachement pour vous et de l'influence que votre attitude aura sur votre avenir“.

Alexandre s'empressa de communiquer ses impressions de Varsovie à Araktchéeff, resté à Grouzino. „Ici, grâce au Très-Haut, tout marche à souhait et je suis extrêmement satisfait des dispositions générales“ *). Rentré à Tzarskoé Sélo le 13 juin, l'Empereur se rendit de nouveau à Grouzino, où il arriva le 26 pour passer dix jours entiers.

A son retour, ce furent les préparatifs de voyage au midi, car l'état de santé de l'Impératrice Elisabeth devenait de plus en plus mauvais. L'idée d'un voyage en Italie fut abandonnée, l'Impératrice

*) Schilder (T. IV, p. 334) cite également des expressions de cette lettre.

ayant exprimé le désir de ne pas quitter la Russie. Après de longues conférences entre les médecins, on décida d'envoyer l'Auguste malade à Taganrog, dont personne n'avait encore jamais parlé comme station climatérique: aussi n'est-il pas surprenant que le choix de cette localité ait alors provoqué la stupéfaction générale. Beaucoup même se perdaient en conjectures sur les causes de cette décision. Et pourtant, tout s'expliquait très simplement. L'Impératrice Elisabeth était si faible et si nerveuse que la seule pensée d'un voyage et d'un séjour à l'étranger l'avait bouleversée, et que les médecins avaient dû se résigner à choisir le point le plus rapproché du littoral de la mer Noire, de façon que le trajet fût aussi peu fatigant que possible et qu'on pût aisément trouver sur la route des endroits commodes pour les haltes de jour et de nuit.

C'est à ce moment que l'Empereur Alexandre reçut la fameuse lettre de Sherwood, sous-officier au 3^e régiment de uhlands de l'Ukraine, annonçant qu'un complot se préparait dans les armées (et en particulier dans la deuxième). L'Empereur reçut ce sous-officier en tête-à-tête au Palais de Kamenny Ostrov et le chargea de découvrir toute la trame du criminel projet. Schilder a raconté en détail tout cet épisode; mais l'historien d'Alexandre se laisse entraîner, selon son habitude, à toute une série d'hypothèses qui ne semblent guère admissibles. Il rapporte une conversation de l'Empereur avec le prince Goltzyne, pour le charger de mettre ses papiers en ordre. Il nous semble qu'à la veille de partir pour un long voyage avec l'Impératrice malade, et vu l'impossibilité où il était de savoir à quelle date il pourrait revenir, la précaution était toute indiquée. Le même historien raconte plus loin que, pressé par le prince Goltzyne de publier l'acte relatif à l'ordre de la succession au Trône, l'Empereur lui fit cette réponse, qui a déjà à mainte reprise provoqué des discussions et des conjectures: „Remettons-nous en à Dieu: Il saura mieux ordonner les choses que nous autres, faibles mortels“. Remarquons avant tout que l'unique témoignage relatif à cette conversation émane du prince Goltzyne

lui-même, qui ne l'a rapportée qu'*au bout de plusieurs années*, et surtout *après* la tragédie du 14 décembre 1825. Dans ces conditions, il pouvait avoir oublié différents détails de l'entretien. D'autre part, étant donné son caractère et l'amertume de sa chute récente, il pouvait fort bien aussi chercher à se poser en prophète après coup, afin d'attirer ainsi sur lui l'attention de l'Empereur Nicolas. Il en fut bien ainsi. L'Empereur rappelait toujours le témoignage du prince Golitzyne en parlant des événements du 14 décembre, et il ne cessa de le combler d'attentions jusqu'à sa mort en 1844.

Cependant, Schilder émet l'hypothèse suivante: „On se demande malgré soi pourquoi l'Empereur Alexandre décida de cacher si soigneusement ces actes à son futur héritier et à la Russie entière. Il est difficile de trouver à une telle précaution une explication raisonnable et Alexandre a emporté son secret dans la tombe. Certains supposent qu'en même temps qu'il rédigeait le manifeste modifiant l'ordre de la succession au Trône, l'Empereur songeait lui-même à abdiquer le pouvoir. La mention singulière portée sur l'enveloppe: *A conserver jusqu'à nouvel ordre de ma part* indique peut-être en effet qu'il comptait réaliser son intention antérieure de renoncer au Trône....“

En ce qui concerne le Grand-Duc Nicolas, on a vu plus haut ce qu'il en était, et le secret pour lui pouvait être relatif: il pouvait ignorer que les documents en question fussent conservés à la Cathédrale de l'Assomption et dans les archives des trois grandes institutions d'Etat à St-Pétersbourg. Nous admettons pleinement cette hypothèse et nous sommes convaincus que, si l'Empereur Alexandre agit ainsi, ce ne fut pas sans raison, mais après mûre réflexion, en songeant que le Césarewitch pouvait revenir sur sa renonciation. Il craignait peut-être aussi entre ses deux frères des malentendus, qui pouvaient même éclater avant le temps. Pour le pays enfin, il jugeait dangereux de publier l'acte de son vivant et désirait éviter tous les commentaires et discussions inutiles, ainsi que nous l'avons déjà remarqué précédemment.

Nous comprenons moins encore pourquoi Schilder trouve „singulière“ la mention portée sur l’enveloppe déposée en garde à la Cathédrale de l’Assomption. Si Alexandre admettait la possibilité d’un changement d’intentions de la part de son frère Constantin, la suscription s’explique parfaitement. Enfin, Nicolas pouvait mourir avant Constantin et, comme son fils Alexandre était encore mineur, il aurait été nécessaire dans ce cas d’instituer une régence à laquelle pouvaient seuls prétendre les Grands-Ducs Constantin et Michel. En un mot, la mention *A conserver jusqu’à nouvel ordre* était une formule de précaution et ne se rapportait nullement à une abdication personnelle, à laquelle l’Empereur ne songeait même pas.

Il ressort aussi très nettement de la conversation avec Golitzyne citée par Schilder que c’est le prince et non l’Empereur qui songeait alors à la possibilité d’une vacance prématurée du Trône; et c’est justement pour cette raison que Golitzyne exprima au sujet de l’acte modifiant l’ordre de la succession des appréhensions auxquelles l’Empereur répondit sous la forme nuageuse si ordinaire chez lui. Il y a donc lieu d’abandonner complètement toute l’hypothèse de Schilder.

Dans la suite de son exposé, l’historien d’Alexandre s’arrête en détail sur les derniers jours que l’Empereur passa dans la capitale, avant de partir pour Taganrog. La fantaisie de Schilder se donne si librement carrière que les événements les plus ordinaires acquièrent à ses yeux une importance singulière. C’est ainsi que, d’après lui, la dernière visite qu’Alexandre fit à sa mère, au Pavillon Rose, à Pawlowsk, par un temps gris et humide, et alors que la nature se couvrait partout des teintes mélancoliques de l’automne, aurait fait naître en lui une tristesse particulière, qu’aurait encore accrue le souvenir des moments qu’il avait passés dans ce même pavillon, onze ans auparavant, alors qu’il revenait en vainqueur de Paris. Puis, immédiatement avant son départ de Saint-Pétersbourg, l’Empereur se rendit à la lauréole d’Alexandre Newsky, y fit célébrer un service d’actions de grâces, baisa les reliques de Saint-Alexandre et s’entretint

avec le métropolite Séraphin et avec un ascète qu'il alla visiter dans sa cellule. Tout cela prouverait, aux yeux de Schilder, qu'Alexandre avait le pressentiment de sa fin prochaine.

Il nous est absolument impossible de nous associer à cette manière de voir. Sans nier nullement les dispositions mélancoliques ni les tristes pensées qui assaillirent l'Empereur pendant ses dernières années, non plus que le désenchantement général et même cette espèce de lassitude de la vie qui s'emparèrent de lui, nous nous refusons absolument à voir là des indices prouvant qu'il eût le pressentiment de sa fin prochaine et qu'il pût y faire des allusions quelconques. Toutes ces suppositions pouvaient venir à l'esprit sous l'influence des bruits que sa mort devait inévitablement faire naître parmi le peuple; mais nous nous demandons pourquoi le sympathique historien a éprouvé le besoin de présenter sous un jour particulier toutes les circonstances du départ pour Taganrog, ainsi que les détails de la mort, et pourquoi aussi il a cru devoir couronner le tout par les allusions énigmatiques qui terminent son œuvre, ainsi que par le portrait du moine sibérien Fédor Kouzmitch, qui n'avait absolument rien de commun avec le Monarque. Dans un ouvrage historique sérieux, de pareilles hypothèses ne font que troubler le lecteur et peuvent donner naissance à des légendes n'ayant rien à voir avec l'histoire. Il nous est pénible, en raison de notre haute estime pour l'œuvre du regretté Schilder et de nos bonnes relations d'amitié avec lui, d'être obligé d'en venir à de pareilles conclusions.

L'Empereur et l'Impératrice quittèrent St-Pétersbourg au commencement de septembre 1825: Alexandre partit le 1^{er} septembre et Elisabeth le 3. Tous deux emmenaient une suite peu nombreuse et leurs médecins. Alexandre voulut arriver à Taganrog avant l'Impératrice, afin de préparer tout lui-même pour son arrivée et de lui ménager tout le confort et toutes les commodités possibles. A cet effet, il avait envoyé d'avance l'architecte Charlemagne. Il eut pour la malade des attentions infinies, lui écrivant, pendant tout le temps

du voyage, les lettres et les billets les plus affectueux et les plus touchants : une partie ont échappé par hasard à la destruction après la mort de l'Impératrice et sont parvenues jusqu'à nous. L'Auguste malade, qui voyageait à petites journées, avec des repos de jour et de nuit, était profondément sensible à cette attitude de l'Empereur ; pendant le voyage même, elle commença déjà à éprouver un soulagement moral, ravie d'avoir pu enfin quitter Pétersbourg et s'arracher à une atmosphère de plus en plus déprimante, due surtout à l'hostilité de l'Impératrice Mère.

Elisabeth arriva à Taganrog le 23 septembre, dix jours après Alexandre, qui alla l'attendre au dernier relais. Avant d'arriver à la petite maison qui avait été préparée pour l'Impératrice, le couple Impérial entra au monastère grec de St-Alexandre, où ils entendirent un service d'actions de grâces suivi d'une prière demandant au Ciel longue vie pour l'Impératrice. Ensuite, les deux époux vécurent en gentilshommes campagnards, sans le moindre cérémonial ni la moindre étiquette. Ils faisaient en tête-à-tête de fréquentes excursions en voiture dans les environs, admirant tous deux les beautés du littoral et jouissant de la solitude. L'Empereur faisait en outre des promenades quotidiennes à pied. Les personnes de la Suite n'assistaient généralement pas non plus aux repas : bref, tout était arrangé de telle sorte que l'Empereur et l'Impératrice restaient ensemble pendant des heures entières et pouvaient causer sans contrainte au gré de leur désir. On eût dit qu'une seconde lune de miel avait commencé pour eux et toutes les personnes de l'entourage constataient avec surprise ces rapports nouveaux des deux époux, que seuls les vieux médecins, Wyllie et Stoffregen, ainsi que le prince Wolkonsky, avaient pu observer précédemment. Ainsi, Alexandre et Elisabeth jouissaient pleinement de la vie et regrettaient seulement de n'avoir pu jusqu'alors passer le temps de cette façon dans les châteaux et les résidences d'été des environs de St-Pétersbourg. Un mois entier de cette existence si nouvelle pour eux s'écoula paisiblement ; après quoi, sur les

instances du comte Worontzoff, gouverneur général de la Nouvelle-Russie, Alexandre décida de faire sur le littoral méridional de la Crimée un voyage, qui, bien que fort court, devait lui être fatal.

Le meilleur témoignage que nous possédions au sujet de ce séjour commun d'un mois à Taganrog est celui de l'Impératrice Elisabeth elle-même. Son état d'esprit à cette époque se reflète dans ses lettres à sa mère, où le bonheur qu'elle éprouvait ne cesse de s'exprimer dans des phrases de ce genre: „....On voit la mer presque de toutes les rues, et mon établissement, que l'Empereur a soigné dans tous ses détails avec tant de sollicitude, est joli et *heimlich*; je ne trouve à redire qu'au *trop*“. Mais il est un autre témoignage d'Elisabeth qui acquiert pour nous une valeur particulière: il concerne les dispositions d'Alexandre et ses projets. Dans une des lettres de l'Impératrice à sa mère, portant la date du 8 octobre, nous lisons les lignes suivantes: „Je lui ai demandé dernièrement de me dire quand il comptait retourner à Pétersbourg, parce que j'aimais mieux le savoir afin de me préparer à l'idée de son départ, comme à une opération. Il m'a répondu: „Le plus tard possible, je verrai encore: mais dans tous les cas, pas avant la nouvelle année“. Cela m'a mise de belle humeur pour toute la journée“.... Ainsi, Alexandre était entièrement satisfait de son séjour à Taganrog et ne songeait nullement à rentrer à St-Pétersbourg, du moins avant le nouvel an, c'est-à-dire avant trois mois. Et pourtant deux faits s'étaient produits, qui auraient pu déterminer l'Empereur à regagner la capitale: le premier était le drame dont avait été victime à Grouzino la maîtresse d'Arak-tchéeff, assassinée par les paysans, et à la suite duquel le comte, fou de douleur et de colère, avait complètement cessé de s'occuper des affaires de l'Etat; le second était la réception par l'Empereur de rapports qui ne laissaient plus aucun doute sur l'existence d'un complot parmi les officiers.

Alexandre fit tout ce qui était en son pouvoir pour consoler son ami et l'invita avec insistance à venir le rejoindre à Taganrog,

afin de pouvoir dissiper lui-même la douleur qui dévorait le farouche seigneur de Grouzino. Mais ce fut en vain: Araktchéeff resta sourd à l'appel de son protecteur, cherchant des consolations dans la société de l'archimandrite Photius et des distractions dans les tortures auxquelles il soumettait non seulement ceux de ses paysans qui avaient pris part au meurtre d'Anastasia Minkine, mais encore tous ceux qui étaient seulement soupçonnés d'avoir appris sa mort avec satisfaction. L'égoïsme et l'ingratitude d'Araktchéeff envers Alexandre se manifestèrent d'une façon particulièrement choquante en cette circonstance. Schilder cite toute la correspondance échangée à cette occasion entre Alexandre et Araktchéeff et raconte en détail toute cette affaire. Nous nous bornerons à citer quelques lignes extraites d'une des lettres de l'Empereur et auxquelles le comte ne daigna pas même répondre.

„...Tu m'écris que tu veux t'éloigner de Grouzino, mais que tu ne sais où aller. Viens près de moi: tu n'as pas d'ami qui ait pour toi une affection plus sincère. Nous sommes ici en pleine solitude, nous y vivrons à ta guise, et la conversation d'un ami qui partage ta douleur l'adoucirait un peu. Mais, je t'en conjure par tout ce qu'il y a de plus sacré, souviens-toi de la patrie, souviens-toi combien tes services lui sont précieux et, je puis le dire, nécessaires, et souviens-toi que la patrie et moi, nous ne faisons qu'un“

Et celui qui écrivait ces lignes n'était pas un ami ordinaire, une connaissance banale, c'était l'Empereur lui-même, le Monarque qui avait élevé Araktchéeff à sa haute situation, et qui lui témoignait mieux que de la faveur, une inexplicable affection! Enfin, le Souverain faisait appel à son sentiment du devoir, aux services qu'il devait à la patrie, personnifiée par le Tzar lui-même.... et que faisait Araktchéeff? Il ne bougeait même pas, et les banalités par lesquelles il répondait ne prouvaient qu'une chose, c'est qu'il était non seulement un être vil, mais un ingrat.

Il va de soi que cette attitude du seigneur de Grouzino affecta vivement Alexandre. Elle aurait pu lui ouvrir définitivement les yeux,

comme l'espérait obstinément le prince Pierre Wolkonsky; mais si l'Empereur conserva un sentiment d'anertune à ce sujet, il garda aussi toutes ses sympathies pour Araktchéeff. Les sentiments qui l'aveuglaient à ce point, ce *Sphinx impénétrable jusqu'à la mort*, comme aimait à l'appeler son historien Schilder, dont il était le Dieu, les emporta avec lui dans la tombe.

Dans la question du complot, l'attitude d'Araktchéeff fut vraiment criminelle. Sous prétexte de „complet désarroi moral“, il ne jugea pas nécessaire de répondre aux lettres de Sherwood, non plus que de le recevoir et de l'entendre personnellement, comme il en avait le devoir sacré. Dans ses mémoires, Sherwood s'est exprimé de la façon la plus nette à ce sujet: „....Ces dix jours de retard“ (dans la réponse à sa lettre) „eurent les plus graves conséquences: jamais la révolte qui éclata parmi la garde le 14 décembre sur la place St-Isaac, ne se serait produite; les instigateurs du mouvement auraient été arrêtés à temps. On se demande comment l'homme d'Etat qu'était le comte Araktchéeff, si redevable et soi-disant *dévoué* à l'Empereur, put négliger le danger qui menaçait son existence et la tranquillité de son Empire pour une grosse femme grêlée, ignorante, intempérante, débauchée et méchante: il y a là de quoi rendre rêveur“.

A ces conclusions du sous-officier Sherwood, qui était d'ailleurs d'origine anglaise, nous ne pouvons qu'ajouter l'expression de la profonde indignation et du dégoût qu'inspire le rôle joué par Araktchéeff dans une affaire où la sécurité personnelle de son bienfaiteur était en jeu, ainsi que d'une façon générale son attitude envers l'Empereur. L'abjecte figure du seigneur de Grouzino se reflète là tout entière, et il a signé lui-même en agissant ainsi l'arrêt infamant prononcé contre lui non seulement par les contemporains, mais encore par la postérité.

Toutes ces circonstances ne pouvaient manquer d'affecter l'Empereur Alexandre; mais il n'en continuait pas moins de mener

tranquillement le même genre de vie. Il se rendit pour quatre jours à Novotcherkassk, visita plusieurs localités du territoire des Cosaques du Don, revint à Taganrog pour six jours, puis partit le 20 octobre avec une Suite peu nombreuse pour le voyage en Crimée. Au témoignage unanime de tous ceux qui l'accompagnaient, l'Empereur avait rarement été dans des dispositions d'esprit aussi heureuses. Admirateur enthousiaste des beautés de la côte méridionale de Crimée, il visitait toutes les curiosités de la région tantôt à cheval, tantôt en voiture. Mais un jour, sur la route de Balaklava au monastère de St-Georges, il commit une imprudence qui devait lui être fatale. Accompagné seulement d'une estafette, sa Suite ayant pris les devants, il était à cheval en simple tunique, sans manteau, par une forte chaleur. La promenade fut délicieuse, mais le soleil était si ardent que l'Empereur, sans y prendre garde, se trouva bientôt en transpiration. Vers le soir, un vent frais se mit brusquement à souffler avec force: glacé jusqu'aux moelles, et pour comble de malheur, n'ayant pas réussi à gagner à temps Sébastopol, l'Empereur n'arriva à l'étape qu'après huit heures du soir. On sait que dans les pays méridionaux, le moment du coucher du soleil est considéré comme très dangereux: il est indispensable de se couvrir alors assez chaudement; or Alexandre, qui ne s'était pourvu d'aucun vêtement, dut achever la route dans le costume qu'il avait en partant de Balaklava. Transi de froid, il se coucha sans dîner, après avoir pris un simple verre de thé. Il ne demanda pas de médecin, et le lendemain, 28 octobre, poursuivit en calèche sa route vers Bakhtchisarai. Là, il se fit préparer par Tarassoff une potion réconfortante, mais mangea peu et commença à se sentir indisposé.

Cependant, Schilder est obligé de reconnaître lui-même qu'Alexandre était à ce moment dans les meilleures dispositions d'esprit, en dépit du mal dont il ressentait déjà les premières atteintes. „L'Empereur“, dit-il, „ne s'accordait pas de repos; il fit notamment une excursion à cheval à Tchoufou-Kalé, et, au retour, visita le

monastère de l'Assomption. Il paraissait en parfaite santé, très gai et traitait tout le monde avec sa bienveillance habituelle“. Ainsi, quelques semaines avant sa mort, l'Empereur ne songeait évidemment plus à abdiquer le pouvoir ou à se retirer du monde, comme il en aurait eu sérieusement l'intention, d'après Schilder, avant son départ de St-Pétersbourg. Ces quelques lignes de l'historien d'Alexandre sont tout à fait précieuses pour nous, car toute la légende des rêves d'abdication tombe d'elle-même en présence d'un pareil témoignage.

Le 1^{er} et le 2 novembre, Alexandre visita encore Eupatoria et Pérékop. Pendant tout ce temps, on ne l'entendit pas se plaindre de sa santé, mais il demanda à plusieurs reprises aux médecins des indications sur les fièvres criméennes et sur le traitement qu'on leur appliquait. Pris d'un grand frisson le 4 novembre, pendant le trajet d'Orékhoff à Marioupol, il recourut pour la première fois aux soins de Wyllie. Toutefois, malgré l'état de faiblesse où l'avait laissé l'accès de fièvre, il décida de continuer sa route et arriva le lendemain, vers le soir, à Taganrog, où l'attendait avec impatience l'Impératrice Elisabeth, d'autant plus heureuse de le revoir après cette séparation de quinze jours qu'elle venait d'apprendre la mort de son beau-frère, le Roi de Bavière, époux de sa sœur Caroline. Pendant quelques jours, l'état de l'Empereur parut s'améliorer; dans la nuit du 8 au 9 novembre, il eut une transpiration abondante et les médecins commençaient à espérer. Mais cette amélioration n'était qu'apparente et les jours suivants la fièvre redoubla de violence, la faiblesse alla s'accroissant et se manifestant par un abattement général; le sommeil devint agité, tandis que, pendant la journée, le malade tombait dans une somnolence qui inquiétait fort Wyllie. Le 14 novembre, l'Empereur se leva et voulut se raser, mais il eut une syncope qui se prolongea assez longtemps et qui effraya beaucoup les médecins et plus encore l'Impératrice, et à la suite de laquelle il fallut le remettre au lit: il ne devait plus se relever. Le 15, il exprima le désir de recevoir la sainte communion; elle lui fut donnée par le chapelain Fédotoff, avec

qui l'Empereur resta seul plus d'une heure, pendant la confession et la communion. L'Impératrice s'efforça ensuite, avec l'aide du prêtre, de le décider à ne plus refuser les remèdes qu'on lui prescrivait et à se soumettre aux exigences des médecins. Tarassoff raconte que l'Empereur promit de le faire et dit aux médecins: „Maintenant, Messieurs, le reste vous regarde: employez les moyens que vous semble nécessiter mon état“. Mais les médecins se rendaient parfaitement compte qu'il était trop tard pour sauver l'Empereur, des accidents cérébraux étant venus compliquer la marche de la maladie, en même temps que la température s'élevait d'une façon constante. Le 17, on eut encore une lueur d'espoir: un vésicatoire appliqué sur la nuque pendant la nuit avait soulagé le malade et la journée fut relativement bonne; mais, dans la soirée et dans la nuit, les symptômes cérébraux apparurent de nouveau avec plus d'intensité et Wyllie perdit définitivement tout espoir. Toute la nuit du 17 au 18 novembre, l'Empereur resta sans connaissance et l'Impératrice ne quitta plus le chevet du moribond, qui ne devait plus revenir à lui. A l'aube, la situation s'aggrava encore: les forces abandonnèrent progressivement le malade, la respiration devint embarrassée; tout préparait peu à peu le dénouement fatal. Vers onze heures du matin, Alexandre I^{er} n'était plus. Il était parti pour l'éternité, calme, sans souffrance apparente: son visage, en disant adieu à la terre, rayonnait d'un éclat céleste. La douleur de l'Impératrice fut immense; tout l'entourage était inconsolable.

Alexandre disparaissait âgé seulement de 47 ans, 11 mois et 7 jours, après un règne qui avait duré 24 ans, 8 mois et 7 jours. Il était alors dans le plein développement de sa force physique, et personne ne pouvait prévoir une fin si rapide et moins que personne les médecins qui le soignaient ordinairement. On constata à l'autopsie que presque tous les organes étaient en parfait état. La maladie qui l'avait emporté était ce qu'on appellerait aujourd'hui une fièvre présentant les caractères d'une affection typhoïde. Si elle avait été prise

trop tard, c'est que, jusqu'au 14, le malade avait refusé tous les médicaments et n'avait pas voulu se soumettre aux prescriptions des médecins. Le corps fut soigneusement embaumé, mais comme on n'avait pas tout ce qu'il fallait pour cette délicate opération, il noircit rapidement et les traits du visage s'altérèrent beaucoup. La dépouille resta d'abord dans une chambre de la maison, où les prières des morts furent dites tous les jours jusqu'au transfert au monastère de Saint-Alexandre et de là à Saint-Pétersbourg.

L'acte de décès d'Alexandre I^{er} et le procès-verbal de l'autopsie furent signés par des témoins des derniers moments de l'Empereur, l'acte de décès par les aides de camp généraux prince Wolkonsky et Diebitsch et par deux médecins seulement, Wyllie et Stoffregen, et le procès-verbal par neuf médecins, avec le contre-seing de l'aide de camp général Tchernycheff. Pendant le long trajet à travers la Russie pour gagner Saint-Pétersbourg, on vérifia à plusieurs reprises la position du corps dans la bière, chaque fois avec l'autorisation spéciale du comte Orloff-Denissoff, aide de camp général, qui avait reçu la mission d'accompagner la dépouille mortelle, et en présence de toutes les personnes de la Suite, ainsi que des médecins. L'inhumation dans la cathédrale de Saint-Pierre-et-Saint-Paul n'eut lieu que le 13 mars 1826.

A-t-on jamais prêté attention au nombre considérable de personnages éminents que l'Empereur Alexandre eut l'occasion de rencontrer au cours de son existence? C'est cependant un point qui mérite qu'on s'y arrête. Pendant son enfance et son adolescence, il fut témoin de la splendeur de la Cour de sa grand'mère Catherine et vit passer devant lui des figures comme Potemkine, Roumiantzeff, Alexis Orloff, Souvoroff, Bezborodko, les frères Zouboff... en un mot presque tous les aigles de l'époque de Catherine. Durant le court règne de son père, il se trouva en contact avec des gens n'ayant déjà plus la même envergure, depuis Rostoptchine, Békléchoff, N. Panine, le comte Pahlen, Araktchéeff, etc., jusques et y compris

l'insignifiant Koutaïssoff. Il entra ensuite en rapports avec des personnages dont certains étaient des hommes nouveaux et d'autres, des collaborateurs de son aïeule et de son père. Qui ne connut-il pas en Russie pendant ses vingt-quatre années de règne? Avec qui n'eut-il pas l'occasion de s'entretenir longuement? Militaires et civils, diplomates, savants, professeurs, artistes, mystiques, francs-maçons, membres du clergé régulier et séculier, dissidents, polonais, allemands baltiques, orientaux, tous, il sut les charmer, les séduire et surtout les intéresser par sa personnalité si originale! De même pour les étrangers, il n'est pour ainsi dire pas un homme tant soit peu connu dans une branche quelconque de l'activité humaine avec qui il ne se fût trouvé en rapports. Il connaissait presque tous les autrichiens de marque, du colonel Weirother à l'Archiduc Charles, et de Stadion à Metternich. Comme allemands, il vit défiler devant lui une cargaison de Haugwitz, Hardenberg, Pfuhl, Stein, Scharnhorst, Gneisenau, Blücher, Yorck, Humboldt, et combien d'entre eux n'entrèrent pas, quelques-uns même pour y rester, au service de la Russie, hôtes d'ailleurs parfois peu enviables! Que dire d'autre part de ses connaissances en France, à commencer par Napoléon et ses frères pour finir par Louis XVIII et le duc d'Orléans (Louis-Philippe)? Talleyrand, Fouché, Sieyès eurent l'honneur de causer à plusieurs reprises et longuement avec l'Empereur de Russie. Alexandre connaissait également presque tous les maréchaux de Napoléon, Lannes, Berthier, Murat, Bernadotte, qui tous quatre reçurent l'ordre de Saint-André, Ney, Davoust, Lefebvre, Macdonald, Augereau, Oudinot, Marmont, et aussi les généraux Caulaincourt, Lauriston, Hédouville, Duroc, Jomini, Moreau. L'Empereur connaissait enfin des acteurs, comme Talma, des peintres, comme Gérard et Isabey. Il avait eu d'autre part l'occasion de rencontrer l'Impératrice Joséphine et la reine Hortense, fait la connaissance de Mme de Staël, de Mme Récamier, de toutes les beautés des salons parisiens, de la plupart des actrices, et avait rendu à toutes le tribut d'admiration qui leur était dû. En Angleterre éga-

lement, Alexandre avait connu le Régent (devenu par la suite le Roi George IV), Lord Liverpool, Wellington, Castlereagh, Stuart, Cathcart, Nugent, les grandes dames de la société londonienne, les quakers, etc.

Presque tous les prédicateurs, penseurs et rêveurs avaient été présentés à l'Empereur: l'évêque Eylert, Parrot, Jung-Stilling, Mme de Krüdener. Enfin, il s'était trouvé en rapports avec les principaux légitimistes français, le duc de Richelieu, Chateaubriand, Blacas, le duc Decazes, avec des patriotes grecs comme Capo d'Istria et Ypsilanti et avec divers aventuriers politiques comme le prince de Ligne, Gentz, Langeron, Pozzo di Borgo, Paulucci, Christin, dont plusieurs passèrent au service de la Russie. Bref, il est bien rare d'avoir pu connaître au cours d'une existence une si grande variété de personnages de toutes nationalités et de toutes catégories.

En terminant cette enquête historique, dans laquelle nous nous sommes efforcé d'expliquer, dans la mesure du possible, la personnalité complexe de l'Empereur Alexandre, les changements survenus dans son caractère pendant les diverses périodes de son règne si agité, ses rapports avec différents personnages, tant russes qu'étrangers, ses vues sur les événements politiques en général et sur le gouvernement de la Russie en particulier, il nous reste encore à dire quelques mots de l'Empereur lui-même comme Souverain d'un grand pays, comme Tzar de Russie et comme homme.

La nature remarquablement douée d'Alexandre se trouva sous l'influence de circonstances telles que sa personnalité d'homme fait se fixa sous des formes complexes et parfois difficiles à comprendre. Peut-être la duplicité était-elle un trait inné de son caractère, mais le milieu dans lequel s'écoulèrent ses années d'enfance et d'adolescence accentuèrent sans nul doute de la façon la plus pernicieuse cette disposition naturelle. L'enfant grandit en effet partagé en quelque sorte entre la géniale Catherine, cette grand'mère qui l'aimait à la folie, d'une part, et d'autre part un père au cerveau malade et une mère ambitieuse, tous deux mécontents de l'Impératrice, qui ne leur

ménageait pas les affronts et les tenait à l'écart de l'éducation de leur fils. Ainsi Alexandre put dès son plus jeune âge, avec un instinct très sûr, remarquer la lutte secrète dont il était l'objet.

Vinrent ensuite les précepteurs: d'abord l'insidieux prince Saltykoff, sans cesse préoccupé de louvoyer habilement, puis le gouverneur Protassoff, vieillard grondeur, et enfin le suisse Laharpe, avec ses utopies républicaines. Tandis que Saltykoff apprenait à l'enfant l'art de plaire à la fois à sa grand'mère et à ses parents, Laharpe lui bourrait la cervelle de principes de liberté et d'égalité peu compatibles avec le milieu dans lequel grandissait Alexandre. Aussi ne tarda-t-il pas à se former dans l'esprit du jeune Prince une confusion d'idées complète qui domina par la suite tout son développement intellectuel.

Dès que l'adolescent eut la vigueur physique suffisante, son père voulut lui faire donner l'instruction militaire et lui apprendre les finesses de l'art de la guerre; mais Catherine décida de marier ce jouvenceau de seize ans. Ensuite, elle constitua pour les jeunes époux une Cour spéciale, où entrèrent les éléments les plus opposés, les uns introduits par elle-même, les autres par les parents. On donna comme camarades à Alexandre, outre son frère Constantin, deux polonais, les frères Czartoryski, et le prince Alexandre Golitzyne. Un peu plus tard, on leur adjoignit quelques officiers, notamment le prince Pierre Wolkonsky, le comte Komarowsky, le prince Pierre Dolgorouky et plusieurs autres.

La mort de Catherine II ouvrit l'ère des déprimantes années du règne de Paul I^{er}, et le jeune Prince dut près de cinq ans se consacrer exclusivement aux exercices militaires sous la surveillance sévère de son père, qui ne lui passait pas la moindre négligence, mais aussi sous l'aimable direction d'un homme qu'il ne connaissait pas encore, l'artilleur Araktchéeff. Il n'ignorait d'ailleurs nullement l'intention de sa grand'mère de lui transmettre le pouvoir par-dessus la tête de son père, et cette pensée ne pouvait manquer de venir le troubler

assez fréquemment, étant donné surtout le caractère de l'Empereur son père, aux fantaisies duquel il lui fallait infiniment de tact et d'empire sur lui-même pour se soumettre sans murmurer. Puis il était, en somme, dans l'impossibilité de goûter les joies de la vie conjugale : constamment retenu par ses obligations militaires et passant tout son temps sur les places avec des soldats, il rentrait chez lui fatigué, toujours préoccupé et inquiet du lendemain, sans pouvoir se livrer à aucun travail sérieux, et perdait souvent patience, désespéré d'avoir à supporter un régime unanimement abhorré.

Cependant, les enseignements de Laharpe restaient gravés dans sa mémoire, son imagination l'entraînait à des rêveries qui lui inspiraient des pensées mélancoliques, et c'est alors, probablement, qu'il devait avoir des vellétés de partir, de s'enfuir avec sa femme à l'étranger, de renoncer même au Trône. Mais ce n'étaient encore que des idées passagères qui n'avaient pas eu le temps de prendre une forme définitive, quand tout à coup on commença à parler du complot qui se préparait. Alexandre résolut d'abord fermement de ne pas se mêler de cette affaire, mais il finit, comme on sait, par céder aux sollicitations de Pahlen et à donner son consentement à l'exécution du fatal projet, à la condition formelle que la vie de son père serait épargnée.

Quand le drame fut consommé et qu'Alexandre prit prématurément possession du Trône, il eut un tressaillement d'angoisse et comprit qu'il n'était pas si facile d'être Tzar de Russie. Accueilli par les manifestations enthousiastes du peuple et de tous ses sujets, il promit de gouverner la Russie dans le même esprit que sa grand'mère Catherine. Partout, ce fut la rupture avec les procédés du règne précédent et on commença à préparer les réformes les plus libérales, sur les conseils et les encouragements de Laharpe, revenu à St-Petersbourg, et avec le concours de jeunes et ardents collaborateurs. L'ère des réformes ne dura pas longtemps; bientôt les événements extérieurs et la fortune croissante de Napoléon Bonaparte

absorbèrent toute l'attention du nouvel Empereur. La lutte commença pour se terminer sur les champs de bataille d'Austerlitz et de Friedland. Puis il se passa une chose extraordinaire, inouïe. L'Empereur de Russie conclut une alliance avec l'héritier de la Révolution, avec le génial aventurier corse! Il y eut d'abord en Russie un mouvement de stupeur, qui ne tarda pas à faire place à des protestations indignées, à des critiques presque générales. Alexandre resta sourd à ces murmures bien compréhensibles et continua d'entretenir, au moins extérieurement, des relations d'amitié avec son nouvel allié. Mais, cette fois encore, l'entraînement fut de courte durée, et bientôt une seule pensée régna dans l'esprit d'Alexandre, celle de renverser le pouvoir et de ruiner la suprématie de l'homme qui lui avait pour ainsi dire imposé son amitié. L'alliance alla s'affaiblissant et se désagrégea peu à peu pour aboutir en 1812 à une rupture.

Alors commença l'époque de la Guerre Patriotique. Ce fut à ce moment que ce manifestèrent dans tout leur éclat les remarquables capacités d'Alexandre, qui sut admirablement s'adapter aux circonstances et entrer en parfaite communion de sentiments avec son peuple. L'Empereur concentra sur l'œuvre nationale toutes ses forces intellectuelles, et fit le sacrifice de ses sympathies personnelles pour laisser jouer les premiers rôles à Koutouzoff et à Rostopchine. C'était là un parti qui ne s'accordait nullement avec son caractère, comme on le vit clairement par la suite, mais à ce moment, ces deux noms inspiraient confiance à la grande majorité de ses sujets, et il le comprit. Les manifestes et les proclamations au peuple russe, rédigés par Chichkoff dans un style parfaitement clair, produisaient une impression considérable et venaient à leur heure. L'Empereur trouvait le temps d'entrer dans tous les détails de la lutte engagée pour l'honneur et le salut de la patrie, envahie par les armées napoléoniennes. Il ne faisait fi d'aucun moyen pour arriver à abattre la puissance de son ennemi, grisé par ses succès passés et confiant dans son étoile victorieuse. En un mot, l'année 1812 le rapprocha

de son peuple et il est infiniment regrettable qu'il n'en ait pas eu l'entière conscience et ait oublié trop vite tout ce qu'il aurait pu édifier sur cette base d'une incomparable solidité. Entraîné par les succès de la politique et grisé par la gloire, il se laissa aller à continuer la guerre à l'étranger, où les troupes russes apparurent toujours en libératrices des peuples opprimés par la domination napoléonienne. Le rôle de l'Empereur fut noble et élevé, mais ce fut tout. Les intérêts de la Russie n'exigeaient pas une pareille intervention, qui ne fut avantageuse que pour les étrangers, et pas du tout pour les Russes. Une guerre interminable se poursuivit encore pendant trois années entières, entraînant des dépenses énormes et des pertes considérables de vies humaines, qu'on aurait pu conserver et qui auraient été précieuses dans la suite pour le pays.

Ces trois années de guerres pour l'affranchissement de l'Europe furent fatales à tous les points de vue, fatales même pour la personnalité de l'Empereur. Alexandre, bientôt blasé sur les enivrements de la puissance et de la gloire, tomba dans un état d'esprit qui étouffa en lui tout sentiment de patriotisme, et s'abandonna complètement à un mysticisme néfaste qui l'entraînait à la poursuite d'un bonheur irréalisable ici-bas et se manifesta en pratique par l'idée de la Sainte Alliance, si pernicieuse, si nuisible aux intérêts de la Russie. D'autre part, la Sainte Alliance donna naissance à des congrès absolument inutiles et eut pour effet d'établir entre Alexandre et Metternich des rapports suivis dans lesquels le chancelier autrichien, plus habile et plus prévoyant que le Monarque, resta vainqueur sur l'arène diplomatique et acheva complètement de dévoyer le partenaire qui s'était si imprudemment confié à lui. Enfin la Sainte Alliance et le mysticisme valurent à la Russie le régime de *l'Araktchéevchtchina*.

Du jour où il se fut involontairement abandonné aux utopies mystiques et religieuses, Alexandre devint incapable de s'occuper des affaires de l'Etat avec le même zèle que par le passé; il commença à se désintéresser de tout ce qui entraînait dans ses attributions de

Souverain et en vint peu à peu à écarter définitivement toutes les questions d'administration intérieure, s'en remettant pour tout à un seul homme, Araktchéeff. Il n'était pas, assurément, sans avoir par moments le sentiment de son erreur; ses voyages continuels en Russie prouvent combien il était désireux de savoir et de voir par lui-même et sur place ce qui se passait; seulement, il n'avait plus assez de force de volonté pour diriger personnellement le mécanisme compliqué de l'administration et il tombait en contradiction avec lui-même, en se soumettant de plein gré à une volonté étrangère, celle du seigneur de Grouzino.

Il y eut néanmoins deux questions qui ne perdirent pas une seule minute leur intérêt pour lui et dans lesquelles son action témoigna toujours d'un parfait esprit de suite: nous voulons parler de la Pologne et des colonies militaires, pour lesquelles son activité ne faiblit jamais. Les idées libérales de son adolescence et les leçons de Laharpe trouvèrent leur application dans l'organisation du Royaume de Pologne, si contraire, encore une fois, aux intérêts de la Russie. Les conseils, les représentations qu'il reçut à ce sujet des personnes de son entourage, et même de personnes étrangères, tout fut inutile. Alexandre, à partir des funestes journées du Congrès de Vienne, suivit inflexiblement la voie qu'il s'était tracée et marcha droit à son but, sans réussir d'ailleurs à satisfaire les Polonais, toujours insatiables dans leurs demandes, et en blessant profondément tous les Russes. Il en fut de même pour les colonies militaires.

De ce côté également, les vues de l'Empereur étaient en effet désapprouvées par la majorité de l'opinion. Araktchéeff lui-même osa d'abord critiquer cette idée, mais Alexandre persista dans sa manière de voir et jusqu'à sa mort suivit nerveusement la prétendue réussite de tout le réseau des colonies militaires, qu'il visitait chaque fois qu'il le pouvait. Il ne s'est produit à proprement parler dans le caractère d'Alexandre que deux crises nettement accusées: la première, qui attira l'attention générale, éclata dès 1810 et 1811, au moment



Le Comte Alexis Andréewitch Araktchéeff

où il allait entrer en lutte avec Napoléon; la seconde s'accomplit à Paris en 1815 et alla s'accroissant jusqu'à la mort.

Examinons maintenant la figure de l'Empereur Alexandre I^{er} à un autre point de vue et demandons-nous s'il est digne d'être rangé au nombre des *grands* Souverains.

Les Monarques auxquels l'histoire accorde sans conteste l'épithète de *grands* ont eu, eux aussi, leurs faiblesses, morales et physiques. Nous osons croire qu'Alexandre mérite lui aussi cette épithète. Un très petit nombre ont reçu ce surnom glorieux pour avoir déployé une activité vraiment utile à leur pays. On peut ranger parmi cette catégorie des grands Souverains, en Russie Pierre I^{er} et Catherine II, en Prusse Frédéric II, en Autriche Marie-Thérèse, en France Louis XIV et Napoléon. Tous ont réalisé, dans divers domaines, bien des œuvres utiles dont les effets leur ont même survécu; tous ont fait des guerres heureuses couronnées par de précieuses acquisitions territoriales. Nous ne parlons pas de ce qu'il a pu y avoir en eux de génial, car c'est là un concept qui a une signification universelle: on le voit clairement par l'exemple de Napoléon, dont personne n'a jamais contesté et ne contestera jamais le génie.

Pour la Russie, Alexandre I^{er} ne fut pas *grand*, bien que son règne ait été fécond en résultats, parce qu'il n'a eu à un degré suffisant ni la connaissance du caractère russe, ni celle du peuple russe. Comme Souverain d'un immense Empire d'une part, et d'autre part en raison du génie de celui qui fut d'abord son allié, puis son ennemi, Napoléon, il occupera toujours une place à part dans l'histoire de l'Europe au commencement du XIX^e siècle: la célébrité, attribut indispensable d'un grand Monarque, il la dut à ses rapports avec Napoléon, dont la figure est devenue en quelque sorte le complément indispensable de la sienne, tant ces deux hommes placés aux antipodes l'un de l'autre ont bien su, chacun à sa manière, charmer et soumettre à leur volonté les gens qui les entouraient. Tous deux n'ont rencontré d'opposition que dans un seul pays, l'Angleterre, qui d'une

façon générale ne reconnaît pas volontiers et qui en fait a rarement reconnu la grandeur universelle d'un homme, surtout quand il est de nationalité étrangère. Les Anglais exceptés, toutes les autres nationalités d'Europe se soumirent d'emblée au pouvoir et à l'influence de Napoléon, et après lui d'Alexandre. Si à cette époque il y avait eu seulement un homme rappelant quelque peu Bismarck, les choses eussent changé et pour Napoléon et pour Alexandre; mais ni les Metternich ni les Talleyrand n'étaient capables, quelques efforts qu'ils fissent, d'amoinrir l'influence ou le charme de l'un ni de l'autre.

Pour ce qui est d'Alexandre, le génie de Napoléon s'est reflété en lui comme une image dans l'eau et lui a donné une importance qu'il n'aurait pas eue sans ce reflet emprunté. Peut-être est-ce là un paradoxe, mais ce paradoxe, nous le prenons à notre compte.

En ce qui concerne la Russie, si le règne ne saurait guère être considéré comme heureux pour la nation, il n'en fut par moins gros de conséquences pour l'avenir. Après les longs règnes d'Elisabeth et de Catherine II, qui avaient suivi les traces de Pierre-le-Grand, la Russie s'était développée très rapidement et elle était arrivée à la fin du XVIII^e siècle à occuper une place déjà bien marquée parmi les pays d'Europe. Quant à Paul I^{er}, son règne éphémère n'avait laissé qu'une irritation universelle.

Lorsqu'Alexandre monta sur le trône de Russie au milieu de l'enthousiasme général, un vaste champ d'action s'ouvrait devant lui. Tout d'abord il sembla qu'épris de réformes, il avait compris la tâche qui lui incombait et voulait créer quelque chose de solide; mais l'effort, tout passager, n'eut pas le temps de prendre pied, bien que la période des réformes générales ait été relativement longue. Les jeunes collaborateurs d'Alexandre d'abord, et après eux Spéransky, firent de leur mieux pour jeter les bases d'une réforme de l'administration intérieure. Le fondement, quoi qu'on puisse dire, fut effectivement jeté, mais il était loin d'avoir la solidité voulue. D'autre part, ce fut alors

qu'apparut Bonaparte dont l'entrée en scène changea immédiatement le cours des idées et le plan d'action du Souverain russe.

On pouvait espérer qu'après cette période de rivalité et de lutte si heureusement terminée, le travail des premières années, entrepris avec tant de zèle, reprendrait sa marche interrompue. Il n'en fut rien. Toutes les conquêtes faites sur les champs de bataille au prix de flots de sang russe furent sacrifiées à l'idée de la Sainte Alliance, tandis que la Russie restait assoupie dans une torpeur profonde, à travers laquelle les colonies militaires furent impuissantes à faire passer un souffle de vie. D'autre part, la protection accordée aux différentes sectes et à la franc-maçonnerie ne fit que provoquer l'éclosion de nombreuses sociétés secrètes qui, avec la malheureuse tentative du 14 décembre 1825, rejetèrent pour longtemps le pays dans la réaction à outrance inaugurée par le régime de Nicolas I^{er}. On arriva donc à ce résultat tout à fait inattendu, qu'après un brillant avènement, après des victoires qui avaient couvert les armes russes d'une gloire universelle, Alexandre laissa à son frère un lourd héritage, un pays épuisé par la guerre et plus encore par l'*Araktchévchtchina*, un pays dont tous les ressorts étaient usés et affaiblis, souffrant à l'intérieur d'une désorganisation complète de l'autorité et de toutes les institutions et d'une absence totale de système administratif bien arrêté. Son successeur allait avoir à consolider les voûtes de l'édifice ébranlé jusque dans ses fondements.

Définir le caractère d'Alexandre I^{er} comme homme n'est pas chose facile. Il y avait en lui comme une force innée qui attirait, quelque chose comme ce que les Français appellent *le charme*, puissance naturelle qui faisait des merveilles et enchantait tous ceux qu'il rencontrait. A tout cela s'ajoutait l'extérieur sympathique de la personne, son charmant sourire, l'expression de ses yeux et la grâce de ses manières: comment, avec de pareils dons, n'aurait-il pas captivé les cœurs? Ce n'était pas sans raison que, dans la famille Impériale même, sa mère, son épouse, ses frères et ses belles-sœurs

appelaient Alexandre *Notre ange*, appellation que l'Impératrice Elisabeth a immortalisée dans la lettre où, parlant de la mort de son époux, elle dit: „Notre ange est au Ciel, et moi, malheureuse, sur la terre“

C'est également à un ange qu'on a songé pour la figure qui surmonte la Colonne Alexandre sur la place du Palais d'Hiver. Il est possible qu'il y eût effectivement dans l'âme d'Alexandre quelque chose d'angélique, car sa bonté et son amour du prochain ne font aucune espèce de doute; mais malheureusement ce côté de sa nature était souvent obscurci par d'autres sentiments. A côté de cette bonté se manifestaient parfois des penchants vindicatifs qui ne disparurent jamais complètement. De plus, on découvrait souvent en lui une duplicité, qui, sans frapper parfois au premier abord, subsista toujours: elle constituait un des traits fondamentaux de son caractère, que nous avons déjà noté et expliqué. C'est elle qui lui permettait de collaborer avec Spéransky en même temps qu'avec Araktchéeff et avec Araktchéeff en même temps qu'avec Golitzyne et avec Wolkonsky; c'est elle qui lui permettait d'écouter et de suivre les conseils de Metternich et de travailler pendant des heures avec Capo d'Istria. Pendant qu'il charmait Napoléon à Tilsit et à Erfurt, il parlait tranquillement dans les lettres qu'il écrivait à sa mère, des moyens d'abattre sa puissance; le comte Roumiantzeff, chancelier de l'Empire, entraît avec assurance dans son cabinet par une porte, tandis que Kochéleff s'y glissait secrètement par une autre; un quaker anglais ou un membre d'une secte quelconque arrivait par une entrée, pendant qu'un pauvre moine ou même le métropolitain en personne étaient introduits par une autre; à un moment donné, il s'entretenait avec Karamzine des devoirs d'un Monarque envers son pays et à un autre moment, il pouvait écouter tranquillement un Magnitzky: et le plus admirable, c'est que tous ces gens sortaient enchantés, souvent même persuadés que S. M. avait daigné partager leur point de vue.

En même temps, Alexandre était doué d'une puissance de travail remarquable, qui se manifesta surtout à l'époque de la Guerre Patrio-

tique et pendant les campagnes qui suivirent. Il avait le don, tout en entrant dans le détail, de saisir promptement le fond de la question et de prendre une décision en conséquence. Il entraît parfois dans ses résolutions une certaine dose d'entêtement, surtout quand il présumait ou constatait une intention de soutenir une opinion contraire à la sienne ou de lui imposer une volonté: il était en pareil cas inflexible dans la poursuite de ses desseins personnels. Alexandre eut toujours de l'esprit, et un esprit très fin, très délicat et absolument naturel. De plus, il était doué d'un instinct spécial grâce auquel il pénétrait rapidement les gens auxquels il avait affaire, profitant de leurs points faibles pour les faire passer par toutes ses exigences. Il n'est pas surprenant que dans un moment de colère, à Sainte-Hélène, Napoléon l'ait qualifié de *Grec du Bas-Empire*; rien d'étonnant non plus que des diplomates de premier ordre comme Talleyrand, Metternich ou Castlereagh se troublassent quand ils causaient avec Alexandre et fussent obligés de tendre toutes les ressorts de leur esprit pour ne pas devenir ses dupes. Il est encore à noter que, dans toutes les évolutions que subit le caractère d'Alexandre, les traits fondamentaux demeurèrent les mêmes, et que, sur ses facultés et ses talents, les témoignages sont unanimes, également enthousiastes au temps de sa jeunesse et dans ses dernières années.

Et si les hommes étaient frappés des dons naturels que possédait Alexandre, que dire alors des femmes? L'Impératrice Elisabeth, malgré toutes les trahisons de son époux, conserva pour lui un sentiment particulièrement fort d'attachement et d'amour même à l'époque où lui-même semblait avoir oublié jusqu'à l'existence de la compagne de sa vie. Sa sœur Catherine avait un véritable culte pour lui et ne pouvait se tenir de lui manifester son amitié et son affection. La sévère et altière Impératrice Marie, étrangère à toute démonstration extérieure de tendresse, adorait, elle aussi, ce fils dont elle se montrait fière. Et en dehors de la Famille, toutes les femmes qui se trouvèrent en rapports avec lui en conservèrent le souvenir le plus radieux.

Quant à son entourage personnel immédiat, médecins, gens de service et autres témoins de sa vie intime et quotidienne, ils avaient pour lui une affection sans bornes et lui auraient fait sans hésiter le sacrifice de leur existence.

Il est manifeste que l'Empereur Alexandre possédait réellement et à un degré peu ordinaire un don secret pour attirer vers lui et inspirer une affection qui se traduisait par des marques d'attachement et de dévouement à sa personne. Et dire que le même homme pouvait signer d'un cœur léger les cruels arrêts infligeant à un soldat des milliers de coups de verges! L'analyse psychologique se heurte ici, bon gré mal gré, à une énigme impénétrable, et de nature à troubler d'autres que l'historien. Depuis 1812 en effet, l'Empereur lisait tous les jours un chapitre de l'Évangile ou de la Bible; connaissant par cœur de nombreux passages de l'Écriture Sainte, il citait constamment dans ses lettres la parole du Christ: et voilà l'homme qui pouvait ordonner des punitions inhumaines et fermer les yeux sur tous les actes de cruauté commis pendant de longues années par Araktchéeff dans les colonies militaires! Certains critiques seront probablement tentés de voir dans cette invraisemblable contradiction une manifestation de cette duplicité dont il était question tout à l'heure, mais nous sommes convaincus qu'il faut voir dans les cas en question non pas de la duplicité, mais plutôt le résultat d'un fanatisme religieux d'une espèce particulière en partie inhérent aux mœurs et aux habitudes de l'époque. Nous ne trouvons pas d'autre explication.

Si on examine d'autre part les rapports de l'Empereur avec ses collaborateurs, on se trouve ici encore en présence d'une nouvelle énigme, une confiance illimitée en Araktchéeff, comme il n'en témoigna jamais à personne. La question a été assez nettement posée plus haut pour qu'il soit superflu d'y revenir.

Il nous reste enfin à dire quelques mots de cette légende du moine sibérien Fédor Kouzmitch, qui est attachée au nom de l'Empereur Alexandre. Incontestablement fort poétique, elle est assez flat-

teuse à l'imagination pour avoir pu séduire un penseur et un écrivain comme Léon Tolstoï. Nous avouons même franchement avoir été nous-même de nombreuses années dupe de son attrait. Disons même plus: notre engouement était tel que nous avons fait tout ce qu'il était possible de faire pour percer le mystère qui entoure la personnalité de ce moine, pour établir son identité et réunir tous les détails possibles à son sujet. Nous avons réussi seulement à déterminer avec plus ou moins d'exactitude l'existence qu'il menait en Sibérie et à recueillir des renseignements sur les personnes qui l'ont fréquenté. Les résultats de l'enquête et des recherches *) se sont trouvés d'ailleurs tout contraires à notre attente: le moine en question n'était pas et ne pouvait pas être l'Empereur Alexandre I^{er}, la chose ne fait plus aucun doute. Mais le personnage même de Fédor Kouzmitch reste enveloppé d'un mystère impénétrable.

Nous croyons devoir ajouter encore quelques considérations sur cette question. Si l'on réfléchit au caractère et aux dispositions d'Alexandre, on ne peut y trouver le moindre goût pour une métamorphose de ce genre. A plus forte raison ne peut-on y trouver aucun penchant à vouloir s'infliger bénévolement, à un âge déjà avancé et dans des conditions tout à fait extraordinaires, des privations et des mortifications de toute nature. Le moine dit en effet avoir reçu une fois la bastonnade pour vagabondage. Or est-il bien admissible qu'un homme comme l'Empereur Alexandre ait pu de bon gré se soumettre à un pareil châtement en public? Il est vraiment des bornes à la fantaisie même la plus effrénée! Répétons-le: si l'Empereur avait pu avoir l'idée fantastique d'une substitution posthume, il aurait fallu, pour le succès de cette macabre mise en scène, et aussi pour qu'Alexandre trouvât moyen de disparaître lui-même, avoir sous la main tout un groupe de complices, sans compter l'Impératrice Elisabeth elle-même! Est-il vraiment possible d'admettre qu'on ait pu

*) *Revue Hebdomadaire*, 1910.

réunir un nombre suffisant de complices pour mettre à exécution un pareil projet? Aussi sommes-nous arrivés à la conviction bien arrêtée que non seulement on ne peut admettre la vraisemblance d'une pareille légende qu'au mépris de toute logique, mais encore qu'il n'existe pas le moindre argument ni la moindre apparence de preuve en faveur d'une telle hypothèse.

L'étude qui précède repose, dans la mesure du possible, sur des documents des plus dignes de foi et sur toute espèce de témoignages inédits de nature à bien mettre en lumière le personnage d'Alexandre I^{er}, dont on s'est efforcé de donner un portrait aussi ressemblant que possible. Les divers traits d'un caractère aussi complexe y auront-ils bien tout le relief voulu, malgré les omissions et négligences toujours à craindre?

Renouvelons en terminant le vœu qu'un compatriote plus jeune songe à consacrer au sujet un ouvrage vraiment définitif. Le présent essai aura fourni la trame, dégagé les plans fondamentaux, qu'il restera à étoffer de l'exposé complet des faits qui agitèrent la Russie et l'Europe au début du XIX^e siècle.

ANNEXES.

I.

Lettres d'Alexandre I^{er} à La Harpe *).

1.

*Au Citoyen de La Harpe,
ci-devant membre
du Directoire Helvétique.*

St-Pétersbourg, le 9/21 mai 1801.

Le premier moment de vrai plaisir que j'ai ressenti depuis que je me trouve à la tête des affaires de mon malheureux pays, c'est celui que j'ai éprouvé en recevant votre lettre, mon cher et vrai ami. Je ne puis vous rendre tout ce que j'ai senti, et surtout en voyant que vous me conservez toujours les mêmes sentiments qui sont si chers à mon cœur, et que ni l'absence ni l'interruption de relations n'a pu altérer.

Croyez, mon cher ami, que rien au monde n'a pu aussi porter atteinte à mon attachement inviolable pour vous et à toute ma reconnaissance pour les soins que vous avez eus pour moi, pour les connaissances que je vous dois, et, plus que tout cela, pour les principes que vous m'avez inspirés et de la vérité desquels j'ai eu les occasions de me convaincre bien des fois.

Il n'est pas en mon pouvoir de reconnaître tout ce que vous avez fait pour moi, et jamais je ne pourrai m'acquitter de cette dette sacrée.

Je tâcherai de me rendre digne d'avoir été votre élève, et je m'en glorifierai toute ma vie; aussi, ce n'est qu'en obéissant aux ordres les plus positifs que j'ai cessé de vous écrire **), sans cesser pourtant de penser à vous et aux moments que nous avons passés ensemble. Il me serait bien doux d'espérer qu'ils pourront revenir, et cela serait me rendre bien heureux que

*) Bibliothèque Particulière de S. M. l'Empereur, Section des Manuscrits, N^o 395, casier I, rayon 3, carton 8.

**) J'ai eu depuis la jouissance d'apprendre que les motifs de cette interdiction n'existaient plus au commencement de 1801, S. M. I. l'Empereur Paul I^{er} ayant daigné s'expliquer à cette époque d'une manière honorable pour moi, et s'étant rappelé *la manière touchante* dont j'avais eu l'honneur de prendre congé d'Elle. En me rapportant cette conversation, en 1801, S. M. I. Alexandre I^{er} désira savoir ce que ces mots pouvaient signifier, ce qui m'obligea de lui faire part de l'entretien que j'avais eu en avril 1795 à Gatchina avec son auguste père. La certitude que ce monarque infortuné, dont le cœur était si noble, avait conservé le souvenir de cet entretien me toucha vivement.

(Note de La Harpe.)

de l'effectuer. Là-dessus je m'en remets absolument à vous et à vos conventions domestiques; car il n'y en a aucunes autres qui pourraient jamais s'y opposer *). Mais une grâce que je vous demande, c'est de m'écrire de temps en temps et de me donner vos conseils, qui me seront si salutaires dans un poste comme le mien, et dont je ne me suis chargé que pour pouvoir être utile à mon pays et le préserver pour l'avenir de nouveaux malheurs. Que ne pouvez-vous être là pour me guider de votre expérience et me garantir des pièges auxquels je suis exposé par ma jeunesse, et peut-être l'ignorance dans laquelle je suis de la noirceur des âmes perverses! On juge si souvent d'après soi-même, et, désirant le bien, on se flatte trop que les autres sont dans les mêmes intentions, jusqu'à ce que l'expérience vienne prouver le contraire: alors on se trouve détrompé, mais peut-être trop tard, et le mal se trouve fait. Voilà, mon cher ami, pourquoi un ami éclairé et expérimenté est le trésor le plus grand qu'on puisse avoir.

Mes occupations m'empêchent de vous en écrire davantage. Je finis par vous dire que ce qui me donne le plus de peine et de travail, c'est de concilier les intérêts et les haines particulières, et de faire coopérer les autres au seul et unique but, *l'utilité générale*.

Adieu, mon cher ami. Votre amitié sera ma consolation dans mes peines. Dites mille choses de ma part à votre femme, et recevez les compliments de la mienne. Si je puis vous être utile, disposez de moi, et mandez-moi ce que je puis faire **).

2.

Billets d'Alexandre I^{er} à La Harpe, lors du séjour de celui-ci à St-Petersbourg en 1801 et 1802.

St-Petersbourg, décembre 1801.

Je saisis, mon cher, le premier moment libre qui se présente pour vous remercier de votre dernière lettre, et pour vous dire que vous ne pouvez pas m'écrire assez souvent, que c'est la plus grande marque d'amitié que vous pouvez me donner, et que vous ne faites par là qu'ajouter à toute la reconnaissance que je vous ai vouée pour la vie.

*) En montrant cette lettre aux envoyés russes, ils m'eussent tous délivré un passeport, et tous me le refusèrent. J'appris enfin qu'une circulaire du ministère des affaires étrangères leur avait ordonné d'en agir ainsi. *(Note de La Harpe.)*

**) C'est cette lettre que le célèbre orateur Erskine, depuis Grand Chancelier d'Angleterre, arrosa de ses larmes après l'avoir lue au Plessis-Piquet, et à laquelle il fit allusion avec son admirable faconde en portant la parole dans une affaire où le nom de l'Empereur avait été prononcé. En lui montrant cette lettre, j'avais voulu lui montrer en déshabillé celui que la Providence avait placé à la tête de 50 millions d'hommes, et qu'en qualité d'homme d'État ami du genre humain, il lui importait de connaître. *(Note de La Harpe.)*

Je ne conçois pas d'où a pu naître le bruit de la création d'un chancelier. Jamais il n'en a été question, et jamais cela ne se fera. Votre façon de juger l'individu s'accorde parfaitement avec la mienne. Le temps fera tomber ces bruits. Adieu, mon cher, je vous salue.

St-Petersbourg, décembre 1801.

Mille grâces, mon cher ami, pour votre billet et pour la brochure y incluse *). Je suis bien fâché que vous ne m'ayez pas fait avertir le soir que vous aviez passé chez moi. Je compte un de ces jours être assez bien pour passer chez vous. Adieu, mon cher, je vous salue.

St-Petersbourg, 1^{er} janvier 1802.

Mon cher ami, Je viens de finir mon travail dans ce moment, et il est neuf heures passées. Je suis donc obligé de me priver de la satisfaction de venir vous souhaiter la bonne année, comme je me l'étais proposé. Adieu, mon cher, j'espère être plus heureux après-demain.

St-Petersbourg, janvier 1802.

Je joins ici, mon cher, le mémoire bien insuffisant dont je vous ai parlé **). Je ne crois pas que vous puissiez en tirer un grand parti. Au moins, il vous donnera l'idée de la nullité actuelle d'une institution aussi importante pour la nation.

Janvier 1802.

Recevez, mon cher, mes remerciements pour le mémoire que vous avez bien voulu m'adresser ***).

J'ai voulu passer moi-même chez vous l'un de ces jours; les affaires m'en ont empêché. J'espère être plus..... En attendant, je vous dirai que j'ai lu avec bien de l'intérêt le détail sur vos affaires domestiques, et je me ferai un

*) C'était une description statistique de l'un des départements de la France, très bien faite, et pouvant offrir un modèle pour les travaux pareils qu'on se proposait d'entreprendre en Russie.
(*Note de La Harpe.*)

***) C'était le rapport présenté le 4 mars 1801 à S. M. I. l'Empereur Paul I^{er} par la Commission Impériale des écoles, que j'avais désiré connaître, et qui servait de base à mon Mémoire du 4 mars 1802.
(*Note de La Harpe.*)

****) Il consistait surtout dans un tableau des résultats que la Russie pouvait retirer des découvertes faites par Lapeyrouse et par Vancouver.
(*Note de La Harpe.*)

devoir, et en même temps un plaisir bien cher pour moi, de vous mettre hors de tout souci sur ce sujet. Adieu, mon cher, je vous salue *).

St-Petersbourg, du commencement de février 1802.

Ayant un moment à moi, mon cher, je l'emploie à vous répondre sur votre dernière lettre.

Je ne vous avais pas offert une arende, dans l'idée qu'elle ne pouvait vous convenir, ne pouvant la régir vous-même, et croyant qu'une pension fixe était préférable, car les revenus des arendes varient souvent, selon la fertilité de l'année. Mon intention avait été de porter votre pension, de 2000 R. qu'elle est dans ce moment, à 5000 R. Je ne crois pas que l'arende dont vous me parlez puisse fournir à ce revenu. J'ai fait prendre, en attendant, tous les renseignements nécessaires, et, dès que je les aurai, je vous en ferai part.

En attendant, croyez que mon premier désir est de vous témoigner, autant qu'il est en mon pouvoir, ma reconnaissance pour tout ce que je vous dois, et c'est un vrai plaisir pour moi d'en avoir l'occasion. Un de ces jours, je compte passer chez vous; en attendant, je vous salue.

St-Petersbourg, 11 avril 1802, au soir.

Mon cher ami, J'ai voulu venir chez vous pour vous remercier de l'envoi que vous m'avez fait, surtout pour le mémoire **). C'est une nouvelle obligation que vous joignez à toutes celles que je vous dois déjà, et vous n'avez pu me donner une idée plus vraie de votre amitié. On m'a retenu jusqu'à ce moment: ainsi je dois remettre ma visite, soit à Dimanche ou Lundi. Bonsoir, mon cher. Tout à vous.

St-Petersbourg, 29 avril 1802.

Mon cher ami, M. Vitovtoff, qui est chargé de la partie qui devra soigner l'indigence et toutes les institutions y relatives, voudrait vous communiquer quelques essais de ses travaux, pour vous consulter. C'est un homme rempli de bonne volonté et de zèle, surtout pour la partie qui lui est confiée et qui demande encore dans ce pays-ci un grand perfectionnement.

*) S. M. I. m'avait invité à Lui faire connaître l'état de mes affaires. Je La priai de permettre que ce fût par écrit. Elle y consentit, et j'eus l'honneur de Lui écrire trois fois à ce sujet. La générosité de S. M. I. termina tout par un gracieux Oukaze du 5 mai 1802.

(Note de La Harpe.)

***) C'est du mémoire du 7 avril 1802 dont il s'agit. Il était destiné à récapituler les principaux sujets dont il avait été question pendant l'hiver.

(Note de La Harpe.)

St-Petersbourg, mai 1802.

Mon cher ami, Je joins ici les frais de votre voyage, tout en vous invitant cependant à ne pas l'entreprendre, ou à en reculer du moins le moment autant que possible. Tout à vous pour la vie *).

Lettres à La Harpe après son départ de St-Petersbourg.

3.

*Au Citoyen La Harpe,
ci-devant membre du Directoire Exécutif
de la République Helvétique,
au Plessis-Piquet, près Paris.*

St-Petersbourg, 26 octobre 1802.

Mon cher et vrai ami, J'ai tardé bien longtemps à vous écrire. Ne m'en voulez pas de mal; j'ai été si surchargé de besogne, que peu de moments me restent libres.

J'ai reçu maintenant vos trois bien intéressantes lettres de Königsberg, de Francfort et du Plessis-Piquet. Elles m'ont fait un plaisir bien réel. Vous connaissez, mon cher, mon amitié sincère pour vous: vous savez qu'elle est basée d'abord sur l'estime la plus vraie pour votre caractère, ensuite sur toute la reconnaissance que je vous devrai jusqu'au tombeau. Vous n'y avez pas peu ajouté par votre voyage à Pétersbourg. Je sens et reconnais encore jusqu'ici toute l'utilité que j'en ai retirée, même sans parler de tout l'agrément que j'en ai eu, en vous revoyant après une si longue absence.

Bien des grâces pour tous les détails dans lesquels vous entrez, dans votre lettre de Francfort. Je l'ai lue avec un grand intérêt, et je m'efforcerai sûrement de mettre à profit les conseils que votre amitié me donne.

La mesure dont nous avons si souvent parlé ensemble se trouve en pleine activité **). Le ministère est organisé, et va assez bien, depuis plus d'un mois. Les affaires en ont acquis beaucoup plus de clarté et de méthode, et je sais à qui m'en prendre, si quelque chose cloche. Lamsdorf est de

*) Les billets ci-dessus sont les seuls que j'aie conservés de tous ceux que S. M. I. me faisait l'honneur de m'adresser pendant mon second séjour à St-Petersbourg, en 1801 et 1802.

(Note de La Harpe.)

**) Il s'agit ici de la grande opération de la création des ministères et de la classification des affaires à répartir entre eux. Qu'il me soit permis de citer ici une anecdote qui s'y rapporte. Un soir, je vis entrer chez moi S. M. I. dans une affliction que je n'oublierai jamais. Depuis plusieurs jours, cet excellent prince avait été occupé à rechercher les causes et les auteurs des désordres affreux qui avaient fait quelques centaines de malheureux dans le gouvernement d'Irkoutsk, sans avoir pu les découvrir, le contrôle imparfait subsistant à cette époque n'en fournissant pas les moyens. Après avoir fait mes efforts pour rappeler son courage, nous cherchâmes de concert quelles mesures pourraient prévenir à l'avenir de pareils malheurs, et il fut reconnu que la création des ministères et l'établissement d'un *Contrôle* bien réel offriraient la perspective du succès.

(Note de La Harpe.)

retour depuis quelques jours; il est à Gatschina avec ma mère; j'attends son retour pour lui parler au sujet de Ludwig, dont je crois l'acquisition très utile.

Adieu, mon cher et bon ami. Ma femme vous dit mille choses. Présentez mes hommages à la vôtre, et conservez-moi toujours votre amitié et votre souvenir, qui me resteront éternellement précieux. Dans quelques jours je vous adresserai une autre lettre, dans laquelle je vous parlerai en détail de Miss Williams. Votre sincère ami.

4.

*A Monsieur de la Harpe,
en mains propres.*

*Kammenoi Ostrof, 7 juillet 1803,
à minuit et demi.*

Mon cher, mon vrai ami, c'est par M. Baïkoff que je vous écris.

J'ai gardé bien longtemps le silence, mais, n'aimant pas confier mes lettres pour vous à la poste et, la plupart du temps, n'ayant pas un moment à moi, j'ai manqué plusieurs courriers qui auraient pu vous les porter. Ma besogne journalière est si forte, qu'à peine je puis suffire pour l'expédier: ne voulant pas remettre au lendemain, elle absorbe tout mon temps. Mais trêve à mon apologie: j'aime mieux recourir à votre amitié et à votre indulgence.

Vos lettres, mon cher ami, me font le plus sensible plaisir. Si vous n'êtes pas rebuté d'écrire à quelqu'un qui vous répond si rarement, de grâce, continuez-les moi; c'est une des plus grandes marques d'amitié que vous pouvez me donner. Les conseils que j'y trouve sont autant de nouvelles obligations que vous ajoutez à celles que je vous dois déjà, et dont ma reconnaissance durera autant que ma vie; je me fais et me ferai toujours gloire d'être votre débiteur.

Je suis bien revenu avec vous, mon cher, de notre opinion sur le Premier Consul. Depuis son Consulat à vie, le voile est tombé, et depuis lors, c'est allé de mal en pis. Il a commencé par se priver lui-même de la plus belle gloire réservée à un homme, et qui seule lui restait à cueillir, celle de prouver qu'il avait travaillé sans aucune vue personnelle, uniquement pour le bonheur et la gloire de sa patrie, et, fidèle à la constitution qu'il avait jurée lui-même, de remettre après les 10 ans le pouvoir qu'il avait en mains. Au lieu de cela, il a préféré singer les Cours, tout en violant la constitution de son pays. Maintenant c'est l'un des tyrans les plus fameux que l'histoire ait produits.

J'ai lu avec admiration les passages des fragments que vous m'avez envoyé du *Vrai sens du Vote sur le Consulat à vie* *).

La justice que vos compatriotes vous ont enfin rendue m'a fait un plaisir sensible; elle vous était due depuis longtemps. Je n'ai pu qu'approuver votre réponse: les circonstances n'en permettaient pas d'autre.

*) Brochure de Camille Jordan, qui faisait grand bruit.

(Note de La Harpe.)

J'ai vu avec peine qu'on a pu supposer que je fusse pour quelque chose dans les dissensions des Suisses, surtout que je sois pour le parti des anciens gouvernants. *Vous rendez trop justice à mes principes pour croire jamais que je soutiendrais l'oppression.*

Quant à Christin, il se trouve en Suisse, parce que j'ai ordonné à M. de Morkoff de le renvoyer de son service, ne voulant avoir rien à faire avec les intrigants.

J'ai rempli, mon cher, vos désirs sur Hallvill, et l'ai placé dans le bataillon d'artillerie des Gardes. J'espère qu'il est content, et moi bien charmé d'avoir pu faire quelque chose qui vous soit agréable.

Vous me parlez dans plusieurs de vos lettres du désir que plusieurs individus vous témoignent d'entrer au service de la Russie. Je vous répondrai là-dessus que, si vous connaissez personnellement le mérite distingué des individus et que vous me les recommandiez comme tels, je ne ferai certainement pas difficulté de les recevoir, pourvu que vous m'annonciez clairement leurs prétentions, et qu'elles se trouvent compatibles avec nos usages. Du reste vous connaissez la grande quantité de nationaux qui se trouvent chez nous sans places, par la difficulté d'en trouver: ainsi, je ne voudrais prendre de l'étranger que ceux qui sont vraiment distingués par leur mérite et leur caractère moral. Communiquez-moi franchement toujours votre façon de penser, quand les cas se présenteront.

L'opinion que vous prétendez qu'on veut bien avoir de moi me touche beaucoup. Tout mon désir est de pouvoir un jour la justifier, et tous mes soins y sont voués. Mon but restera constamment le même, et mes efforts ne se ralentissent pas, malgré les obstacles. La doctrine professée là où vous êtes ne gagne pas heureusement jusqu'ici. Nous restons fidèles à nos principes et tâchons peu à peu de les mettre en pratique.

Je vous suis bien reconnaissant pour tous les papiers et livres que vous m'avez envoyés, et qui sont du plus grand intérêt. Je vous charge une fois pour toutes de souscrire en mon nom pour tel ouvrage que vous jugerez bon. Ayez soin seulement de m'envoyer avec vos lettres le compte de la dépense, que je rembourserai toujours à la maison de votre beau-frère, à St-Pétersbourg.

Vos regrets sur la nomination de Zavadowsky à la place de ministre de l'instruction publique seraient diminués, si vous étiez au fait de l'organisation de son ministère. Il est nul. C'est un conseil, composé de Mouravief, Klinger, Czartorysky, Novossiltzoff, etc., etc., qui régit tout: il n'y a pas un papier qui ne soit travaillé par eux. La fréquence de mes rapports avec les deux derniers surtout empêche le ministre d'opposer le moindre obstacle au bien que nous tâchons de faire. Au reste, nous l'avons rendu coulant au possible, un vrai mouton: enfin il est nul, et n'est dans le ministère que pour ne pas crier s'il en eût été exclu.

Vous m'avez glissé quelques mots sur la Phillis et les prétendus beaux cadeaux que je lui ai faits. Ah! je vous assure, *parole d'honneur*, qu'on a bien tort si l'on me suppose la moindre chose de commun avec elle. Le cadeau n'était autre que celui qu'il est d'usage de faire à tout débutant.

A présent, j'ai à vous parler sur Miss Williams; je m'avoue coupable d'avoir tardé si longtemps. Je suis parfaitement content de ses conditions. Quant à l'émolument, je m'en remets à celui que vous jugerez vous-même être convenable, comme par exemple 2000 ou 3000 roubles *). Enfin, je m'en rapporte à vous, comme aussi je vous prie, en grâce, faites-moi connaître ceux à qui vous désirez que je témoigne ma reconnaissance pour les différents envois que vous m'avez faits, et en quoi elle doit consister; mais, de grâce, marquez-moi définitivement votre opinion là-dessus, et, à l'instant, tout sera exécuté.

Je ne puis finir ma lettre sans vous exprimer toute ma sensibilité sur l'intérêt tendre que vous m'avez témoigné à l'occasion de cet événement de prétendu assassinat arrivé au Jardin d'Été. Vous avez dû apprendre que ce n'était qu'un mauvais sujet qui voulait se rendre intéressant en prétendant avoir été blessé par attachement pour moi, afin que je payasse ses dettes.

Quant à l'affaire du Sénat dont vous me parlez dans votre dernière lettre, il serait trop long de vous en parler ici; mais tant est qu'il n'y a pas un mot de vrai dans la manière dont elle vous est parvenue.

Il est bien tard, et je meurs de sommeil. Adieu, mon cher et vrai ami, continuez-moi votre amitié, qui me sera éternellement précieuse, et croyez à celle qui ne finira qu'avec ma vie.

Je vous serais bien reconnaissant, si vous pouviez me faire faire connaissance de plus près avec Erskine et Jefferson; je m'en estimerais vraiment honoré.

Ma femme vous dit mille choses, de même qu'à la vôtre, et je lui présente aussi mes respectueux hommages. Tous les amis de l'humanité d'ici se rappellent à votre souvenir. Adieu, mon cher, tout à vous pour la vie.

5.

*A M. de la Harpe, ci-devant colonel
au service de Russie.*

St-Petersbourg, 15 janvier 1808.

(Apportée par M. le colonel Tchernycheff.)

Mon cher et respectable ami, J'ai des torts réels à me reprocher vis-à-vis de vous, mais des torts de procédés, et non de cœur: ce cœur vous chérit, et vous chérira tant qu'il aura un souffle de vie. Ce n'est ni une diminution de confiance, ni une suite des effets de la calomnie qui m'a fait interrompre ma correspondance avec vous.

Il serait trop long de vous détailler ici mes raisons, cette lettre-ci n'étant que pour la renouer, et pour vous accuser la réception des vôtres, jusqu'au N^o 45 inclusivement. Le seul N^o 44 me manque, et j'en suis d'autant

*) Cet arrangement ne fut pas conclu. Tout se réduisit à un seul envoi, à titre d'échantillon.
(Note de La Harpe.)

plus fâché, que, par votre dernière, je vois qu'elle devait être d'un intérêt majeur. Toutefois je ne puis que vous savoir gré de la bonne intention que vous avez eue.

Répétez-vous bien que son accomplissement, quand vous le jugerez *possible pour vous*, me causera une joie réelle. Tout à vous de cœur et d'âme.

Aucune réforme de pension ne peut jamais tomber sur vous: je vous dois le peu de ce que je sais.

6.

12 mars 1811.

(Transmise par M. le colonel Tchernycheff.)

Vous me faites toujours le plus grand tort, mon cher ami, quand vous doutez de mon attachement et de ma reconnaissance pour vous.

Ces sentiments *sont inaltérables, comme les principes que je vous dois, et auxquels je reste fermement attaché, en dépit de la pente qu'on s'efforce à donner aux opinions là où vous êtes. Ici, nous marchons peu à peu, mais toujours en s'approchant davantage des idées libérales.* Que j'aurais donné, cher ami, pour m'entretenir avec vous quelques heures! Peut-être la fantaisie vous prendra-t-elle une fois de venir voir vos amis d'ici, et je n'ai pas besoin de vous dire que vous serez reçu à bras ouverts. Si ma correspondance n'est pas plus active, c'est qu'il m'est toujours pénible de ne vous parler que de lieux communs. Mon travail de douze heures par jour, *joint aux autres devoirs de ma place* qui m'emportent les quatre restantes, de manière à m'en laisser à peine une avant de me coucher, m'ôte toute possibilité d'entrer dans les discussions que devraient faire naître vos lettres; mais elles ne sont pas moins reçues avec avidité et le plus vif intérêt. Je suis charmé que le porteur de celle-ci vous ait plu. C'est un excellent jeune homme et qui donne de l'espérance; je le recommande à vos conseils. Ne me les épargnez pas de même, et quand parfois je vous trouve injuste à mon égard, je ne suis pas moins docile à les écouter. Tout à vous de cœur et d'âme pour la vie. Mille respects à votre épouse.

7.

A M. de la Harpe
en mains propres.

Fribourg-en-Brisgau,
22 Décembre 1813/3 janvier 1814.

Enfin, mon cher, mon respectable ami, je puis vous parler sans que mon écriture puisse vous compromettre et sans qu'elle passe par l'indiscrète inquisition des postes.

C'est M. Monod qui vous remettra ces lignes. J'ai éprouvé une véritable jouissance à faire sa connaissance, d'après la place que je sais qu'il occupe

dans votre estime; aussi il ne lui en a pas beaucoup coûté pour gagner ma confiance. Je lui ai parlé avec un entier abandon sur tout ce qui tient à votre patrie, sur les efforts que j'ai faits pour en faire respecter la neutralité, sur les promesses que j'avais obtenues de l'Autriche à cet égard, et enfin sur la circonstance qui a servi de prétexte pour éluder ces promesses, et que *vous devez à vos Messieurs de Berne et à leurs méprisables intrigues.*

On a profité du moment où de Francfort je me rendais à Fribourg, et où je m'étais arrêté quelques jours à Karlsruhe pour rendre mes devoirs aux parents de ma femme, pour violer le territoire suisse, à *l'invitation soi-disant, de vos Messieurs de Berne.* M. Monod a pu juger lui-même de *toute l'indignation qu'une conduite pareille, soit de la part de mes alliés, soit de la part de vos intrigants, avait produite sur moi.*

Mais venons au fait. Le mal était constant: il fallait le corriger au plus tôt. Voici sommairement ce que j'ai obtenu à force d'instances, et de la chaleur avec laquelle j'ai soutenu la cause de votre patrie.

Les changements survenus à Berne ne seront pas soutenus, et les intrigants qui les ont produits seront désavoués *). On ne souffrira pas que l'existence des cantons de Vaud et d'Argovie soit compromise ou inquiétée par celui de Berne. La Diète va être rassemblée, et c'est elle seule qui réglera constitutionnellement les changements qu'elle jugera nécessaire d'apporter à l'acte de médiation. Les cantons seront maîtres d'apporter remède à ce qui peut manquer à leur organisation intérieure, toutefois en n'étendant pas leurs droits les uns sur les autres. Les puissances alliées ne se mêleront pas de tout ce qui tient aux affaires intérieures de la Suisse, et se contenteront d'empêcher par leurs conseils toute désunion et toute rixe. Ce sont là les principes irrévocablement arrêtés pour notre conduite.

Le plénipotentiaire que j'ai envoyé auprès du Landamman et de la Diète est un M. de Capo d'Istria, homme très recommandable par sa probité, sa délicatesse, ses lumières et ses vues libérales. Il est de Corfou, par conséquent républicain, et c'est la connaissance de ses principes qui me l'a fait choisir. Je vous le recommande particulièrement; il a ordre de se concerter avec M. Monod et avec vous. Je vous prie instamment de le guider, et je vous garantis qu'il professe une profonde estime pour vous, vous connaissant non pas simplement de nom, mais par vos ouvrages, ayant eu l'occasion à St-Pétersbourg de lire tous les cahiers que vous nous aviez dictés pendant notre éducation. Il a beaucoup aidé à faire sentir au ministère autrichien tout l'odieux de sa conduite et les conséquences fâcheuses que peut avoir pour la cause des Alliés une manière pareille de se souiller.

Avant de finir cette épître, *laissez-moi vous dire que si, à côté de l'œuvre de la Providence, quelque persévérance et énergie que j'ai eu l'occasion de déployer depuis deux ans ont été utiles à la cause de l'indépendance de*

*) Malheureusement l'influence des autres Cabinets l'emporta au Congrès de Vienne. Les troubles des années 1828, 1829, 1830 et 1831 en ont été les conséquences inévitables.

(Note de La Harpe.)

l'Europe, c'est à vous et à vos instructions que je les dois. Votre souvenir, dans les moments difficiles, a été constamment présent à ma pensée, et le désir d'être digne de vos soins, de mériter votre estime, m'a soutenu.

Nous voici, des bords de la Moskva, sur ceux du Rhin que nous allons franchir ces jours-ci. Si près de vous, je nourris la douce consolation que je pourrai vous serrer dans mes bras et vous réitérer de bouche toute la gratitude que mon cœur vous portera jusqu'au tombeau. Ce sera un des jours les plus heureux de ma vie.

Je vais, dans quatre à cinq jours, voir ma sœur *) à Schafhouse, où je compte m'arrêter jusqu'au 10 janvier. Ensuite, je serai dans le cas de passer quelques jours à Bâle avant de continuer notre marche dans l'intérieur de la France. Vous serez le bienvenu partout où vous pourrez me joindre, et dites-vous que vous êtes attendu avec la plus vive impatience **).

Adieu, mon cher, mon vrai ami; de cœur et d'âme tout à vous pour la vie. J'ai reçu exactement toutes vos lettres numérotées.

8.

*Langres, à 9 heures $\frac{3}{4}$ du soir.
Fin de janvier.*

Mon cher, mon respectable ami, je n'ai pas de mots pour vous rendre tout le bonheur que j'éprouve à l'idée de pouvoir enfin vous serrer dans mes bras et vous renouveler de bouche ma gratitude pour tout ce que je vous dois; car, dans tous mes moments pénibles, c'est l'idée de n'être pas indigne de vos soins qui m'a soutenu et a ranimé mon courage.

Je vous ai attendu toute cette après-dînée avec la plus vive impatience, et la fatalité veut que, depuis une heure, il me soit survenu tant de rapports et d'expéditions de courriers à faire, que je crains bien que cela ne me retienne bien avant dans la nuit. Je vous engage donc à vous coucher maintenant, et de venir chez moi à 7 heures précises du matin ***). Nous pouvons avoir alors de trois à quatre heures de tranquillité pour causer ensemble. Tout à vous, de cœur et d'âme, pour la vie.

*) La Grande-Duchesse Catherine.

***) Je partis de Paris le 19 janvier 1814 avec un passeport que le ministre de la police (duc de Rovigo) m'accorda par l'ordre de Napoléon, et joignis quelques jours après S. M. I. à Langres.

(Note de La Harpe.)

***) Le lendemain, j'étais à 7 heures du matin chez S. M. I. *(Note de La Harpe.)*

9.

Billet écrit au crayon et adressé à Chaumont.

*Du champ de bataille de la Rothière,
le 1 ou 2 février.*

Mon cher et respectable ami, je vous annonce une victoire complète. L'ennemi a été culbuté sur tous les points, et on lui a enlevé 56 canons et quantité de prisonniers. Je vous écris à la pointe du jour. Je vais monter à cheval, et, si la journée d'aujourd'hui est aussi heureuse que celle d'hier, nous aurons obtenu notre grand résultat. Tout à vous.

10.

Troyes, février.

Je vous envoie les dépêches de Capo d'Istria. Vous y remarquerez une nuance très distincte entre celles signées en commun avec son collègue Lebzelter et celles écrites pour moi tout seul *).

11.

Mai 1815, de Vienne.

Mille grâce pour l'incluse **). Il y aurait beaucoup à pérorer sur tout cela. Mercredi, quand vous viendrez chez moi, je vous donnerai ma lettre pour Munich. Wolkonsky va vous remettre le passeport. Tout à vous.

12.

29 mai/10 juin 1815, de Heidelberg.

J'ai reçu vos deux lettres. Pardonnez-moi ma franchise, mais je diffère totalement d'opinion. Même, il me semble que la vôtre a subi une altération depuis nos conversations à Vienne.

Se plier au génie du mal, c'est consolider sa puissance, c'est lui offrir les moyens d'établir sa tyrannie d'une manière plus terrible que la première fois. Il faut avoir le courage de la combattre, et, avec l'aide de la Providence Divine, de l'union et de la persévérance, nous arriverons à un résultat heureux. Telle est ma conviction!

*) Il s'agissait des affaires de la Suisse.

**) C'était un mémoire du 17 mai, destiné au développement de dix observations principales.

N'ayant pas le temps de vous répondre en détail, je joins ici un petit mémoire que j'ai fait faire sous mes yeux, comme réponse au contenu de vos deux lettres *).

Tout à vous de cœur et d'âme pour la vie. Mille choses à Madame.

13.

Weimar, 23 novembre/5 décembre 1818.

Je ne puis laisser partir Michel sans me rappeler par quelques lignes à votre souvenir, cher et respectable ami.

Ai-je besoin de vous parler des sentiments indestructibles qui m'unissent à vous? Vous les connaissez depuis longtemps, et leur sincérité, ainsi que leur force ne peuvent s'attiédir. Mais j'ai besoin de vous remercier pour tout ce que vos lettres contiennent de si intéressant, et souvent de si précieux pour moi. Croyez que l'approbation de mon respectable Instituteur a un prix infini pour moi, que son souvenir m'occupe constamment, et que bien des fois je *me place, en pensée, en présence et vis-à-vis de lui, et tâche de pré-juger les conseils qu'il pourrait me donner.*

Si vous avez été content de mon langage ou de ma conduite dans des circonstances délicates ou épineuses, comme pendant la Diète à Varsovie, lors de cette dernière réunion à Aix-la-Chapelle, ou dans d'autres moments difficiles plus anciens, un *hommage à la vérité* me force à dire que je le dois à *cet appui qui ne nous manque jamais quand on le réclame avec confiance entière dans son efficacité.* Voici une assertion de la justesse de laquelle *je réponds.* Mon cœur qui vous chérit tendrement a eu besoin de vous faire cet épanchement, à vous, cher ami, de qui je tiens la presque totalité des notions et des connaissances que je possède.

Je recommande à vos soins et à votre amitié mon frère Michel. C'est un excellent jeune homme, réunissant à de bonnes intentions les meilleures qualités et beaucoup d'intelligence. Je lui envie le temps qu'il passera avec vous. Ma mère m'a dit vous avoir écrit sur ses intentions à son égard. A son départ de Russie, je l'ai muni de quelques réflexions générales que je désire qu'il vous montre. Je vous serai très obligé si vous faites remettre à la Légation à Berne, à mon adresse, le manuscrit dont vous m'avez parlé **). Soyez sans inquiétude sur ma santé; elle est excellente. Tout en menant une

*) Il s'agit ici des observations adressées au C^{te} Capo d'Istria le 20 avril *relativement à la situation de la Suisse*, et de la lettre que j'avais eu l'honneur d'adresser à S. M. I. le 1^{er} juin, sur le même sujet.

(Note de La Harpe.)

***) C'était le Mémoire sur *Rio de la Plata* que M. Ribadavia m'avait promis et qu'il m'avait adressé d'abord à Aix-la-Chapelle, où je n'étais pas.

(Note de La Harpe.)

vie active et laborieuse, je n'abuse pas de mes forces; ma sobriété très rigide les soutient et les conserve.

Ne m'en voulez pas pour la rareté de mes lettres. Ne voulant avoir que de bons instruments auprès de moi, j'en ai très peu: cela m'oblige à un travail personnel très étendu, et qui m'enlève tout mon temps. Mais j'en ai toujours pour penser à vous, vous chérir et vous porter dans mon cœur cette reconnaissance que je vous dois à tant de titres, et qui ne finira qu'avec ma vie.

Mille choses aimables de ma part à Madame, dont le souvenir m'a été bien précieux. Que je serais heureux, quand une fois je pourrais vous faire visite dans votre charmante habitation! Tout à vous, de cœur et d'âme, pour la vie.

II.

Lettres de La Harpe à l'Empereur-Alexandre I^{er} *).

1.

A S. M. l'Empereur Alexandre I^{er},
à Moscou.

St-Pétersbourg, 30 août 1801.

Sire, J'avais espéré pouvoir vous présenter un précis de ce qui s'est passé en Helvétie. Désirant le rendre concis, je n'ai pu le terminer encore. Si V. M. I. désire que je le Lui adresse à Moscou, Elle le recevra dans peu de jours; néanmoins, s'il n'y a pas d'urgence, je pourrais attendre Son retour, afin de donner les explications ultérieures. Au reste, tout ceci devant être subordonné à la supposition qu'il n'est pas indifférent pour la Russie que l'Helvétie devienne la proie de l'étranger, je viens, Sire, vous demander une grâce, celle de permettre que je réponde à ce qui vous sera présenté à ce sujet, dès que les intérêts particuliers de votre Empire vous permettront d'y mettre quelque importance.

Sa Majesté l'Empereur défunt n'eut jamais des données justes sur cette matière; vous trouverez sans doute convenable, Sire, de les rectifier par des faits, et de comparer les dires réciproques. Ainsi que je le disais à V. M. I., Elle doit tenir tribunal dans Son cabinet sur ce qui Lui est présenté chaque jour, *quelle que soit la personne qui ait parlé.*

L'extrait N^o 1 vous donnera déjà, Sire, une idée de la situation des affaires: il me vient d'un ami sûr. La présentation officielle au Roi d'Angleterre de l'ancien gouvernant bernois Freudenreich comme agent de l'ancien gouvernement, dont il y est fait mention, est de nature à aliéner plus que jamais les esprits, et peut forcer nos gouvernants provisoires, tout maladroits qu'ils sont, à se jeter plus que jamais dans les bras du gouvernement français, à l'influence duquel une politique sage devrait les soustraire, en faisant luire à leurs yeux l'espoir de n'être pas abandonnés à eux-mêmes.

*) Bibliothèque Particulière de S. M. l'Empereur, Section des Manuscrits, N^o 536, casier 1, rayon 3, carton 8.

V. M. I. trouvera sous le N^o 2 quelques résultats d'observations qui m'ont été faites en conversation. Il doit exister un mémoire intéressant sur cette matière importante: *A word to the wise*. Permettez encore, Sire, qu'usant des droits que votre amitié m'accorde, je vous présente les réflexions suivantes.

Il me semble d'abord qu'il est pour vous de la plus haute importance *de faire l'Empereur*, soit lorsque vous paraissez en public, soit lorsque vous traitez avec les hommes auxquels vous avez confié un département quelconque. Je ne suis point l'aveugle panégyriste de l'étiquette, mais lorsque le Chef d'une nation se présente, parle ou agit comme tel, il doit, suivant l'expression pittoresque de Démosthène, *revêtir la dignité de son pays*. Votre nation y est accoutumée depuis longtemps, surtout dans l'intérieur de l'Empire, elle y attache beaucoup d'importance, et je crois qu'elle en a besoin. Votre jeunesse, Sire, vous commande peut-être encore plus impérieusement de ne pas vous relâcher sur ce point. Accoutumé comme vous l'êtes à estimer les hommes ce qu'ils valent, et convaincu que l'instruction ne finit qu'avec la vie, vous accueillerez sans doute toujours avec empressement les lumières et ceux qui vous les transmettront, à quelque classe qu'ils appartiennent: mais, je vous en conjure, Sire, ne souffrez pas que sous aucun prétexte on exerce sur vous une influence quelconque. Ecoutez avec votre affabilité ordinaire, mais dirigez les conversations, et, après avoir recueilli les données, pesez les opinions dans la balance impartiale de votre judiciaire, prononcez ensuite et faites connaître *votre volonté*. Je dis *votre volonté* parce que les constitutions de votre pays et les intérêts de votre peuple ne donnent qu'à vous le droit de vouloir en dernier ressort: ils vous commandent même d'en user. Que ceux que vous avez placés à la tête des départements de l'administration publique, ministres ou autres, s'accoutument à l'idée qu'*ils ne sont que vos délégués*, que vous avez le droit de savoir tout, de tout connaître et que *vous voulez en faire usage*. Sur cela, point de partage! Les chefs de divers départements, je me rappelle, exerçaient jadis une autorité despotique; on eût dit que chacun d'eux était empereur. Cela déchargeait le Souverain, et il n'était pas de sa dignité de voir par lui-même! Tels étaient les motifs dont on étayait ce bel usage; mais que de maux innombrables en ont été les résultats, et qui eût osé les faire connaître! Je ne puis trop le répéter, Sire, traitez les chefs de divers départements avec les égards qui leur sont dus, écoutez-les, *mais jugez seul* et *sans eux*: faites-leur ensuite connaître avec calme que, votre décision une fois prise, il ne leur reste plus qu'à s'y conformer. Votre affabilité naturelle saura tempérer la gravité sévère du monarque, et le calme avec lequel vous émettrez vos ordres fera sentir la nécessité d'obéir sans que vous ayez besoin de recourir à votre autorité. Je n'insisterais pas tant sur ce point, Sire, si je ne connaissais pas la tendance universelle des chefs de départements et de la bureaucratie à devenir *exclusifs*. Permettez-moi de vous citer mon expérience. Pendant les dix-huit mois de mon administration, il fallut m'astreindre à une surveillance quotidienne pour retenir nos ministres dans l'ornière qui leur avait été tracée, et dont ils sortaient à chaque instant: et remarquez que c'était dans une république. La connivence ou la faiblesse de plusieurs de mes collègues leur ayant enfiu

fourni les moyens de se soustraire à cette surveillance, ils se coalisèrent contre les directeurs qui s'étaient montrés peu complaisants, en particulier contre moi qui ne pouvais agir seul, et renversèrent le Directoire, en mettant à la disposition de ses ennemis les moyens d'exécution dont ils étaient dépositaires. Vous, Sire, qui ne partagez le pouvoir avec personne, vous pouvez donc sans efforts ramener dans la bonne route ceux qui s'en écarteraient; il ne faut pour cela que contracter l'habitude de la surveillance.

Une seconde réflexion que je fais, serait que vous fixassiez une ou deux heures par semaine pendant lesquelles ceux qu'on appelle *Grands* seraient admis à vous approcher et à jouir de votre présence. Ces heures, Sire, ne seraient point perdues: elles vous gagneraient les cœurs en prouvant que vous rendez à l'âge et aux dignités ce qui leur appartient.

Une troisième réflexion serait d'exiger péremptoirement qu'on vous remît *de suite, par écrit*, les faits allégués pour ou contre les individus qu'on recommande ou qu'on inculpe, afin de pouvoir aller aux informations et de savoir à qui vous en prendre. Il serait même essentiel d'avoir dans votre cabinet un livre destiné à recevoir les données relatives aux individus qu'on vous indique, et de l'accompagner d'un registre des noms et des matières. Cette pratique serait surtout très utile pour choisir les hommes que V. M. I. charge de La représenter en pays étranger, et qui doivent être en premier *des hommes de Son choix*, aussi capables d'exécuter avec fidélité et intelligence les instructions émanées d'Elle que peu disposés à devenir les instruments d'autres volontés que la Sienne. La société des Jésuites, qui fut si bien servie, le dut à une pratique semblable. Comme gouvernant, j'en éprouvai jadis les bons effets et je me conforme à cette règle dans la note N^o 3 *).

Une dernière réflexion enfin, serait d'exiger que toute demande un peu importante vous fût adressée *par écrit et d'une manière concise*. Mais il faudrait aussi que V. M. I. répondît *catégoriquement* et aussi vite que possible. On se console d'un *Non*; les renvois et l'attente donnent de l'humeur, font des mécontents. Qui oserait se plaindre d'un monarque agissant comme administrateur de l'Etat?

Sire, vous allez recevoir les hommages d'un peuple immense; je sais qu'ils ne vous enorgueilleront pas, mais lorsque la couronne sera placée sur votre tête aux acclamations publiques, et certes elle est très significative, cette cérémonie, rappelez-vous les sublimes paroles de Joad dans *Athalie*, et répétez tout bas l'engagement que vous prîtes dès votre treizième année de travailler à fonder le bonheur de la Russie sur des bases inébranlables. Vos concitoyens et les étrangers ont les yeux fixés sur votre règne. Vous remplirez leur attente et mériterez d'immortels éloges en usant de vos moyens avec prudence,

*) Les trois pièces, N^o 1, 2 et 3, étaient des annexes que je ne retrouve ni parmi les originaux ni parmi les copies. Plus tard j'adressai à S. M. l'Empereur un modèle de registre pareil à celui dont je m'étais bien trouvé lorsque j'avais été gouvernant: je l'ai retrouvé dans le recueil de mes lettres qui m'a été envoyé.
(Note de La Harpe.)

courage, persévérance et énergie. *Tous les obstacles cèdent devant une volonté ferme et bien prononcée, que la sagesse dirige.*

Il me reste, Sire, à faire des vœux pour votre heureux voyage. Puissiez-vous y puiser de nouvelles forces, comme j'espère qu'il vous procurera de nouveaux moyens. Agréez, Sire, l'assurance de mon respect et de l'attachement inviolable que je vous ai voué pour la vie.

2.

A S. M. l'Empereur Alexandre 1^{er}, à Moscou,
à l'époque de son couronnement.

St-Pétersbourg,
3 septembre 1801.

Sire, Lorsqu'il existe dans un Etat des codes de lois dignes de ce nom, bien connus de chacun, et un mode de procéder usité depuis longtemps et réunissant à l'avantage de conduire vite et sûrement à la connaissance de la vérité celui de garantir de l'arbitraire, lorsque les emplois de judicature y sont le partage exclusif d'hommes destinés de bonne heure à remplir cette noble tâche et éprouvés quant à la probité, l'administration de la justice peut être considérée comme aussi parfaite que les œuvres humaines peuvent l'être.

L'intervention du Souverain dans les matières judiciaires serait, dans un pareil Etat, une monstruosité. Sa prérogative ne peut lui donner que le droit de veiller à ce que les tribunaux, toujours bien composés, ne franchissent pas les limites de leurs attributions. Avec une pareille organisation du *pouvoir judiciaire*, tous peuvent reposer en paix, *puisque gouvernants et gouvernés ont une commune garantie*. Mais, dans un pays dépourvu de ces avantages, où il n'existe ni codes de lois ni procédure judiciaire dignes de ce nom, dans un pays où, à l'exception de quelques obscurs rabulistes, nul n'étudie les lois, dans un pays où les tribunaux, *sans en excepter un seul*, composés en majeure partie d'hommes étrangers à leur vocation, n'ont aucune marche certaine, dans un pays où presque tout ce qui tient à cette intéressante branche de l'administration publique est incohérent et imparfait, le Souverain doit exercer des attributions supérieures à une simple surveillance.

Assurément, toute intervention semblable de la prérogative souveraine peut entraîner les plus graves inconvénients. Mais ces derniers seraient encore bien plus graves, si le Souverain abandonnait son peuple à des tribunaux composés comme il a été dit et dépourvus d'un fil pour se conduire. L'éminence de ces tribunaux serait même un motif de plus pour les soumettre à une *surveillance sévère*, qui leur ôtât la fantaisie d'abuser du désordre et de franchir les limites de leurs fonctions. S'il existait donc un pays auquel ce qui précède pût s'appliquer, je conseillerais au Souverain :

1) de conserver son droit d'intervention avec le plus grand soin, pour ne pas s'exposer à voir les tribunaux, et en particulier les plus éminents, travailler à perpétuer les abus ou à étendre leur autorité aux dépens de la sienne;

2) de s'occuper sérieusement et avec urgence d'une autre organisation de ce qu'on appelle le *Pouvoir judiciaire*, et de garder pour l'achèvement de cette salutaire entreprise l'exercice tout entier de sa prérogative. Par exemple, il pourrait: a) faire recueillir d'abord les lois et les usages de divers peuples dont il est le chef et provoquer tout homme capable à seconder ce travail; b) charger une commission de mettre en ordre ces données, de rédiger soit *les Codes particuliers* que la prudence commande peut-être d'accorder à diverses tribus, soit *un Code général*, et de présenter de plus une organisation des tribunaux concordante avec les lois nouvelles;

3) ces travaux méritoires étant terminés, et la nouvelle organisation ayant subi la critique des hommes qui pensent que les lois ne méritent le nom de bonnes qu'autant qu'on les adapte aux circonstances dans lesquelles se trouvent les gouvernants et les gouvernés, il serait digne d'un Souverain que la destinée appelle à préserver son peuple du despotisme, de sanctionner ce grand ouvrage et d'assurer par là aux gouvernés les bienfaits de *la liberté civile*, en même temps qu'il diminuerait sa propre responsabilité, et procurerait à sa prérogative une garantie qu'elle n'avait pas eue jusqu'alors *).

Il importe tant d'avoir des données pour être en état de prendre des mesures, que je ne puis m'abstenir de toucher encore ce point, instruit par les écoles d'autrui et par ma propre expérience. L'administration est subdivisée en divers départements, dont il est indispensable que le Souverain connaisse parfaitement l'organisation, la composition et les travaux. Cette connaissance indispensable pourrait s'obtenir en demandant à chaque ministre ou chef de département des mémoires clairs et concis, tant sur le personnel du département, sur les attributions et les travaux de celui-ci que sur son *état de situation* à une époque donnée: complets ou incomplets, ces mémoires fourniront des moyens d'aller aux informations et de recueillir de nouvelles données **). Mais pour les obtenir, il faut introduire *de fait* un usage différent de celui qui a eu lieu jusqu'ici et qui rend tout chef d'un département, tout président d'une commission, tellement arbitre de tout ce qui s'y traite ***) , que rien ne peut être porté au Souverain sans son aveu, et que la voix du mérite obscur et timide demeure étouffée, au détriment de la chose publique.

Maintenant, Sire, la subordination, mais d'un bras ferme, tenez les portes ouvertes à la vérité, et ne souffrez pas que les dépositaires de votre autorité

*) Il s'ensuit qu'avant l'époque de ces réformes préparées par des travaux et par l'opinion publique, il serait dangereux de se lier les mains en augmentant ou changeant seulement les attributions actuelles des tribunaux. On n'embarrasserait pas peu ceux qui désirent cette augmentation, ou qui voudraient soustraire les cours de justice à l'influence actuelle de la prérogative, en les invitant à expliquer ce qu'ils entendent par ces mots, *Pouvoir judiciaire, Pouvoir législatif, Pouvoir exécutif*, sources de tant d'erreurs. (Note de La Harpe.)

***) Il faut convenir du jour auquel ces mémoires seront remis. Fussent-ils pour la première fois des *contes bleus*, ils ne le seraient plus une seconde fois si le Souverain montrait une volonté bien décidée de *voir clair dans les affaires*. (Note de La Harpe.)

****) Entre autres exemples, je citerai la *Commission des écoles normales*, dont les travaux furent neutralisés, sous Catherine II, par une suite de cet usage.

(Note de La Harpe.)

en fassent un monopole à votre préjudice, en ne laissant passer que leurs clients, en éloignant quiconque ne fléchit pas devant eux. Si la calomnie et la méchanceté arrivent à vous par la même porte, et vous pouvez y compter, Sire, vous ne tarderez pas à les reconnaître. Mais portes et fenêtres ouvertes à quiconque apporte des vérités utiles, à quiconque veut et peut seconder Alexandre travaillant à éclairer son peuple et voulant lui donner une patrie à aimer, en lui assurant les avantages de la liberté civile!

Au nom de votre peuple, Sire, gardez intacte l'autorité dont vous êtes revêtu, et dont vous ne voulez user que pour son plus grand bien. Ne vous laissez point entraîner par *l'aversion que le pouvoir absolu vous inspire. Ayez le courage de le conserver tout entier et sans partage*, puisque la constitution de votre pays vous l'accorde légitimement, jusqu'au moment où, les travaux nécessaires pour lui fixer les limites étant terminés sous vos auspices, vous pourrez n'en retenir que ce que les besoins d'un gouvernement énergique exigeront *).

Cet ouvrage est de longue haleine. J'espère que vous vivrez pour le voir terminé et pour en jouir, mais que les chances de la durée de la vie ne vous engagent pas à précipiter les temps: ce serait le moyen de tout perdre.

Enfin, Sire, pardonnez à ma sollicitude cette nouvelle épître, dont voici le sommaire: *Prendre ad referendum les propositions tendantes à borner l'exercice de vos facultés, et ne contracter d'engagements que ceux que vous devez et pouvez tenir*. Ces avis vous seront superflus, sans doute, mais il m'est impossible de ne pas vous les transmettre **).

*) Vous savez, Sire, que le conseil aristocratique qui s'était emparé de l'autorité après la mort de Pierre II, fut regardé de mauvais œil par la nation. Toute limitation de votre autorité au profit d'une assemblée d'hommes organisée comme aujourd'hui le serait bien davantage, à moins d'avoir été amenée *par vous lentement*, et par *des institutions préparatoires* qui n'existent pas encore. Observez les vieux renards et les vieux courtisans. (Note de La Harpe.)

**) Le rapport présenté à l'Empereur sur le Sénat n'eût laissé au Monarque qu'un vain nom si on lui eût accordé tout ce que des ambitieux lui faisaient réclamer. Plusieurs mémoires avaient aussi été remis dans le but de profiter du libéralisme d'un jeune Prince pour l'engager à promettre ce qu'il n'eût pu tenir. La connaissance que j'avais de toutes ces menées fut ce qui me dicta cette lettre. (Note de La Harpe.)

III.

Quelques pièces de la correspondance de l'Empereur Alexandre I^{er} avec le prince Adam Czartoryski.

A) Lettres du prince à l'Empereur *).

1.

Pulawy, 28 février/12 mars 1811.

Sire, Je me disposais déjà à rendre compte à V. M. I. de mon séjour à Varsovie, lorsque je reçus la seconde lettre qu'Elle a daigné m'écrire en date du 31 janvier. La force du raisonnement qu'elle contient, l'image d'un avenir heureux et tranquille qui, sous vos auspices, Sire, pourrait s'ouvrir pour mon pays, et la manière franche et bienveillante dont vous nous l'offrez, m'ont fait éprouver à sa lecture une profonde émotion.

Depuis la réception de cette dernière lettre, il coûte m'en encore davantage de ne pouvoir dès à présent annoncer à V. M. I. des résultats qui répondent complètement à Son attente.

Je ne trouve rien à changer ni à rétracter dans le contenu de ma lettre précédente. La difficulté du plan et les moyens qu'il faudrait employer pour la surmonter y sont exactement indiqués. Mais il y manquait une conclusion, qui restait à faire après une inspection plus immédiate des choses, et cette conclusion n'est pas telle que je l'eusse souhaitée, puisqu'elle laisse et vos désirs et la destinée de mon pays dans une fâcheuse incertitude.

Le rétablissement de la Pologne dans son étendue passée, sous un régime national et constitutionnel, fait toujours le vœu unanime, le but unique des Polonais du Duché. Mais dans ce moment on ne saurait encore, surtout dans l'armée, produire subitement la conviction que ces vœux puissent se réaliser, que ce but puisse être atteint en abandonnant la France et en s'unissant à la Russie. Ce changement total dans les opinions, les idées, les sentiments et tous les rapports existants ne peut s'opérer immédiatement et d'un jour à l'autre. Pour le produire, on aurait besoin de temps et de circonstances qui préparent les voies et facilitent l'exécution.

*) Bibliothèque Particulière de S. M. l'Empereur, Section des Manuscrits, N^o 831, casier 2, rayon 3, carton 23.

La Russie et la France étant les deux puissances qui en mal ou en bien peuvent seules influencer sur le sort de la Pologne, il m'était facile d'amener la conversation sur cette matière délicate et d'entendre comparer les avantages et les inconvénients à prévoir de part et d'autre. Dans ces conversations, les arguments très forts dont le précis se trouve renfermé dans les lettres de V. M. I. ne manquaient jamais de faire la plus vive impression. Mais en dernière analyse c'était la confiance et la crainte aveugles qu'inspirent le génie, le savoir-faire et le bonheur de Napoléon qui semblaient l'emporter; qu'il puisse être vaincu, que les Alliés ne retombent pas dans les fautes qu'ils ont commises précédemment, sont deux suppositions dont la possibilité est difficilement admise. La confiance dans les moyens et dans les intentions de la Russie ne peut se ranimer instantanément; on ne saurait se familiariser que peu à peu avec l'idée que la Russie puisse jamais vouloir du bien à la Pologne, et lui offrir sincèrement sa régénération. Tout en reconnaissant les qualités qui distinguent V. M. I., on s'imagine qu'il faut séparer Sa Personne de la politique de Son Cabinet et de l'esprit qui règne dans Son armée. Ces derniers, on les suppose à jamais hostiles au nom polonais; de sorte que l'idée d'une entrée des troupes russes s'est confondue dans beaucoup de têtes avec celle de dévastation et de joug humiliant. Malheureusement les événements passés, la conduite et surtout les discours des militaires russes pendant la campagne de Galicie a fourni des arguments à cette opinion. „S'il se forme une nouvelle coalition contre la France, quels que soient les risques que nous courrions dans ce terrible conflit, il vaut pourtant mieux nous en tenir au plus habile, et à celui qui a déjà prouvé par des faits l'intérêt qu'il prend à la cause de la Pologne: l'expérience du passé doit nous éclairer sur l'avenir“. Voilà les raisonnements que j'ai entendu faire. Ce n'est pas, je le répète, que la pluralité ne réfléchisse sur le sort qui attend ce pays, qu'elle ne sente tous les avantages qui résulteraient pour la Pologne si elle renaissait du gré de la Russie: je n'ai rencontré personne qui ne sache rendre justice à V. M. I., et dans la discussion Elle entendrait énoncer des opinions qu'Elle trouverait conformes à Ses vues. Mais ces discussions se terminent d'ordinaire par un regret de ce que V. M. n'a pas profité des occasions qu'Elle a eues pour créer et s'attacher la Pologne, et par le souhait qu'Elle ne laisse pas échapper cette même occasion si jamais elle se présentait de nouveau.

Nous n'en sommes pas encore au point de pouvoir dépasser cette limite; les difficultés de loyauté, de reconnaissance, de confiance, de crainte, en un mot toutes celles que j'ai énumérées, ont encore trop de pouvoir, parce qu'il n'y a dans le passé aucun *trait* à leur opposer. Tout le monde est d'accord tant qu'il ne s'agit que de raisonnements et de vœux à former pour l'avenir; mais dès qu'on touche à l'action, dès qu'on suppose une détermination à prendre immédiatement, l'ascendant de Napoléon, qu'aucun événement arrivé, aucun travail suivi n'a miné jusqu'à présent, reprend naturellement le dessus.

Le germe des opinions et des sentiments qui peuvent convenir aux vues de V. M. I. existe donc et existera, car on sera toujours ici polonais et pas



Le Prince P. Wolkonsky



Le Comte N. Tolstoy



Le Baronnet J. Wyllie



A. Solomka

français, mais ce germe trop constamment étouffé par les événements passés, pour reprendre du ressort et produire des effets, aurait besoin ou d'être ranimé par un système de conduite différent de celui que la Russie a suivi jusqu'à présent, ou bien d'être développé instantanément par un nouvel aspect des choses déjà existant.

Il faudrait donc que le gouvernement russe puisse pendant quelque temps chercher les moyens de prouver sa bonne volonté non seulement aux Polonais de sa domination, mais aussi au Duché de Varsovie, se montrer moins opposé à la cause de la Pologne, profiter des occasions qui peuvent s'offrir pour faire apercevoir de plus en plus, et par des exemples à citer, que les intentions véritables de Napoléon sont beaucoup moins généreuses et moins bienveillantes que celles de V. M. I.

Ou bien il faudrait que de premiers succès marquants aient brisé le prisme dont Napoléon a fasciné tous les yeux, et que la conduite de vos armées lors de leur entrée dans le pays et d'autres faits analogues aient donné naissance à une juste confiance dans les moyens et les intentions de la Russie: pour lors, sans doute, la proclamation de V. M. I. serait reçue avec joie et enthousiasme, et produirait tout l'effet qu'Elle a droit d'en attendre. Comme, dans les guerres contre Napoléon, les commencements sont pour la plupart brillants, mais le point difficile est de les soutenir, il semble que ce serait un avantage important et un grand résultat des premières victoires, si elles servaient à conquérir l'attachement unanime d'une nation guerrière et nombreuse qui, par son adhésion à la cause commune, contribuerait beaucoup à assurer le succès final. Car, dans ce cas, cette même armée qui aujourd'hui balancerait d'abandonner les drapeaux de Napoléon, refusera pour sûr de marcher contre ses propres foyers, et finira par se réunir à ses frères. Mais tant que rien de pareil n'aura précédé, le pouvoir moral de la France, l'ascendant que des succès constants d'une part et des fautes accumulées de l'autre ont assuré à Napoléon, conservera probablement son influence tout aussi bien ici qu'en Bavière, dans le Wurtemberg et en Saxe.

Les choses changeraient aussi du tout au tout si Napoléon venait à mourir. Comme le charme tient à sa personne, il cesserait avec lui; alors on considérerait la position du pays avec calme et sans illusion, et l'on se porterait du côté où des avantages plus solides seraient assurés.

Tels sont les résultats de mes observations sur les lieux; je me suis fait une loi de vous les soumettre, Sire, avec toute la véracité et la franchise possible. Elles se réduisent à ce qui suit: qu'il a existé plusieurs circonstances où il ne dépendait que de la Russie de relever la Pologne et de se l'attacher à jamais, que, ces occasions ayant échappé sans que V. M. ait pu ou voulu en profiter, la situation actuelle des choses ne se prête pas à satisfaire instantanément à Ses vues, surtout de la manière dont Elle l'exige dans Sa dernière lettre, mais que l'occasion qui a passé, qui n'existe pas encore, peut aisément revenir et amener les résultats désirés. Dans les temps où nous vivons, les événements marchent si vite et font varier si promptement les opinions, que ce changement peut s'opérer beaucoup plus tôt que nous ne l'imaginons.

Au reste, Sire, dans aucun cas je n'aurais été en état de vous procurer les signatures que vous croyez indispensables pour être certain de la coopération du Duché. En prenant même les choses au mieux, j'aurais trouvé des difficultés à obtenir beaucoup de ces signatures, et j'aurais craint en les exigeant de faire éventer tout le plan. Mais j'aurais cherché à vous offrir d'autres sûretés moins sujettes à inconvénients, et j'ose dire que la meilleure de toutes eût été si j'eusse positivement assuré V. M. I. qu'Elle peut compter sur la réunion des habitants et la coopération de l'armée.

Il ne m'appartient pas de débattre la question s'il convient à V. M. de prendre ou non le caractère d'agresseur, de hâter ou de retarder une rupture avec la France. Me trouvant à près de trois cents lieues, ayant perdu le fil des affaires et ne les voyant que d'une seule face, je ne puis avancer un avis à ce sujet.

En bornant mes raisonnements à ce qui a rapport à la Pologne, si j'avais des conclusions à tirer des observations que je viens de fournir, elles consisteraient dans les points suivants :

1^o Dans le cas que V. M. I. jugera à propos de laisser filer le temps sans rien entreprendre d'hostile, Elle devrait profiter de ce temps pour se mettre pour ainsi dire en coquetterie non seulement vis-à-vis des Polonais de Sa province, mais particulièrement vis-à-vis du Duché. L'accueil favorable que V. M. a fait dernièrement à quelques-uns des premiers circule déjà, et ne sera pas perdu ; mais c'est surtout ce qui regarde le bien général des provinces et leur nationalité séparée qui ferait effet. D'un autre côté, le règlement qui fixe en Russie pour seules douanes d'entrée Polangen et Radzivilow est cité comme preuve d'une prédilection marquée pour les pays prussiens et autrichiens et d'une volonté décidée de ruiner le Duché. Les vues bienfaisantes de V. M. sur la Pologne ne pourraient-elles devenir matière à négociation, servir à accorder les intérêts des deux Empires, et empêcher une guerre sanglante en Europe ? Ce serait peut-être une manière d'éclairer préalablement l'opinion sur les véritables intentions des deux Souverains qui s'apprentent à rentrer en lice.

Il me vient une idée à cet égard que je vais soumettre à V. M. I. et dont Elle fera tel usage que l'ensemble de Ses combinaisons politiques Lui permettra. V. M., ayant une fois rassemblé Ses forces de manière à être également prête à l'offensive comme à la défensive, mais décidée pour le moment à garder cette dernière, pourrait tenir à Napoléon ce langage : que l'accroissement inquiétant de la puissance française par l'incorporation de la Hollande, d'une grande partie de l'Allemagne et par l'élévation au trône de Suède d'un Prince français, et l'augmentation successive des armées de Napoléon dans les nouveaux départements allemands vous avaient forcé de votre côté à augmenter votre armée et à réunir la plus grande partie sur vos frontières occidentales afin d'être prêt à tout événement ; que cependant il vous était impossible de faire des efforts aussi dispendieux et de tenir longtemps sur pied des forces aussi considérables si vos finances restaient dans leur état actuel ; que par conséquent, si la sûreté de votre Empire exigeait que vous gardassiez

cette attitude, vous seriez en même temps obligé de vous mettre à même de la soutenir, et que, dans ce cas, vous ne pourriez faire autrement que d'ouvrir incessamment vos ports au commerce anglais et de vous séparer du Système appelé Continental, car c'était le seul moyen de soutenir un état militaire aussi nombreux; qu'il ne se présentait qu'une manière d'arranger la chose à la satisfaction des parties, c'était de rétablir la Pologne dans sa grandeur passée, à laquelle vous garantissiez solennellement une constitution, un gouvernement et une existence séparée sous la condition que la couronne de Pologne soit réunie à celle de Russie; que de cette manière toute raison de défiance et de brouillerie cesserait entre les deux Empires et que la Russie acquerrait un surcroît de forces approchant de celui que la France venait de se donner, et, gagnant un degré de sécurité de plus, pourrait dans ce cas persévérer encore dans le système de Napoléon; que ce serait d'ailleurs contenter les vœux d'une nation à laquelle Napoléon dit prendre intérêt et exécuter ce que lui-même vous avait déjà proposé à Tilsit.

Si Napoléon consent, la position de la Russie se renforce du double. Ayant dans la Pologne un boulevard assuré, elle ne sera plus obligée, au grand détriment de ses finances, de tenir sur pied une masse de troupes aussi énorme. Si Napoléon ne consent pas, vous êtes libre d'ouvrir vos ports, et vous tenez en main le moyen le plus sûr de dévoiler ses véritables intentions relativement à la Pologne et de faire connaître combien les vôtres en comparaison sont plus sincères, plus sages, plus bienveillantes.

2^o Dans le cas que V. M. jugeât à propos de rompre la première, ou qu'Elle fût forcée à se défendre, en tout état de choses dès que la guerre commencera, il paraîtrait convenable de procéder à l'exécution du plan de V. M. I., et de proclamer la Pologne sous les conditions les plus attrayantes, dans le moment qui, vu les circonstances d'alors, sera jugé le plus propice, et nommément aussitôt que la marche des troupes russes vous aurait mis en possession du Duché et de la ville de Varsovie.

La peine et les regrets que j'éprouve de ce que les vues sages et généreuses de V. M. I., qui sont faites pour devenir une source de gloire pour son règne et de bonheur pour mon pays, ne puissent être remplies dès à présent de la manière dont Elle le désire, ces regrets, dis-je, ne sont diminués que par l'espoir que V. M. ne se laissera pas décourager par un premier essai, qu'Elle persévérera dans Ses nobles intentions, et qu'un avenir peut-être prochain indiquera le moment où elles pourront encore s'effectuer avec succès.

Lorsque, dans ma lettre précédente, j'élevais un doute que Napoléon ne fût pas informé du changement qui s'opérait dans les idées du Cabinet de Pétersbourg, mon seul but était d'engager V. M. à ne pas baser Ses calculs sur une ignorance qui me paraissait très improbable. Je soupçonne même que Napoléon est à la piste des plans de V. M. relativement à la Pologne, à quoi les discours du public de Pétersbourg doivent nécessairement contribuer.

Avant d'avoir lu l'avis que vous daignez, Sire, me donner sur la police de Paris, j'avais su qu'un agent de M. de Savary était arrivé à Varsovie, chargé spécialement de surveiller s'il ne se formait pas un parti russe dans le

Duché, et d'avoir l'œil à cet égard sur ma famille, et sur moi en particulier. V. M. n'a-t-Elle pas fait quelques confidences à M. d'Oginski, car il était fort suspecté à Paris à cause de différentes phrases qui lui étaient échappées? On savait aussi que l'ex-maréchal Rovinski, demeurant à Breslau, homme généralement mésestimé et taré dans l'opinion publique, qui est regardé comme une espèce d'agent intermédiaire entre la Russie et la Prusse, avait tenu des propos sur les projets que les Alliés avaient en faveur de la Pologne. Toutes ces notions m'ont convaincu que l'on était aux aguets et que je pouvais facilement être compromis. C'est ce qui m'a fait redoubler de précautions et hâter mon départ de Varsovie, d'autant qu'après y avoir passé près d'un mois, un plus long séjour devenait pour le moment inutile, et ne pouvait m'apprendre rien au delà de ce que je viens de soumettre à V. M. I.

Je joins ici une traduction de la Constitution du 3 mai. Les additions et les modifications qu'il faudrait y faire seraient un travail qui prendrait trop de temps pour l'entamer dans ce moment et retarder cette expédition.

Il ne me reste plus que d'ajouter quelques mots sur moi-même. Vous avez daigné, Sire, m'accorder un semestre indéfini et la permission d'aller dans l'étranger. Cependant cette permission n'est énoncée que dans la lettre de V. M.: ne jugera-t-Elle pas convenable de la confirmer par l'oukaze usité?

Mes projets particuliers sont toujours de partir pour l'étranger à la belle saison, d'autant que ma sœur aînée veut faire le même voyage à cause de sa santé et qu'elle désire que je l'accompagne. Après avoir été aux eaux, nous voudrions visiter la Suisse, pays qui, entre tous ceux qui sont sous l'influence française, est le seul que l'on puisse regarder comme toujours neutre et celui où l'on peut rester le plus tranquillement. Cependant, jusqu'à la belle saison établie, je veux dire jusque vers la fin de Mai, j'aurai tout le temps d'attendre et de recevoir les ordres ultérieurs de V. M., si Elle juge à propos de m'en donner. Peut-être qu'après avoir laissé passer quelques semaines, je ferai encore une course à Varsovie, pourvu que j'en trouve un prétexte plausible. Je me déciderais même plus tard à ne pas m'éloigner de ses environs si j'imaginais pouvoir être de quelque utilité à la chose commune. Mais au cas que la tournure des circonstances me persuade du contraire, je désirerais ne pas remettre un voyage dont ma santé a besoin.

Permettez, Sire, qu'à cette place je vous réitère ma prière pour un congé absolu. L'avenir est si incertain et les événements ont un cours si précipité que je ne saurais ne pas désirer ma démission. Cette formalité ne changera rien à mes rapports et à mon dévouement pour V. M. I., et pourra ou me sauver de cruels embarras, ou me rendre plus capable d'être utile à votre cause. J'ai toujours ardemment désiré de réunir la gloire et les intérêts de V. M. à ceux de mon pays: je serai toujours prêt à travailler avec tout le zèle possible à ces deux buts. Toutefois, aucun de mes sentiments n'étant caché à V. M. depuis quinze ans, Elle sait que mon premier intérêt, mes premiers vœux doivent être pour ma patrie.

Par une bizarrerie tout à fait singulière, V. M. I. connaît à cet égard la pureté de mes sentiments beaucoup mieux que divers de mes compatriotes

qui supposent que les opinions que j'ai souvent énoncées relativement aux affaires de Pologne sont motivées par des vues d'intérêt personnel et d'ambition qu'ils croient pouvoir être plus facilement contentées lorsque nous aurons été redevables à V. M. de la renaissance de notre patrie. Voilà pourquoi, si les circonstances le permettent, et que ce soit par la Russie que la Pologne obtienne son rétablissement, je pense que, dans ce cas surtout, il serait très à propos que je sois hors du service, car cela me donnerait bien plus de moyens d'agir et d'être utile au but commun.

Je ne répéterai plus ma demande, Sire, mais daignez vous rappeler que je ne cesse de vous l'adresser, parce que, même abstraction faite de toute considération publique, mes circonstances particulières m'y obligent. Du reste, je m'en remets à V. M. I.; Elle n'a qu'à décider de la manière et du moment où Elle voudra me l'accorder.

Je suis avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté Impériale le fidèle sujet, A. Czartoryski *).

Apostille. On m'avait promis pour sûr la traduction de la Constitution du 3 mai. Ne l'ayant pas reçue jusqu'à présent, je ne retarderai pas davantage l'envoi de cette lettre, et la traduction suivra plus tard.

2.

Pulawy, 28 février, 12 mars 1811.

C'est pour la première fois de ma vie que je m'adresse à V.M.I. pour une affaire d'argent, et je me flatte qu'Elle approuvera les motifs qui m'y décident. Mon père avait emprunté pour huit ans deux cent cinquante mille roubles à la Banque. Au terme du paiement, nous eûmes l'espoir d'obtenir cette même somme pour huit autres années. Cet espoir manqua, à cause des mesures prises dans toutes les banques publiques pour arrêter la baisse des assignations. J'étais déjà parti de Pétersbourg. M. Rall nous rendit le service important de payer notre dette à la Banque, sans quoi la terre hypothéquée, comme d'usage, eût été séquestrée. Par l'extrême inexactitude des postes et peut-être par la négligence de mes gens d'affaires et celle de M. Rall lui-même, ce ne fut que le 12 janvier que je reçus le premier avis, encore très imparfait, de cette transaction. Jugez, Sire, de ce que j'éprouvais lorsqu'à mon retour de Varsovie je trouvais ici deux lettres arrivées coup sur coup par des estafettes, dont je prends la liberté de joindre ici des copies **).

Depuis ce moment je n'ai ni paix ni repos, je me donne tous les soins imaginables pour rassembler et faire parvenir la somme de 40.000 ducats à Pétersbourg dans le plus court délai possible. Les arrangements que j'ai pris me donnent la certitude qu'elle sera payée en totalité vers la fin du mois

*) Toutes les lettres du prince Czartoryski à l'Empereur se terminent par cette même formule.

***) V. plus bas, pp. 358 et 359.

de juin. Mais je tremble que jusque-là M. Rall, malgré les envois que je m'efforcerais de lui faire entre temps, ne se trouve dans la nécessité de suspendre ses paiements.

Daignez, Sire, s'il est possible, faire en sorte que je n'aie pas à me reprocher d'avoir été la cause, quoiqu'involontaire, de la ruine de cette famille, et que Rall ne soit pas perdu pour m'avoir rendu service. M. Rall a toujours des comptes à régler avec la Couronne. Ne pourrait-on pas le sauver en n'exigeant pas trop sévèrement des paiements qu'il doit faire, ou bien en l'aidant de quelque somme dans le moment critique?

Pour ma part, tout ce que je solliciterai, c'est que V. M. I. veuille l'aider de quelque manière que ce soit, jusqu'à la concurrence de 40.000 ducats sur lesquels, nous venons, mon père et moi, de lui donner une obligation dans les formes requises, promettant de le payer à la fin de juin cette année, sous l'hypothèque de nos terres.

V. M. I., en tendant une main secourable à Rall, sauverait une famille intéressante de sa perte, me sauverait moi-même d'une cruelle situation et ne risquerait rien pour Ses avances, car si même il était possible qu'elles ne fussent pas remboursées au mois de juin prochain, nos terres seraient une sûreté plus que suffisante pour cette somme.

Si V. M. ordonnait de faire quelque avance à M. Rall en fondant leur rentrée sur ma dette, je supplierais dans ce cas de faire présenter à qui il appartiendrait notre obligation originale, afin qu'il y soit inscrit quelle partie de la somme sera due à la Couronne. Nous risquerions autrement de payer deux fois: il se pourrait d'ailleurs que d'autres eussent déjà avancé des fonds sur cette même sûreté.

Si V. M. I. veut m'accorder la grâce que je sollicite, et qu'Elle soit disposée à aider Rall, daignez, Sire, le faire chercher et lui parler à ce sujet, car, comme il n'est pas prévenu de ma lettre à V. M., je doute qu'il ose s'adresser à Elle dans sa détresse.

Veuillez, Sire, excuser mon importunité. C'est avec une crainte et une anxiété extrême que j'attendrai les premières nouvelles de Pétersbourg. Je ne me serais pas permis d'importuner V. M. s'il ne s'agissait d'empêcher la ruine de toute une famille.

Lettre du banquier Rall au prince Czartoryski.

St-Pétersbourg, ce 7 février 1811.

Les malheurs m'accablent, ma réputation est compromise, et je péris si vous ne venez promptement à mon secours. J'ai payé votre dette à la Banque pour vous sauver des désagréments, et je me suis par là attiré des malheurs sans fin! Je l'avais prévu et néanmoins je me suis exposé sur l'assurance solennelle de M. de Witzki que je serai remboursé sans faute

vers le 20 janvier. J'ai besoin sans le moindre retard de 40 mille ducats qui ne font qu'une partie de votre dette: je suis sacrifié, et par vous, mon Prince, si vous différez un moment.

Lettre de Mme Rall.

Ce 10 février.

Votre bonté connue, la noblesse de vos sentiments, et le désespoir dans lequel l'état de mon mari me met, sont de sûres garanties que vous pardonneriez la liberté que je prends de vous écrire pour vous supplier de venir à notre secours.

Depuis plusieurs semaines, je vois mon mari dans les plus vives inquiétudes, et je viens enfin d'apprendre qu'il vous a expédié une estafette pour vous demander 40 mille ducats qu'il attendait déjà de vous, mon Prince, en janvier. Sa situation ne peut se dépeindre, elle devient plus cruelle de jour en jour, et si vous ne lui envoyez pas incessamment les 40 mille ducats sur ce que vous lui devez, il sera réduit à suspendre ses paiements.

Au nom de Dieu, mon Prince, sauvez-nous de ce malheur affreux, qui non seulement entraînerait notre ruine totale, mais qui nous ferait à moi et à mes huit enfants éprouver le malheur plus grand encore de perdre mon pauvre mari, qui, par la véhémence de son désespoir, n'y survivrait certainement pas.

Il vous suffira sans doute, mon Prince, de penser que le sort d'une famille entière dépend de vous, pour vous animer à employer tous vos efforts pour éloigner d'elle le terrible malheur dont elle est menacée.

J'ai encore une grâce à vous demander, c'est que mon mari ne soit jamais informé de la démarche que j'ai faite auprès de vous.

C'est avec les sentiments de la plus haute considération que j'ai l'honneur d'être, etc.

3.

Pulawy, 21 mars/2 avril 1811.

J'ai pris la liberté dans une de mes précédentes de confier à V. M. I. les embarras dont le banquier Rall était menacé. L'envoi que je lui ai fait des fonds que j'ai été en état de ramasser ici me donne l'occasion de vous adresser, Sire, la présente. Quoique je n'aie rien de nouveau à mander à V. M., je n'ai pas voulu manquer d'en profiter.

V. M. I. sera étonnée d'apprendre que, quoiqu'on parle chez nous sans cesse de la Constitution du 3 mai, et qu'on déplore sa chute, il soit cependant presque impossible d'en trouver le texte, dont jadis on a fait une édition en plusieurs langues et qui maintenant est devenu un ouvrage rare. Je n'ai pu encore me le procurer. J'y trouve surtout de la difficulté à cause que dans

ce moment tous les yeux sont ouverts, la moindre circonstance est remarquée, et qu'une recherche trop insistante de cet ouvrage ferait naître des soupçons. Mais je me rappelle que, dans les *Constitutions des principaux Etats de l'Europe* par M. de la Croix *), on trouve celle du 3 mai, textuellement ou par extrait, si je ne me trompe, dans le 4^e et dernier volume. J'engage donc V. M. I. de se faire apporter cet ouvrage, que les libraires de St-Pétersbourg ne manqueront pas d'avoir.

Le rassemblement des troupes russes sur les frontières du Duché et de la Prusse met en mouvement toutes les têtes. Des négociants de Pétersbourg ont mandé à leurs correspondants de Varsovie qu'il était question que V. M. voulait se faire proclamer Roi de Pologne. Des lettres du cordon russe font mention du même bruit: il commence donc à se répandre. Peut-être que les conversations que j'ai engagées sur ce sujet y auront contribué; cependant je ne le crois pas, parce qu'il ne m'est pas encore revenu qu'on m'ait jamais nommé comme étant pour quelque chose dans ces bruits. L'idée de la réunion des couronnes de Russie et de Pologne sur votre tête a été tant de fois reproduite et si généralement connue, qu'il n'est pas étonnant que la moindre apparence la réveille et la propage.

Ceci a l'avantage pour le moment que les esprits s'accoutument de nouveau à considérer ce dénouement comme possible et à peser les avantages qui en résulteraient, sans que V. M. puisse aucunement être compromise par là vis-à-vis de Napoléon: car, puisqu'il ne Lui est pas possible d'arrêter les propos vagues qui circulent dans le public de Pétersbourg, comment pourrait-Elle empêcher ceux dont le public de Varsovie s'entretient? Cependant, je le répète, pour qu'il s'en suive une opinion réellement favorable à la Russie, susceptible de résultats effectifs et analogues aux désirs de V. M., il faudrait du temps, il faudrait une conduite soutenue de Sa part et des succès qui prouvent que les Français peuvent avoir le dessous.

En attendant que j'apprenne, Sire, vos résolutions ultérieures, j'essaie, par le peu de moyens qui peuvent ne pas me compromettre, d'influencer l'opinion. Il serait nécessaire de lui donner l'assiette qu'elle doit avoir, d'élever l'esprit public à sa hauteur véritable et de faire sentir qu'une nation, pour renaître, ne doit pas être l'instrument d'autrui, mais doit agir par elle-même et pour elle-même, doit être capable de chercher sans prévention ses propres avantages partout où il lui seront offerts. Cette impulsion conforme au bien de ce pays-ci, si on parvenait à la donner, pourrait seule favoriser les projets de V. M.

Ayant appris que M. d'Oginski s'est rendu à Pétersbourg, je crois de mon devoir d'avertir V. M. I. qu'il ne jouit pas d'un grand crédit et d'une estime générale chez nous. On le croit léger et inconséquent: la tournure de son esprit et plusieurs traits de sa vie lui ont donné cette réputation. Au

*) *De la Croix, Constitutions des principaux Etats de l'Europe et des Etats-Unis d'Amérique*, T. I-V 1793, T. VI 1801. V. T. III, pp. 279—336, XXXVII^e discours, Constitution de Pologne

reste, si jamais V. M. procède à l'exécution de son projet, sa réussite dépendra en grande partie du choix qu'Elle fera des gens qu'Elle emploiera: je crois donc d'obligation absolue de Lui parler toujours à ce sujet avec la plus grande franchise. Je supplie surtout V. M. de ne faire aucune mention au comte Oginski de votre correspondance avec moi, car je craindrais, sans mauvaise intention de sa part, que de confiance en confiance je ne finisse par beaucoup risquer ici.

Je suis coupable de n'avoir pas jusqu'à présent parlé à V. M. I. de la reconnaissance dont mes parents et le reste de ma famille sont pénétrés pour le souvenir dont vous les honorez, Sire, et de ne m'être pas acquitté de la commission qu'ils ne cessent de me donner de les mettre à vos pieds.

Daignez, Sire, avant qu'il plaise à V. M. de décider plus définitivement sur mes demandes, ne pas oublier l'oukaze nécessaire pour la continuation indéfinie de mon semestre.

4.

Pulawy, 12/24 juillet 1811.

Sire, n'ayant reçu depuis longtemps aucun ordre de la part de V. M. I., et ne voyant pas revenir la personne que j'ai envoyée à Pétersbourg, je me suis décidé à partir incessamment pour les eaux de Silésie. La belle saison est déjà si avancée qu'en retardant plus longtemps mon départ, je perdrais cette année toute possibilité d'y aller avec ma sœur, qui en a plus besoin que moi et qui difficilement se résoudrait à entreprendre ce voyage si je ne l'y accompagnais. Privé de tout avis de la part de V. M., je crois ne rien omettre par cette course et ne point manquer à ce que Ses intentions pourraient exiger. Je n'ai pas beaucoup à ajouter à mes lettres précédentes. L'opinion que la Pologne n'a rien à attendre des promesses de Napoléon, et qu'il ne pense pas sincèrement à la rétablir sous une forme qui puisse convenir aux Polonais, commence à circuler et à pénétrer même dans l'armée. Les progrès de cette opinion sont déjà visibles, mais sa marche est lente et craintive; car, les bruits qui venaient de Lithuanie et qui annonçaient vos vues bienveillantes ayant aussi cessé, l'on a peine à asseoir ses idées d'une manière quelconque et l'on ne sait pas où rattacher ses espérances. L'on est abattu, obéré d'impôts et sans moyens de les payer. L'habitude du train adopté, la terreur d'un changement en pire, plutôt qu'une véritable conviction, retiennent encore les Polonais du Duché dans la voie où tant de circonstances les ont forcés à entrer. Mais cet état de choses ne peut guère durer; il est moralement et physiquement impossible de le supporter pendant longtemps. Le changement d'opinion qui s'opère dans l'armée, et qui est déjà sensible, peut devenir très marquant, si l'accablante situation du moment continue et si V. M. garde toujours Ses intentions précédentes.

Il paraît que la France, s'obstinant à la conquête de l'Espagne, met un grand prix à conserver la paix avec la Russie. Les préparatifs guerriers dans

le Duché n'en sont pas moins poussés avec activité. Je sais de très bonne part que Napoléon a tenu dernièrement le propos suivant: „Qu'un seul Kozak „pénètre dans la frontière du Duché de Varsovie, et je proclame la Pologne. „On dit que l'Empereur Alexandre a le même projet, et qu'il désire devenir „Roi de Pologne. Si c'est de gré à gré, je ne m'y oppose pas: au contraire, „j'y accéderai volontiers. Moi-même je lui en avais déjà fait l'offre, mais alors „il n'a pas voulu l'accepter. Je consentirais même que son frère devienne „Roi de Pologne“. Voilà ses propres paroles! V. M. I. en fera son profit, mais sans citer le propos, car cela pourrait compromettre la source d'où je le tiens.

L'idée que j'ai soumise à V. M. dans une de mes lettres d'entrer en négociation directement avec Napoléon sur le Royaume de Pologne en présentant sa formation comme moyen de régler les différends, d'empêcher la guerre et de consolider la bonne harmonie entre les deux Empires, cette idée, dis-je, me paraît toujours une des plus acceptables. La situation présente des affaires de l'Europe semble s'y prêter et lui être très propice, et je n'aperçois pas les inconvénients qui pourraient en résulter pour V. M. I.

B) Lettre de l'Empereur au prince Czartoryski *).

1^{er} avril 1812.

Je ne sais, mon cher ami, si vous avez pénétré la cause de mon silence? Vos précédentes lettres m'ont laissé trop peu d'espoir de réussite pour m'autoriser à agir, à quoi je n'aurais pu me résoudre raisonnablement qu'ayant quelque probabilité de succès. J'ai donc dû me résigner à voir venir les événements et à ne pas provoquer une lutte dont j'apprécie toute l'importance et le danger, sans croire cependant pour cela y échapper.

Une seconde cause aussi a mis obstacle à notre correspondance. J'ai su de source certaine que tous vos pas étaient épiés et que l'espionnage le plus adroit se trouvait organisé autour de vous. Je ne voulais donc pas vous exposer au moindre danger, et j'ai cru que, par une interruption de communication totale pendant un temps assez considérable, les soupçons qu'on avait sur vous se calmeraient et qu'alors, en y mettant encore plus de prudence et de circonspection que par le passé, nous pourrions la reprendre sans risque pour vous.

Finalement les projets qui nous ont occupés, soit par leur probabilité, qui ne pouvait échapper à tous les êtres pensants, soit par l'indiscrétion de quelques-uns de vos compatriotes, qui, dans de bonnes intentions, ont répandu

*.) Bibliothèque Particulière de S. M. l'Empereur, Section des Manuscrits, № 831, casier II, rayon 3, carton 23. Brouillon au crayon, de la main même de l'Empereur Alexandre I^{er}.

imprudemment leurs propres idées, ces projets, dis-je, ont pris une publicité qui ne pouvait que leur être très désavantageuse, de manière qu'on en a parlé même à Dresde et à Paris.

Toutes ces considérations m'ont fait garder ce long silence, mais ni l'intérêt que m'ont inspiré les idées qui nous ont occupés, ni la résolution de les mettre en œuvre *quand les circonstances s'y prêteront*, ne m'ont abandonné un instant. Les papiers ci-joints peuvent vous en convaincre mieux que tout ce que je pourrais vous en dire.

La rupture avec la France est inévitable, à ce qu'il paraît. Le but de Napoléon est d'anéantir, ou d'abaisser du moins, la dernière puissance qui reste sur pied en Europe, et, pour y parvenir, il met en avant des prétentions inadmissibles et incompatibles avec l'honneur de la Russie. 1^o Il veut que tout commerce avec les neutres soit interrompu: c'est nous priver du seul encore qui nous reste. 2^o En même temps il exige que, privés de tout moyen d'exporter nos propres productions, nous ne mettions aucune entrave à l'importation des produits de luxe français, que nous avons prohibés n'étant plus assez riches pour les payer.

Comme jamais je ne puis consentir à des propositions pareilles, il est probable que la guerre doit s'en suivre, malgré tout ce que la Russie a fait pour l'éviter. Elle va faire couler des flots de sang, et cette pauvre humanité va être encore sacrifiée à l'ambition insatiable d'un homme créé, à ce qu'il me semble, pour son malheur.

Vous êtes trop éclairé pour ne pas voir combien de sa part les idées libérales envers votre patrie y sont étrangères. Napoléon a eu à ce sujet des conversations très confidentielles avec les envoyés d'Autriche et de Prusse, et le ton dans lequel il s'y est expliqué peint très bien et son caractère et le peu d'affection qu'il porte envers vos compatriotes, qu'il ne regarde que comme des instruments de sa haine envers la Russie.

Cette guerre, que je ne puis plus éviter, me dégage de tous les ménagements que j'ai eu à garder envers la France, et me laisse la liberté de travailler à mes idées favorites sur la régénération de votre patrie. Il ne s'agit donc que de déterminer la marche la plus avantageuse à suivre pour assurer le succès de nos plans, et, pour que vous soyez mieux à même d'asseoir votre jugement, je crois utile de vous donner quelques indications sur les opérations militaires. Quoiqu'il n'est pas impossible que nous puissions nous porter avec nos forces jusqu'à la Vistule, même la passer, et par là avoir le moyen d'entrer à Varsovie, il est plus prudent cependant de ne pas baser nos calculs sur des chances aussi avantageuses: de là naît la nécessité d'arranger nos démarches de manière à ne pas compter sur les ressources et l'effet que la possession de Varsovie pourrait nous procurer. C'est dans nos provinces qu'il faudra donc créer le centre d'action.

Il en résulte plusieurs questions très importantes à résoudre. Quel est le moment le plus propre pour prononcer la régénération de la Pologne? Est-ce à l'instant même de la rupture? Est-ce après que les opérations militaires nous auront procuré quelques avantages majeurs? Si le second parti

est préféré, sera-t-il utile au succès de nos plans d'organiser un Grand-Duché de Lithuanie comme mesure préalable et de lui donner une des deux constitutions préparées? Ou faut-il ajourner cette mesure pour la confondre dans celle de la régénération de la Pologne entière?

C'est sur ces questions essentielles que je vous invite à m'énoncer votre opinion franchement. Je désire de même que vous m'en donniez une sur des papiers ci-joints et lequel des deux vous paraît préférable. Peut-être trouverez-vous plus utile d'amalgamer un troisième projet des deux que j'envoie, et je vous engage de vous guider par votre propre conviction.

Je n'entrerai plus ici en discussion sur les deux chances qui se présentent pour la Russie dans cette lutte: il me semble avoir épuisé ce chapitre dans mes précédentes. Je me contenterai de rappeler seulement l'étendue immense de terrain que les armées russes ont derrière elles pour se retirer et ne pas se laisser entourer, et les difficultés qui à mesure augmenteront pour Napoléon en l'éloignant si fort de toutes ses ressources. Si la guerre commence, on est résolu ici à ne plus poser les armes. Les ressources militaires qu'on a rassemblées sont très grandes, et l'esprit public est excellent, en différant essentiellement de celui que vous avez vu les deux premières fois. Il n'y a plus de cette jactance qui faisait mépriser son ennemi: on apprécie au contraire toute sa force, on croit que des revers sont très possibles, mais on est décidé malgré cela à soutenir l'honneur de l'Empire à toute ouïance.

Quel effet la jonction des Polonais ne ferait-elle pas dans ces circonstances! C'est immense, et cette masse d'allemands menés par force suivrait très certainement leur exemple. Ne serait-il donc pas possible de produire ce grand résultat? La Suède a conclu une alliance offensive et défensive avec nous. Le Prince Royal brûle du désir de devenir l'antagoniste de Napoléon contre lequel il a une ancienne inimitié personnelle, et, allant sur les traces de Gustave-Adolphe, il ne désire que d'être utile à une cause qui est celle de l'Europe opprimée. Vous qui avez été si zélé de tout temps pour cette même cause, vous sentirez, je n'en doute pas, tous les avantages immenses qui résulteront si elle triomphe, et, comme polonais, vous ne pouvez pas vous aveugler sur tous les malheurs auxquels votre patrie s'expose si, suivant les étendards français, elle donnait à la Russie un droit de se venger d'elle pour tout le mal qu'elle lui aura fait.

Je désire que vous me donniez une liste d'individus sur lesquels nous pourrions compter pour l'exécution de nos plans. Il serait bien avantageux si dans le nombre il y en avait des militaires de l'armée du Duché.

Me conformant à vos conseils, j'ai mis jusqu'ici une grande modération envers ceux de vos compatriotes dans nos provinces qui sont notés pour être très mal intentionnés pour la Russie, espérant que cette modération serait appréciée: cependant elle a produit plutôt l'idée que c'est une sorte de crainte qui oblige à dissimuler envers eux. La guerre une fois commencée, il serait très urgent de déterminer la ligne de conduite qu'on suivra envers eux; la sécurité générale en dépend, et je désire beaucoup que vous me donniez là-dessus vos idées.

C'est à Vilna, mon cher ami, que je vous prie d'adresser votre réponse. J'écrirai toujours par M. Lanskoy, gouverneur de Grodno.

Je m'aperçois que je ne vous ai pas répondu au Post-scriptum de votre dernière lettre du 25 janvier. L'idée d'amener de gré Napoléon à régénérer la Pologne en la mettant sous la domination d'un Roi Empereur de Russie est chimérique: jamais il ne consentira à un résultat aussi avantageux à la Russie, et surtout dans un moment où il n'est occupé que de plans destructeurs contre elle. Il n'envisagera jamais comme une complaisance de la part de la Russie l'impossibilité où elle a été de l'empêcher d'envahir la Prusse, impossibilité qui est résultée d'un manque d'énergie total de la part du Roi de Prusse, qui a voulu voir dans Berlin et son Palais sa Monarchie.

Adieu, mon cher ami. La Providence seule connaît l'issue qui est réservée à tous les grands événements qui se préparent. Il m'aurait été bien doux de vous revoir, ne fût-ce que pour peu de temps, dans ces moments si intéressants, partant dans trois jours pour Vilna, mais je n'ose vous le proposer, sentant parfaitement tout le danger qu'il y aurait pour vous dans cette course.

Ne prenez pour guide dans tout cela que votre prudence, et croyez-moi de cœur et d'âme tout à vous pour la vie. Mille respects de ma part à toute votre famille, à laquelle je porte une sincère affection.

J'ai été empressé de remplir vos désirs envers M. de Rall, et il y a dix à onze mois que je lui ai avancé une somme de 800.000 roubles et lui facilitant encore d'autres remboursements qu'il avait à faire à la Couronne.

C) Lettres du prince Czartoryski à l'Empereur.

5.

Siniawa, ce 23 mai/4 juin 1812.

Sire, Ce n'est qu'hier que Kluczewski est arrivé ici et que je suis en possession de la lettre de V. M. I. du 1^{er} avril et des papiers volumineux qui y sont annexés. Le porteur s'est heureusement tiré des diverses difficultés qu'il a rencontrées, mais il n'a pu arriver plus tôt. Je suis bien au regret du retard forcé que sa course a éprouvée, craignant que V. M. n'ait attendu tout ce temps avec inquiétude et déplaisir une réponse de ma part. Une occasion unique se présente pour vous la faire parvenir, Sire: c'est le passage de M. de Novossiltzoff, dont j'attends l'avis à toute heure, et que je compte aller voir à quelques postes d'ici, afin d'éviter, s'il est possible, l'esclandre que notre entrevue pourrait causer. Les difficultés de communications avec la Russie augmentent journellement; il devient même dangereux de les surmonter, et j'en ai été particulièrement averti: l'article de la lettre de V. M., par lequel Elle veut bien m'informer de l'espionnage qui m'entoure, m'oblige de redoubler de prudence à l'avenir. Novossiltzoff passera aujourd'hui ou demain: il ne me reste que quelques heures pour rassembler mes idées et les exprimer

à la hâte. Il faut me presser et toucher seulement les points principaux de la lettre de V. M., sans m'étendre sur les objets dont elle traite avec tout le détail qu'ils exigeraient.

Quand on est hors du centre des affaires, étranger à leur ensemble, quand c'est de si loin qu'on se parle et qu'entre la question et la réponse il s'écoule des six semaines et plus d'intervalle, tandis que chaque jour amène de nouveaux incidents et des changements continuels à la situation des choses, il est bien difficile, Sire, de hasarder des conseils. Cette difficulté augmente orsqu'il faut les donner dans un moment aussi décisif: une seule erreur, un mot mal compris portent avec soi un si grand poids de responsabilité, et ma position particulière me la fait craindre plus qu'à tout autre! Ce ne sera donc pas des conseils positifs que j'oserai donner; mais, puisque vous l'ordonnez, Sire, j'énoncerai des opinions, des raisonnements. Ce sera à V. M. I. à faire Ses conclusions.

L'attachement invincible des Polonais pour leur Patrie fait qu'ils tendront éternellement à se réunir et à ravoïr une existence nationale. Cette volonté, qui ne cesse d'agir et qui ne se décourage jamais, et les circonstances actuelles semblent conduire nécessairement à une réintégration quelconque de la Pologne, dont le partage fut la première source de toutes les calamités qui depuis ont assailli l'Europe. La lutte qui s'entame, entre autres grands résultats, ne finira pas probablement sans que la Pologne ne renaisse d'une manière ou d'une autre. Le Souverain qui voudra gagner l'affection des habitants devra leur promettre les biens qu'ils désirent; celui qui tiendra sa promesse pourra compter sur leur attachement inviolable. Une constitution basée sur celle du 3 mai, des mesures qui fassent cesser la misère excessive et générale, en réunissant tout ce que l'intérêt public et particulier peuvent faire désirer, seraient sans doute de nature à remplir le vœu de la majorité.

La création d'un Grand-Duché de Lithuanie dont V. M. I. a conçu le projet, eût été, il y a quelque temps, un préalable fort à désirer; mais il eût fallu y procéder il y a un an, lorsque cette œuvre, jusqu'à une rupture probable, pouvait encore produire ses effets et prendre forme et consistance. A l'instant même où le canon va gronder, au milieu des embarras, des désordres, des incertitudes de la guerre, il est difficile et presque impossible d'organiser un nouvel ordre de choses et de le mettre en exécution. Mais si, lors de la déclaration de la guerre, il paraissait un manifeste contenant la promesse solennelle faite à la nation des avantages qu'elle aurait à espérer du Souverain qui lui parlerait, cette publication pourrait produire un grand effet sur les esprits. Si même cet effet ne se manifestait pas par des avantages immédiats, ce serait un germe qui ne manquerait pas de fructifier selon les circonstances. Les événements de la guerre décideraient du moment où l'on pourrait mettre en exécution les intentions bienfaisantes proclamées par le Souverain.

J'ai parcouru les deux projets de Constitution. Il m'est impossible en si peu de temps d'énoncer un avis définitif sur aucune d'elles. Leur fond est à peu près le même, et la majeure partie des articles me paraît bonne. Le projet plus volumineux annonce plus de connaissances locales, mais, à mon avis,

contient quelques détails qui paraissent superflus dans un acte constitutif. Je crois en effet qu'on pourrait amalgamer ces deux projets et qu'il en résulterait un troisième qui vaudrait mieux; mais ce travail demanderait un temps qui me manque. Je doute, je le répète, que dans ce moment-ci vous puissiez vous occuper, Sire, à introduire la nouvelle forme de gouvernement dans celles de vos provinces où s'établira probablement le théâtre de la guerre. Mais si des avantages remportés vous indiquaient le moment d'y procéder, une réunion de quelques personnes éclairées et bien pensantes du pays jouissant de l'estime publique vous fournirait les lumières dont V. M. aura besoin pour choisir entre les deux projets et y faire les changements nécessaires. Ce travail pourrait même se préparer d'avance.

Le choix des personnes employées et consultées influera toujours essentiellement sur le succès des affaires en Pologne. V. M. est surtout intéressée de porter une attention particulière sur ce point afin d'éviter toute ressemblance avec les anciennes opérations de la Cour de Russie dans lesquelles on voyait d'ordinaire figurer les hommes les plus mal famés du pays. Le nom même de M. d'Oginski placé en tête inspirerait de la méfiance sur la solidité et le succès de l'entreprise à cause de la légèreté dont on l'accuse. Ilinski et Worcell ne peuvent du tout être employés chez nous, car ils jouissent d'une trop mauvaise réputation. M. de Wawrzecki serait en état de fournir des renseignements justes sur les individus de marque dignes d'être employés ou consultés.

La bonhomie, la sensibilité, le courage sont les qualités caractéristiques de ma Nation. Au milieu d'une longue anarchie, suite de la plus mauvaise forme de gouvernement, jamais le trône de Pologne n'a été ensanglanté. Les Polonais sont donc incapables d'ingratitude pour des bienfaits reçus. D'un autre côté, la bienveillance et la générosité sont le genre que V. M. a adopté et qui Lui sied le mieux. L'on peut, ce me semble, prendre des mesures propres à assurer la sécurité générale, sans que la bonté qui vous est naturelle cesse d'agir. Il se commettra à l'insu de V. M. assez d'actes de rigueur: pourquoi en augmenter le nombre en les autorisant? Il faudrait au contraire, par la ligne de conduite adoptée, chercher à détruire toute animosité entre les deux nations que l'on prétend réunir. Le parti dont l'armée foulera le moins les habitants se les attachera à coup sûr. D'ailleurs V. M. I. est-Elle bien certaine de la véracité des rapports sur les personnes qu'on Lui rend suspectes? J'ai à citer une preuve frappante du peu de foi qu'ils méritent souvent, par le nombre de dénonciations auxquelles M. de Czacki a été en butte, le plus honnête homme possible, incapable d'aucune action à laquelle l'honneur ou le devoir répugnerait. En général, si les traits de générosité et de bienveillance personnels à V. M. I. n'ont pas produit tout leur effet, c'est qu'ils étaient sans cesse contredits par les dispositions tout opposées du gouvernement et par les vexations continuelles de ses agents subalternes.

Daignez, Sire, vous rappeler qu'il y aura bientôt sept ans que je proposai à V. M. I. pour la première fois de prendre l'avance dans les affaires de Pologne et de s'assurer à jamais de l'attachement de mes compatriotes. Plusieurs circonstances à différentes époques ont depuis lors présenté la facilité

de reprendre ce projet. A mesure qu'elles ont échappé, les difficultés de l'entreprise ont augmenté. Il n'y a que de grands succès militaires qui puissent réparer le défaut des mesures trop tardives, et je ne saurais à cet égard que répéter ce que j'en ai dit dans mes lettres précédentes.

Pardon, Sire, si celle-ci a du décousu et si je n'ai pas su répondre comme V. M. l'aurait désiré aux questions qu'Elle a bien voulu m'adresser. Je crains que Novossiltsoff ne vienne à tout moment me prendre au dépourvu. Comme je compte passer quelques heures avec lui, nous les emploierons à causer sur la crise aux résultats de laquelle tant de pays et d'individus ont attaché leurs espérances et leurs craintes. Je ne crois pas commettre une indiscretion en ne lui cachant pas les vues de V. M. sur la Pologne, objet dont il est instruit depuis si longtemps. Permettez, Sire, que je me réfère d'avance au compte qu'il vous rendra de notre conversation et qui deviendra un supplément nécessaire à ma lettre.

Avant de la finir, je dois traiter un sujet qui n'est que personnel et dans lequel je voudrais savoir faire parler mon cœur. C'est celui de mon extrême reconnaissance pour la bonté avec laquelle vous daignez vous mettre à ma place et prendre intérêt à la situation cruelle dans laquelle je me trouve. J'ai lu avec une émotion profonde les raisons qui ont engagé V. M. à suspendre la correspondance avec moi, et la manière dont Elle veut bien ne pas insister sur mon arrivée à Vilno. J'ai senti jusqu'au fond de l'âme toute la valeur de cette condescendance, et j'y ai reconnu la preuve de l'ancienne amitié dont vous m'avez honoré, et une délicatesse de sentiment dont, parmi les souverains de nos jours, V. M. est peut-être La Seule capable de donner l'exemple. Tandis que d'immenses armées déjà rassemblées et prêtes à en venir aux mains vont devenir les arbitres de nos destinées, je n'aurais été d'aucune utilité à V. M. et j'aurais cruellement compromis toute ma famille. Grâce vous soit rendue, Sire, de m'avoir permis de rester dans ma retraite! Je m'efforce dans cet asile d'échapper au conflit de sentiments et de devoirs auquel je suis exposé. L'aspect des événements, loin de me tranquilliser sur ce sujet, redouble mes craintes. Patrie, famille, amitié, reconnaissance, opinion publique d'un côté ou de l'autre, tout ce que l'homme doit aimer et révéler dans la vie vont être en jeu, et probablement devenir contradictoires. Depuis le moment où le sort me plaça auprès de V. M. I., Elle connaît à fond toute ma façon de penser, qui, de Son aveu, est devenue la restriction de mon service. Si donc j'avais le temps de L'importuner par tant de détails, vous seul, Sire, apprécieriez complètement les mille circonstances qui rendent ma position et plus difficile et plus douloureuse. Mon seul soulagement est de pouvoir en parler avec un entier abandon à V. M. I. Souvent je me perds dans ce labyrinthe de motifs et d'inquiétudes opposées qui me donnent une fièvre pénible. Déjà je prévois le moment où mes parents seront obligés de se rendre à Varsovie! V. M. croit que Napoléon ne fera jamais rien de grand et de généreux en faveur de la Pologne. Mais si le contraire arrivait! Que faire alors? Quelle position envers sa famille et ses concitoyens, d'être non seulement étranger à leurs efforts, mais d'être même marqué à leurs yeux d'un cachet

hostile!... Peut-être aussi les événements tourneront tout autrement que mes diverses inquiétudes ne me le représentent quelquefois. Je m'en suis d'ailleurs remis à V. M. de décider du moment où Elle trouvera juste de me libérer du service, et je m'en suis remis non comme au Souverain, mais comme à celui qui, dans tant d'occasions importantes de ma vie, m'a permis de placer en lui toute ma confiance.

La Providence prononcera sur la lutte terrible qui s'engage. Elle vous inspirera. Quels que soient Ses décrets, je souhaite que V. M. I. ne se départisse pas de la modération et de la bonté généreuse qui forment la base de Son caractère. Ces nobles qualités ne peuvent jamais nuire, et prêtent souvent à qui les exerce l'aide et l'appui le plus assurés. Je fais des vœux pour votre bonheur, j'en fais pour ma patrie. Que je serais heureux si ces vœux pouvaient se concilier! Quoi qu'il en soit, rien n'empêchera que la reconnaissance et l'attachement que je dois à la Personne de Votre Majesté ne soient à jamais gravés dans mon cœur.

Siniawa, 1/13 juin 1812.

Post-Scriptum. Il y a huit jours que cette lettre a été écrite dans l'attente du passage de M. de Novosiltsoff. Je désespérais déjà de le voir, lorsqu'un billet de sa part m'apprend qu'il se trouve à l'endroit convenu: je n'ai que peu d'instant pour ajouter cette apostille.

J'expédie à V. M. I. ma lettre telle qu'elle est, afin que vous y voyiez, Sire, l'explication du retard de ma réponse et mon désir invariable de remplir vos volontés et de répondre à votre confiance. Mais depuis que cette lettre a été terminée, les événements, comme il arrive communément dans des temps de crise, ont marché d'un pas rapide et les choses ont pris un nouvel aspect quant aux affaires de Pologne.

Napoléon, arrivé à Posen, n'a rien négligé pour gagner les cœurs des Polonais: on leur fait espérer un avenir brillant et heureux; une diète va, dit-on, se rassembler. On met surtout de l'intérêt à rassembler les personnages les plus marquants et les plus considérés dans la nation. Mon père, comme je le prévoyais, a été sommé de se rendre à Varsovie; s'il se fût refusé à cette invitation, il eût encouru le blâme général et des dangers graves pour sa fortune et sa famille. La coopération, avouée maintenant, de l'Autriche aux plans de Napoléon ôtait à mon père toute possibilité d'excuse: il est donc parti hier.

D'après cette tournure donnée aux opérations relatives à la Pologne, il faut s'attendre à tout moment à quelque mesure éclatante dont ma patrie sera l'objet, et, selon toutes les apparences, elle aura eu lieu avant que cette lettre ne parvienne à V. M. I. Toute proclamation ou opération de Sa part tendant au même but me paraîtrait dans ce cas tardive et manquant absolument le but. Cela ne semblerait qu'une invitation faite après coup: je n'en prévois la possibilité et la convenance que dans le cas où des victoires et des conquêtes auraient mis V. M. à même de parler avec la certitude d'être écouté et de produire l'effet désiré.

Je suis resté seul ici en proie à une angoisse inexprimable. V. M. I. sait combien je suis attaché à ma patrie, et combien je lui désire ardemment toutes les prospérités possibles: Elle sait tout aussi bien mon extrême attachement à Sa Personne.

Daignez vous rappeler les sentiments que je dois à mon père, ceux qui m'unissent à toute ma famille, à tant d'amis qui se sont prononcés: déjà, parce que je n'ai pas fait de même, l'on me méjuge et l'on m'en veut. Comment se partager entre tant de sentiments et de devoirs différents et opposés, ou comment les combiner? Quelle peine peut être plus poignante que celle d'être suspect aux siens et regardé comme un apostat de ses premiers sentiments et de ses premiers devoirs! Je confie à V. M. ma pensée tout entière, comme Elle a daigné m'y accoutumer jadis. Vous pourriez, Sire, diminuer en partie le martyre de ma position en m'accordant ma démission absolue. J'adresse cette demande non au Souverain, mais à la Personne dont l'amitié m'a été si souvent secourable et que j'invoque dans le moment le plus important et le plus difficile de ma vie. Si V. M. pouvait me voir ici et juger en détail de ma position, Elle me plaindrait et serait convaincue de la nécessité où je suis de solliciter ma démission. Quel que soit le succès de ma demande, daignez m'en instruire en adressant un mot de réponse par M. Bienkowski, administrateur de nos terres à Mieczybor avec ordre de la faire parvenir par une voie sûre. J'espère que le Ciel aura pitié de moi, et que la force des événements me tirera de cette tourmente d'une manière conforme à mon devoir. Le remplir est mon seul désir.

J'ai dit en hâte et sans réserve tout ce que le cœur m'a dicté: je sais qu'on ne risque pas, à le laisser parler avec V. M. I. Daignez, Sire, recevoir encore une fois l'hommage de mon attachement et de ma reconnaissance.

6 *).

Siniawa en Galicie, ce 15/27 décembre 1812.

Sire, j'ai adressé le 6 de ce mois une lettre sans signature à V. M. I. qui Lui sera probablement parvenue, dont cependant je mets ci-joint une copie.

Les événements de la guerre ayant pris une tournure qui semble décisive, je crains que personne ne veuille à présent plaider auprès de V. M. les intérêts de ma patrie, et je me suis décidé d'expédier M. Kluczewski avec les papiers ci-joints. Puissent-ils contribuer à vous convaincre, Sire!

Je redoute, d'une part, les insinuations des puissances continentales, qui voudront vous détourner d'une idée qui leur fera ombrage et qui est trop belle pour que leurs Cabinets puisse la comprendre. Ce qui me rassure, c'est que l'Angleterre, vu ses intérêts bien entendus et vu la façon de penser du Prince Régent, ne peut manquer de la goûter. D'un autre côté, je crains les

*) Brouillon au crayon, de la main du prince Czartoryski.

conseils des personnes qui vous entourent, et qui, pour des considérations particulières, seront peut-être contraires au projet, ou bien qui, exaltées par vos succès, oublieront que ce sera la manière la plus avantageuse et la plus glorieuse de les assurer.

Au fond, tout mon espoir est dans vos propres sentiments, Sire. Vous êtes plus que personne maître du sujet. Il serait donc inutile d'entrer dans de plus longs développements et de prévoir des objections pour y répondre. Je ne saurais m'imaginer que V.M.I., après avoir voulu quand Elle ne pouvait pas, ne veuille plus à présent quand Elle peut tout ce qu'Elle voudra. Ce sont des moments qui ne reviennent pas dans la vie.

Si V.M., au moment où la nation polonaise s'attend à la vengeance d'un conquérant, lui tend la main et lui offre de plein gré ce qui pour elle faisait l'objet du combat, l'effet en sera magique: c'est de quoi je vous réponds, Sire. Il surpassera votre attente; vous en serez étonné et touché.

S'il vous convenait de suivre l'idée relative au Grand-Duc Michel, je prendrais sur moi de tout signer sans retard et de répondre que tout ce que vous exigeriez serait rempli.

Je crois qu'il est de mon devoir de ne pas cacher à V. M. I. qu'une source continuelle d'inquiétude et de frayeur pour les Polonais, c'est le Grand-Duc Constantin, qui est votre successeur apparent. Et c'est pourquoi ils préféreraient une autre tige. En effet, un Roi de Pologne qui aura trois cent mille Russes à ses ordres, dès qu'il voudra ne pas respecter les lois, ne pas tenir ses promesses, dès qu'il voudra détruire ce que son prédécesseur aura statué, en sera toujours le maître. C'est cet avenir qui rendra aussi les Polonais si insistants à obtenir une Constitution bien réglée; quoique dans le fond les précautions de ce genre les mieux prises ne pourront pas garantir d'une violence décidée, ni même d'un changement de principe et de volonté dans un Souverain futur de la Russie.

Quel que soit au reste l'arrangement que vous préférerez, Sire, d'après les bases que je vous ai soumises, je crois ne pas trop m'avancer en assurant qu'il se terminera à votre pleine satisfaction.

C'est à V. M. I. à présent à donner l'impulsion, à expliquer Ses désirs, à indiquer les moyens de s'entendre, en un mot, à finir l'œuvre. Je pense avoir tout fait comme polonais pour la préparer.

Pour ce qui est de moi en particulier, quoique, dans l'attente, Sire, d'une réponse de votre part, j'aie refusé jusqu'à présent d'envoyer mon accession à la Confédération, cependant je m'y suis joint par sentiment, j'y ai adhéré de tous mes vœux pour ma patrie, ainsi que les trois lettres que j'ai adressées à V. M. I. le témoignent. Ce n'est pas sans doute tandis que mes compatriotes croient voir approcher le moment où leurs intentions les plus droites, leurs sacrifices les plus héroïques, leurs pertes les plus sensibles ne seront suivis que par des malheurs plus grands encore; ce n'est pas, dis-je, lorsque toutes les espérances de mon pays semblent périlcliter, que j'irai me rétracter et renier devant V. M. une cause sacrée pour tout polonais et qui restera belle et juste si même elle ne cesse d'être malheureuse. Si vous nous tendez la

main, Sire, je veux éprouver en plein le ravissement de mes compatriotes; si vous nous rejetez, je partagerai leur affliction et leur désespoir.

Je supplie de nouveau V. M. I. de m'accorder mon congé absolu, que j'ai demandé bien avant la guerre pour des raisons particulières et que tous les motifs réunis me font solliciter aujourd'hui. V. M. ne peut plus en avoir pour me refuser ma demande, quelque tournure qu'Elle veuille donner aux affaires. Cependant s'il faut me rendre auprès de vous, Sire, pour défendre la cause de mon pays, si vous croyez que ma présence pourrait lui être utile, je suis prêt à entreprendre ce voyage.

V. M. ne se rapprochera-t-Elle pas du théâtre des événements pour être plus à même de les diriger? Voulez-vous, Sire, que je fasse de premières ouvertures à la Confédération et au Gouvernement de Varsovie? Voulez-vous y employer quelque autre? Ne vous conviendrait-il pas que je sois chargé de leur part à conclure l'arrangement? Dans ce cas, j'enverrais bien vite mon accession à la Confédération, et, muni de leur confiance, je leur obtiendrais bientôt la vôtre.

Si vos intentions sont favorables, Sire, daignez me les faire connaître en toute hâte; mais surtout et avant tout, donnez vos ordres en conséquence à vos généraux *). *En tardant de traiter et en ne s'y prenant pas bien, on risque que l'armée polonaise, qui déjà se réorganise, et une foule de militaires distingués ne suivent la retraite des Français et leurs drapeaux. Outre que ce serait une perte très réelle, ce corps deviendrait un nouveau noyau pour les entreprises futures de Napoléon.* Mon conseil serait que V. M. I. donne au plus tôt à Son armée des instructions analogues à ce que contient l'annexe A, et qu'en même temps vous me fassiez parvenir les articles préliminaires que vous croyez, Sire, pouvoir accorder, signés de votre main. D'autres points qui demanderaient une discussion ultérieure pourraient être réglés à la suite de cette première démarche. Fort éloigné en toute occasion de prendre sur moi au delà de mes moyens, je crois dans celle-ci que personne n'en aura davantage que moi pour combiner les choses et les finir promptement d'accord avec les désirs des deux parties: veuillez seulement m'instruire des vôtres. Si V. M. fait appeler le porteur de ces paquets, il sera en état de répondre à Ses questions et de donner des éclaircissements sur plusieurs points.

Quelles que soient vos dispositions, Sire, je supplie V. M. de se rappeler que c'est à Elle seule que je me confie; je La conjure de ne pas me compromettre, ce qui pourrait m'attirer les désagrèments les plus sérieux.

V. M. est dans ce moment au comble du bonheur et de la gloire. Quelque attachement que je porte à Votre Personne, il ne me reste, pour ainsi dire, aucun souhait à former pour vous.

Apostille.

J'ajouterai encore que mon expédition se réduit à vous engager, Sire, à m'instruire de vos intentions actuelles relativement à la Pologne, et à vous

*) Les passages en italiques ne figurent pas à l'édition Mazade de la correspondance du prince Czartoryski avec l'Empereur Alexandre I^{er}.

prouver la nécessité d'arrêter conditionnellement sans retard des articles préliminaires conformes aux bases indiquées, tout au moins au projet de l'annexe A. Dès que j'aurai appris à quoi vous consentez, ce que vous offrez et ce que vous désirez, je serai en état de m'avancer et je saurai agir. Pour ne pas perdre un temps d'autant plus précieux que les communications sont longues et difficiles, je propose que V. M. I. m'envoie de suite lesdits articles préliminaires signés, afin que j'aie en main de quoi inspirer de la confiance. Le reste marcherait de soi-même et serait convenu successivement.

Elle voudra bien aussi me marquer si les troupes russes pourront continuer la campagne d'hiver, comment elles la dirigeront, jusqu'où elles comptent la pousser; et combien de troupes sont destinées à la faire? Etes-vous décidé à continuer la guerre jusqu'à la paix générale? A quoi vous attendez-vous de la part de l'Autriche? V. M. I. ne me donnera des éclaircissements sur ces points qu'autant que vous croirez qu'ils pourront être nécessaires pour concerter un plan d'exécution aussitôt que les articles préliminaires auraient été éventuellement arrêtés.

Il y aura sans doute des personnes qui auront le droit de demander que leur situation, leur rang, soient assurés. Sur cela, en temps et lieux, je prendrai sur moi de promettre ce qui sera convenable et indispensable pour arriver au but. V. M. I. ne me désavouera pas.

La conquête du Duché ne pourrait pas s'opérer sans peine et sans perle: les Français veulent absolument conserver ce point. L'armée et les habitants voient leur position, mais ne sont pas abattus: ils sont décidés à soutenir les plus dures extrémités, plutôt que de délaisser la cause de la Patrie. Il dépend de V. M. de tourner à son profit ce patriotisme noble et courageux.

Le mouvement Jacobinique qui a eu lieu à Paris doit aussi faire naître de sérieuses réflexions. S'il y avait une révolution en France, il est très probable qu'elle s'étendrait sur une grande partie de l'Allemagne, où les esprits sont fort montés dans ce sens. N'est-ce pas encore une très forte raison d'arranger le Nord de manière à n'avoir à craindre aucune vicissitude, aucun orage?

Si les choses peuvent s'arranger, je pense que je serai beaucoup plus utile en ne bougeant pas d'ici, que si je me rendais auprès de V. M., ce qui ne manquerait pas de donner l'éveil. Il est important de l'éviter: les Français vont redoubler de surveillance et de sévérité. Si V. M. est décidée à donner aux affaires de Pologne une tournure malheureuse, je me flatte qu'Elle m'a conservé assez de bonté pour ne pas me faire entreprendre inutilement un voyage dispendieux et très pénible pour ma santé. Dans tous les cas, je supplie encore une fois V. M. I. de ne pas me compromettre d'aucune manière, et de couvrir toute cette affaire d'un voile impénétrable.

IV.

Rapports du comte de Saint-Julien au comte de Metternich *).

1809 — 1812.

1.

28 novembre 1809.

J'arrivai à Pétersbourg la nuit du 22 au 23. J'écrivis à M. le comte de Romanzoff pour lui donner part de l'objet de ma mission; il me répondit fort obligeamment, et je fus chez lui dans la même matinée. La conversation s'engagea par les phrases d'usage; puis S. E. me fit l'honneur de me dire que, la paix étant faite à la grande satisfaction de S. M. l'Empereur de Russie, qui aurait bien désiré que la guerre ne se fût jamais faite, Elle s'empresserait de renouveler les liens de l'ancienne amitié entre les deux Cours, que S. M. ne tarderait pas d'envoyer quelqu'un de distinction avec une lettre en réponse à celle dont j'étais porteur, que S. M. me donnait l'heure à 7 et demie du soir à son lever de table, que, quoique ce ne fût pas d'après l'usage établi, Elle ne voulait pas différer au lendemain le plaisir qu'Elle se promettait d'un renouvellement de correspondance avec S. M. l'Empereur d'Autriche, pour Laquelle Elle entretenait des sentiments d'estime toute particulière.

M. le comte de Romanzoff me demanda ensuite si j'avais un caractère diplomatique, parce que, disait-il, nous sommes accoutumés à observer avec rigueur les convenances d'usage entre les Cours. Passant par la suite de la conversation à l'objet immédiat de ma mission, il dit que cette cession de 400 mille âmes stipulée par le traité de Vienne s'arrangerait facilement; il plaisanta sur ce mode inusité et embarrassant de calcul par âmes, ajouta qu'il ne connaissait pas le local et qu'il faudra avoir recours à des tables statistiques. Lorsque, pour aller au fait, j'abordai la question de la renonciation entière à la cession stipulée et que je lui dis que nous nous flattions qu'en vertu de cette bonne intelligence qui depuis près d'un siècle régnait entre les deux Cours et qui allait si heureusement se renouveler, le Cabinet de St-Pétersbourg se désisterait de ses prétentions, le comte de Romanzoff se récria qu'il n'était pas possible de changer quelque chose à un traité devenu public, qu'on attirerait

*) Archives de l'Etat, à Vienne.

le blâme de toute l'Europe, que S. M. avait déjà annoncé cette acquisition à Ses sujets, etc., et puis, pour éluder une discussion ultérieure, S. E. jugea à propos de passer à un autre sujet de conversation.

J'interromps ici le fil de ma narration pour dire un mot de la manière toute particulière de causer de M. le comte Romanzoff: il peut devenir utile à tel individu qui aurait à traiter d'affaires avec lui d'être prévenu que ce ministre, qui possède à un suprême degré l'art de phraser, qui avec le plus heureux choix des expressions sait dire les choses les plus obligeantes, enfin qui possède à fond ce qu'on appelle le jargon diplomatique, a encore un talent particulier pour passer inopinément d'un sujet à l'autre et échapper ainsi à un adversaire dont les arguments sont de force à ne pouvoir être victorieusement combattus.

Comme cependant je réussis de ramener la conversation au point d'où nous étions partis, j'eus occasion de dire à S. E. que S. M. l'Empereur, notre Gracieux Souverain, ne s'était déterminé à la paix qu'après la conviction plénière d'une agression hostile de l'armée du prince Galitzine. Sur quoi M. le ministre des affaires étrangères fut pressé de m'assurer que jamais le prince n'avait eu ordre d'entrer en Hongrie, et, comme j'eus l'honneur de lui dire que je savais le jour et l'heure à laquelle tel aide de camp du prince de Neuchatel avait été à Tarnow avec le plan de coopération de la part des armées russes et varsoviennes, il parut un peu déconcerté, disant que pourtant S. M. ne lui cachait aucun ordre de ce genre donné à Ses armées.

Ce trait de duplicité de la part de M. le comte Romanzoff, et qui par la confiance du prince Galitzine devenait évidente, me prouva d'abord et la faiblesse de ce Cabinet, tel que M. le prince Schwarzenberg l'a dépeint, et combien il lui importe que le public attribue la paix onéreuse que nous avons faite à ce caractère de versatilité qu'il veut très gratuitement nous donner et par lequel il cherche à se justifier de ne s'être pas joint à nous, espérant éloigner le blâme d'avoir sacrifié contre ses propres intérêts la puissance qui aurait pu un jour lui servir de boulevard.

A l'heure indiquée, rendu à la Cour, je fus introduit par un huissier dans une pièce où bientôt le prince Gagarine *), aide de camp de S. M., puis le comte Tolstoï **) vinrent me tenir compagnie. On me fit entrer dans le cabinet de travail de S. M., qui vint à moi, appuya Sa main sur mon bras, m'éloigna de la porte (précaution assez nécessaire par le défaut d'organe qui force de parler très haut à S. M.) et commença par me faire des questions sur la santé de S. M. l'Empereur, notre Auguste Maître, et celle de S. M. l'Impératrice. Puis S. M. me dit que c'était de bien bon cœur qu'Elle renouerait les anciens rapports d'amitié avec l'Empereur d'Autriche, qu'Elle nous avait loyalement avertis des engagements qu'Elle avait pris, qu'Elle s'en rapportait à cet égard au prince de Schwarzenberg, que sans doute je devais savoir par lui que S. M. avait proposé une triple alliance, que ce n'était que par là que

*) Le prince Paul Gagarine, mort en 1850.

**) Le comte Nicolas Tolstoï, mort en 1816.

l'on aurait pu assurer la paix à l'Europe, parce que cette alliance, en cas de rupture volontaire de la France, eût réuni les forces des deux autres monarchies pour lui imposer, qu'enfin si le prince eût pu venir deux mois plus tôt, cette malheureuse guerre n'eût pas eu lieu. Je me gardai bien de répliquer à cette assertion, qui me rappelait que M. de Romanzoff m'avait dit regretter n'avoir pas pris sur lui d'aller à son départ de Paris à Vienne, où il aurait été encore temps de calmer les esprits; je crus plus convenable de ne pas revenir sur le passé, ce qui aurait occasionné une discussion très oiseuse et ne menait à rien. L'Empereur, qui parla beaucoup et avec cette espèce de bredouillement qui fait péniblement attendre la fin de la phrase, sans me donner le temps de placer le moindre mot, ajouta que son système à lui était de ne pas provoquer un état de guerre, dans lequel les grands talents, le génie vraiment extraordinaire de *cet homme* (ce fut le mot dont, à ma grande surprise, S. M. se servit plus d'une fois) lui donnaient une si éminente prépondérance: „C'est „le seul métier qu'il sait“, ajouta l'Empereur; „il l'a appris dès les grades „subalternes, et il y a acquis d'aussi grands talents qu'il en montre peu dans „la partie administrative“. Puis S. M. dit qu'il aurait mieux valu laisser achever à Napoléon la conquête de l'Espagne, guerre ruineuse qui durera quelques années et l'affaiblira en hommes et en moyens de toute espèce. Ici je crus pouvoir me permettre de l'interrompre pour faire à S. M. la question de ce qu'il y aurait à faire à cette époque? — „Ah“, dit l'Empereur, „je l'avoue, il „faut de la prudence, il a une humeur très irascible, mais cependant on peut „se tenir en mesure avec lui“. Puis, sentant apparemment qu'il trahissait par cette seule phrase le secret de la faible condescendance de son Cabinet, l'Empereur fit tout à coup une sortie contre les Anglais, qui ont, dit-il, toutes les raisons à éterniser la guerre du continent, qu'il était fâché qu'ils eussent eu assez d'influence sur notre Cabinet pour nous porter à une détermination directement opposée aux conseils que S. M. nous avait donnés et qui avaient été dictés par le plus vif intérêt, qu'à l'heure qu'il est, heureusement, n'y ayant plus lieu à une guerre du continent quelconque, l'Angleterre serait forcée à changer de système, que des officiers de la marine de S. M. lui avaient unanimement fait le rapport que la cherté excessive et le mécontentement général du public excité par le système prohibitif adopté par tout le continent, forcerait dans peu le gouvernement à accéder à la paix. „Je ne puis“, dit l'Empereur, „fixer cette époque au juste, sera-ce dans 6 mois, sera-ce dans 12, mais „faites compte, cher Général, que cela se fera“. S. M., après cette longue tirade, qui me parut mot pour mot être tirée du *Journal de l'Empire* revint à me faire des questions sur S. M. l'Empereur, me répéta qu'Elle avait la plus haute estime de son caractère personnel et combien un renouvellement d'amitié avec son ancien ami le soulageait d'un grand poids, car, dit S. M., „je puis vous „assurer que rien au monde ne m'a encore tant peiné que de faire marcher „mes troupes contre vous; mais en homme loyal je n'ai pu me dispenser de „tenir parole“.

Je crus que ce moment d'effusion serait celui où convenablement je pourrais aborder la grande question, celle de la renonciation à la cession des

400 mille âmes. Je répliquai donc que S. M. l'Empereur mon Maître était persuadé de ses sentiments à son égard, et que certainement ils étaient bien réciproques, que conséquemment, basant mon opinion sur ce rapport d'affections réciproques que je n'ignorais pas, je croyais pouvoir proposer à S. M. de se désister du droit à la cession stipulée par le traité de Vienne. Là-dessus l'Empereur, sur la physionomie duquel je lus que cette idée de renonciation totale l'affectait bien moins qu'elle n'avait déplu à son ministre des affaires étrangères, me prit par le bras: „Tenez“, dit-il, „tenez, Général, je vous „parlerai avec franchise sur cet objet. Je suis à la tête d'une nation dont je „me fais un devoir de ménager l'amour-propre national; la marche des troupes „auxquelles j'ai donné les ordres les plus sévères de ménager le pays qu'elles „occuperont, cette marche et leur séjour en Galicie ont occasionné des dépenses „dont je suis responsable à la nation, et je lui dois un dédommagement pour „ce nouveau sacrifice“. Puis S. M. ajouta que, pour l'arrangement définitif des limites, j'aurais affaire à M. le comte de Romanzoff, et que le tout s'arrangerait d'une manière satisfaisante pour mon Maître. Comme il m'importait de savoir au juste ce qui en était relativement à la coopération du prince Galitzine, je me permis, par manière de conversation, de dire à S. M. combien les officiers de l'armée autrichienne, qui se souvenaient avec complaisance de la brillante campagne qu'ils avaient faite avec leurs anciens frères d'armes russes en Italie, avaient été peinés d'apprendre que c'était uniquement par la conviction d'une agression hostile sur notre flanc droit d'une armée jadis notre alliée, que S. M. l'Empereur s'était déterminé à faire la paix! S. M. l'Empereur Alexandre changea dans le moment visiblement de couleur, et avoua franchement qu'Elle avait dû donner cet ordre pour mettre fin à la guerre, et qu'il fallait bien que nous nous y attendions.

Et c'est ainsi que finit mon audience qui dura plus d'un gros quart d'heure, et dans laquelle l'Empereur, tout en m'accueillant très gracieusement, tout en parlant beaucoup et se répétant souvent, cachait assez mal l'embarras dans lequel le mettait le tort que volontairement il s'était fait à ses intérêts et à sa réputation par une condescendance pour la France nullement motivée par une raison d'état ni par l'estime personnelle, mais uniquement par la peur, sentiment mal déguisé sous le masque de la prudence et qui contraste plaisamment avec ces formes chevaleresques, cette imposante figure et cette manie belliqueuse qui absorbe les revenus de l'Etat. Car, à en juger d'après le cri public, la conquête de la Finlande a coûté 80 millions en frais de guerre et en succès achetés argent comptant.

Le résultat de tout ce que je viens d'avoir l'honneur de dire à V. E. et de ce que j'ai pu jusqu'à présent rassembler dans les sociétés se réduit à ceci:

1^o que l'Empereur de Russie, dominé par la peur que l'on peut dire être ici à l'ordre du jour, était vrai lorsqu'il a dit au prince Schwarzenberg qu'il faisait des vœux pour le succès de nos armes, que sa condescendance pour les projets de l'Empereur Napoléon, dont, malgré l'illusion qu'il voudrait se faire, il est intérieurement forcé de s'avouer être le complice, n'est ni la suite d'une estime personnelle ni d'un engouement commandé par de grands

succès, que l'Empereur sait que sa conduite à cet égard est désapprouvée par le public, qu'il aime à se flatter que la stagnation du commerce, qui appauvrit ses Etats bien plus qu'elle ne gêne les Anglais, finira par une paix générale, à laquelle il ne croit pas réellement, et enfin que, flottant sans système, il vit, comme on dit, du jour à la journée;

2^o que le ministre des affaires étrangères, talonné non seulement par la crainte des suites d'une brouillerie avec la France, l'est encore par celle qui lui est personnelle de perdre sa place par un changement de système; sachant bien qu'en valetant vis-à-vis du Cabinet des Tuileries (chose qu'il fait comme le ministre du plus petit Prince d'Empire), il sera soutenu contre le vœu de la nation, qui improuve ses mœurs, ridiculise sa manie de se vanter avec affectation de la considération dont il jouit à Paris, et qui ne peut encore lui pardonner l'abandon de l'Autriche;

3^o que ce que le prince de Schwarzenberg et M. le baron de Binder ont mandé d'ici sur la manière dont la société et le public sont stylés envers nous, n'est rien moins qu'exagéré.

Il suffira à V. E. à savoir que dans ce pays, où de tout temps un souhait du Souverain devint une loi, l'ambassadeur de la Cour de France, distingué par la Cour, n'est reçu que dans une seule maison, que la noblesse et la bourgeoisie, souffrant également de la pénurie du numéraire et de la baisse des assignations qui sont à 8 roubles 35 kop. le ducat impérial, sont désolées de cette adoption du Système Continental, que les grands possesseurs voient d'un œil inquiet arriver le moment où une guerre malheureuse peut les exposer à tous les bouleversements de fortune que menacent les principes subversifs des Français, que le petit peuple, qui souffre le plus, murmure de cet état de choses et ne prend qu'un faible intérêt à cette acquisition tant prônée de la Finlande, qui a tant mangé d'hommes et d'où l'armée vient dénuée de tout;

4^o que S. M. l'Impératrice-Mère, dont les sentiments pour la Maison d'Autriche ont été invariables, a rendu public son mécontentement en se retirant à Gatchina sous prétexte de soigner l'éducation de ses petits-enfants, et d'où elle ne vient en ville que de loin en loin;

5^o enfin que l'armée partage le mécontentement de la nation, au point que l'on m'a cité le mot hardi d'un général, qui dit en parlant des Gardes: „Ces janissaires sauront faire raison à la nation de cet homme faible qui se „plaît à l'avilir!“

2.

29 mars/10 avril 1810.

Quelque désir que j'aie de remplir les ordres de V. E., et quoique convaincu de l'utilité que l'on pourrait retirer par des insinuations à S. M. l'Impératrice-Mère, cependant je dois avouer que je n'ai nul moyen à ma disposition à cet égard. J'ai eu l'honneur de mander à V. E. dans une de

mes premières dépêches, que S. M. me fit dire qu'Elle regrettait que mon caractère diplomatique L'empêchât de me voir. Elle daigna me répéter la même chose de bouche, et quoique dans toutes les occasions Elle me distingue particulièrement, cependant comme ce ne peut être qu'en public, il est impossible d'y traiter d'affaires. Ce n'est donc que très indirectement, par le canal du comte Litta, que je puis espérer de Lui faire passer quelques notions.

S. M. vient de faire un séjour à Tver chez la Grande-Duchesse Catherine; il y a des personnes qui supposent qu'il se forme là un parti, et que celui de l'Impératrice-Mère consistant en quelques personnes de grande distinction, mais que l'âge et l'éloignement des affaires ont mises hors de toute influence, se joindrait à celui de Tver. Il est sûr que les attachés à la France s'en méfient; ils m'ont même assez naïvement recommandé d'observer à Tver avec attention: j'en profiterai pour tâcher de tirer d'eux ce qu'ils peuvent savoir ou conjecturer. Il y a encore le parti de l'Impératrice Elisabeth, qui, quoique extrêmement en mesure, a pourtant quelques individus qui lui paraissent très dévoués et qui, touchés du peu de bonheur dont elle jouit dans son intérieur, déclament hautement contre l'Impératrice Marie, qui est mal avec sa belle-fille, et improuvent la conduite de l'Empereur vis-à-vis de son épouse. La princesse Amélie, sœur et amie tendre de l'Impératrice Elisabeth, réunit autour d'elle quelque peu de personnes, qui semblent être le noyau d'un parti que la grande circonspection de l'Impératrice assujettit à beaucoup de prudence. Les français dépeignent la Grande-Duchesse d'Oldenbourg comme une princesse ambitieuse, et qui veut singer la grande Catherine par son application studieuse par laquelle elle se prépare à régner un jour; ces messieurs voudraient persuader que l'Empereur ne lui pardonne pas son mariage précipité avec le Prince d'Oldenbourg, et qu'on lui a fait contracter pour échapper au projet médité à Erfurth. Cependant personne n'ignore que la Grande-Duchesse a beaucoup d'empire sur l'esprit de son Auguste frère. A Moscou, on semble pencher pour elle, et, à raison de la crainte qu'inspirent les manières brusques, des discours outrageants pour la nation et la *caporalomanie* du Grand-Duc Constantin, qui rappellent le règne de Paul, il n'y a pas de doute qu'en cas d'événement, il n'y eût un mouvement général pour la Grande-Duchesse: et je penche à croire qu'il n'en coûterait pas beaucoup de gagner les troupes, toujours maltraitées de lui. Le Prince d'Oldenbourg est, dit-on, instruit, studieux, attaché à son épouse, qui l'aime tendrement; il a des emplois qui lui donnent une grande latitude, surtout la direction générale de toutes les communications hydrauliques dans l'Empire. Cependant rien jusqu'à présent ne fait présager une catastrophe qui placerait la couronne sur une autre tête. L'Empereur est connu pour être bon; plusieurs actes de justice dès son avènement au trône ont établi sa réputation à cet égard. Nul vice ne donne lieu à un reproche, et cette pusillanimité, cette faiblesse, cette indolence à redresser les abus ou à réprimer les vénalités, ne lui promettent pas à la vérité l'admiration de ses contemporains ni l'admiration de la postérité; mais de tels défauts inspirent la pitié, et non la haine, et n'armeront jamais un bras régicide, à moins peut-être qu'à la suite de quelque grand événement

politique qui menaçât l'existence du clergé ou les fortunes des nobles, une faction excitée par des agents étrangers, renforcée par le fanatisme du peuple ou devenue suspecte par des propos indiscrets ne se portât pour sa propre conservation à un acte violent: encore devrait-il être suivi d'un second pour faire succéder immédiatement au règne actuel une régence entre les mains de la Grande-Duchesse Catherine. Il est vrai que plusieurs choses, entre autres l'affection de S. M. de n'accoster dans Ses promenades journalières que les femmes de négociants, indisposent beaucoup la noblesse. Il est vrai aussi que le manque de numéraire, les impôts dont on vient de surcharger le pays, la stagnation du commerce, donnent lieu à bien des murmures dans le public; il est vrai encore que l'amour-propre national se sent froissé par cette condescendance humiliante vis-à-vis du Cabinet des Tuileries: mais il y a loin d'un mécontentement à une conjuration, et je suis persuadé que pour le moment il n'y a aucun soupçon à former à cet égard. Celui que les français jettent sur ce qui peut se passer à Tver me paraît relatif à une détermination divergente du système politique actuel qu'ils semblent appréhender qu'on y ait résolu de faire prendre à l'Empereur. Mme de Narychkine, sans la moindre influence et que l'on ne va voir que par procédé, part au mois de mai; elle va à Vienne et de là en Suisse.

Le voyage de V. E. à Paris, dont le chancelier d'Empire a été informé par le général Schouvaloff en même temps que moi, a été quelque temps ignoré du public; quoique je ne me sois pas pressé d'en parler et que j'eusse l'air de n'y mettre d'autre importance que sous le rapport de l'agrément que S. M. la jeune Impératrice de France en retirerait d'avoir à son début un guide en V. E. qui peut lui donner des renseignements et des conseils précieux, cependant il était aisé de voir que cette nouvelle ne faisait pas peu sensation. La plus heureuse tournure que j'ai pu donner à cette course à Paris, et qui m'a été suggérée par des personnes du pays, c'est de supposer que vous vous concertez avec le Cabinet des Tuileries pour renouveler des propositions conciliatrices aux Anglais: par là toute l'attention est détournée de ce qui pourrait s'y traiter des affaires du continent. Le chancelier d'Empire m'a dit à ce sujet que, quoiqu'il fût convaincu que nous perdriens nos peines, cependant il désirait que l'on pût amener les choses à un congrès, qu'il serait à souhaiter que ce projet se réalisât, qu'il servirait à attédir les esprits encore en fermentation, que les puissances du continent pourraient y convenir entre elles de leurs intérêts, sur lesquels elles ne lui semblent encore nullement s'entendre. Cette idée paraissait lui tenir fort à cœur; le comte Romanzoff employa beaucoup de temps à m'en persuader l'utilité, quoique convaincu, disait-il, qu'il n'en résulterait rien pour la paix générale. Cette contradiction évidente dans la pose de son projet ne me laisse aucun doute que le Cabinet de St-Pétersbourg craint un arrangement quelconque entre les trois Cours fait sans intervention de la Russie, qui se trouverait par là complètement isolée; et c'est ainsi que, sans se flatter de quelques heureux résultats, le gouvernement russe insiste sur un projet de congrès, pour s'assurer au moins qu'il ne se fait rien sans son intervention.

3/15 mai 1810.

En attendant qu'une seconde conférence que le comte de Romanzoff m'a promise au plus tôt me mette à même de transmettre à V. E. le résultat des démarches que j'ai faites en suite des ordres de S. M. du 18 avril, je profite de cette occasion que l'on m'annonce dans ce moment pour avoir l'honneur de vous informer qu'après avoir demandé par le chancelier de l'Empire une audience, S. M. m'invita à dîner. Après table, Elle me tira à part, et me débita les phrases d'usage en suite des lettres de notification remises par le comte de Romanzoff d'après l'usage établi sous ce règne, et, croyant devoir saisir cette occasion, j'abordai la question de la créance *).

M'étant conformé ponctuellement dans ce que j'avais à dire aux ordres que j'ai reçus, je remarquai que cet appel à la loyauté de l'Empereur le mit dans un très grand embarras. Il chercha longtemps une réponse, et ne trouva à me dire que quelques propos entrecoupés et presque inintelligibles. Je crus devoir alors lui dire que je priais S. M. de me donner une réponse positive, que je pusse transmettre à ma Cour, ainsi que j'en avais reçu l'ordre. L'Empereur me répondit: „J'en parlerai au comte de Romanzoff, et cela pourra s'arranger“. Je répliquai: „Le comte de Romanzoff a sans doute informé V. M. que l'Empereur mon Maître était intentionné de soustraire ces prétentions à toute discussion ultérieure. S. M. préfère de traiter cette affaire, qui n'a rien de commun avec la politique, de Souverain à Souverain; et cette manière de terminer la question Lui paraît d'autant plus convenable, qu'elle prouve à V. M. la haute confiance que mon Auguste Maître met dans la loyauté de Son caractère et l'amitié sincère qu'il Lui porte. Je prie donc V. M. de m'indiquer Elle-même la réponse que je dois mander à ma Cour“. L'Empereur daigna me répondre: „Je chargerai mon chancelier de conférer avec vous: parlez-lui, et vous verrez que tout cela s'arrangera“. S. M. s'étant retirée, M. le comte de Romanzoff m'aborda d'un air riant. Je lui rendis la réponse de l'Empereur, et il me dit qu'il prendrait ses ordres, qu'il me priait d'être persuadé que tout cela pourra s'arranger, que de son côté il y mettra la meilleure volonté.

D'après ces données, d'après l'embarras de l'Empereur au-dessus de tout ce que je puis en dire, et le ton que le chancelier s'efforçait à rendre confidentiel, mais plus encore d'après ce que je sais que M. Kochéleff avait

*) Au printemps de l'année 1810, le comte de Saint-Julien avait l'ordre de poursuivre la liquidation de deux dettes, dont la première se fondait sur le traité conclu le 13 du mois d'août 1808 entre les empereurs Alexandre I^{er} et François, touchant l'indemnisation de l'Autriche, qui avait pendant la guerre de 1805 rendu des livraisons à l'armée russe. La Russie s'obligea au paiement de 12 millions en *Bancozettel*, de manière qu'elle payerait cette somme en douze termes à 4 mois, c'est-à-dire chaque fois un million en *Bancozettel*.

La seconde dette se fondait sur un arrangement fait par les comtes Mouravieff et Szápáry au nom des deux Empereurs. Elle visait à la somme de 25.000 roubles que l'Empereur Alexandre I^{er} s'était obligé à payer annuellement à l'Archiduc Palatin Joseph, veuf de feu la Grande-Duchesse Alexandrine Pavlowna.

dit la veille à l'Empereur sur la nécessité absolue de l'acquittement de cette dette, je crois pouvoir me flatter d'une issue telle que nous la désirons. L'envoi du courrier ayant été différé par la raison que l'Empereur s'est déterminé, m'a-t-on dit, à écrire une lettre autographe à notre Auguste Maître, j'ai le plaisir de mander à V. E. que tout récemment un des plus zélés agents de notre cause dans le Conseil m'a fait avertir sous main que, si l'on me proposait un arrangement qui tendît au désistement d'une partie de la somme due, je devais tenir ferme, puisque le vœu général portait à nous la faire payer en entier. L'on ne m'a fait encore aucune communication, et je n'attends que le résultat de mon colloque avec l'Empereur pour expédier tout de suite un courrier.

4.

(Litt. A.)

17/29 mai 1810.

La dépêche chiffrée envoyée par courrier russe a informé préalablement V. E. de la conversation que j'eus avec S. M. sur le sujet de la créance des douze millions. Sans répéter ce que j'eus l'honneur de mander à V. E. dans cette dépêche, j'ajouterai seulement qu'autant que M. le chancelier d'Empire me parut intrigué du contenu de cette note, que je lui avais remise cachetée le lendemain de l'arrivée du courrier, autant à l'issue de ma conversation avec l'Empereur qui eut lieu le 7 du même mois, trois jours après, je le vis rayonnant et redoublant de formes amicales. Je lui répétais ce que j'avais eu l'honneur de dire à l'Empereur, et il parut deviner l'embarras de S. M., qu'il connaît d'ailleurs, dans les réponses presque inintelligibles que j'en avais reçues. Pourtant, comme S. M. m'avait dit expressément qu'Elle chargerait Son chancelier de me parler sur cet objet, il m'assura qu'il prendrait Ses ordres et qu'il croyait que tout pourrait s'arranger. J'appris que l'Empereur l'avait fait venir le même soir à une heure peu accoutumée, et, sachant que je pouvais faire compte sur Mordvinoff, membre de la section des finances, sur M. de Kochéleff, membre du Conseil, et même sur M. de Gourieff, ministre des finances, dont les deux premiers ont parlé à l'Empereur et ont appuyé fortement sur la nécessité d'acquitter cette créance, et sous le rapport de la politique, et sous celui du crédit à établir en pays étranger, je crus pouvoir me flatter qu'au moins la créance en question serait reconnue, sans ensuite à me faire des propositions pour le mode de paiement. Quelques jours après, attendant toujours d'être invité à une conférence chez le comte de Romanzoff, je fus averti par Mordvinoff que l'on était d'accord pour le paiement, et que si le chancelier voulait me faire quelques difficultés ou des propositions contraires à l'acquittement total en entier de la somme, je devais tenir bon, ne me relâcher sur rien et le lui faire savoir tout de suite. Sous d'aussi favorables auspices, je pouvais croire que les plus grandes difficultés étaient levées et que l'on n'était embarrassé qu'à trouver le moyen de revenir sur la première énonciation de ne pas reconnaître la légitimité de la créance, sous

le prétexte de son annulement par la circonstance de la guerre survenue. Enfin, le 20, le capitaine Marschal étant arrivé comme courrier avec les dépêches du 8 mai, je demandai sur-le-champ une conférence au comte Romanzoff. Après lui avoir remis la boîte dont S. M. l'Empereur, notre Auguste Souverain, l'a gratifié, et lui avoir donné, d'après les instructions de V. E. contenues dans la dépêche du 9 mai, la réponse qui me fut prescrite, voyant que le chancelier ne me parlait pas de la créance, je lui demandai ce que S. M. avait décidé à cet égard. Il me répondit que, l'Empereur sachant par M. de Schouvaloff que le prince de Metternich lui avait promis une note à ce sujet, il attendait cette note pour donner une réponse. Je répliquai que j'avais eu l'honneur de prévenir S. E. dans une première conversation sur ce sujet que cette note ne pouvait être que la même que je lui avais remise moi-même, qu'il ne pouvait plus être question d'une note ultérieure, puisqu'il se rappelait que je lui avais déclaré que S. M. l'Empereur d'Autriche avait résolu de ne plus soumettre cet état de question à une discussion ministérielle ultérieure, et qu'une seconde note ne pouvait qu'être une répétition oiseuse de celle qu'il avait déjà en mains ou une reprise d'une discussion qui ne menait à rien et que l'Empereur mon Maître était déterminé à ne plus continuer, après que je ne lui avais pas caché ce que j'avais eu l'honneur de dire à ce sujet à S. M. au nom de mon Auguste Maître et dans les mêmes expressions qui m'avaient été prescrites. Le comte Romanzoff répliqua assez sèchement qu'il ne pouvait me dire autre chose, sinon qu'une note ayant été annoncée à Vienne sur cet objet, il convenait au ministère russe d'attendre qu'elle fût remise. Indigné de ce subterfuge puéril pour gagner du temps et pour ne pas devoir répondre catégoriquement à un appel à la loyauté du Souverain même, je dis que, dans ce cas, je réputais de mon devoir d'envoyer sur-le-champ un courrier à Vienne pour en informer ma Cour. M. de Romanzoff répliqua qu'il était d'avis que rien ne pressait, que, dans une affaire d'importance majeure comme celle-ci, cinq ou six semaines ne faisaient pas de différence, et qu'entre temps la note pouvait arriver. Je répliquai que, persuadé qu'il n'y avait qu'un mésentendu du comte Schouvaloff qui pût lui avoir suggéré l'idée d'une note qui ne pouvait être que celle que j'avais déjà donnée à ce sujet, je ne pouvais pas m'exposer à la responsabilité d'une perte de temps inutile et à la prolongation d'un malentendu qui s'éclaircirait tout de suite. Nous nous quittâmes après cette explication très froidement de part et d'autre.

Le même individu susnommé m'ayant pendant ce temps fait prier de retarder de quelques jours l'envoi de mon courrier, parce qu'il comptait faire encore une tentative sur l'Empereur, auquel il voulait parler vertement sur la nécessité de déclarer au moins reconnaître la validité de la créance, entre temps M. le chancelier d'Empire me pria de passer chez lui. Après m'avoir chargé de l'expression respectueuse de sa gratitude vis-à-vis de S. M. notre Auguste Souverain pour la boîte, que son Maître lui avait permis d'accepter, il me parla de la nomination de M. de Stackelberg et des autres objets que j'ai eu l'honneur de mander à V. E. dans la dépêche suivante (*Litt. B*). Je crus pouvoir saisir le moment où le chancelier finissait une belle phrase

déclamatoire au sujet de la nécessité de s'entendre réciproquement sur les intérêts si chers à toutes les puissances, le repos de l'Europe, pour glisser un mot sur l'impression défavorable que le refus de l'acquiescement de la créance des douze millions avait faite sur l'esprit de mon Souverain, et, prenant le ton confiant de particulier à particulier, je lui demandai si lui-même n'était pas d'avis qu'il était très important de ne pas laisser germer un levain de mésintelligence entre deux Souverains entre lesquels l'Europe entière voyait avec confiance se renouveler des liens d'amitié qui lui assuraient sa tranquillité future, que confidentiellement je ne lui cachais pas qu'une reconnaissance préalable de la créance en question rétablirait cette confiance, base de toutes les négociations à faire dans l'avenir, et j'ajoutai que, outrepassant dans ce moment mes instructions, je prenais sur moi de lui représenter l'utilité majeure qui en pourrait résulter un jour pour les deux Souverains que nous servons, si nous pouvions réussir à terminer à l'amiable une affaire qui ne pouvait qu'influencer désavantageusement sur cette parfaite réunion d'intérêts, si nécessaire, comme il venait de le dire, à la prospérité future de l'Europe.

Le comte de Romanzoff me répondit qu'il me remerciait de ce ton de confiance sur lequel je lui parlais, qu'il voyait comme moi là-dessus, qu'il en parlerait à l'Empereur, qu'il me confiait que plusieurs raisons avaient encore arrêté la détermination de S. M., la difficulté de revenir sur Sa première déclaration, la conviction du droit de Son côté et l'embarras du paiement, qu'il dépasserait ses pouvoirs s'il m'autorisait de mander à ma Cour quelque chose de positif à cet égard, mais que je pouvais faire compte sur sa bonne volonté à nous être utile également sur ce point-là.

Il n'y a pas de doute, comme V. E. en jugera par ce que j'ai l'honneur de Lui mander, qu'il y a dans ce nouvel échappatoire bien autant d'embarras que d'entêtement de la part du ministère russe, et, j'ose ajouter, de la part de l'Empereur lui-même, qui est tourmenté du besoin de créer des ressources pour subvenir aux dépenses urgentes de l'Etat, et qui cependant ne peut se résoudre à accepter aucun des différents plans qu'on lui met sous les yeux. A en juger par l'embarras incroyable que S. M. ne put cacher dans Sa conversation avec moi, l'appel à Sa loyauté a dû Lui faire une impression bien vive, et je doute que S. M. soit aussi convaincue que le chancelier le dit de la légitimité de son droit à récuser la créance. Je me rappelle qu'en articulant à voix haute les mots *de gentilhomme à gentilhomme*, je le vis rougir, et il avait l'air si décontenancé que je baissai ensuite un peu la voix par ménagement, parce que Tolstoï*) et le petit prince Galitzine**) se trouvaient dans le fond de l'appartement; car l'étiquette que S. M. s'est prescrite pour éviter de parler aux diplomates étrangers, plus encore la peur de se rendre suspect à la surveillance de l'ambassadeur de France, ne me permirent pas d'avoir comme à mon début une audience particulière de S. M., quoique je ne puis dire qu'elle m'ait été formellement refusée.

*) Le comte Nicolas Tolstoï.

**) Le prince Alexandre Golitzyne.



*L'Empereur Alexandre 1^{er} à la Cathédrale du Monastère Alexandre Newsky
le 1^{er} septembre 1825.*

Je me permettrai d'après ces données de hasarder mon avis sur la manière de mettre enfin un terme à cette discussion de la créance en question. Persuadé, d'après la connaissance que je crois avoir acquise du caractère de l'Empereur Alexandre, que la peur en est la nuance dominante, il me paraît que, dès que l'on croirait avoir acquis ici la certitude d'une identité de système politique avec le Cabinet des Tuileries, par peur d'être la victime des projets de l'Empereur Napoléon sur la récupération de la Finlande pour la Suède, et des anciennes provinces polonaises, projets sur lesquels on ne cesse ici d'avoir la plus grande méfiance, l'on souscrirait à tout plutôt que de s'exposer à une explosion qu'un refus pourrait hâter. Mais comme j'ai travaillé avec succès à tranquilliser les esprits sur la défiance qu'inspiraient le mariage de l'Empereur Napoléon et le séjour de V. E. à Paris, et que les déclarations que vous y avez données au prince Kourakine et au ministre de Prusse ont parfaitement réussi à calmer toute méfiance à cet égard, je crois que, si S. M. notre Auguste Maître jugeait à propos, dans une réponse autographe à celle que le chancelier d'Empire m'a annoncé avoir été écrite par S. M. I. de Russie, de répéter à peu près ce que j'ai été chargé de Lui dire de bouche, surtout de le rassurer sur la nécessité d'un paiement instantané des arrérages (chose physiquement impossible), je crois, dis-je, que nous gagnerions au moins pour le moment la reconnaissance de la créance et un commencement des paiements à terme. Cet avis est motivé par la persuasion que, cette discussion étant déjà devenue publique, ce moyen de traiter par écrit de Souverain à Souverain, et dont le comte Romanzoff et moi serions censés ne pas être instruits, sauverait à l'Empereur Alexandre la confusion de se rétracter en public et ferait rejaillir sur nous deux, le chancelier et moi, l'inhabilité de n'avoir pu représenter la chose sous un point de vue acceptable pour les deux Souverains. Il est pourtant possible, quoique peu probable, que l'individu susnommé, et qui prend la chose extrêmement à cœur à raison que vis-à-vis de moi son crédit sur l'esprit de l'Empereur se trouve bien compromis, réussisse à faire changer de détermination à S. M. En ce cas, j'aurai l'honneur d'en faire tout de suite mon rapport à V. E. par courrier. Sinon, j'attendrai les ordres que S. M. jugera à propos de me donner pour me régler en conséquence.

5.

(Litt. B.)

17/29 mai 1810.

Le chancelier d'Empire m'ayant prié de passer chez lui hier matin, il me fit la communication qu'il venait de recevoir l'ordre de me notifier que S. M. avait nommé le comte de Stackelberg Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de S. M. l'Empereur, notre Auguste Maître, et qu'on allait lui expédier les ordres en conséquence à Turin où il se trouve actuellement, que S. M., par cette nomination, ne voulait que manifester le désir de rétablir le plus tôt possible les anciennes relations d'amitié dans toute leur étendue,

que, sans préjuger des motifs qui pouvaient déterminer S. M. l'Empereur d'Autriche à préférer pour la mission à cette Cour telle qualification à une autre, le chancelier me répétait que son Souverain en laissait absolument le choix à notre Cabinet, de façon que si, dans ce moment-ci ou à une autre époque, il nous convenait d'envoyer un ambassadeur, M. de Stackelberg recevrait tout de suite ses lettres de créance en conséquence, et que, si nous préférions de nommer un ministre de second ordre, Stackelberg était déjà nommé comme tel, qu'il me priait de passer cette déclaration à ma Cour, avec le renouvellement de l'assurance de l'amitié la plus sincère que l'Empereur Alexandre porte à notre Gracieux Souverain. En continuant de parler sur ce thème favori, le chancelier revint à un état de question qu'il avait déjà touché quelquefois, celui du projet de la triple alliance, dont S. M., dit-il, s'était si fortement occupée avant notre dernière guerre contre les Français; qu'il m'avouait en confiance que, lorsqu'il en avait parlé dans le temps à l'Empereur Napoléon, il lui avait répondu que c'était le moyen de mettre deux contre un, qu'il s'était donné beaucoup de peine pour faire revenir ce Souverain de cette idée, qui lui parut être motivée par la circonstance du moment, celui qui précéda notre dernière guerre, mais que le moment actuel promettait de la part de l'Empereur des Français une toute autre manière d'envisager les choses, qu'il était persuadé que le vœu unanime de tous les Cabinets, celui de tous les individus bien pensants, le maintien de la paix de l'Europe, ne pouvait être plus solidement basé que par cette réunion d'intérêts communs des trois Empires, que, d'après ce vœu bien prononcé et constant du ministère de Russie, nous le trouverions toujours prêt à accéder à tout ce qui pourrait contribuer à effacer le souvenir des anciennes mésintelligences et rétablir une confiance parfaite entre les deux Cours. Je crus suivre les intentions de V. E. en répondant à ce discours par des propos vagues, mais toujours d'après le principe que j'ai soin de mettre en avant dans toutes les occasions, que S. M. l'Empereur mon Maître a adopté le système d'assurer le repos de l'Europe en entretenant la paix avec toutes les puissances voisines.

Je ne crois pas hors de saison d'avertir V. E., au sujet de la nomination itérative du comte Stackelberg, que le chancelier m'avait à une autre occasion fait lecture d'une dépêche du prince Kourakine qui lui mandait le sujet d'une conversation avec V. E. à Paris, dans laquelle vous lui aviez fait la confiance que plusieurs raisons invitaient votre Cour à préférer l'envoi d'un ministre du second ordre à Pétersbourg; cette déclaration a déterminé l'Empereur de ne plus tarder à faire connaître officiellement la nomination de Stackelberg, qu'on lui notifie tout de suite.

Je crois avoir réussi de me ménager un point de contact avec S. M. l'Impératrice-Mère, le seul dont j'ai pu essayer: c'est moyennant le comte Litta, dont l'épouse est très en faveur; ils vont passer tous deux la belle saison à Pavlowsky avec S. M. Quoique ce ne soit qu'avec de grands ménagements qu'il peut de loin en loin hasarder de parler politique avec l'Impératrice, et que S. M. Elle-même doit se donner de garde de ne pas éveiller la jalousie des Spéransky et Tolstoï, qui l'éloignent et craignent son influence, cependant

le comte Litta, sur la sincérité duquel je puis faire compte, m'a promis de parler dans le sens que nous désirons.

Le baron de Schlatten m'a dit avec beaucoup de satisfaction avoir appris les assurances d'amitié que V. E. avait données au nom de notre Auguste Maître au Roi par son ministre à Paris, ainsi que la promesse de l'interposition de nos bons offices auprès de l'Empereur pour le déterminer à mettre des formes plus douces dans la manière d'exiger le payement de ses prétentions pécuniaires; il avait fait la même communication au ministère russe, ainsi que de l'éloignement des troupes françaises de l'Elbe. Le comte Romanzoff en parut enchanté, et il se hâta d'en faire sa cour à l'Empereur.

L'ambassadeur de France a donné le 23 de ce mois une belle fête, à laquelle toute la Cour a paru, à l'occasion du mariage de son Souverain avec l'Impératrice Marie-Louise. L'Empereur m'y parla à plusieurs reprises, entre autres, de la campagne prochaine contre les Turcs. S. M. s'exprima avec plus de modestie que Son chancelier sur les succès qu'Elle espérait des talents du général Kamensky *), dont Elle a une très haute idée: S. M. voulut bien m'expliquer en détail l'opération militaire en Finlande qui valut une grande réputation à ce général. L'Impératrice-Mère prit la plus vive part à l'amélioration de la santé de l'Auguste Epouse de S. M. l'Empereur notre Maître. Le public a, comme il fait toujours, tiré les inductions d'une parfaite intelligence entre les Cours de Vienne et de Paris, de la circonstance que, ce même jour où tous les ministres des Cours alliées de la France avaient illuminé leurs hôtels, j'avais également fait illuminer le mien, ce que, même en qualité de simple particulier, j'avais jugé convenable.

La nouvelle qui nous vient de Paris de la déclaration de la fille du sénateur Lucien comme Princesse du Sang, a fait sensation ici. Le public et même les ministres étrangers ont été très intrigués de savoir à quel Prince on la destinait pour épouse; j'ai été questionné avec une inquiète curiosité, à raison des différents projets de mariage avec divers Princes de l'Auguste Maison Impériale auxquels les gazettes l'ont successivement donnée, car la plupart des ministres sont réduits ici à tirer leurs conjectures politiques de cette source impure, ne recevant jamais de courrier de leurs Cours, inconvénient auquel le duc de Vicence lui-même est exposé quelquefois, ayant été maintenant 51 jours sans courrier.

6.

(Litt. A.)

10/22 février 1811.

J'ai l'honneur de transmettre à V. E. le précis de deux conversations que j'eus avec S. M. l'Empereur, et dont l'objet, d'une importance majeure, motive l'expédition du courrier Beck chargé de la présente dépêche.

*) Le comte Nicolas Kamensky, mort en 1811.

Ce fut le 3 février/22 janvier qu'après la parade de garde, à laquelle je fus spécialement invité par le comte Branitzky, aide de camp de S. M., qu'Elle me fit inviter à dîner. Après table, l'Empereur m'appela à lui à la cheminée et, après quelques mots insignifiants, il me dit à l'oreille qu'il voulait me parler en particulier, que je devais venir le lendemain soir à 7 heures chez le grand maréchal Tolstoï, qui a un appartement contigu à celui de l'Empereur, et qu'il exigeait que j'y parusse en frac. Je me rendis le jour et l'heure marqués chez M. de Tolstoï, mais, ce dernier étant malade, je fus reçu par l'aide de camp général prince Wolkonsky et peu après introduit dans le cabinet de l'Empereur, le même où j'avais eu ma première audience. Ce Souverain m'accueillit avec affabilité, me fit asseoir à côté et très près de lui à cause de sa surdité et me parla à peu près en ces termes: „Votre Souve-
„rain n'ignore pas que, bien loin d'avoir fait aucune démarche qui puisse troubler
„la tranquillité de l'Europe, je me suis appliqué tout particulièrement, depuis ma
„paix avec la France, à éviter tout ce qui le plus indirectement aurait pu donner
„lien à une nouvelle explosion; néanmoins les événements récents semblent con-
„duire à une crise, dont les résultats, quoiqu'incertains encore, pourraient bien
„être d'un genre à amener la guerre. Je l'éviterai aussi longtemps que je le
„pourrai, mais si la dignité de mon Empire l'exige, si l'on m'y force, ce sera à
„regret, mais je tirerai le sabre. Comme il paraît que l'on croit à Vienne que
„la guerre avec les Turcs occupe tous mes moyens, j'ai cru devoir à la bonne
„amitié que j'ai toujours soin d'entretenir avec votre Empereur, de lui commu-
„niquer les moyens de défense que j'ai à ma disposition en cas d'agression
„étrangère. Voyez-vous, Général, je vous parle avec confiance, et je crois vous
„donner une grande preuve d'estime en m'ouvrant avec vous sur des choses
„qui, j'espère, resteront de vous à moi“. Je répondis qu'honoré de la confiance
que S. M. me témoignait, je La priais d'être persuadée que je n'en abuserais
jamais et que ce qu'Elle daignerait me confier serait gardé avec un secret
inviolable. „J'ai“, continua l'Empereur, „200.000 hommes rassemblés sur celles
„des frontières de mon Empire qui pourraient être menacées, derrière lesquels
„encore, tant en régiments de garnison qu'en dépôts, 130.000 toujours prêts à
„recruter l'armée active. Vous voyez, Général, qu'indépendamment de ce que
„j'emploie sur le Danube, il me reste des forces suffisantes pour tenir tête à une
„agression. Je n'avais pas à beaucoup près la même force dans d'autres temps,
„et néanmoins je soutenais toujours la guerre contre les Turcs. Je le répète, je
„ne provoquerai pas la guerre, mais si l'on m'attaque, je saurai me défendre
„et je désire que votre Souverain soit informé au juste de ce que je puis opposer
„à un ennemi. Je suis loin de proposer à votre Cour une transaction quelcon-
„que, sachant fort bien que la situation de l'Autriche est telle, que tout l'invite
„à se tenir dans un état de tranquillité parfaite; d'ailleurs ce ne sont pas des
„engagements par écrit, quelque nom qu'on leur donne, qui tiennent réellement
„les Cours entre elles, ce sont leurs intérêts: or, je ne doute pas que la vôtre
„ne soit persuadée du principe que si la Russie, la dernière puissance qui
„puisse encore tenir tête à l'orage, est culbutée, l'Autriche aura son tour,
„et alors, ma foi, c'en est fait de l'Europe. Ainsi donc, loin d'être soucieux

„du parti que votre Cour prendra en cas de guerre, je suis tranquille sur son compte“.

La conversation s'était engagée à la suite de cette déclaration; elle tomba sur la célérité des préparatifs de défense dont l'Empereur avait eu la précaution de se prémunir, sur la sécurité qu'avait donnée jusqu'à présent l'emploi de toutes les forces de la France contre l'Espagne et sur les mauvais résultats que, malgré tous les efforts de la première, cette guerre avait donnés jusqu'à présent. Comme l'Empereur semblait baser sur cet emploi de grands moyens de la France en Espagne, qu'il disait ruineux pour elle, et qu'il me demandait mon avis à cet égard, je lui dis que je prenais la liberté de lui faire observer qu'indépendamment de ses forces militaires de ce côté-là, la France avait toutes les troupes de la Confédération Rhénane à sa disposition, l'armée varsoivienne et une armée française sur l'Elbe. S. M. me répondit: „Voulez-vous savoir à quoi se monte tout cela? A 118 mille Allemands, „60 mille Varsoviens et peut-être encore 40 mille Français, ce qui ne ferait pas „au delà de 210 à 220 mille hommes; vous voyez que j'ai ce qu'il faut pour „opposer à cela“. L'Empereur me dit ensuite: „Ah! ça, en qualité de général, „car laissons la diplomatie de côté, dites-moi votre avis: si je suis attaqué, „quel côté croyez-vous le plus menacé?“ Ne perdant pas de vue l'occasion de lui conseiller la paix avec les Turcs, je n'hésitai pas à répondre qu'indubitablement ce serait par l'Ukraine et du côté de Kieff, pour premièrement percer par le centre sa ligne de défense d'après la tactique ordinaire française, et surtout pour donner la main aux Turcs, forcer le général Kamensky à quitter le Danube et évacuer les Principautés pour ne pas se trouver entre deux feux, et enfin pour faciliter par là aux Turcs une puissante diversion à son avantage. Après un moment de silence, l'Empereur dit: „J'espère bien que nous empê- „cherons cette opération-là: il faudra savoir la prévenir!“ Curieux de voir si je pourrais tirer au clair si le conseil qui, je sais, lui a été donné d'entrer brusquement dans le Duché et de paralyser, peut-être même utiliser, les moyens de toute espèce de ce pays, avait été agréé, je dis: „Sans doute, en „faisant un mouvement rapide en avant et en éloignant de vos Etats, Sire, le „théâtre de la guerre, vous obviez à cet inconvénient“. L'Empereur eut l'air de quelqu'un qui craint d'être deviné et répliqua: „Reste à savoir si l'Autriche „ne tirerait pas ombrage d'un mouvement pareil“. Je ne répondis rien, n'osant, faute d'instructions quelconques, lâcher un mot qui eût l'air d'un assentiment, ou même d'une approbation tacite: „Mais votre flanc“, continuai-je, „celui-là „me paraît bien en l'air!“—„Je sais ce que vous voulez dire“, répondit l'Empereur, „j'y ai bien pensé, et quoique la constitution suédoise se refuse à une „agression non motivée, cependant il ne faut pas se faire illusion, et il est „probable que les voisins voudront récupérer la Finlande: mais j'y ai trois di- „visions, le pays est coupé et aisé à défendre, et le golfe Botnique est une „rivière qui n'est pas facile à passer“. Cette tournure de conversation me parut une occasion favorable pour tâcher de pénétrer si S. M., qui me paraissait voir la guerre avec la France plus que simplement probable, n'avait déjà pensé à quelque engagement avec l'Angleterre, et je dis: „Quant au golfe Botnique,

„les forces navales de V. M. sont bien satisfaisantes, pour opposer une résistance à celles de la Suède et du Danemark; d'ailleurs, en cas de rupture avec la France, il n'y a pas de doute qu'Elle n'ait encore à sa disposition une marine étrangère et trop formidable pour avoir le moindre souci de ce côté-là“. L'Empereur ne répondit rien. „D'ailleurs“, reprit-il ensuite, „il faut que je dise que les Finnois sont bien stylés: je leur ai laissé leurs privilèges, et ils n'ont aucune raison de regretter leur ancien Souverain“.

Il revint de là à ses relations d'amitié avec notre Auguste Souverain, à cette triple alliance qu'il avait proposée au prince Schwarzenberg, que, dans un moment d'embarras que donnait à l'Empereur Napoléon l'emploi de ses troupes, il avait imaginée comme un moyen d'éloigner encore le moment d'une rupture, mais que le prince avait déclaré ne pas convenir à sa Cour. Nous convînmes qu'une pareille alliance, si elle eût existé, eût pu détourner bien des maux: „Tenez“, dit-il, „je m'en vais vous parler en bon autrichien. Une pareille proposition ne saurait vous convenir dans ce moment, où tout vous invite à un système de neutralité parfaite“. Il ajouta qu'il savait que l'incorporation à la France des pays du nord de l'Allemagne avait fait grande sensation à Vienne, qu'il y avait quelque temps déjà qu'il avait fait faire des propositions de rapprochement à notre Cour, que le prince de Schwarzenberg les avait accueillies avec des marques d'intérêt, mais que le comte de Metternich *revenu de Paris* (il appuya sur ce mot et me fixa) y avait mis plus de froideur, qu'au fond il ne pouvait donner tort à V. E. de mettre beaucoup de circonspection à des offres d'engagement quelconques qui pourraient donner de l'ombrage à un aussi puissant voisin que la France, qu'il répétait que ce n'étaient pas les écrits qui rassuraient réciproquement, mais les intérêts respectifs des Cours, et qu'il se reposait là-dessus sur notre manière de bien envisager les choses. Il fit l'éloge de la loyauté à lui connue du caractère de notre Auguste Souverain et prit occasion de revenir de là sur le chagrin que lui avait causé d'être paru brouillé avec nous en 1809, qu'il ne l'avait jamais été réellement et que certainement son armée ne se serait jamais battue contre nous, que si alors nous avions accédé à cette triple alliance, il eût été dégagé de tous ses engagements antécédents et la chance eût tourné autrement, qu'il fallait oublier le passé et ne plus y revenir, que son amitié pour S. M. l'Empereur d'Autriche était aussi sincère qu'il était persuadé qu'était celle de notre Auguste Souverain envers lui. Comme je ne répondis rien à cette tirade très oiseuse, l'Empereur, continuant à me parler, me répéta ce que le comte Romanzoff m'avait déjà dit par rapport à l'occupation de Belgrade, que, loin d'avoir des vues sur ce pays, il était prêt, au contraire, à nous prouver sa bonne volonté, et de nous en assurer la possession, si elle pouvait être à notre convenance; il prononça ces derniers mots avec un sourire de finesse, qui semblait indiquer qu'il n'ignorait pas qu'il fut un temps où nous avions eu des projets sur cette province. S. M. me congédia avec des démonstrations de bienveillance, en me répétant qu'Elle se remettait entièrement à ma discrétion sur tout ce qui avait formé le sujet de cet entretien.

Le lendemain de cette conversation, arriva le baron de Lebzeltner, et, d'après les ordres de V. E., je me rendis chez M. le chancelier; je lui fis la

lecture de la dépêche ostensible et de la copie de la lettre de Sa Hautesse. Le comte Romanzoff l'écouta avec beaucoup d'attention, me pria d'en faire une seconde lecture, puis il dit qu'il en ferait le rapport à son Maître, et, après que je lui eus rapporté le sujet de ma conférence avec l'Empereur, le chancelier me répéta ce que son Maître m'avait exprimé relativement à notre attitude en cas de guerre; quoique touchant cette corde très légèrement, il ajouta que, d'après le courrier qu'il avait reçu cette nuit de Paris, il semblait que tout se calmerait, que l'Empereur Napoléon avait donné des assurances très tranquillissantes à Tchernycheff, qu'il croyait, pour sa personne, que l'on jugeait l'Empereur Napoléon faussement et qu'il ne lui supposait aucuns plans d'agression vers le Nord, qu'à Paris on n'ignorait pas, même dans le public, le peu de progrès des armées françaises en Espagne, que la Suède ne donnait aucune inquiétude et qu'on pourrait au besoin retirer les troupes de Finlande. Il me fit entendre que l'Empereur Napoléon n'était pas bien sûr d'être obéi en Allemagne et que les esprits y étaient exaspérés contre le gouvernement français par les grandes pertes que la *brûlure* des productions anglaises y avait occasionnées, que d'ailleurs il avait été à même d'étudier ce Prince, qu'à la vérité il était d'un caractère très irascible, mais qu'il croyait qu'on lui faisait tort en le supposant insatiable de conquêtes, enfin que la position géographique de la Russie lui donnait l'avantage d'être environnée du côté de l'Asie par des peuples pacifiques, que les derniers succès lui donnaient au sud le Danube pour limite, et qu'il n'y avait que sa frontière occidentale qui pût être menacée. Ce sujet mena M. le chancelier à plusieurs détails sur les relations de commerce avec la Chine, la dernière ambassade de M. de Golovkine et autres sujets étrangers à l'état de la question.

Je comptais avoir l'honneur de mander à V. E. le récit de ces deux conversations en même temps que la réponse sur la communication de la lettre du Sultan, que j'attendais d'un jour à l'autre, lorsqu'au bout de onze jours, M. de Kochéleff me fit prier de passer chez lui. Il me dit que S. M. était extrêmement satisfaite de la conversation qu'Elle avait eue avec moi, que je lui inspirais beaucoup de confiance, qu'Elle désirerait me parler souvent, mais que je voyais bien qu'il y avait des raisons qui ne le permettaient pas, qu'Elle l'avait autorisé, lui, Kochéleff, à parler d'affaires avec moi, ayant prouvé à l'Empereur que le comte Romanzoff éloignait de lui tous les Cabinets et inspirait de la méfiance à tous les ministres, et il me pria de m'ouvrir vis-à-vis de lui avec confiance. Je lui répondis qu'il me suffisait que S. M. plaçât la sienne en M. de Kochéleff pour ne pas hésiter à conférer avec lui toutes et quantes fois l'occasion s'en présenterait, mais que je le priais de réfléchir que, de mon côté, je n'avais aucune communication à lui faire et que je n'étais venu que pour écouter ce qu'il avait à me dire.

Là-dessus M. de Kochéleff me fit des reproches d'amitié sur mon manque de confiance et exposa les preuves de celle que son Maître lui accordait, et qu'il méritait en égard à son attachement au système d'union avec la Maison d'Autriche. Il me conjura, au nom de la bonne cause et du salut de l'Europe dont il s'agissait actuellement, de ne pas faire le réservé envers lui, de

m'épancher entièrement et de lui dire ce que ma Cour comptait faire en cas de guerre avec la France, puisque l'Empereur désirait traiter les affaires majeures ici entre S. M. et moi. Je répliquai à M. de Kochéleff qu'il se trompait très fort s'il croyait que j'avais quelque ouverture à faire à cet égard, qu'il me serait aisé de lui prouver que même j'en ne pouvais en avoir, vu que la nouvelle d'une apparence de brouillerie entre la Russie et la France pouvait à peine être connue à Vienne, tandis que le départ de M. de Lebzelter, porteur de mes dernières dépêches, datait du 3/15 janvier. Un peu démonté de cette déclaration, Kochéleff me pria de dire la même chose à S. M., qui m'inviterait aujourd'hui à dîner, et il me répéta de parler à l'Empereur avec pleine franchise, ajoutant que ses relations avec le duc de Serra-Capriola ne devaient point m'engager à une réserve superflue, puisque, malgré son ancienne amitié pour lui, il ne se dissimulait pas qu'en qualité de sujet du Roi Ferdinand, il devait souhaiter la guerre, remuer ciel et terre pour former une coalition et faire des rapports à sa Cour qui pourraient nous compromettre. Tout à fait d'accord avec lui sur ce point, nous convînmes que tout ce qui s'était dit ou pourrait se dire par la suite resterait tout à fait entre nous.

La conversation roula ensuite sur le compte de M. de Stackelberg. Il apprit avec plaisir que mon Auguste Maître était très content de ce choix et que V. E. n'eût qu'à se louer de lui, et me pria de répéter la même chose à l'Empereur. Puis, après bien des invectives contre le chancelier, il m'assura avoir ordre de S. M. de me dire qu'Elle ne provoquerait pas la guerre, mais qu'Elle s'était mise en mesure pour repousser toute agression et soutenir la dignité de Sa Couronne, qu'Elle m'avait informé en bloc des forces qu'Elle avait à opposer à la France, mais que, pour ne pas avoir l'air fanfaron, Elle m'en avait accusé moins qu'Elle n'en avait réellement, et là-dessus il me montra le billet dont je fais mention dans ma dépêche *Litt. C.*, et que lui, Kochéleff, ayant oublié chez l'Empereur, S. M. lui renvoie pour me le montrer. Il me répéta que son Maître n'exigeait rien de nous, mais qu'il désirait savoir à quoi s'en tenir à notre égard en cas d'explosion, que la Russie ne se flattait pas que nous prendrions une part active à cette guerre, mais bien que nous prendrions une attitude imposante, que lui, Kochéleff, quelque antagoniste qu'il eût toujours été de la sujétion à la Cour des Tuileries, ne conseillait pas la guerre, qu'il croyait même que l'Empereur ne la voulait pas dans ce moment-ci, parce qu'il ne s'était pas attendu à des moyens de défense si promptement développés. Je revins à mon ignorance complète sur les projets de ma Cour dans le cas non prévu jusqu'à présent d'une guerre entre les deux puissances, mais j'ajoutai que, connaissant la situation de mon pays et le système pacifique de mon Auguste Souverain, je croyais pouvoir pressentir que nous nous tiendrions dans une parfaite neutralité, que cependant je le priais de ne tirer aucune induction de ce que je venais de dire, puisque c'était de mon chef que je parlais, n'ayant et ne pouvant avoir aucune donnée sur les déterminations que les nouvelles, à peine parvenues à V. E. dans le moment actuel, pouvaient exciter. Plus loin, en me parlant des Turcs, je lui dis que certainement mon Souverain devait souhaiter que le calme se rétablît sur cette frontière de son

Empire; Kochéleff m'invita à dire la même chose à l'Empereur. Lui demandant quel était le point jusqu'auquel son Souverain voulait laisser venir le Cabinet français pour se décider à la guerre, il me répondit que S. M. s'ouvrirait là-dessus avec moi, mais qu'il pouvait m'assurer que, quant à la proposition faite par l'ambassadeur d'engager les Turcs par un traité de paix à accéder sans restriction au Système Continental, Elle avait répondu explicitement qu'Elle ne proposerait pas cette condition à la Porte, que difficilement Elle pouvait se flatter que le Divan y acquiesçât en même temps qu'à la cession des Principautés, qui étaient l'unique but de la continuation de la guerre. M. de Kochéleff finit par me faire entendre que, de ce côté-là comme sous tout autre aspect, en cas de succès contre les Français, l'Empereur Alexandre s'entendrait en tout avec nous pour nous dédommager des pertes que nous avons faites par le traité de paix de Vienne. Ce fut là-dessus que nous nous séparâmes, en convenant du mode de nous voir dorénavant sans fixer sur nous l'attention des curieux.

Le même jour, 3/15 février, je dînai à la Cour, et l'Empereur me dit après dîner qu'il désirait me parler. Je fus introduit dans le cabinet de S. M.; Elle m'accueillit avec plus d'affabilité encore que de coutume, me fit asseoir comme l'autre fois, et me dit que, croyant que Kochéleff m'inspirerait toute la confiance qu'il méritait et qu'Elle-même avait en lui, il l'avait autorisé à me parler. Je répondis que je me félicitais de me trouver en relation avec un individu auquel je portais la plus haute estime, et que je n'avais pas hésité de répondre à la question qu'il m'avait adressée au nom de S. M., que je n'avais nulle instruction à cet égard, que je lui avais même prouvé à l'évidence que je ne pouvais en avoir, puisque la première nouvelle que j'avais eue à la suite d'un bruit vague répandu dans le public ne datait que de peu de jours, et que la communication que S. M. avait daigné m'en faire Elle-même était trop récente pour en avoir encore fait mon rapport à ma Cour; cependant, qu'à en juger de la position dans laquelle se trouvait l'Autriche et le désir bien prononcé que je connaissais à mon Auguste Maître de ne plus s'immiscer dans aucune guerre, mais de contribuer de tout son pouvoir à conserver le calme si nécessaire à l'Europe, je me permettais de prévoir qu'en cas de guerre, nous nous tiendrions absolument passifs. L'Empereur, sans me paraître du tout affecté, m'assura qu'il ne s'attendait pas à autre chose, et qu'il ne demandait pas autre chose, mais qu'il désirait savoir de moi, et qu'il en appelait à la franchise qu'il était en droit d'attendre de la confiance avec laquelle il s'ouvrait à moi, ce que nous comptions faire au cas où la chance tournât à son avantage: „En cas“, dit-il, „que je repousse les armées françaises et que „l'Allemagne, que je sais être très mal disposée contre l'Empereur Napoléon, „se portât à une réaction que l'on peut espérer, feriez-vous une diversion en „Illyrie pour en chasser Marmont et récupérer vos provinces?“ Je me rabattis encore une fois sur une parfaite ignorance des intentions de ma Cour, dans une circonstance qui ne pouvait être qu'un résultat d'une guerre encore incertaine dont la probabilité était à peine parvenue à la connaissance de mon Auguste Maître; mais, tirant parti de ce que S. M. m'avait dit dans la dernière audience

que c'étaient les intérêts des Cours, et non les assurances, qui garantissaient la confiance que l'on pouvait avoir dans des promesses quelconques, je Lui exprimai que je me flattais que S. M. nous rendrait la justice de croire que nous ne prendrions pas le change sur nos véritables intérêts, et que ceux-ci ne pouvaient nous porter à désirer de voir la Russie abaissée, que, quant au parti que nous prendrions en cas de succès de la part de cette puissance, il me paraissait superflu de donner, dans un moment où tout nous engage à désirer la continuation de la paix, des assurances prématurées sur des événements, et que S. M. Elle-même ne considérerait obligatives qu'autant qu'elles correspondaient avec nos vrais intérêts. „Je conçois“, dit l'Empereur, „d'après ce que vous me dites, que vous ne pouvez point avoir d'informations; écrivez „à votre Cour ce que je vous ai confié“.

L'entretien s'engagea ensuite sur la probabilité de cette guerre. L'Empereur me dit qu'il était possible que tout s'accommodât, que l'Empereur Napoléon avait très bien accueilli Tchernycheff et avait paru ne pas insister absolument sur les propositions qu'il avait faites: „Mais moi“, continua l'Empereur, „qui juge „non d'après les paroles, mais d'après les faits, je ne m'endors pas; j'ai des „renseignements positifs que l'armée de l'Elbe se renforce en conscrits sous le „nom de semestriers rappelés, que l'on fait filer de l'artillerie et que des pré-„paratifs continuent; je sais même, par l'indiscrétion de telles Cours d'Allemagne, „que l'on a déjà reçu des avis préalables pour se tenir prêt“. S. M. convint avec moi que, si l'Empereur Napoléon a le plan d'abandonner la conquête de l'Espagne et de ne garder que la rive gauche de l'Ebre, ce Prince ne demandait peut-être pas mieux que d'avoir un prétexte de paraître sacrifier à une nouvelle querelle inattendue la réussite d'une conquête dont il s'était si exclusivement occupé, et qu'alors il ne fallait pas spontanément attirer un orage que la tournure des affaires en Espagne laissait espérer pouvoir être ajourné encore quelque temps. „J'y ai bien pensé“, observa l'Empereur, „aussi „me garderai-je bien de commencer“. Très intrigué d'apprendre au juste ce que S. M. appelait commencer et quelle était l'époque ou l'événement qui La déterminerait à agir hostilement, je Lui demandai la permission de Lui faire une question indiscrète, à laquelle m'enhardissait la confiance dont Elle daignait m'honorer, et je Lui dis: „Qu'entendez-vous, Sire, par être le premier „agresseur? Car il y a des agressions de fait, et il y en a qui consistent en „des lésions d'anciens traités, ou d'empiétements quelconques?“ — „Je vais vous „mettre au fait de la marche de cette affaire“, répondit l'Empereur, et alors il m'expliqua comment, depuis la paix de Tilsit où il avait garanti les changements que l'Empereur Napoléon jugerait à propos de faire en Allemagne, les deux Souverains s'étaient mutuellement promis de ne point s'immiscer dans leurs administrations intérieures, que jusqu'à présent ce Souverain ne lui avait pas donné sujet de plainte à cet égard, mais que la proposition d'adopter *ce système de brûlure* lui avait paru n'être pas convenable à ses intérêts et qu'il s'y était refusé, qu'ensuite on lui avait proposé de menacer la Suède en cas qu'elle ne voulût pas déclarer la guerre aux Anglais, à quoi il avait répondu qu'étant en paix avec la Suède, il n'avait aucun motif de lui faire

prendre par force cette résolution: „Depuis que l'occupation d'une partie du „nord de l'Allemagne, et celle du Duché d'Oldenbourg, qui est positivement une „infraction à la paix de Tilsit et que je ne puis permettre, parce que, comme „vous savez, c'est une donation de ma Maison et qu'elle peut me revenir un „jour, m'a porté à me mettre en mesure contre une puissance qui vise à des „agrandissements continuels, je compte me prononcer à ce sujet, non pas d'une „manière provocante, mais je ne puis oublier ce que je dois à la dignité de „ma Couronne; il se peut que tout s'arrange encore, je ne demande pas mieux, „mais je me tiens prêt à tout. Pour en venir à votre question, Général, voici „ce que je compte faire: dès qu'une armée française passe l'Oder, car je ne „puis plus établir l'Elbe, puisqu'ils sont déjà à cheval sur cette rivière, je me „crois en droit de considérer la guerre comme commencée, et la Providence „décidera quelle issue elle prendra“. Je Lui dis: „Sire, permettez-vous à un „homme qui n'a pas l'honneur d'être à votre service, mais qui éprouve pour „Votre Personne le respectueux attachement que vous inspirez à tous ceux qui „ont le bonheur de vous approcher, de vous représenter que vous êtes à la „veille de commencer une terrible lutte et dont l'issue influera sur le sort futur „de la Russie et de l'Europe“. Il me prit par le bras: „Général, ne dites pas „commencer, car ce n'est pas moi qui commencerai; je l'attends et vous voyez „par mes préparatifs que je ne me fais pas illusion sur l'importance de la crise „actuelle“. Je répondis qu'assurément, si une contenance imposante et telle que S. M. l'avait prise, pouvait contribuer à détourner l'orage, je ne pouvais que La féliciter sur la célérité avec laquelle tous ces moyens avaient été mis en mouvement, et je m'aperçus sur la physionomie, combien cette petite cajolerie avait fait fortune: „Mais“, continuai-je, „parmi ces moyens que votre vaste „Empire a mis à votre disposition, j'aurais désiré apprendre, Sire, la conclusion „de la paix avec les Turcs, comme mettant encore à votre disposition une „armée entière“; que d'ailleurs, outre cet avantage, il n'y avait pas de doute que, par des conditions généreuses et propres à valoir à S. M. l'admiration de l'Europe, Elle gagnerait encore un allié puissant, qui, en cas d'événement, pourrait faire une belle diversion par la Bosnie, qui touche à l'Illyrie. L'Empereur, un peu embarrassé, me dit: „Je vois tout autrement à cet égard. Le Divan est „si versatile dans ses résolutions, si vénal, que je croirais plutôt nécessaire de „mettre la Porte, de tout temps influencée par la France, dans l'impossibilité de „me nuire pendant cette guerre, et je ne puis mieux y réussir qu'en mettant le „Danube entre les Turcs et moi“.—„Sire, ils ne céderont jamais!“—„N'importe, „je l'occupe de fait, il ne me faut que 3 divisions pour en empêcher le passage, „et j'ai encore 6 divisions, comme vous avez vu par le papier que j'ai envoyé „à Kochéleff, à ma disposition“. L'Empereur continua à m'assurer que tout ce qui pourrait être à notre convenance de ce côté-là lui conviendrait aussi, et que nous n'aurions qu'à nous louer de ce nouveau voisinage; ensuite il ajouta qu'il n'y avait pas de doute qu'en cas de guerre, l'Empereur Napoléon nous proposerait un échange de la Galicie contre d'autres pays et ferait des proclamations tendantes à soulever les Galiciens et leur donner l'espoir de se réunir à la Pologne, et que S. M. serait charmée de savoir ce que nous ferions en cas pareil.

Le discours tomba ensuite sur le comte de Stackelberg. Je ne manquai pas de dire combien l'Empereur mon Maître était content du choix que S. M. avait fait de sa personne et combien il inspirait de confiance à V. E., que sans doute nous n'avions pas à nous plaindre du comte de Schouvaloff, qui, au contraire, avait toujours mis les formes les plus agréables dans toutes ses relations, mais que je faisais S. M. juge Elle-même, si deux négociateurs d'une même Cour suivant peut-être tous deux des lignes divergentes ne devaient pas retarder plutôt qu'accélérer la marche des affaires. L'Empereur répondit qu'il goûtait fort ce que je lui disais, qu'il n'avait laissé Schouvaloff à Vienne que parce qu'il croyait que l'habitude des affaires pourrait l'y rendre utile, mais que, satisfait de savoir que Stackelberg était agréé à Vienne, il rappellerait incessamment Schouvaloff. Cette conversation finit par des témoignages d'affabilité et en me disant qu'il me chargeait de mander à ma Cour au plus tôt ce dont il avait été question entre nous, et qu'il s'attendait à la plus parfaite discrétion.

Le même soir à l'Hermitage, Kochéleff me dit à l'oreille de passer chez lui le lendemain soir. J'y fus à pied. Il se hâta de me réitérer les sentiments de bienveillance de son Maître pour ma personne, et me dit qu'il approuvait beaucoup ma délicatesse de vouloir ne pas cacher mon entrevue à M. de Romanzoff, que je lui parlerais vaguement là-dessus et sans entrer en détail, et que je me bornerais à l'entretenir de la réponse qu'il était chargé de me faire par rapport à la communication de la lettre de Sa Hautesse. Cette réponse est, que S. M. reconnaissait la participation de la lettre du Sultan comme une preuve de l'amitié de notre Auguste Cour à son égard, que sous ce rapport Elle l'appréciait infiniment, mais que les propositions y annoncées étaient les mêmes qui furent transmises à ce Cabinet par la voie de la mission de Berlin, et qu'au contraire la Sublime Porte ayant jugé à propos d'y ajouter une nouvelle clause relative à l'acquiescement aux négociations pour la Perse, l'Empereur son Maître ne pouvait les accepter, et que ses succès militaires, qui lui donnaient le Danube et même des places fortes au delà, l'autorisaient à ne plus se désister de la possession des provinces que les Turcs n'étaient plus en mesure de lui arracher.

Passant ensuite de cet entretien à un autre objet que Kochéleff m'annonça être bien plus important, il me dit avoir l'ordre de son Maître de me charger de faire passer à ma Cour que, l'Empereur Alexandre, en cas de guerre avec la France, devant nécessairement se porter en avant, il nous déclarait qu'afin que cette occupation ne nous donnât pas le moindre ombrage, il ne voulait des provinces conquises sur les Turcs que la Bessarabie et la Moldavie jusqu'au Séreth, et qu'il nous céderait toute la Valachie et la petite partie de la Moldavie jusqu'à ce fleuve avec l'importante position de Braïla, et qu'indépendamment encore de cette cession, l'Empereur nous garantissait toutes les occupations que nous jugerions à propos de faire en Servie. Je répondis que je ne manquerais pas de transmettre ces propositions à mon Auguste Cour immédiatement, mais que je priais M. de Kochéleff de s'expliquer si cette cession était obligatoire ou conditionnelle: il me répliqua que son Maître

n'y mettait aucune condition, et qu'elle ne devait servir qu'à nous prouver combien il importait à S. M. que l'Autriche se trouve tôt ou tard dans le même état de force dans lequel elle avait été avant la paix de Vienne.

Je ne veux pas passer sous silence que M. de Kochéleff me fit la confiance que l'Angleterre avait déjà fait des propositions par le canal du duc de Serra-Capriola, mais que l'Empereur y avait répondu évasivement: je crois qu'il a eu peur d'être compromis par quelque indiscretion.

7.

(Litt. B.)

10/22 février 1811.

Je crois de mon devoir de faire suivre au récit détaillé de ces différentes conversations avec S. M. ou avec la personne qui était autorisée à me parler en Son nom, les réflexions qui naissent du sujet même et de la manière dont ces entretiens eurent lieu. Les phrases soulignées *) dans mon rapport sont souvent mot pour mot les propres expressions dont l'Empereur s'est servi. Ce qui frappera sans doute V. E. est qu'après m'avoir invité à dîner, au lieu de me faire passer dans son cabinet, ainsi qu'il a coutume de faire avec le duc de Vicence et comme il en usa dans d'autres occasions avec moi, l'Empereur ait préféré ce mode de rendez-vous secret dans l'appartement du grand maréchal**). Assurément cette cachotterie devant l'ambassadeur de France, outre qu'elle porte le type d'une sujétion puérile, paraîtra d'autant déplacée, qu'elle devait manquer son but, celui du mystère, car qui répond que le seul domestique dont je fusse accompagné, le fourrier de la Cour, qui m'attendait dans les corridors, les valets de pied allants et venants, n'avaient fait leur petite histoire, qui probablement est revenue à M. de Caulaincourt? Cependant je ne pouvais me refuser à cette invitation, et je suivis ponctuellement les indications que l'Empereur m'avait données.

Dans le courant du premier entretien, je le trouvai peu embarrassé, coulant, l'air ouvert, au seul moment près où il fut question de la triple alliance proposée et manquée et de la guerre de 1809: comme toujours, une certaine rougeur, l'expression involontaire de la honte, trahit la conscience de ses torts et les reproches qu'il s'en fait. Le but apparent de cette conférence, qui était de déclarer confidentiellement sa position actuelle vis-à-vis de la France et les moyens défensifs à lui opposer, couvrait assez visiblement le but secret de sonder nos dispositions en cas d'événement. Il se peut aussi qu'il y entrât un peu de cette jactance qui est tout à fait dans le genre de l'Empereur, de faire parade des forces imposantes que la Providence, disait-il, avait mises à sa disposition, et de la célérité inouïe, incroyable même dans ce pays, avec laquelle ce changement d'organisation et cette augmentation

*) Entre guillemets dans la présente édition.

***) Le comte Nicolas Tolstoï.

dans l'armée ainsi que le charroi de l'artillerie ont été effectués. Aussi ne manquai-je pas de lui en faire ma cour, et ce peut bien être en partie à cette petite cajolerie, à laquelle l'Empereur est extrêmement sensible, que je dus ce laisser-aller avec lequel il me parla par la suite. Il est vrai que, dans les différentes occasions à table, où, à côté de lui, l'Empereur veut bien exclusivement s'occuper de moi, j'ai été suffisamment dans le cas d'encenser son amour-propre; le défaut de la cuirasse est facile à découvrir. Quant à moi, prenant le ton et l'attitude franche d'un militaire, celle qui lui inspire le plus de confiance, celle qui me convient le mieux pour ne pas me compromettre, je me donnai l'avantage de ne considérer le sujet de la conversation que simplement sous le rapport d'une discussion militaire, et à laquelle mes connaissances dans ce métier me donnaient le droit de vouer quelque intérêt. C'est ainsi que la discussion sur le plus ou moins de force de la ligne de défense me fournit l'occasion de faire parler l'Empereur sur la Suède, sur ce qu'il en attendait, et sur la Turquie, où, sous le prétexte d'un avis puisé dans la connaissance de la tactique française, je cherchai à trouver des arguments pour l'effrayer sur le danger de soutenir une double guerre et lui faire naître l'envie d'une pacification avec les Turcs, fût-ce même au prix de renoncer aux provinces conquises. Je vis clairement dans cette première conversation que l'Empereur avait une arrière-pensée sur l'article de la paix avec la Porte; je vis à n'en pas douter qu'il était parfaitement tranquille sur nos intentions de neutralité en cas de rupture, qu'avec pleine confiance dans la loyauté de notre Cabinet, l'assurance que V. E. avait donnée que nous n'avions avec la France d'autres relations que celles de bon voisinage et celles d'une alliance de famille, donnait à S. M. une parfaite sécurité pour le moment, mais que l'idée d'une possibilité d'un échange de la Galicie contre d'autres pays, idée que le long séjour de V. E. à Paris et surtout la froideur avec laquelle vous avez accueilli les propositions du comte de Schouvaloff nourrit encore davantage, tracasse beaucoup ce Prince, parce qu'en allongeant sa ligne de défense, cette cession rapproche les provinces du théâtre de la guerre avec les Turcs, et détournerait ces derniers de l'envie d'acheter la paix au prix de la cession des Principautés. Je vis encore par cette première conversation que ce n'est rien moins qu'un accès d'humeur belliqueuse qui a porté l'Empereur à défier, pour ainsi dire, un si puissant antagoniste, pour lequel naguère il avait une sujétion si notoire, mais que, depuis plusieurs mois, inquiet sur le sort de la Pologne, sur laquelle l'Empereur Napoléon s'abstenait de répondre catégoriquement, il avait cédé aux instigations de ceux qui l'avertissaient de ne pas se fier à la droiture des intentions de ce Cabinet, que les propos tenus à Essen, ceux à l'ambassadeur de Perse, dont j'ai fait mention il y a quelque temps à V. E., et quelques autres indices venant directement de Paris, entre autres, à ce qu'on m'assure, la copie d'un plan d'opérations contre la Russie escamoté du Bureau de la Guerre, sont autant de motifs qui l'ont porté à prendre une attitude militaire imposante, que, flatté et peut-être enorgueilli des succès inattendus du travail ayant trait au rétablissement des finances et des moyens de défense militaires que lui-même

ne croyait pas posséder, l'Empereur a repris un peu de cet aplomb qui, depuis l'affaire de Friedland, l'avait totalement abandonné, et qu'enfin, effrayé des propos personnellement inquiétants de ses sujets, surtout à Moscou, et excité d'un autre côté par l'expression de l'esprit public, qui promet les plus grands sacrifices volontaires en hommes et en argent s'il veut secouer le joug, humiliant pour cette nation fière, de la dépendance aux plans de la Cour des Tuileries, l'Empereur, environné, à Romanzoff, Tolstoï et le petit Galitzyne près, de personnes qui sont dans le système antigallican, s'est vu entraîné depuis les derniers six mois, d'événement en événement, de refus en refus aux propositions françaises, vers une crise dont il craint l'issue, crise qu'il désirerait pouvoir éviter, que tout le monde lui annonce devoir être tôt ou tard infaillible et que la bonne disposition de ses troupes, l'attachement vraiment touchant de la majorité de ses peuples et l'embarras de la guerre d'Espagne, lui donnent un espoir de terminer glorieusement, et même la perspective de rendre à l'Autriche cet état de puissance qui lui donne les moyens d'opposer une résistance à l'ambition toujours menaçante de son puissant voisin, car je le crois de bonne foi sur cet article; l'Empereur a en même temps les reproches de sa conscience, bourrelée par le souvenir de la paix de Vienne, à étouffer, et le désir de voir une digue établie entre lui et la France à contenter: quant au cri de sa conscience, des confidences de femme à femme ne me laissent pas douter de ce que j'ose avancer.

Je prie V. E. de remarquer que, dans ce premier entretien, qui eut lieu précisément la veille de l'arrivée de M. de Lebzelttern, j'ai été assez heureux pour éviter tout conseil qui pût avoir l'air d'une instigation à la guerre et qui compromettrait ou mon Auguste Cour ou mon individu personnel, et que, si je n'ai pu tirer au clair du premier jet ce qui m'importait le plus de savoir, c'est-à-dire ce qui positivement est la pomme de discorde entre les Souverains et quelle est l'époque de la rupture, au moins j'ai pu sonder l'Empereur sur la confiance à notre égard, et, par mes manières franches et opposées à tout ce qui a l'air de finasserie, j'ai su lui inspirer le goût de renouveler ces conversations; par conséquent j'obtiens de le faire parler davantage. J'avais outre cela l'air et la contenance d'un homme qui, loin de le monter pour la guerre, comme le font suffisamment tous les membres du Conseil, ne lui a pas caché l'importance de la crise actuelle, les chances redoutables qu'il court, et, quoique sans m'expliquer positivement, l'improbabilité de faire compte sur une coopération de notre côté.

Après l'arrivée de M. de Lebzelttern, fort des lumières qu'il a pu me donner sur l'attitude qu'il nous convenait de prendre, mon rôle ne fut plus difficile à me dicter, et, m'enveloppant vis-à-vis de l'Empereur et de M. de Kochéleff dans cette ignorance parfaite où le manque évident d'instructions me mettait, j'eus tout le loisir de les laisser venir l'un et l'autre, toute la facilité de les faire expliquer, vu l'urgence des circonstances, qui talonnent l'impatience et les irrésolutions de l'Empereur, et tout l'avantage d'écouter sans pouvoir me compromettre et de tirer parti de ce que l'un et l'autre avaient à me dire.

La conférence avec le chancelier d'Empire, qui suivit de deux jours celle avec S. M., me fit voir du premier coup d'œil que la proposition de la Porte était jugée non acceptable, qu'elle ne serait point acceptée, et que l'on y répondrait avec les égards dus à l'Auguste médiateur, mais d'une façon toute opposée à nos souhaits. Mais ce que cette conversation avait de piquant pour moi, c'était de voir le même homme dans le même cabinet, qui, il y a huit mois encore, se pavanait de l'amitié de l'Empereur Napoléon pour son Maître et de la confiance flatteuse de ce Souverain envers lui-même, devoir décliner l'embaras que lui cause à cette heure cette aveugle confiance dans les témoignages d'amitié du Cabinet français, et mendier, pour ainsi dire, sinon notre appui, au moins notre neutralité, à nous, que cet homme faible, si fier de sa paix de Friedrichshamn et des Te Deum sur le Danube, s'était accoutumé à ne plus considérer que comme puissance du second ordre.

V. E. ne croira pas qu'en causant avec moi des forces du Grand-Duché de Varsovie, il prétendit être informé qu'elles ne dépassaient pas 36 mille hommes, tandis que M. de Watzdorf dit à qui veut l'entendre qu'elles montent à 60 mille hommes. Cette ignorance est incroyable.

L'idée de S. M. de me faire parler par Kochéleff ne lui est venue sans doute que parce que, dans la conviction que je devais avoir reçu par la voie de M. le conseiller de Lebzelttern des instructions plus étendues et plus adaptées à l'état des choses actuelles, Elle renonçait à pouvoir me sonder par M. de Romanzoff, qui, ainsi que tout le monde le Lui répète journellement, n'inspire de la confiance à personne. Il est très probable même que M. de Kochéleff, mal avec le chancelier et ami intime de Stackelberg, piqué de ce que le comte Romanzoff fait prolonger le séjour du comte Schouvaloff à Vienne en dépit de la confiance due à M. de Stackelberg, a imaginé et suggéré ce moyen pour accoutumer insensiblement son Maître à traiter d'affaires à l'insu de son chancelier et pour faire perdre peu à peu à celui-ci tout son crédit, et finalement sa place.

L'ambition d'un russe n'est comparable à rien, et, aussi longtemps qu'il y a encore une plaque ou une charge qu'il n'a point, il se croit malheureux. Au reste, il se pourrait que Kochéleff, grand maître de la Cour (charge correspondante à la nôtre de Oberst Bau-Inspector), membre du Conseil, membre de la surveillance secrète, etc., désire voir le comte de Saltykoff *) au poste de chancelier: ils sont liés ensemble d'amitié et de rapports d'opinion; le parti anglais le met en avant. Quoi qu'il en soit, M. de Kochéleff, zélé partisan de notre cause relativement au paiement de la créance des 12 millions, me parut rien moins qu'un politique profond, pas même un politique rusé, mais un homme qui a de l'attachement sincère au bien de son pays, beaucoup de zèle, infiniment de prudence et de réserve, et qui, aux anges de voir son ami Stackelberg bien vu à notre Cour, ne connaît d'autre salut pour la Russie que dans un rapprochement avec l'Autriche, qu'il sera toujours prêt à conseiller au prix de tous les sacrifices possibles. D'ailleurs, confiant en notre

*) Le comte Alexandre Saltykoff.

probité, chaque déclaration de notre Cabinet est un mot sacré pour lui; haïssant la France et sa politique, plein d'une confiance religieuse dans sa Providence, qui ne peut que protéger la bonne cause, il n'est anglomane qu'autant que le commerce et les subsides de la Grande-Bretagne peuvent être utiles à la Russie.

Ce fut donc avec cet homme, qui n'a pas le don de la parole et qui, distrait et diffus, a besoin d'être souvent ramené à l'état de la question, que j'eus à parler d'affaires. Sa vivacité et son impatiente curiosité m'imposèrent la loi de la plus exacte réserve; elle le démonta, mais bientôt je lui prouvai que ma Cour, à peine informée des circonstances qui ont eu lieu récemment, n'avait pris ni n'avait pu prendre un parti et encore moins me donner des instructions. Cette ouverture franche changea du tout au tout nos positions respectives; ce fut à lui de s'expliquer, ce fut à lui à engager l'Empereur à s'ouvrir à moi, et c'est ainsi que, sans me compromettre, sans m'engager à rien, mettant surtout en avant que tout ce que je pourrais dire n'avait pas même la valeur de simples conjectures, je tirai au clair les trois choses importantes, à savoir: premièrement, ce qui a réellement amené l'état de tension entre les deux Cours; deuxièmement, le fait que l'Empereur considère comme agression réelle et l'époque jusqu'où il veut attendre à mettre ses troupes en mouvement; enfin troisièmement, les propositions que l'Empereur veut nous faire pour s'assurer de notre neutralité au commencement et de notre coopération en cas de succès. Autorisé et pressé même itérativement de transmettre ces propositions à mon Auguste Souverain, j'ai cru ne plus devoir différer l'envoi de ce courrier et je supplie V. E. de me transmettre le plus tôt possible Ses ordres relatifs à cet objet.

Je m'abstiens de toute réflexion sur ma seconde conférence avec l'Empereur. Son air au commencement était moins ouvert que la première fois; il me fixait beaucoup, écoutait attentivement et attendait toujours quelque ouverture de ma part, car il soupçonnait visiblement M. de Lebzeltern porteur de quelque communication dans ce genre. S. M. parut se rendre à l'évidence de mon ignorance absolue et Elle parut me croire sincère à cet égard; dès lors Elle n'hésita plus à énoncer clairement la question qu'Elle voulait traiter, c'est-à-dire la détermination éventuelle de notre Cour en cas de succès des armes russes. Mais comme l'article de la paix avec les Turcs lui paraissait me tenir fort à cœur, l'Empereur entra non seulement avec moi dans une explication sur les motifs d'avoir le Danube pour frontière entre lui et la Porte Ottomane, motifs que j'écoutai d'un air désapprobateur, mais ce fut encore pour nous mettre de moitié dans ses intérêts d'agrandissement de ce côté, pour nous procurer son amitié, mais, plus que tout le reste, pour se donner l'espoir d'obtenir un puissant allié en nous en cas de lutte avantageuse, qu'il m'a fait faire les dernières propositions par M. de Kochéleff, propositions que j'eus soin de faire expliquer au dernier aussi clairement que possible, qui furent faites sans restrictions, plusieurs fois répétées et avec injonction de les tenir secrètes sous parole d'honneur de part et d'autre, et de les mander le plus tôt possible à mon Auguste Souverain.

Dans l'espoir de me rendre plus clair dans l'exposé que j'ai cru devoir transmettre détaillément à V. E. de ces différents entretiens, je Lui demande la permission de récapituler et réduire à quelques points principaux ce qu'ils me valurent de plus important en notices intéressantes.

1^o La marche progressive des causes de refroidissement entre la Cour de Russie et la France.

2^o L'effectif des armées russes et leur emploi éventuel.

3^o Ce que l'Empereur Alexandre considère comme premier acte d'hostilité de la part de la France.

4^o La sécurité de cette Cour au sujet de nos relations avec le Cabinet des Tuileries.

5^o Le désir prononcé, l'impatience même de l'Empereur, d'acheter la perspective d'une coopération éventuelle de notre côté par des cessions et des garanties de toute espèce.

6^o La crainte très réelle de nous voir échanger la Galicie contre nos anciennes possessions méridionales.

7^o Le plan, en cas de guerre, de faire entrer l'armée dans le Duché et peut-être de s'y faire proclamer Roi, ainsi que je sais qu'il le lui fut conseillé il y a quelque temps.

8^o Enfin la persuasion que, dans l'état où en sont les choses actuellement, il ne tient qu'à la France que la guerre ait lieu. L'Empereur Alexandre ne peut plus reculer vis-à-vis de ses propres sujets, il le sent, et s'éloigne de ceux qui peuvent l'intimider. D'un autre côté, il est difficile d'avancer ce que fera la Russie, supposant que l'Empereur Napoléon n'insiste pas sur les propositions du système commercial. L'Empereur Alexandre ne demanderait pas mieux, mais la nation a une volonté prononcée de faire la guerre; la nation a ou se croit un besoin si réel de voir la mer libre, elle a une manière si menaçante en donnant des conseils à son Souverain, que je ne puis répondre quelles seront les résolutions auxquelles l'Empereur se portera, si l'esprit public et l'influence de l'Angleterre se soutiennent tels que je les vois dans ce moment.

8.

10/22 février 1811.

J'avais déjà signé les précédentes dépêches et elles allaient être expédiées, lorsque M. de Kochéleff me pria de passer chez lui. Il me dit avoir reçu l'ordre de l'Empereur de me faire lire la lettre autographe qu'il écrivait à notre Auguste Maître, et que S. M. jugeait à propos de me donner encore ce témoignage de Sa grande confiance en moi. La lettre est le précis des différentes conversations dont j'ai eu l'honneur de faire mon rapport à V. E. dans ma dépêche *Litt. A.* L'Empereur offre la Valachie, la Moldavie jusqu'au Séreth et son assentiment à l'occupation de la Servie, et paraît être très inquiet de notre résolution en cas que la France nous propose un échange de la Galicie.

Kochéleff avait en outre ordre de me dire que, quoiqu'il fût de l'intérêt commun de ménager au commencement la Bavière, cependant si la récupération du Tyrol nous convenait, il y coopérerait en offrant à cette Cour des dédommagements en Westphalie, ainsi qu'au Grand-Duc de Wurzburg *) une transposition de ses Etats, si cela pouvait être agréé par notre Auguste Maître.

Je m'acquitte littéralement de la commission dont je suis chargé; dans cet empressement de partager le gâteau avant qu'il soit entamé, avant encore qu'on sache s'il sera dans le cas de l'être, je ne vois qu'une grande anxiété de devoir soutenir à soi seul une lutte dont on ne se cache pas les dangers. L'Empereur a dit il y a deux jours que, d'après ses dernières nouvelles, rien ne faisait soupçonner encore des vues hostiles sérieuses, mais qu'il ne s'y fiait pas, et qu'il était sur ses gardes. Il est arrivé ici une feuille du *Times*, d'après ce que m'a dit Kochéleff, où il est fait mention d'une dépêche française interceptée qui annoncerait la réunion de l'Espagne entière à la France et la formule d'abdication du Roi Joseph, lequel, dit cette même gazette, a dû quitter Madrid à cause de l'approche de l'armée de Murcie, commandée par Blake.

9.

28 février/12 mars 1811.

Le 8 courant (de notre style), un courrier arrivé à M. de Caulaincourt lui apporta la nouvelle qu'il serait incessamment relevé par M. de Lauriston. L'ambassadeur prétend avoir déjà depuis longtemps demandé à être rappelé à cause de sa mauvaise santé, mais, dans la maison qu'il fréquente habituellement, il a assuré le contraire, ajoutant ces propres mots: „Si l'on m'avait cru encore bon à quelque chose ici, on m'y aurait assurément laissé, dussé-je y crever!“ Il m'a dit qu'il dépendait de lui de partir d'abord, mais qu'il préférerait attendre le général Lauriston, pour l'aider à concilier les différends qui semblaient causer un refroidissement entre les deux Cours. Ce fut la première fois qu'il aborda ce sujet, moi présent: encore était-ce en société de plusieurs personnes **). Depuis l'arrivée de ce dernier courrier, toute la mission française, qui auparavant gardait le silence sur les discussions récemment élevées entre les deux Cabinets, affecte de mettre en avant qu'il y a plus de probabilité que jamais que tout s'arrangera à l'amiable.

On prétend savoir ici de Paris qu'en général les affaires en Portugal n'y tournent pas à l'avantage de la France. On dit qu'un agent français

*) Frère de l'Empereur François.

***) (*Chiffré*). On croit généralement ici dans le public que son Maître est mécontent de ce qu'il n'a pas assez de vigueur dans l'affaire du Tarif, ou qu'ayant toujours été sur un pied confidentiel avec l'Empereur, on veut lui épargner le désagrément d'être l'instrument de la rupture.

(Labouchère) a été envoyé à Londres pour sonder les dispositions de la Régence relativement à une pacification *).

J'ai chargé Kochéleff, toujours bien disposé à l'égard de notre créance, d'en parler en mon nom à l'Empereur. Mordvinoff y travaille avec zèle. Le grand besoin qu'on a de gagner notre amitié amènera peut-être une résolution favorable, mais je ne le garantis pas; j'ai toutefois bien clairement énoncé et répété que l'acquiescement de cette dette d'honneur ne devait entrer en rien dans le calcul que l'on pouvait faire ici sur notre attitude en cas de guerre, et que j'avais les ordres les plus précis de traiter cet objet comme indépendant de tous les autres rapports politiques.

M. Champagny a eu, dit-on, avec Nesselrode une explication orageuse à cause du Tarif, dont Napoléon est si mécontent.

On dit savoir positivement l'arrivée de deux trains d'artillerie à Varsovie et à Francfort.

A la dernière parade, l'Empereur parla peu à l'ambassadeur, qui fut tout le temps rêveur. Le dernier passa de là chez le chancelier; la conférence fut longue, et l'on lui entendit dire: „Je suis fâché de devoir vous répéter „que mon Maître ne se départira pas de ce qu'il vous a dit avoir pris“.

J'ai eu dernièrement encore un entretien avec l'Empereur. Il me parla de la lettre qu'il a envoyée à S. M., des quatre divisions qu'il retirait du Danube pour renforcer son intérieur, de nouveaux bataillons de matelots qu'on organise en infanterie (qui, me dit-on, peuvent monter moyennant un léger recrutement à 60 mille hommes, total qui me paraît exagéré), des troupes franco-napolitaines, que l'Empereur de Russie croit destinées à observer notre frontière méridionale. S. M. récapitula enfin Ses offres avantageuses, et je puis dire illimitées en cas de succès et d'adhésion de notre part. A cette époque, je me suis tenu sur la plus exacte réserve, comme aux audiences précédentes. Le public demande la guerre à grands cris; il y a des provinces qui ont déclaré ne pouvoir plus payer d'impôts sans l'ouverture des ports au commerce. Il a été question d'une espèce de manifeste par lequel ce gouvernement, en facilitant le commerce des neutres, donnerait toute la latitude possible au débit des produits territoriaux par mer.

M. Ouvaroff, aide de camp de l'Empereur, arrivé récemment de l'armée de Turquie, a fait les plus fortes représentations sur l'impossibilité d'attaquer Schumla et de pénétrer au delà du Balkan; on dit qu'un courrier a été expédié avec l'ordre de se tenir sur la défensive.

(Chiffré). *Post-scriptum*. Je rouvre mon paquet pour informer que le temps ne me permet point de remettre aujourd'hui le contenu de ma conversation avec M. de Kochéleff; j'ai de l'espoir relativement à notre créance. L'Empereur vient de me confier qu'il est très mécontent de ce que Kourakine ait repris la protestation à cause du Duché d'Oldenbourg, et qu'il était décidé à la publier et à l'envoyer à toutes les Cours.

*) Chiffré à partir d'ici jusqu'à la fin.

14/26 avril 1811.

Je me suis d'abord abouché avec M. de Kochéleff pour savoir quelles étaient les intentions de S. M. relativement à la remise de la lettre autographe de notre Auguste Maître; l'Empereur m'ayant fait dire que j'avais à la donner au chancelier, mais qu'il désirait que je ne lui parlasse sur tout le reste que vaguement, je me conformai à ses intentions. Hier enfin S. M. me fit inviter à dîner, et, après table, Elle me fit passer dans Son cabinet. Je Lui fis lecture de la dépêche ostensible; il l'écouta avec beaucoup d'attention et ne m'interrompit qu'à l'article où il est dit: *L'alliance des deux grands Etats entre lesquels se trouve placée l'Autriche, une marche politique entièrement ignorée et indépendante de nous, les rapports établis à Tilsit et à Erfurth ont déterminé la guerre de 1809.*—„Je ne puis“, interrompit l'Empereur, „passer ceci avec „indifférence: le prince Schwarzenberg est mon témoin, que j'ai déconseillé „cette guerre, que je vous ai avertis que j'avais des engagements avec la „France, et soyez persuadés que, si vous n'aviez pas été les agresseurs, si „vous aviez accédé à cette espèce de triple garantie réciproque des trois „Empires, vous m'auriez dégagé des obligations contractées et les choses auraient „tourné tout autrement. Faites-moi le plaisir d'écrire cela à votre Cour“.

Je répondis comme je le devais, et j'achevai ma lecture. Ensuite je me résumai en lui disant que, par ce que je venais d'avoir l'honneur de lui communiquer et par la lettre de l'Empereur mon Maître, S. M. avait pu se convaincre de la manière franche avec laquelle nous répondions aux propositions qu'Elle nous avait faites, que le caractère de loyauté de mon Souverain lui était trop connu pour que S. M. pût concevoir le moindre doute de la véracité de ses sentiments, que d'ailleurs il nous importait trop que l'équilibre de l'Europe, déjà si fortement ébranlé, ne fût pas complètement dérangé, pour que nous ne prissions pas le plus vif intérêt au bien-être de la Russie, que notre situation nous invitait à une neutralité nullement en contradiction avec ce même intérêt qui nous faisait souhaiter qu'une explication amicale prévint des voies de fait, que c'était à titre d'ami de S. M. et à la suite de cette confiance qu'Elle avait témoignée à mon Auguste Souverain, qu'il croyait avoir acquis le droit de lui représenter vivement toutes les chances auxquelles une guerre avec la France exposait la Russie, et surtout combien S. M. accumulait d'embarras en persévérant à continuer la guerre avec la Porte, que, quant aux propositions qui nous avaient été faites, elles n'étaient pas compatibles avec la sévérité des principes de l'Empereur mon Maître, qui croirait, par une adhésion quelconque, léser sa stricte neutralité envers la Porte, de la probité et fidélité de laquelle nous n'avions eu qu'à nous louer dans les moments les plus critiques et contre laquelle nous eussions embrassé la cause de la Russie son ennemie en nous enrichissant de ses dépouilles, que S. M. l'Empereur François se refusait de croire à la possibilité que la Porte, heureuse de sortir d'embarras d'une manière honorable, voulût, en cas de guerre entre

la Russie et la France, renouveler des hostilités auxquelles l'intervention de l'Autriche eût mis un terme.

L'Empereur me répondit qu'il ne me cachait pas qu'il existait dans ce moment des pourparlers, que peut-être ils mèneraient à des résultats satisfaisants, qu'il ne demandait pas mieux que d'en finir, et qu'il m'autorisait d'écrire à ma Cour que, si l'Empereur mon Maître voulait interposer ses bons offices, il considérerait cette démarche comme une preuve d'amitié. Je crus devoir lui faire observer qu'il serait toutefois nécessaire que S. M. voulût m'indiquer les bases sur lesquelles on pourrait établir cette négociation. L'Empereur ne me répondit rien de positif, quoique je l'assurai itérativement que, s'il ne se désistait pas de la prétention de garder la rive gauche du Danube, il fallait renoncer à la conclusion de la paix. Il se borna à me dire que notre Cabinet n'avait qu'à lui communiquer ses idées et que, si elles étaient compatibles avec ce qu'il devait au succès de ses armes, il s'y prêterait avec plaisir.

Enfin je tâchai d'amener l'entretien sur les nouvelles récentes des mouvements de troupes dans le Duché et en Allemagne, et finalement sur la protestation relative à l'occupation du Duché d'Oldenbourg, dont l'Empereur n'hésita pas à me confirmer l'envoi à toutes les Cours. „Cette protestation“, ajouta-t-il, *„n'est pas une déclaration de guerre; je devais cette démarche à ma Maison, dont je suis le chef, et à la dignité du poste que j'occupe“* (S. M. évite dans toutes les occasions avec affectation de dire: *mon Trône, ma Couronne, mes sujets, mon Empire*). „Il n'est plus question entre la France et moi de Tarif ni de rien de ce qui a rapport au commerce. Je ne provoque pas la guerre; si elle la veut, je suis prêt, et la Providence décidera“.

Je fis l'observation à S. M. que, même avant que nous eussions connaissance de cette protestation, les nouvelles que nous avions de la France et de l'Allemagne, des mouvements des troupes et autres préparatifs militaires, ne nous laissaient plus douter que les choses étaient trop avancées pour pouvoir espérer un accommodement, et qu'en mon particulier je voyais la guerre inévitable. Je lus distinctement sur sa physionomie que ce mot le frappait. S. M. me répondit que l'Empereur Napoléon avait l'habitude de ne commencer la guerre qu'en automne; à quoi je répliquai qu'en 99 et en 1809 la France l'avait commencée dès le printemps. Puis, laissant toute discussion diplomatique de côté, tous deux appuyés sur la carte de la Pologne, nous raisonnâmes en militaires sur les difficultés que le cours des rivières, la position de Sirock bien fortifiée et d'autres empêchements de localités offraient à une invasion hostile dans le Duché. Il toucha la corde du renforcement de Danzig; je lui parlai de l'armée varsoivienne, qu'aujourd'hui enfin l'Empereur admet être de 60 mille hommes, et la conversation roula sur d'autres objets de tactique que l'inspection de la carte nous suggérait.

Je lui répétai plusieurs fois que j'avais les ordres les plus positifs de déconseiller la guerre s'il en était encore temps, que je craignais bien que la protestation publiée dans toute l'Europe ne permit plus à aucun des deux Cabinets de reculer, mais que, s'il voulait savoir mon avis comme militaire, j'étais forcé d'avouer qu'une fois persuadé que la guerre ne pourrait plus s'éviter,

je n'aurais pas tardé jusqu'aujourd'hui d'occuper la position de Sirock et de me placer sur la Vistule, opération que j'aurais faite le jour même où j'eusse expédié mes courriers avec cette protestation, que je considérais comme une vraie déclaration de guerre. L'Empereur me dit que cette thèse avait été suffisamment débattue, qu'il tenait à sa résolution de ne pas provoquer la guerre, qu'il considérait comme le plus grand fléau pour l'humanité, que Sirock était trop bien fortifié et déjà occupé par trop de troupes pour être pris par un coup de main, et que, s'il fallait en faire le siège en règle, l'Empereur Napoléon aurait le temps d'arriver avec son armée, qu'il tenait pour plus avantageux d'attirer les armées françaises et de les tenir éloignées de leurs communications. La conversation retomba ensuite sur cette ennuyeuse répétition des bons conseils que S. M. nous avait donnés en 1809 de ne pas être les agresseurs, répétition que j'écoutai dans le respectueux silence qui me convenait envers S. M. Je réussis à le ramener sur les Turcs, et je pris la liberté de lui représenter que, malgré la bonne volonté que je supposais aux Anglais de vouloir porter le Divan à la paix, ils ne pouvaient se compromettre au point de changer tout de suite de langage vis-à-vis de lui. L'Empereur me répondit qu'il ne faisait aucun compte sur les Anglais, que d'ailleurs ils n'avaient aucun motif de soupçonner une probabilité de guerre entre la Russie et la France. Je m'appliquai à faire concevoir à S. M. que les Anglais assurément n'ignoraient pas le cantonnement des 280 mille Russes sur les frontières ni les mouvements en Allemagne et en France, ni qu'il y avait des pourparlers entre les deux Cours. S. M. m'assura qu'Elle n'avait parlé à personne de la correspondance autographe avec mon Souverain, à quoi je répondis qu'Elle pouvait être assurée du plus religieux silence de notre Cabinet, mais qu'il y avait des choses qui se devinaient, que d'ailleurs il importait trop au ministère britannique de savoir ce qui se passait sur le continent, pour que nous ne dussions supposer qu'il était bien informé. Alors l'Empereur répliqua que, pour me donner une preuve de confiance, il ne me cachait pas qu'il n'y avait pas la moindre ouverture de faite entre lui et l'Angleterre, *qu'il ne voulait pas même avoir cette apparence de tort envers la France*, qu'à propos de cela, il lui était revenu par une mission d'une Cour subalterne que nous avions donné l'éveil à la France sur des relations renouvelées entre la Russie et l'Angleterre. J'assurai l'Empereur que je me flattais que cette méchanceté pour brouiller les deux Souverains était trop maladroite pour faire quelque impression sur lui, que je le conjurais de n'ajouter foi qu'à ce que V. E. communiquerait directement à M. de Stackelberg ou à ce que j'aurais l'honneur de déclarer à S. M. au nom et par ordre de mon Auguste Maître, et que tous les commérages dont on ne manquerait pas de l'assaillir tant que durerait cet état de tension entre la Russie et la France étaient indignes d'être écoutés par un Souverain qui a toutes les raisons de croire aveuglément à la loyauté de notre Cabinet. L'Empereur me protesta être tout à fait tranquille à cet égard, et qu'il se reposait entièrement sur l'amitié de notre Auguste Souverain.

En prenant congé de S. M., je La priai de se rappeler que mes instructions les plus positives portaient de lui déclarer le vœu que nous faisons pour la

continuation de la tranquillité sur le continent, et les justes appréhensions que nous avons des chances désastreuses pour la Russie que cette lutte menaçait d'amener, chances d'autant plus alarmantes pour nous, que les intérêts de cet Empire étaient étroitement liés avec le maintien de l'équilibre en Europe.

Cette longue conversation, qui me donna occasion de lire sur la physiologie de l'Empereur les différentes impressions que faisaient sur lui les matières que je traitais, me donna les résultats suivants :

1^o L'Empereur est convaincu que notre situation ne nous permet plus de prendre une part active quelconque en cas de guerre, et je lui dois la justice qu'il pressentit cette détermination de notre part.

2^o L'Empereur est, je n'en doute pas, persuadé, ainsi qu'il me l'a répété plusieurs fois, de la sincérité de nos intentions, et il est rassuré sur l'appréhension qu'il existât un traité obligatoire quelconque entre nous et la France.

3^o Quoique vivement travaillé par un parti prédominant dans le moment actuel, et stimulé par la présence du vieux Duc d'Oldenbourg et de la Grande-Duchesse Catherine, plus que jamais ennemie irréconciliable de la France, l'Empereur n'en est pas moins inébranlable dans la résolution de ne pas être l'agresseur, et, quoiqu'il y ait déjà six semaines qu'il m'ait dit positivement que le passage de l'Oder par des troupes françaises serait à ses yeux un acte d'agression, cependant, aujourd'hui que le danger approche, l'énergie nécessaire lui manque : et je crois ne pas me tromper en assurant V. E. que des troupes prussiennes, allemandes, françaises même, se placeront jusque sur la Vistule, et les armées russes ne bougeront pas. L'Empereur Alexandre a une crainte de la guerre qu'il ne peut cacher ; il semble encore vivement frappé de cette terreur qu'il eut après l'affaire de Friedland, et cette terreur augmente à mesure que les nouvelles des préparatifs progressifs de la France lui parviennent. La honte de l'humiliation qu'il éprouve devant ses propres sujets par l'acte arbitraire de l'occupation d'Oldenbourg, et la crainte que lui ont inspirée les propos menaçants dans l'intérieur de l'Empire qu'on ne lui a pas ménagés, lui ont fait prendre une détermination qu'il se flatte encore toujours ne pas devoir entraîner nécessairement un état de guerre, dont les conséquences funestes sont toujours présentes à sa pensée. En un mot, ce Souverain désirerait satisfaire à la fois au cri de la nation, qui veut la mer ouverte, et à la dignité de sa Couronne, qui l'a engagé à cette protestation, et en même temps à cette voix secrète qui lui présage des revers, pour lesquels il ne se sent pas l'âme assez forte. Un coup d'œil dans l'avenir incertain l'effraie, le souvenir des appréhensions qui l'accablèrent après la défaite de Friedland le tourmente ; d'un autre côté, la crainte du blâme de ses propres sujets l'agite, et cet état de fluctuation est vraiment pénible pour ce Prince, qui n'est aucunement pas à la hauteur des circonstances.

4^o L'Empereur se flatte quelquefois que la France, trop occupée en Espagne, trouvera un mode de conciliation, et je suis porté à croire que, si notre Cabinet voulait offrir ses bons offices, ils seraient acceptés avec reconnaissance. Je n'ai pas cru le moment favorable d'en parler dans cette audience,

mais comme je suis invité à une conférence pour demain avec Kochéleff, j'en ferai mention dans le sens de l'instruction que V. E. m'a donnée.

5^o L'Empereur veut la paix avec la Turquie, il la souhaite de bonne foi, et à mesure que l'époque d'une rupture avec la France semble s'approcher, il la désire plus vivement. Il est de fait, et je le tiens de Kochéleff même, qui en écrivit à Adair, que, dès le mois de juillet passé, l'Empereur a fait l'offre du Pruth pour frontière. S. M. se croyait alors, au dire de Kochéleff, si sûre de la paix, qu'Elle crut pouvoir en fixer l'époque à six semaines pour sa conclusion définitive. Il se pourrait bien que l'Empereur se trompât encore une fois dans la négociation actuelle. Au reste, si notre Auguste Maître jugeait à propos de coopérer à hâter la conclusion de cette négociation, je crois d'après Kochéleff, qu'en sondant le Divan sur la cession du terrain au delà du Pruth, on rencontrerait les idées de l'Empereur Alexandre. Jusqu'à présent, c'est Italinsky et Koutouzoff qui correspondent directement avec lui sur cet objet.

6^o Je crois l'Empereur tout à fait vrai lorsqu'il assure qu'il n'y a eu encore aucune proposition faite à la Cour de Londres de sa part; la manière dont le duc de Serra-Capriola s'en plaint me le confirme.

7^o Finalement j'induis de toutes les notices que cette conversation m'a values, que l'Empereur Alexandre néglige les avantages précieux que lui avait donnés la célérité du rassemblement de ses moyens vis-à-vis d'un adversaire qui ne s'y attendait pas et qui ne lui faisait pas l'honneur de supposer possible cette promptitude d'organisation, que l'Empereur Napoléon cherche par toutes sortes de protestations fallacieuses de l'endormir dans une espèce de sécurité, et que, dès que les moyens de la France et de ses alliés seront prêts, il fondra comme l'éclair sur la Russie, transportera le théâtre de la guerre dans ce pays et se préparera des succès inévitables. Jusqu'à hier, je nourrissais encore quelque espoir; mais, depuis que j'ai vu de la jactance au lieu d'énergie, des irrésolutions où j'espérais des déterminations promptes, et des inquiétudes dans un moment où il faut un dévouement héroïque, je désespère de l'issue de cette lutte et je vois un avenir très malheureux.

11.

14/26 avril 1811.

Dans la dépêche datée du 30 mars, V. E. me recommande beaucoup de mesure eu égard à mes relations avec M. Kochéleff. Je crois l'avoir dépeint à V. E. comme un homme d'assez peu de moyens: plusieurs conférences avec lui m'ont confirmé dans le jugement que j'en avais porté d'abord. Kochéleff n'a ni une grande facilité à s'énoncer, ni ce talent de savoir éviter une question qu'il pourrait craindre qu'on abordât, ni cette séduction qui invite à des épanchements, ni surtout ce degré de finesse nécessaire pour arracher aux autres leur secret. Au contraire, c'est un de ces hommes peu exercés aux colloques ministériels, un homme qu'il faut aider quelquefois à retrouver le fil de son narré, qui s'appesantit sur des détails et répète avec une complaisance pué-
rielle

les marques de confiance que lui donne son Souverain, et cache assez mal la vanité qu'il tire à être initié dans des secrets que l'on fait ignorer à son antagoniste Romanzoff. C'est tout simplement un bon homme, intègre de l'aveu de tout le monde, attaché à son Souverain, qui l'estime à titre d'honnête homme, partageant avec tous les Russes et l'indignation d'avoir accepté aux dépens de l'honneur les 400.000 âmes cédées par le traité de Vienne, et le dépit de voir plier la fierté nationale au système de pusillanimité du comte Romanzoff, dont il est en outre l'ennemi personnel et dont il se flatte (quoique très à tort) de devenir le successeur. Il est un de ceux qui ont représenté à l'Empereur avec le plus de chaleur combien il était urgent de satisfaire à la créance de l'Autriche, et les rapports que j'ai eus avec lui sur cet objet, ainsi que son intimité avec Stackelberg, ont peut-être décidé S. M., déjà disposée à retirer sa confiance au chancelier, à me proposer de conférer avec Kochéleff. Je dois la justice à Kochéleff que jamais il ne m'a rien dit au nom de son Maître qui ne m'eût été, ou confirmé par l'Empereur lui-même, ou que S. M. ne m'eût dit encore avant que celui-ci m'en eût parlé. Il n'est donc au pied de la lettre que l'organe des déterminations de son Souverain, qui, pour ne pas donner de l'ombrage, ainsi que S. M. m'a dit Elle-même, m'a adressé à lui, ne voulant pas trop multiplier les audiences dans Son cabinet, et pouvant se fier sur la plus parfaite discrétion de cet homme, d'ailleurs vivant très isolé. Il me semble donc que je n'ai aucune raison de méfiance particulière vis-à-vis de Kochéleff, aussi peu qu'il a dépendu de moi de me refuser à conférer avec lui. Stackelberg, son ancien ami, a reçu un ordre de l'Empereur (qui, pour en éviter le soupçon à Romanzoff, le lui a expédié par un courrier du département de la guerre) de communiquer directement sur toutes les affaires importantes avec Kochéleff; c'est par le même principe que S. M. m'avait fait insinuer que je me bornasse, en remettant la lettre autographe de notre Gracieux Souverain à Romanzoff, de ne lui parler que vaguement sur les affaires, se réservant d'en traiter lui-même en détails avec moi.

V. E. jugera par tout ce que j'ai l'honneur de Lui dire à ce sujet que Kochéleff est moins que personne que je connaisse à Pétersbourg l'homme devant lequel il faut un redoublement de mesures autres que celles que l'importance des affaires exige généralement, et que cette cachotterie devant Romanzoff, dont l'Empereur, Kochéleff, Stackelberg et moi avons le secret, n'est que la suite de l'influence des personnes qui dans ce moment agissent sur l'esprit de leur Maître, qui tous, ou ennemis personnels du chancelier, ou déterminés à vouloir la guerre, cherchent à l'écartier des affaires, à accoutumer l'Empereur à agir sans le consulter et à le préparer peu à peu à lui assigner la place de Chef du Sénat, à laquelle on le destine sans lui ôter la charge de chancelier, mais sans lui confier dorénavant le portefeuille. D'ailleurs, il est de fait, et j'ai pu m'en apercevoir depuis quelque temps, que l'Empereur n'avait pas ce degré de confiance en M. de Romanzoff qu'on lui supposait. Lui-même s'est plaint une fois à moi que l'Empereur gardait des papiers des mois entiers sans les lui communiquer; et cette vanité de faire les affaires lui-même que l'on connaît à l'Empereur, cette crainte de paraître mené, ne me laissent

aucun doute que le comte Romanzoff n'a souvent été informé de bien des choses que très après coup. A la vérité, il a longtemps réussi à flatter le sentiment dominant de son Maître, la peur; il a longtemps réussi à le bercer de l'espérance de forcer les Turcs à la cession des Principautés, et même il y eut un temps qu'il réussit à lui persuader qu'on jugeait l'Empereur des Français à tort en lui supposant un désir de conquêtes sans bornes. Mais depuis que l'Empereur s'aperçut que la nation le soupçonnait d'être mené par lui, il déclara à plusieurs personnes qu'il était son propre ministre des affaires étrangères, et que Romanzoff n'était que pour la grosse besogne et que pour conférer avec les ministres étrangers.

Kochéleff, par sa place au Comité de surveillance, a eu beau jeu à intimider son Maître par les bruits et les propos menaçants qui couraient dans le pays; il ne lui a caché le mépris que la nation a pour Romanzoff et sa politique, et cette méthode, infailible avec l'Empereur Alexandre, a perdu tout à fait le chancelier dans l'esprit de son Maître. Je puis assurer V. E. que, pour les grandes déterminations, c'est comme s'il avait déjà cessé d'être en place; il faut être lui, il faut tenir à cette gloriole de fantôme de chancelier, pour ne pas demander sa démission. S'il sait qu'un ministre étranger est de moitié dans le secret de la pièce qu'on lui joue, c'est un homme vil; s'il l'ignore, c'est un homme nul. D'ailleurs je prie V. E. d'être persuadée que je me donne bien de garde de ne travailler d'aucune manière à amoindrir le crédit du chancelier. De l'Empereur à moi, il n'est jamais question de Romanzoff pas plus que s'il n'existait pas, et, quand Kochéleff fait des sorties contre lui, je garde toujours cette mesure qui me convient. D'ailleurs, outre que je n'ai qu'à me louer de ses formes amicales, je suis persuadé avec V. E. que son renvoi serait le signal de la guerre.

12.

25 avril/7 mai 1811.

(Chiffre). Nous pouvons être parfaitement rassurés sur la détermination inébranlable de l'Empereur de ne pas être l'agresseur. Les préparatifs continuent avec vigueur; on se flatte que les hostilités, auxquelles toutefois l'Empereur s'attend toujours, ne commenceront point avant la fin d'août. Je suis chargé de mander que l'Empereur reconnaît enfin sa dette des douze millions, qu'il promet de payer en entier l'année prochaine en deux termes, sur lesquels il veut consulter son ministre des finances. S. M., pour ne pas entraver la marche des négociations déjà entamées, désire que nous nous bornions à sonder la Porte sur les sacrifices qu'elle compte définitivement faire et sur ses dispositions à devenir non seulement l'amie, mais même l'alliée de la Russie. L'Empereur reconnaîtra comme preuve d'amitié que l'Autriche porte à la Cour de France des paroles conciliatrices; mais, ne voulant pas avoir l'air de craindre la guerre, il souhaite que ce fût en notre nom et en vertu de notre système pacifique, et non comme chargés de la part de la Russie,

que nous fissions ces insinuations. M. Kochéleff m'a fait entendre que V. E. avait donné au comte de Stackelberg l'espoir que, dans le cas où l'explosion de la guerre fût ajournée à une époque plus reculée, l'Autriche pourrait donner des preuves de son amitié à la Russie d'une manière plus active qu'elle n'est en état de le faire actuellement; à quoi je répondis que mes instructions, sans contredire une pareille insinuation, ne la confirment en aucune manière (*Fin du chiffre*).

M. de Lauriston, qui a pris sa route par Berlin et Danzig et que l'on dit être arrivé à Riga depuis deux jours, est attendu ici d'un moment à l'autre.

L'on a la nouvelle que le rédacteur du *Journal de l'Empire*, M. Esme-nard, a été puni par S. M. l'Empereur Napoléon, pour avoir inséré dans la feuille du 12 avril l'absurde article où il était fait mention indirecte de M. de Tchernycheff et de ses courses fréquentes.

Le gouvernement reçut hier un courrier de Paris, mais rien ne perce dans le public sur les objets dont il peut avoir été porteur. Il y a tout à espérer néanmoins que les discussions qui subsistent entre les deux Cours prendront une tournure satisfaisante, et que la haute sagesse et la modération de S. M. l'Empereur Alexandre et de son ministère parviendront à éloigner des complications qui auraient pu rallumer une nouvelle guerre meurtrière dans le nord de l'Europe, et à maintenir la tranquillité dont les peuples ont un si pressant besoin.

13.

11/23 juillet 1811.

M. le comte de Romanzoff, ayant eu la bonté de m'avertir qu'un courrier russe allait se rendre à Vienne, m'ayant offert de se charger de mes paquets pour V. E., je profite de cette occasion pour Lui accuser la réception de la dépêche chiffrée en date du 21 juin.

Avant-hier il y eut Te Deum à la Tauride, pour célébrer la victoire que le général Koutouzoff remporta sur le grand vizir; j'ai l'honneur d'en remettre ci-joint les détails publiés dans la *Gazette de Pétersbourg*.

Le général Paulucci, qui passa du service du Piémont au nôtre, où il fut nommé chambellan, et qui se trouve actuellement général de division, vient de recevoir le commandement civil et militaire de la Géorgie.

(*La fin chiffrée*). On parle derechef du voyage de l'Empereur en Crimée. J'ai rappelé à M. Kochéleff la promesse de l'acquittement de la dette; il m'a prié d'être rassuré à cet égard, mais n'a pu me donner une assurance plus positive que sa conviction de l'exactitude du paiement. Il ne m'a pas caché que l'éloignement de Romanzoff était ajourné au mois de septembre. Je ne crois pas me tromper en avançant que le porteur de celle-ci a fait quelque confiance au duc de Serra-Capriola sur la négociation dont le comte Schouvaloff avait été chargé; l'offre de la Valachie est un de ces articles secrets que le duc communique à ses amis. Le courrier arrivé à Lauriston a

donné lieu à une conférence que Romanzoff m'a dit s'être réduite à des phrases et des offres de dédommagement. On prétend que la Cour de France, quoiqu'elle eût mis cet objet de côté, revient sur les articles du Tarif, dont assurément on ne se désistera point ici. Beaucoup de vaisseaux soi-disant américains sont arrivés chargés d'une immensité de denrées coloniales; ils emporteront des productions du pays.

14.

1^{er}/13 août 1811.

Il y a à peu près quinze jours qu'à la parade l'Empereur me fit l'honneur de m'inviter lui-même à dîner. S. M., qui à table me parut être d'une humeur très enjouée et particulièrement disposée à la confiance, me dit qu'Elle désirerait me parler en particulier; on me fit entrer dans son cabinet. L'Empereur entama la conversation par me dire que, depuis qu'il ne m'avait vu, il avait reçu des nouvelles de France; au fond rien que des phrases, des protestations d'amitié et des offres d'indemnité pour le Duché d'Oldenbourg: „Mais“, dit S. M., „ce n'est pas ce que nous voulons; la Russie tient à „l'accomplissement des traités, qu'elle a observés religieusement et que la „France a violés. C'est elle qui est l'agresseur, c'est à elle à remettre les „choses sur l'ancien pied: puis on pourra convenir d'un équivalent, car il ne „nous convient pas d'en prendre aux dépens d'un tiers que l'on dépouillerait, „et, en Allemagne, tout est à peu près déjà donné à des puissances amies „de la France. Je sais bien un équivalent qui pourrait nous convenir“, ajouta l'Empereur avec un air de réticence, „mais il n'en peut pas être question „encore“. Après cela, S. M. me demanda si je pensais qu'on tirerait le canon encore cette année-ci; je crus pouvoir sans hésiter lui répondre que je croyais que non, appuyant mon opinion et sur l'embarras que causait la guerre en Espagne et sur la saison déjà avancée. L'Empereur m'écoutait avec cet air satisfait que je lui connais aussi souvent qu'il semble rassuré sur le danger instantané d'un commencement d'hostilité. „Mais“, continua-t-il, „il ne faut „pas se laisser endormir pour cela; je mets à profit le temps qu'on me laisse „pour achever l'organisation de mes armées“. S. M. voulut bien m'expliquer en détail sur quoi portaient ces changements, et nommément sur la remonte et le charriage, dont l'organisation va être en partie imitée d'après celle des armées autrichiennes.

L'Empereur me parut avoir sur tous ces objets de détail des idées très claires; il n'y a pas de doute que le ministère de la guerre met une activité étonnante dans la réforme de mille abus que les anciennes administrations vicieuses avaient introduits. L'Empereur me parla encore avec complaisance du complet parfait de tous les corps, des quatre bataillons qui, composés de gens dressés depuis un an, sont destinés à remplacer promptement les pertes à l'armée, et enfin d'une levée de cent mille hommes qui se fera au moment de l'explosion de la guerre, et qui recomplètera à fur et mesure cette réserve

des quatre bataillons. „Ce n'est qu'ainsi“, disait l'Empereur, „qu'on pouvait „espérer de soutenir une guerre avec la France“; qu'il ne fallait pas se cacher qu'on n'avait personne à opposer au génie extraordinaire du plus heureux ainsi que du plus entreprenant capitaine de notre siècle, et qu'il fallait renoncer à l'égaliser. „Quant à ses généraux“, ajouta-t-il, „on voit qu'ils ne sont „pas invincibles; mais s'il commande lui-même, ce n'est qu'en étant préparé „à soutenir une guerre de dix ans, s'il le faut, qu'on peut espérer de lasser „ses troupes et d'épuiser ses moyens“. Cette idée l'occupait fortement, et ce fut en abondant dans ce sens que l'Empereur m'expliqua pourquoi, entre autres raisons, il préférerait de faire la guerre sur ses frontières que d'aller au devant de l'ennemi.

Je voyais, au ton de conviction dont il m'en parlait, que cette thèse souvent discutée devant lui n'avait fait que l'affermir dans sa résolution de se tenir sur la défensive. La Russie, selon l'Empereur, a de grands moyens, mais elle est gênée par l'immensité des distances dans l'intérieur; elle doit donc réparer ce qu'elle perd de ce côté en usant de célérité et en éloignant les armées aussi peu que possible, au lieu que, les armées loin de leur pays, le soldat, exposé à un climat âpre, à une nourriture mal assurée, à la ressource de l'eau-de-vie qui ne lui convient pas, aurait mille chances à son désavantage. „Je sais bien“, dit S. M., „qu'on ne cesse de crier qu'il faut aller à la „rencontre de l'ennemi et porter la guerre dans ses Etats: je connais toutes „ces grandes phrases sur l'avantage de l'offensive; mais ce sont d'anciens „lieux communs, et qui s'appliquent mal à la conjoncture actuelle“. Trouvant S. M. plus disposée que jamais à me parler avec abandon, je pris la liberté de lui demander si peut-être la Cour de France ne s'était pas fait un système d'entretenir pendant un temps indéfini cet état de tension dans l'espoir de déranger les plans de réforme de finances de la Russie, en lui causant de grandes dépenses par ce cordon de troupes réunies sur une même frontière et mises sur un parfait état de guerre. „On se trompe fort“, me répondit l'Empereur, „si l'on croit que l'armée me coûte plus que de coutume; il est vrai „que cette amélioration dont je vous ai parlé dans l'organisation des remontes „et du charriage m'a fait déboursier six millions de roubles, mais ces messieurs „avaient beau dire ce qu'ils voulaient“ (apparemment S. M. indiquait l'opposition dans le Conseil), „cette dépense était absolument nécessaire, et j'aurais „toujours dû la faire, parce qu'elle manquait à ce perfectionnement d'organi- „sation que l'état actuel de l'Europe exige de moi“. S. M. m'expliqua ensuite comme les circonstances avaient favorisé la formation des magasins à peu de frais et comment on avait adopté un système d'alimentation de l'armée en plaçant les magasins par échelons, „pour pouvoir“, répéta l'Empereur, „faire „la guerre de manière à la soutenir longtemps et à une distance qui nous „en facilite les moyens et aggrave les difficultés à l'ennemi“.

La conversation s'étant épuisée sur ce sujet, je dis à S. M. que je saisissais cette occasion pour lui faire mon compliment sur la victoire que le général Koutouzoff venait de remporter, mais qu'avec ma franchise accoutumée j'osais lui dire que j'aurais de bien meilleur cœur assisté à un *Te Deum* pour

la paix conclue avec les Turcs.— „Et moi donc!“ m’interrompt l’Empereur; „mais que voulez-vous? On ne peut plus faire entendre raison à ces gens-là; „le Divan est travaillé par la France, et il ne faut pas les enorgueillir davantage en lui faisant de trop bonnes propositions. Les Turcs ont entendu parler „d’un“ — ici S. M. fut quelque temps à chercher le mot — „d’un refroidissement „entre la Russie et la France, et ne voilà-t-il pas qu’ils ne veulent plus rien „céder du tout!“ Puis, revenant sur la France et ses préparatifs, l’Empereur me dit savoir qu’on organisait huit régiments de lanciers; ce n’est point une augmentation de cavalerie, ce n’est qu’une transmutation d’armes pour opposer à nos cosaques qui leur firent beaucoup de mal.

L’Empereur jugea à propos de faire semblant vis-à-vis de moi de faire l’apologie des opérations du général Koutouzoff, dont je sais qu’il fut très mécontent en apprenant son retour en deçà du Danube, au point de regretter de s’être trop hâté de lui envoyer son portrait à la boutonnière. Cela me donna occasion de parler de la Servie, sur laquelle je lui dis avoir quelques sollicitudes, à cette heure que cette province était plus exposée que jamais à une vengeance toujours cruelle des Turcs. L’Empereur me répondit que, pour le moment, il y avait suffisamment de troupes russes, que la communication restait toujours ouverte, et que dans le besoin on y pouvait faire filer des renforts. „Au reste“, ajouta l’Empereur avec un sourire de finesse, „la conservation de la Servie est plus intéressante à l’Autriche qu’à la Russie“. Je me tus, et, au bout de quelques moments de silence, l’Empereur continua d’un ton confidentiel: „De deux choses l’une, ou la Providence veut que, „par de malheureux événements, l’Europe soit subjuguée, ou tout retournera „à peu près à l’ancien ordre des choses, et alors la Servie est un des arrondissements qui sera tout à la convenance de l’Autriche“. Je répondis que je voyais avec plaisir que les sentiments d’amitié que S. M. éprouvait pour notre Auguste Maître La portaient à nous souhaiter des acquisitions dont le Cabinet de Vienne est bien loin de s’occuper.

Pendant cette longue conversation, l’Empereur avait toujours un air riant, s’énouçait avec cette facilité qu’il ne perd que lorsque la méfiance lui donne de l’embarras, et il paraissait me parler avec un abandon qui m’invitait à la confiance.

Je crois pouvoir induire de ce que je viens d’avoir l’honneur de mander à V. E.:

1^o que l’Empereur est plus méfiant que jamais sur les intentions futures du Cabinet des Tuileries, et qu’il sent qu’on veut l’endormir jusqu’au moment propice d’une explosion subite;

2^o que cependant, pour le moment actuel, il est parfaitement tranquille sur une agression qu’il croit ajournée à l’année prochaine;

3^o qu’il ne cesse de se flatter de la possibilité d’une coopération de notre part, au moins en cas de succès brillant;

4^o que, malgré toutes ces démonstrations guerrières, préférant la paix à la guerre, dont il craint intérieurement les conséquences, l’Empereur ne ferait pas de difficulté d’accepter comme dédommagement au nom du Duc d’Olden-

bourg la partie du Duché de Varsovie située sur la rive droite de la Vistule. Quoique sur ce plan d'échange je ne sache rien ni de la bouche de S. M. ni de celle de Kochéleff, cependant j'ai appris sous main que le chancelier en avait lâché quelques mots au comte Lauriston. Au reste, si S. M. a nourri un moment quelque espoir d'un rapprochement par le canal du duc de Vicence, je suis persuadé que, depuis la lettre que celui-ci écrivit par ordre de son Maître au maréchal de la Cour et à laquelle Tolstoï en répondit une dictée par l'Empereur, cet espoir est tout à fait évanoui;

5^o que ce sursis momentané à une rupture que d'abord l'on appréhendait pour cette saison et qu'on est forcé de s'avouer être inévitable à la longue, a rendu à l'Empereur ce calme qui visiblement diminuait à l'approche de la saison qui présageait une explosion, calme que je prévois bien vite dissipé à l'époque où les armées combinées françaises seront prêtes à entrer en campagne: alors les alarmes, les incertitudes, les fluctuations reprendront; on ne le voit que trop, l'idée de la prépondérante supériorité des talents militaires de l'Empereur Napoléon a frappé l'Empereur d'une manière qui ne peut qu'augmenter ses inquiétudes au moment de la crise;

6^o finalement, que les offres faites jusqu'ici à la Turquie ne portent à rien moins qu'à une restitution plénière du *status ante bellum*, et que l'Empereur nourrit encore toujours cette arrière-pensée de nous voir posséder un jour la Servie, peut-être même la Valachie: Kochéleff encore tout récemment ne s'en cachait pas, quoique lui ne cesse de conseiller la restitution plénière, mais il n'est pas beaucoup écouté.

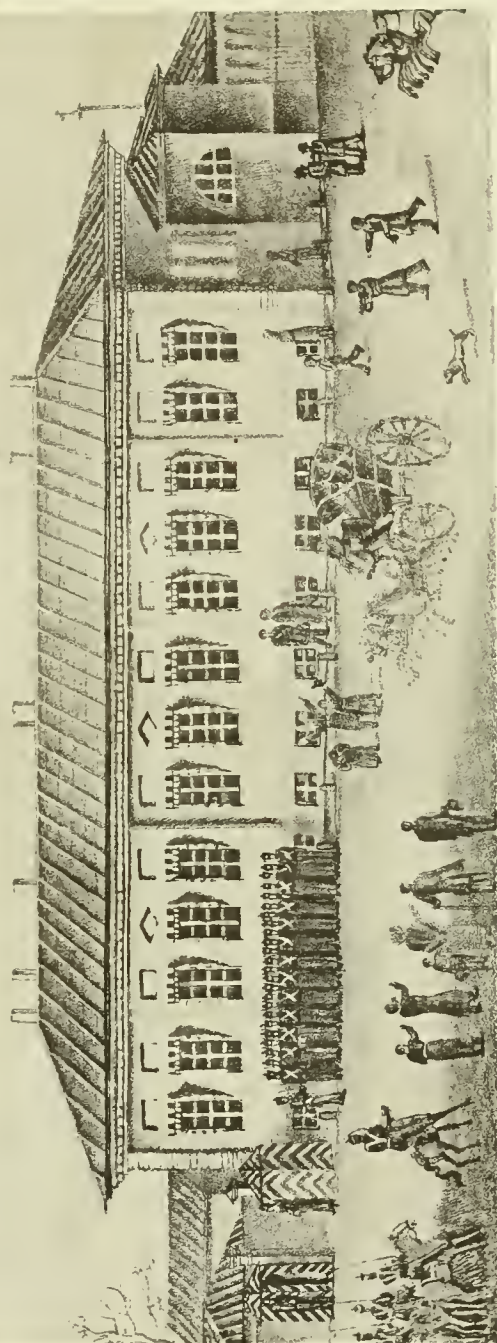
En somme rien ne décidera jamais l'Empereur Alexandre à être l'agresseur vis-à-vis de la France. Peut-être essayera-t-il de transmettre au Divan des propositions plus acceptables. Quant à l'Angleterre, le mécontentement constant du parti anglais, qui fronde plus que jamais, m'est garant que de ce côté-là aucune négociation n'a été entamée. Enfin je persiste dans la conviction que M. de Lauriston ne réussira jamais à rétablir dans l'esprit de l'Empereur Alexandre cette confiance dans la sincérité de l'amitié de l'Empereur Napoléon, que M. de Caulaincourt avait si bien et si longtemps su entretenir.

15.

(Litt. B.)

20 août/1^{er} septembre 1811.

Deux jours après la conversation avec le chancelier qui forme le sujet de mon rapport précédent, sous *Litt. A* je fus invité à dîner chez S. M., et, après table, appelé dans son cabinet. Je lui fis lecture de la dépêche ostensible du 23 juillet, et il l'écouta avec une attention soutenue. Dès le début je remarquai sur la physionomie de l'Empereur une altération sensible; il prit



La maison où résida et mourut l'Empereur Alexandre 1^{er} à Taganrog

un air fâché, qu'il garda pendant tout le temps de la lecture et qu'il reprit même quelquefois dans le cours de l'entretien: il n'était pas douteux que l'improbation de la marche du Cabinet de St-Pétersbourg n'eût fort choqué son amour-propre. S. M. m'interrompit lorsque j'en vins à ce passage: *l'esprit des armées russes ne s'use pas moins par une attente infructueuse, que ses moyens matériels par la concentration de ses forces.* L'Empereur me dit que mon gouvernement se trompait, que c'était au contraire la France qui avait des dépenses extraordinaires à faire en achats de chevaux, etc., et par le déplacement des troupes, dépenses auxquelles la Russie ne devait pas subvenir, ayant son armée depuis longtemps sur un pied parfait de guerre, que, par rapport à l'esprit de la troupe, le soldat russe, l'officier même, était purement passif et toujours prêt à se battre contre l'ennemi vis-à-vis duquel il se trouverait. Je continuai, et, la lecture finie, je demandai à S. M. la permission de lui parler point à point sur les différents objets que contenaient mes dernières dépêches.

Je commençai par l'attitude actuelle de la Russie envers la France, que je lui dépeignis comme alarmante pour toutes les puissances voisines des deux Empires et doublement inquiétante pour l'Autriche; je lui dis qu'en raison de l'intérêt majeur que nous mettions à ce que la Russie puisse toujours servir de barrière à l'ambition de toute puissance qui pourrait vouloir menacer la tranquillité du continent, nous faisons les vœux les plus sincères pour lui voir éviter une lutte dont l'issue malheureuse ajouterait à la grande prépondérance de son adversaire. Je pris occasion du sujet que je traitais pour faire valoir les heureux résultats de notre système de modération, dont la France a dû se convaincre dès l'époque du mariage de notre Archiduchesse, et qui, je l'assurai, n'avait pas peu contribué à suspendre encore l'explosion d'une guerre qui excitait toutes nos sollicitudes.

L'Empereur, sans me contredire directement, ne me parut nullement porté à admettre l'évidence de cette assertion. Tout en déclarant qu'il rendait justice aux sentiments de notre Auguste Maître, il me dit d'un ton piqué que, quant à lui, il avait la conviction que ce n'était que la célérité avec laquelle il avait rassemblé ce respectable cordon qui en avait imposé à la France. Sa petite gloriole était visiblement heurtée de ce que nous eussions l'air de ne point assez rendre hommage à l'avantage que la Russie avait tiré du développement de si grands moyens, et le langage sévère de la vérité qui avait dicté la dépêche précitée l'étonnait, à raison qu'il contrastait avec les flagorneries habituelles du comte de Tolstoï et d'autres courtisans pareils.

Quelque soin que je me sois donné pour rendre concevable à S. M. que, si notre système politique, calculé avant tout sur le besoin de rétablir nos finances, et l'attitude calme et ferme que nous avions prise n'avaient pas enlevé à la France tout espoir de nous entraîner dans ses intérêts, elle n'aurait pas manqué d'ajouter à ses ressources des moyens suffisants pour commencer, malgré les événements en Espagne, une guerre avec la Russie, quoi que j'aie pu dire, je ne réussis jamais à persuader l'Empereur; sa vanité répugnait trop à avoir ce genre d'obligation envers nous. Peu à peu la discussion s'engagea

sur l'utilité et les moyens de se réconcilier avec la France: ici, je rencontrai de nouveaux obstacles.

Dans tout ce que l'Empereur me dit (et il me répéta en détail et dans un ordre historique tout ce qui s'était passé depuis l'envahissement du Duché d'Oldenbourg), je me persuadai que non seulement il n'imaginait aucune manière conciliable avec la prudence de sortir de cet état de tension réciproque, mais même qu'il n'en avait nulle envie. L'Empereur me réitérait toujours que ce n'était pas à lui à proposer une indemnité, qu'il ne voulait autre chose que le rétablissement du Duché d'Oldenbourg, qu'au reste il ne valait pas la peine de se battre pour ce petit coin de terre et qu'il serait injuste que la Russie fit la guerre pour rendre à un Duc de Holstein sa petite possession, mais qu'il considérait cet envahissement comme un manque de procédés et une infraction au traité de Tilsit, mais comme un événement, à ces considérations près, étranger aux intérêts de la Russie, que, par cette même raison, après que le prince Kourakine eut inutilement tenté trois fois de faire parvenir sa protestation à la Cour de Paris, „car Kourakine“, ajouta l'Empereur, „ne „pouvait livrer bataille au département des affaires étrangères“, il l'avait fait circuler à toutes les Cours, qu'il s'y était déterminé simplement afin de pouvoir dire avoir protesté sans que ce différend ou cette protestation pût allumer la guerre.

Enfin, après que j'eus repris la parole et que j'eus bien répété combien ces arnements de deux grands Etats étaient alarmants pour les autres puissances voisines, je pris la liberté de demander à l'Empereur comment tout cela finirait et s'il ne valait pas mieux qu'un ami commun fût chargé de rapprocher les partis et d'arranger ce différend. L'Empereur répondit avec un sourire de finesse (dans lequel je crus démêler qu'il croyait connaître le Cabinet des Tuileries mieux que moi), qu'il doutait que l'Empereur Napoléon se souciât qu'un troisième se mêlât de ses différends, que d'ailleurs lui, Empereur Alexandre, ne désignerait jamais une indemnité quelconque, qu'il était persuadé qu'un jour ou l'autre, quand les circonstances paraîtraient favorables à la France, elle l'attaquerait, et qu'alors ce différend aplani ou non, un petit pays en Allemagne accepté ou non, n'y ferait aucune différence, qu'il répétait qu'il n'attaquerait jamais, mais qu'il se tiendrait toujours dans une attitude à pouvoir repousser toute agression. „Mais, Sire“, lui dis-je, „où cela conduira-t-il à la „longue?“ — „Qui peut le savoir?“ répondit l'Empereur; „il en sera ce que la „Providence voudra“. Il ajouta ensuite avec précipitation qu'il ne se départirait jamais de son système et qu'il attendrait les événements.

S. M. paraissait ce jour-là plus que de coutume fière de Ses forces militaires; il en faisait l'éloge avec complaisance. Cependant l'Empereur parut pensif un moment lorsque je lui dis: „Sire, veuillez considérer que, si l'Empereur Napoléon a des revers dans cette guerre, sans doute son ambition sera „réprimée et son amour-propre humilié, mais l'équilibre de l'Europe en sera-t-il „rétabli? Au lieu que, si au contraire la Russie a les chances contre elle, „l'Europe se trouve dans le danger le plus éminent“. Je profitai de son silence pour le conjurer de croire que le vif intérêt que la Russie nous inspire dictait

uniquement nos expressions en lui déconseillant une guerre où il y a peu à gagner et tout à perdre: „Puis-je changer les choses? Puis-je faire que l'Empereur Napoléon n'abuse pas, quand l'envie lui en prendra, de cette grande „prépondérance que les circonstances lui ont donnée? S'il y avait encore“, disait l'Empereur Alexandre, „deux ou trois grandes puissances qu'on pût „lui opposer, cela serait heureux, mais telles que sont les choses, après tant „de raisons de se méfier de l'ambition de cette Cour, je ne puis que me tenir „en mesure, et pour rien au monde je ne changerais de plan. Si cependant „vous croyez que votre gouvernement puisse sans me compromettre contri- „buer à quelque arrangement, je ne m'y oppose pas, mais j'ai la conviction „que cela ne mènera qu'à longtemps marchander un petit Etat en Allemagne, „et à me proposer de retirer mes troupes, et je n'y consentirai jamais“. Dans le courant de l'entretien, j'eus l'occasion d'évaluer à peu près ce que la France avait de troupes à destiner à une guerre dans le Nord. S. M. convint avec moi qu'elles pouvaient monter à près de 300 mille hommes. „Ajoutez-y, Sire“, répliquai-je, „toutes les forces de la Confédération du Rhin, celles du Duché „de Varsovie et enfin celles de la Prusse peut-être!“ A ces mots, la rougeur lui monta au visage: était-ce le souvenir de reproches qu'il avait à se faire, ou la crainte que je ne susse quelque chose sur une résolution de cette Cour opposée à ses intérêts? Je l'ignore.

Nous passâmes ensuite à l'article de la paix avec la Turquie. Je rappelai à l'Empereur de quelle manière le ministère russe avait répondu évasivement aux propositions d'une réconciliation avec la Porte que nous lui avions faites l'hiver passé, tandis qu'alors elle eût été sous tous les rapports bien moins sujette à des difficultés qu'au moment actuel. J'ajoutai que sans doute je devais attribuer le silence complet que V. E. avait tenu envers moi à cet égard, à ce que probablement Elle ne juge pas convenable d'aborder une question sur laquelle nos offres n'avaient point paru agréer dans le temps, que néanmoins je voyais distinctement par les dernières dépêches que, malgré les pertes que nous éprouverions sous le rapport du commerce si les Principautés restaient à la Russie, cependant des considérations majeures nous faisaient souhaiter que cette lutte finisse bientôt d'une manière ou d'autre, et que conséquemment je prenais la liberté de demander à S. M. s'il n'y avait plus d'espoir à un accommodement de ce côté.

L'Empereur me répondit que, depuis la dernière bataille de Ruchtchuk, le grand vizir semblait un peu plus traitable, mais qu'aussi longtemps que les Turcs ne se départiraient pas de la ridicule prétention du *status quo ante bellum*, il n'y avait pas moyen de s'entendre, qu'il serait contre la dignité de la Russie de faire une paix humiliante après de brillants succès, qu'une telle paix dégoûterait les troupes, qu'il n'y avait pas de doute qu'au bout de quelques mois les Turcs se convainraient qu'ils ne gagnent rien à continuer la guerre, que d'ailleurs, quand même il fallût la faire un jour contre la France et la Porte à la fois, elle ne causerait qu'une diminution de forces de 4 divisions, deux devant rester dans tous les cas sur le Danube pour surveiller cette partie des frontières: „Or, qu'est-ce que c'est que quatre divisions de plus ou de

„moins à deux armées, l'une vers le nord et l'autre vers le centre du Duché?“ L'Empereur ajouta à ces observations que, supposant même déjà la paix conclue avec les Turcs, dès l'explosion d'une guerre avec la France il était plus que probable qu'ils recommenceraient la guerre à l'instigation du Cabinet des Tuileries, et que, dans ce cas, il valait mieux avoir le Danube entre deux, qu'il avait des renseignements positifs que le Divan était las de la guerre, que l'on ne pouvait abandonner des chrétiens, des peuples professant le même culte que les Russes, à la vengeance cruelle de ces barbares, et que jamais il ne consentirait à rendre les Principautés en entier, qu'il n'y était déterminé par aucune vue d'agrandissement, que je n'ignorais pas qu'il nous adjugeait des dédommagements dans cette partie, attendant *que les circonstances procurent à l'Autriche des recouvrements plus essentiels de ses anciennes pertes.*

Voyant que l'opiniâtreté de l'Empereur était aussi invincible sur cet article que sur le premier, après avoir épuisé tout ce qu'en qualité de militaire je pus lui dire sur le danger de disséminer ses forces, de s'exposer à voir déranger les calculs les mieux combinés par une attention partagée sur des points opposés, et sur celui de devoir, pour porter des secours d'un côté, exposer ses propres Etats à un envahissement d'un ennemi implacable dans les moments de succès, je me permis encore ce dernier argument, que je croyais sans réplique, je lui dis: „Sire, V. M. ne peut disconvenir que la „France, des intentions de laquelle V. M. avoue devoir très fort se méfier, „désire la continuation de la guerre avec les Turcs: donc il faut la terminer „le plus tôt possible!“ L'Empereur répondit qu'au fond j'avais raison, qu'il ne demandait pas mieux, mais qu'il ne voulait la paix que d'une manière qui répondit aux succès de ses armes, que finalement c'était aux Turcs à s'arranger. Bref, il fut inébranlable à ce sujet comme sur tout le reste.

Je passai donc à un point d'un autre genre d'importance, celui de nos griefs contre l'administration russe dans les Principautés. Je dis à l'Empereur qu'ayant l'ordre positif d'appuyer sur les plaintes réitérées de notre agence, S. M. jugeait bien que, quant à la déclaration qu'Elle avait faite l'année dernière relative à l'incorporation de ces provinces à la Russie, la parfaite neutralité que nous observions entre les deux puissances belligérantes ne nous permettait pas d'en prendre notice: or, comme toutes les réponses que les divers généraux commandant dans les Principautés nous donnent basent sur cette déclaration, il s'ensuivait un échange interminable de notes, de plaintes, de réponses, qui ne menaient à aucun résultat, que j'étais chargé d'inviter S. M. de mettre fin à ces récriminations, et que je me permettais de mon chef de Lui proposer d'ordonner que les sujets autrichiens jouissent des mêmes privilèges qui leur avaient été assurés lors de l'entrée des troupes russes. L'Empereur hésita. Il dit qu'il ordonnerait que l'on employât les formes les plus douces et les plus amicales envers nos sujets, mais que, ce que les circonstances ne permettaient pas, il ne pouvait le promettre. Je vis à cette réponse vague et susceptible de toute espèce d'interprétation et au ton que ce Prince y mit que je ne pouvais faire nul compte sur une résolution de sa part plus favorable ou plus positive.

Enfin, je terminai par l'article de la créance. En entamant cette matière, je m'aperçus qu'il éprouvait quelque embarras. Je lui rappelai en peu de mots ce qu'antérieurement S. M. m'avait chargé d'écrire à ce sujet à ma Cour, qu'à la suite de cette déclaration, j'avais ordre d'inviter ce ministère à me fournir les moyens d'informer ma Cour en détail du mode et des termes du paiement que la Russie se proposait de faire. L'Empereur répondit qu'il en était content. Je le priai aussitôt de vouloir bien autoriser le ministre des finances à en conférer avec moi. Il me répondit que cela pourrait se faire, qu'il y consentait volontiers et qu'il verrait ce qu'il y avait à arranger.

Enfin il me congédia avec un air moins affable que de coutume et le teint fort échauffé par la vivacité avec laquelle il avait parlé et la chaleur qu'il avait mise à soutenir ses opinions.

S. M. s'était énoncée, dans cette audience qui dura plus de cinq quarts d'heure, avec plus de feu, plus de facilité, d'une manière plus positive, et en me découvrant plus d'opiniâtreté, que je ne lui en avais jamais vu. La dépêche ostensible lui avait fortement déplu: le contenu froissait son amour-propre, nos reproches, quoique adoucis, choquèrent sa vanité. Je le vis à sa physionomie: l'humeur perçait visiblement; à table il avait été gai et causant comme de coutume. Sans doute plus glorieux que jamais du nombre de ses troupes et de quelques améliorations récentes, sa gloriole ne lui permit pas d'attribuer la modération de la Cour de France à un autre motif qu'au cordon formidable dont ce Souverain se complaît à faire valoir la force imposante. Il ne me dit pas le moindre mot, lui qui aime en toutes occasions à reconnaître l'amitié de notre Auguste Maître, qui pût me faire soupçonner qu'il comptait pour quelque chose notre politique sage et opposée à toute insinuation d'agrandissement, dans ce répit que la France lui laisse, et qui cependant le met si fort à son aise. La reconnaissance pèse aux caractères faibles.

L'Empereur m'a dit trop positivement pour que je puisse en douter qu'il ne demandait point d'indemnité, qu'il n'en accepterait jamais aux dépens d'un tiers, et qu'il rejettera toute proposition tendant à diminuer le nombre de ses troupes sur la frontière de l'Empire limitrophe au duché de Varsovie. Au dire de Kochéleff même, l'Empereur s'était décidé, à la suite de la toute récente proposition de la France, de travailler à augmenter ses forces de ce côté, plutôt que de les diminuer.

L'Empereur est dans la parfaite conviction que tôt ou tard, et il me l'a dit en se servant de ces mêmes mots, il sera attaqué par la France, que tout échange (objet de peu d'importance à ses yeux), tout arrangement à l'amiable, n'empêcherait pas l'Empereur Napoléon de lui intenter une guerre quand il lui conviendra de la faire, et que c'est d'après cette persuasion qu'il ne désarmera pas, quelque temps que puisse durer cette situation.

S. M. l'Empereur espère tout des Espagnols, du temps, du mécontentement des armées françaises et de quelques-uns de ces événements chimériques qui pourraient le débarrasser de son puissant adversaire. Quant aux Turcs, imbu du système de M. de Romanzoff, il ne se désistera jamais en entier de la possession des Principautés; il croirait porter atteinte à sa gloire,

et, quoiqu'il m'ait avoué lui-même que le grand vizir lui avait fait dire qu'il était impolitique de se battre entre voisins et qu'il n'y avait qu'un ennemi commun contre lequel il fallait s'unir, l'Empereur n'en est pas moins d'un aveuglement pariait sur ses vrais intérêts. Il se flatte toujours que, fatigués de la guerre, forcés par des troubles intérieurs, les Turcs se désisteront au moins en partie de leurs prétentions, et qu'au pis - aller la Russie est en état de soutenir la guerre contre la France et la Porte en même temps. Cependant, je n'oserais garantir que, jusqu'au printemps, ce Prince, menacé alors par l'approche des armées françaises, allemandes et varsoviennes, ne soit porté, vraisemblablement trop tard, à faire à la Porte des propositions plus acceptables. La certitude de n'être pas attaqué cette année - ci et le ton cajolant de la France lui donnent un aplomb et une assurance que ce Souverain n'avait pas il y a quatre mois, et que je crains bien qu'il ne perde aussitôt que les armées ennemies se rassembleront vers ses frontières.

Quant à la réclamation de notre agence à Bucharest, j'ai la conviction que tout se réduira à ordonner au général Koutouzoff d'une manière vague et indéterminée d'avoir des ménagements pour les sujets autrichiens; il ne faut s'attendre à rien de plus. Ainsi que j'eus l'honneur de le dire à V. E., j'ai fait la proposition clairement prononcée de nous maintenir dans nos privilèges: on n'a jamais pensé à y consentir, et la réponse évasive de l'Empereur le prouve suffisamment.

Je désespère un peu moins de la réussite d'un pourparler afin d'établir le mode et les termes du paiement de notre créance. Je reviendrai à la charge au bout de quelque temps, et tâcherai de mettre M. de Kochéleff dans nos intérêts, lui qui ne rêve qu'à la coalition des deux Souverains contre la France. J'aurai l'honneur de rendre compte à V. E. du fruit de mes démarches.

Pour réussir à former un aperçu général de cette intéressante conversation avec S. M., je prie V. E. de me permettre de résumer les divers objets essentiels en peu de mots. Il me paraît résulter évidemment de cette conférence que:

1^o l'Empereur était piqué et mécontent des vérités contenues dans la dépêche ostensible; il l'était d'autant plus, qu'il avait, à n'en plus douter, tout espoir évanoui de nous engager à faire cause commune avec la Russie;

2^o que l'Empereur rejette toutes les propositions tendant à diminuer ses moyens de défense, qu'il ne propose aucun dédommagement, n'accepte aucun équivalent, et que, persuadé d'être un jour attaqué par la France, il n'affaiblira jamais son cordon;

3^o que l'Empereur déclare qu'indépendamment de l'occupation de l'Oldenbourg, les projets hostiles de l'Empereur Napoléon contre la Russie ayant fait prendre à la dernière une attitude imposante, elle peut et veut s'y maintenir pendant un temps indéfini, et continuera à augmenter ses moyens de défense;

4^o que l'Empereur Alexandre n'attache pas beaucoup d'importance à notre intervention: il la croit au moins infructueuse. Peut-être y entre-t-il de la méfiance; qui peut démêler toutes les nuances secrètes d'un caractère faible, qui, par le plus singulier des contrastes, y réunit une excessive opiniâtreté!

5^o que l'Empereur ne cédera jamais aux Turcs plus de terrain que jusqu'au Sireth, peut-être au Pruth, qu'aimant à se flatter sur l'impuissance des Turcs, il méprise cet ennemi aujourd'hui, dont il se méfierait en cas de rupture avec la France et dont il n'évalue aucunement l'amitié. Le comte Romanzoff, par cette fameuse déclaration si impolitique, a ôté à l'Empereur la possibilité d'une restitution: le chancelier connaît le faible de son Maître;

6^o que l'Empereur se persuade, à cette heure que le danger est éloigné, qu'il a suffisamment de forces pour résister à la France et à ses tributaires: je ne répons pas qu'au mois de mars il pense de même;

7^o que toute tentative de ma part pour faire valoir les réclamations de nos agents dans les Principautés est inutile; cependant, pour ne point m'exposer au juste reproche de n'avoir pas employé tous les moyens, je me propose d'adresser une note officielle au ministère, pour le forcer de faire au moins une réponse qui nous donnera la mesure de ce que nous avons à en attendre;

8^o que finalement, quant à la probabilité des conférences à tenir avec le ministre des finances sur l'acquittement de notre créance, je crois pouvoir me flatter que ce travail aura lieu, mais je suis loin de répondre qu'aux termes échus des paiements, on veuille y satisfaire: si l'apparence d'une agression se dissipe, on croira pouvoir se passer de nous; si la rupture a lieu, avec la meilleure volonté, on n'aura pas les moyens de nous rembourser.

Je suis fâché d'avoir si peu réussi dans les divers chefs de négociation dont V. E. vient de me charger; mais je prie de considérer que, lorsqu'on a à combattre un aveuglement complet sur ses vrais intérêts, un entêtement sans pareil, une vanité qui éblouit sur l'évaluation de ses moyens, et une instabilité de principes qui tient à la peur que l'on a d'un adversaire que l'on affecte de braver, mais que pourtant l'on redoute, il est difficile de réussir. Les raisonnements les plus convaincants cessent d'être des armes utiles, et, avec un Souverain qui n'est influencé par aucun ministre, confident, ou autre personne quelconque, il est impossible d'imaginer un moyen plus efficace de persuasion ou de séduction.

Je souhaiterais que V. E. jugeât à propos de revenir sur tous ces objets avec M. le comte de Stackelberg; ce ministre trouvera dans la volonté prononcée de son Maître les mêmes obstacles que j'ai rencontrés, et, quelque bien intentionné qu'il soit, j'ose le défier de faire changer en rien les déterminations de son gouvernement.

16.

(Litt. C.)

20 août/1^{er} septembre 1811.

Les conversations que successivement je viens d'avoir eues avec S. M., avec le chancelier et M. de Kochéleff, quoique roulant à peu près sur le même objet, ont amené des déclarations si peu conformes, des émissions d'opinion si disparates, que je crois que, pour donner à V. E. la mesure de

la différente manière d'envisager les choses et de pressentir l'issue de la crise actuelle, tant de l'Empereur lui-même que des deux individus avec lesquels il partage sa confiance, il est très important qu'au récit détaillé des conférences qui font le sujet des dépêches *Litt. A* et *Litt. B* *), j'ajoute celui de deux autres conversations plus récentes, dont l'une avec le grand maître de la Cour Kochéleff, et l'autre, en tout dernier lieu, avec le chancelier. Ces deux individus, dont chacun travaille séparément avec l'Empereur, et dont le travail de l'un est censé un secret pour l'autre, trop fin courtisan pour faire éclater la moindre jalousie, ces deux individus sont, comme V. E. n'ignore pas, d'un système tout à fait opposé. Le comte Romanzoff, jusqu'à l'époque de l'occupation de l'Oldenbourg, s'attachait à persuader à son Maître qu'en évitant toute complication avec la Cour de France et en lui prodiguant les attentions les plus recherchées, on pouvait espérer une continuation non interrompue d'un calme politique qui donnerait à la Russie le loisir de forcer les Turcs à la cession des Principautés.

Actuellement, il ne se cache plus vis-à-vis de moi que la France a plusieurs torts consécutifs envers la Russie; celui d'avoir toujours éludé de convenir d'une détermination fixe et immuable de la destinée future du Duché de Varsovie, est un de ceux que le chancelier n'a jamais bien articulés devant moi, mais ce n'en est pas moins celui qui détermina la Russie à commencer les armements dès la fin de l'année 1810, et c'est encore celui que, par amour-propre, le chancelier devrait le moins pardonner au Cabinet des Tuileries, parce que le comte Romanzoff s'était pour ainsi dire fait garant de l'accession de la Cour de France à une détermination que même à plusieurs reprises il s'était offert de me communiquer, et que toujours il se vantait d'être prête à être conclue. Le comte Romanzoff, cependant, persuadé encore de la sincérité des communications de la Cour de France, qui vient d'avouer que les préparatifs qui se font dans le Nord détournent son attention pour la conquête de l'Espagne et lui en diminuent les moyens, calcule que cette guerre dans la Péninsule durera au moins encore deux ans, et il ne doute pas que la Porte, déchirée par des guerres civiles dont il prétend avoir connaissance, et fatiguée de se battre sans succès, accédera enfin à cette cession, l'objet des vœux les plus ardents du chancelier. Malheureusement il est parvenu à persuader son Maître de la faiblesse des moyens de la Porte et du grand besoin qu'elle a de la paix, quelque humiliante qu'elle puisse être. Se flattant, d'un autre côté, que la Suède, qui entend ce que le chancelier appelle ses vrais intérêts, est toute pour la Russie et la France, il ne voit dans la probabilité d'une guerre entre la Russie et la France qu'un seul ennemi à combattre, et le Danube, d'un côté, pour garant de toute invasion des Turcs et, de l'autre, l'inaction parfaite de la Suède.

Le grand maître de la Cour, tout au contraire, partage avec la grande majorité de la nation une haine contre la France que le souvenir de la paix de Tilsit et ses suites désastreuses pour le commerce alimentent encore

*) V. № 15, p. 416.

davantage. Une ancienne inimitié entre lui et Romanzoff, la nomination du comte Stackelberg, son ancien ami, qui s'est faite contre le gré du chancelier, et quelques autres petits démêlés de courtisans (car ils le sont l'un et l'autre beaucoup plus qu'hommes d'état) ont établi une rivalité parfaite entre eux, et, parmi ceux qui ont travaillé à faire ôter au chancelier le portefeuille, Kochéleff a été certainement un chef de file. Au reste, il faut lui rendre la justice qu'il n'a cessé de conseiller la paix avec la Porte, qu'il a toujours prêché le rapprochement le plus sincère avec l'Auguste Maison d'Autriche, qu'il a mis le plus de chaleur possible à vouloir faire agréer à notre Cabinet l'acquisition de la Servie et de la Valachie comme preuves de bonnes intentions de la Russie, qu'enfin, encore dans ce moment-ci, il travaille à déterminer l'Empereur à une stipulation positive du mode de paiement de notre créance. D'ailleurs, quoi que je lui aie dit de l'attitude ferme et passive de notre Cour en cas d'événement quelconque, il ne renonce pas à l'espoir de nous voir prendre par la suite, et de concert avec la Russie, une part active dans cette guerre, dont il croit l'époque très rapprochée.

Dans mes dernières conversations avec lui, je lui annonçai qu'il y avait deux choses sur lesquelles je comptais m'expliquer avec lui, me flattant qu'il me seconderait de son côté. L'une était les réclamations de nos agences en Valachie et Moldavie. Je lui répétais là-dessus très en détail tout ce que j'avais dit à l'Empereur, et je ne manquai pas de lui faire concevoir que, ne pouvant prendre aucune notice de la notification de l'incorporation des Principautés, nos réclamations ne cessaient de baser sur la déclaration faite lors de l'entrée des armées russes. Il me promit de soutenir ces réclamations de tout son pouvoir; il m'assura être désespéré de ce que des objets d'une si petite importance nuisaient à ce rapprochement d'une utilité majeure: il disait reconnaître dans toutes ces dissensions nuisibles aux grands intérêts des deux Cours l'influence malheureuse des opinions du chancelier, et finalement, il me fit la confiance que, malgré l'opposition du grand nombre de membres du Conseil, la nouvelle organisation du Sénat serait adoptée, mais que cependant, ajoutait-il en soupirant, le chancelier continuerait d'avoir le portefeuille jusqu'au moment de l'explosion de la guerre. A ce sujet, il me dit pouvoir me communiquer confidentiellement que, par différents canaux, il avait la certitude qu'il était question d'une grande augmentation de troupes, que l'on doublait les magasins, que l'on accumulait les munitions, enfin que tout lui annonçait que la guerre ne tarderait à commencer encore cette année-ci. Je lui répondis que cette conjecture ne s'accordait pas avec les communications que l'Empereur avait jugé à propos de me faire, et que, persuadé de la franchise avec laquelle S. M. s'était ouverte à moi sur Ses desseins futurs, je croyais devoir m'en tenir à la lettre à ce qu'Elle avait daigné me dire à cet égard. Kochéleff me répondit qu'il était possible que S. M. eût des réticences vis-à-vis de moi, et une arrière-pensée dont il faisait un mystère même à ses ministres, qu'au reste, il pouvait se tromper, et qu'il ne me donnait tout cela que comme une simple conjecture de sa part. Effectivement je ne doute pas que Kochéleff, que son Maître juge être un homme parfaitement intègre, mais rien de plus,

et auquel il ne dit que ce qui lui est absolument nécessaire à savoir, ne prenne à cet égard ses suppositions assez gratuites pour des aperçus, et des simples probabilités pour des données positives. Je crois pouvoir me fier complètement à ce que l'Empereur m'a dit de son imperturbable résolution à ne pas hâter les événements: ce plan coïncide avec toutes ses déclarations, tant vis-à-vis de la France que vis-à-vis de toutes les autres Cours; il explique la conduite passive à laquelle il s'est condamné depuis le rassemblement de ses troupes jusqu'à présent, et surtout il s'accorde avec son caractère timoré, dont les appréhensions se réveillent dès qu'il s'agit de prendre une grande résolution, qui place ce Souverain dans une situation à ne plus pouvoir reculer, et qui amène inmanquablement des événements hostiles dont il redoute les conséquences.

Je m'adressai encore à Kochéleff pour le mettre dans nos intérêts relativement à une détermination plus positive du paiement des douze millions. Je lui donnai à entendre que cette pomme de discorde semblait être imaginée par un adversaire intéressé à nous désunir, qu'il était grand temps de faire oublier par l'acquittement de cette dette, sacrée à titre de l'honneur, des souvenirs odieux et si désagréables à retracer. Il entra complètement dans ma pensée, se proposa d'en prévenir Gourieff, ministre des finances, et de préparer les voies pour faciliter cette transaction, dont lui dès longtemps avait démontré la nécessité dans le Conseil. Avant de nous séparer, nous convînmes d'après l'intention de S. M., de ne parler avec le chancelier que des réclamations de nos sujets dans les Principautés, l'Empereur ne jugeant pas à propos de mettre le chancelier dans la confiance parfaite des objets sur lesquels il s'est ouvert à moi.

La réclamation des privilèges des sujets autrichiens fut donc la question que j'abordai dans ma dernière conférence avec le comte Romanzoff. Loin d'avoir cet air ennuyé que je lui connais aussi souvent que je viens à toucher cette corde, je lui vis une physionomie ouverte et riante. Il avait été prévenu par l'Empereur; il m'assura que S. M. ne répugnait pas absolument à admettre ce principe de neutralité, qui, comme je disais, ne nous permettait pas de prendre notice de la déclaration faite dans le temps par sa Cour, qu'il avait sur la table la note que V. E. avait remise à M. de Stackelberg, et qu'il était occupé tout présentement à y répondre, que certainement il obéissait avec plaisir aux ordres de son Maître d'aplanir toutes les difficultés, que l'article de l'exportation du bétail n'aurait nul obstacle, mais que, quant aux chevaux, comme l'Empereur avait la certitude que nos acquéreurs les vendaient dans le Duché de Varsovie où on les cherche à tout prix pour recruter la cavalerie, je pouvais juger moi-même que cette exportation n'était pas faisable dans le moment actuel.

Malgré ces assurances du chancelier, je crus devoir lui faire pressentir qu'indépendamment de la note de V. E. à Stackelberg, qui lui fut envoyée de Vienne, je me croyais obligé de lui en adresser une sur le même sujet en détaillant certains griefs particuliers dont j'avais été chargé de ma Cour. Il me dit que je pouvais faire compte qu'il y répondrait de la manière la plus

satisfaisante, et que l'on ferait droit à toutes les demandes que les circonstances permettraient. Le comte Romanzoff ne laissa pas échapper cette occasion de me débiter, selon son usage, de longues phrases sur l'empressement de son Maître à prouver son amitié vis-à-vis la Cour Impériale de Vienne. A travers cette répétition de compliments usités, je crus pourtant démêler que l'empire des circonstances pourrait déterminer ce Cabinet à prendre enfin en considération des réclamations que depuis un an il s'est accoutumé de ne juger que comme importunes, fondées sur des bases illusoires, ou de trop moindre valeur pour s'en occuper sérieusement. Il n'y a pas de doute que, si V. E. juge à propos d'insister, le Cabinet de St-Petersbourg ne manquera pas de promettre le rétablissement de quelques-uns de nos anciens privilèges; mais je doute que jamais on tiendra complètement le peu qu'on accordera. Les besoins de l'armée, les déprédations, lors des premières campagnes, qui ont ruiné le bétail dont ce pays jadis abondait, l'intérêt personnel qui guide ici les premiers employés comme les subalternes, mille causes locales imprévues fourniront des faux-fuyants suffisants pour éluder les bonnes intentions que l'Empereur pourrait avoir. Je ne dois pas oublier de soumettre à la connaissance de V. E. que, dans la discussion sur l'objet touchant nos agences, le comte Romanzoff me fit la confidence que l'Empereur Napoléon avait lâché quelques mots relatifs aux sujets français dans les Principautés, et sans y mettre de l'importance, mais qu'il lui avait insinué que notre Cabinet était très mécontent de cet état des choses et qu'il se proposait d'en faire un sujet de protestations.

Le chancelier, en me parlant des nouvelles qu'il recevait de l'Allemagne, m'assura que l'envoi de vingt mille conscrits n'était qu'un remplissage de cadres qui équivalait à ce qu'on en a retiré pour l'Espagne, que l'ordre donné à quelques régiments de faire halte ne prouvait rien au fond, mais que la nouvelle de l'entrée de cinq mille Français à Varsovie était fautive, qu'il était prouvé du reste que les premiers rapports sur les préparatifs hostiles de la France étaient exagérés, que l'Angleterre faisait des avances de rapprochement avec la Russie, mais que l'Empereur s'abstenait de toute espèce de communication épistolaire, quoique la reddition spontanée de trois cents matelots prisonniers ait pu en fournir l'occasion. Enfin le chancelier, en revenant sur la France et le ton dont toutes ses communications sont stylées, finit par me dire: „Tout cela ne change rien à l'état de la question, aussi peu que les „propositions d'un équivalent. Je ne vous dirai pas que je ne croie pas à la „possibilité d'une guerre un jour, mais je ne puis croire que cela soit actuel-„lement: j'espère que le temps usera peu à peu ce germe de discussion“.

Je me suis appliqué à répéter les propres expressions du chancelier, pour mettre V. E. à même de juger combien elles contrastent avec les suppositions d'une explosion prochaine de M. de Kochéleff et avec les déclarations positives de S. M. Elle-même. La disparate des opinions de deux individus tous deux honorés de la confiance du Maître et auxquels tour à tour je me suis adressé, leur manière si différente de juger comment la fusée se débrouillera, est vraiment des plus piquantes. J'ai eu l'honneur de soumettre à V. E.

les motifs qui me portent à croire à la lettre ce que l'Empereur m'a dit de sa résolution, dont je suis persuadé qu'on ne le fera pas revenir.

Sa Majesté écoute l'un et l'autre et garde son opinion à soi. Je lui dois la justice que, de tous les trois, c'est l'Empereur qui, sous le rapport de la situation de la Russie avec la France, à mon avis, voit les choses sous le coup d'œil le moins faux. S. M. met en principe qu'Elle sera attaquée tôt ou tard; Elle ne veut entamer aucune négociation d'échange parce qu'Elle est persuadée que l'on commencerait par exiger le déplacement de Ses armées, condition à laquelle Elle est fermement résolue de ne jamais souscrire. L'Empereur veut se tenir en mesure de repousser toute agression, et le redoublement des préparatifs, une levée prochaine de recrues, des ordres relatifs à cette augmentation de moyens, ont pu induire en erreur M. de Kochéleff. Sa haine contre les Français et celle contre Romanzoff, dont l'éloignement ne tient qu'à cette époque, lui font présager des événements très prochains que je ne permets de croire absolument dépendants des déterminations de la Cour de France.

Quant à l'obstination de l'Empereur de vouloir espérer de la Porte, quoi qu'on lui dise, une condescendance illimitée pour son système d'agrandissement vers le Danube, il est bien triste que S. M. soit si complètement aveuglée sur Ses vrais intérêts. J'ose avancer que dans toute la Russie il n'y a que Romanzoff et son Maître qui persistent dans cette opinion, et je répète ce que j'ai déjà eu l'honneur de dire à V. E., que je crois prévoir qu'il n'y aura que l'approche des armées françaises et les inquiétudes qu'un événement pareil fera naître qui porteront l'Empereur à une détermination tardive à faire avec les Turcs une paix qu'on devra acheter au prix de l'évacuation des Principautés.

17.

(Litt. D.)

20 août/1^{er} septembre 1811.

Dans ce moment même, je viens d'apprendre par M. de Kochéleff qu'il est arrivé au port de Rével quelques bâtiments anglais chargés de salpêtre pour le compte de la Couronne. Quoique cet achat se soit fait mystérieusement sous le nom d'un négociant d'ici, cependant, les Anglais ayant eu la maladresse de faire escorter le tout par des bâtiments de guerre, il courut d'abord le bruit qu'il était arrivé des munitions de guerre de l'Angleterre pour les armées russes. Le ministère prit des mesures pour déjouer la curiosité du public. M. de Kochéleff crut devoir me donner connaissance que, hors cet achat, fait sous le nom d'un particulier, il n'existait aucune relation quelconque avec l'Angleterre. Il est assez singulier que précisément à cette heure, dans une gazette anglaise nommée le *Englishman*, des transports considérables de munitions de guerre de toute espèce expédiées pour la Russie y sont annoncées comme preuve de la bonne intelligence entre les deux Cabinets.

M. de Kochéleff m'assura encore, lorsque nous vîmes à parler de l'arrivée en Angleterre du jeune prince Casimir Lubomirsky, sujet mixte, ci-devant officier de uhlands au service de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, que ce n'était de sa part qu'un voyage de plaisir. Il convint pourtant que, pendant son séjour ici, il avait beaucoup été goûté de l'Empereur, qui le voyait souvent chez Mme de Narychkine: il le consultait même sur l'esprit public dans son ancienne patrie, se faisait soumettre par lui plusieurs plans, l'écoutait avec plaisir, lui témoignait beaucoup de confiance, et généralement en faisait grand cas. Ce voyage tenu secret, et qui d'abord avait été annoncé comme une course en Finlande, et ce séjour inattendu en Angleterre, où le prince a d'anciennes relations, pourrait bien, malgré le ton de bonhomie dont Kochéleff m'en parla, avoir pour objet de sonder le gouvernement anglais. On est forcé de convenir qu'il y a un air de mystère à ce voyage, et le public en est très intrigué.

M. de Kochéleff a fait la leçon au ministre des finances, qui attend que l'Empereur lui parle de l'affaire de notre créance. Gourieff est parfaitement stylé pour lever les difficultés.

S. M. travaille peu ou point avec ses ministres dans ce moment; de grandes manœuvres occupent journellement l'Empereur pendant toute cette semaine.

M. de Spéransky, qui réussit à peu près dans tout ce qu'il entreprend (témoin le plan de la nouvelle organisation du Sénat), a dit à M. de Kochéleff que, la guerre une fois déclarée, il ne donnait pas huit jours au comte Romanzoff à se soutenir dans son poste. Celui-ci, dit-on, le gêne beaucoup dans l'influence qu'il désire avoir, même dans la gestion des affaires diplomatiques: M. le chancelier a là un adversaire des plus redoutables. On m'assure que Spéransky a toujours désapprouvé la guerre contre les Turcs.

18.

20 août/1^{er} septembre 1811.

J'eus l'honneur de faire mention à V. E. dans mon rapport *sub Litt. D* de la sensation qu'a dû causer dans le public l'arrivée à Rével de plusieurs navires anglais chargés de plomb et de salpêtre, et escortés par des bâtiments de guerre de S. M. Britannique appartenant à l'escadre de l'amiral Saumarez.

M. de Kochéleff vient dans l'instant même de faire la confidence qu'il y avait eu à ce sujet une explication entre M. de Lauriston et le gouvernement, et que l'ambassadeur de France paraissait attacher une grande importance à l'admission des bâtiments anglais dans un des ports de la Russie, que non seulement on y avait expédié l'ordre aux bâtiments de guerre de quitter la rade, mais qu'il avait entendu dire que l'Empereur avait également fait partir les bâtiments chargés des munitions précitées sans leur permettre de débarquer leurs cargaisons, quoique censées être pour le compte d'un

particulier. Néanmoins M. de Kochéleff se flattait que cette version n'était pas fondée, puisque l'achat en Angleterre du plomb et du salpêtre avait été soumis en son temps au Conseil des ministres et approuvé par l'Empereur. L'on était, ajouta-t-il, très mécontent ici de ce que l'amiral anglais eût ainsi compromis le gouvernement, et on supposait qu'il y avait de l'intention dans le fait. L'opinion ci-dessus rapportée est la même qui circule aujourd'hui parmi plusieurs ministres de la Confédération du Rhin, et, malgré l'avis de M. de Kochéleff, il me paraît assez vraisemblable que ce gouvernement ait eu une condescendance parfaite pour les réclamations de l'ambassadeur, tant à l'égard des bâtiments que des cargaisons.

M. de Kochéleff me dit encore, confidentiellement, être informé que quatre navires chargés de munitions de toute espèce, montés par des officiers français munis de passeports signés par M. de Latour-Maubourg et ayant leur destination pour la Mingrélie, avaient été saisis dans la Mer Noire par les Russes, que M. le comte Romanzoff, en suite de cette information, avait dû adresser une note à S. M. l'Empereur, afin de fixer son attention sur cet objet important. Cette nouvelle, parvenue ici il y a tout au plus deux fois vingt-quatre heures, est postérieure à l'ordre envoyé à Rével.

L'entretien que je viens d'avoir avec M. de Kochéleff m'a encore fourni les données suivantes; elles offrent trop d'intérêt pour ne point les transmettre à V. E., quoique sommairement. Le gouvernement anglais, après s'être convaincu que la Russie avait pris une attitude convenable aux circonstances et à la dignité d'un grand Empire, avait fait des démarches très prononcées envers ce Cabinet, et avait témoigné le désir de renouveler avec lui ses anciennes relations. Mais l'Empereur Alexandre n'avait pas jugé à propos d'y répondre jusqu'à présent d'une manière qui pût faire pressentir quelles sont ses vues à cet égard.

L'Empereur paraissait vouloir la paix avec les Persans, et le général Paulucci doit avoir reçu des instructions en conséquence du ministre de la guerre, au nom de S. M., que le général était tenu de suivre, quoiqu'elles ne cadrassent pas avec celles que le chancelier lui avait données verbalement.

19.

20 août/1^{er} septembre 1811.

Les dernières conférences que j'eus à cette Cour avec S. M. l'Empereur, M. de Kochéleff et le chancelier me paraissant propres à mettre V. E. au fait de la vraie situation politique des affaires ici, j'ai cru ne devoir point tarder d'en porter les résultats à sa haute connaissance, et j'expédie à cet effet M. le baron de Marschal, n'ayant personne près de moi dont j'aurais pu me servir, et ne prévoyant pas qu'il puisse s'offrir de longtemps une occasion assez sûre pour lui faire parvenir mes rapports.

Il me paraissait essentiel que V. E. fût au plus tôt informée du peu d'espérance qu'il y a de voir suivre à cette Cour une ligne de conduite sage,

modérée et conforme à ses intérêts relativement à la Turquie. S'il y a une perspective de changement à cet égard, l'on est fondé à redouter, d'après ce qui passe aujourd'hui, que ce ne sera que forcée par la nécessité, et à une époque où il deviendra peut-être dangereux ou de nul avantage de varier de système.

V. E. peut-être persuadée que je ne m'écarterai pas des points de vue exposés dans Ses dernières instructions et qu'ils serviront de règle à mes démarches et à mon langage.

20.

(Litt. A.)

16/28 septembre 1811.

Le courrier Nipper m'a remis le 2/14 du courant, de grand matin, l'expédition que V. E. m'a fait l'honneur de m'adresser le 1^{er} de septembre. Je passai le jour même chez M. de Kochéleff, et je lui fis lecture de la dépêche ostensible *sub* N^o 1 et du rapport de M. le prince Schwarzenberg relatif à l'entretien de S. M. l'Empereur Napoléon avec le prince Kourakine. M. de Kochéleff, de son côté, me communiqua la relation envoyée par cet ambassadeur à M. le comte de Stackelberg et une lettre confidentielle du dernier, où il représente avec force à M. de Kochéleff tous les motifs qui devraient engager la Cour de Russie à une prompte paix avec les Turcs et à ne rien négliger de ce qui pourrait la rapprocher de notre Cour. Le comte de Stackelberg rendait justice dans cette lettre à la saine politique du Cabinet autrichien, et faisait l'éloge de sa modération et de la ligne de conduite qu'il a adoptée.

M. de Kochéleff fit dans la journée même son rapport à l'Empereur sur tout ce que je lui avais communiqué et dit dans le sens des instructions de V. E. Il y joignit ses propres observations, dont il me répéta quelques phrases, où, parmi beaucoup de pathos que je trouvai assez déplacé, je mêlai le zèle d'un bon serviteur dévoué au bien de l'Etat, et qui a le courage de heurter l'opinion de son Maître. Il transmit aussi à l'Empereur la lettre en original de M. de Stackelberg, quoiqu'elle fût remplie de réflexions amères sur la situation actuelle de la Russie, de critiques sévères contre le gouvernement, et d'épigrammes mordantes contre le chancelier.

A la grande parade, le jour de Ste-Elisabeth, l'Empereur me dit de venir dîner chez Lui le 4/16, ajoutant obligeamment qu'il ne pouvait me voir qu'alors, à son retour de Pavlowsky, où l'on célébrait la fête de l'Impératrice.

Placé cette fois à table entre LL. MM., je remarquai un air pensif à l'Empereur, qui ne lui est pas habituel: on lisait distinctement sur sa physionomie qu'il avait de l'humeur, et l'entretien se soutint moins gaiement que de coutume. Après dîner, on me fit entrer dans le cabinet de l'Empereur. Il me demanda ce que m'avait apporté mon courrier. Je lui répondis que V. E. m'avait envoyé le récit de la conversation du 15 août que M. le prince de

Schwarzenberg avait mandée à notre Cour, et que je le priais de me permettre de lui lire ce que V. E. m'avait écrit à ce sujet.

Cette lecture étant faite, j'abordai de suite les deux questions intéressantes auxquelles avaient trait les dépêches que je venais de recevoir. Je dis à l'Empereur que je ne pouvais assez lui répéter combien il importait à ma Cour de convaincre S. M. qu'il était de son plus grand intérêt de finir la guerre avec les Turcs, d'autant plus que les derniers événements sur le Danube et les nouvelles qui sans doute étaient déjà parvenues à Constantinople de l'humeur que l'Empereur Napoléon commençait à témoigner à la Russie, rendraient la Porte tous les jours moins accessible à l'admission des propositions qu'on lui avait faites jusqu'à présent. Je passai ensuite au second objet, et parlai des offres de mon Auguste Maître d'employer ses bons offices pour rapprocher les deux Cours, de St-Petersbourg et des Tuileries, et rétablir l'ancienne bonne intelligence entre elles.

L'Empereur me répondit en récapitulant, comme il l'avait fait à la dernière audience, la série historique de tous les événements qui ont donné lieu à cet état de tension entre les deux Cours. Il répéta plusieurs fois: „Ecrivez „à votre Maître que je ne veux pas la guerre, que je ne la ferai pas, à moins „que l'on ne m'attaque!“ L'Empereur me dit que la rupture du traité de Tilsit et d'autres motifs graves l'avaient déterminé à prendre une attitude imposante, afin de repousser toute agression quelconque, qu'il ne lui convenait pas de demander un dédommagement pour le Duc d'Oldenbourg, que sa protestation était un acte qu'il avait dû rendre public parce que le ministre des relations extérieures à Paris n'avait pas voulu l'accepter, qu'au reste, les cinq divisions dont la dislocation semblait être aux yeux de l'Empereur Napoléon une preuve d'intentions hostiles étaient placées de façon qu'elles pouvaient également être employées sur le Danube ou sur la frontière occidentale de l'Empire. L'Empereur ajouta qu'il s'était tout particulièrement appliqué à observer rigoureusement le traité de Tilsit, même sous les rapports du commerce, ce dont il pouvait m'offrir une preuve récente par ce qui venait de se passer à Rével, où, au lieu de salpêtre qu'on avait demandé à des négociants anglais, l'on avait envoyé de la poudre sur des navires de la marine Royale et escortés par des bâtiments de guerre, mais qu'il avait déclaré que, dans la situation où il se trouvait envers la Cour d'Angleterre, il ne lui convenait pas d'en accepter ce cadeau.

L'Empereur exprima ensuite qu'il lui semblait que ma Cour s'attendait à ce que l'entretien du 15 août l'irriterait au point de lui faire prendre une autre résolution que celle prononcée par lui dans ses dernières conférences avec moi, mais qu'elle devait être tranquille à cet égard: „On sait que l'Empereur Napoléon a sa manière à lui, et quelques expressions ne me feront „pas exposer la vie de 300 mille hommes“.

Quant aux Turcs, on se trompe, dit-il, lorsqu'on leur croit les moyens et l'envie de continuer la guerre. Il ajouta que le grand vizir, afin de lui prouver le peu de confiance qu'inspiraient à la Porte les insinuations françaises, lui avait envoyé un écrit de M. de Latour-Maubourg dans lequel la duplicité du Cabinet français résultait à évidence.

Je saisis un moment d'interruption pour témoigner à S. M. ma persuasion fondée sur des puissants motifs, que les nouvelles relatives aux moyens et aux dispositions de la Porte que transmet le baron de Hübsch à Pétersbourg étaient apocryphes et devraient paraître suspectes. L'Empereur me répondit à cela que je ne devais pas croire qu'il eût la moindre confiance dans les rapports de cet homme, qu'il savait être l'agent de toutes les Cours.

Je lui exposai que je croyais tout aussi peu aux notions que le comte Romanzoff avait sur la Suède, et que j'avais des données sur ce pays qui m'autorisaient à douter de la sincérité des déclarations d'un prince français et dévoué à son ancienne patrie. L'Empereur me répliqua que la Suède était sans argent et sans moyens, que la Finlande, qu'il connaissait, était un pays difficile à conquérir, mais aisé à défendre, que les habitants, auxquels il avait fait toutes les concessions possibles, étaient animés d'un bon esprit, que d'ailleurs, maître de la mer, ajouta-t-il avec un sourire de finesse (que j'expliquai comme une arrière-pensée relative à la coopération des forces anglaises), il ne craignait pas un débarquement, que le chemin par Tornéo offrait bien des difficultés, et qu'au besoin on pourrait beaucoup incommoder les Suédois dans leur propre pays.

Je développai alors mes idées sur la possibilité d'un passage de troupes françaises par le Danemark, et lui dis que, dans ce pays même, on redoutait de le voir bientôt occupé par une armée française, me servant des notions que V. E. eut la bonté de me faire passer, afin de prouver à S. M. la probabilité d'une diversion opérée par une armée française sur ce point. L'Empereur me répondit qu'il m'accordait que Napoléon pût vouloir s'assurer du Danemark en y plaçant des troupes, mais qu'il se refusait d'admettre la possibilité d'un passage par le Sund en présence d'une flotte anglaise. Ici, j'ai à me reprocher de n'avoir pas rappelé à l'Empereur que la marine anglaise quitte ces parages dès la fin d'octobre à l'approche des glaçons, mais cette idée ne me vint pas à l'esprit: d'ailleurs, ce Souverain parlant vite et beaucoup, j'avais souvent de la peine à me faire écouter, et quelquefois nous parlions tous deux à la fois.

Je lui dis enfin: „Sire, ce n'est pas le seul ennemi que V. M. doit „s'attendre à combattre, outre les Français: quelle assurance avez-vous du „parti que la Prusse prendra dans cette guerre? Sa position géographique, „et l'embaras de se voir déjà actuellement prête à être inondée par des troupes „françaises ne donnent-ils pas lieu de lui supposer l'intention de prendre „parti contre la Russie? Au reste, dans sa position, a-t-elle la faculté d'opter?“ L'Empereur répliqua en hésitant un peu que la Prusse avait toujours tenu une conduite équivoque, et qu'il fallait effectivement avouer que sa position actuelle était embarrassante.

„Si la guerre est heureuse“, ajouta-t-il, „la Suède ne bougera pas; si „elle est malheureuse, on ne peut faire compte sur personne“. Cette expression, dite avec plus d'humeur que tout le reste, pouvait être expliquée comme lancée également contre l'Autriche; je ne la relevai pas: je crus au-dessous de la dignité du Souverain que j'ai l'honneur de servir, de me laisser aller

au soupçon que cette sortie pût être dirigée contre nous. Cependant plus tard, dans le courant de l'entretien, je saisis l'occasion de dire que je me flattais que S. M. ne doutait pas de l'intérêt sincère que mon Auguste Maître prenait à la conservation de la Russie, et que les conseils réitérés que j'étais chargé de donner à S. M. au nom de Son ancien ami et allié prouvaient suffisamment que l'Autriche ne séparait pas ses intérêts de ceux de l'Empire Russe.

L'Empereur répondit: „Ah! Je me flatte que, malgré le mariage, l'Autriche est plus attachée à la Russie qu'à la France. Moi, de mon côté, je crois, depuis notre réconciliation, n'avoir donné que des preuves de mon amitié à votre Empereur. Tenez, Général, voulez-vous que je vous dise ma pensée tout entière? Je suis persuadé que ce qui le“ (Napoléon) „fâche le plus est cette attitude froide et passive que j'ai prise et à laquelle je ne changerai rien. Il voudrait que je me déclare; il voudrait que je commence la guerre ou que je désarme, et je ne ferai ni l'un ni l'autre: mes troupes sont toujours sur le pied de mobilité et placées derrière la Dwina et le Dnièper. On ne peut pas dire que la Russie ait des intentions hostiles; les retranchements que j'ai fait élever sont trop éloignés de la frontière pour qu'on puisse les faire passer autrement que pour des mesures défensives. Il n'en est pas de même des mesures prises dans le Duché de Varsovie, qui ont visiblement l'objet de servir de moyens d'agression“.

Je répondis à S. M. qu'assurément tout juge impartial devait tomber d'accord sur ce qu'Elle me faisait l'honneur de me dire, mais que ce n'était pas de quoi il s'agissait, qu'il était question d'ôter à la France tous les arguments dont elle se servira un jour pour prouver à l'Europe, à l'Allemagne surtout, que c'est la Russie qui désire la guerre. „Si je la voulais“, interrompit l'Empereur, „je l'aurais faite au mois de mai; j'en avais les moyens, de son propre aveu: vous le savez aussi bien que lui, vous qui êtes ici et qui êtes informé de ce qui se passe“. — „C'est bien, Sire“, répondis-je, „mais détruisez cette apparence de tort de votre côté que la France pourrait faire valoir, et acceptez les bons offices que l'Empereur mon Maître vous offre par mon canal“.

Nous disputâmes longtemps sur ce thème, l'Empereur tâchant toujours de me prouver que toute négociation ne mènerait à rien et qu'il était évident de reste qu'il ne voulait pas la guerre, et moi répétant constamment qu'il ne suffisait pas que j'en fusse persuadé en mon particulier, que c'était l'Europe entière qu'il fallait convaincre, et que S. M. ne pouvait mieux le faire qu'en se prêtant à un arrangement qu'une puissance tierce, amie des deux Cours litigeantes, lui proposait afin de les rapprocher. Je dis encore à l'Empereur qu'il ne risquait rien en cas de non-réussite, puisque le temps qui s'écoulerait en négociations pouvait s'employer de son côté à augmenter ses moyens de défense. J'ajoutai que les Turcs verraient que la rupture entre la Russie et la France n'était pas si prochaine qu'ils s'en étaient d'abord flattés, qu'ils comprendraient qu'un commencement de négociation sous l'intervention de l'Autriche rendait même l'explosion d'une guerre peu probable, que cette circonstance faciliterait le grand œuvre de la paix, que je ne pouvais assez recommander.

Après de longs pourparlers, l'Empereur me dit enfin que, si ma Cour voulait interposer ses bons offices, il n'y répugnait point, ainsi qu'il s'en était ouvert envers moi dans la dernière conversation, mais que ce n'était pas à lui à faire les premiers pas. J'observai qu'il me suffisait qu'il me chargeât de transmettre à ma Cour qu'il acquiesçait à ce que nous entamions une négociation, qu'il pouvait être persuadé qu'il ne serait nullement compromis, et que, si cette tentative n'amenait aucun heureux résultat, au moins l'Europe saurait que la Russie ne s'était refusée à rien de ce qui pouvait ramener l'ancienne tranquillité si désirée sur le continent.

L'Empereur me répéta une seconde fois que je pouvais transmettre son consentement à ma Cour, mais qu'il prévoyait que cette démarche n'aboutirait à rien, qu'au reste il semblait que l'humeur de l'Empereur Napoléon s'était un peu calmée, que le duc de Bassano avait donné depuis au prince Kourakine des éclaircissements adoucissant les expressions de son Maître, et qu'il y avait peu de jours, il était arrivé des dépêches au comte de Lauriston par lesquelles il se trouvait chargé d'expliquer l'entretien en question comme tendant à la continuation de la paix. J'assurai S. M. que je ferais partir tout de suite mon courrier, pour informer mon Auguste Maître des dispositions qu'Elle m'avait témoignées.

Cette question une fois établie, le sujet ne fut plus agité, et l'Empereur, en se radoucissant, me dit qu'il voulait me faire une confidence, mais que c'était sous le sceau du secret. „Nous allons renforcer l'armée de 80 mille „hommes, que l'on prendra sur les gris“ (expression habituelle de ce Souverain lorsqu'il parle de la grande réserve en uniforme gris, sur laquelle j'eus l'honneur de faire mon rapport dans le temps à V. E.). „Il y a plus d'un an „qu'on les exerce; j'ai sur eux des informations très satisfaisantes. En outre, „la prochaine levée des recrues nous fournira 320 mille hommes, qui joindront „tout de suite la réserve, où vous savez que les 26 divisions de l'armée ont „chacune leur subdivision de réserve particulière“.

Après cette espèce de confidence, je fus congédié, et l'Empereur rentra dans ses appartements, la physionomie un peu moins rembrunie qu'elle ne l'avait été pendant l'entretien, et même pendant le dîner. Le récit des détails de l'organisation et de l'augmentation de ses armées, objet sur lequel il s'arrête toujours avec complaisance, avait rendu à S. M. en partie cet air serein qui lui est habituel et que je ne lui avais point remarqué de toute la journée.

Je puis avoir l'honneur d'assurer V. E. que la mémorable conversation du 15 août a fortement blessé l'amour-propre de l'Empereur. La publicité que le Monarque français y a mise, les bruits qui en courent déjà dans les sociétés, les propos qui se tiennent déjà sans doute dans toute l'Europe, et les jugements qu'on en portera à toutes les Cours, donnent beaucoup d'humeur à celle de Pétersbourg. Elle était aisée à observer sur la physionomie de l'Empereur, lorsqu'il entra dans la salle: il avait l'air sombre, pensif et distrait, dans le courant de notre conférence, aussi souvent qu'il parlait de l'Empereur Napoléon; on voyait sur sa figure l'expression très prononcée du dépit. J'avais supposé que S. M. désirerait que je lui fisse lecture de la relation du prince

Schwarzenberg; j'y étais préparé, et M. de Kochéleff le croyait également, mais Elle n'en fit pas mention, et lorsque, pour piquer Sa curiosité, je Lui dis que la relation de notre ambassadeur était beaucoup plus détaillée que celle transmise par M. le prince de Kourakine au comte de Stackelberg, l'Empereur me dit: „Vous sentez bien que celle qu'il m'a envoyée l'est bien plus que „celle qu'a reçue Stackelberg“.

Je ne puis douter que la diatribe contre la manie des parades de garde (et c'est, je crois, ce qui a le plus affecté la sensibilité de S. M.) ne lui ait été mandée sans réticence, parce que le vieux Duc d'Oldenbourg en parla à M. de Kochéleff, en relevant les propres expressions de l'Empereur Napoléon. Plusieurs observations d'ailleurs m'ont prouvé que l'Empereur Alexandre n'ignore pas leur nature et qu'il en a été vivement piqué. Cependant j'ose assurer V. E. que ce dépit n'amènera aucun changement au système défensif qu'il a adopté. Quoique outré contre l'Empereur des Français, et même un peu honteux des leçons que ce Souverain, jadis son ami, ne lui ménage pas à la face de l'Europe, il craint trop la guerre pour vouloir en hâter l'explosion. Il redoublera d'activité pour rassembler tous les moyens à sa disposition, mais, persuadé que, de cette année, et dans une saison aussi avancée, la France n'est ni en mesure ni disposée à l'attaquer, ce Prince attend, comme il le dit, les événements, il s'étourdit sur les dangers qu'il prévoit et qu'il redoute par l'énumération fastueuse de ses troupes, par la conviction qu'il nourrit de la difficulté de pénétrer avec une armée ennemie dans l'intérieur de la Russie, par l'espoir que l'Espagne suscitera de grands embarras encore à la France, et enfin par une espèce de sentiment religieux qui l'absout envers sa propre conscience des calamités d'une guerre qu'il n'aura pas à se reprocher d'avoir commencée.

Cette dernière conversation avec l'Empereur me fournit les réflexions suivantes, que j'ai l'honneur de soumettre au jugement de V. E. En premier lieu, quoique l'amour-propre de S. M. ait été vivement blessé par cet oubli de toutes convenances, et surtout par la publicité des leçons que l'Empereur des Français lui a données, Elle ne changera rien à Sa résolution de se tenir sur la défensive, que, se méfiant des intentions hostiles de la France, prévoyant même inmanquablement une agression, l'Empereur Alexandre accélérera et augmentera ses moyens de défense, que, quoiqu'il ait consenti aux bons offices dont je lui offris l'emploi au nom de l'Auguste Cour, il n'en est pas moins persuadé que cette négociation n'amènera d'autres résultats que ceux de lui proposer une indemnité en Allemagne pour le Duché d'Oldenbourg sous la condition expresse de retirer ses troupes vers l'intérieur de son Empire, ce qu'il ne fera jamais, qu'entretenant l'opinion que cette attitude inquiétante pour la France la gêne beaucoup, l'Empereur y mettra d'autant plus d'obstination qu'il se complaît secrètement à se venger un peu de l'humeur que lui cause la mémorable conversation et de l'espèce d'humiliation qu'il en éprouve.

Quant à la paix avec la Turquie, il me paraît que l'Empereur, en se relâchant de beaucoup sur les premières propositions faites à la Porte, se flatte, depuis surtout que le grand vizir lui a fait connaître avec franchise les senti-

ments du Grand Seigneur envers la France, que la paix se fera sans obstacle. M. de Kochéleff m'a fait entendre que son Maître se désistait de la Valachie. Je ne garantis pas que cette assertion ne soit un peu hasardée: M. de Kochéleff ne possède pas la confiance de son Souverain au point qu'il voudrait me le faire croire. Toutefois il paraît certain que de nouvelles instructions ont été envoyées à M. d'Italinsky à l'insu du chancelier de l'Empire.

V. E. relèvera sans doute une contradiction entre ce que me dit S. M. relativement au renvoi des bâtiments anglais de Rével, et ce que m'insinua M. de Kochéleff. Quoique ce dernier ait persisté à me faire croire au débarquement secret des munitions, et quoique l'opinion générale est que ce renvoi n'a été que simulé, je penche néanmoins à n'ajouter foi qu'au fait tel que l'Empereur me l'a présenté. Je ne puis supposer que la Russie ait un besoin si urgent de munitions, que l'Empereur veuille déjà laisser deviner des intelligences entre lui et l'Angleterre et se donner envers la France le tort apparent d'avoir commis une infraction aux traités.

Quant à la Finlande, d'après ce que je tiens d'une personne digne de confiance, devenue sujet de la Russie dans cette province, sur le bon esprit qui y règne, il paraît que l'Empereur ne se fait pas illusion en comptant sur l'attachement sincère que ces peuples témoignent au gouvernement russe. Heureux dans leur situation actuelle, ils ont le bon sens d'entrevoir qu'une nouvelle guerre dont leur pauvre pays serait le théâtre les réduirait à la misère.

Désespérant dans cette audience, à la suite de mes tentatives infructueuses dans les précédentes, de ramener l'Empereur à d'autres principes au sujet de la paix avec la Porte, j'ai cru devoir appuyer à lui faire agréer l'offre de nos bons offices envers la France, et j'ai insisté d'autant plus fortement sur ce point de mes dernières instructions, que, quelle que soit l'issue de cette négociation, il nous en reviendra toujours le précieux avantage d'avoir donné à l'Empereur Napoléon une preuve de la sincérité de nos intentions; ce Souverain ne pourra qu'être persuadé que la ligne de conduite que nous avons suivie envers la Russie ne peut lui causer aucun ombrage, étant basée sur l'impartialité parfaite de nos sentiments dans ce moment de crise. L'Empereur Alexandre ainsi que M. de Kochéleff ne m'ont rien dit qui puisse me faire supposer qu'ils soupçonnent à notre Cabinet un autre but que celui d'empêcher l'explosion d'une guerre, dans laquelle nous voyons des chances très dangereuses pour la Russie; c'est sous ce point de vue que j'ai fait envisager nos intentions à S. M., en chargeant autant que possible les couleurs du tableau que je lui ai tracé des forces réunies de la France et de ses alliés.

Je crois pouvoir assurer d'avance, d'après la connaissance que divers entretiens avec l'Empereur m'ont procurée de son caractère tenace et de la disposition actuelle de son esprit, qu'à moins que la négociation dont il s'agit n'entraîne de la part de la France une marche rétrograde de ses troupes en Allemagne et une diminution presque totale des forces militaires du Duché de Varsovie (qui sont hors de toute proportion, comme me disait l'Empereur), à moins, dis-je, que cette mesure, indépendante de toute proposition d'indemnité, n'ait lieu, rien ne fera résoudre l'Empereur Alexandre à changer la situa-

tion actuelle de ses armées, et, même alors, je suis certain que ce ne serait qu'à regret que ce Prince s'y prêterait: il semble que dès à présent il craint que ce puisse devenir le résultat des pourparlers en question. Ce qui me paraît encore conster est qu'une proposition de dédommager le Duc d'Oldenbourg, quelque brillante qu'elle fût, serait ce qui répugnerait davantage à S. M. à accepter, et surtout elle ne suffirait point à L'engager à diminuer Ses moyens de défense. Elle a trop souvent répété que ce n'avait point été l'occupation du pays d'Oldenbourg qui Lui avait fait prendre l'attitude actuelle.

Je lui dois la justice de confirmer qu'en cela l'Empereur dit l'exacte vérité. V. E. se rappellera que j'eus l'honneur de Lui envoyer des détails sur les armements et les constructions de fortifications sur les frontières dès le mois de janvier, époque antérieure à l'envahissement du Duché, et qu'en mars 1810 j'annonçai que l'on ne discontinuait pas de faire filer des troupes et de l'artillerie vers les frontières occidentales de l'Empire.

Je serais embarrassé d'expliquer ici comment se concilient dans l'esprit de l'Empereur la crainte que je lui remarque toujours d'une guerre avec la France, et en même temps la répugnance si difficile à vaincre de se prêter à des explications qui offrent la probabilité d'un accommodement. Il est vrai que M. de Kochéleff m'a fait entendre à mots couverts que l'on travaillait à persuader l'Empereur d'employer pour l'honneur et l'indépendance de la Russie les ressources immenses que la nation lui soumettait avec plaisir, mais qu'il ne paraissait point encore assez les apprécier; cependant l'on ne désespérait point de réussir à la longue à lui faire changer d'idée à cet égard.

M. de Kochéleff n'a pas l'art de deviner les pensées secrètes de son Maître. Ennemi du chancelier, M. de Kochéleff ne sait plus comment lui nuire que moyennant l'explosion de la guerre; enfin il est exalté contre l'Empereur Napoléon et lui a voué une haine sincère. Ces mobiles et son amour-propre ne lui permettent pas de peser avec sang-froid les immenses moyens que la France avec ses alliés peuvent opposer aux ressources de la Russie, abandonnée à elle-même. Ce que je puis induire des expressions échappées à M. de Kochéleff envers moi est uniquement qu'il existe un parti coalisé pour exciter l'Empereur à commencer la guerre, et que ce parti ne désespère pas de réussir. M. de Kochéleff fut singulièrement frappé lorsque je lui annonçai que S. M. acceptait l'emploi des bons offices de la Cour d'Autriche, et il ne s'en consola que dans la conviction que nos démarches n'aboutiraient à rien. Toutefois son influence sur l'opinion de l'Empereur est presque nulle; j'en ai eu diverses preuves, entre autres à l'occasion des conseils qu'il ne cesse de donner de faire la paix avec les Turcs à tout prix.

Je suppose que le parti précité met en avant le maréchal Saltykoff pour persuader l'Empereur, mais, nonobstant la déférence que ce Souverain peut avoir envers un vieux serviteur qu'il affectionne, je persiste dans mon opinion qu'il n'y réussira point. Je fonde cette croyance sur le caractère personnel de l'Empereur Alexandre, que je me flatte avoir démêlé, et sur la résolution que nous lui avons vu prendre le printemps passé, où, assiégé et pressé par une infinité d'individus qui travaillaient à l'engager à une marche rapide dans

le Duché de Varsovie, ce Prince a préféré de répandre en Europe une faible protestation, laissant échapper un moment avantageux et unique, ainsi que le Lui a reproché l'Empereur Napoléon lui-même dans l'entretien du 15 août.

Avant de terminer, je prie V. E. de m'excuser si je n'ai point mis à profit ma conférence avec l'Empereur pour lui parler du mode à stipuler pour le paiement de la créance. J'eus l'honneur de vous dire, Monsieur le Comte, que l'Empereur, parlant beaucoup, quelquefois même avec une nuance d'emportement, me laissait à peine le temps de développer mes idées; il me fallut souvent hausser la voix pour me faire écouter presque malgré lui. Au reste, nous sommes convenus, M. de Kochéleff et moi, qu'au bout de quelques jours, je lui écrirai une lettre ostensible à ce sujet, qu'il fera passer à S. M., en l'appuyant de tous les arguments possibles.

21.

(Litt. B.)

16/28 septembre 1811.

Je m'empresse de transmettre à V. E. le précis d'une très intéressante conférence que j'ai eue avec M. de Kochéleff quelques jours après l'audience de S. M. dont j'ai eu l'honneur de rendre compte dans le N^o précédent.

M. de Kochéleff m'avait invité de me rendre chez lui, ayant une bonne nouvelle à me communiquer. Voici ce qu'il me dit: qu'il venait de parler à son Maître, que celui-ci lui avait ordonné d'écrire à M. le comte de Stackelberg que S. M. s'était fait lire par moi la dernière dépêche que je venais de recevoir et qu'il était content de son contenu, mais que, par une autre antécédente à celle-ci (celle du 23 juillet), l'Empereur avait vu avec déplaisir que V. E. le jugeait faussement, que S. M. avait l'intime conviction que, depuis la paix de Vienne, Elle n'avait rien dit ni rien fait qui ne prouvât le plus sincère désir de faire oublier à S. M. l'Empereur notre Auguste Maître le passé, qu'il regrettait très fort, que, s'il ne tenait qu'à lui, dès aujourd'hui la Monarchie Autrichienne se verrait dans le même état de puissance dans lequel elle s'était trouvée avant les derniers malheureux événements, que la base de sa politique était de s'attacher à l'Autriche par tous les moyens possibles et que, d'après sa manière de voir, le salut de l'Europe dépendait de la réunion de volonté et d'intérêt de deux anciennes Cours Impériales. L'Empereur avait ajouté qu'il désirait que notre Cabinet fût bien persuadé de la vérité de ce grand principe. M. de Kochéleff me dit que, saisissant l'à propos, il avait répondu à son Maître qu'il se présentait tout d'abord une occasion favorable pour donner à notre Cour une preuve de ce désir de bonne intelligence: „C'est, Sire“, lui dit-il, „de donner ordre au ministre des finances qu'il confère avec le „comte de Saint-Julien pour concerter les époques du paiement des douze „millions“. L'Empereur répondit qu'il y consentait très volontiers, et qu'il le chargeait de me faire savoir qu'il allait en donner l'ordre à M. de Gourieff.

Après une déclaration aussi positive, je ne puis plus douter que ces conférences entre Gourieff et moi n'aient bientôt lieu, et, d'après ce que j'ai

eu l'honneur de mander à V. E. sur la bonne volonté de ce ministre à aplanir toutes les difficultés et sur ce que plusieurs fois il a dit au Conseil et à ses amis de la haute importance de contenter l'Autriche à l'égard de ce paiement, je crois pouvoir me flatter que, de son côté, le travail se fera avec célérité et l'intention sincère de régler le tout d'après nos désirs. Cette stipulation, absolument nécessaire pour nous mettre dans la connaissance des termes d'échéance et des sommes à recevoir, est un grand pas en avant pour voir terminer cette affaire, dont je me trouve chargé depuis plus de dix-huit mois et pour la réussite de laquelle je puis dire m'être servi de tous les moyens possibles. Il n'est pas probable que la Cour de St-Petersbourg veuille ne pas tenir ce nouvel engagement qu'elle prend d'une manière aussi publique avec le ministre d'une Cour qu'heureusement pour nos intérêts elle a de si puissants motifs de ménager et même de lui faire oublier la versatilité habituelle de ses principes, première cause de la position embarrassante et de l'isolement dans lequel elle se trouve actuellement.

Après cette communication, M. de Kochéleff m'en fit une autre non moins importante. Il me confia que, dans la même conversation, l'Empereur, questionné par lui sur ce que l'on pouvait espérer de la paix avec la Porte, lui répondit: „Oui, Monsieur, je la ferai et elle sera *prompte et déshonorante!*“ M. de Kochéleff me répéta deux fois cette expression, et ajouta en souriant: „D'après la manière d'envisager les choses que vous connaissez à mon Maître, „vous devez savoir ce que ces mots veulent dire“. M. de Kochéleff ne se possédait pas de joie; il me répéta plusieurs fois qu'il se flattait que, cette paix faite, rien ne croiserait plus de la part de la Russie les intérêts de l'Autriche, et que la bonne intelligence serait rétablie dans toute son étendue. Dans ma réponse, je ne manquai pas d'appuyer sur la satisfaction que je ressentais de cette détermination, dans laquelle je voyais les plus grands avantages pour la Russie, et j'y ajoutai de petites cajoleries pour M. de Kochéleff, à qui j'attribuai tout l'honneur de ce changement des principes de son Maître.

Je crois ne pas me tromper en affirmant que l'Empereur entend par le mot *déshonorant* la cession, ou totale ou en très grande majorité, de la Moldavie même. Ce mot de *paix prompte* me semble encore l'indiquer, puisqu'il n'y a pas de doute qu'en cédant les possessions enlevées, la paix ne peut plus avoir d'obstacle; surtout par la conviction que donne des intentions de la Porte la petite trahison que fit le grand vizir vis-à-vis du chargé d'affaires de France, en envoyant à Koutouzoff cet écrit dont j'ai eu l'honneur de faire mention dans la dépêche précédente, démarche qui prouve que le Divan n'est nullement influencé par la France et qu'il ne demande que la restitution des Principautés pour renouer l'ancienne amitié avec la Russie. Le ton piqué avec lequel S. M. semble avoir répondu à M. de Kochéleff me confirme encore dans ma supposition, puisque l'Empereur a l'air d'avouer avoir fait aux instances réitérées de tous ceux qui l'approchent et aux clameurs du public le sacrifice de son amour-propre. V. E. se souviendra que S. M. me répondait constamment *qu'il y allait de Sa gloire, qu'on ne pouvait s'attendre qu'Elle ferait une paix hontense*, etc., etc.

A l'appui de cette manière d'expliquer le propos de l'Empereur, auquel M. de Kochéleff mettait la plus grande importance, qui paraissait lui faire le plus vif plaisir, et qu'il m'a recommandé comme un profond secret, vient ce que j'ai appris depuis. Sans toutefois garantir le fait, on m'a assuré que Tolstoï *), revenu complètement de son engouement pour la France, avait dit à son Maître dans la chaleur d'une dispute par rapport au vœu général de la nation pour la liberté de la mer et la paix avec la Porte: „Sire, si vous ne changez pas de principes politiques, vous finirez par vous faire étrangler comme votre père“. V. E. se rappellera qu'en dépeignant le caractère de l'Empereur Alexandre, j'ai toujours mis en avant que c'était la peur qui portait ce Souverain non seulement à des déterminations qui contrastaient avec la bonté de son cœur ou avec la sagacité de son esprit, mais aussi à celles qui répugnent à ses principes ou choquent son amour-propre. Or ce pourrait bien être ici le même cas; ce pourrait bien être le même motif, la peur que lui causent des propos répétés par un homme, borné, il est vrai, mais sur l'attachement duquel il fait compte, qui ait influé sur ce changement subit de détermination. Des propos de cette force tenus à Moscou, où l'on se permet de tout dire, peuvent lui être revenus par le comité secret de surveillance, dont je prie V. E. de se rappeler que le maréchal Saltykoff est le chef, et M. de Kochéleff un des premiers agents. De plus on sait positivement que l'amiral Tchitchagoff, récemment de retour de France, ancien partisan enthousiaste de l'Empereur Napoléon, et qui, depuis le long séjour qu'il a fait à Paris, est radicalement guéri de cette admiration pour le gouvernement français, a fait à son Maître le tableau le plus effrayant de l'immensité des moyens militaires de cette puissance, et qu'il lui a transmis les données les plus positives, et que ses anciennes relations à Paris lui ont procurées, sur la résolution bien prononcée de l'Empereur Napoléon de ravir les provinces polonaises à la Russie et de lui faire rendre même la Crimée. M. de Kochéleff m'a confirmé ce que par d'autres voies j'avais déjà appris là-dessus. J'en tire l'induction que l'Empereur, devenu un peu moins fier de la force de ses armées, persuadé que l'Empereur Napoléon lui fera une guerre à mort, en peine pour les plus importantes acquisitions du règne de Catherine, agité par la crainte d'indisposer la nation, s'est rendu enfin aux conseils de tout ce qui l'approche, qu'il a préféré de ne pas s'exposer aux chances d'une double guerre, et qu'il veut faire le sacrifice de son amour-propre, qui seul s'opposait à la restitution des Principautés.

Avant de nous séparer, M. de Kochéleff me dit encore que l'Empereur lui avait témoigné de l'inquiétude sur ce qu'il apprenait des fréquentes conférences que M. le comte Otto avait avec V. E.; il ajouta qu'il avait répondu qu'il n'y avait pas de doute que la France ne nous travaillât pour nous attirer dans ses intérêts, mais que S. M. pouvait être tranquille sur l'invariabilité des principes du Cabinet autrichien. Je dis à M. de Kochéleff que je le remerciais de la manière dont il avait répondu et de la justice qu'il avait

*) Le comte Nicolas Tolstoï, grand-maréchal de la Cour.

su nous rendre, que d'ailleurs il y avait tant de divers intérêts à traiter, tant de transactions, de paiements et autres, à terminer, que de fréquentes conférences entre les ministres de deux puissances voisines, amies et alliées par le sang, ne doivent pas étonner. J'ajoutai qu'il était inutile de rappeler à S. M. la loyauté de notre politique, parce que le fait la prouve suffisamment.

22.

16/28 septembre 1811.

Quelques jours après la conversation avec M. de Kochéleff dont j'ai eu l'honneur de rendre compte à V. E. dans ma dépêche *Litt. B.*, j'ai eu une conférence avec M. le comte de Romanzoff. J'avais demandé à M. de Kochéleff si S. M. I. désirait que je fisse mention au chancelier de l'assentiment qu'Elle m'avait donné à l'offre que je Lui avais faite de l'interposition de nos bons offices. L'Empereur lui avait répondu: „Je le veux bien, puisque Saint-Julien „m'y force“. S. M. se souvenait, à ce que me fit remarquer Kochéleff, que, dans une conversation à la suite des dépêches de V. E. datées du 23 juillet, j'avais témoigné au comte de Romanzoff, en causant sur l'état actuel de tension entre les deux Cours de Russie et de France, le désir que le Cabinet Impérial d'Autriche éprouvait de voir rétablie l'ancienne bonne intelligence, et qu'à cette occasion j'avais énoncé, quoique vaguement, que nous serions très portés à tout ce qui pourrait contribuer à faire cesser l'inquiétude qu'en éprouvait tout le continent. Effectivement j'avais parlé au chancelier et à l'Empereur dans le même sens, et V. E. trouvera dans mon rapport N^o 48 du 1^{er} septembre *), que dès lors S. M. m'avait dit ne pas absolument se refuser à l'interposition de nos bons offices. Je ne pouvais m'expliquer cette expression: *Saint-Julien m'y force*, dont S. M. avait jugé à propos de se servir, que dans le sens qu'Elle eût désiré que l'on pût en faire un mystère au chancelier. Cependant, comme je n'espérais pas beaucoup de l'effet de l'offre que j'avais faite, par la manière dont elle avait été accueillie à ma dernière audience, je jugeai que nous ne pouvions que gagner à ce que cette bonne volonté de notre Cour acquît un peu de publicité, et je ne fus pas fâché de pouvoir mettre aussi le chancelier dans la confiance des efforts que nous faisons pour empêcher une explosion prochaine.

Je fus assez étonné lorsque le comte Romanzoff me dit avoir appris par l'Empereur qu'à la parade j'avais annoncé à S. M. avoir reçu un courrier et que je La priais de m'accorder une audience. Sans doute S. M. avait ses bonnes raisons pour en parler ainsi à M. le chancelier; mais le fait est que j'allai d'abord chez M. de Kochéleff, que celui-ci me dit en vouloir écrire tout de suite à son Maître, et qu'à la parade, spontanément, l'Empereur me parla bas à l'oreille de mon courrier et que Lui-même (ce qui ne se fait pas communément) m'invita à dîner pour me parler.

*) V. N^o 15, p. 416.

Je débutai chez le comte Romanzoff par aborder la question de l'offre de nos bons offices, ainsi à peu près que j'en avais parlé à S. M. Je lui dis qu'Elle avait jugé à propos que j'en conférasse avec lui, et que je le priais de m'indiquer les bases sur lesquelles on pourrait établir un commencement de négociation. Le chancelier me répondit qu'il était informé de ce que l'Empereur m'avait dit sur ce sujet, et qu'il ne pouvait m'indiquer aucune base quelconque, puisque la Russie ne demandait rien, ne se plaignait de rien, ne voulait rien.

J'entrai alors en discussion avec lui, et je lui dépeignis combien l'état actuel des relations politiques entre la Russie et la France faisait craindre une rupture prochaine. Le comte de Romanzoff m'observa qu'il ne voyait pas les choses comme moi, que, quant à cette fameuse conversation, l'Empereur l'avait déjà oubliée (il me dit cela d'un ton et d'un air qui me prouvèrent qu'il l'avait aussi peu oubliée que son Maître), que cette manière de traiter les affaires, cette publicité pouvait à la vérité déplaire à la Russie, mais, ajouta-t-il, comme la Russie n'avait pas de secret pour l'Autriche, son ancienne amie, et que la présence des ambassadeurs d'Espagne et de Naples rendait la conversation comme tenue en famille, il se contentait de remarquer simplement que cette forme était inusitée et que probablement elle ne trouverait pas d'imitateurs, qu'au reste, ainsi qu'il l'avait d'abord dit au comte Lauriston, il n'y voyait pas d'inconvénient, qu'il ne concevait pas ce que l'Empereur Napoléon entendait par prétentions sur Danzig, que l'Empereur Alexandre n'en avait jamais eu, que le duc de Bassano avait dès le lendemain pressé le prince Kourakine de retarder l'envoi de son courrier, le prévenant de l'office qu'il désirait lui remettre, que, cet office ayant trop tardé, le prince Kourakine avait fait partir son courrier annonçant simplement une espèce de circulaire du ministère des relations extérieures, dans laquelle il déclarait cette conversation comme de hasard et sans intention et que l'Empereur Napoléon, ayant voulu causer avec l'ambassadeur de Russie, avait été entraîné par le sujet, et que S. M. désirait que le tout fût interprété dans le sens de la paix, que Savary s'était aussi hâté d'expliquer les expressions de l'Empereur comme tendantes à la paix. M. le chancelier ajouta que, d'après ce qu'il venait de me communiquer, je ne pouvais voir, aussi peu que lui, dans cette conversation le moindre motif d'une explosion prochaine, que finalement la Russie ne voulait pas la guerre, mais qu'elle ne la craignait pas, que cependant on s'attendait à tout, et qu'il ne serait pas surpris si un beau matin il me priait de passer chez lui pour me dire que tout est fait et que les hostilités ont commencé, que, comme la Russie n'avait aucun grief, il ne pouvait concevoir ce que nous entendions par bons offices et à quoi ils pourraient mener.

Je lui expliquai alors, et bien plus en détail que je ne l'avais pu faire vis-à-vis de S. M., combien, indépendamment de la sollicitude que nous donnaient les chances incertaines de guerre pour une puissance dont la conservation est liée avec nos propres intérêts, nous désirions voir terminer cette tension si inquiétante pour l'Europe entière. Le comte de Romanzoff me répondit qu'il n'y avait pas lieu à s'inquiéter, qu'il me répétait que son Maître

ne commencerait pas la guerre et ne la ferait que quand on l'attaquerait, que toute explication avec la France n'aboutirait à rien qu'à faire proposer un déplacement des troupes, que l'Empereur Alexandre n'y consentirait jamais, que ses armées se trouvaient à une distance suffisante des frontières, ainsi que les fortifications, pour que cette attitude ne perdît pas le caractère d'une simple défensive. Alors je vins à parler des armements formidables de la France et de la marche de ses troupes, des dépenses qu'elle avait déjà faites et qu'on devait supposer qu'elle ne faisait pas sans dessein, etc. Le chancelier m'observa qu'il était indifférent pour la Russie comment l'Empereur Napoléon plaçait et déplaçait ses troupes, que les relations de la France avec les pays de la Confédération et même avec le Duché sous sa protection spéciale, ne devaient à cet égard les faire considérer que comme des provinces françaises, dans lesquelles l'Empereur disposait et faisait faire des mouvements à ses forces militaires à volonté et sans que personne pût y trouver un motif de plainte, qu'au fond tout ce qu'on disait ne se réduisait qu'à 72 mille Français qui étaient actuellement en Allemagne, que la garnison de Danzig renforcée, si je voulais, jusqu'à 20 mille hommes était une chose absolument dépendante de l'Empereur Napoléon. Enfin quoique je lui répétais que, si même la négociation ne serait pas couronnée d'un succès tel que nous le désirions, on pourrait sans inconvénient en risquer l'essai, et que, si S. M. I. de Russie jugeait qu'il n'était pas de Sa dignité de demander un dédommagement, une puissance tierce pouvait sonder le terrain sans compromettre la partie lésée, le chancelier ne cessa de me dire que la Russie ne se plaignait pas. Je parlai alors de la protestation, et il me répondit qu'elle ne provoquait pas une explication. Je lui parlai de la marche des troupes françaises, et il me dit que ce n'était que 20 mille recrues ou réfractaires, que tout le reste n'était que ces sempiternels quatre régiments de la Confédération dont tous les jours on lui offrait le rappel, que la garnison de Danzig ne les inquiétait pas, et que cette forteresse était trop éloignée des frontières pour que la Russie eût le droit d'en tirer une conséquence.

Enfin, après de longs débats, dans lesquels je vis parfaitement que le Cabinet de St-Petersbourg craint d'être compromis en énonçant une proposition quelconque, il me dit, lorsque je le pressai de me donner une réponse que je pusse transmettre à ma Cour, que S. M. I. ne se refusait pas absolument aux démarches que ma Cour jugerait à propos de faire, et comme, pour le faire expliquer, je lui repartis qu'il était de première nécessité que notre ministère sût quel était le vrai sujet du différend actuel pour essayer de lever les difficultés qui s'élevaient de part et d'autre, le chancelier me dit que c'était à la France à parler, que la Russie resterait toujours dans l'état actuel passif et de pure défensive.

Peu à peu il me fit entendre assez distinctement qu'il ne croyait pas que des pourparlers, de quelque genre qu'ils fussent, pussent amener de bons résultats, que le temps userait le ferment actuel, et qu'une discussion quelconque ne ferait que reculer, au lieu d'atteindre, le but que nous semblions désirer. Je lui citai alors des exemples où l'interposition de bons offices d'une puissance voisine et amie avait non seulement retardé l'explosion d'une guerre,

mais même, après des hostilités commencées, avait mené à une réconciliation parfaite. Je citai entre autres un exemple de nos jours, celui de la paix de Teschen, où la Russie elle-même avait contribué par son intervention à nous raccommo-der avec la Cour de Berlin: „Monsieur le Comte“, me dit le chan-celier, „le cas était tout différent. Alors il était question de prétentions, de „faits: ici il s'agit des intentions, et comment les deviner? comment les pré-venir? comment en trouver des garants?“ Rien de ce que je pus alléguer sur l'effet que ferait sur l'Europe ce témoignage public de la bonne volonté du ministère russe d'entrer en accommodement, ne parut le persuader. „Qu'est-ce „que c'est aujourd'hui que l'Europe?“ me disait-il. „La France, l'Italie et l'Alle-„magne céderont toujours à l'impulsion que leur donnera l'Empereur Napoléon, „et, quant à l'Autriche, elle n'ignore pas que nous ne voulons pas la guerre“.

J'essayai de sonder le chancelier sur l'assertion de Napoléon, que ce fut le gouvernement russe qui le premier proposa de retirer les cinq divisions sous condition de diminuer la garnison de Danzig. Le comte Romanzoff n'hési-ta pas à me confirmer que ce fut la France qui prit l'initiative: „Peut-être“, ajouta-t-il, „l'Empereur en a fait une mention verbale au duc de Vicence, „mais moi, je suis censé ne savoir, ne connaître comme fait diplomatique que „ce qui passe par le bureau des affaires étrangères“. Je crus devoir laisser tomber le trait, que je sentais bien être lancé contre moi. Enfin en me re-conduisant à la porte, le chancelier me dit: „Le duc de Vicence est parti d'ici „avec la Loi et les Prophètes, chargé de tout ce qu'on pouvait dire et écrire „à ce sujet; cela n'a abouti à rien. Par conséquent tout ce qu'on pourrait „encore dire ou écrire de la part de qui que ce soit ne serait qu'une répéti-tion, et n'amènerait nul autre résultat“.

Il ajouta par forme de confiance qu'il ne pouvait me donner de plus grande preuve de ce qu'il me disait, que la Russie ne voulait pas la guerre, que par la manière avec laquelle on répondait aux agaceries que de mille fa-çons l'Angleterre faisait, et dont quelques-unes même avaient eu un peu trop d'éclat, que c'était l'affaire d'une après-dinée que de s'arranger avec ce gouver-nement, que la Russie y gagnerait sous les rapports du commerce, que c'était le vœu général, mais que S. M. ne changerait pas Son système actuel, et qu'Elle attendrait les événements. Je ne sais pas si cette affectation de me parler de l'éloignement de l'Empereur à répondre aux agaceries de l'Angleterre n'est pas une finesse pour me cacher quelques démarches secrètes tendantes à un rapprochement. Si la conviction d'une agression prochaine peut faire faire à l'Empereur le sacrifice de son amour-propre et lui faire restituer les Princi-pautés, ainsi que la confiance de Kochéleff m'autorise à l'espérer, je ne sais pas pourquoi on ne serait pas parvenu à persuader l'Empereur à vaincre la répugnance qu'il avait toujours à se rapprocher des Anglais. La peur triomphe des aversions personnelles, et l'humeur que cause dans ce moment la conver-sation du 15 août donne beau jeu au parti anglais de ramener l'Empereur à leurs principes.

Je prie V. E. de remarquer que S. M., le chancelier et Kochéleff répugnent tous les trois à accepter nos bons offices. L'Empereur, qui y a

acquiescé d'assez mauvaise grâce, y répugne intérieurement, parce qu'il craint que des explications et des pourparlers, en aigrissant le caractère irascible de Napoléon, ne hâtent l'explosion d'une guerre qu'il redoute sans l'avouer, le comte Romanzoff parce qu'il se méfie de la sincérité de nos intentions et de nos relations avec la France, et Kochéleff parce qu'il entrevoit la possibilité qu'une négociation empêche la guerre, qu'il désire autant que nous la souhaitons peu. Peut-être aussi une fausse honte, celle du soupçon de paraître craindre cette lutte comme inégale pour la Russie, peut-être cette morgue orientale, la nuance distinctive du caractère national, contribue-t-elle beaucoup à contrarier nos bonnes intentions et à paralyser nos efforts sincères et désintéressés. Il ne sera pas indifférent à V. E. de savoir que, dans le courant de la conversation, M. le chancelier me dit que dès longtemps il était convenu avec le comte de Lauriston de ne plus renouveler des discussions sur l'affaire en question, qu'elles n'amenaient que des répétitions et pourraient produire des aigreurs.

23.

16/28 septembre 1811.

Empressé de transmettre à V. E. les différents rapports que j'ai l'honneur de lui faire dans les dépêches précédentes, je comptais expédier le courrier hier 15/27, lorsque je reçus une invitation de me rendre chez M. de Kochéleff, ce qui, joint à la cérémonie de l'inauguration de l'Eglise de Kazan, où j'eus l'honneur d'accompagner S. M. à cheval, a retardé le départ de Nipper de vingt-quatre heures.

M. de Kochéleff me communiqua la copie de la lettre officielle que par ce même courrier il envoie à M. le comte de Stackelberg; le brouillon fut soumis à S. M., qui en agréa le contenu. Sans doute Stackelberg la communiquera à V. E.: elle est écrite à cette fin. Kochéleff y parle en peu de mots: 1^o de l'attitude militaire de la Russie, 2^o de son désir de faire la paix avec les Turcs, et 3^o de l'assurance positive du paiement de la créance dans le courant de l'année 1812. M. le grand maître se rapporte pour les détails à ce que je suis chargé de transmettre à la connaissance de V. E.

Kochéleff a reçu une seconde fois la promesse de l'Empereur que S. M. donnera un ordre au ministre des finances pour qu'il entre en pourparlers avec moi. Quant à la paix turque, j'ai sondé Kochéleff sur ce qu'il suppose que peuvent être les nouvelles propositions que l'Empereur fera à la Porte, et il me répondit: „Soyez sûr que, si mon Maître obtient le Pruth pour „frontière, la paix est faite aujourd'hui; les dispositions ne pourraient pas être „meilleures. Quant au paiement, vous voyez que l'Empereur a sanctionné „cet écrit officiel à notre ministre à Vienne par ces mots de sa main: *Fort „bien*; ainsi la promesse acquiert le dernier degré d'authenticité“. Puis M. de Kochéleff me fit la confidence que, lorsque l'Empereur lui dit que cette avant-dernière dépêche ostensible du 23 juillet avait affecté sa sensibilité et qu'il

était mécontent de ce que V. E. ne lui rend pas assez de justice, S. M. avait ajouté: „Je vous laisse le soin d'arranger cela; faites le tout de façon qu'il „n'y paraisse pas trop de susceptibilité de ma part“. Kochéleff crut devoir me rendre ces mêmes paroles de son Maître, pour prouver combien il importait à S. M. que ses sentiments ne fussent pas méconnus, et combien il désirait allier avec sa sensibilité son désir constant d'alimenter une intimité parfaite avec notre Cour. Enfin Kochéleff me confia cette petite feuille ci-jointe, qu'il vient de recevoir par le comte de Woronzoff *), ci-devant ministre à Londres, et sur laquelle il m'a prié de ne pas le citer.

Je vous prie, Monsieur le Comte, de me permettre de prendre occasion du récit que je viens de faire de cette dernière conversation avec M. le grand maître pour proposer à V. E. de me charger, quand Elle le jugera à propos, d'un petit compliment flatteur de Sa part pour Kochéleff. Son zèle pour nos intérêts est connu, et la manière confiante dont il en use avec moi peut nous être d'une ressource précieuse, à raison que ce n'est pas un homme très fin et qu'il aime de paraître instruit. Si V. E. permettait que je lui dise quatre mots de gracieux de la part de S. M. notre Auguste Souverain, ils seraient du plus grand effet.

24.

16/28 septembre 1811.

J'ai l'honneur de transmettre à V. E. les renseignements suivants que j'ai reçus de bonne source sur le tout nouvel ordre de bataille des armées sur les frontières du Duché de Varsovie. Le général Wittgenstein commande un corps dont le centre est à Mitau, les généraux Baggohufvud et Essen un autre aux environs de Wilna, et un troisième plus considérable qui forme proprement la Grande Armée sera sous le prince Bagration, qui a reçu ordre de s'y rendre tout de suite de Moscou, où il se trouvait pour des affaires de famille: on a la nouvelle qu'il y est déjà arrivé; cette armée cantonne non loin de Brzesc. Comme, d'après les premières dispositions, le prince devait commander une armée de réserve sous le Grand-Duc Constantin, on croit ici qu'en cas d'événement, S. A. I. se rendra à celle de Bagration. On destinait d'abord Dokhtoureff à commander l'armée de réserve près de Kieff; on dit aujourd'hui que ce général sera envoyé en Finlande, où l'on organise une milice. Les officiers du Grand Etat Général, autrement officiers de la Suite de l'Empereur, ont reçu ordre de joindre leurs corps respectifs, et plusieurs sont déjà partis.

J'ai déjà eu l'honneur de parler à V. E. de la levée de 120.000 hommes. Elle se fera dans les derniers mois de l'année, et on prend pour base le taux de quatre hommes sur cinq cents, ce qui donnerait une population de 15.000.000 de mâles, et de 30.000.000 d'âmes en tout. Les nations tributaires, les Cosaques ne sont jamais compris dans le dénombrement général.

*) Le comte Simon Worontzoff.

Le comte de Romanzoff assure avoir des nouvelles de Stockholm, d'après lesquelles M. d'Alquier, après avoir donné une note à M. d'Engestrœm dans laquelle il se plaignait du commerce clandestin avec l'Angleterre, en reçut une réponse très sèche. Le ministre lui marquait son étonnement de ce que la France blâmât un commerce que l'Empereur Napoléon permettait dans ses propres Etats. Alquier doit en avoir porté plainte au Prince Royal, en le priant de lui indiquer quelqu'un avec lequel il pût se mettre en relation, ne pouvant plus traiter avec Engestrœm. Le chancelier croit que le Prince Royal penchait à donner raison à Engestrœm. Tout le monde s'accorde à dire que le Prince Royal a su gagner tous les esprits, mais que son Epouse a aigri les Suédois par les propos les plus inconvenants et les plus déplacés.

Il y eut une promotion de six lieutenants généraux et quatre généraux majors, à l'occasion de la fête de S. M. Le général Langeron a été nommé général en chef (grade qui équivaut à celui de Feldzeugmeister), et un des aides de camp généraux de S. M. On dit qu'il a rendu les plus grands services à la bataille de Ruchtchuk en tenant tête avec l'infanterie, tandis que la cavalerie était en pleine déroute.

La nouvelle organisation du Sénat, qui avait été longtemps et vivement combattue, et que cependant on disait déjà fixée, a été ajournée, au grand déplaisir de Spéransky, qui était l'âme de ce projet; je tiens ce fait de M. de Kochéleff. On a fait de fortes représentations à l'Empereur que ce n'était pas le moment de faire des innovations qui tendaient à saper les fondements de la constitution de l'Empire. D'après le plan en question, l'Empereur se désistait de plusieurs droits tenant à l'essence d'un gouvernement monarchique.

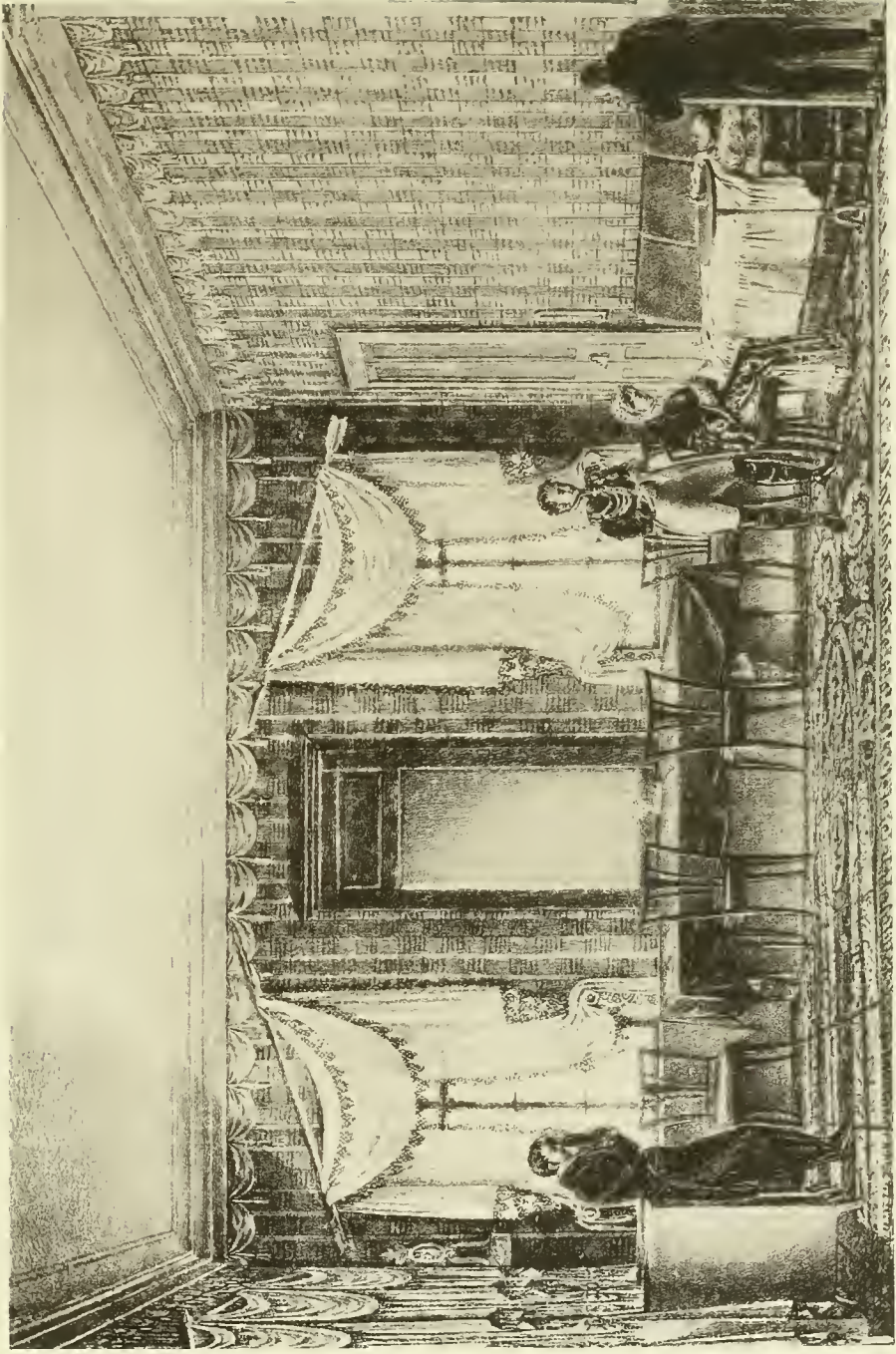
On m'assure que Gourieff a dit à l'Empereur qu'il fallait absolument ouvrir les ports au commerce, que plusieurs provinces devenaient insolubles, que, sans cette mesure, il annonçait un déficit de soixante millions, qui doublerait tous les ans.

Le comte Romanzoff s'est amèrement plaint devant le ministre de Bavière de la publicité que l'Empereur Napoléon a mise aux reproches qu'il faisait à la Russie et aux blâmes qu'il donne à la marche du gouvernement. Il avait l'air très affecté le lendemain de l'arrivée du courrier russe porteur de la dépêche du prince Kourakine.

Le chancelier m'a confié que, dès l'entrevue d'Erfurt, l'Empereur Napoléon avait voulu engager l'Empereur Alexandre de reconnaître tous les changements qu'il ferait par la suite dans le pouvoir suprématique du Pape, mais qu'on s'y refusa constamment, alléguant que la Russie avait des motifs de ne pas alarmer la conscience de ses nombreux sujets catholiques.

Il se répand ici le bruit qu'au passage du Danube par un corps turc non loin de Viddin, les Russes ont éprouvé un sensible échec, que le général Langeron avait déclaré avoir trop peu de troupes pour défendre la Valachie et qu'il se voyait à la veille de devoir évacuer cette province.

D'après les nouvelles du comte Romanzoff, le Prince Royal de Suède, complimenté par la milice bourgeoise de Stockholm sur son rétablissement, leur tint un discours dans lequel il assura que jamais on n'emploierait les



Mort de l'Empereur Alexandre 1^{er}

forces militaires pour récupérer les provinces cédées. Le comte Romanzoff vient de me dire qu'il a reçu par le ministre russe à Cassel la nouvelle que le duc de Bassano a envoyé une circulaire à tous les ministres français aux Cours étrangères, qui abrège et tronque tout à fait la fameuse conversation au point d'y omettre toutes les expressions désagréables quelconques, l'Empereur Napoléon désirant bien que cette conversation fût connue, mais ne voulant pas qu'on lui prête des expressions dont il ne s'est pas servi.

A l'occasion de la fête de la consécration de la nouvelle Eglise de Kazan, dont la construction très coûteuse est un vœu de feu l'Empereur Paul et qui s'est faite avec toute la pompe possible le jour de l'anniversaire du Couronnement, S. M. a donné le cordon de St-Wladimir de la 2^e classe au ministre de la guerre, et a nommé le général comte Stroganoff un de ses aides de camp généraux. Le vieux comte Stroganoff, son père, grand chambellan, mais qui n'en fait plus les fonctions, que jusqu'à présent son éloignement peut-être trop prononcé vis-à-vis de l'ambassade française et des propos contre le système politique avaient tenu dans une espèce de disgrâce, a été élevé au rang de conseiller privé actuel de la première classe, ce qui équivaut à celui de feld-maréchal. Le prince Wolkonsky, un des aides de camp généraux de S. M., et qui a la partie de l'organisation du Grand Etat Général, a été décoré de l'ordre de St-Alexandre-Newsky.

J'ai appris par le général Barclay-de-Tolly que l'organisation du charriage dont S. M. m'avait parlé il y a quelque temps, n'est pas achevée encore. Il s'agit d'ériger une espèce de gendarmerie qui surveillera la police à l'armée.

25.

(Litt. C.)

15/27 novembre 1811.

J'ai eu l'honneur de donner connaissance à V. E. par la dépêche N^o 51 que je lui adressai en date du 1/13 de novembre et dont le baron de Schlatten fut le porteur, qu'après avoir attendu pendant quelque temps les résultats de la promesse que S. M. m'avait faite, je m'étais enfin adressé à M. le chancelier lui-même pour hâter l'effet de la détermination de l'Empereur rapport au payement de notre créance. Il s'écoula plusieurs jours sans que je reçusse une réponse; M. de Kochéleff me conseilla de rencontrer l'Empereur à la promenade et de faire tomber la conversation sur ce sujet. Ce moyen ne m'ayant pas réussi, et Kochéleff m'ayant confié avoir appris sous main que le chancelier mandait au comte Stackelberg que l'Empereur confirmait à la vérité la promesse du payement de la dette que S. M. reconnaissait, mais qu'Elle désirait que notre Auguste Cour donnât en contre l'assurance de ne pas s'allier avec un ennemi éventuel de la Russie, je proposai à M. le grand maître l'envoi d'une lettre ostensible adressée à lui, et qui lui donnerait la faculté de rappeler cette affaire au souvenir de S. M. Je la lui portai toute

faite, telle que j'ai l'honneur d'en joindre copie à V. E.: M. de Kochéleff la goûta très fort et me promit de la communiquer à l'Empereur. Aujourd'hui il m'a donné l'assurance de l'avoir envoyée tout de suite à S. M., et il n'attend que l'occasion favorable pour presser verbalement l'Empereur de satisfaire le plus tôt possible à ma juste demande. Je ne puis assez le répéter à V. E., M. le grand maître met à la réussite de cette affaire toute la chaleur d'un homme qui est frappé de la légitimité de notre prétention et convaincu de la nécessité d'écarter tout sujet de discussion odieuse entre les deux Cours. M. le grand maître, persuadé par tout ce que je lui ai dit à ce sujet que la Cour Impériale d'Autriche ne se prêterait jamais à un arrangement qui rendrait le paiement de cette dette dépendant d'une transaction politique quelconque, se propose de rappeler à l'Empereur la promesse pure et simple qu'il avait donnée de ce paiement dans le courant de 1811, et telle que par son ordre Kochéleff l'avait transmise au comte de Stackelberg. J'espère beaucoup des efforts qu'il fait pour traverser le projet du chancelier qui ne tend qu'à traîner l'affaire: cependant lui-même devrait se rappeler la déclaration positive que je lui ai faite et que je lui ai répétée plusieurs fois, que je ne puis admettre aucune complication de discussion politique et que je suis dans la stricte obligation de faire valoir nos prétentions purement et simplement, et nullement conditionnellement.

26.

21 décembre 1811/2 janvier 1812.

J'ai eu l'honneur de mander à V. E. par l'occasion du prince Dolgorouki, en date du 27/15 novembre, N^o 52, *Lit. C **), les démarches que j'avais faites vis-à-vis de M. de Kochéleff relativement à notre créance, et qui aboutirent à la conversation que j'ai eue avec M. le chancelier et dont j'ai eu l'honneur de faire mon rapport à V. E. dans ma dépêche N^o 54, en date du 10 décembre/28 novembre, envoyée par la poste.

Dans cette conversation, le comte de Romanzoff m'avait fait la communication, quoique huit jours après le départ du prince Dolgorouki, du sujet de la dépêche qu'il dit avoir expédiée à M. de Stackelberg, c'est-à-dire l'ordre de S. M. de faire savoir à notre Auguste Cour qu'Elle reconnaissait la créance des douze millions. Quelque temps s'étant écoulé depuis sans que Sa Majesté m'ait fait l'honneur de m'inviter chez Elle, et n'ayant pu trouver, pas même au bal de la Cour, le moment propice pour Lui parler d'affaires, je me rendis il y a deux jours chez M. le comte de Romanzoff. Je lui dis qu'après avoir mandé à Vienne la déclaration qu'il m'avait faite de la reconnaissance de la créance, pour ne pas être taxé par ma Cour de tiédeur dans une affaire qui depuis des années faisait l'objet de presque toutes les dépêches que j'en

**) V. N^o 25, p. 449.*

recevais, je croyais de mon devoir de lui rappeler la promesse que S. M. m'a faite de me faire aboucher avec le ministre des finances pour convenir des époques du paiement. Le comte de Romanzoff me répondit qu'il n'avait point encore reçu de réponse de Vienne, et qu'avant cette réponse on ne pouvait pas prendre des engagements ultérieurs. Je rappelai à M. le chancelier qu'il m'avait dit lui-même que les intentions de S. M. étaient que cette déclaration fût considérée comme nullement liée à aucune autre détermination politique. Le chancelier me répliqua qu'effectivement on en avait fait le sujet de deux dépêches séparées, que sans doute une affaire d'un intérêt minime, comme celui de quelques millions à payer, ne pouvait être mise en même ligne avec les négociations de haute politique, mais que sa Cour, avant que de procéder à un paiement, devait être assurée des intentions de la nôtre. Je lui répondis que je me flattais que S. M. I. de Russie ainsi que M. le chancelier ne pouvaient avoir nul doute que nous considérions les intérêts de la conservation de la Russie comme parfaitement liés avec les nôtres, que ce principe dérivait de la nature de l'état politique actuel de l'Europe et même de sa subdivision géographique, que d'ailleurs notre empressement à offrir nos bons offices à la Cour de Russie et le motif des vœux que nous formions pour la conservation de la paix, que les réductions militaires et le rétablissement de nos finances, dont nous nous occupons exclusivement, étaient les garants de notre politique franche et nullement équivoque. Le comte de Romanzoff répondit qu'il était bien loin de se méfier de nos intentions, qu'observer un Cabinet, ce n'était pas s'en méfier, et que, comme, depuis le retour de M. le comte de Metternich de Paris, notre Cour n'avait encore donné aucune réponse à diverses propositions de rapprochement qui furent faites, que, comme le comte de Stackelberg ne lui mandait rien que des expressions vagues et que tout ce qui s'était dit et écrit depuis un an se réduisait à des affaires de détail peu importantes ou concernant de simples individus, il importait à la Russie d'attendre avant tout que notre Cabinet fit la déclaration qu'on lui demande, savoir, si la Cour Impériale d'Autriche se trouve liée par quelque engagement à fournir en cas de guerre des troupes contre la Russie, ou si Elle comptait prendre de pareils engagements par la suite. Le comte de Romanzoff ajouta que cette proposition était aussi générale que possible, qu'on ne désignait aucune Cour, qu'on laissait au choix du Cabinet de Vienne la détermination du lieu et de la personne qu'on voudrait charger de cette déclaration, qu'il ne concevait pas en quoi cette réponse pouvait embarrasser notre gouvernement, et qu'il était bien juste qu'à la veille d'une grande crise la Russie sût à quoi s'en tenir avec ses voisins, que la Cour de Vienne n'avait jamais répondu sur les différentes questions qu'on lui avait adressées, par exemple, comment elle considérerait un mouvement militaire, en cas d'événement, pour s'assurer de la Prusse.

Je dis au comte de Romanzoff que j'avais été jusqu'à ce moment dans la conviction que V. E., à Son retour de Paris, avait donné des assurances les plus positives et les plus satisfaisantes pour la Russie. Le comte de Romanzoff me répondit que V. E. s'était bornée à des déclarations verbales et très vagues.

Alors je rappelai au comte Romanzoff que S. M. Elle-même m'avait dit une fois que ce n'étaient pas les traités par écrit qui liaient les Etats entre eux, mais bien leurs intérêts respectifs, que si M. le chancelier m'accordait que les intérêts de l'Autriche étaient inséparables de ceux de la Russie, je ne voyais point quelle meilleure sûreté pouvait lui donner la déclaration qu'il attendait. Il répondit qu'elle était absolument nécessaire, qu'elle était motivée par le silence que nous affectons de garder, qu'au reste on avait des nouvelles de mouvements de troupes. Je l'interrompis pour opposer à cette assertion ridicule la réduction connue de toute l'Europe de nos armées, la dissémination de nos semestriers dans toutes les provinces de la Monarchie, enfin le calme parfait qui règne dans nos arsenaux. Finalement je lui demandai s'il désirait que je mandasse à ma Cour qu'il attendait la déclaration en question comme condition absolue pour l'effectement du payement. Il me répondit que oui, que dans peu il partait un courrier et qu'il ne manquerait pas de m'en avertir. Avant de nous séparer, le chancelier me promit qu'il porterait à la connaissance de S. M. le résumé de notre conversation.

Il me fut aisé de démêler dans cette conférence la mauvaise volonté du chancelier. Le prétexte d'un mouvement supposé de troupes était si faible que, lorsque je commençai à combattre cette assertion, il eut garde de s'y arrêter. Au reste, M. le chancelier, par défaut de mémoire, ne se rappelle plus que, dans une des conversations précédentes, il était convenu que ces nouvelles, qui se réduisaient à des marches de quelques centaines d'hommes rapportées par des officiers stationnés sur les frontières de l'Empire, n'avaient fait nulle impression sur S. M. Cependant j'ai été averti par Kochéleff, et il m'est revenu par d'autres voies encore, que l'on avait réussi à donner de la méfiance à l'Empereur sur des relations secrètes que l'on suppose à notre Auguste Cour avec la France, et spécialement sur le système politique éventuel de V. E. Ce n'est qu'ainsi que je puis expliquer l'interruption subite et totale des communications verbales que S. M. daignait jusqu'à présent me faire Elle-même ou qu'Elle me faisait faire par Kochéleff: de fait, outre l'affectation remarquée du public de ne plus m'inviter à dîner depuis plus de deux mois, il me parut extraordinaire, au dernier bal de la Cour, que, quoique j'eusse guetté toutes les occasions que le local et la manière de circuler dans les salles m'offraient pour rencontrer et pour parler seul à l'Empereur, ainsi qu'il m'arrivait les autres fois, je ne pus jamais réussir que de lui parler en tiers, ce qu'il fit à diverses reprises et avec son affabilité ordinaire. M. de Kochéleff se plaignit extrêmement à moi de cette interruption inattendue de ses relations avec S. M.: il m'en parut accablé, et je sais qu'il est complètement dégoûté et que ses amis l'ont persuadé à peine de ne pas se retirer des affaires; il jetait la faute de non-réussite de ce payement, dont il s'était occupé avec chaleur, sur l'entêtement du chancelier. Il n'y a pas de doute que, piqué d'avoir vu l'accomplissement de cette affaire prête à être faite à son insu et malgré son avis, cet esprit de vengeance que tout le monde lui connaît ne l'ait porté à faire de fortes représentations à l'Empereur à l'appui de son opinion constante de refuser le payement, et qu'il ne pouvait pas mieux y

réussir qu'en jetant sur nos intentions un ferment de défiance à laquelle S. M. n'est que trop portée par caractère.

Toutefois, après cette démarche vis-à-vis du chancelier par laquelle j'ai cru devoir commencer, j'attendrai encore quelques jours, et puis, ainsi que M. de Kochéleff et moi en sommes convenus, j'adresserai à M. le grand maître une lettre ostensible dans laquelle je lui rappellerai la promesse solennelle de S. M. de me faire conférer avec le ministre des finances; je lui marquerai la réponse évasive que m'a donnée le comte de Romanzoff; je m'appliquerai à détruire les soupçons absurdes que le chancelier affecte d'avoir sur des préparatifs militaires ou sur nos intentions secrètes, et que j'affecterai de ne considérer que comme personnels au chancelier et nullement partagés par l'Empereur; enfin je finirai par le prier de tirer au clair si cette manière d'éluder la promesse faite par S. M. en séparant pour la forme la reconnaissance de la créance avec la déclaration qu'on attend de nous, tandis que par le fait l'on rend l'une dépendante de l'autre, est l'intention personnelle du chancelier, ou si c'est d'après les ordres explicites de S. M. Je le prierai de me donner les éclaircissements nécessaires et de me donner les moyens d'en faire un rapport exact à mon Auguste Maître, pour ne pas m'exposer à la responsabilité d'avoir négligé une affaire dont on ne cesse de recommander l'accomplissement.

Je ne puis encore pressentir l'effet que fera cette lettre que M. de Kochéleff enverra tout de suite à l'Empereur. On a tant d'exemples récents de versatilité dans les déterminations, il y a tant de motifs à croire que les doutes jetés sur notre franchise ont laissé des traces dans l'esprit de S. M., que je ne puis asseoir de jugement sur ce que nous devons attendre. Le chancelier travaillera sans relâche à dissuader son Maître de céder au cri général de tout le Conseil, qui a si souvent opiné pour le prompt paiement de cette dette; par entêtement, par amour-propre, et peut-être par cet éloignement qu'il eut toujours pour notre Cour, il fera jouer tous les ressorts à sa disposition: c'est lui qui accrédite le bruit que notre mission à Constantinople a conseillé fortement le Divan de ne pas se relâcher de la prétention au recouvrement des Principautés. Ce grief est des plus graves à ses yeux, parce qu'il détruit son projet favori de donner le Danube comme limite aux deux Empires.

27.

22 décembre 1811/3 janvier 1812.

Il m'est parvenu que l'Empereur avait fait travailler au projet de donner la constitution du 3 mai 1791 aux provinces russes ci-devant polonaises; je connais les deux individus qui avaient été chargés de la besogne, et l'un d'eux ne m'en a pas fait un secret. Ce travail devait être terminé par un Acte, par lequel on voulait que l'Empereur se déclarât Roi de Lithuanie. J'ignore encore si cet Acte ne devait être éventuel qu'en cas de guerre avec la France

ou si sa publication, indépendante de tout événement, devait avoir lieu dès que le travail serait achevé. On pouvait s'attendre à ce que les seigneurs russes grands propriétaires dans ce pays, seraient très mécontents de ce changement dans la constitution actuelle à raison de grands sacrifices que leurs intérêts pécuniaires en éprouveraient. Effectivement il y a peu de jours qu'un des membres du Conseil, sans y être invité par l'Empereur, fit à S. M. à ce sujet les représentations les plus vives, et ne lui cacha même pas les dangers personnels auxquels ces innovations, actuellement hors de saison, l'exposeraient. Je tiens d'un des collaborateurs de ce projet que, depuis ce temps-là, S. M. ne s'en occupe plus du tout; et il m'est revenu d'un autre côté qu'Elle a donné Sa promesse formelle de s'en désister entièrement.

L'Empereur assura à quelqu'un qui me l'a redit, qu'on avait pris les meilleures mesures à Berlin pour que le Roi, en cas d'événements, échappât à la vigilance des Français, que le plan concerté avec le Roi est d'éviter de tenir la campagne avec ses troupes, de se jeter dans les forteresses, qui sont suffisamment dotées, et d'y attendre qu'un corps russe destiné à cela et composé en grande partie de cavalerie, vienne le dégager. Deux autres armées, chacune de cent cinquante mille hommes, sont destinées à agir l'une dans le nord, l'autre vers le sud du Duché. Le cantonnement actuel des troupes est tel, que dans sept jours les têtes des colonnes peuvent atteindre la frontière. Le même individu m'a rapporté que l'Empereur lui a dit s'attendre à la guerre, qu'il ne la provoquerait pas, mais qu'il ne la craignait pas; qu'il ne souffrira jamais qu'on lui fasse la loi dans ses Etats, et que, dût-il être repoussé jusque derrière les montagnes de l'Oural, il lui resterait encore assez de pays pour maintenir son indépendance.

On dit que la signature de la paix, que l'Empereur lui-même avait annoncée comme faite, a été subitement contrariée par la prétention du grand vizir de garder Ismaïl, dont il ne voulait pas se départir. Je sais qu'un personnage marquant, chaud partisan de cette paix, a écrit à l'Empereur pour lui représenter qu'il était de sa dignité de ne point se désister de la demande de l'indépendance de la Servie. On ne devine pas sur cet objet les résolutions finales de S. M. Les nouvelles contradictoires sur les négociations à Giurgevo ont fait éprouver à la bourse des variations étonnantes dans le cours du change. On m'assure que le reis effendi se trouve actuellement à Bucarest pour terminer les négociations avec M. d'Italinsky, et que le général Koutouzoff continue d'avoir son quartier-général à Giurgevo. On m'assure que les difficultés à lever tiennent à si peu de chose que l'Empereur doit avoir dit être mécontent de ce que les négociateurs n'ont pas pris sur eux de les terminer. L'Empereur a avoué avoir fait une faute de n'avoir pas pressé la paix dès le printemps passé: „J'espère“, a-t-il ajouté, „la réparer dans ce moment“.

La nomination du ci-devant ministre de la marine, Tchitchagoff, au Grand Conseil attaché, d'après l'oukaze, à la Personne de l'Empereur, a déplu à la majorité du public. Ses opinions sont très suspectées, il affecte dans ce moment-ci une haine contre le gouvernement français, dont il a été il y a deux ans l'admirateur le plus enthousiaste.

Depuis l'arrivée du dernier courrier à M. le comte de Lauriston il y a plus de vingt jours, il ne cesse de presser le comte de Romanzoff de donner une réponse aux propositions qu'il a été chargé de faire. On dit qu'elles se réduisent: *a)* au désarmement réciproque, *b)* au brûlement des denrées coloniales, *c)* à la révocation du Tarif, *d)* à un arrangement définitif et un dédommagement pour le Duché d'Oldenbourg. Le comte de Romanzoff, me dit-on, diffère sous différents prétextes le départ du comte de Nesselrode, chargé de la réponse à ces propositions. L'Empereur veut attendre la nouvelle de la paix avant de se déclarer vis-à-vis de la France.

Le prince Casimir Lubomirsky, qui avait été envoyé en Angleterre, ainsi que j'eus l'honneur de l'annoncer à V. E. dans le temps, distingué pendant son séjour ici par S. M., comblé d'éloges les plus flatteurs, vient de quitter St-Pétersbourg très mécontent de l'Empereur. Une affaire de galanterie, à laquelle la police a donné de la publicité, a été le motif apparent du refroidissement de S. M. envers lui. Il eut à son audience de congé une explication dans laquelle il ménagea si peu le chancelier, que l'Empereur se crut obligé de le rappeler à la modération. Il s'était engagé à une levée en masse des gentils-hommes de la ci-devant Pologne; longtemps S. M. semblait goûter ce projet, mais, le prince voulant avoir un ordre par écrit, jamais l'Empereur n'y voulut consentir, et le prince est parti très dégoûté de son séjour à St-Pétersbourg et des affaires auxquelles il avait été appelé par S. M. Elle-même. Il croit que Mme de Narychkine, avec laquelle il s'est brouillé, l'a desservi. Pour moi, je suppose que l'exécution de son projet, qui ne pouvait avoir lieu qu'à l'explosion d'une guerre, a été contrariée par des personnes jalouses de la grande confiance que l'Empereur lui a témoignée.

On dit que le prince Adam Czartoryski est appelé, mais qu'il se défend de venir sous prétexte de santé.

Le général Armfelt a achevé son travail avec l'Empereur par lequel S. M. consolide à la Nouvelle Finlande son ancienne constitution, et qu'Elle l'a accordée également à l'Ancienne, au grand mécontentement de beaucoup de russes qui y ont des possessions. Armfelt paraît être en faveur, et a son jour de travail avec S. M. comme les autres ministres.

Le comte de Romanzoff m'a confirmé la nouvelle que l'on travaillait actuellement en Suède à l'organisation de soixante mille hommes, pour lesquels on négociait en Angleterre les secours pécuniaires nécessaires. Il ne m'en dit pas davantage à ce sujet; mais je sais par une voie sûre que les négociations avec la Cour de Londres sont arrêtées par la difficulté que fait cette Cour de garantir à la Suède la possession de la Norvège, qu'il y avait encore en Angleterre un parti puissant pour le Danemark, mais qu'on ne désespérait pas de voir heureusement conclure cette négociation.

13/25 janvier 1812.

J'ai l'honneur de transmettre à V. E. le rapport que m'a fait M. le conseiller de Lebzelttern sur les deux conversations dont j'ai fait mention dans ma dépêche N^o 4, remise par le baron de Bühler *). V. E. y trouvera, outre les détails d'une conversation très intéressante et qui caractérise l'Auguste Interlocuteur, des réflexions de M. de Lebzelttern sur la politique de ce gouvernement, sur les finances, sur l'état militaire, et qui, je me flatte, vous contenteront, Monsieur le Comte, et auxquelles j'ose prier V. E. de vouer quelque attention. Je me complais à y trouver les mêmes vues sur ce pays, qu'il a eu le temps de connaître, et sur les personnes influentes, qu'il apprécie à leur juste valeur, et, d'après l'opinion avantageuse que j'ai de ses talents et de son habitude à juger les hommes et à pressentir les événements, je me félicite de me rencontrer avec lui à peu près sur tous les objets.

**Rapport du comte de Lebzelttern au comte de Saint-Julien
sur une conversation avec l'Empereur Alexandre I^{er}.**

St-Pétersbourg, ce 2/14 janvier 1812.

J'eus l'honneur de vous informer, Monsieur le Comte, de l'entretien qui eut lieu hier à la Cour entre M. le chancelier et moi. Néanmoins, comme il est en liaison avec les objets que j'expose ci-après, je le rapporterai dans son intégrité. Il m'était revenu depuis plusieurs jours que le ministre de Bavière confiait en secret à tout le monde les nouvelles qu'il avait reçues de sa Cour, portant que la France nous offrait des provinces (le Littoral, la Carinthie et la Croatie) pour nous attirer à elle, que notre ministère avait paru enclin à agréer ces propositions et que le seul comte Wallis s'y était fortement opposé, répondant que, si l'on augmentait l'armée d'un homme et si l'on entrait dans un arrangement avec une puissance quelconque qui pût compromettre la tranquillité parfaite de la Monarchie, il ne répondait plus du succès de ses mesures financières. J'appris plus tard que le chevalier de Bray avait reçu et colportait la nouvelle que l'on nous proposait de la part de la France une alliance défensive dans le but de réunir nos efforts à ceux des Français contre le premier attaquant, représentant la même tendance dans notre ministère à entrer dans les vues de Napoléon fortement appuyée par le prince Schwarzenberg et la même opposition de la part de notre ministre des finances.

Outre ces données, la plupart des lettres de Vienne apportées par le dernier courrier annonçaient des nouvelles plus ou moins divergentes quant aux détails, mais abondant dans le même sens, surtout celle de Mme de Rombec à la princesse Dolgorouky. Je dois excepter ici la lettre de la prin-

*) V. N^o 29, p. 473.

cesse Bagration à son père, rédigée avec infiniment de sagesse et parfaitement coïncidente à notre déclaration.

Deux considérations semblaient dériver de ces nouvelles multipliées et répandues avec affectation par les ministres de la Confédération à Vienne, toujours disposés à glaner avec plus de précipitation que de discernement les notions de tout genre dont le pavé de cette capitale leur offre une si riche moisson: 1^o qu'il peut y avoir eu des propositions de faites par la France, et, dans l'attitude de cette monarchie, c'était naturel; mais nous ne les connaissons pas et nous nous tenons à la déclaration simple et positive articulée le 22 décembre, que l'indépendance de l'Autriche de tout engagement „contre ou „en faveur d'une puissance quelconque est complète“; 2^o que cette déclaration eût paru très satisfaisante à cette Cour, si toutes ces nouvelles n'étaient venues assaillir à la fois l'esprit naturellement méfiant de l'Empereur. Dès lors il a pesé et analysé ces expressions, et, s'il y a trouvé une garantie de la politique de l'Autriche dans le moment actuel, il n'y a relevé aucune rassurance pour le moment d'après, et, dans son état d'agitation, il les a jugées trop vagues pour pouvoir le calmer.

J'étais certain qu'on accorderait beaucoup moins de valeur à ces expressions, grâce aux circonstances étrangères dont elles ont été accompagnées, et je ne me suis pas trompé. V. E. leur a donné tout le prix qui dépendait d'Elle, sans en altérer l'esprit ou la substance, soit envers M. de Kochéleff, soit envers M. le chancelier, mais il n'était pas en Son pouvoir de balancer l'impression fâcheuse reçue simultanément de plusieurs côtés, et il faudrait peu connaître la carte du pays et les individus pour ne pas juger que ces rapports porteraient coup.

M. le chancelier se répandit envers moi en compliments dont il veut bien être toujours prodigue à mon égard, et il me témoigna le regret de ne pas me voir, „pour les affaires même“, dit-il, „puisque je pourrais vous dire „de confiance ce que je ne puis prononcer officiellement“. Répéter ces phrases banales et ses compliments serait trop fastidieux et d'aucun intérêt. Il me dit qu'il avait vu V. E. et que vous lui aviez lu une dépêche de la Cour:—„Dont „je me flatte que vous avez été très satisfait“, lui répliquai-je. —„Mais, pas „trop! C'est bien vague, surtout dans un moment où nous avons tout lieu „de craindre que votre Cour ne soit à la veille de prendre un parti peut-être „contraire à ses propres désirs“.—J'affectai une surprise extrême et appuyai sur la précision et la franchise d'une déclaration qui ne devait laisser aucun doute sur notre attitude politique et qui excluait par le fait l'existence de nouveaux engagements quelconques.

— „Oui, mais nos avis portent que la France vous presse infiniment et „que vous n'étiez pas très décidés sur le parti que vous prendriez par la „suite: peut-être vous trouveriez-vous entraînés par les circonstances contre „votre propre inclination“.

— „Je ne puis vous répondre à cela que deux choses, Monsieur le Comte: „1^o que je regrette beaucoup qu'un homme d'état comme V. E. puisse donner „quelque valeur à ce que des impitoyables écrivailleurs ramassent dans les

„sociétés de Vienne, car nous connaissons leur existence et n'ignorons pas que
„ce sont d'infatigables colporteurs des fagots dont cette ville abonde plus que
„si c'était un port de mer; 2^o qu'il m'est pénible de voir que vous placez tous
„ces avis sur la même ligne avec la déclaration positive qui vous a été
„faite, quand? Le 22 décembre, date la plus récente que l'on ait ici
„de Vienne! J'aperçois dans ce procédé peu de confiance dans la sincérité de
„notre Cour“.

— „Nous avons une parfaite confiance dans les principes de votre Cour,
„nous ne lui avons rien dissimulé sur notre position et nous n'en exigeons
„rien, excepté un retour de cette confiance. Nous n'engageons pas les puis-
„sances à faire quelque chose pour nous, mais, en leur laissant la liberté d'agir
„d'après leurs intérêts, nous leur disons ce que nous ferons et nous leur de-
„mandons seulement de nous dire à leur tour avec franchise la ligne qu'elles
„suivront“.

— „Nous vous avons répondu, Monsieur le Chancelier, avec sincérité, avec
„plus de sincérité peut-être que la Cour de Russie n'aurait de justes motifs de
„s'y attendre de notre part; mais ou l'on persiste à nous mal comprendre, ou
„je vois avec peine que l'on tâche d'affaiblir l'impression que nos ouvertures
„auraient dû produire: et sur quoi peut-on s'appuyer? Sur des rapports parti-
„culiers envoyés de Vienne et dictés par l'ignorance des affaires et, j'ajoute,
„par l'inconsidération? Ou sur des bruits répandus par des personnes tierces,
„dont le but ne devrait pas échapper à la pénétration de V. E.?”

— „Je vous prie de croire que ce n'est point de Vienne seulement que
„nous parviennent ces rapports, mais d'autre part, et assez détaillés pour qu'ils
„excitent quelque doute ou plutôt pour arrêter momentanément notre croyance
„et exiger de nous que nous cherchions à voir plus clair dans cette question.
„Les intérêts des Cours peuvent varier et les conduire dans des lignes diffé-
„rentes: aucun rapport, de quelque côté qu'il vienne, ne devait balancer le
„prix de la déclaration que V. E. a reçue si récemment, s'il n'existait déjà des
„germes de méfiance et d'inquiétude dans l'esprit de l'Empereur; et c'est là
„ce qui me frappe et me peine, après toutes les preuves que, depuis la mémo-
„rable époque de 1809, cette Cour n'a cessé de recevoir de notre côté. La
„politique de notre Cabinet n'est point versatile, notre système ne varie pas
„d'après les circonstances du jour, c'est ce dont j'aurais désiré voir qu'on
„entretint ici la conviction la plus intime. Notre système est fondé sur les inté-
„rêts de la nation, sur la dignité du Souverain; la fixité de nos principes n'a
„jamais été méconnue et pleine foi doit être ajoutée à ce que nous disons.
„Cette Cour a toujours connu toute notre pensée et, entre nous soit dit, Mon-
„sieur le Comte, qu'a-t-elle fait pour nous y engager?”

M. le comte de Romanzoff, qui saisit toutes les occasions pour m'assurer
que le seul vœu qu'il forme est que l'Autriche reprenne de l'embonpoint,
avait pris la parole pour me répondre, lorsque le grand maréchal comte de
Tolstoï l'appela pour aller à la rencontre de la Famille Impériale au sortir de
la chapelle. J'en eus du regret, puisque je n'aurais pas manqué de lui parler
de l'affaire du payement.

Au cercle, S. M. m'adressa la parole, contre l'usage; Elle ne parle ordinairement qu'aux ministres. Le soir, il y eut bal masqué, où 15 mille personnes de toute classe rendent la foule insupportable. Les chargés d'affaires furent invités au souper de l'Ermitage ainsi que les consuls de France et de l'Amérique. Je fis quelques observations à des individus de la Cour sur la singulière étiquette qui, admettant les membres subalternes du Corps diplomatique à l'honneur d'être présentés à Leurs Majestés, les excluait du souper très nombreux de l'Ermitage, étiquette qui devenait doublement singulière dès que deux simples agents des relations commerciales y étaient admis.

Ce matin, je revenais de chez le général Pardo; il m'avait confirmé tous les bruits qui couraient en ville à notre égard en m'indiquant leur source; il me dit aussi que le refus fait à Paris de donner les passeports à Labensky, quoiqu'on les eût promis, et surtout le motif allégué par l'Empereur Napoléon, avaient fort indisposé l'Empereur Alexandre, que depuis quelques jours il croyait à une attaque prochaine, etc., etc. Je rencontrai l'Empereur sur le quai devant le Palais d'Hiver. Il m'aborda, comme il daigne le faire constamment, et me dit qu'il n'avait jamais regretté l'étiquette autant qu'hier, puisqu'elle l'avait privé du plaisir de me voir à l'Ermitage, et qu'il y avait pensé avec regret. Je l'assurai que le souvenir bienveillant qu'il daignait m'exprimer me compensait bien de la privation que j'avais éprouvée de lui faire ma cour, etc. Après quelques propos personnellement obligeants, il me demanda si j'avais des nouvelles. Je prévis son intention de me parler d'affaires et lui répondis que je n'en avais point, que c'était à S. M. à m'en donner si Elle daignait me faire cette grâce *).

— „Mais vous devez en avoir de Vienne“.

— „Pas d'autres que celles communiquées par M. le comte de Saint-Julien à M. le chancelier et qui étaient, je me flatte, d'une nature à satisfaire V. M.“.

— „Pas trop! Voulez-vous vous promener avec moi, nous en parlerons“.

— „Je suis aux ordres de V. M.“.

— „Pas trop! Vos expressions étaient bien vagues pour le moment actuel et pas très rassurantes surtout, tandis que nous recevons coup sur coup des nouvelles qui nous font douter que vous persistiez dans la même attitude“.

— „La déclaration que M. de Saint-Julien a articulée à M. de Romanzoff était à mes yeux bien franche, bien sincère et bien positive, et il est fâcheux que des fagots ramassés à Vienne et transmis ici soit par un excès de zèle, soit dans des intentions préméditées, puissent avoir affaibli le prix qu'elle devait avoir aux yeux de V. M.“.

— „Je ne crois pas des fagots. Si j'avais reçu ces nouvelles de Paris, je n'y aurais fait aucune attention, mais c'est d'autres lieux et de Vienne même qu'elles me sont parvenues“.

*) Je savais qu'il était arrivé dans la nuit un courrier à l'ambassadeur de France et que le gouvernement avait reçu par cette voie des dépêches du prince Kourakine.

(Note du comte de Lebzelttern.)

— „Pardon, Sire! Si V. M. connaissait le parler franc, et j'avoue, le plus „souvent absurde, qui existe dans cette capitale, Elle ne donnerait pas la „moindre valeur à aucun rapport provenant de Vienne, excepté à ceux de „Son ministre. Quant aux nouvelles qui viennent d'autres lieux, V. M. peut „croire qu'elles ont le même but et la même tendance que si elles étaient „mandées de Paris. Mais, Sire, je crains bien qu'à Pétersbourg même il „n'existe soit un parti, soit des individus qui tâchent de donner à V. M. de „fâcheuses impressions sur notre loyauté et notre sincérité, et il me serait „pénible de croire qu'Elle puisse y prêter l'ouïe et que leurs suggestions „l'emportent sur les preuves nombreuses qu'Elle a reçues de l'amitié et de „l'attachement de l'Empereur d'Autriche“.

— „Je n'écoute personne. Pour celui qui dirige les affaires, je sais qu'on „ne lui accorde pas de la confiance et que l'on croit qu'il travaille dans un „mauvais sens, mais on se trompe sur ses principes: le fait et le temps „prouveront qu'il n'agit pas dans le sens que l'on suppose *). Au reste, quant „à mes liaisons avec la Cour d'Autriche, ce n'est pas lui assurément qui les „troublerait; il a toujours travaillé au contraire pour le rétablissement de ces „liaisons“. (Il avait l'air d'attendre ma réponse.)

*) Il me revient de plusieurs côtés que M. le chancelier, pressentant le risque qu'il court de perdre sa place et ne se jugeant pas assez fort pour continuer à lutter contre la voix générale et unanime de la nation, a changé tout à coup de langage, qu'il affecte de paraître aux yeux de son Maître et dans ses dernières relations antifrançais, qu'il a exposé à l'Empereur que, puisqu'il voulait à tout prix faire la paix avec la Porte, il suppliait S. M. de lui laisser la direction des négociations et qu'il s'engageait à les conduire sous peu à un heureux terme, que, cette grande œuvre une fois terminée, il priait S. M. de disposer de lui comme Elle le jugerait convenable. Il est certain que ce ministre, après avoir entravé souvent la marche des négociations suivies précédemment par l'Empereur et le général Barclay de Tolly, s'en est emparé.

Persévérant dans son opiniâtreté à se maintenir en place, il obtiendra peut-être ce résultat funeste, puisque c'est à lui seul et à l'animadversion qu'on lui voue que l'on doit principalement attribuer la désunion entre les membres du gouvernement et le décousu dans les diverses parties de l'administration. Si l'Empereur, avec les qualités essentielles qui le distinguent, avait un ministre homme d'Etat, la face des affaires changerait du tout au tout et serait propre à inspirer de la confiance. Mais aujourd'hui l'esprit de parti domine. L'Empereur, qui a lui-même avili son chancelier, veut tout faire seul et tout embrasser; activité pernicieuse, dont il résulte que les grands intérêts sont le plus souvent arrêtés par des objets de détail ou insensiblement subordonnés à ceux-ci. Enfin ce ministre a toujours le degré d'influence que donne l'habitude, insuffisante pour tracer à l'Empereur une ligne de conduite sage et éclairée, supposant que le comte Romanzoff fût homme à la concevoir, mais par contre suffisante pour engrainer la marche des affaires et poser une pierre devant la roue, lorsqu'elle ne tourne pas dans son sens.

Au reste, je dois réitérer ici une supposition que j'exprimai il y a plusieurs mois. L'Empereur n'aura pas été fâché en diverses occasions de se servir du chancelier comme d'un paravent, dans les objets où S. M. craignait de s'attirer quelque blâme ou dont les résultats Lui paraissaient incertains. Elle sait qu'une réussite Lui aurait été attribuée, et le blâme ne pouvait manquer de retomber sur le chancelier.

Quoique ce ministre paraisse reprendre quelque crédit sur l'esprit de son maître, il en reçut il y a deux jours une mortification, le chancelier ayant dû écrire à son corps défendant et sous la dictée de l'Empereur le rescrit honorable qui remettait le cordon de St-Alexandre à M. de Spéransky, son plus mortel ennemi.

(Note du comte de Lebzettern.)

— „Sire, je ne me permets de nommer ni d'indiquer personne, le fait me „prouve que l'on cherche à donner de fâcheuses impressions à V. M., et c'est „ce que je regrette“.

— „Mais non, voyons! quelle est votre réponse? Qu'a dit M. de Saint-Julien „au chancelier?“

Je répétais les expressions de la dépêche.

— „Vous m'avouerez“, dit-il, „que c'est très vague, que cela n'exclut pas „que dans quinze jours vous ne vous laissiez entraîner par la France et que, „lorsque je reçois coup sur coup des nouvelles qui me laissent incertain sur „l'avenir, ces expressions ne peuvent guère me rassurer! Je vais vous donner „une grande preuve de confiance: voici ce qu'on m'écrit, jugez vous-même“.

L'Empereur me fit un récit clair et distinct des prétendues démarches de la France. L'Empereur Napoléon nous présentait plusieurs alternatives sur le danger pour nous de rester neutres, sur ce que nous aurions à gagner réunis à la Russie, supposant que la France eût le dessous, sur les avantages qui nous reviendraient si, réunie à la France, la Russie était battue, et sur les risques auxquels nous nous exposerions si, réunis à la France, elle eût cependant du malheur et si, réunis à la Russie, celle-ci fût écrasée. Cette démarche, fortement appuyée par quelqu'un (je présumai que l'incognito était le prince de Schwarzenberg), a été débattue au Conseil: l'Empereur d'Autriche et le comte Metternich penchaient pour les vues de la France, mais le ministre des finances a arrêté les résolutions. (Ce récit, où l'Empereur entra dans des détails fort amples, me prouva que ces notions n'étaient point puisées dans des lettres particulières, mais qu'elles provenaient de dépêches officielles raisonnées; elles en portaient le caractère) *). Ensuite l'Empereur me parla de divers armements faits sur plusieurs points de la Monarchie, qui n'annonçaient pas seulement la formation d'un corps d'observation, mais quelque chose de plus sérieux **):

*) Une des notions reçues par l'Empereur, mais dont il ne m'a point parlé, est que la France, en nous offrant la restitution des provinces cédées par le traité, demandait que le prince Schwarzenberg eût le commandement de l'armée autrichienne qui devait agir avec les Français, que M. le comte de Metternich séjourât à Paris comme ambassadeur, que M. le prince de Trautmannsdorf eût pendant cet intervalle le portefeuille, enfin que S. A. I. M. l'Archiduc Charles fût replacé à la tête du Conseil de guerre. (*Note du comte de Lebzeltern.*)

**) C'est le prince Bagration, commandant l'armée d'avant-garde, qui, sur les rapports de ses espions en Galicie et en autres lieux, a transmis ici des notions qui doivent être fort exagérées sur le nombre de troupes que nous envoyons dans cette province et sur le rassemblement de corps en Bukovine et en Hongrie.

Quant à cet article, notre marche est dictée par la connaissance que nous avons du fait. Il faut nous attendre, à mesure que la crise approchera, à voir les alarmes de la Russie devenir plus vives, à moins que nous ne tenions un langage complètement analogue à ses vues. Mais, quand même nous nous verrions harcelés par des méfiances et des doutes plus injurieux qu'amicaux, l'intérêt de notre Cour, jusqu'à nouvel ordre, demande que, sans nous arrêter aux alarmes vraies ou feintes de cette Cour, V. E. s'applique à les détruire patiemment avec l'arme de la bonne foi, sans mettre de refroidissement dans nos relations avec elle. Le succès de cette arme peut être tardif, mais pas douteux, et rien ne doit nous presser ou nous inquiéter.

(*Note du comte de Lebzeltern.*)

„Jugez d'après cela si je ne puis être content d'une déclaration qui ne me rassure que sur le moment où elle a été faite!“

— „Sire, je trouve dans cette déclaration même la réfutation de tout, et des motifs de rassurer complètement V. M. Je n'exclus point que la France voue tous ses soins à nous attirer à elle, elle joue son jeu: je vous donne ma parole que nous n'en savons rien, mais je veux admettre le cas comme probable, comme un fait même. Daignez remarquer l'époque où nous vous disons avec toute franchise et candeur que nous sommes complètement indépendants de tout engagement avec une puissance quelconque, et que notre attitude politique est la même: c'est le 22 décembre, dernière date de Vienne, que nous vous le déclarons. N'est-ce pas assez vous exprimer que, quelques tentatives qu'on ait faites près de nous jusqu'ici, nous y avons été impassibles, qu'elles n'ont pu varier notre système? N'est-ce pas prévenir encore, comme nous l'avons fait constamment, les inquiétudes qu'auraient pu exciter dans l'esprit de V. M. les bruits qui couraient et que l'on ne pouvait ignorer à Vienne? Pouvions-nous jamais supposer, après notre conduite franche et loyale depuis 1809, après tant de preuves réitérées de notre intérêt sincère pour V. M., qu'Elle pût hésiter un instant à ajouter toute confiance à nos assurances? Quant au bruit de nos prétendus armements, je puis d'avance assurer V. M. qu'il est faux. Je suis persuadé qu'il n'y a aucun mouvement de troupes chez nous: tout au plus enverra-t-on quatre ou cinq régiments en Galicie, ce qui n'est qu'une mesure purement administrative et précautionnelle sur une partie de nos frontières dégarnie et qui risque d'un moment à l'autre de voir les feux de la guerre s'allumer dans son voisinage *). Il y a une politique loyale qui exclut toute duplicité; c'est celle qui a toujours caractérisé notre Cabinet, et, si je forme un vœu ardent, c'est que V. M. sente bien tout le poids de cette vérité, qu'Elle nous accorde de la confiance et bannisse toute idée désavantageuse et injuste à notre égard“.

— „J'ai une parfaite confiance en votre Souverain, dont j'admire les vertus. Je connais personnellement le comte Metternich et j'ai toujours eu une haute opinion de ses talents et de ses principes, je les ai toujours crus excellents“.

*) M. le comte de Stackelberg, dans ses dernières dépêches, a représenté l'envoi des régiments en Galicie sous le même aspect que nous. A moins que ce ministre n'adopte un langage différent dans la double correspondance qui suit ici, ce qui n'est aucunement à supposer, il a toujours travaillé dans le meilleur sens, étant pénétré de notre situation et de la sagesse qui dicte les vues et les démarches de notre Cabinet. Il est trop estimable pour que cette assertion ait besoin d'être appuyée par des preuves, sans quoi je citerais les efforts que continue à faire M. le chancelier pour le déplacer. L'on ne pense plus à Alopeus, mais l'on y destine peut-être M. de Liewen, M. de Tatischeff ou le prince Reprine. Aucun de ces individus n'est fait pour cette place, et, persuadé qu'aucun ministre ne pourrait convenir à notre Cour autant que M. de Stackelberg, peut-être V. E. jugera-t-Elle à propos de provoquer près de notre ministère l'autorisation de travailler avec la circonspection et la mesure nécessaires à contrecarrer les intentions de M. le chancelier à cet égard. Le dernier exprime qu'il ne prétend point dire que M. de Stackelberg serve mal l'Empereur à Vienne et qu'il n'ait pas des qualités très estimables, mais qu'il écrit peu et ne travaille pas assez dans le sens de sa Cour.

L'Empereur estime particulièrement le comte de Stackelberg, et jusqu'ici il tient ferme à son égard.
(*Note du comte de Lebzeltern.*)

— „J'aimerais entendre que V. M. s'exprimât au présent et non au temps „passé à l'égard de ce ministre“.

— „Mais oui! j'ai la même opinion et beaucoup d'estime pour lui: cependant il y a des circonstances où quelquefois on se laisse entraîner contre ses „penchans“.

— „Sire, le ministre de S. M. l'Empereur mon Maître voit bien juste et „clair dans toutes les questions. Il n'est ni français, ni anglais, ni d'aucune „nation: il est zélé autrichien, et agit comme tel. Ses penchans ne peuvent „être qu'analogues aux intérêts de la nation et de son Souverain. Il dit à „V. M. que notre Cabinet est dans une indépendance complète; cette assurance „vous dit tout et caractérise parfaitement ce ministre et sa conduite politique „depuis qu'il a la direction des affaires, si V. M. veut bien y réfléchir. Au reste, „je La supplierai de récapituler la conduite de notre Cabinet depuis 1809, et, „depuis le mariage, la dignité de nos démarches, les preuves de confiance et „d'amitié prodiguées à la Russie, et notre empressement à prévenir ses inquié- „tudes et ses désirs. Et, il faut l'avouer, Sire, nous n'avons guère à nous „louer de la même confiance de la part de ce ministère, sauf quelques entre- „tiens où V. M. a mis de l'abandon envers M. de Saint-Julien: mon Auguste „Maître y a attaché un prix infini et vous a payé de retour par la franchise de „Ses communications. Notre attitude politique, Sire, est déterminée par la situa- „tion où nous a laissés une époque que je répugne à rappeler; elle est basée „sur les intérêts de la nation, sur la crise où nous nous trouvons maintenant, „à la suite d'une mesure vaste, énergique, indispensable, et qui doit réussir, „sans quoi elle aurait compromis la prospérité nationale et le crédit du gou- „vernement. Nul doute que nous n'ayons joint à ces grandes considérations „celle que nous inspire notre amitié ancienne et constante pour la Russie, et „que ses intérêts n'aient influé puissamment jusqu'ici sur notre marche politique“.

— „J'aime à rendre justice aux sentiments de votre Cour à mon égard, et „je sens votre situation: aussi n'ai-je rien exigé de vous qui pût la compro- „mettre. Je ne vous ai pas demandé de vous réunir à moi, mais, vous disant „ma pensée tout entière et vous laissant toute liberté d'agir d'après vos inté- „rêts, j'ai seulement engagé votre Cour à m'ouvrir également sa pensée et à „me dire ce qu'elle se propose de faire. Est-ce donc lui tant demander, et la „confiance que je lui ai témoignée n'exigeait-elle pas plus de retour?“

— „V. M. m'excusera si j'observe avec peine que, s'il y a eu des moments „de confiance, il y a eu aussi de Sa part, du moins en apparence, une teinte „marquée de méfiance en plusieurs occasions“.

— „En quoi? J'ai décrit au comte de Saint-Julien ma position sans réticen- „ces. Le comte Schouwaloff fut chargé de proposer à votre Cour un rapproche- „ment et de s'entendre avec moi *). Alors il y eut des difficultés, cela ne put

*) L'Empereur revint plusieurs fois sur l'objet de la mission du comte de Schouwaloff et sur ce qu'on n'avait plus jugé convenable de l'éconter, quoique d'abord on y eût paru disposé. Ce changement de langage chez nous après le retour de S. E. M. le comte de Metternich de Paris excita dès lors des inquiétudes à cette Cour, et je ne doute pas, d'après mes entretiens

„s'arranger, ou l'on crut chez vous ne pouvoir plus l'écouter. Ensuite j'écrivis „à l'Empereur une lettre longue, trop longue peut-être, et qui l'aura ennuyé, „mais il m'importait de lui confier toute ma pensée: mes propositions ne con- „vinrent pas. J'expliquai au comte de Saint-Julien le système auquel je me „suis arrêté“....

— „Pardon, Sire, si j'ose vous interrompre, mais V. M. glissa sur la ré- „ponse que l'Empereur d'Autriche Lui a faite: cependant elle contenait les preuves „les plus évidentes de notre partialité pour les intérêts de la Russie et de nos „désirs de lui être efficacement utiles. Vos propositions, Sire, portaient sur des „objets non admissibles, et l'Empereur d'Autriche répondait à V. M. par de „doubles offres de bons offices qui étaient autant de garants de nos sentiments. „Je fus moi-même porteur d'offres importantes; V. M. les a accueillies avec „indifférence et M. le chancelier y a à peine répondu par quelques phrases „polies, mais inconcluantes“.

— „J'ai été sensible à ce procédé de votre part, très sensible, mais la chose „n'aurait pas réussi; cette affaire ne pouvait s'arranger par l'intervention d'un „tiers. J'en dis alors quelque chose à Paris, et l'on y fit sentir que l'on ne „verrait pas volontiers que cette affaire s'arrangeât moyennant une intervention „étrangère, que c'était superflu“.

avec M. de Schouwaloff à cette époque, qu'afin de s'excuser de la non-réussite de sa mission, dont il avait peut-être exagéré l'heureux début, il en ait rejeté la faute sur les sentiments personnels de M. le comte de Metternich, et se soit mis ainsi à couvert. J'en doute d'autant moins, que M. de Schouwaloff, doué de qualités très estimables, mais n'en ayant aucune nécessaire pour suivre une négociation, avait conçu du dépit de ce que *les assauts réitérés* qu'il livrait au ministre ne lui rendaient pas la place: ses démarches ne pouvaient se comparer qu'à des assauts tentés de vive force.

La méfiance de S. M. à notre égard a encore été nourrie par le sentiment intérieur de Sa conduite pendant la dernière guerre, dont Elle n'a pu croire longtemps que nous eussions déposé tout ressentiment, par la jalousie qu'Elle nous a supposée relativement aux Principautés, et cette jalousie a été entretenue par M. le chancelier, qui nous regardait comme une barrière opposée à la réussite de son projet favori, si heureusement avorté par sa propre faute. Il nous a toujours représentés comme excitant la Porte à la résistance et au maintien du principe de l'intégrité du territoire Ottoman, et aujourd'hui même, afin peut-être de la compromettre avec nous, il nous laisse connaître qu'il doit aux Turcs des confidences de cette nature. Cette méfiance de la Russie s'est accrue par les soupçons qu'elle conçut à notre égard à la suite des liaisons avec la France qui succédèrent aux événements de 1809 et du séjour prolongé de notre ministre des Affaires étrangères à Paris.

De notre côté, le peu de complaisance de la Russie envers nous dans plusieurs affaires, surtout lors de la cession du district de la Galicie qui lui fut accordé par notre traité avec la France, le froid et la méfiance avec lesquels nos communications les plus franches et amicales furent accueillies, le peu d'adresse du ministère russe à nous faire valoir ses sentiments lorsque nous lui offrîmes nos bons offices près de la Porte et de la France (occasions qu'on eût pu mettre avantageusement à profit sous plusieurs rapports), l'insuffisance des ouvertures de ce ministère, qui ne posaient que sur des principes généraux, vagues et point développés, enfin la marche politique des deux Cours, aussi divergente que leur situation était diverse, sont autant de motifs qui ont pu glisser une espèce de tiédeur dans leurs relations. L'amitié rétablie entre elles n'eut *point d'appui*. Il est vrai qu'elles auraient un intérêt commun immense relatif à la conservation de leur indépendance, dont l'avantage est mutuel, mais sur lequel elles ne se sont pas entendues, étant d'ailleurs respectivement dans une attitude sinon équivoque, du moins dont les éléments sont si peu analogues entre eux.

— „Je suis ravi de la communication que me fait V. M., parce que j'ignore l'existence de cette participation et parce que j'en retire une preuve de plus qui n'échappera pas à la pénétration de V. M., combien les intérêts de la Russie et les soins que nous lui avons constamment voués nous ont exposés alors, et qu'ils l'emportaient sur toute autre considération. V. M. me parlait de Son système et de ce qu'Elle avait confié au comte de Saint-Julien“.

— „Je le répète“, dit-il, „je suis persuadé que l'Empereur d'Autriche a de l'amitié pour moi et qu'il désire du bien à la Russie. D'ailleurs nos intérêts sont communs: si cet Empire succombe, quelle serait la position de l'Autriche et à quels dangers ne serait-elle pas livrée? Aussi je sens très bien qu'elle aurait désiré l'éloignement de la guerre, j'y reconnais sa sagesse et sa modération; je le désire aussi, mais cela ne dépend pas de moi, elle doit aujourd'hui en être bien convaincue. On croit à Vienne que je suis très indécis, que mon système n'est point fixé, et l'on se trompe bien, je n'ai point varié d'une seule ligne dans ma marche et n'en varierai point“ *). Ici l'Empereur me répéta avec clarté et précision tout ce qu'il a dit à diverses époques à V. E. sur les atteintes portées par la France au traité de Tilsit, sur la modération qui avait dicté la protestation relative à Oldenbourg, sur sa volonté constante d'éviter la guerre et l'esprit conciliant qu'il avait déployé

La Russie armée, prête à éclater, ne songe depuis une année qu'aux moyens de repousser avec vigueur l'agression de la puissance formidable dont elle se croit imminemment menacée, mais paraissant suivre encore les errements de son ancien système envers la France dont elle ne semblait briser qu'à regret les liens resserrés par l'habitude, et décelant une mollesse ou plutôt une vacillation dans sa marche politique qui contrastait avec son attitude militaire, et qui offrait le doute aux yeux des Cabinets européens si elle voulait recouvrer sérieusement son indépendance, ou si elle persistait au fond dans la même tendance que ci-devant. Les puissances les plus intéressées à sa situation ne surent et ne savent peut-être encore aujourd'hui s'expliquer sa conduite et allier les divers points de vue contradictoires qui ont paru la dicter.

L'Autriche, après avoir soutenu avec honneur et presque seule sur l'arène vingt années d'une lutte terrible et désastreuse, était fatiguée et désarmée; elle avait besoin d'un repos parfait pour se réorganiser, et ne s'appliquait qu'à éloigner une complication dangereuse où sa position dans toutes les alternatives deviendrait bien délicate et où elle risquerait de perdre les fruits de sa politique, de ses soins et de sa marche sage et uniforme.

Telle était en février 1811 l'attitude différente des deux Cours, lorsque les armements de la Russie, préparés de longue main, atteignirent un trop grand degré de développement pour pouvoir rester secrets et qu'elle nous fit une déclaration vague de ses principes politiques. Je ne me permets pas d'ajouter ici d'autres considérations et me borne à observer que, dans cette situation respective, c'était à la Russie à user de tous les ménagements possibles envers l'Autriche, à modifier son propre système politique pour se rapprocher du nôtre, et à vouer tous ses soins à ne pas nous jeter par sa marche accélérée et hors de temps, ou par ses procédés à notre égard, dans une ligne diverse de celle que nous voulions suivre et suivons jusqu'ici avec tant de constance.

La Russie pouvait-elle ou devait-elle modifier son système? Cette question serait susceptible de grands développements, mais il est aisé de prouver qu'elle le pouvait par une politique sage, modérée et simple, mais ferme, telle qu'elle convient à un grand Empire. Il aurait dû paraître en Europe comme un rocher, contre lequel seraient venues se ranger et s'abriter les puissances moins fortes dont l'existence eût été menacée. *(Note du comte de Lebzeltern.)*

*) L'Empereur appuya souvent et avec l'accent de reproche et du déplaisir sur l'expression, qu'on le croit à Vienne indécis et point fixe dans son système. Il est évident que ses ministres lui ont rapporté cette opinion comme prononcée à Vienne et nous inspirant peu de confiance.

dans ses explications, sur son principe de ne point être l'agresseur et de ne se porter à aucune démarche hostile, etc., etc. „Mais“, ajouta l'Empereur, „les intentions de la France étaient trop claires: j'ai dû me préparer, et j'ai confié à votre Cour l'attitude que j'avais prise. Je suis prêt; si on m'attaque, je saurai me défendre, je saurai repousser toute agression, enfin je suis prêt à tout! *) Et, quant aux résultats, je remets les événements entre les mains de la Providence. L'on ne pourra jamais dire que j'ai provoqué ou désiré la guerre, et j'espère que votre Cour rendra justice à ma conduite modérée“.

— „Mais si la Prusse était attaquée, V. M., qui la regarde peut-être comme un boulevard de Son Empire, attendrait-Elle cependant que l'ennemi vînt attaquer Ses frontières?“

Il hésita d'abord à répondre et puis prononça: „Au delà de l'Oder, je ne puis pas faire davantage aujourd'hui qu'il y a un an. Ils ont Magdebourg et plusieurs places, ils occupent le Mecklenbourg, etc., etc. Mais en deçà de l'Oder, s'ils tentaient quelque chose, il est clair que c'est à moi qu'ils en voudraient, et je l'envisagerais comme un acte hostile commis envers moi“.

— „Sire, tout en déplorant l'état de tension qui existe depuis une année entre V. M. et la France, tout en n'abandonnant pas l'espérance que l'on puisse encore s'entendre, l'Autriche ne peut que rendre justice aux sentiments personnels de V. M. et elle regrette peut-être seulement que, dès le commencement, les parties n'aient pu se rapprocher: elle n'a pas omis de soins à cet effet, V. M. le sait“.

— „J'ai été très reconnaissant à tous les procédés de votre Cour, mais il ne dépend pas de moi de changer la nature des choses et de m'arranger. Je n'ai prononcé aucune plainte contre la conduite de la France, j'ai observé tous mes engagements: était-ce en les violant et continuant d'immenses préparatifs que la France prétendait en venir à un accommodement?“

— „Ils sont immenses, Sire, et augmentent tous les jours“.

— „Je le sais, mais ils ne me trouveront pas au dépourvu, j'y suis préparé. Je voudrais que vous écriviez tout à votre Cour; loin de me croire de l'indécision et point de fixité dans mon système, elle reconnaîtrait au contraire

*) D'après les notions transmises à Vienne par V. E. il y a plusieurs semaines, la Cour de la Russie solde 900 mille hommes, non compris la marine. A en croire les individus les moins exagérés, elle peut compter de 450 à 500 mille hommes effectifs prêts à entrer en campagne, bien armés et équipés. Les flatteurs comptent 600 à 700 mille hommes, mais je préfère de me tenir au minimum. D'après le tableau détaillé que V. E. a envoyé à Vienne en novembre dernier, la force des troupes de ligne montait à 597.580 hommes, les cadres étant au complet. Néanmoins, sans m'écarter du calcul des 450 à 500 mille, j'observerai que la nuée de Cosaques qui est à la disposition de l'Empereur n'y est point comprise. S. M. a beaucoup flatté ces peuples nomades, et le Hetman, outre l'offre de porter à 80 mille le nombre des Cosaques équipés, lui a proposé encore de lever au besoin la nation en masse. L'organisation des commissariats des vivres et fournitures est la partie à laquelle le ministre Barclay de Tolly s'est particulièrement voué, et, dit-on, avec succès; mais c'est de l'application pratique de son système et du choix d'individus intègres que dépendra principalement sa réussite. Ce ministre m'a dit en avoir fait un essai très satisfaisant dans la dernière campagne contre les Turcs, où, les Principautés étant totalement épuisées, les vivres devaient être tirés de l'intérieur de la Russie, et néanmoins l'armée du Danube n'en a jamais manqué. (Note du comte de Lebzeltern.)

„que je n'ai jamais varié dans mes bases, et elle est trop sage et trop juste
„pour ne point trouver ma conduite modérée. Après toute la confiance que je
„lui ai témoignée, n'exigeant rien d'elle que ce qui convient à ses intérêts et
„à sa situation actuelle, je ne lui demande que son opinion et ce qu'elle
„compte faire. J'ai écrit à l'Empereur, je lui ai fait témoigner, par Schouwaloff
„et en toute occasion, que rien ne me tient autant à cœur que le bien-être
„de l'Autriche et qu'elle puisse regagner le degré de prospérité où elle se
„trouvait; je le désire pour elle, pour moi et pour le bien de l'Europe“.

— „Sire, plutôt à Dieu que V. M. eût toujours nourri à son égard les mêmes
„sentiments pour notre bien, pour celui de V. M. et pour celui de l'Europe,
„mais, sans revenir sur le passé, croyez, Sire, que nos vœux à votre égard
„ne varient pas: nous désirons voir la Russie forte et indépendante *). V. M.
„est le pivot sur lequel roulent aujourd'hui les plus hauts intérêts de l'Europe,
„dont les yeux sont fixés sur vous, et Elle lui doit le développement de toute
„sa sagesse et de sa modération. Les chances que peut amener une guerre
„sont innombrables: elles regardent d'autres Etats que ceux de V. M.“.

— „Je ne me dissimule pas“, interrompit l'Empereur, „tous les événe-
„ments et les conséquences qui peuvent en résulter. Je ne m'y suis pas exposé
„de gaieté de cœur, j'ai fait ce qui a dépendu de moi pour l'éviter, mais, si je
„suis attaqué, je suis prêt à me bien défendre“. Il me témoigna encore qu'il
espérait de la Cour d'Autriche „des assurances plus explicites, puisque enfin“,
ajouta-t-il, „dans ma position, elle ne trouvera que juste que j'en demande.
„Je ne suis ni ombrageux ni soupçonneux, mais vous m'avouerez que les nou-
„velles qui me parviennent de toutes parts sont de nature à suspendre mon
„opinion. Qu'elle me dise si elle restera neutre ou si elle agira contre moi,
„mais qu'elle me parle avec franchise et loyauté!“ **)

*) L'Empereur s'est graduellement radouci et sa physionomie offrait plus de sérénité.

(Note du comte de Lebzelter.)

***) Il faut avouer que le moindre soupçon que peut concevoir l'Empereur sur notre poli-
tique à venir, qu'au fait il ne peut pressentir, doit l'alarmer vivement.

Il a organisé en peu de temps des forces considérables, et, s'il réunissait la force morale à ses forces matérielles, s'il avait des généraux habiles, nul doute qu'il ne fût en état de tenir tête à la France unie à ses alliés et de la repousser loin, surtout avec l'accession de l'armée prussienne, sur laquelle, d'après plusieurs indices quoique encore vagues, la Russie croit pouvoir compter. Mais le plan de l'Empereur, malgré que nous n'en connaissions pas les éléments, est évidemment basé sur l'inaction ou la neutralité de l'Autriche. Les armées russes devront agir sur un rayon rétréci, avec une concentration qui constitue leur force principale. Les opérations sont déterminées d'après ce principe, et les Français, supposant qu'ils renversent la première ligne, en trouveront d'autres très fortes à combattre. Les plans portent le caractère défensif, et l'on prend des mesures pour rendre la guerre dans le pays difficile à l'ennemi.

Une incertitude à l'égard de l'Autriche arrêterait l'exécution de tous ces plans. Si l'Autriche se réunissait à la France, la position, aujourd'hui belle, de la Russie deviendrait mauvaise et désastreuse. Plus de concertation, plus de flancs gardés; elle serait vulnérable de plusieurs côtés, son attention, comme ses forces, seraient divisées: tandis que, l'Autriche étant neutre, la Russie, moyennant sa paix avec la Turquie (qui paraît prochaine), peut porter la masse de ses forces vers un seul point, et les trois divisions stationnées en Finlande (de concert avec ses moyens maritimes, excepté en hiver) suffisent effectivement pour observer la Suède jusqu'à ce que la

Je lui opposai les mêmes raisonnements qui se trouvent plus haut sur la valeur et l'époque de notre déclaration, sur la loyauté de notre Cour, ajoutant ces mots: „Au reste, Sire, nous vous avons dit tout ce que nous pouvions vous dire: c'est à V. M. à exciter notre confiance par la Siègne et „par des procédés plus amicaux que jusqu'ici, car daignez me pardonner, Sire, „mais je ne vois pas trop quel titre a acquis la Russie pour que nous lui „disions non seulement notre pensée actuelle, mais toutes celles qui nous „viendront par la suite“.

Ici l'Empereur se fâcha presque pour la troisième ou quatrième fois, et me récapitula toutes les preuves de confiance et d'amitié sincère qu'il croit nous avoir données. Il finit par me dire des expressions très amicales pour notre Auguste Maître.

Nous étions arrivés au Palais de Marbre, nous arrêtant souvent, par 14 degrés de froid. Devant parler très haut et étant fort enrhumé, j'avais une extinction de voix gênante. L'Empereur paraissait disposé à terminer cet entretien, tenu à bâtons rompus et en public: je crus bien faire de lui parler de l'affaire du remboursement et de tirer au clair cette question.

— „L'affaire du paiement, Sire, est tout à fait terminée, sans doute, et „j'espère que V. M. a déjà donné des ordres analogues à sa résolution“.

— L'Empereur s'embarrassa et chercha ses phrases: „Oui! mais cependant, „dans la situation où nous sommes, il est juste que je sache d'abord à quoi „m'en tenir à votre égard“.

politique du Cabinet de Stockholm ou sa paix avec la Grande-Bretagne rassureront complètement à son égard.

Or, si l'on considère l'importance majeure que doit attacher l'Empereur Alexandre à être rassuré sur notre attitude future, la nature des nouvelles qui l'assaillent de toutes parts tendant à lui inspirer des soupçons à notre égard, l'urgence du moment, puisqu'il croit à une attaque dès que la France aura rassemblé ses forces, si l'on considère enfin une certaine réserve que nous observons depuis quelque temps envers lui, l'on ne peut que trouver ses inquiétudes naturelles. Elles étaient visibles et perçaient à travers le ton calme et assuré qu'il affectait.

Les alarmes de S. M. se sont communiquées à ses alentours. Les uns redoutent que, gagnés par les amorces qui nous sont présentées par la France, nous n'agissions de concert avec elle, et ils pressentent les désavantages qui en résulteraient pour la Russie exposés plus haut. D'autres, qui sont impatients de voir commencer la guerre, parce qu'ils regardent comme préjudiciel à cette puissance tout retard, qui ne servirait qu'à ménager à l'ennemi le temps de se renforcer et d'améliorer son attitude, *craignent que l'hésitation subsistante à notre égard puisse influer sur les principes établis par l'Empereur et l'induire à entamer une négociation sérieuse avec la France*, dont, en dernière analyse, il ne prévoit aucun heureux résultat, et il regarde des avances de la part de la Russie et une déviation des principes posés comme contraires à sa dignité et comme une faiblesse dangereuse à dévoiler. L'on ne peut nulle part mieux qu'à Vienne calculer sans passion l'époque probable de la crise qui menace le Nord de l'Europe, et c'est à la sagesse de notre ministère à peser s'il convient mieux à nos intérêts de tenir le même langage que jusqu'ici, ou d'amener quelque variation à notre marche, soit pour tranquilliser la Russie, soit pour l'éclairer sur la marche que nous désirerions lui voir prendre, en nous expliquant plus positivement.

Dans tous les cas, l'Autriche pourra toujours dire avec justice et vérité qu'elle n'a pas omis de soins, pour éloigner une si fatale complication, à rapprocher les deux parties, que ses démarches enfin ont constamment porté l'empreinte des sentiments généreux et pacifiques qui caractérisent notre Auguste Monarque.

(Note du comte de Lebzeltern.)

— „Sire, vous avez déclaré cet objet indépendant de toute autre question „et avez promis de payer cette dette en 1812. Je serais en peine de m'expliquer quelle considération nouvelle peut arrêter le paiement d'un objet, d'ailleurs si mince pour un grand Empire“.

— „Je sais que vous avez toujours regardé cette affaire comme indépendante et moi aussi, et c'était un objet terminé, mais toutes ces nouvelles „sont d'une teneur à m'y faire réfléchir. Au reste, c'est une bagatelle; néanmoins je désire de recevoir de votre Cour des assurances plus positives. „Supposez le cas où tout ce qu'on a écrit fût vrai, que vous vous trouviez „engagés ou entraînés, malgré vous-mêmes peut-être, dans une marche contraire „à mes intérêts: dois-je dans ce cas m'empresser de vous payer?“

— „Oui, Sire, V. M. ne peut qu'effectuer ce paiement; c'est une dette „sacrée: en la reconnaissant, en donnant votre parole Souveraine de la payer, „V. M. a constaté que c'est un objet de justice, un droit acquis que nous „réclamons, et, supposant le cas hypothétique où nous Lui fissions la guerre, „Elle ne serait pas moins tenue de satisfaire à la promesse“.

— „Ah! si ce cas existait, il ne serait pas juste que je vous donne moi-même les moyens de me nuire, mais je ne dis pas que je me refuse de vous „satisfaire, je suis prêt à terminer cet objet, mais auparavant il est raisonnable „que je voie clair dans ce qui se passe à Vienne“.

— „Comment V. M. voudrait-Elle rendre aujourd'hui ce paiement conditionnel? Pardon, Sire, mais je ne puis attribuer cette idée à Ses propres „sentiments, et j'en éprouve une peine véritable, V. M. voudrait rétracter sa „parole?“

— „Non“, reprit-il avec vivacité, „je ne dis pas cela, mais je demande à la „Cour de Vienne qu'elle me donne des assurances plus positives et qu'elle „détruise la fâcheuse impression que ces nouvelles ont produite. Ecrivez que „je suis très disposé à payer“.

— „Pardon, Sire, mais je serais l'homme le plus embarrassé d'annoncer à „ma Cour un objet de cette nature, et, si j'étais dans le cas de lui écrire, je „ne saurais jamais rien tracer que de très déplaisant et désobligeant pour elle. „V. M. a promis de payer cette dette en 1812, et Elle a mis fin par là à „d'odieuses contestations sur un objet d'une valeur si secondaire. M. le comte „de Saint-Julien a transmis cette promesse à l'Auguste Cour, l'Empereur en „a remercié V. M. Son ministère a exigé ensuite une déclaration rassurante „sur notre attitude politique, et, quoique la promesse de V. M. était pure, „simple et point conditionnelle, nous vous avons fait, Sire, une déclaration „ample, franche et complètement rassurante. Qu'est-ce que V. M. veut que „cette légation écrive? La matière est épuisée. Pouvons-nous ou devons- „nous écrire que V. M. se rétracte? Pouvons-nous dire que, prêtant Son „attention à des bruits sans fondement, ils ont pu balancer dans Son esprit la „déclaration aussi amicale que satisfaisante de S. M. l'Empereur d'Autriche?“ (L'Empereur, visiblement embarrassé et altéré, tâcha en vain de m'interrompre, j'avais pris mon élan.) „Nous réclamons cet objet depuis deux ans de „la justice de V. M. Les besoins de nos finances nous rendent essentiel d'être

„remboursés *), mais, Sire, on n'a cessé de le répéter chez nous, c'est une affaire d'une importance „trop secondaire pour qu'elle puisse avoir la plus légère influence „sur un point de vue politique quelconque. Ma Cour a une manière de penser „trop élevée pour qu'une telle bagatelle puisse être évaluée par elle plus „qu'elle ne le mérite, et quelques millions de plus ou de moins n'entreront „jamais en balance chez elle avec d'autres considérations. Pardon, Sire, mais „ce serait à V. M. à dicter la dépêche que devrait écrire M. de Saint-Julien: „à sa place, je ne saurais rien dire qui ne fit une impression très fâcheuse „à Vienne“.

— „Je ne vous dis pas que cette affaire ne sera point conclue, c'est comme „si elle l'était, je la regarde moi-même comme une bagatelle. J'écrirais... „j'écrirais qu'elle n'est que suspendue momentanément, et, de fait, j'ai dit en „1812 et nous ne sommes qu'au 2 janvier: j'ai promis de payer dans le mois „de juin. La preuve que c'est une affaire faite, c'est que les sommes sont déjà „mises de côté. J'écrirais que jusque-là la Cour de Russie s'attend à voir „l'Empereur d'Autriche répondre à sa confiance et lui donner des assurances „moins vagues et plus explicites sur la ligne de conduite qu'il suivra en cas „de guerre“.

— „Excusez, Sire, je crois qu'on dresse un budget dans le moment actuel: „cette dette y est-elle portée avec les autres de la Couronne?“

— „C'est comme si elle l'était, l'objet est trop insignifiant et je vous répète „que les sommes sont préparées, je pourrais même vous payer de tout de „suite et d'une fois **). Je vous ai parlé avec toute confiance sur les rapports

*) Lorsque le Cabinet prussien, créancier de la Cour de Russie de 5 millions d'écus, apprit il y a deux ans que l'Autriche réclamait le paiement dont il est question, il mit une telle activité dans ses démarches, qu'il eut bientôt réglé cet objet avec l'Empereur. Les paiements se firent régulièrement dans ces deux années et ne furent interrompus que momentanément. La somme finale fut perçue par le Roi il y a peu et cette affaire a été complètement terminée. Il est à observer que, si la Russie avait des torts à réparer envers nous, elle en avait de plus grands encore à réparer envers la Prusse, et cette dernière fit sans doute valoir la détresse extrême où les sommes qu'elle devait remettre à la France la plongeaient et l'utilité qui résultait pour la Russie comme pour la Prusse d'obtenir par leur acquittement l'évacuation des forteresses prussiennes.

L'on ne peut se dissimuler que la méfiance que plusieurs circonstances excitèrent dans l'esprit de l'Empereur Alexandre envers nous a été calmée, mais non tout à fait dissipée, malgré la franchise de nos communications. La marche que notre Cabinet suivit alors et depuis était assurément la plus convenable à nos premiers et plus grands intérêts et a répondu sous plusieurs rapports à notre attente, mais elle n'a pas été la plus propre à accélérer le paiement requis: objet trop secondaire pour balancer d'autres considérations majeures, mais qui aurait pu dès le commencement être poussé avec plus de vigueur.

Rien ne peut justifier la Russie de ne point acquitter une dette légitime et d'avoir employé tant de moyens mesquins et de faux-fuyants pour s'en exempter et éluder sa promesse, mais j'ai tâché d'exposer les raisons qui expliquent sa partialité envers la Prusse dans un objet pareil.

(Note du comte de Lebzeltern.)

***) Plus loin l'Empereur me dit que cet article était inséré dans le budget (il n'y a pas été indiqué jusqu'ici, tandis que les dettes génoise et hollandaise y sont portées). Il est vrai que des sommes considérables sont placées sur le Tableau *pour dépenses extraordinaires et éventuelles*, et il est possible que l'Empereur, entendant nous payer sur ces fonds, ait dit avec vérité que

„qui me sont parvenus coup sur coup; soyez juste et mettez-vous à ma place: „est-ce que vous vous empresseriez de payer avant de voir clair dans cette „question?“ L'Empereur m'adressa plusieurs expressions personnellement obligantes en se remettant à mon opinion.

— „V. M. me permet-Elle de Lui répondre franchement? Car, Sire, je sais „que vous estimez la franchise et que vous la croyez même presque exclusive

cet objet était compris dans le budget. Mon doute poserait plutôt sur l'existence de ces sommes *mises de côté*, suivant l'expression de S. M. C'est pour répondre aux besoins urgents de l'année courante, tandis que la dernière présentait un déficit de près de 60 millions (malgré l'annonce pompeuse et illusoire faite au public en février 1811 d'un excédent de 100 millions), qu'il s'agit de nouveaux impôts, et le Grand Conseil s'occupe à délibérer sur les divers projets rédigés par le ministre des finances. 80 millions doivent revenir au Trésor d'une augmentation du droit de capitation; il frappe principalement le propriétaire et le seigneur, mais, comme en Russie le seigneur est maître de taxer davantage son sujet et de hausser les prix de diverses denrées ou productions, cette imposition retombera en dernier ressort sur le paysan et sur les objets de consommation. Outre cela, on compte 20 millions provenant de 10 mille licences, à 2000 roubles chacune, distribuées entre les diverses provinces, moyennant quelle somme un certain nombre des individus frappés par le dernier oukaze de recrutement de 120 à 130 mille hommes peut se racheter du service militaire. Les provinces les plus riches ont déjà rempli leurs licences, et ces 20 millions entreront dans les caisses, tandis que 10 mille soldats ne laissent aucun vide sensible dans une armée si nombreuse. L'on imposera encore pour 8 millions sur les eaux-de-vie et plusieurs millions sur le sel et on tâchera enfin d'élever les revenus annuels à 200 millions et même au delà. Les recettes effectives sous Catherine II montaient de 68 à 70 millions. Sous Paul I^{er}, elles étaient de 78 à 80 millions. Elles furent portées successivement par l'Empereur Alexandre jusqu'en 1807 à 117.377.146 roubles. Il est aussi question d'un don gratuit qui serait satisfait en fournitures pour l'armée de tout genre et même en munitions. Cette mesure me paraît fautive et éloignée de pouvoir remplir le but, dans un pays où l'industrie manufacturière est si arriérée et a besoin de beaucoup de liberté et d'encouragements; d'ailleurs elle ne pourrait avoir du succès que dans le cas où l'Etat fût menacé d'une guerre immédiate, dont on annoncerait le danger à la nation. Mais, dans l'incertitude où le système actuel du gouvernement la laisse, cette mesure serait d'un maigre produit et nuirait aux manufacturiers, qui seraient, dit-on, invités à y concourir pour une certaine quantité déterminée. Cette exigence, que je crois prématurée, exciterait sans doute le mécontentement du public; l'on ne peut éviter que celui qui doit payer ne se plaigne, mais la grande maxime à observer est que l'avantage, que le profit, que le gouvernement retire de ses mesures soit proportionné aux plaintes et qu'on ne les provoque pas pour des objets d'un résultat mesquin ou douteux qui blessent plus l'opinion que la réalité. Je répète ici mon ancienne opinion: les finances de la Russie sont non délabrées, mais en désordre, et ses besoins immenses excèdent ses revenus, mais ses ressources sont très vastes. La guerre avec la France est désirée par la majeure partie de la nation; elle se trompe sans doute dans ses calculs, mais elle la désire: 1^o parce que l'orgueil national a été heurté de la marche que le gouvernement a adoptée depuis la paix de Tilsit; 2^o parce que la nation croit que le premier coup de canon tiré contre la France signifierait en même temps l'entrée du pavillon anglais dans les ports russes; 3^o parce que, sans songer que le commerce anglais a pris une autre direction et s'est rendu à beaucoup d'égards indépendant du continent, la nation se flatte que le commerce avec les Anglais se rétablirait comme jadis, qu'elle pourrait exporter ses productions et voir renaître en Russie l'abondance et les prix modérés qui y régnaient autrefois. La guerre de France répondant aux vœux des peuples (qui ne calculent en général que sur des chances favorables et qui désirent un changement dans l'espoir de passer à une meilleure situation), le gouvernement trouverait en eux de grandes ressources, pour peu qu'il voulût diriger l'esprit public, ce que le caractère national rend fort aisé. Cette matière exigerait de vastes développements dont je m'abstiens ici, fâché de m'être déjà abandonné à une si longue digression.

(Note du comte de Lebzelttern.)

„aux militaires; sans l'être, je suis franc, peut-être plus franc qu'une juste „réserve ne l'admettrait“.

— „Parlez-moi à cœur ouvert, c'est tout ce que j'aime. Je l'ai été avec „vous et je ne demande à votre Cour sinon qu'elle le soit tout à fait avec „moi“.

— „Elle l'est, Sire, et, si V. M. reculait d'une année, combien de preuves „dans cet intervalle n'en a-t-Elle pas reçues? Je le suis aussi, et je ne dis- „simule pas à V. M. que je suivrais une marche toute contraire à la Sienna. „Je croirais convenable à Sa dignité comme à Ses intérêts de commencer par „satisfaire la Cour d'Autriche complètement sur cet objet devenu si désagréable, „et c'est ensuite que je lui ferais valoir cet empressement à le terminer comme „une preuve de votre amitié et comme un moyen d'obtenir d'elle de plus „grands développements“.

— L'Empereur me parut frappé et répliqua: „Mais c'est ce que j'ai dit „avec d'autres mots“.

— „Pardon, Sire, c'est complètement différent! Je commencerais par rem- „bourser et je ne rendrais pas le remboursement conditionnel, ce qui ne peut „produire à Vienne qu'un effet peut-être contraire à ce que l'on désire, car, „dans la position où en est l'affaire, cela ne peut qu'y exciter de l'humeur, „et l'on s'y tiendra à la parole de V. M.“.

— „Eh bien, soit! c'est comme fait, je tiendrai ma parole! Mais, comme „je ne dois payer que dans le mois de juin, j'espère d'ici là recevoir de votre „Cour les assurances que je désire. Ecrivez-le, et je crois pour ma fran- „chise et ma confiance en elle mériter ce retour de sa part“.

— „Je ferai le rapport de cette conversation à M. le comte de Saint-Julien“. S. M. me congédia.

Tel est l'entretien que j'eus avec l'Empereur. Il n'offre qu'une série de répétitions peu intéressantes sur les mêmes objets dont V. E. a informé l'Auguste Cour en détail, et il peut s'analyser en quatre mots. Vives alarmes sur notre marche future excitées par les rapports parvenus ici, qui ont balancé la valeur de notre déclaration; désir également vif d'être tranquilisés surtout dans un moment où la conscription en France, les immenses préparatifs qui s'y font, et les propositions faites par elle à l'Autriche et à la Prusse font croire à l'Empereur Alexandre que le moment de la crise s'approche; crédit encore existant du chancelier et mieux établi qu'on ne le supposait; mauvaise volonté de nous payer, à moins que les incertitudes à notre égard ne soient dissipées, et embarras que cause à l'Empereur la fausse position où il s'est placé à ce sujet envers nous; petitesesses et faux-fuyants inséparables de cette marche vicieuse.

V. E., qui est habituée à approcher ce Prince, sentira mieux que personne les différentes nuances qu'a subies sa physionomie. Je ne crois pas que V. E. désapprouve ma franchise, quoiqu'elle ait pu paraître souvent un peu acerbe à S. M. et qu'elle l'ait visiblement frappée. Ce Prince est très séduisant, il sait adresser sans affectation les propos les plus flatteurs, mais, accoutumé à assigner aux phrases de ce genre leur valeur véritable, je ne me laissai

pas détourner de mon objet et je fus souvent obligé d'interrompre son discours, suivi avec facilité, précision et souvent volubilité. Dans l'affaire du paiement, sa cause était trop mauvaise pour qu'il ne fût pas embarrassé et en peine de la défendre: elle devait mettre en défaut son éloquence naturelle. Je ne crois pas que S. M. soit inclinée à me parler encore d'affaires et que cette sonde Lui ait été agréable, à moins qu'Elle n'aime véritablement la franchise. Dans mon cercle d'activité subalterne et interpellé par Elle, j'avais moins de ménagements à garder.

Je n'ai pas craint de rendre ce récit prolix et fatigant par des répétitions, plus sensibles en écrivant qu'en parlant, parce que mon devoir envers le service et envers V. E. exigeait avant tout la fidélité: tout le reste lui est subordonné.

29.

15/27 janvier 1812.

Avant que le baron de Bühler ne remette à V. E. cette dépêche dont il a bien voulu se charger, Elle aura reçu celles N^o 1, 2 et 3, en date du 9/21 et 25 décembre/6 janvier, dont la première fut expédiée par un courrier russe et les deux autres furent confiées à un voyageur. Ce fut le 27 décembre/8 janvier que M. le chancelier m'envoya la dépêche que V. E. me fit l'honneur de m'écrire en date du 22 décembre. Je me rendis chez lui et je la lui lus en entier; il semblait prêter une attention toute particulière, quoique certainement il en eût tiré préalablement copie. Le chancelier me promit d'en soumettre le contenu à la connaissance de S. M., et m'assura que l'Empereur Alexandre n'avait jamais mis en doute la loyauté personnelle de notre Auguste Souverain, pour lequel ses sentiments d'estime et d'amitié avaient toujours été invariables. Je pris occasion de dire au comte Romanzoff qu'après une déclaration aussi positive que celle que je venais de lui faire au nom de mon Gracieux Souverain, déclaration qui allait au-devant de tous les doutes que la Cour de Russie aurait pu former sur la marche politique de notre Cabinet, je me flattais que je serais bientôt autorisé à mander à V. E. l'accomplissement de la promesse de S. M. au sujet de la créance. Le comte Romanzoff me répondit qu'il prendrait là-dessus les ordres de l'Empereur. Je répliquai que, comme on disait dans le public que le département des finances s'occupait dans ce moment du budget de l'année 1812, dans lequel sans doute il serait question des sommes destinées au paiement de la dette que nous réclamons, je le priais de ne pas tarder à soumettre à S. M. I. mon vif désir de pouvoir bientôt transmettre à mon Auguste Cour le résultat des conférences que l'on m'a promises avec le ministre des finances. Le chancelier se borna à me répondre que la somme en question était un objet de trop petite valeur pour entrer en considération dans le travail du budget. Dans cette courte conversation, le chancelier avait l'air rêveur et préoccupé, et il souffrait d'un gros rhume qui l'empêchait presque de parler.

Depuis le baron de Lebzelttern eut à la Cour une conversation avec le comte Romanzoff, et, quelques jours après, il en eut une très longue et très intéressante à la promenade avec S. M. Elle-même. Il résulte de ces deux conversations que le Cabinet de St-Pétersbourg, alarmé par les nouvelles, que depuis peu il est censé recevoir de tous côtés, d'une négociation tendant à une alliance défensive entre les deux Cours d'Autriche et de France, hésite à effectuer la promesse du payement, jusqu'à ce que l'Empereur Alexandre, qui ne trouve pas dans la déclaration que j'ai faite au chancelier des motifs suffisants pour être complètement rassuré sur nos intentions, ait l'assurance positive que nous ne nous engagerons pas, même pour l'avenir, à des mesures hostiles contre la Russie en cas de rupture avec la France. J'ai l'honneur de transmettre le précis détaillé de ces deux conversations de M. de Lebzelttern ci-joint.

Je ne dois point laisser ignorer à V. E. qu'aussitôt après mon entretien avec le chancelier, je me rendis chez Kochéleff. D'après l'ancienne autorisation de S. M., je lui ai fait également lecture de la susdite dépêche, en y ajoutant tout ce que le sujet me fournissait. Il en prit note et l'envoya le même jour à l'Empereur. M. le grand maître me répéta à cette occasion ce qui m'était déjà parvenu des bruits qui courent dans tout Pétersbourg, d'une négociation actuellement sur le tapis avec la France. Il m'avertit que S. M. était très affectée des nouvelles inquiétantes qu'Elle avait reçues par plus d'une voie, et il déplora très fort que cet état de méfiance, qu'il attribue à des menées de certains individus, menaçât d'éloigner les deux Cours Impériales au moment où leurs intérêts réciproques les invitent si puissamment à se rapprocher. M. de Kochéleff depuis longtemps ne communique plus directement avec l'Empereur; il ne reçoit pas même de réponse sur les différentes notes dont il a accompagné les deux lettres ostensibles que je lui ai adressées. Ce refroidissement apparent de S. M. vis-à-vis de cet ancien et zélé serviteur l'affecte sensiblement: il se considère comme personnellement compromis par ce subterfuge qu'on semble employer pour éluder le payement dont il fut chargé d'annoncer l'acquittement, et il regarde le silence continué de S. M. comme une espèce de disgrâce qui hâte sa détermination à se retirer de la gestion des affaires, dans les différentes emplois dont il est chargé.

J'avais appris qu'un rapport alarmant du prince Bagration sur une formation d'un corps considérable en Galicie avait augmenté les inquiétudes que les différentes nouvelles venant de Vienne même commençaient à répandre. Je crus que c'était le moment de donner là-dessus les explications auxquelles V. E. m'a autorisé, et je me rendis chez M. le chancelier dans cette intention. Après lui avoir rappelé la déclaration satisfaisante sur notre marche politique que je lui avais faite devant peu de jours, après lui avoir fait la déclaration que je savais, par la conversation que S. M. avait eue avec M. de Lebzelttern, qu'Elle avait des nouvelles de mouvements dans nos armées, je m'empressai de lui annoncer la marche de cinq régiments d'infanterie et deux de cavalerie, en tout douze à treize mille hommes, pour renforcer les garnisons en Galicie. J'ajoutai qu'une mesure que la prudence exige absolument dans les circonstances présentes, dans une province limitrophe au Duché de Varsovie, où les

têtes s'échauffent extraordinairement, ne pourrait certainement donner aucun ombrage à la Russie, qui elle-même a rassemblé une force imposante sur cette frontière, puisque, indépendamment de nos liaisons amicales et de l'assurance positive que je venais de donner, une augmentation de troupes si peu conséquente sur une si grande étendue de pays ne pourrait être regardée par le Cabinet de St-Pétersbourg que comme une suite de la nécessité de surveiller une province aussi exposée à la séduction de ses voisins. Le précis de ce que le comte Romanzoff me répondit se réduit à ceci: que la déclaration dont je lui parlais avait effectivement paru trop vague à S. M., que l'Empereur s'attendait à avoir une assurance plus positive qui le tranquillisât sur nos projets futurs en cas de rupture, que l'Empereur était d'autant plus autorisé à recevoir une déclaration complètement satisfaisante à ce sujet, parce qu'il lui revenait *surtout par le Nord* des nouvelles détaillées d'une négociation entre l'Autriche et la France, que le prince Schwarzenberg avait été le porteur de ce projet qu'il appuyait de tout son crédit, que lui-même était à la veille de rentrer dans la carrière militaire et destiné à jouer un grand rôle, qu'il y aurait un changement dans l'administration suprême militaire, que ces nouvelles ne pouvaient pas être suspectées, puisque, loin de venir de Paris ou de Cours germaniques influencées par la France, elles venaient (à ce qu'il me fit entendre) de différents points de l'Allemagne et par des individus disséminés dans plusieurs de ces pays, que ces individus, croyant le moment arrivé pour se libérer de la dépendance française, se trouvaient désespérés de rencontrer un tel revirement de principes à la Cour d'Autriche dont ils attendaient au contraire appui et protection, que, dans le Nord surtout, ces bruits avaient produit une consternation générale et une exaspération extraordinaire contre notre Cabinet, que ces bruits parfaitement coïncidants, quoique dérivants de sources si différentes, ne pouvaient que faire une vive impression sur l'esprit de son Souverain, dont cependant l'amitié vis-à-vis de S. M. l'Empereur François n'en était nullement altérée, *qu'aujourd'hui comme toujours, la Russie désire que l'Autriche réussit à reprendre de son embonpoint* (le chancelier disait cela avec un sourire de finesse, comme si il voulait indiquer l'offre de la part de la France, d'une restitution des provinces cédées par le dernier traité de paix), qu'il ne lui appartenait pas de juger quels étaient les véritables intérêts de notre gouvernement, que, quant à la Russie, ferme dans ses principes, elle ne provoquerait pas la guerre, mais que, forte de la conviction de ses moyens, elle ne craignait point une agression quelconque, que lui, comte Romanzoff, se flattait plus que jamais *que, lorsqu'on aurait usé de part et d'autre tous les ferments de dissension, on finirait par s'entendre, qu'il mettrait le plus haut prix à la continuation de l'amitié de l'Autriche, que la Russie désire cette amitié, mais qu'elle n'avait pas l'habitude de tourmenter les Cabinets pour extorquer des protestations*, qu'au reste il savait fort bien, et que tous les militaires en tomberaient d'accord, qu'un ennemi ne se résoudrait pas aisément à venir les chercher dans leur propre pays, qu'une conduite sage préviendrait tout éclat prématuré. J'oubliais de dire que le chancelier avait commencé par m'insinuer qu'il était instruit qu'outre un corps d'observation dans la Galicie et un autre

dans la Boukovine, il se formerait une armée en Hongrie, et il ne manqua pas de faire glisser dans le courant de la conversation le reproche déjà souvent répété, que les Turcs eux-mêmes l'avaient averti que dès longtemps nous les dissuasions d'acheter la paix au prix de la renonciation aux Principautés.

Je m'appliquai à détruire toutes ces assertions par tous les raisonnements possibles. Je répondis que, quant au mouvement des troupes, je devais me borner à donner l'explication dont j'avais été chargé, que j'aimais à croire, d'après l'assurance réitérée du chancelier et de S. M. Elle-même de la confiance qu'inspirait la loyauté de notre Cabinet, que l'on ajouterait peu foi à des bruits répandus par des particuliers trop prompts à s'alarmer et aveuglés par l'esprit de parti, lorsque ces bruits se trouvaient en contradiction directe avec une déclaration aussi positive que celle que j'avais donnée au nom de mon Auguste Cour, que d'ailleurs M. de Stackelberg était à même d'avoir à Vienne des renseignements plus convaincants que tout ce que je pourrais alléguer, qu'on ne rassemblait pas et qu'on ne faisait pas marcher trois corps d'armée sans avoir préalablement rappelé les semestriers, rassemblé les chevaux des trains des régiments, fait les accords pour achat de chevaux d'artillerie pesante, pontons et le grand train, et sans avoir fait des préparatifs dispendieux et nécessairement publics pour l'établissement des magasins, que toutes ces mesures, quelques précautions que l'on puisse prendre, ne pouvaient pas être secrètes, qu'elles n'échapperaient pas à l'attention vigilante du comte Stackelberg, que je m'en remettais aux rapports exacts qu'il serait à même d'en faire pour détruire victorieusement des assertions inventées par la malveillance et colportées avec astuce, et qui étaient en parfaite contradiction avec la grande occupation actuelle de notre gouvernement, le rétablissement de nos finances, avec notre système politique, avec les confidences que, dès l'époque du mariage, nous n'avons cessé de faire à la mission russe à Paris, et enfin avec la toute dernière déclaration franche et aussi positive qu'on pouvait la désirer.

Le comte de Romanzoff m'interrompit pour me répéter que ces nouvelles, quoique désagréables, ne changeraient en rien le système de conduite de la Russie envers l'Autriche, *que la conviction d'une nécessité de réunion d'intérêts entre les deux Cours était une pensée mère dont dérivait toutes les autres qui constituaient la base des relations de la Russie avec nous*, qu'on ne se méfiait pas de nous, mais qu'on nous observait, ainsi qu'il était du grand intérêt de la Russie de le faire, et que les rapports venant de tous côtés, surtout par le Nord, lui en donnaient la plus stricte obligation, enfin, qu'il ferait son rapport à S. M. de tout ce que je venais de lui dire. Il ajouta mille phrases obligeantes, des protestations de non-interruption d'amitié, et qu'il ne désespérait pas de voir le tout arrangé à l'amiable, et qu'alors tout se retrouverait replacé dans l'ancien ordre des choses. Finalement il me fit la confidence que la paix avec les Turcs se ferait, mais qu'il ne pouvait me dire quel jour.

V. E. jugera par le précis de cette conversation, analogue sous plusieurs rapports avec celle qu'eut le conseiller de Lebzelttern avec S. M., que l'alarme sur nos relations avec la France est complète, et qu'elle est plus qu'un simple prétexte, comme je le soupçonnais d'abord, pour éviter l'acquiescement de la dette.

Les esprits étant montés de cette manière, je crois inutile de renouveler les démarches pour presser le paiement en question. Je n'insisterai pas davantage à démontrer l'in vraisemblance des déviations qu'on nous suppose au système politique que nous avons tenu jusqu'à présent, et je crois qu'il est de la dignité de l'Auguste Cour, après avoir fait les communications amicales dont V. E. m'a chargé, d'attendre du temps qu'il détruise des imputations hasardées et dont la source et le motif sont aisés à deviner. Le ministre de Bavière ici est un des plus zélés propagandistes de cette nouvelle de négociation avec la France, dont il prétend savoir tous les détails. Il m'en a fait à moi-même la confiance comme la tenant directement de Vienne, et, présupposant que je l'ignorais, il y a même assez gauchement ajouté qu'il m'en faisait la communication pour me régler en conséquence dans mon attitude vis-à-vis de cette Cour-ci.

J'ajouterai encore à tout ce que j'ai eu l'honneur de mander à V. E. sur les deux conférences avec le chancelier, que je sais par Kochéleff que Stackelberg a détruit l'assertion d'une armée en Hongrie, et que les nouvelles de Berlin (et c'est pourtant cette Cour que le comte Romanzoff a voulu désigner par cette expression répétée: les nouvelles *du Nord*) sont très rassurantes sur les intentions de notre Cabinet, dans lequel celui de Berlin a pleine confiance.

30.

(Litt. A.)

29 janvier/10 février 1812.

Le baron Marschal est arrivé ici le 14/26 de bon matin et m'a remis les dépêches dont V. E. l'avait chargé. Son arrivée fit grande sensation dans le public, on le supposait porteur d'instructions de la plus haute importance. Le 17/29, je me rendis chez M. de Kochéleff et je lui fis lecture des deux dépêches ostensibles; il m'en demanda copie, s'excusant sur son défaut de mémoire, et je crus ne pas la lui devoir refuser. Je la lui envoyai, avec une note ostensible dont j'ai l'honneur de joindre copie à V. E.: M. de Kochéleff parut extrêmement flatté des expressions obligeantes pour lui que contient cette dépêche; il sait apprécier la confiance que V. E. lui témoigne. Je suis garant qu'il redoublera de zèle pour nous être utile; je tâcherai de tirer tout le parti possible de ses bonnes dispositions. Il m'en donna d'abord des preuves en me confiant que le dernier courrier de Paris avait porté la nouvelle que l'Empereur Napoléon avait pris congé de ses Gardes, qu'ils avaient ordre de se tenir prêts à marcher, qu'on travaillait à la confection d'un grand nombre de chariots pour le transporter, que le prince Kourakine se ressentait déjà des froideurs de la Cour vis-à-vis de lui, et que l'Empereur de Russie dans son intérieur avait laissé échapper ce mot: „*Tout est rompu avec la France*“, qu'au reste M. de Stackelberg avait détruit tous les bruits des marches de nos armées, et qu'à tous égards sa dépêche chiffrée était des plus satisfaisantes. Je crus devoir faire observer à M. de Kochéleff que ce n'était point une médiation que nous offrons, mais que nous ne nous

refuserions pas à porter des paroles conciliantes, et j'insistai à lui bien faire concevoir l'importance que je mettais à ce qu'il ne confondît pas l'un avec l'autre. Le grand maître me promit de faire passer le lendemain le sujet de notre conversation à S. M. l'Empereur.

Deux jours après, j'eus une conférence avec le chancelier. Je fis lecture de la dépêche écrite dans cette intention, et il m'en demanda copie. J'en résumai avec lui le contenu; je commençai par lui faire remarquer que, d'après les données de V. E. et les nouvelles toutes récentes arrivées de Paris, la probabilité de la guerre, que nous calculions sur les préparatifs immenses et dispendieux qui se font en France, est bien plus imminente qu'on ne semble le croire à Pétersbourg. Je dis que le prince Schwarzenberg mandait qu'il s'était persuadé que l'envoi de M. de Nesselrode à Paris serait non seulement vu avec plaisir, mais même qu'il y était attendu avec impatience, que j'avais l'ordre, en suite des relations d'amitié entre nos deux Souverains, de conseiller qu'on hâtât le départ de ce négociateur, sur lequel nous fondions le dernier espoir de conserver la paix, que nous aimions à croire que la Cour de Russie verrait dans ce conseil dicté par le désir d'épargner à l'Europe les convulsions d'une guerre dont il était difficile de prévoir l'issue, une centième preuve de l'amitié sincère de mon Auguste Souverain vis-à-vis l'Empereur Alexandre, qu'enfin j'avais ordre de déclarer qu'en cas que S. M. I. de Russie crût qu'il pouvait être utile que nous intervenissions dans ses explications avec la France, nous ne refuserions pas à porter des paroles conciliantes, mais que je le priais de bien me comprendre, que ce n'était point une médiation que nous proposions, qu'une offre pareille ne convenait pas à l'état actuel des choses, vu que, quelque imminente que nous jugions la proximité d'une guerre, cependant nous ne confondions pas cette situation, quoique critique et inquiétante, avec une brouillerie qui aurait pour conséquence immédiate des actes d'hostilité, mais que nous offrions d'amitié de porter des paroles de paix, si le Cabinet de St-Pétersbourg juge qu'elles peuvent être utiles à empêcher l'explosion d'une guerre que, sans explications franches et non plus retardées, nous croyons infaillible.

Le comte de Romanzoff me répondit que, quoique le langage que l'Empereur Napoléon avait tenu jusqu'à présent et celui de son ministère des relations extérieures fût de nature à ne pas détruire la possibilité d'une continuation de bonne intelligence entre les deux Cours, cependant, par les dépêches du prince Kourakine apportées par le dernier courrier, arrivé ici il y a trois jours, il paraissait que l'Empereur Napoléon laissait deviner des vues hostiles envers la Russie, que, quelque sage et mesurée que soit la conduite d'un Cabinet, il était impossible d'empêcher qu'on ne soit menacé d'une guerre par un autre Etat puissant, *qu'avec un Prince belliqueux tel que l'Empereur Napoléon* il fallait toujours s'attendre qu'un jour ou l'autre on serait avec lui en guerre, et que l'attitude de la Russie, loin de la provoquer, était telle qu'en déployant des moyens que peut-être on ne lui avait pas connus, elle devait se flatter d'éviter une agression plutôt que de s'y voir exposée, que, quant à l'envoi du comte de Nesselrode, il lui paraissait que V. E. était

en erreur sur les vrais sentiments de l'Empereur Napoléon à cet égard, qu'il était parvenu à la connaissance du chancelier que l'Empereur des Français avait dit: „Mais comment donc! Ils n'entendent donc pas leurs intérêts? Ne „savent-ils pas qu'en entamant une négociation, elle ne peut finir que par „la guerre?“ que le comte de Romanzoff ne concevait pas à quoi une négociation pouvait mener, que la Russie n'avait aucun grief contre la France et qu'il ne pouvait deviner ceux de la France contre elle. Ce fut à ce propos que le chancelier me pria de lui dire, confidentiellement, sur quoi je croyais que puissent porter les plaintes de l'Empereur Napoléon.

Je lui répondis que V. E. ne m'avait transmis nulle information à cet égard, que cependant si, du point où je me trouvais, il m'était possible de juger quels seraient les articles sujets à discussion, il me semblait que le renvoi dans l'intérieur du pays et leur dissémination dans les autres provinces de l'Empire des armées dont l'accumulation sur une des frontières de la Russie ne pouvait que gêner la France dans ses plans d'assujettissement de l'Espagne, serait probablement une des premières propositions à mettre sur le tapis, que vraisemblablement encore le Tarif, qui frappait sensiblement le commerce de la France, et puis la facilité qu'on donnait aux pavillons réputés neutres d'importer les denrées coloniales, seraient également soumis à des discussions, et qu'enfin une indemnisation peut-être pour le Duché d'Oldenbourg serait proposée par le Cabinet des Tuileries, qu'au reste je priais M. le chancelier d'être persuadé que ce que je venais de lui dire n'étaient que des idées instantanées que sa question avait provoquées, et que j'étais bien loin d'être autorisé à articuler des griefs ou à les présenter comme venant de la part du gouvernement français, qu'au contraire je répétais que V. E. ne m'avait fait à cet égard la moindre communication.

Le chancelier me répondit qu'à des griefs de cette nature il n'aurait à opposer que ce que depuis longtemps il ne cessait de dire au comte Lauriston, que la Russie n'avait aucune prétention à un dédommagement quelconque; que le placement et déplacement des troupes était une affaire d'administration intérieure, dont disposait librement tout Etat indépendant, surtout lorsqu'il ne se permettait pas de s'immiscer dans les dispositions de ce genre des Etats voisins, que, quant aux pavillons neutres, la France elle-même venait de donner un grand exemple de relâchement dans ses principes, en accordant aux Etats-Unis licence plénière d'importation et exportation sans restrictions quelconques, qu'enfin il ne pouvait s'empêcher de me dire que, persuadé depuis longtemps que tôt ou tard la France ferait la guerre à la Russie, l'Empereur avait cru devoir à la conservation de l'Empire d'employer tous les moyens que ses vastes Etats et l'amour de ses peuples mettaient entre ses mains pour repousser une agression à laquelle on était préparé depuis longtemps, sans se rien permettre qui en hâtât l'explosion, que l'entrée des armées ennemies dans l'intérieur de l'Empire était sujette à de grandes difficultés, que les finances de la Russie ne seraient nullement obérées par les dépenses de la guerre, qu'au contraire le change s'améliorerait, ainsi qu'il s'est amélioré d'après la simple probabilité d'une rupture, *qu'alors de nouvelles relations avec une*

puissance qui ferait refluer le numéraire et le débouché de tous les ports ouverts au commerce réparerait les dépenses extraordinaires, qu'il n'avait en cas de guerre qu'un vœu, celui qu'elle ne fût pas courte, que la Russie avait des moyens de la continuer hors de proportion avec ceux de son agresseur, que, persuadée de l'amitié de l'Empereur d'Autriche, la Russie n'avait d'autre sollicitude que celle de la voir entraînée insensiblement à des démarches qui ne lui laisseraient plus la liberté de consulter ses vrais intérêts et ses affections amicales envers la Russie, que le voyage du prince Schwarzenberg à Vienne et les bruits que ce séjour avait occasionnés nous avaient fait un grand tort sur l'opinion en Allemagne et un non moins grand sur nos spéculations financières. Enfin le comte Romanzoff, avec des phrases très entortillées et des expressions très mesurées et particulièrement recherchées, se coupant de temps à autre par des réticences, me laissa deviner qu'il soupçonnait notre gouvernement de vouloir se départir vis-à-vis des Hongrois de l'ancien système si avantageusement suivi par Marie-Thérèse, qui n'avait jamais cessé de traiter ce Royaume et pays constitutionnel, que, quoique étranger, il se permettait, en causant avec moi sur le pied d'ami, de regretter que nous semblions pencher à laisser entrevenir des moyens pour amener les Hongrois au désir du gouvernement, qui nous entraîneraient à des complaisances dont il était difficile à prévoir l'issue, qu'il me répétait qu'il était de l'intérêt de la Russie que l'Autriche recouvrât son ancien état de force, qu'en général il n'était pas trop content de la politique de la plupart des Cours de l'Europe, que la Suède seule entendait ses vrais intérêts, que le Prince Royal avait su porter ses forces militaires à un total excédant de beaucoup ce que l'on s'attendait de ce pays, que cette attitude le rendait indépendant de toute influence étrangère, que ce Prince continuait à donner les assurances les plus satisfaisantes à la Russie, que c'était ainsi qu'il eût désiré que l'Autriche, dans une lutte peut-être probable, eût assuré une neutralité parfaite, que nous nous trouvions sur le penchant d'un talus glissant sur lequel nous étions à la veille de nous laisser couler, quoique à regret et contre nos vrais intérêts.

J'opposai à cette assertion la certitude dans laquelle j'étais qu'excepté la marche de ce peu de troupes dont les circonstances nous faisaient la loi de renforcer celles qui antérieurement se trouvaient en Galicie, il n'y avait nul mouvement dans nos armées et nuls préparatifs qui en indiquent la probabilité, qu'au reste je le priais de considérer que toute l'attention du gouvernement était portée sur le rétablissement de nos finances, et que les soins que S. M. vouait à cette branche d'administration si importante contrastaient absolument avec des mesures et des dépenses extraordinaires, dont le soupçon seul ferait baisser les fonds.

Le chancelier, en reprenant la conversation sur le sujet de la dépêche que je lui avais lue, me dit que cette expression: „L'isolement“ lui paraissait un reproche non mérité, que la Russie nous avait fait des offres d'acquisition sur le Danube auxquelles l'Autriche n'avait pas jugé à propos d'acquiescer, que, quant à la Prusse, il ne pouvait pas me dire au juste quel était le genre de ses relations avec la Russie, que l'Empereur jusqu'à présent



Portrait d'Alexandre I^{er} (Harcourt p. 26)

L'Empereur Alexandre I^{er} sur son lit de mort

s'était réservé ce travail et qu'il n'en avait pas reçu encore communication. En disant cela, le chancelier avait visiblement l'air de quelqu'un qui craint de dire plus qu'il ne veut. A part cela, dans toute cette longue conversation le comte de Romanzoff avait soutenu un ton affectueux, de l'abandon, des épanchements et les formes les plus séduisantes m'invitaient à la confiance. Il affectait toujours l'assurance d'un homme d'Etat qui a prévu les événements de longue main, et qui n'est nullement effrayé de la crise actuelle, qu'il ne cache pas, mais pour laquelle il croit tout préparé. Il finit par me dire qu'il rendrait compte du sujet de notre conversation à S. M. à son premier travail. Je lui fis la confidence que je comptais envoyer M. de Marschal seulement jusqu'à Brody, que j'y mettais du mystère, parce que l'attente du public de Vienne et la manière dont les agioteurs y savaient profiter, au désavantage de nos finances, de tous les bruits qu'ils se plaisaient à répandre, m'invitaient à cette précaution pour empêcher les variations dans le cours du change.

31.

29 janvier/10 février 1812.

Deux jours après la conversation que j'ai eue avec M. le chancelier et dont j'ai eu l'honneur de faire mon rapport sous même N^o 6, *Litt. A* *), S. M. me dit à la parade qu'Elle désirait me parler et qu'Elle m'invitait à dîner pour le lendemain. On me fit entrer dans son cabinet. L'Empereur commença par me dire qu'il avait lu les dépêches que par différentes voies je lui avais fait parvenir, qu'il y avait vu que nous lui reprochions qu'il n'avait pas été vis-à-vis de nous *assez communicatif* sur sa situation avec la France, qu'il allait me faire le récit fidèle de tout ce qui s'était passé entre lui et l'Empereur Napoléon, „*et, si ce que je vous dis est conforme à ce que vous avez appris par Paris ou autrement, vous ne pouvez me taxer de la moindre réticence*“. S. M. commença par récapituler tous les faits depuis la paix de Tilsit, sa protestation contre l'occupation du Duché d'Oldenbourg, et comment Elle fut forcée de la rendre publique, par le refus qui trois fois en fut fait au prince Kourakine, que cette protestation n'engageait aucune discussion ni ne devait mener à une rupture, qu'enfin la France avait voulu lui conseiller d'adopter le tarif français: „Or ce qui convient à un pays“, dit l'Empereur, „ne convient pas à un autre“, que jusque-là la France avait respecté l'indépendance de la Russie, mais que, de cette époque, il fut visible que l'Empereur Napoléon perdait peu à peu tous les ménagements, qu'après de justes soupçons sur des vues hostiles de ce gouvernement, l'Empereur avait augmenté ses forces et s'était mis en attitude de repousser une agression, qu'aucune plainte n'avait été portée, aucun grief énoncé, et qu'il défiait le Cabinet des Tuileries de nier l'exactitude de ce qu'il venait de dire, ainsi que d'événement en événement il en avait fait communication à la Cour d'Autriche.

*) V. N^o 30, p. 477.

Je répondis que le manque de confiance dont nous nous plaignions portait principalement sur l'éloignement que l'on avait témoigné pour l'emploi de nos bons offices, que nous avons proposés et qui, dans le temps que les esprits étaient moins aigris, auraient pu avoir d'heureux résultats.

L'Empereur me dit que j'étais dans l'erreur, que l'Empereur Napoléon s'était expliqué dès ces temps-là même tout différemment, qu'il avait dit : „Quand deux grands Empires comme la France et la Russie ont des explications à avoir, qu'ont-ils besoin qu'un tiers y intervienne?“ L'Empereur ajouta qu'il n'aurait pas mieux demandé que dès lors on eût pu s'entendre, mais que la France n'avait pas discontinué d'armer.

Je répondis que, si l'Empereur des Français (ce dont je n'avais jamais été informé) avait témoigné dans ce temps de l'éloignement pour notre intervention, cependant il paraissait qu'aujourd'hui il ne nous avait pas laissé ignorer qu'il attendait l'arrivée de M. de Nesselrode avec impatience, que nous avons la certitude que ce négociateur y serait très bien accueilli, et que j'avais l'ordre de conseiller à S. M., au nom de l'Empereur mon Maître, de le faire partir sans délai.

L'Empereur dit : „J'avais parlé il y a quelque temps à l'ambassadeur „de l'envoi de Nesselrode, et sans doute Lauriston l'a d'abord fastueusement „annoncé. *Mais on a défiguré mon plan. Voilà quelle avait été mon intention, et jamais je n'en ai eu d'autre*: je voulais, dès que la nouvelle de la „paix serait venue, que Nesselrode partît pour Paris chargé d'y annoncer cet „événement et déclarer que, quoique débarrassé de cet ennemi et me trouvant „un excédent considérable de moyens, *je garderais toujours envers la France „mes anciennes relations d'amitié, et le désir de la cultiver*. Or, il m'est revenu „de bonne part que dans ce moment, je m'exposais à ce que Nesselrode fût „peut-être mal reçu. D'ailleurs, si même il y avait lieu à une négociation, qu'en „pourrions-nous espérer? *Si la France veut contrôler mes règlements d'administration, je ne suis plus puissance indépendante! Le prince Kourakine „a tous les pleins pouvoirs possibles pour entendre et répondre aux commu- „nications qu'à Paris on peut vouloir lui faire: quant à des pleins pouvoirs „illimités, pourquoi voulez-vous que je me désiste du droit naturel à un „Souverain? Au reste, si on a été si longtemps à attendre, les six semaines „qu'il faut à un courrier pour arriver et repartir n'y feront rien. Je ne me „ plains de rien, je ne veux pas de dédommagement*; je ne veux pas entamer „des négociations qui amèneraient des aigreurs. Je ne puis cesser de le répéter: „*Je ne veux pas la guerre, mais je me défendrai si on m'attaque. Je ne la „veux pas, et, si même un surcroît d'alliés doublait mes forces, je ne la „commencerais jamais: je la considère comme un fléau destructeur. L'agres- „sion est contre mes principes: la défense est un devoir*“.

Je dis à S. M. que, si effectivement Elle ne voulait pas la guerre, l'envoi du comte Nesselrode Lui donnait une belle occasion de prouver à l'Europe et particulièrement à la France que S. M. avait usé tous les moyens à en empêcher l'explosion. J'appuyai cette réflexion de tous les raisonnements que m'offrait la connaissance qu'on a de l'importance que met toujours le gouvernement

français à démontrer à ses armées que ce n'est qu'une guerre défensive qu'on leur fait faire et que le gouvernement y a été provoqué.

— „*Ne croyez pas cela*“, dit l'Empereur. „*Avec un homme qui a tant de moyens de persuasion*, cela ne servirait qu'à lui donner des armes contre moi. „*D'ailleurs c'est lui qui est l'infracteur des traités*: c'est à lui à s'expliquer. „Je n'accepte point de dédommagement aux dépens d'un tiers; *Erfurth n'est pas un équivalent* et je ne veux dépouiller personne. Après les propos menaçants qui me sont parvenus par le dernier courrier de Kourakine, *je ne puis avoir l'air d'implorer sa clémence*; ce serait me dégrader. *J'aurais l'air d'un homme qui est intimidé dès que l'on met la main sur le sabre*“.

— „Mais“, dis-je, „Sire, si V. M. ne juge pas à propos d'envoyer M. de Nesselrode, il est de mon devoir de L'avertir que la guerre est inmanquable“.

— „*Je le sais et je m'y attends*, et, par les communications que je vous ai faites à Kamenny-Ostroff“ (séjour d'été de S. M.), „vous devez savoir qu'il y a longtemps que je m'y attends. *J'ai rassemblé des forces suffisantes pour espérer de pouvoir repousser une agression avec succès*“.

Je dis alors que je me flattais que S. M. verrait dans l'empressement que ma Cour mettait à Lui donner le conseil dont j'avais été chargé la sincérité de nos bonnes intentions et l'intérêt majeur que nous attachions à épargner à la Russie les chances malheureuses d'une guerre que je prévoyais devenir terrible.

L'Empereur me répondit qu'il ne doutait pas des sentiments de S. M. l'Empereur d'Autriche, que cependant il ne pouvait me cacher, ainsi qu'il s'en était expliqué franchement avec M. de Lebzelttern, qu'il ne voyait rien de très rassurant dans la déclaration que j'avais faite au chancelier *que nous parlions du moment présent, mais pas de l'avenir*, et qu'à cet égard, il ne savait pas trop à quoi il en était.

Je répliquai qu'indépendamment de l'amitié de mon Auguste Maître envers S. M., nos intérêts, pas moins que notre situation économique, qui commandait impérieusement le repos, étaient garants de notre ligne de conduite en cas d'événement.

— „Je sais“, me dit S. M., „que vos intérêts ne vous portent pas à souhaiter que la Russie succombe; *car que deviendrait l'Europe, je vous le demande, Général?*“

— „Je m'en rapporte“, répliquai-je, „à ce que S. M. me fait l'honneur de me dire, et à la conviction qu'Elle doit avoir que nous entendons nos vrais intérêts trop bien pour que vous pussiez douter, Sire, quelle sera notre ligne de conduite. D'ailleurs, s'il vous fallait des garants, nous en trouverions dans la Cour de Berlin, qui, bien autrement intéressée à sonder nos dispositions, est d'une parfaite sécurité à notre sujet“.

— „*Oui*“, dit l'Empereur, „*je sais qu'il y a une correspondance très active entre vos deux Cabinets*; je sais que la Prusse n'a eu jusqu'à présent qu'à se louer de vos procédés“.

Je tournai la conversation insensiblement sur des détails militaires et sur le théâtre futur de la guerre; je parlai de la position critique de la Prusse,

exposée aux premières attaques d'un agresseur, et puis, comme d'inspiration, je lui dis: „Mais, Sire, pardonnez-moi cette question, est-il concevable que „vous négligiez les moyens de vous assurer d'un voisin qui a près de cent „mille hommes sur pied?“

— „*Mais comment m'en assurer, si le Roi n'est pas dans les dispositions „à faire cause commune avec la Russie?*“

— „C'est ce que je ne puis croire“, répondis-je. „Mettez vos armées en „contact avec les siennes, et vous vous serez assuré de cette première ligne „de défense!“

— „Ecoutez, Général, mais que ceci reste bien entre nous. Il faut diviser „la Prusse en trois parties: celle entre la Russie et la Vistule, puis celle entre „la Vistule et l'Oder et même au delà, et celle-là est trop loin de moi, et enfin „la Silésie, qui est déjà coupée par les Saxons. Je n'ai donc de réflexions à „faire que relativement à la première partie. Et si le Roi et son ministère „persistent dans leurs intentions amicales pour moi, je ne demande pas mieux. „*Je suis l'ami personnel du Roi;* cependant sa situation critique—vous savez „que les Français ne sont qu'à trois marches de Berlin,—ne me rassure pas „sur la persévérance de son ministère. *Que puis-je faire? j'ai dix marches „jusqu'à la Vistule!* Et qui me répond de ce que d'un jour à l'autre il se „passe à Berlin?“

La conversation retomba sur l'Autriche et sur les bruits qui avaient couru. L'Empereur m'assura qu'il avait calmé les alarmes qu'avait prises le prince Bagramion, mais que, malgré que ce que Stackelberg manda récemment ne confirmât pas positivement les premières données qu'il avait recueillies à Vienne même, ainsi que Kourakine à Paris, cependant il ne détruisait pas absolument les premiers bruits d'armements: „Vous rappelez les semestriers; „en Galicie, on attend des forces très considérables“. L'Empereur ajouta qu'il me chargeait d'écrire à notre Auguste Maître que ces bruits n'altéraient pas son amitié, *qu'il me promettait de suspendre son jugement jusqu'à l'événement,* et que je pouvais faire compte qu'il me communiquerait d'époque en époque tout ce qui lui viendrait de Paris et tout ce qu'il y manderait, que, de quelque façon que les choses tournent, ou en bien ou en mal, S. M. n'aurait pas de secrets pour moi. Je saisis cette occasion pour La remercier de la confiance qu'Elle avait daigné me faire relativement à Ses relations avec la Prusse, dont je n'avais, dis-je, nulle connaissance. „*Ecrivez*“, me dit l'Empereur, „*qu'on a „défiguré mon projet d'envoi de Nesselrode à Paris,* qui devait toujours, et „jamais autrement, y être envoyé pour annoncer la paix avec les Turcs, et „pour prévenir les inquiétudes de la Cour des Tuileries en assurant que ce „nouvel état des choses ne changerait rien aux dispositions pacifiques de la „Russie“.

Au moment de prendre congé de S. M., je Lui dis que le chancelier paraissait nous soupçonner de nous vouloir renforcer des moyens que nous fournirait un voisin puissant pour concourir à forcer les Hongrois à entrer dans nos vues d'administration financière, et qu'il penchait à croire que ce projet pourrait nous entraîner à des complaisances qui insensiblement nous

éloigneraient du système politique que nous semblions avoir adopté, que je n'entendais pas trop ce que le comte Romanzoff voulait me dire, et que je suppliais S. M. de m'expliquer sa pensée.

L'Empereur me dit que je n'avais pas bien compris le chancelier, qu'il n'avait pu vouloir dire autre chose, et cela de simple amitié, que son attachement à l'Autriche le portait à souhaiter qu'au lieu de faire de la Hongrie une province autrichienne, l'Empereur François se fit hongrois, et gagnât par sa popularité ce pays si important pour ses ressources financières.

Je ne dois point oublier de dire que, la conversation me fournissant l'occasion de parler du congrès de Bucharest, je la saisis pour sonder le terrain. L'Empereur me parut embarrassé. Il convint que Latour-Maubourg ne discontinuait pas de travailler le Divan, et qu'il y avait des lenteurs fatigantes à essayer. Je dis à S. M. que j'éprouvais trop de sollicitude de l'embarras que donnerait à la Russie cette double guerre, pour ne pas manifester mon souhait de voir cette paix enfin conclue. L'Empereur balbutia une réponse, et dit enfin qu'il était dans l'attente de la conclusion; S. M. me paraissait peu rassurée.

Je crois pouvoir tirer de tout ce que S. M. me dit à cette très longue audience, dont V. E. trouvera les expressions littéralement rendues toutes soulignées, les conclusions suivantes:

1^o L'Empereur désirerait nous persuader qu'en nous offrant la Valachie pour nous entraîner dans la cause de la Russie contre les Turcs, qu'en s'ouvrant à moi dans les conversations de l'été passé sur ses dispositions militaires, qu'en me répétant qu'en cas de succès son premier souhait était que l'Autriche récupérât ses anciennes possessions, enfin qu'en faisant proposer par le général Schouvaloff le paiement de la créance conditionnellement pour nous arracher une assurance de neutralité compromettante, S. M. a tout fait pour nous faire oublier Ses torts à l'époque de l'année 1809, et suffisamment pour nous engager à nous déclarer, au risque d'une indiscretion de la part de ce Cabinet.

2^o L'Empereur se complait à répéter, comme il l'a fait presque à toutes les audiences, la série historique des événements qui insensiblement ont amené l'état de crise actuelle. S. M. met dans ce récit détaillé et très long une exactitude minutieuse et fatigante, il est vrai, mais ce Souverain s'énonce avec une clarté, une netteté d'idées, un choix d'expressions, qui le fait écouter avec intérêt. L'Empereur prend surtout à tâche d'excuser cette démarche contradictoire que les vacillations d'opinions des personnes influentes lui ont fait faire en publiant cette protestation en forme de circulaire motivée par l'occupation du Duché d'Oldenbourg. S. M. ne peut se cacher qu'il y avait de la faiblesse à souffrir le refus trois fois répété d'accepter la note du prince Kourakine et que cette fameuse protestation, terminée par une apologie de la conduite du Cabinet des Tuileries, était un aveu public de cette gaucherie de Kourakine et de l'humeur qu'en prit l'Empereur Alexandre, mais que son chancelier s'efforçait à cacher.

3^o L'Empereur est bien décidé de n'envoyer M. de Nesselrode qu'après la nouvelle de la paix du Danube. Je penche à croire que ce n'est pas une

défaite, lorsque S. M. dit qu'Elle n'avait jamais eu d'autres intentions que celles qu'Elle m'a déclarées, et qu'effectivement le ministère russe a des soupçons fondés pour douter, ou du bon accueil que l'on promet au comte Nesselrode, ou de l'issue désirée d'une négociation dans laquelle l'Empereur comme le chancelier voient une amorce pour engager une discussion qui fera le sujet d'une déclaration de guerre.

4^o L'Empereur est actuellement revenu de la première impression que lui ont faite les bruits que lui-même n'a pas désavoué avoir été ramassés (comme j'ai pris la liberté de lui dire) sur le pavé de Vienne; contre l'énoncé du chancelier, il est échappé à S. M. de dire que ces bruits étaient également venus de Paris. L'Empereur convient que son ambassadeur s'est mépris sur les prétendues négligences de formes vis-à-vis de lui par le prince Schwarzenberg, mais S. M. n'est nullement rassurée sur l'avenir; peut-être y met-Elle un peu d'affectation: Son avarice y pourrait bien trouver son compte. Je crois que l'Empereur se méfie des sentiments personnels de V. E., que S. M. s'est mis dans l'esprit n'être pas bien intentionnée pour la Russie, quoique j'aie été instruit sous main que le comte Stackelberg a donné à cet égard les rassurances les plus positives: il a parlé de vous, Monsieur le Comte, avec la chaleur d'un ami tout dévoué et la conviction de la sagesse de vos vues politiques. L'Empereur a, comme tous les russes, la conscience de ses anciens torts, et il est tourmenté de l'appréhension de s'en voir puni; c'est moins conviction, dans ce Prince, que crainte: la raison lui parle pour nous, la peur seule alimente ses alarmes.

5^o L'Empereur s'attend à la guerre; il la juge inévitable et rien moins qu'éloignée. L'Empereur a peu de confiance dans les talents de ses généraux; il ne me l'a que trop fait entendre dans d'autres occasions, et il s'en est expliqué plusieurs fois sans ménagement avec Armfelt. Mais l'Empereur espère beaucoup de la bravoure de la troupe, de sa discipline et de son obéissance passive, et plus encore des obstacles de localité que dans ses Etats offre le terrain, boisé, marécageux, inculte et peu peuplé. S. M. compte beaucoup sur la difficulté des approvisionnements et la rigueur du climat. L'Empereur se repose sur l'esprit public, sur les sacrifices qu'on lui promet au nom de la nation, et sur la justice de sa cause, à laquelle il attache une confiance religieuse.

L'Empereur est résolu de ne faire qu'une guerre défensive. La conviction de son infériorité en talents militaires, le manque de numéraire métallique, la peur surtout, qui paralyse en ce Souverain toutes les conceptions vastes, toutes les idées grandes, le confirment dans ce système, qui, sous différents rapports, est peut-être le plus applicable à la situation de cet Empire.

Quant au Roi de Prusse, il est évident que l'Empereur se méfie de la faiblesse de ce Prince, de l'influence de son ministère, dans lequel il soupçonne un parti contraire à ses intérêts; et je crois ne pas me tromper en avançant qu'il n'y a pour le moment actuel rien encore de définitivement stipulé entre ces deux Souverains. Je sais que la difficulté de trouver des vivres est venue fort à propos pour servir à S. M. de prétexte de ne pas pousser au delà de

la Vistule; et encore ce mouvement, si tant est qu'il se fasse, ne dépendra, à ce qu'il me paraît, que de la détermination que prendra le Roi au moment de l'explosion de la guerre.

Il est possible que le caractère méfiant de S. M. La porte à nourrir quelques soupçons sur cette correspondance active entre Vienne et Berlin dont Elle m'a fait mention; Kochéleff me l'a presque fait entendre. J'ai gardé la contenance d'un homme absolument ignorant de ce que V. E. a bien voulu me confier sur cette Cour.

6° Quant à la divergence de la manière de s'énoncer de l'Empereur et du chancelier sur leurs opinions relativement aux Hongrois, il me vient une idée que je prends la liberté de présenter à V. E. comme un soupçon, non absolument fondé, mais qu'a fait naître la façon entortillée avec laquelle le chancelier me parla, non sans quelque embarras, sur un sujet tout à fait étranger à la politique. Cet empressément de l'Empereur de me dire que ce n'est que d'ami à ami que le comte Romanzoff a pu m'en parler, enfin cette affectation de m'assurer, dans une conférence postérieure à l'audience, que la Russie n'avait pas l'habitude de prendre notice des affaires d'administration de ses voisins, tout ensemble m'a confirmé dans mon idée que l'Empereur a cru devoir céder aux instances que cette députation secrète des Hongrois mécontents lui a faites probablement, et que, sans absolument les compromettre ni avoir l'air d'y prendre un intérêt qui éveillerait en nous de justes soupçons, le chancelier a cru pouvoir indirectement lâcher quelques paroles en faveur de leur cause, ou peut-être sonder nos dispositions à cet égard. Je ne crois pas que le chancelier revienne à la charge; cependant il est très probable, quoique je n'en aie aucune preuve matérielle, que des mécontents se sont adressés à cette Cour, où l'affinité de religion leur a fait espérer quelque appui, et que, pour les satisfaire en partie, on ait promis de hasarder quelques conseils de bonne amitié, sans se flatter pourtant d'un grand effet. Je n'ai rien pu apprendre à l'égard des individus dont V. E. me recommande la surveillance; il me paraît que le peu que m'a laissé deviner le chancelier motive de justes soupçons.

7° L'Empereur s'efforce de montrer du calme dans l'attente de l'avenir. Les faiseurs, parmi lesquels aujourd'hui le baron Arnfelt est le plus écouté, travaillent à lui inspirer cette fermeté si nécessaire à la veille d'une grande crise; ils ne cessent de lui dire qu'on doit s'attendre à de premiers revers, peut-être suivis de quelques autres échecs, mais que la persévérance, en employant les grands moyens que l'Empire offre, développera des talents encore ignorés, formera des généraux, lassera l'ennemi, l'éloignera des sources où il puise ses recrutements, multipliera les difficultés, et rétablira enfin des chances heureuses pour la Russie. Déjà l'Empereur ne parle plus que dans ce sens; surtout il est persuadé que l'Empereur Napoléon tôt ou tard voulait lui faire la guerre, et c'est dans cette conviction que, sans avoir le reproche à se faire de l'avoir provoquée, l'Empereur préfère que les circonstances l'amènent, aujourd'hui que l'Espagne divise les forces de son adversaire et paralyse une partie de ses moyens.

Armfelt s'occupe du projet d'environner l'Empereur, en cas de guerre, d'individus dont la haine personnelle contre le gouvernement français et l'énergie contrebalancent la faiblesse de caractère qu'il connaît à son Maître. Ce Comité devra surtout s'attacher à éloigner l'influence du Grand-Duc Constantin. Son manque de courage, la passion des parades de garde, et l'entourage de ce Prince, qui a de l'esprit, mais nulle application, de gens obscurs et dont on se méfie, fait tout craindre en cas de premier échec. On espère que Monseigneur ne commandera qu'un corps de réserve composé de quelques régiments des Gardes, et qui sera placé loin derrière l'armée. Armfelt désire de voir autour de S. M. ce prince Casimir Lubomirsky dont j'ai déjà eu l'honneur de parler à V. E., puis le général Stroganoff, le même qui avec Novosiltsoff et le prince Czartoryski jouissait de la plus haute faveur au commencement de ce règne, et que des motifs personnels ont rendu l'ennemi le plus implacable des Français, l'aide de camp général Ouvaroff, homme médiocre, mais zélé serviteur de son Maître, et enfin le général Armfelt lui-même qui compte accompagner S. M.: l'Empereur, dans ce moment, lui témoigne une grande confiance; il a avec S. M. son franc parler, et il ne néglige aucune occasion de lui communiquer cette exaltation que les années et les persécutions n'ont fait qu'augmenter dans cet homme, qui a du talent, de la bravoure, un peu de jactance, un esprit remuant et un besoin de faire parler de lui.

8° Je me rends complètement à l'avis de V. E.: je crois comme Elle que le comte Romanzoff est ancré dans sa place plus fortement que jamais; l'empire de l'habitude, la conviction de sa probité, peut-être précisément la réputation plus que douteuse de ses grands talents politiques, réputation qui fait ressortir davantage les talents que l'Empereur aime qu'on lui suppose à lui-même pour la conduite de ses affaires politiques et que S. M. se pique de mener à Elle seule, combattent toutes les informations des nombreux adversaires du chancelier. Eux-mêmes, nullement d'accord entre eux sur les prétentions à cette première place dans l'Etat, le sont à avouer un revirement de bord complet du chancelier, qui, dit-on, a déjà présenté un tableau politique éventuel des nouvelles relations de la Russie en cas de rupture avec la France.

Finalement, je dois avouer que je suis dans la persuasion que S. M. a été vivement piquée des reproches que contenait cette dépêche proprement non ostensible, et qu'à l'instigation de Kochéleff je Lui avais, quoique contre l'intention de V. E., fait la lecture. Je crois aussi que l'embarras de l'Empereur, après s'être rétracté *formellement* de la promesse formelle du paiement, et l'humiliation d'avoir cédé aux conseils du comte Romanzoff, ont été peut-être la cause pour laquelle j'ai été près de trois mois sans me voir honoré d'une invitation ni d'une audience dans son cabinet.

Comme j'ai acquis la conviction que ces conversations, malgré le talent de l'Empereur de glisser sur des matières sur lesquelles S. M. ne veut pas être devinée, me donnent pourtant des lumières qu'impossiblement je puis acquérir par de stériles conversations avec le comte Romanzoff, qui délaye tout ce qu'il dit dans un torrent de phrases insignifiantes et des expressions presque inintelligibles, je ne négligerai rien pour les rendre aussi fréquentes que possible.

L'Empereur est extrêmement sensible à la cajolerie; ce moyen de séduction m'a toujours réussi avec succès quand j'ai voulu l'employer pour vaincre sa méfiance habituelle. Au reste, peu maître de sa physionomie, que j'ai eu le loisir d'étudier, elle trahit assez les arrière-pensées quand l'Empereur en a, les petites faussetés qu'il emploie quand il veut cacher ses vraies intentions, et surtout un genre d'embarras, de bredouillement, quand il ne veut pas qu'on le devine.

32.

29 janvier/10 février 1812.

Le lendemain de l'audience de S. M., je fus chez M. le chancelier. Il me donna des détails assez insignifiants sur la manière dont l'envoi du comte Nesselrode avait été projeté, et, abondant dans le sens de ce que l'Empereur m'avait fait l'honneur de me dire, il me raconta que le comte Lauriston ne cessait de presser son départ; à quoi le comte Romanzoff avait toujours répondu de manière à nullement le confirmer dans la fausse idée qu'on avait pu se faire en France du but réel de son envoi à Paris.

Je fus également chez le grand maître Kochéleff. Il me dit qu'il était chargé de la part de l'Empereur son Maître de me dire plusieurs choses fort obligeantes que je me dispense de répéter parce qu'elles me sont personnelles, et qu'il en écrirait dans ce sens à M. de Stackelberg, que l'Empereur s'était plaint à lui qu'il y avait toujours de l'aigreur dans nos expressions. Kochéleff, en me conjurant d'éviter ces piqures d'épingles, disait-il, qui entretiennent un ferment que le chancelier a soin d'alimenter, me fit entendre qu'il était question d'une expression que le comte Romanzoff avait relevée dans la note relativement aux passeports des sujets russes qui veulent entrer dans nos Etats, dans laquelle nous disions que la nouvelle mesure que nous avions jugé à propos d'adopter n'était nullement applicable à la Moldavie et la Valachie, parce que ce n'étaient pas des provinces russes. Il ajouta que l'Empereur, voyant avec plaisir la confiance que V. E. met dans la personne de Kochéleff, renouvelait l'autorisation de ce modèle de communication avec moi, que S. M. lui avait dit à ce sujet des choses très gracieuses, faites pour réchauffer le zèle d'un vieux serviteur tout dévoué à son Maître, qu'il avait pris occasion de ma dernière lettre ostensible pour parler à S. M. du paiement, qu'Elle lui avait déclaré qu'effectivement Elle avait voulu et voulait encore payer, mais que ces nouvelles dont on l'avait assailli de tous côtés avaient fourni des arguments au chancelier pour déconseiller l'acquittement instantané, qu'au reste, il était autorisé à me dire *que l'Empereur séparait complètement l'affaire de la créance de toute déclaration politique quelconque, et que S. M. avait fixé le premier terme de paiement au mois de juin de cette année 1812,* que lui, Kochéleff, me conseillait de saisir l'occasion d'une rencontre à la promenade pour lui en parler et entrer avec l'Empereur dans des détails sur cette

affaire, que l'Empereur, rassuré sur les bruits d'une négociation entamée avec le Cabinet des Tuileries, mais non pas sur nos déterminations à l'avenir, l'avait chargé de me dire que S. M. se mettait tout à fait dans la position de l'Autriche, que l'Empereur ne s'était jamais attendu et n'avait jamais désiré que nous prissions activement parti pour la Russie, qu'il nous l'eût déconseillé même au besoin, mais que S. M. souhaitait que nous Lui donnions des assurances d'amitié et de parfaite tranquillité en cas de guerre, que ce n'était pas un acte diplomatique que l'Empereur désirait, que, si nous n'avions pas confiance dans la discrétion du comte Romanzoff, il lui suffisait que ce fût par Stackelberg et lui, Kochéleff, ou par moi au moyen du même canal que S. M. reçût cette assurance satisfaisante, et qu'il avait ordre d'écrire la même chose au comte Stackelberg. Il ajouta, quant à la paix avec les Turcs, que malheureusement, au moment où tout était arrangé et la cession du Pruth fixée, le duc de Richelieu avait persuadé le chancelier de l'importance de la possession de la Mingrèlie, que, le comte Romanzoff appuyant sur la demande de ce pays, le dernier courrier expédié par l'Empereur était porteur de propositions d'un genre à hâter la conclusion de la paix ou motiver la dissolution du congrès.

Le chancelier ne m'avait pas tout à fait parlé dans ce sens; il s'était borné à dire que, quelques longueurs que les Turcs mettaient dans les négociations, ils en finiraient par conclure au gré de la Russie, que l'Empereur, par déférence pour les intérêts de l'Autriche, se désistait des premières prétentions qu'il m'avait annoncées dans le temps, que les efforts de la Porte et la magie religieuse que le Sultan avait employée pour monter les têtes n'avaient abouti qu'à des efforts stériles, et actuellement démontrés être des moyens insuffisants pour résister aux Russes.

S. M. a eu tout récemment un long entretien avec l'ambassadeur de France, et lui a, m'a-t-on assuré, donné sur l'envoi de Nesselrode les mêmes explications qu'à moi. M. de Lauriston expédia le lendemain un courrier à Paris. Les ministres de la Confédération Germanique, qui ne voient que par les yeux de l'ambassadeur, s'attendent à ne plus rester longtemps à Pétersbourg.

Dans ce moment même, j'apprends que les plénipotentiaires turcs n'ont pas voulu accepter les toutes dernières propositions, et que le séraskier, qui est d'un tout autre bord que le grand vizir, est parti pour Constantinople, sous prétexte de demander de nouvelles instructions; les autres sont restés et attendent son retour. L'Empereur, me dit-on, a paru inquiet de cette nouvelle. Il en a fait un mystère à l'Impératrice Mère, qui ne cesse de le presser pour la conclusion de la paix à quelque prix que ce soit.

Il vient d'arriver par courrier la nouvelle de la prise de possession de la Poméranie Suédoise par les troupes françaises, motivée par le refus du Prince Royal de vouloir accéder au Système Continental. Le ministère russe voit, me dit-on, dans cette occupation l'assurance positive de la sincérité des intentions du Cabinet de Stockholm.

Tout le monde est en campagne pour persuader l'Empereur de se désister de cette prétention de la Mingrèlie qui menace de faire recommencer

les hostilités. Déjà il est question de la prise de Ruchtchuk; l'Empereur se flatte que ce sera porter un grand coup. On a beau lui dire qu'en faisant prisonnier le grand vizir, il se prive du plus grand partisan de la paix: on ne conçoit pas cet entêtement. Le maréchal de Cour Tolstoï a dit hier: „Je commence à me lasser: il n'y a moyen de faire entendre raison à l'Empereur sur l'article des Turcs; il prétend les mieux connaître que tous ceux qui „l'environnent“. Les ennemis du chancelier le soupçonnent d'avoir persuadé S. M. qu'aussi longtemps que la paix avec les Turcs n'est pas conclue, la France tardera encore de se déclarer, et que le comte Romanzoff, qui tient à sa place, qu'il craint de perdre par un revirement de politique, entretient cette idée dans l'esprit de son Maître, que la peur qu'il a de l'Empereur Napoléon lui fait adopter. La dissimulation habituelle de ce Souverain vis-à-vis des personnes avec lesquelles il traite d'affaires pourrait me faire pencher pour cette opinion. Il n'y a que cette peur d'un événement qu'il juge inmanquable, mais dont il désire de reculer l'époque, qui pourrait expliquer cette opiniâtreté de ne vouloir écouter ni les conseils de ses alentours ni le vœu de la nation. On a différé l'annonce de l'impôt des 80 millions jusqu'au moment de la publication de la paix, tant on faisait compte sur la joie que cette nouvelle répandra dans tout l'Empire. On a fait marcher une des deux divisions placées en réserve pour augmenter l'armée du général Koutouzoff; le retour du courrier de Constantinople décidera de la reprise des hostilités.

33.

27 février/10 mars 1812.

S. M. l'Empereur me fit l'honneur de m'inviter hier à dîner; après table, Elle me dit qu'Elle désirait me parler. Introduit dans Son cabinet, l'Empereur me dit qu'il avait plusieurs nouvelles à me communiquer, que la Poméranie Prussienne était à la veille d'être occupée par les troupes françaises, que déjà elles étaient entrées à Auklam et encore une autre ville dans le voisinage, que le Roi en est d'autant plus alarmé qu'il n'en avait pas été prévenu, et que ce Prince n'avait pas encore reçu de réponse aux dernières propositions qu'il a fait faire, que, le chargé d'affaires de Suède à Paris ayant demandé une explication sur l'occupation de Stralsund, le duc de Bassano lui avait demandé si c'était à la suite de quelque ordre de sa Cour, et que, lorsque celui-ci eut répondu que non, le duc lui avait dit qu'il le pria de trouver bon que jusque-là il n'eût rien à lui communiquer sur ce sujet, que le prince Kourakine s'était rendu chez le ministre des relations extérieures pour lui témoigner son étonnement sur ce redoublement d'activité qu'il voyait dans les préparatifs militaires et les bruits du prochain départ de l'Empereur Napoléon, à quoi le duc répondit qu'il l'assurait que tout ce qu'on débitait à ce sujet étaient des bruits de ville, que, nonobstant, S. M. croyait que la bombe allait bientôt éclater, que le comte Stackelberg lui

mandait qu'on commençait à Vienne à se persuader que l'envoi de Nesselrode à Paris aurait été au moins inutile.

Ici j'interrompis S. M. pour Lui dire que cependant tout récemment encore, j'avais reçu les ordres de V. E. d'appuyer autant que possible les conseils que, par ordre de son Souverain, le colonel Knesebeck avait été chargé de donner à S. M.—„Je le sais“, répondit l'Empereur: „le chancelier „m'en a parlé. Mais, je vous demande, qu'est-ce que c'est que ce jeune homme „dont on s'est engoué tout d'un coup? Est-ce lui qui a le sort de l'Europe „entre ses mains? Est-ce que la France et moi n'avons aucun autre homme „de confiance? Qu'est donc Kourakine à Paris et Lauriston ici? Non, non! „croyez-moi, cher Général“, ajouta l'Empereur en me prenant affectueusement la main, „*la guerre est inévitable! Quand il aura ramassé toutes ses „forces, il m'enverra un Duroc, que sais-je, avec des propositions inacceptables: c'est à quoi je m'attends, et vous êtes certainement de mon avis*“.

— „Mais, Sire“, répondis-je, „comment concilier l'opinion de V. M. sur les „intentions de l'Empereur Napoléon, opinion à laquelle je me range volontiers, „avec celle du chancelier, qui m'assura ne point croire à une guerre prochaine?“

— „Allons, allons! le chancelier fait son métier; il fait bien de parler „ainsi! Mais moi, j'y vais rondement; j'ai pleine confiance en vous. Les „chevaux de l'Empereur Napoléon“, continua l'Empereur, „sont déjà à Dresde; „les Gardes n'ont pas bougé encore, mais *il* a rappelé tous les maréchaux „en Espagne. Le chancelier vous a-t-il dit que les Anglais ont trouvé à „Ciudad-Rodrigo un amas de munitions de guerre et des vivres pour toute „une campagne, et que l'Empereur est outré contre Marmont?“

J'amenai ensuite la conversation sur l'état approximatif des armées françaises en Allemagne. L'Empereur me dit qu'il était parfaitement informé de toutes les forces françaises en deçà du Rhin. Il y a trois armées, me dit S. M., celle de Davoust de cinq divisions, celle d'Oudinot de trois, et celle de Ney de quatre, ce qui fait douze divisions d'infanterie; la division a douze mille hommes: fait, somme ronde, cent cinquante mille hommes. „Ajoutez“, dit l'Empereur, „neuf divisions de cavalerie, chacune à trois mille hommes, „fait vingt-sept mille chevaux. *Je compte donc deux cent mille hommes de „Français; puis cinquante mille des troupes Rhénanes et quarante mille „Varsoviens, et la France aura trois cent mille hommes à m'opposer*. „Je m'attends à de premiers échecs“, continua l'Empereur, „mais ils ne me „décourageront pas; en me repliant, je mettrai un désert entre son armée „et la mienne; hommes, femmes, bestiaux, chevaux, j'enlèverai tout, et la „cavalerie légère russe est unique pour cela, j'en réponds. C'est une mesure „bien sévère“, ajoutait l'Empereur, „mais le Ciel m'est témoin que ce n'est „pas moi qui suis l'agresseur de tous ces maux“. Ensuite S. M. me dit que les Français auraient bien de la peine à faire subsister leurs armées, que la Vistule serait le véhicule dont ils se serviraient pour l'arrivage des vivres, que la Prusse, ce pauvre pays déjà abîmé, ne leur sera que d'une faible ressource, que, quoi qu'il arrive, ce sera toujours la Prusse qui sera le théâtre de la guerre.

— „Oui“, répliquai-je, espérant de le faire parler; „car une partie du „Royaume de Prusse, au moins celle sur la droite de la Vistule, sera le lieu „du combat“. L'Empereur hésita, puis il dit: „*Il faut compter tout ce qui est „derrière les armées comme théâtre de la guerre*“.

Puis, passant de ce sujet à un autre, l'Empereur me dit: „Je suis „tranquille sur votre compte; vous entendez vos intérêts, je n'ai pas de conseil „à vous donner. *Je n'exige, je n'attends rien de l'Autriche; je ne souhaite „autre chose que de la savoir se tenir passive, qu'elle voie comme les choses „tourneront, et qu'elle agisse ensuite d'après ce que ses vrais intérêts „lui inspireront*“.

Là-dessus, l'Empereur, après m'avoir parlé de mes campagnes, de la tactique française, puis de choses indifférentes, de mes relations de société, après m'avoir demandé si je prenais une maison de campagne cet été, S. M., après une petite pause, les yeux fixés en terre, dit: „Dans ce moment, l'on „ne peut faire aucun projet!“ et, avec un soupir: „Dieu sait dans quelle maison „de campagne je passerai cet été!“ Enfin S. M. me congédia en me prenant par la main et me disant mille choses gracieuses et me répétant qu'Elle se fiait à ma discrétion.

Dans cette audience, où j'ai eu lieu d'admirer la mémoire de S. M., qui, avec une facilité étonnante, récitait sans hésiter les noms de toutes les divisions composant les armées françaises en Allemagne, S. M. paraissait, ainsi qu'à table, d'une humeur très enjouée, au reste calme et résignée. Il n'y a plus de doute que l'Empereur voie la guerre inévitable, très prochaine et terrible dans ses résultats.

L'Empereur ne se méfie plus de nos intentions, du moins pour le moment; S. M. espère que des chances heureuses pour la Russie entraîneront l'Autriche dans ses intérêts. Je n'ai garde de tirer le Cabinet de St-Pétersbourg d'aucun doute à cet égard, et, crainte de me compromettre, je garde toujours un silence qui ne laisse pas d'inquiéter un peu.

Je parlais à l'Empereur de la paix du Danube: „Je n'en désespère pas“, me répondit-il; „les négociations ont recommencé, mais, voyez-vous, ces gens „sont comme cela: on leur accorde le doigt et ils veulent d'abord tout le bras. „Ils sont indiscrets à cette heure, ces Messieurs, avec leurs prétentions ridicules, „parce qu'ils voient que je suis à la veille d'avoir une autre guerre sur les „bras. Il faut y aller doucement; au reste, personne n'a quitté Bucharest, et, „comme je vous dis, je n'en désespère pas“. J'ai appris sous main, et je penche à y croire, que l'Empereur en dernier lieu a déclaré se contenter du Pruth comme limite entre les deux Empires, ainsi que les Turcs l'avaient d'abord proposé. S. M. m'a assuré savoir que la France ne cesse d'instiguer les Turcs à persister à demander le *status ante bellum*, et que l'Empereur Napoléon leur promet une prochaine diversion, et ne cesse de les entretenir des préparatifs de guerre qu'il fait et de la célérité qu'il y met.

J'oubliais de dire à V. E. que, lorsque S. M. me fit l'énumération détaillée des forces de Ses ennemis, je l'interrompis pour Lui dire qu'Elle oubliait les ci-devant Polonais, qui certainement se mettraient en pleine insurrection. L'Empe-

reur me répondit qu'il y mettrait ordre, et que c'est par eux qu'il commencera à faire un désert. Sans doute l'Empereur désespère de gagner l'affection de ces habitants des provinces acquises sur l'ancienne Pologne; il est vrai que la Cour n'a rien fait pour se les attacher. Les correspondances qu'on intercepte journellement et les émissaires qu'on arrête donnent des preuves plus que suffisantes de leurs mauvaises intentions.

34.

31 mars/12 avril 1812.

Dans la dépêche N^o 13, en date du 19/31 mars, expédiée par la voie de la poste, j'eus l'honneur d'annoncer à V. E. l'arrivée du courrier Nipper le 15/27 mars.

Je demandai le surlendemain une conférence à M. le chancelier de l'Empire. Il me dit que je l'avais prévenu en désirant lui parler, et qu'il était chargé de la part de S. M., qu'il venait de quitter dans ce moment, du message suivant pour moi: que S. M. l'Empereur avait appris par la dépêche du comte de Stackelberg que mon courrier lui avait apportée, que V. E. lui avait fait la communication que nous comptons établir un cordon militaire sur nos frontières de la Galicie, qu'à cette annonce M. de Stackelberg avait ajouté la nouvelle que plusieurs trains considérables d'artillerie portaient de Vienne et d'Olmütz, que ces préparatifs faisaient beaucoup de bruit dans le public et donnaient lieu à la supposition que la Cour d'Autriche prendrait une part active à la guerre prochaine, et que le comte de Stackelberg avait cru de son devoir d'en faire son rapport à sa Cour, que l'Empereur avait chargé le comte de Romanzoff de me dire que, persuadé de la loyauté du caractère personnel de l'Empereur d'Autriche, il attendait de sa délicatesse la réciprocité des procédés que S. M. avait eus envers lui lorsque, liée par des traités, Elle s'était vue dans l'obligation de joindre Ses troupes à celles du Duché de Varsovie, que, si des traités ou les circonstances invitaient le Cabinet de Vienne à agir hostilement contre la Russie, S. M. croyait pouvoir s'attendre que l'Empereur François Lui en ferait la déclaration préalable, que je devais me rappeler que toujours il m'avait dit et répété que la Russie ne demandait pas que l'Autriche se joignît à elle, non qu'elle n'eût accepté cette proposition avec plaisir, mais qu'elle se bornait à désirer que l'Autriche consultât bien ses vrais intérêts et qu'elle restât tranquille, et que c'était tout ce que son Souverain attendait de nous.

Je répondis que je ne manquerais pas de transmettre cette communication à mon Auguste Cour, mais que, comme elle ne coïncidait pas du tout à celle que j'étais chargé de lui faire et que je le priais de faire passer à S. M., je lui demandais la permission de lui communiquer la dépêche que je venais de

recevoir, et de suite je lui fis lecture de la dépêche ostensible, ainsi que j'en avais reçu les ordres de V. E., en y ajoutant les réflexions dans le sens des instructions que je venais de recevoir.

Le comte de Romanzoff me dit qu'il transmettrait la déclaration que je lui avais faite à S. M. Puis, la conversation étant tombée sur la probabilité de la guerre, le chancelier me dit que *le comte Lauriston se promettait de si bonne foi qu'il n'y avait pas lieu à la guerre qu'on était presque tenté de croire qu'elle ne se ferait pas*, qu'à la vérité la lettre autographe de l'Empereur Napoléon n'était point écrite dans un style provoquant, et que les expressions en étaient dictées par la plus grande modération et toute la lettre dans le sens d'un dessein positif de maintenir la paix, *mais qu'elle ne contenait rien qui acheminât à un arrangement*, que l'ambassadeur était persuadé que, l'armée française une fois établie sur l'Oder, l'Empereur Napoléon proposerait une ouverture de négociation, et qu'il était possible qu'elle mènerait à un accommodement, que probablement on considérerait le pays intermédiaire entre la Vistule et la frontière russe comme propre à y fixer une ville pour y réunir les négociateurs, qu'au reste la France avait effectivement, comme on me le mandait, 350.000 hommes à porter contre la Russie, mais qu'il était convaincu que la Russie avait des forces suffisantes à leur opposer, qu'il me répétait que l'Empereur Alexandre ne voulait point la guerre, mais que le premier des devoirs, celui de maintenir son indépendance, l'y porterait s'il était attaqué, qu'il semblait que quelque embarras imprévu était survenu à Paris qui éloignait encore le moment de l'explosion, que sans doute V. E. m'avait donné connaissance d'un projet de démembrement d'une partie de l'Espagne réunie à la France, que le Roi Joseph devait dans ce moment-ci être arrivé à Paris, et qu'il lui paraissait que le Souverain de la France était occupé d'une grande pensée. Le comte de Romanzoff ajouta qu'il n'y avait pas de doute qu'au premier jour l'Empereur Napoléon trouverait que la Prusse était mal administrée et qu'il croirait être dans l'obligation de s'en charger, que tous ces envahissements étaient trop inquiétants pour le sort futur de la Russie pour qu'elle ne se servît pas de tous ses moyens pour en empêcher les conséquences désastreuses. Passant ensuite à un autre sujet de conversation, M. le chancelier me dit qu'il pouvait me donner de très bonnes nouvelles sur l'issue des négociations de Bucarest, que, quoiqu'il n'en fût pas chargé par son Souverain, il croyait pouvoir le faire sans indiscretion, que M. de Latour-Maubourg avait réussi jusqu'à présent de persuader la Porte que la Suède, avec de grands moyens et surtout par l'avantage de posséder un des plus grands capitaines de ce siècle, ferait une puissante diversion, mais qu'un employé de M. de Løwenhjelm arrivé à Bucarest avait détrompé les négociateurs et leur avait dit qu'il était porteur près de la Porte de l'assurance qu'il n'existait pas d'amitié plus sincère que celle du Roi et du Prince Royal envers l'Empereur de Russie; enfin il ajouta que, d'après le dernier courrier, on pouvait se flatter d'une prochaine conclusion.

Cette conversation eut lieu le 29 mars de notre style; le 3 avril, je pris occasion de la dépêche en date du 17 mars que V. E. m'a fait l'honneur de

me transmettre et qui me fut remise par un courrier russe, pour avoir un entretien avec M. le chancelier de l'Empire. J'espérais obtenir de lui quelque confiance sur la manière dont la lettre autographe de l'Empereur Napoléon avait été accueillie et dans quel sens on y répondrait. Voici sommairement tout ce que je pus en tirer. Le comte Romanzoff commença par me dire qu'il avait sur les forces et la direction des armées françaises les mêmes informations que moi, qu'au reste il était chargé de la part de son Souverain de me dire que la haute idée que S. M. avait du caractère loyal de notre Auguste Maître et la conviction dans laquelle Elle était que nos intérêts ne nous engageaient pas à désirer l'affaiblissement de la Russie laissaient son Souverain dans une parfaite sécurité sur nos intentions, mais qu'il croyait pouvoir se flatter qu'en cas que les circonstances nous fissent prendre une détermination hostile, nous en agirions avec la même franchise à son égard comme lui en avait fait en 1809, où l'Empereur Alexandre nous expédia un courrier d'Erfurth pour nous avertir qu'il avait pris des engagements qui l'obligeaient à se déclarer contre nous, si nous étions les agresseurs. Le comte Romanzoff ajouta qu'il enverrait incessamment un courrier à Vienne, que les propositions dont le colonel Tchernycheff a été porteur se réduisaient à un accommodement pour le Duché d'Oldenbourg, à un arrangement par rapport au Système Continental, ainsi qu'au sujet des relations commerciales avec la France, que lui était porté de croire qu'on pourrait s'entendre sur ces trois points, que, quant au Duché de Varsovie, l'Empereur des Français avait donné sa parole d'honneur qu'il n'avait aucun projet, qu'au reste le prince Kourakine continuait à être traité à Paris avec les mêmes distinctions et marques d'estime comme autrefois, que l'Empereur Napoléon avait dit qu'il ne concevait pas le comte de Romanzoff, qui, en s'éloignant de la France, n'avait encore fait le moindre pas pour se rapprocher de l'Angleterre, qu'effectivement ce prince avait raison, que d'ailleurs les nouvelles relations avec la Suède amèneraient à cet égard les mêmes résultats et que, dès le moment que la guerre serait décidée, ce ne serait plus que l'affaire de vingt-quatre heures pour s'arranger avec le Cabinet de Londres. Puis il me raconta que M. de Suchtelen avait enfin vaincu toutes les difficultés des glaçons et avait touché terre en Suède, que le comte de Lauriston avait envoyé son aide de camp Longuerue à Paris avec ordre de s'aboucher en passant avec le maréchal Davoust pour empêcher, avait-il dit, des mouvements militaires qui pourraient accélérer la rupture, que, quant à lui, il avait peine à concevoir qu'un ambassadeur eût le pouvoir d'entraver des dispositions militaires émanées immédiatement de Paris, que l'Empereur des Français avait désapprouvé les mesures de rigueur employées à Stralsund contre les sujets suédois, et que même les bâtiments confisqués avaient été rendus, que la Cour de Berlin n'avait encore donné au comte de Lieven aucune déclaration sur sa nouvelle alliance avec la France, qu'il y avait en Prusse de grands mécontentements, que plusieurs généraux distingués avaient fait leur déclaration au Roi de ne jamais vouloir servir avec les armées françaises, que tout était dans ce pays dans un état de fermentation complet, que sans aucun doute l'Empereur Napoléon s'emparerait de l'administration de ce Royaume, que, quoique le

prince Kourakine n'eût encore rien mandé de ce congrès de Famille Impériale à Paris, cependant toutes les nouvelles de Cassel et d'autres points de l'Allemagne annonçaient le voyage précipité du Roi de Westphalie, du Vice-Roi d'Italie, etc., que l'Italie renfermait un levain de révolution et de sédition, que le mécontentement y était général, que l'Angleterre se proposait d'inquiéter ce pays par des descentes dans le Littoral et la Calabre. Il ajouta à tous ces récits que le grand vizir avait annoncé au général Koutousoff avoir reçu de nouveaux pleins pouvoirs beaucoup plus étendus que ceux qu'il avait eus jusqu'à présent. Le comte de Romanzoff me répéta ce qu'il m'avait dit dans la conversation précédente des notions toutes erronées que le chargé d'affaires de France, et, à son instigation, celui de Suède envers la Russie: „Enfin, que „voulez-vous!“ ajouta-t-il, „vous connaissez la marche lente des négociations „avec les Turcs: cela traîne à l'infini“.

Quoique dans cette conférence M. le chancelier de l'Empire ne me parût pas trop communicatif, je crus démêler dans les réponses qu'il faisait aux différentes questions qu'occasionnellement je jugeais pouvoir hasarder, qu'il n'était nullement question d'entrevue entre les deux Empereurs, que la lettre autographe n'amènerait pas même une explication épistolaire, que la Russie s'attend à la guerre, qu'elle considère comme inévitable. En parlant de la Prusse, Romanzoff me répéta que le Cabinet de Berlin avait déclaré avoir été déterminé à cette alliance avec la France par les conseils de l'Autriche. Je répondis que V. E. m'avait mandé avoir dit à M. de Scharnhorst qu'il n'avait qu'à juger par lui-même de la situation gênante dans laquelle nous nous trouvions, et si il nous convenait, dans ce moment-ci, de jouer un autre rôle que celui d'une passivité complète.

J'oubliais de dire à V. E. que le comte de Romanzoff, en me parlant de l'Angleterre, me fit la confidence que ce qui avait surtout engagé les Anglais à un rapprochement bien prompt avec la Suède, c'était le rétablissement de la neutralité armée dans la Baltique, et que, sous ce rapport, les négociations étaient déjà fort avancées.

Après ces deux conférences avec M. le chancelier, je crus ne devoir pas négliger de faire part à M. de Kochéleff de la déclaration de neutralité que je venais de faire. Je le trouvai déjà informé de tout par l'Empereur; cependant je lui lus la dépêche ostensible. Il en parut fort mécontent et ne s'en cacha pas vis-à-vis de moi; il me dit qu'il s'était attendu à ce que nous donnerions une déclaration positive de ne pas agir contre la Russie. Je lui expliquai que la déclaration contenue dans la dépêche était aussi positive que possible et que nous avions fait la même à Paris; je lui rappelai que toujours S. M. avait dit qu'Elle ne s'attendait pas que l'Autriche se déclarât pour la Russie, et que j'étais persuadé que l'Empereur était parfaitement content de la communication que je lui avais fait faire par M. de Romanzoff. M. le grand maître m'interrompit avec humeur, battit la campagne, déraisonna beaucoup, et finit par m'avouer que, s'étant fait garant vis-à-vis de son Souverain d'une déclaration positive et éventuelle de notre part, il ne pouvait plus se charger de parler sur ce sujet avec l'Empereur, que, puisque le chancelier paraissait être content de

notre déclaration, toute communication ministérielle ultérieure entre nous deux lui paraissait superflue, qu'il avait toujours nourri l'espoir de devenir l'instrument de ce rapprochement sincère que son Maître avait droit d'attendre de l'Empereur François; que, d'après ce que je lui disais, il devait se convaincre que nous ne sortirions pas de la ligne que nous nous sommes prescrite et qu'il le souhaitait de tout son cœur. Enfin nous nous quittâmes après que je l'eus un peu apaisé; mais je fus convaincu que M. de Kochéleff, trompé dans sa chimérique attente et déçu de l'espoir de se voir substitué au chancelier par l'heureuse issue d'une négociation dont il se serait attribué tout l'honneur, regrettait de s'être donné tant de mouvement pour l'acquittement de la créance, dont il veut que nous lui ayons exclusivement l'obligation.

35.

31 mars/12 avril 1812.

Je me proposais d'envoyer M. de Sturmer comme courrier à Vienne dès que j'aurais reçu une réponse à la déclaration de notre neutralité que j'avais faite d'après les ordres de V. E. Je différerais son départ non seulement dans l'espoir de pouvoir obtenir quelques données plus positives sur l'effet qu'avait produit ici la lettre apportée par M. de Tchernycheff, et quelle pouvait être à peu près la réponse qu'on y ferait, mais encore me flattant que S. M. m'accorderait une audience dans Son cabinet avant Son départ. Je comptais faire remettre à V. E. sur tous ces objets à la fois mon rapport par l'occasion de l'envoi de Sturmer. Entre temps, M. le chancelier me fit prier le 26 mars/7 avril de passer chez lui le soir. J'étais déjà préparé à ce qu'il avait à me dire par quelques mots de conversation que l'Empereur avait eus à la promenade avec M. le conseiller de Lebzelttern, où il lui avait dit qu'il avait reçu des informations positives sur nos intentions hostiles contre la Russie. Le chancelier débuta par me dire que l'Empereur son Maître l'avait chargé de me faire savoir que S. M. *avait appris par le canal d'un voyageur qu'il avait été signé à Paris le 17 février entre le prince Schwarzenberg et le duc de Bassano un traité contenant dix articles et onze articles secrets*, que, par ce traité, nous nous obligions à donner trente mille hommes contre la Russie, lesquels agiraient séparément et sans être réunis aux armées françaises, que, quoique le comte Stackelberg ne mandât rien à ce sujet, *la source en était trop authentique pour admettre le doute le plus léger*, que l'Empereur, qui croyait avoir des moyens suffisants pour résister à la France, ne se cachait pas qu'il ne pourrait tenir tête à l'Europe entière, qu'il ne s'agissait pas de l'augmentation d'un nombre de combattants, mais que la manière de faire la guerre, se trouvant avoir une puissance limitrophe pour ennemie, devenait bien plus embarrassante pour la Russie, que, dans ce cas, l'Empereur se verrait forcé d'entrer en négociation avec la France, ce qui ne serait pas bien difficile et amènerait des résultats tout au plus désagréables à l'amour-propre de S. M., puisque les points de contestation, ne roulant heureusement que sur

des objets de commerce et sur le rétablissement du traité de Tilsit, ne seraient pas de nature à ne pouvoir être aplanis qu'avec de grandes difficultés ou par des concessions onéreuses, qu'au contraire l'exact accomplissement du traité de Tilsit serait suivi d'un désarmement dans le duché de Varsovie, très rassurant sur l'avenir, qu'un arrangement amical quelconque avec l'Empereur des Français ne pourrait être utile sous aucun rapport aux autres puissances, *que ce Souverain avait l'habitude de victimiser à ses grands intérêts du moment*, que l'Empereur ne concevait pas quel pouvait être le but de l'Autriche en s'unissant à la France, que certainement des acquisitions sur la Russie ne pouvaient nous convenir parce qu'elles contrarieraient immédiatement le projet de Napoléon d'un rétablissement de l'ancienne Pologne, que, quant à l'Allemagne, il n'était pas probable que l'Empereur des Français voulût dépouiller quelques-uns des Princes de la Confédération, qui tous sont sa création et des secours desquels il a actuellement plus besoin que jamais, qu'il semblait qu'il ne fût pas dans les vrais intérêts de l'Autriche de forcer la Russie à renouveler son alliance avec la France et de la contrarier dans les efforts qu'elle est prête à faire pour rétablir cet équilibre si absolument nécessaire pour la tranquillité future de l'Europe, que ce n'était nullement le plan de l'Empereur Alexandre de vouloir, en cas de succès, borner la France à ses anciennes limites, mais qu'il faisait la guerre pour maintenir son indépendance et pour donner, au prix des plus grands sacrifices et en déployant tous les moyens à sa disposition, un état stable à l'Europe et qui ne l'expose pas à des prétentions toujours renouvelées et conséquemment à une situation toujours inquiétante, que l'Empereur Alexandre était persuadé qu'il était bien mieux des intérêts de l'Autriche d'être spectatrice tranquille de cette grande lutte *dans laquelle la Russie militait pour la cause commune*, que, quelles que soient les chances heureuses de la guerre, l'Empereur de Russie ne se départirait jamais de son opinion invariable, qu'il est de la plus grande nécessité que l'Autriche *reprenne son embonpoint* et se trouve en mesure de contribuer de son côté, par l'emploi de plus grands moyens que ne sont les siens dans ce moment, à consolider un système d'équilibre qui est le grand but de la Russie, que *la réintégration de puissances intermédiaires* ne pouvait que tendre à ce but si désirable pour le retour de l'ordre futur, que cependant si le Cabinet de Vienne avait cru qu'il fût de ses intérêts (qu'il doit mieux connaître qu'il ne compète à celui de St-Pétersbourg d'en juger) de s'unir avec la France, l'Empereur attendait de la franchise et de la loyauté connue de S. M. l'Empereur François cette réciprocité de procédés que lui-même avait eue envers nous lorsque, engagé à faire marcher des troupes en Galicie, il en avait averti la Cour d'Autriche, que si peut-être l'engagement que notre Cour venait de prendre ne portait qu'à une manière arbitraire d'employer ces trente mille hommes *sans être obligé à faire beaucoup de mal à la Russie*, ainsi qu'en avait agi le prince Galitzine envers nous, où tout le sang répandu se bornait à deux blessés, l'Empereur Alexandre avait une si profonde vénération pour la véracité éprouvée de S. M. l'Empereur François, qu'il suffirait qu'il en fût averti pour être tout à fait tranquille à cet égard.

L'air riant et le ton plaisant avec lequel M. le comte Romanzoff me parla de cette nouvelle de voyageur, m'autorisa à lui répliquer que je voyais avec plaisir la grande et juste confiance que S. M. mettait dans la loyauté de notre Cabinet, et combien une déclaration que l'on désirait de notre part avait de crédit sur l'esprit de l'Empereur Alexandre et était propre à le tranquilliser, mais qu'il me paraissait, par la manière et du ton dont M. le chancelier me parlait de cet avis qu'un voyageur lui avait donné, que lui-même n'y ajoutait pas plus de foi que moi, et qu'il classait cette nouvelle avec toutes celles que l'on avait débitées dans le temps sur la formation de trois armées en Hongrie, en Galicie et en Bukowine.

Le chancelier me répartit que je me trompais, que cette nouvelle venait d'une source authentique, qu'il était d'une importance majeure pour son Souverain d'avoir là-dessus des éclaircissements positifs (et dans ce moment le chancelier prit un air sérieux, mais qu'il ne garda pas longtemps), que l'Empereur désirait et attendait impatiemment que S. M. l'Empereur François lui donnât l'assurance qu'il n'avait aucun engagement avec la France, qu'une pareille *déclaration franche et non d'un style qui souffrit des interprétations à double sens* le rassurerait complètement à raison de la parfaite confiance que S. M. avait dans la parole sacrée de notre Auguste Souverain, que cette déclaration était absolument nécessaire pour ses déterminations ultérieures et ne devait rien coûter à un Prince dont S. M. révère la franchise et la loyauté. Puis, passant de ce sujet à la probabilité d'une négociation avec la France et en parlant du genre de propositions qui pourraient être faites lorsque les deux Empereurs se trouveraient en présence à la tête de leurs armées, le comte Romanzoff me dit qu'il était persuadé que l'Empereur Napoléon proposerait des conférences, peut-être même une entrevue dont l'issue amicale ne trouverait pas grand obstacle, parce qu'il s'agissait pour la Russie bien plus de sacrifices d'amour-propre que d'autre chose, et parce que le peu d'envie que Napoléon se sent de faire la guerre faciliterait un arrangement qui ne roule que sur des affaires de commerce. Il ajouta que, quoiqu'il n'y eût point encore de négociations d'entamées avec l'Angleterre, cependant *celles avec la Suède, poussées avec infiniment de chaleur*, mettaient par le fait l'Angleterre en relations amicales avec la Russie, qu'il importait au Cabinet de St-James avant tout d'être compris dans le pacte de navigation dans la Baltique, qu'il n'y avait pas de doute que les Anglais, disposant actuellement de toutes les troupes en Sicile, ne fissent des débarquements sur plusieurs points, entre autres en Istrie, que l'Angleterre avait de trop puissants motifs à vouloir soutenir la lutte actuelle de tout son pouvoir, pour qu'on ait besoin de prendre des arrangements préalables avec elle, que l'Empereur allait écrire une lettre de sa main en réponse à celle de l'Empereur Napoléon. Le chancelier ajouta encore qu'il avait ordre de suivre S. M. le lendemain de Son départ, qu'il ignorait encore qui serait nommé pour conférer en son absence avec les ministres, que le grand vizir témoignait beaucoup d'empressement à renouer les conférences, que l'arrivée de l'employé suédois envoyé ici à Constantinople devait produire un effet désirable, que le Divan et le peuple vou-

laient la paix, que le Sultan seul tenait ferme, que ce que M. de Latour-Maubourg avait dit des forces suédoises et de l'avantage que l'on retirerait des talents militaires du Prince Royal tournait à cette heure tout au profit de la Russie, puisqu'il était prouvé actuellement aux Turcs que ces moyens augmentaient ceux de la Russie contre la France. Enfin, en parlant de la Prusse et des fausses démarches qu'on lui avait fait faire, il me répéta encore une fois que cette Cour avait déclaré y avoir été induite par les conseils du Cabinet de Vienne: à laquelle imputation, si souvent reproduite, je répondis que je ne pouvais le croire, et que certainement notre Cabinet n'avait pu donner d'autre conseil à ce gouvernement que de lui proposer notre exemple à suivre. Là-dessus nous nous séparâmes avec une apparence de belle humeur réciproque et avec des formes les plus obligeantes.

Deux jours après cette importante conférence, S. M. me fit l'honneur de me prier à dîner; à table, je réussis à dissiper un léger nuage que j'observais sur la physionomie de l'Empereur, qui fut vis-à-vis de moi affable comme de coutume. Entré dans son cabinet, S. M. me demanda si le comte Romanzoff m'avait parlé. Je répondis que M. le chancelier m'avait fait une communication sur un prétendu traité auquel je répugnais de croire. L'Empereur, sans me répondre, alla à sa table, prit un papier et me dit de le lire. C'était un traité de dix articles et de onze articles secrets entre l'Autriche et la France: nous y promettons à la France de donner 24 mille hommes d'infanterie et six mille de cavalerie; il y est stipulé que ce corps serait commandé par un général autrichien et agirait indépendamment; nous y promettons ces troupes auxiliaires en cas de guerre contre la Russie, mais la manière dont elles seront employées n'y est pas stipulée, et plusieurs articles ne contiennent que des arrangements de détail pour l'alimentation, etc. Je n'eus que le temps d'en faire une lecture rapide, cependant je me souviens qu'il y était dit que l'existence de ce traité serait tenue secrète réciproquement.

L'Empereur me dit qu'il tenait ce papier de trop bonne source pour pouvoir encore douter *que des individus qui l'avaient toujours très bien servi l'avaient copié sur l'original*, que Stackelberg n'en avait nulle connaissance, mais que cependant il lui avait mandé avoir remarqué des mouvements extraordinaires dans nos arsenaux et nos dépôts d'artillerie, que, quelque douloureux qu'il soit pour lui de se voir un ennemi de plus dans un Souverain pour lequel il se sentait une amitié personnelle, il ne pouvait se refuser à la conviction, qu'il me chargeait d'écrire à ma Cour qu'il attendait des anciennes relations d'amitié qui avaient existé entre les deux Empires que nous lui déclarerions franchement si nous avions quelques engagements avec la France et de quelle nature ils étaient, qu'il en avait agi de même lorsqu'en 1809, forcé par des traités, il nous avait prévenus des obligations qu'il avait contractées, *qu'il nous avait conjurés, qu'il avait demandé en grâce* que nous ne soyons pas les agresseurs, qu'ici le cas était tout différent, qu'il avait augmenté ses forces à raison de celles de son adversaire, que tôt ou tard la guerre aurait dû éclater et qu'il avait pris soin de ne pas être pris au dépourvu, qu'on ne pouvait lui supposer des vues d'agrandissement qui donnassent jalousie à

l'Autriche, puisque toujours son but était de nous rendre notre ancienne splendeur, qu'obligé d'accepter *malgré le vœu de son cœur ce pays de Tarnopol, uniquement parce que la France lui avait reproché la tiédeur avec laquelle il avait pris part à la guerre* (ici S. M. rougit et cherchait avec peine les expressions) et parce que alors la Russie ne se trouvait pas en mesure vis-à-vis de la France, il nous avait d'abord offert une indemnité sur le Danube, mais que nous n'avions pas voulu accepter, que, si l'intention de mon Maître était de ne jouer que la comédie et de se borner à une vaine ostentation de ces trente mille hommes, il lui suffisait qu'on le mît dans le secret; mais que, si tout de bon nous voulions lui faire la guerre, il avait six divisions à nous opposer, indépendamment de l'armée sur le Danube dont il espérait bientôt pouvoir disposer, *qu'à regret il emploierait les moyens que les mécontentements en Hongrie lui fournissaient*, que cependant, ne voulant pas avoir toute l'Europe sur les bras, nous le forcerions à s'arranger avec la France et qu'il ne croyait pas que cet arrangement, très facile et qui tenait à peu de chose, tournât à notre avantage.

Je répondis à S. M. que, quoique l'écrit qu'Elle m'avait fait l'honneur de me communiquer eût, quant à la forme, l'apparence de l'authenticité, cependant je me refusais absolument d'y croire, que j'étais persuadé que nos intérêts ne nous portaient pas à augmenter la grande prépondérance des forces françaises par une adhésion à une cause qui n'était pas la nôtre, que, d'après tout ce que V. E. m'avait écrit sur ce sujet, je ne pouvais conclure autre chose sinon que l'intention pure et simple de mon Souverain était d'établir un cordon très faible encore pour la circonstance, et que mes ordres portaient de déconseiller la guerre si il en était encore temps, que j'étais autorisé à ne pas cacher à S. M. l'embarras dans lequel une guerre dans notre voisinage nous mettait, et que même j'osais Lui avouer que nous ignorions encore comment cette déclaration de neutralité armée serait accueillie à Paris.

L'Empereur me répondit qu'il devait croire à l'évidence et aux preuves matérielles de nos engagements avec la France, que d'ailleurs, même ce cordon, quelque faible qu'il soit, devait lui paraître suspect, puisque tout le long des frontières de la Bohême que rasaient les colonnes françaises nous n'en avions point établi, tandis que c'est précisément en Galicie, dans le voisinage de ses Etats, que nous le formions.

Je répondis que la marche précipitée des armées françaises et leurs contacts passagers avec nos frontières n'avaient ni donné lieu, ni donné le temps d'établir un cordon, d'ailleurs très dispendieux, sur toutes les limites occidentales de la Monarchie, mais que, comme le duché de Varsovie était probablement le théâtre de la guerre future, il nous importait malgré les dépenses, que dans ce moment-ci nous regrettions beaucoup, d'en établir un qui nous garantît de toute insulte et surtout qui arrêtât la propagation de la contagion des opinions, que dans ce pays seule nous avions à craindre.

L'Empereur revint sur plusieurs choses qu'il m'avait déjà dites: S. M. appuya beaucoup sur la haute idée qu'Elle avait des sentiments nobles et élevés de notre Auguste Souverain; Elle répétait qu'Elle ne pouvait s'expliquer cette

association de moyens contre la Russie autrement que comme *la suite des menaces que la France nous avait faites*, que, quant à lui, il s'était mis en mesure pour soutenir la grande lutte qui allait commencer. L'Empereur me raconta ensuite d'un ton confidentiel que l'ambassadeur n'avait pas voulu croire à la formation de ces dix-huit nouvelles divisions que, moins par jactance que pour en informer le public, S. M. avait cru devoir faire connaître dans un oukaze, mais qu'au bout de trois jours, après de meilleures informations, le comte Lauriston s'en était persuadé, qu'étonné de la multiplicité des moyens de la Russie auxquels on se refusait de croire à Paris, il avait tout rejeté sur son prédécesseur, d'autant plus que, n'ayant rien trouvé dans les archives, il s'était persuadé que le duc de Vicence avait été et avait laissé son gouvernement dans l'ignorance complète sur le développement progressif des forces militaires de la Russie, *et par là, dit l'Empereur, il fait un mauvais jeu à Caulaincourt*. S. M. finit par me dire qu'Elle me chargeait de transmettre cette conversation à mon Auguste Souverain, de lui témoigner *les regrets qu'Elle éprouvait de voir qu'après qu'en 1805 la défection de la Prusse, qu'après qu'en 1807 sa faible armée de quarante trois mille hommes et notre inaction, enfin qu'en 1809 la nécessité dans laquelle les circonstances nous avaient mis d'être les agresseurs et par conséquent l'avait obligé de remplir ses traités, toujours une fatalité inconcevable et un concours d'événements extraordinaires donnaient constamment les avantages à l'Empereur Napoléon*. L'Empereur avait l'air particulièrement affecté en disant cela; ses yeux étaient humides et il se tut quelque temps, le regard fixé en terre, puis il continua ainsi: „Encore „dans ce moment où des efforts extraordinaires me donnaient l'espoir de sortir „avec succès de cette lutte terrible, lorsque je combats pour la cause générale, „il faut que mon ancien allié se lie d'intérêt avec mon adversaire et contribue „lui-même à la perte de l'Europe; il faut *que l'Empereur François me force „malgré moi à entrer en négociations avec Napoléon*; sans doute elles n'éprouveront pas beaucoup de difficultés, *mais l'issue pourrait ne pas en être désirable pour l'Autriche*“.

Enfin, après que j'eus combattu de tout mon pouvoir l'existence de ce traité, après avoir allégué qu'après tant de raisons que nous avions de souhaiter qu'il n'y eût pas de guerre, il me paraissait probable que nous eussions plutôt prévenu la Russie des démarches que nous allions faire, ne fût-ce que pour l'engager à temps à s'entendre avec la France, ainsi que nous ne cessions de le conseiller, l'Empereur me répondit qu'il était persuadé que je parlais comme je pensais, *qu'il serait trop heureux de pouvoir adopter mon sentiment*, mais que la conviction qu'il avait en main ne le lui permettait pas. S. M. ajouta des choses bien plus flatteuses que tout ce qu'Elle m'ait dit encore et loua beaucoup ma façon de penser personnelle, et lorsque j'eus l'honneur de Lui souhaiter un heureux voyage et que je La remerciai pour toutes les distinctions dont S. M. m'avait honoré et les marques de confiance qu'Elle avait daigné me donner, l'Empereur me prit affectueusement par la main, me dit qu'il était très content de m'avoir connu, qu'il me rendait pleine justice sur la franchise de mon caractère et qu'il m'engageait d'écrire à ma

Cour sans réticence toute notre conversation; S. M. ne me demanda le secret que sur l'indication qu'Elle m'avait donnée de la manière dont la copie du traité Lui était parvenue.

J'oubliais de dire que, dans le nombre des objections que j'alléguais contre l'existence de ce traité mystérieux et de nos apprêts de guerre, il m'en vint une à l'esprit qui parut faire quelque impression sur S. M. Je lui dis que les agioteurs et les gens de négoce, attentifs chez nous comme partout à ce qui se passe et toujours très bien informés, n'admettaient pas par le fait la probabilité d'un armement, puisque le cours du change s'était amélioré tout récemment, preuve évidente, ajoutai-je, que les négociants partagent avec moi la conviction d'une tranquillité parfaite et durable.

A la suite de cette audience, je crus ne devoir plus tarder d'en faire à V. E. mon respectueux rapport, et de La prier de me faire passer les instructions nécessaires et Ses ordres ultérieurs.

36.

9/21 avril 1812.

S. M. l'Empereur est parti aujourd'hui pour Wilna, après avoir assisté d'après l'usage au Te Deum à l'Eglise de Kazan en présence des charges de Cour. Le grand maréchal comte Tolstoï l'accompagna dans sa calèche, suivie d'une autre où se trouvaient un médecin et un valet de chambre. Une foule de peuple était sur la place, qui, au moment où S. M. se mit en voiture, fit retentir l'air de *Hurrahs* longtemps prolongés. L'aide de camp général prince Wolkonsky le suivra demain; toutes les autres personnes de sa Suite ont précédé le départ de S. M.

(*Chiffré*). La guerre est décidée dans la pensée de l'Empereur; Armfelt a prouvé qu'il y aurait du danger personnel à reculer. Très probablement, il se portera sur la Vistule et se fera proclamer Roi de Pologne (*fin du chiffre*).

V.

Lettres et billets de l'Empereur Alexandre I^{er}
au prince Golitzyne *).

1.

Tilsit, le 21 mai 1807.

J'ai reçu votre lettre qui m'annonce l'accident survenu au Père Ozeretz-kowsky, et je profite du premier moment de libre que j'ai pour vous en faire mon compliment de condoléance. J'acquiesce à la proposition du Synode de nommer *ad interim* le Père confesseur; pour le successeur réel, je m'en remets entièrement à votre choix. Je n'ai pas confirmé le papier du Synode que vous m'avez envoyé, puisque c'est un rapport et non un *Doctad*. Voici la première fois de ma vie que j'écris moi-même relativement à des affaires aussi saintes, et je m'en sens tout édifié. Nous nous portons tous, grâce à Dieu, très bien et tâchons de passer notre temps le moins ennuyeusement possible, ce qui n'est pas mal difficile. L'inaction de l'armée est tuante et me désespère, mais je me suis fait une loi de ne gêner en rien le général **), et c'est pour cela que je me trouve à quelque distance du quartier général.

En vous souhaitant bien du plaisir pour votre course, je suis tout à vous.

Les deux archevêques pour lesquels vous m'avez demandé des congés n'ont qu'à profiter selon leur bon plaisir.

2.

Vilna, le 21 avril 1812.

En vérité Il est ressuscité!

Je vous suis bien reconnaissant, mon cher ami, pour le petit mot qui accompagnait les livres. Je l'ai senti dans toute sa valeur. Je vous sais aussi beaucoup de gré pour tout ce que vous me dites dans votre lettre. C'est

*) Bibliothèque Particulière de S. M. l'Empereur. L'annexe V donne tout ce qui a pu être retrouvé de la correspondance française de l'Empereur Alexandre avec le prince Golitzyne.

**) Bennigsen.

me rendre un véritable service que de me parler de la sorte, et je vous prie instamment de continuer avec toute franchise.

Le service divin est plus que pitoyable ici. Les miens ne sont pas arrivés encore; j'en compte faire des instituteurs pour ici.

Chez nous, du reste, rien de nouveau. L'armée est dans le meilleur esprit, l'artillerie superbe. Aucune négociation n'est probable, car les seules bases sur lesquelles je veux traiter ne seront jamais acceptées. Du reste, si honorablement et avantageusement la guerre peut être évitée, cela sera un service essentiel à rendre à notre patrie, car une lutte pareille est un fléau très grand dans les plus heureuses chances même. Mais tout fait croire que la Providence l'a résolu ainsi et nous nous y préparons avec tranquillité d'âme et courage, mettant toute ma confiance dans Dieu et Sa miséricorde.

Adieu, tout à vous.

3.

Vilna, le 5 juin 1812.

Je suis bien charmé de vous avoir fait plaisir en adhérant à votre demande pour l'église. Votre lettre m'en a fait un très grand; j'ai pleine confiance dans les paroles qui la terminent, j'y ai puisé même une véritable consolation et je m'en remets avec abandon à la volonté de notre Créateur.

La bagarre va commencer sous peu, nous nous attendons tous les jours à être attaqués. Nous sommes tout prêts et ferons notre devoir de notre mieux. Dieu décidera du reste.

Tout à vous de cœur et d'âme. Continuez-moi de temps en temps vos lettres. Mes respects à Mme Gourieff et Mme Nesselrode.

4.

Samocha, 23 juin 1812.

Tolstoï a été témoin de la profonde émotion que m'a causée votre lettre du 18. Dans des moments comme ceux dans lesquels nous nous trouvons, le plus endurci éprouve, je crois, un retour vers son Créateur: qu'est-ce donc pour ceux qui, dans les moments les plus calmes et les plus tranquilles, y ont trouvé leurs plus douces jouissances? Dites-vous donc que, pour m'acquitter de ce devoir sacré et en même temps si cher à mon cœur, le temps ne me manque jamais: je me livre à ce sentiment si habituel pour moi, je m'y livre, dis-je, avec une chaleur, un abandon, bien plus grands encore que par le passé. J'y trouve ma seule consolation, mon seul appui. Aussi c'est ce sentiment seul qui me soutient, qui me ranime, qui me fait envisager avec résignation les décrets de la Providence.

Vous, et celle que je regarde comme ma compagne et qui partage mes principes sous ce rapport, sont les seuls êtres avec lesquels je me laisse aller

à l'expression de ce qui se passe dans mon cœur. Aussi je reçois votre lettre avec un véritable contentement.

Grâces à Dieu, tout va chez nous comme cela doit aller; dans quelques jours les événements seront plus marquants et plus décisifs. Adieu; tout à vous de cœur et d'âme.

5.

Vilna, le 18 décembre 1812.

Voici des explications sur l'individu avec l'image. Il serait bon cependant que vous le vissiez. Il est chez Viasmitinof. Tout à vous.

6.

Orany, le 28 décembre 1812.

Mille grâces pour vos vœux. Puissent-ils me porter bonheur! De mon côté, journallement je travaille sur moi pour m'en rendre moins indigne. Grâces au Tout-Puissant, tout va on ne peut mieux. Königsberg est à nous. Tout à vous. Votre cadeau m'a fait le plus sensible plaisir.

7.

Lyck, le 9 janvier 1813.

Voici une lettre que j'ai reçue de ma femme. Son contenu vous apprendra de quoi il s'agit. Si je m'adresse sur ce sujet à Viazmitinoff, je suis sûr que des maladroites sans fin seront commises et qu'au bout je n'apprendrai rien. N'y a-t-il pas moyen, en montrant cette lettre de ma femme à Lénivtzoff, de l'engager à voir un peu de quoi il peut être question? Ce n'est qu'à titre d'amitié que je le demande, sachant qu'il le connaît. Au reste, plus que jamais je me remets à la volonté de mon Dieu et me soumetts aveuglément à Ses décrets. Tout à vous de cœur et d'âme.

A propos de Labzine, je n'ai pas été édifié du choix que Schigorine a fait de ses conseillers: Sacharoff et Labzine me portent à penser que le reste qui m'est inconnu est à peu près dans le même genre. Je crains un peu qu'il ne sorte de tout cela quelque galimatias gênant.

8.

Plotzk, le 25 janvier 1813.

Des marches continuelles m'ont ôté tout moyen de vous remercier pour votre lettre du 1^{er} janvier et pour tous les souhaits qu'elle contient. Puissent-ils se réaliser! J'ai joui véritablement de ce que vous et Lénivtzoff m'avez

compris. Ce qui est exprimé dans les Manifestes est parti du plus pur de mon cœur. Priez notre Sauveur de ce qu'il me raffermisse dans cette voie, que je suis déjà par conviction plénière.

Votre dernière lettre sans date dans laquelle vous me rendez compte de l'ouverture de la Société de la Bible m'a intéressé et ému au delà de toute expression. Que l'Être Suprême bénisse cet ouvrage! Je le regarde de la plus haute importance et je crois votre manière d'envisager, que l'Écriture Sainte elle-même remplacera les Prophètes, parfaitement juste. En général cette tendance de tous les côtés à ce qui peut nous rapprocher du vrai règne de Jésus-Christ me cause une jouissance véritable.

Faites travailler les meilleurs architectes aux projets de mon Temple, et envoyez-moi vos idées sur les Images et l'Autel. Puisse ce Temple être le véritable Temple de notre Sauveur et puisse-t-il servir à réunir les hommes au vrai Culte!

Tout à vous.

Prenez tout l'argent nécessaire pour la publication des Bibles.

9.

Kalich, le 15 février 1813.

J'accepte avec plaisir une place entre les membres de la Société de la Bible. Grâce à Dieu, tout va très bien chez nous, et nous nous reposons et nous réorganisons pendant que les routes sont impraticables.

Tout à vous de cœur et d'âme.

10.

Kalich, le 26 février 1813.

Vous saurez déjà l'occupation de Berlin. Gloire au Tout-Puissant!

Je fais mes dévotions, et avec moi beaucoup de soldats. Nous écoutons les prières ensemble. Notre service divin se fait admirablement. J'ai réussi dans ce que je désirais, et c'est nos musiciens de régiment qui chantent de manière à ne pas céder aux chantres de la Cour. Cette masse de monde priant ensemble avec ferveur et onction est vraiment édifiante, et mon cœur jouit en plein.

Le médecin Muller m'a prié de tenir sur les fonts de baptême chez lui. Remplacez-moi, je vous prie.

Avant de finir, pardonnez-moi ce que j'ai pu commettre vis-à-vis de vous pour que je m'acquitte en paix d'un devoir qui ne m'a jamais paru aussi sacré que cette fois-ci. Tout à vous de cœur et d'âme.

11.

1^{er} mars 1813.

Je viens de finir mes dévotions. Jamais je ne les ai faites avec le sentiment que j'ai éprouvé cette fois-ci.

Je vous envoie les papiers inclus. Il m'est impossible de décider maintenant la place pour l'Eglise à Moscou, n'étant pas assez au fait des localités. Tout à vous de cœur et d'âme.

12.

Dresde, le 17 avril 1813.

Mille grâces, mon cher ami, pour votre lettre sur Pâques. C'est du fond de mon cœur que je vous réponds: *En vérité Il est ressuscité!* et plût à Dieu que cela ne soit pas une vaine expression!

C'est samedi 12, après la messe, que nous avons fait notre entrée à Dresde, et à minuit nous avons chanté sur les bords de l'Elbe l'hymne Pascal. Il me serait difficile de vous rendre l'émotion dont je me sentais pénétré en repassant tout ce qui s'était passé depuis un an et où la Providence Divine nous avait conduits.

A côté cependant de ces sensations de plaisir et de gratitude envers notre Sauveur, nous nous préparons avec soumission à une épreuve difficile. Le maréchal, à la suite d'un appétit souvent immodéré, s'est refroidi très sérieusement, et sa maladie a pris le caractère d'une fièvre nerveuse. C'est vous dire qu'il nous donne les plus vives inquiétudes: Hufeland et Wylie lui prodiguent leurs soins.

Voici une lettre de ma belle-sœur *) avec une incluse. Il me semble que, comme cet homme doit se trouver en Amérique où il passera le reste de ses jours avec ses enfants, s'ils sont élevés dans notre religion, c'est les exposer à manquer des moyens d'en observer le rite. Si donc la chose est faisable, annoncez-la, je vous prie.

M. Spada désire être placé à la censure; il se trouve auprès du comte Kotchubey, où il conservera sa place. Annoncez la chose, et signifiez, après vous être abouché avec lui, les ordres nécessaires à ce sujet à qui il appartient.

Le baron Stroganoff, surnommé le Petit **), celui qui est perclus, a fait venir d'Italie quelques objets d'art. Dites à Gourieff de les laisser passer.

Tout à vous de cœur et d'âme.

*) La Princesse Amélie de Bade.

***) Le baron Alexandre Stroganoff (1771—1815).

Lettre de la Princesse Amélie de Bade.

Ce 5 avril 1813.

Mon cher frère, J'ose croire que vous ne m'en voudrez pas de m'être chargée de vous présenter cette lettre. Elle est de M. Fischer, négociant américain, qui, à ce qu'on m'assure, vous est même personnellement connu.

Il désire épouser, comme vous verrez par sa lettre, une demoiselle russe, parente de Mme Krudener, et, comme étant votre sujette, il vous en demande la permission. Mais ce qu'il n'a pas osé ajouter, et ce qui cependant fait l'objet principal de sa sollicitude, c'est qu'il désire que ses enfants à venir puissent être de sa religion à lui, d'autant plus qu'il compte retourner dans sa patrie au bout de quelques années. On lui a dit aussi qu'il serait obligé de se faire naturaliser russe en épousant cette demoiselle, ce qui, avec la religion de ses enfants, s'ils doivent être élevés dans celle de ce pays-ci, l'obligerait à renoncer pour toujours à sa patrie et lui causerait une peine sensible, car tous ses parents s'y trouvent encore. Cela pourrait même, pour cette raison, devenir un obstacle insurmontable au mariage qu'il désire contracter et auquel les deux parties attachent tout leur bonheur. Le prince Galitzine et l'Archevêque, auquel il s'est adressé pour cet objet, lui ont répondu que votre permission seule pourrait lever l'obstacle, et, plein de confiance en votre bonté, il ose par ma voix vous demander une grâce qui peut seule assurer sa félicité. Mme Krudener, dont vous connaissez l'activité pour obliger, a passé ce matin la rivière en bateau pour m'apporter cette lettre en me priant de vous l'envoyer le plus tôt possible. Je ne veux pas abuser plus longtemps de votre complaisance à me lire, et je finis, mon cher frère, en me recommandant à votre souvenir et à la continuation de votre amitié qui est pour moi du plus grand prix.

Amélie.

13.

Peterwaldau, le 3 juillet 1813.

Comment est-il possible, mon cher ami, d'être assez déraisonnable pour chercher des causes à ce que je ne vous ai pas répondu à une ou deux de vos lettres? Je vous donne ma parole d'honneur qu'il n'y en a pas d'autres que l'impossibilité absolue par manque de temps de le faire, surtout depuis la mort du Maréchal. Loin de vous en vouloir pour votre franchise, je vous en sais gré au contraire et vous prie même instamment de continuer, de même que nos entretiens spirituels.

Je tâche tout doucement d'avancer dans une voie qui seule fait toute ma consolation et mon appui.

Tout à vous de cœur et d'âme.

14.

Août 1813.

J'ai reçu votre lettre du 10 août, et j'ai donné tout de suite les ordres à Gourieff pour qu'il vous délivre 5000 r. Grâce au Tout-Puissant, les choses vont bien chez nous, et l'ennemi a déjà perdu 226 pièces d'artillerie sur différents points. Nous, pour notre part, nous en avons eu le 18 de ce mois 81. La Garde s'est couverte de gloire.

Je ne serai pas fâché cependant quand je me trouverai dans votre église à rendre grâce au Créateur pour tous Ses bienfaits. Tout à vous de cœur et d'âme.

15.

Töplitz, le 7 septembre 1813.

Voyez un peu ce que c'est que cet Archimandrite qui s'est adressé à Barclay? Le nom me paraît ressembler à celui de ce mauvais sujet qui a été placé par feu l'Empereur à un couvent dans le Gouvernement de Pskoff qui, je crois, a été affecté à l'ordre de St-Jean-de-Jérusalem, personnage que le Synode a ensuite privé de sa place et renvoyé dans un autre couvent. Chez nous, grâce à Dieu, tout continue à aller à merveille et dans l'espace de ces cinq derniers jours, nous avons pris dans de petites affaires trois généraux français, Paillard, Kreutzer et Brunet.

Tout à vous.

16.

Schweinfurt, le 21 octobre 1813.

Demandez au comte Tatichtchef s'il ne désirerait pas que son fils soit placé à la Cour comme gentilhomme de la Chambre, ou bien dans toute autre carrière civile ou diplomatique?

Dieu Tout-Puissant nous a accordé une victoire éclatante à la suite d'une bataille de quatre jours sous les murs de Leipzig sur ce fameux Napoléon. L'Etre Suprême a prouvé que devant Lui rien n'est fort, rien n'est grand sur la terre, que ce qu'Il veut relever Lui-même. 27 généraux, près de 300 canons et 37.000 prisonniers sont les fruits de ces mémorables journées et nous voici à deux marches de Francfort-sur-le-Main. Vous devez vous dire ce qui se passe dans mon cœur!

Tout à vous pour la vie.

17.

Francfort-sur-le-Main, le 6 novembre 1813.

Quant à Méfody, vous savez que je n'ai pas un grand tendre pour lui. Dites-moi ce que vous en pensez, s'il faut lui continuer les gages pour la place au Synode ou non?

18.

Francfort-sur-le-Main, le 11 novembre 1813.

Défendez en mon nom à Théophilacte de faire paraître l'apologie de la traduction. Je déteste les dissensions, et surtout dans le clergé, et je saurai bien les empêcher.

Malheur à celui qui osera agir en contravention de mes intentions! Je vous autorise, si vous le jugez à propos, de lire même cette lettre au prélat en lui conseillant de prendre garde à sa conduite. Tout à vous.

Faites venir l'archevêque de Tchernigoff *).

19.

Francfort-sur-le-Main, le 26 novembre 1813.

D'après la sincérité que j'ai mise toujours dans mes rapports avec vous, j'ai droit de vous dire que vous avez commis une imprudence. Votre intention a pu être très bonne, mais, dans des cas d'une importance aussi majeure, avant de procéder au moindre changement dans les usages jusqu'ici en vigueur, il fallait nécessairement demander mes ordres.

Je joins ici les rapports de Paulucci. La chose doit être redressée tout de suite, et l'ancien ordre de choses qui existe depuis si longtemps et qui est regardé comme un privilège, absolument rétabli sur l'ancien pied. J'ai écrit à Paulucci que je vous en avais donné l'ordre; aussi faites en sorte que la chose ne tarde pas un instant.

Je trouve même ces changements entièrement inutiles, surtout dans des provinces où on tient beaucoup à une marche réglée et consacrée par le temps. Ainsi la petite utilité qu'on pourrait retirer de ces changements ne vaut pas les embarras qu'ils produisent d'ordinaire. Tout à vous.

*) Michel, plus tard métropolitaine de Pétersbourg.



Tombeau de l'Empereur Alexandre I^{er} à la Cathédrale de Saint-Pierre-et-Saint-Paul



20.

Freybourg, le 22 décembre 1813.

Je vous envoie, mon cher ami, les papiers inclus, lisez-les avec attention; la personne doit arriver à Pétersbourg. La prochaine fois, je vous en écrirai plus au long, n'ayant pas un instant à moi. Tout à vous.

21.

Vienne, le 5 février 1815.

Je vous envoie une lettre de Mme de Langeron pour que vous me disiez votre avis sur l'objet en question.

Que de grâces j'ai à vous rendre pour *Le Combat Spirituel!* *) J'ai déjà achevé cette lecture et elle m'a causé une jouissance véritable.

Le Tout-Puissant m'a soutenu dans tous les moments difficiles que j'ai eus ici, et nos affaires sont terminées depuis assez longtemps déjà à mon entière satisfaction. Nous achevons le reste de la besogne. Tout à vous.

22.

Le 31 août 1817.

Je vous prie de faire examiner cette affaire avec une sévère attention, en envoyant sur les lieux un employé de confiance. La requête m'a été remise par un des signataires, le lieutenant aux Gardes Douvée, que je connais sous les meilleurs rapports pour avoir servi dans le régiment de Sémenowsky, quand je le commandais moi-même.

23.

Poltava, le 16 septembre 1817.

Je suis très désireux de voir les deux individus dont vous me parlez. Il faut indispensablement les faire venir à Moscou. Mais prenez vos arrangements de manière là-dessus à éviter de fausses interprétations ou des commérages. Tout à vous. Mille choses à M. de Kochéleff.

*) Composé en italien vers 1600 par les Théatins et généralement attribué au P. Lorenzo Scupoli.

24.

*Spusk, près de Taroutino,
ce 28 septembre 1817 *).*

Je suis si excédé des plats panégyriques qu'on me débite à chaque ville où se trouve un évêque, que je suis décidé à les défendre par un oukaze au Synode. En attendant, comme nous sommes à la veille d'arriver à Moscou, je voudrais que vous avertissiez de cela l'archevêque pour qu'il réformât son discours et qu'il fasse plutôt une courte invocation à Dieu ou une espèce de bénédiction, aussi très courte, qu'il nous donnerait à l'entrée de l'Eglise au lieu de ces fades louanges, insoutenables à être entendues par tout être qui sent que le bon et le bien ne viennent que de Dieu, et que ce n'est que le mal qui est notre ouvrage.

· Tout à vous.

25.

Varsovie, le 26 mars 1818.

Que *le Tri-Un* soit mille et mille fois loué pour l'issue qu'a prise l'affaire du Métropolitain! C'est très particulier, que depuis plusieurs jours j'en avais comme le pressentiment dans mon cœur. Rendez-moi la justice d'avouer que toujours je vous ai répété que j'avais la foi complète qu'en temps opportun Dieu arrangera cette affaire, et je l'aime mille fois mieux arrangée par Lui seul que par nous autres humains.

J'ai signé tous les papiers, que je vous renvoie. Demandez de ma part à Michel ***) ses bénédiction et ses prières. Je sens pour lui un sentiment qui peut se rendre difficilement.

Mille choses à M. Kochéleff et à la princesse Mestchersky ****). Tout à vous en notre Sauveur.

Ici, grâce à Dieu, les choses vont on ne peut mieux.

26.

Baydary, le 15 mai 1818.

Je joins ici toute la correspondance du général Viazmitinoff sur Mme de Krudener. Malheureusement je l'ai reçue trop tard pour y porter remède, car les rapports, étant du 10 avril, ne m'ont pu parvenir qu'après avoir quitté

*) Sur l'enveloppe, avec l'adresse: „Au Secrétaire d'Etat Prince Golitzyne“, et la mention „Pressé“ de la main de S. M., on lit, de celle du prince Golitzyne: „Reçu à Kline le 29 Sept. 1817 et fait le nécessaire“.

**) Métropolitain de Pétersbourg.

***) La princesse Sophie Mechtersky, sœur de la princesse Anne Golitzyne.

Varsovie. La conduite qu'on a fait tenir à Paulucci est du dernier ridicule. Je suis sûr que c'est encore l'ouvrage de Fock. Il y a huit jours que j'ai expédié exprès un courrier à Paulucci pour avertir les autorités prussiennes qu'il venait de recevoir la permission d'admettre tous ces individus. J'ai tancé Paulucci parce que moi-même, en le quittant cet hiver à Zarskoé Sélo quand je m'en retournais à Moscou, je lui ai nommément dit de ne pas inquiéter Mme de Krudener. Je désire que vous écriviez à Mme de Krudener que je regrette beaucoup tous les désagréments qui lui sont arrivés, qu'il m'était impossible de les prévoir, car je l'avais supposée instruite des formalités observées en Russie pour l'admission des étrangers, que tout cela était arrivé parce qu'elle avait négligé de s'y conformer, mais que j'avais donné des ordres, dès que j'ai été informé de la chose, d'admettre tous ces individus et d'en faire écrire aux autorités prussiennes.

Tout à vous en Notre Sauveur.

27.

Aix-la-Chapelle, le 28 octobre 1818.

Je vous envoie une lettre adressée à Wolkonsky du couvent de Solovetz-koy. Il faudra faire chercher cet homme. Il paraît qu'il s'y passe des désordres.

Je viens d'être informé que deux quakers des plus estimés de la Société, et que j'ai beaucoup connus à Londres, se nommant M. Allen et M. Grillet, vont arriver à Pétersbourg. Tâchez de les bien recevoir et de leur accorder toute l'hospitalité et la cordialité possibles. Comme de raison, vous vous entendrez à ce sujet avec M. Paterson et avec le quaker chargé des défrichements.

Je vous envoie de même un papier que la perustration m'a fourni. Voilà encore un homme sur la bonne opinion duquel il faut revenir! Montrez ce papier à M. Kochéleff, auquel vous ferez mille compliments de ma part, et vous lui direz que, grâce à la bonté Divine, tout continue à aller très bien chez nous, et les difficultés qui se présentent parfois sont détournées par l'inépuisable et miséricordieuse assistance de Celui qui ne refuse jamais à ceux qui mettent leur unique confiance et toute leur foi en Lui.

Rendez, je vous prie, l'incluse à la princesse Mestchersky. Tout à vous en Notre Sauveur.

28.

Kargopol, le 4 août 1819.

Je porte des regrets sincères à M. Kozodavleff. Je vous prie de les exprimer de ma part à sa veuve.

J'ai signé les deux rescrits. Mille compliments à M. Kochéleff.

Mon voyage va, grâce à Notre Sauveur, on ne peut mieux. La température est délicieuse, et j'ai trouvé ce pays bien plus beau qu'on ne s'imagine, des habitants excellents, en général beaucoup de très bonnes choses.

Continuez à m'envoyer les papiers de la poste, mais ayez soin de marquer sur l'enveloppe que ce sont *les Papiers de la Poste*. Tout à vous en Notre Sauveur.

29.

Pélignier, le 12 août 1819.

J'ai à peine le moment de vous dire que je suis tout à fait de votre opinion et que, d'après l'Acte de Famille, Maria Nikolaewna doit suivre Michel *). Il semble que nous ne pouvons suivre aucune autre règle que celle prescrite exactement par l'Acte de Famille. Une seule déviation pourrait en entraîner d'autres, et l'ouvrage de feu l'Empereur serait gâté! Tout à vous.

30.

Tchougouef, le 31 juillet 1820.

Je joins ici les papiers que m'a remis M. Lwoff, que j'ai dû envoyer à ma Mère et qu'elle vient de me restituer en me demandant de lui communiquer la copie des deux oukazes que vous aviez préparés. Je ne peux pas me rappeler si vous les avez conservés chez vous, ou bien si vous me les avez rendus. En tout cas, pour ne pas perdre de temps, comme vous devez en avoir les brouillons, faites m'en faire un nouvel exemplaire au net, pour que je puisse les signer et vous les renvoyer. Mais comme cela durera trop longtemps, alors vous pouvez remettre à M. Villamoff des copies certifiées par vous, comme si vous aviez déjà reçu ces papiers signés par moi. Et moi j'aurai soin, quand vous m'enverrez les oukazes pour les signer, d'y mettre la date d'aujourd'hui ainsi que le lieu d'où je vous écris. Cela fera gagner au moins quinze jours.

Bien des choses à M. Kochéléff. Tout à vous en Notre Seigneur.

31.

Varsovie, le 23 août 1820.

Je profite du premier instant de libre que j'ai pour vous adresser ces lignes. C'est avec le plus grand intérêt que j'ai lu tous les papiers que vous

*) A l'office, aux litanies, la Grande-Duchesse Marie, fille du Grand-Duc Nicolas, doit venir immédiatement après le Grand-Duc Michel.

m'avez envoyés depuis notre séparation. Remerciez-en, je vous prie, M. Kochéleff, dites-lui que c'est pour ménager ses yeux que c'est à vous que j'adresse ces lignes, mais pour que vous les lui lisiez. Tout ce qu'il m'a écrit ainsi que ce qu'il m'a fait parvenir par vous m'est allé droit au cœur, et j'ai la conviction que tout est *venu d'ordre*.

Les temps sont marquants et le deviennent tous les jours davantage. Que Son Règne arrive!

Tout à vous de cœur et d'âme en Notre Seigneur.

32.

Varsovie, le 23 août 1820.

J'ai reçu les papiers, que je joins dans une autre enveloppe, de la part de D. Galitzine *) sur la construction de l'Eglise à Moscou. Vous y verrez qu'il propose un autre moyen. J'ignore si ses calculs sont justes, et surtout si le nombre de travailleurs sera suffisant? Examinez le tout; peut-être même faudra-t-il que vous en écriviez à l'architecte. Je suis au regret du retard que cela met à l'affaire, mais en cela comme en toute chose, que la volonté de Dieu soit faite! Peut-être est-ce en analogie avec le sentiment de M. Kochéleff sur les *Temples construits de mains d'hommes*.

33.

Varsovie, le 22 septembre 1820.

Je vous renvoie les deux papiers que vous m'avez envoyés et que j'ai lus avec le plus grand intérêt. Il me semble qu'il sera inutile de parler à ma Mère sur la quakeresse arrivée, car les écoles pour les filles des soldats de la Garde sont déjà toutes formées. Ce sont les seules que ma Mère se proposait d'établir et dont j'ai parlé dans le temps à M. Allen. Mais cette quakeresse pourra nous être très utile pour l'enseignement des institutrices destinées pour les écoles de femmes, quand une fois nous commencerons à en établir pour les pauvres de la ville, et qui ne doivent relever que du ministère de l'instruction publique. Il faut donc que jusqu'à mon arrivée elle reste chez Willen, et après nous déciderons à l'aide de Dieu comment nous devons procéder.

Mille choses de ma part à M. Kochéleff. Je m'unis journallement à vous deux et je donne tous les moments que je puis économiser de mes occupations d'affaires à mes lectures spirituelles, pour lesquelles je sens un besoin plus grand que jamais.

Vous saurez déjà qu'une réunion entre les Souverains a été décidée à Troppau. Les circonstances sont bien marquantes. Je prie sans cesse Notre

*) Le prince Dmitri Golitzyne, général gouverneur de Moscou.

Divin Sauveur qu'Il m'éclaire, qu'Il me guide, qu'Il me donne la consolation de remplir uniquement Sa volonté. Priez vous deux de votre côté. Eclairé *le Tri-Un*, les résultats peuvent être immenses. Sans Son aide, tout sera inutile.

Tout à vous de cœur et d'âme en Notre Sauveur.

34.

Lubotchnia, 6 octobre 1820.

Je vous envoie les papiers sur la bâtisse de l'Eglise à Moscou.

Comme de raison j'ai approuvé le Statut. Mais il faut qu'en l'envoyant au gouverneur militaire de Moscou, vous lui écriviez de ma part que je n'ai pu m'en tenir au plan qu'il me proposait, puisque par ce plan, il aurait fallu de nouvelles sommes exigées pour les matériaux, que le ministère des finances n'est pas en état de fournir.

Ayant demandé à Volkonsky des renseignements sur le colonel Korsakoff, il m'en a dit un bien infini. En conséquence, j'ai fait écrire le Rescrit. Je me suis en même temps arrêté de signer celui sur Rounitch, tant à cause de l'incertitude de ce que le prince Galitzyne prétend exister sur son caractère moral que parce que, d'après l'Etat de la commission que vous avez joint, il ne se trouve d'émoluments d'assignés que pour un seul conseiller. Si vous tenez que Rounitch fût aussi placé, éclaircissez les doutes qui se présentent sur son caractère avec le prince Galitzyne. Il m'a semblé en outre qu'en rejetant son plan, et en adoptant celui de Witberg, une certaine déférence pour sa présentation sur Korsakoff lui était due.

J'ai lu avec la plus grande émotion les différents papiers que vous et M. Kochéleff m'avez envoyés. Avec l'aide du Sauveur, j'espère en faire le meilleur usage que mon cœur m'indiquera. Les versets que vous avez ouverts m'ont beaucoup frappé et me sont allés droit au cœur.

Dites mille amitiés de ma part à M. Kochéleff. Adieu, cher ami. Tout à vous en Notre Sauveur.

35.

Troppau, le 14 décembre 1820.

Je saisis le premier moment de libre que j'ai pour vous tracer à la hâte ces lignes. La nouvelle sur la maladie de Berckheim, que vous me donnez par votre dernière lettre, m'a vivement affecté. Peut-être est-il prêt à passer dans la véritable vie et d'approcher de Celui qui en est l'unique source. Que la volonté de Notre Sauveur soit faite! Dites à sa femme tout ce que votre cœur, si bon, si compatissant, pour elle en mon nom. J'ai prié et je prie encore journellement pour eux deux.

Vous ne m'avez pas dit un mot de la part de M. de Kochéleff dans votre dernière lettre. Faites-lui mes amitiés. Journallement je me réunis à vous deux aux pieds de Notre Sauveur.

Il a daigné bénir nos premières démarches, et vous verrez par les communications que Kotchubey ou Divoff vous feront, que nous sommes parvenus à tirer le Roi de Naples des mains de véritables assassins. Il s'est embarqué à bord de l'escadre anglo-française et nous arrive par Livourne à Laybach. C'est un résultat majeur, car par là nous avons réuni à nous l'autorité légitime et légale, qui, appuyée par la force armée, et surtout par le secours du Très-Haut, parlera à la partie de la nation qui n'est qu'égarée et se trouve sous la férule de la partie coupable et atroce. Avec l'aide de Dieu, nous espérons éviter même par là une guerre en forme. Ce résultat a été cru impossible pour bien des hommes d'état. Mais tout est possible à Dieu.

Je vis dans une retraite complète. Ma sœur est la seule distraction que j'aie, aux heures des repas ou quand nous avons la possibilité de sortir pour prendre l'air ensemble; le reste du temps au travail ou à mes lectures spirituelles.

Après-demain je pars pour Laybach, m'en remettant complètement dans la volonté du Sauveur pour tout ce qui doit suivre ainsi que pour ce qui me regarde personnellement.

Tout à vous en Notre Seigneur.

36.

Laybach, le 8 janvier 1821.

Je profite du premier moment de libre que j'ai pour vous répondre à votre lettre du 10 décembre et vous remercier pour tous vos vœux que vous faites pour moi. Je n'y ajoute que celui, que Notre Sauveur veuille daigner m'instruire en tout à remplir uniquement Sa volonté.

J'en viens à un sujet qui me peine. Voici la seconde lettre où vous ne me dites pas un mot de la part de M. de Kochéleff: je vois donc que c'est avec intention. J'ignore ce qui cause cette altération dans nos relations de sa part; ce que je puis certifier, c'est que je ne crois pas y avoir donné lieu. Si je puis avoir des torts involontaires, je suis prêt à les reconnaître, pourvu que je les connaisse. Enfin, en cela comme en toute autre chose, je m'en remets entièrement à Dieu et que Sa Sainte volonté se fasse! Je ne me connais pas d'autre désir, d'autre vœu que de la remplir strictement en tout, autant que ma misérable humanité sait la comprendre et me laisse de force pour l'exécuter.

Recevez mes félicitations et mes vœux pour l'année dans laquelle nous venons d'entrer, et puisse *le Tri-Un* éclairer de plus en plus notre marche, en nous épurant toujours davantage de tout ce qui n'est qu'humain en nous. Exprimez les mêmes vœux de ma part à M. de Kochéleff. Au reste tout ce

que je vous écris est toujours comme pour vous deux, et, si je ne lui adresse pas mes lettres, ce n'est que pour ménager sa vue et m'épargner quelques moments, car il faut le double de temps pour écrire dans un caractère tel qu'il faut pour ses yeux. Tout à vous en Notre Seigneur.

Je joins ici un papier sur un désordre scandaleux qui s'est passé à une Eglise à Pétersbourg.

37.

Laybach, le 16 janvier 1821.

Loin de regretter de m'avoir écrit une lettre plus longue que de coutume, vous auriez dû vous dire, cher ami, d'avance tout le plaisir et l'intérêt avec lequel je la lirais. Que le Dieu Tout-Puissant vous éclaire de plus en plus et vous rende de jour en jour plus propre à remplir fidèlement Sa volonté! Il y a longtemps que votre cœur est tout à Lui et il n'a besoin que *d'âmes de bonne volonté*, comme nous dit l'Ecriture.

Je regarde tout ce que vous m'annoncez comme autant de nouvelles miséricordes qu'il Lui plaît de verser sur nous, et surtout sur vous particulièrement. Tout cela aura son but déterminé et toute chose viendra *en son temps*, pourvu que nous soyons fidèles.

Vous connaissez l'intérêt sincère que je prends à tout ce qui vous regarde: je ne saurais donc vous dire, à plus forte raison, le sentiment avec lequel j'ai reçu tout ce qui fait le contenu de votre lettre du 24 décembre. Que Sa volonté soit faite en toute chose! voilà quelle doit être notre devise en toute circonstance, et de remplir cette volonté d'après notre meilleure conviction doit être notre soin perpétuel.

Mille amitiés à M. de Kochéleff. Que Dieu soit avec vous en toute chose! Amen.

38.

Laybach, le 8 février 1821.

J'ai commencé une lettre détaillée pour vous. Mais elle ne pourra être achevée pour ce courrier-ci. Je ne puis pas disposer de beaucoup de moments pour ce travail par jour, avec la multiplicité de mes autres occupations. Bien des choses de ma part à M. de Kochéleff. Je me recommande à vos prières à tous les deux. Tout à vous en Notre Sauveur.

Si Mme Krüdener est arrivée, dites-lui mille choses affectueuses de ma part, ainsi qu'aux Berckheim.

Commencée le 8 et finie le 15 février 1821.

Il y a bien longtemps que je porte le désir, cher ami, de vous écrire une lettre longue et détaillée en réponse aux vôtres du 31 décembre, 14 et 19 janvier. Ayant aujourd'hui un moment à moi, je prends la plume en priant Notre Divin Sauveur qu'il daigne conduire mon cœur et ma main pour vous la tracer, avec ce langage que l'affection pour vous et la vérité m'imposent.

Mais cette même vérité, quand je la sens dans mon cœur, ne me permet pas de composer avec elle, car la vérité est une portion de la Divinité elle-même.

D'après vos lettres et surtout d'après les commissions dont vous vous acquittez de la part de M. de Kochéleff, je crois apercevoir une désapprobation du système politique que nous suivons dans ce moment.

Je ne saurais admettre que cette désapprobation naisse d'une croyance en vous que les principes désorganisateur qui, dans moins de six mois, ont révolutionné trois pays et qui menacent de s'étendre et d'embrasser l'Europe entière, fussent être tranquillement soufferts. Cette pensée-là ne peut être que contraire à vos sentiments, puisque ces mêmes principes désorganisateur, tout en étant ennemis des Trônes, sont dirigés plus encore contre la Religion chrétienne et que c'est elle surtout qu'ils poursuivent, ce dont mille et mille documents authentiques peuvent vous être produits. En un mot, ce n'est que la mise en pratique des doctrines prêchées par Voltaire, Mirabeau, Condorcet et par tous les prétendus philosophes connus sous le nom d'encyclopédistes.

Cette désapprobation donc en vous ne saurait provenir que d'un sentiment de crainte ou d'inquiétude sur le succès de la lutte dans laquelle nous nous trouvons engagés. Mais une crainte semblable doit-elle autoriser à composer avec le mal, quand une voix intérieure nous dit que ce mal est l'œuvre de l'ennemi? Ne sommes-nous pas tenus par un devoir de Chrétiens à lutter contre cet ennemi et son œuvre infernale de tout notre pouvoir et par tous les moyens que la Providence Divine a placés dans nos mains? L'inquiétude sur le succès ne doit pas nous arrêter. C'est là où la foi dans le secours Divin doit nous soutenir. L'année 1812, 1813 et 1814, M. Kochéleff ne m'a-t-il pas écrit plus d'une fois de *persévérer jusqu'au bout*? Nous nous trouvons maintenant dans une situation à peu près semblable, et je disais que le mal actuel est d'un genre plus dangereux encore que ne l'était le despotisme dévastateur de Napoléon, puisque les doctrines actuelles sont bien plus séduisantes pour la multitude que le joug militaire sous lequel il la tenait.

Dans mes lectures spirituelles quotidiennes, j'étais justement au *Livre de Judith* ces jours-ci. Les habitants de Béthulie n'étaient certainement pas de force à résister à l'armée immense que conduisait Holoferne. Ils auraient pu

*) Bibliothèque Particulière de S. M. l'Empereur, Section des Manuscrits, casier II, rayon 5, carton 33, N° 1113.

fort bien faire comme le reste des peuples, qui, au lieu de résister, se sont tous soumis. Mais les habitants de Béthulie ont senti en eux que plier sous l'empire de Nabuchodonosor, c'était désespérer dans la Toute-Puissance de Dieu et dans le secours qu'Il accorde à ceux qui mettent *uniquement* leur confiance en Lui *seul*.

Nous avons douté sur la possibilité de l'arrivée du Roi de Naples. Et moi, par contre, j'ai fondé mon espoir qu'elle aura lieu sur les faits suivants. Le Roi s'était ménagé dès le commencement de la Révolution de Naples un moyen de correspondance entièrement secret avec l'Empereur d'Autriche. Cette correspondance m'a été communiquée dès mon arrivée à Troppau. Par elle j'ai vu que tout ce que les journaux avaient débité sur le libre acquiescement du Roi au changement qui venait de se passer était complètement faux, que le Roi était prisonnier et sous le poignard des Carbonaris, qu'à chacun des actes de son autorité qu'on avait exigé et extorqué de lui à peu près le stylet sur la gorge, il avait fait une protestation par écrit, et qu'il l'avait adressée chaque fois par ce canal secret à l'Empereur d'Autriche, ne pouvant la rendre publique sans compromettre sa vie.

Dans une de ces lettres secrètes se trouvait une phrase qui m'a frappé. Il y dit qu'il se trouve au pouvoir de ses ennemis et sous leur poignard, qu'il n'a de secours de personne à attendre; néanmoins *sa confiance en Dieu ne s'était pas affaiblie et ce qui paraissait impossible aux hommes ne l'était pas à Dieu, que, mettant toute sa foi en Lui seul, il conservait l'espoir qu'Il ne l'abandonnerait pas*. Dès que j'ai lu ce passage, il y a quelque chose qui m'a dit intérieurement: *Cet espoir ne sera pas déçu, et Dieu ne l'abandonnera certainement pas!*

Aussi, dès ce moment nous avons conçu l'idée d'appeler le Roi près de nous, et, malgré toutes les chances qui s'opposaient à la réussite de cette démarche, j'ai toujours nourri l'espoir qu'elle réussira. Aussi, comme vous le dites, Dieu a béni nos intentions, parce qu'elles étaient pures et parce qu'elles étaient basées sur la foi en Lui seul.

Mais en même temps je manquerais à cette *vérité* qui doit régner dans nos paroles comme dans nos pensées, si je me faisais sur les suppositions gratuites que vous établissez sur la politique du Cabinet autrichien. Quelles données avez-vous pour l'accuser comme vous le faites? Et n'est-on pas responsable devant *ce Dieu de Vérité* de toute inculpation injuste qu'on fait peser sur le prochain sans y être autorisé par quelque preuve? Le fait est que, dès notre réunion à Troppau, le Cabinet autrichien nous a donné une Déclaration formelle qu'aucune pensée d'envahissement ou d'extension de limites, enfin de changement de l'état de possession actuel et garantis par les Traités n'entraient dans ses vues. C'est là la base sur laquelle nous avons travaillé tout ce temps, et je dirais plus, aucune extension de territoire n'est même possible en Europe depuis les liens qui unissent tous les Etats, car toutes les puissances de l'Europe sont décidées à ne pas tolérer que l'une d'elle s'avisât de changer l'état de possession actuel. Vous voyez donc que vous avez établi une accusation gratuite.

Je vais vous en donner une nouvelle preuve. L'Autriche a poussé la délicatesse au point de donner une Déclaration à la Conférence comme quoi non seulement elle ne demanderait aucune indemnité pécuniaire pour les frais de ses armements actuels, mais qu'elle était décidée à ne pas même l'accepter. Chacun des autres Cabinets a fait une réponse formelle à cette Déclaration pour l'approuver et elle est donc devenue Acte. Cela vous prouvera encore mieux que vos suppositions ont été injustes.

Vous me recommandez de prêcher aux Souverains de livrer leurs cœurs au Seigneur. Cette même *vérité* me commande de vous répondre que le Roi de Prusse et l'Empereur d'Autriche sont religieux du fond de leurs cœurs, qu'ils reconnaissent franchement la Toute-Puissance du Seigneur et en toutes les occasions le confessent hautement. Je n'ai donc aucun mérite de m'entretenir avec eux sur un sujet pareil, puisque c'est une habitude prise entre nous depuis si longtemps. Mais après vous avoir dit cela, je suis également tenu d'ajouter qu'il peut y avoir des nuances dans notre manière d'envisager les choses qui tiennent soit aux différents rites que nous professons, soit au degré d'avancement dans la voie intérieure dans laquelle chacun de nous se trouve, et sur lequel il est bien difficile que chacun de nous s'établisse juge pour les autres.

Bénédissons tous plutôt ce Dieu de Bonté, qui a permis que trois êtres placés à des postes comme ceux auxquels nous nous trouvons élevés, s'entendent si franchement, si amicalement sur toutes les questions et soient réunis l'un à l'autre par un lien de cœur fondé sur l'amour que tous trois professent pour le Seigneur. Ensuite abandonnons-nous avec foi à Sa conduite et à Sa direction et *ne gâtous ni le vin ni l'huile* *) en y mêlant de notre propre ouvrage, qui ne serait que tristement humain. Voilà ma profession de foi, je la sens dans mon cœur, et dès lors je ne puis en dévier sans infidélité à Celui auquel je me suis remis en entier.

C'est là la manière dont je puis vous prouver ce que vous me recommandez avec instance, nommément de *me défaire de toute volonté propre*. C'est à quoi toutes mes pensées et mes soins sont voués, autant que ma chétive humanité est capable de le remplir. Je m'abandonne complètement à *Sa direction*, à *Ses déterminations*, et c'est *Lui* qui *amène* et qui *place* les choses; je ne fais que suivre en tout abandon, persuadé comme je le suis dans mon cœur qu'Il ne peut mener que vers le but que Son économie a décidé pour le bien commun.

Vous me dites de confesser hautement ce dont je conviens dans mes entretiens avec vous, *que mon unique ressource est le Seigneur*. Mais ai-je tenu un autre langage depuis 1812, époque à laquelle j'ai senti si puissamment dans mon cœur l'appel de mon Sauveur? Avec les Souverains, j'en appelle à tous, tant qu'ils sont, si jamais ils m'ont entendu une autre doctrine, j'en appelle à toute ma correspondance avec eux, qui en fait document. A mes ministres, je ne fais que répéter ce même langage. Questionnez lequel vous

*) *Apocalypse*, chap. VI, v. 6.

voudrez, si jamais ils ont entendu autre chose de ma bouche; enfin aux Peuples, c'est mes Manifestes qui doivent faire preuve que ce n'est encore que ce même et unique langage que je leur ai tenu. Donnez-vous la peine de relire tous ceux qui ont paru, depuis 1812 jusqu'au moment actuel. Ainsi donc, jamais la crainte de l'opinion ne m'a arrêté sur ce sujet et je ne me suis jamais soucié que du tribunal de mon cœur, qui est tout au Seigneur.

Vous me dites de suivre la marche que j'ai suivie depuis 1812 *jusqu'à mon départ pour Vienne*. Vous le dites dans un sens à me faire croire que vous supposez que ce séjour a pu porter quelque atteinte à ma manière de voir ou de sentir! Mais de quel départ pour Vienne parlez-vous? Est-ce celui pour le congrès en 1814, où nous y avons séjourné pendant huit mois. Si telle était votre idée, vous avez oublié en ce cas que l'idée de la Sainte Alliance m'a été inspirée à Vienne, comme je vous l'ai dit plus d'une fois, pour clôturer le Congrès, que ce n'est que le retour de Napoléon de l'île d'Elbe, survenu à la fin de notre séjour à Vienne, qui m'a fait naître la croyance, qu'il fallait encore différer avec l'exécution de cette pensée jusqu'au moment que cette nouvelle lutte serait terminée à l'aide de la Providence, et qu'enfin c'est à Paris, après que Napoléon s'est trouvé terrassé pour la seconde fois par la miséricorde Divine, que Dieu me mit dans le cœur de réaliser ce vœu que je nourrissais depuis le Congrès et me porta à tracer sur le papier l'acte, tel que vous le connaissez. Aussitôt après mon retour à Pétersbourg, parut le Manifeste par lequel l'Acte de la Sainte Alliance a été publié, et ensuite, plus tard, le 1^{er} janvier 1816, parut celui dans lequel j'ai cru devoir énumérer tous les bienfaits que le Seigneur s'est plu de répandre sur nous pendant cette mémorable époque.

Je crois vous avoir prouvé par tout ce que je viens de vous dire que le séjour de huit mois que j'ai fait alors à Vienne est bien loin d'avoir porté atteinte à mes idées religieuses ou à la confession de ces idées devant le monde entier. Au contraire, c'est depuis cette époque que notre politique, étant basée sur un acte aussi solennel, n'a cessé d'avoir cette intimité entre tous les Cabinets et surtout principalement entre les trois qui ont été les premiers à le conclure, intimité qui a été comme la clef de la voûte et qui a résisté à toutes les tentatives qu'ont essayées contre elle tous les révolutionnaires libéraux, niveleurs radicaux et Carbonaris de tous les coins du monde. Car, ne vous faites pas d'illusion sur cela, il y a une conspiration générale de toutes ces sociétés: elles s'entendent et se communiquent toutes, j'en ai des preuves certaines en main, et c'est depuis qu'elles se sont convaincues que la politique établie entre les Cabinets n'est plus comme celle d'autrefois, que tout espoir de les désunir et par conséquent de pêcher en eau trouble ou de diviser pour régner est évanoui, et que surtout la Religion Chrétienne est devenue la base fondamentale des principes qu'ils professent, dès ce moment, dis-je, toutes ces sectes, qui sont anti-chrétiennes et qui sont fondées sur les principes de la soi-disant philosophie de Voltaire et d'autres pareils, ont voué à tous les gouvernements une vengeance la plus acharnée. Nous en avons vu des tentatives en France, en Angleterre, en Prusse, tandis qu'en Espagne, à

Naples et en Portugal ils ont réussi déjà à culbuter les gouvernements. Mais ce qu'ils poursuivent, c'est moins les gouvernements que la Religion du Sauveur. Leur devise est de tuer *l'Inf.*....., je n'ose même tracer cet horrible blasphème, trop connu d'ailleurs par les écrits de Voltaire, Mirabeau, Condorcet et de tant d'autres semblables. Pour en revenir à vos lettres, je ne peux pas croire que vous entendiez par mon départ pour Vienne le peu de jours que j'y ai passés à mon retour d'Aix-la-Chapelle en 1818. Là, aucune affaire quelconque ne s'est traitée; toutes ont été terminées à Aix-la-Chapelle, et encore terminées d'après les mêmes principes d'union et d'accord intime qui n'ont pas cessé de diriger les Cabinets. La France a été admise à cette même intimité en y faisant cesser l'occupation militaire sous laquelle elle s'était trouvée jusqu'à cette époque.

Il est encore moins possible de supposer que, par mon départ pour Vienne, vous entendiez désigner mon absence actuelle, parce que cette fois-ci, j'ai à peine vu Vienne, n'y ayant fait que passer et notre travail s'étant fait à Troppau et à Laybach, comme vous le savez très bien. Ainsi, franchement, je n'ai pas pu comprendre ce que vous vouliez désigner par le *départ pour Vienne*, et encore moins me rendre compte quelle espèce d'influence lui avez-vous pu supposer? Ce dont je peux bien vous répondre, c'est que ces suppositions sont complètement gratuites et destituées de toute vérité et qu'aucune espèce de tentative contre mes opinions religieuses n'a été même essayée.

Je suis complètement d'accord avec vous que l'enfer est déchaîné contre notre marche: c'est tout simple, et tout ce que je vous ai dit plus haut tend à le prouver. Mais c'est précisément comme vengeance de ce que sans déguisement et ouvertement nous nous déclarons Chrétiens et professons la Religion du Sauveur, chacun d'après sa meilleure conception, mais ce que je puis bien répondre, chacun de nous trois le fait de cœur et aussi bien qu'il sait le faire. Vous me dites que l'enfer ne peut attaquer ma foi, qui est profondément enracinée dans mon cœur, je cite vos propres paroles. J'aime à l'espérer, mettant toute mon unique confiance, en cela comme en toute autre chose, dans l'aide du Seigneur. Mais dans une autre lettre vous me dites que „M. Kochéleff est réduit au silence jusqu'à ce que l'Elu agisse avec plus „d'abandon et *de foi*“.

Comment concilier ces deux assertions? Tout ce que je puis vous dire, c'est que j'agis complètement d'après *ma foi*, mais il m'est impossible d'agir d'après *la foi d'un autre*. Voilà une vérité qui me semble n'est pas assez sentie. Si j'agissais d'après *la foi d'un autre* et qu'en même temps cette manière d'agir ne serait pas en concordance avec *ma foi*, je crois que je serais criminel.

Cette croyance est, j'ose le dire, d'accord avec St-Paul.

Dans ce moment-ci, j'ai ouvert l'Écriture pour chercher le passage qui se rapporte à ce que je viens de vous dire, et, en ouvrant le livre, mes yeux se sont portés sur l'*Épître aux Romains*, chap. VIII, depuis le v. 22 jusqu'à la fin du chapitre. Ce n'est pas la citation que je cherchais, mais comme ce

qui s'est ouvert m'a paru si marquant et analogue à ce que je vous écrivais, je vous engage à le lire.

La citation sur laquelle j'appuie ce que je vous ai dit sur *la foi* est dans l'*Épître aux Romains*, chap. XIV, dans le dernier verset 23: „*Il est condamné parce qu'il n'agit pas selon la foi. Or tout ce qui ne se fait pas selon la foi est péché*“. Au reste, tout ce chapitre mériterait d'être lu, puisqu'il explique bien les relations dans lesquelles on se trouve l'un envers l'autre sur tout ce qui a rapport à la foi. D'après ma conviction, je suis bien loin de renfermer la semence pour des prétextes tels que prudence, sagesse, circonspection, etc., mais je sens que je suis dépositaire d'une œuvre sacrée, sainte: je ne dois ni ne puis la compromettre; je dois encore moins être une cause de scandale.

St-Paul dit, *Épître aux Romains*, chap. XIV:

V. 13: „*Ne nous jugeons donc plus les uns les autres, mais jugez plutôt que vous ne devez pas donner à votre frère une occasion de chute et de scandale*“.

V. 16: „*Prenez donc garde de ne pas exposer aux médianees des hommes le bien dont nous jouissons*“.

V. 18: „*Et celui qui sert Jésus-Christ en cette manière est agréable à Dieu et approuvé des hommes*“.

V. 19: „*Appliquons-nous donc à rechercher ce qui peut entretenir la paix pour nous, et observons tout ce qui peut nous édifier les uns les autres*“.

V. 21: „*Et il vaut mieux ne rien faire de ce qui est à votre frère une occasion de chute ou de scandale, ou qui le blesse parce qu'il est faible*“.

V. 22: „*Avez-vous une foi éclairée? Contentez-vous de l'avoir dans le cœur aux yeux de Dieu. Heureux celui que sa conscience ne condamne point en ce qu'il veut faire*“.

V. 23: „*Or tout ce qui ne se fait pas selon la foi est péché*“.

Vous me dites que M. Kochéleff voit qu'il n'y a pas d'harmonie nécessaire dans le lien! Mais en quoi le voit-il? Personne plus que moi ne désire cette harmonie et ne prie Dieu avec plus de ferveur pour l'obtenir. J'ose dire que de mon côté j'ai toujours tout fait pour conserver et maintenir cette harmonie, excepté ce que mon sentiment intérieur me défendait de faire. Encore une fois, il ne dépend pas de moi d'agir contre ce sentiment intérieur; quand il me parle, je dois plier et me soumettre, et il n'y a pas de considération humaine pour laquelle je puisse transgresser ce que ce sentiment intérieur m'indique. Mais, pour revenir à ce que je vous disais sur cette harmonie que M. Kochéleff croit être dérangée, encore une fois, en quoi le voit-il? Est-ce par rapport à Mme Bouche? Car voilà le seul point où nous différons dans la manière de sentir. Eh bien! fidèle à cette *vérité* qui guide ma plume, je vous dirai sur Mme Bouche, que plus d'une fois j'ai été dans le cas de vous dire dans nos conversations que je croyais qu'il entraînait beaucoup d'humain dans les paroles de Mme Bouche. J'en ai eu un sentiment très pro-

noncé dans mon cœur. Dépend-il de moi de déraciner ce sentiment intérieur? Ah! bien sûr que non!

Quand il s'agissait de faire partir Dubié pour Berlin, vous vous souviendrez combien j'ai été contre ce voyage: je sentais intérieurement en moi quelque chose qui me disait que cela n'était pas bien. Enfin, par déférence, par soumission à l'opinion de M. Kochéleff et à la vôtre, j'ai fini par ne plus m'opposer à ce départ; cependant j'avais exigé qu'il ne fût pas question de moi dans les pourparlers que Dubié comptait se ménager. En même temps je me suis dit: *Si c'est une œuvre de Dieu, elle se manifestera par sa réussite*, et alors je serai le premier à avouer que mon sentiment intérieur m'a abusé, et dès ce moment je me conformerai avec la plus entière soumission à tout ce qui me sera indiqué. Par des lettres que j'ai reçues de vous à Varsovie, j'ai vu que Dubié se vantait d'avoir été très bien accueilli par le Roi de Prusse, et d'être très content des résultats de ses entretiens avec lui. J'étais donc tout prêt à me croire coupable, et c'est avec ce sentiment que je suis arrivé à Troppau. Mais ma surprise a été complète quand, après un séjour avec le Roi de Prusse de près de quinze jours, me trouvant presque tous les jours avec lui en tête-à-tête et dans des conversations très intimes, je ne lui ai pas entendu me dire un mot sur Dubié ni ses entretiens. Enfin, quelques jours avant le départ du Roi, j'ai rompu la glace moi-même et je lui ai demandé des détails sur ses entrevues avec Dubié. La manière dont il m'en a parlé ne m'a pas laissé le moindre doute que Dubié a transgressé la première condition que j'avais mise à son départ en s'annonçant chez le Roi comme envoyé à lui *par moi*. C'est là la raison pour laquelle le Roi le reçut, mais avec une très grande surprise. Ensuite j'ai eu tout aussi peu de doute que Dubié a été très peu fidèle dans le récit qu'il vous a fait de ses conversations avec le Roi, car, bien loin de pouvoir en être content, le Roi n'a accordé aucune confiance à ce qu'il lui a dit, puisque le Roi lui a demandé quelques preuves de ce qu'il lui avançait et Dubié n'en a jamais pu produire. Le Roi lui a demandé enfin son opinion sur la marche qu'il avait à proposer, et Dubié n'a jamais pu lui rien articuler. Aussi le Roi ne l'a envisagé que comme un aventurier qui n'était pas qualifié à inspirer de la confiance. Cela m'a suffi pour me prouver que mon sentiment intérieur ne m'avait pas trompé quand il s'opposait fortement à ce voyage de Dubié et réprouvait tout autant toutes ces lettres que Mme Bouche a jugé à propos d'écrire et qui n'ont produit plutôt qu'un effet nuisible. C'est là ce que mon sentiment intérieur m'avait dit d'avance, ne m'y faisant envisager qu'une œuvre humaine et non Divine. Celle-ci a au contraire toujours bien marqué par son à-propos et par la manière persuasive avec laquelle elle venait s'adresser à ceux pour lesquels elle est adressée.

Dieu ne se trompe pas en dirigeant Ses missions. Elles sont envoyées là où elles ne peuvent que produire leur effet et elles arrivent avec un caractère à ne pas laisser en suspens ceux auxquels elles sont adressées, quand ce sont surtout des êtres craignant et aimant leur Dieu. Enfin, pour continuer mon sujet, fidèle à ce que je me suis imposé, j'ai attendu que l'Empereur

d'Autriche me dise un mot sur ce qui lui est parvenu de cette affaire, mais jusqu'à ce moment il ne m'en a jamais ouvert la bouche. C'est encore un document de plus pour moi de la vérité de mon sentiment intérieur. J'attendrai encore: si Dieu me met dans le cœur de rompre le silence, je le ferai tout de suite; mais je ne le ferai que si j'éprouve cette impulsion, m'étant complètement remis à Dieu seul pour toutes mes actions et mes pensées.

J'ai été étrangement surpris il y a huit jours à peu près en recevant une lettre incluse dans une autre au prince Wolkonsky de Pétersbourg, signée par une Mme Zebrowsky, née Bystrom, sur une affaire personnelle d'intérêt. Toute cette lettre, avec la note sur l'affaire qui y est jointe, se trouve écrite de la main de Mme Bouche. Je la joins ici. Vous verrez que, d'après ce qui est marqué dans la lettre, elle demeure dans l'hôtel de Londres, par conséquent dans le même local avec Mme Bouche. Je vous demande franchement à vous-même: est-ce un rôle qui convient à Mme Bouche que de transcrire des pétitions sur des affaires d'intérêt, et c'est-il analogue à ce mystère sous lequel il était convenu qu'elle devait continuer de rester, mystère dont elle-même parle sans cesse dans ses réponses? Comment concilier deux marches si opposées? Et n'est-ce pas une preuve nouvelle que beaucoup d'humain entre dans ses mobiles?

Si vous pouviez nourrir quelque doute sur ce que j'avance, vous auriez le moyen de tirer la chose au clair en venant d'une manière inattendue chez cette Mme Zebrowsky, comme ayant été chargé par moi de prendre des éclaircissements sur sa pétition, et vous lui demanderiez en même temps qui lui a écrit cette pétition? que cette écriture nous était connue. Quant à moi, plus je l'ai confrontée et plus j'ai acquis la conviction que c'est Mme Bouche qui l'a écrite.

Tout ce que je vous ai cité plus haut sur elle raffermi encore davantage mon sentiment intérieur, d'agir avec infiniment de mesure vis-à-vis des autres Souverains sur un sujet si peu clair encore et sur le principal personnage duquel, ainsi que sur son aide Dubié, je ne puis *avec vérité* rien dire ni de rassurant ni même de certain. Car soyons vrais: comment les connaissons-nous? Qu'est-ce qui a constaté leur mission? Et admettons même les intentions les plus pures de leur part, admettons même la voie la plus religieuse, par conséquent quelques lumières supérieures: d'après cette intime conviction qu'il ne m'est pas possible d'étouffer en moi, il s'est mêlé tant de fois de l'humain de leur part, qu'en conscience je ne puis, sans trahir la vérité et sans agir en sens inverse de ce que me dit mon sentiment intérieur, les recommander aux Souverains Alliés comme des autorités infaillibles ou comme des intermédiaires avérés entre le Seigneur et nous, et en prendre surtout la responsabilité sur moi.

Vous me dites que M. Kochéleff a été frappé par l'incendie de Bruxelles. Mais pourquoi doit-il être envisagé comme un châtiment ou un avertissement pour moi? *La vérité* me porte encore à vous dire que je ne partage pas cette opinion. Ma sœur *), son mari, leurs enfants sont heureusement

*) La Grande-Duchesse Anna Pavlowna.

sortis de la maison, personne des domestiques n'a été victime; ainsi je n'ai qu'à remercier Dieu, car quelques effets de brûlés sont une chose bien peu conséquente. Ne serait-il pas plus permis d'envisager cet événement comme un de ces sacrifices miséricordieux que le Seigneur impose quelquefois à ceux qu'Il gratifie d'un très grand bonheur? C'est ainsi que mon cœur l'a envisagé. Ma sœur est aussi heureuse qu'il est donné à un être humain de l'être: le bonheur le plus parfait, des enfants charmants, une situation qu'elle affectionne beaucoup. Souvent, je l'avoue, j'avais quelque inquiétude de ce trop de bonheur. Il me paraît donc qu'un événement de ce genre est salutaire pour eux, pour ne pas se laisser aller à une sécurité trop complète et toujours nuisible, et réchauffer leur recours à ce Dieu de miséricorde. Voilà ce que j'ai senti sur ce sujet.

Vous et M. de Kochéleff semblez nourrir quelques inquiétudes sur les influences papales. Rappelez-vous ce que dit Notre Seigneur dans la barque à ses disciples sur leurs craintes: „Pourquoi êtes-vous des hommes de peu de foi?“ N'aurais-je pas quelque droit de vous appliquer cette citation? Ce que je puis vous garantir, c'est que j'ai eu bien peu de mérite à résister à ces influences, car pas une syllabe ne m'est parvenue de la part du Pape sur aucune ingérence quelconque de sa part dans les affaires de nos Eglises Catholiques. Mais d'ailleurs, comment mettre cette crainte que vous éprouvez sur le Pape et son influence en harmonie avec les paroles de Mme Bouche, qui prétend qu'il doit nécessairement être une des chevilles ouvrières de la grande œuvre?

J'ai lu avec la plus mûre attention la citation que vous m'appliquez des versets 3, 4, 5 et 6 du chap. X de la IV^e *Epître aux Corinthiens*. Ma réponse se trouve dans le même chapitre au verset 7, par conséquent tout de suite après ceux que vous me citez. Lisez-la et méditez-en le contenu.

Sur le juif, je suis parfaitement de votre opinion, que toute cette affaire peut attendre mon retour.

Enfin voici une bien longue lettre. Je n'ai suivi que l'impulsion de mon cœur en vous l'écrivant et je la termine en vous disant que c'est bien ardemment que je désire cette entente harmonique dans notre lien, mais il ne dépendra jamais de moi d'étouffer ce que mon sentiment intérieur me désignera être la vérité et je n'ai pas de force d'agir contre elle.

Faites mes plus tendres amitiés à M. Kochéleff, ainsi qu'à Mme Krudener, à Berckheim et à sa femme. Tout à vous de cœur et d'âme en Notre Sauveur.

Réponse du prince Golitzyne à la lettre précédente
de l'Empereur Alexandre I^{er} *).

St-Petersbourg, 4 mars 1821.

Ayant reçu, Sire, votre lettre commencée le 8 et finie le 15 février, je m'empresse d'y répondre avec la franchise que je dois à mon Divin Maître et au lien qui nous unit avec vous en Jésus-Christ. Vous reconnaissez dans mes lettres et surtout dans l'opinion que j'énonce de M. Kochéleff une certaine désapprobation de votre politique. Vous en cherchez la source, et, comme vous dites bien, vous ne pouvez l'attribuer à l'indifférence de notre part pour les principes désorganisateur qui ont déjà révolutionné trois pays et qui attaquent les Francs, sont dirigés plus encore contre la Religion chrétienne. Vous trouvez donc cette source de désapprobation dans un sentiment de crainte que vous nous supposez sur le succès de la lutte dans laquelle vous trouvez engagé, et vous répondez à cette idée, qu'il n'y a pas moyen de composer avec le mal, quand une voix intérieure vous dit que ce mal est l'œuvre de l'ennemi. La réponse de ma part se trouve dans votre lettre même, dans ce qui est dit ci-dessus: si c'est l'œuvre de l'ennemi, que peut la force armée contre l'enfer, et le Christianisme peut-il être soutenu par des armées?

Des Princes qui ont contracté la Sainte Alliance ont des règles fixes de conduite, et, depuis que cet acte fut signé, les Princes ont-ils suivi dans toute leur marche les trois articles qu'ils ont promis au Seigneur? La pratique de ce Manifeste du Règne de Christ sur terre aurait attiré des grâces sur grâces et aurait mené les Souverains à la réorganisation pour que le Verbe régnât en eux et par eux sur la terre, afin de couronner Son Œuvre et remettre tout à Son Père. Voilà à quoi la Providence appelle ses Elus.

Les croix de l'année 1812 ont produit en vous, Sire, cette heureuse préparation, pour que l'Esprit Divin puisse agir par vous, et l'humiliation que vous avez supportée avec résignation et amour a produit les fruits de la première campagne en France. Dieu Seul, comme vous l'avez senti mieux que personne, vous a élevé au pinacle de la gloire humaine, et plus il vous élevait, plus vous vous mettiez dans le néant devant lui. Et quelle fut votre force spirituelle alors! Je l'ai senti par expérience. Vous aviez une douceur angélique, une paix qui m'a souvent donné l'onction, une modestie naturelle et une force dans les paroles avec une sagesse qui montrait les traces de Dieu, qui a habité dans cœur crucifié, qui était comme un vase rempli de bonne odeur et qui, en se vidant même, exhalait la même odeur. Vous aviez besoin alors de conversation pour glorifier Dieu, pour communiquer avec les âmes pénétrées d'amour pour le Seigneur. Ensuite vint le voyage à Vienne pour le congrès (cité dans ma lettre) où l'ennemi, dans la dissipation et les fêtes, très adroitement sème l'ivraie en vous. Cette idée me dispose à porter votre attention

*) Bibliothèque Particulière de S. M. l'Empereur, Section des Manuscrits, casier II, rayon 5, carton 33.

sur le passage de l'Évangile où les serviteurs par zèle voulaient arracher l'ivraie et le Seigneur les en empêcha, afin que, l'arrachant, ils ne détruisissent le bon grain, attitude qui par justice fut ainsi accordée au libre arbitre pour son action y relative. Votre fond était toujours resté à Dieu et l'élection était trop clairement prononcée pour que l'œuvre de l'ennemi ne fût astucieusement voilée. Vous ne pouviez pas même l'apercevoir en produisant par la grâce Divine la Sainte Alliance et d'autres Manifestes, comme vous me le faites remarquer. Tout cela même vous donna l'assurance que vous étiez avancé dans la voie. Vous commençâtes même à prêcher le Christ aux dames et à d'autres personnes, si vous vous en rappelez: à quelle occasion M. Kochéleff vous fit la remarque qu'il ne fallait pas encore dépenser, tandis qu'il s'agissait d'amasser, l'ivraie croissant en attendant avec le bon grain, et le temps vint où à la fin j'ai pu remarquer moi-même que, par considération humaine, vous m'avez fait changer des phrases chrétiennes dans les papiers que je présentais à la signature et nommément dans un rescrit à un certain Бородавка, homme pieux qui a fait quelques donations. Ensuite ces considérations pour l'opinion de quelques catholiques vous mettaient dans l'embarras, et vous étiez prêt de gêner des prédicateurs prêchant le pur Évangile. Même, Sire, j'oserais vous dire une chose dont vous ne conviendrez point, mais que j'ai remarquée par plusieurs indices. Vous aviez honte de moi, parce que j'ai ouvertement rompu avec le monde et que je ne me souciais plus de ce qu'il pouvait dire de moi en bien ou en mal. La dernière année que nous avons passée ensemble, je ne vous voyais plus autrement que les jours de travail, parce qu'apparemment le public ne pouvait pas vous reprocher de voir une fois la semaine un homme qui était avec vous plusieurs fois par jour quand je n'étais qu'amusant et frivole. Examinez, Sire, ce tableau et considérez ensuite si des hommes qui vous sont voués entièrement en Jésus-Christ ne durent pas vous faire part de certaines appréhensions sur votre marche. D'ailleurs, l'engagement que nous avons pris tous les trois en face du Dieu vivant, n'est pas une plaisanterie et celui que vous avez placé péniblement pour lui au haut du Triangle, sans qu'il l'ait voulu, sentant que pour cet effet ce résultat était encore précoce, n'aurait-il pas eu une responsabilité devant le Haut *Tré-Un*, s'il ne vous a pas dit ce que pesait sur son cœur? Et la manière dont vous le reçûtes l'a réduit au silence direct vis-à-vis de vous; mais l'amour qui nous unit me pousse néanmoins à vous écrire ce qui part de son cœur crucifié, produit des états spirituels par lesquels vous passez et que vous avez en perspective.

Vous me citez, Sire, *Judith*, que vous lisiez dans vos lectures journalières et que j'ai fini aussi de lire depuis quelques jours, vous pouvant la citer à mon tour, croyant, Sire, être certain que ce livre est plus à l'appui de mon opinion que de la vôtre. Car les habitants de Béthulie ne s'appuyaient point sur la force des armées, mais sur Dieu seul, et ensuite vous m'avez communiqué, Sire, des citations de l'Écriture Sainte, qui, permettez-moi de vous dire, ne peuvent nous regarder comme faisant partie d'un lien si spirituel et si sacré que nous devons être comme un seul homme. Et toutes ces citations regardent la prédication à un peuple comme les Romains, que St-Paul prêchait, et nous

ne cherchons pas à être prédicateurs, mais coopérateurs de l'œuvre Divine sur la terre, et nous ne pouvons prendre, dans la position où nous nous sommes trouvés vis-à-vis de vous, que l'ensemble de l'Écriture Sainte et non partiellement et dans un sens détaché.

Si vous voulez, Sire, vous rappeler ce que je vous ai écrit cet été à Varsovie sur la force de la puissance des Rois, comment Dieu l'a cédée pour ainsi dire à Saül et comment nous sommes parvenus aux temps où le Seigneur veut derechef régner sur la terre et veut que les puissances s'abaissent devant Lui, que leurs cœurs s'ouvrent et que le Saint Esprit agisse en eux. Si les puissances ne veulent pas de ce nouvel ordre de choses, alors l'enfer a la permission de soulever les peuples pour leur ôter cette puissance. La marche de l'Élu est claire dans ces circonstances. Voilà ce qu'a prêché Mme Bouche. Que nous fait la personne, quand même il y aurait de l'humain en elle, comme vous le dites. Il ne faut jamais s'attendre que les instruments dont se sert Dieu soient toujours parfaits, et la plupart du temps ils sont choisis parmi des ignorants et des faibles. Dieu a parlé même par une ânesse: les pierres parleront, si les hommes voudront rester sourds. Enfin, Sire, ne considérons pas celui qui porte la parole Divine, pourvu qu'elle ait le caractère de la vérité et l'analogie avec l'Écriture Sainte. C'est par cet aspect que nous l'avons envisagé d'après lequel j'ai traité toute l'affaire.

Vous terminez votre lettre, Sire, avec des sentiments en Notre Seigneur, mais son contenu prouve que vous n'avez pas goûté ce que l'amour pour vous de deux êtres qui vous sont entièrement voués, ont constamment cherché à vous mettre au cœur. Vous voulez seulement paraître devant nous juste et avancé dans la voie, puisque vous dites que vous ne faites rien que par les déterminations de Dieu et que vous ne faites que suivre en tout ce qui vous est ordonné par Lui. C'est aussi le seul vœu que nous pouvons former pour vous, mais alors ce serait nous qui serions dans la fausse voie, n'étant pas en entente harmonique avec vous.

Notre troisième, après avoir entendu avec humilité, résignation et soumission toute la lecture de votre lettre, m'a chargé de remercier V. M. pour Son souvenir, et, après une courte prière incontinent faite, il m'a prié de prendre l'Écriture Sainte, de l'ouvrir et de poser le doigt sur le premier verset qui me tomberait sous la main. Ce verset est le 3^me dans le psaume 140 du Psalmiste-Roi. Alors frappé de cette miséricordieuse leçon et plein de gratitude envers Celui de qui il la reçoit, il se voue plus que jamais au plus profond silence, jusqu'à d'autres temps et d'autres ordres. Et dans cette disposition, portant sa croix, il met aux pieds de celle de Notre Sauveur tout ce qu'il a pu jusqu'ici vous faire parvenir directement ou par transmission, comme tout ce qu'il vient de recevoir de vous dans votre dernière lettre du 8 au 15, ne déguisant rien, mais bénissant et louant le Seigneur de tout, en tout et pour tout.

Je dois, Sire, répondre encore au sujet de l'incendie de Bruxelles, que vous qualifiez de châtement pressenti par notre troisième. Ce n'était au contraire qu'un sentiment d'avertissement, comme celui de Czarsko-Sélo où on frappa

les hochets en montrant le danger que pouvaient courir dans de pareils événements les personnes mêmes. Mais les châtimens pressentis par lui pour l'année 1821 et 1822 se développent déjà dans les famines et mortalités qui en sont le résultat sur plusieurs points de l'Empire, comme dans l'esprit de la force armée et en partie dans celui même de la nation, bien différent de ce qu'il était l'année 1812 et 1813 et 1814 que vous citez, et si, à cette dernière époque, le sentiment d'agir hors des domaines nationaux fut juste, comme fortement prononcé, dans notre troisième, celui du moment actuel pour l'Élu également fortement prononcé de n'être que conseil sage et prépondérant pour l'extérieur, mais opérateur paternellement vigilant pour l'intérieur. C'est à présent à V. M., d'après *sa foi*, qu'il appartient de décider si ce sentiment dans notre troisième, à l'époque où il vous l'exprima, était vrai et si votre action en tout point y a été conforme.

Quant à ce dont les suppôts de Satan, comme Voltaire, Mirabeau et Condorcet, ont profondément pénétré V. M. relativement aux associations infernales, personne ne sait mieux que vous, Sire, combien plus efficacement notre troisième est convaincu de tous ces dangers par une lumière découlée d'une source ineffable et pure, qu'il ne vous a pas laissé ignorer dans le temps, objet sur lequel il lui est arrivé de revenir plus d'une fois vis-à-vis de vous. Cette conversation fut franchement terminée hier entre nous en priant avec ferveur pour l'Élu et en demandant au Seigneur que, dans ma carrière de l'activité en évidence et de celle de notre troisième de silence en soumission, Il nous dispense généreusement pour Son Œuvre Son esprit de pureté, d'humilité, de résignation et d'amour, et aussi, pour Sa plus grande gloire, la connaissance de jour en jour plus profonde de Son inépuisable bonté pour les créatures soumises sans réserve à Sa Sainte Volonté.

P. S. Pour ce qui concerne la lettre écrite par Mme Bouche pour Mme Zebrowska, d'après l'aveu que la première nous fit après avoir expédié sa lettre pour vous, vous devez savoir déjà les motifs qui l'ont guidée dans cette affaire; mais comme vous m'avez envoyé la lettre de Mme Zebrowska par laquelle elle vous demande que son affaire soit suspendue jusqu'à votre retour, je demande vos ordres, Sire, sur ce que je dois faire de la lettre.

40.

Laybach, le 24 février 1821.

J'ai reçu, cher ami, vos deux lettres du 28 janvier et du 4 février. Remerciez, je vous prie, M. Kochéleff bien affectueusement pour son souvenir et pour ce qu'il vous a chargé de me dire.

Les deux lettres ci-jointes expliquent le doute sur celle de Mme Zebrowsky que je vous ai envoyée par le dernier courrier. Elles vous prouveront que je ne me suis pas trompé dans mes suppositions: je vous laisse vous-même juge si tout cela est bien correct? Maintenant donc Mme Zebrowsky se trouve initiée dans les rapports de Mme Bouche avec moi, puisque sa lettre

adressée directement à moi a été incluse dans celle de Mme Zebrowsky au prince Wolkonsky, et celle-ci n'a été écrite que pour faire parvenir celle de Mme Bouche directement à moi, comme vous vous en convaincrez vous-même. J'ai souligné quelques passages, soit de cette lettre, soit des réponses ci-jointes, qui constatent que Mme Bouche est contente maintenant de la marche des choses. Même elle avoue avoir eu tort d'attendre des demandes de ma part! Tout cela me prouve, cher ami, qu'en me laissant aller avec un entier abandon à la volonté Divine et au sentiment intérieur qu'Il place Lui-même dans mon cœur, je crois suivre la route la plus sûre, et qui m'a préservé déjà de bien des faux pas. Que Sa volonté seule soit faite en tout! Voilà mon refrain perpétuel.

Je joins ici de même la perustration d'une lettre de Christin sur laquelle vous et M. de Kochéleff avez fixé mon attention. Je partage complètement votre opinion à tous deux sur cette lettre. Aussi je vous assure bien que c'est là les principes que nous suivons et que jamais nous n'avons voulu entrer dans aucune composition avec les carbonaris et les révolutionnaires, soit de Naples, soit de l'Espagne. Si nous avions suivi une marche différente, il y a longtemps que nous aurions terminé; mais cela n'aurait été qu'un palliatif momentané. Nous avons mieux aimé lutter contre une somme de difficultés plus grandes, mais ne pas composer avec le mal et travailler de toutes nos forces à le détruire en plaçant toute notre foi dans le secours Tout-Puisant du Seigneur.

Maintenant venons aux affaires. La lettre de M. Malan, ministre de l'Eglise de Genève, est excellente. Je vous restitue la vôtre et je vais répondre à la mienne, ensuite je vous l'enverrai de même. Je vous renvoie un de vos billets avec ma résolution. Quant à l'autre sur les Ecoles d'enseignement mutuel, je vous dirai avec ma franchise habituelle que, tout en ayant complètement raison pour le fond de l'affaire, vous avez manqué quant à la forme.

La vente qui se fait par la commission des Ecoles Militaires de tableaux vieux n'a lieu qu'en vertu d'un ordre donné par moi. Avant donc de le révoquer de votre propre autorité, vous auriez dû m'en demander mon assentiment, ou bien en conférer verbalement avec le comte Araktchéeff, sous les ordres duquel elle se trouve. Il vous aurait instruit alors que cette vente est instituée uniquement pour procurer un bénéfice à cette commission, avec lequel elle puisse suffire aux différentes dépenses qui pèsent sur elle, que peu lui importe quels tableaux et quels modèles d'écriture elle imprime, mais ce qui lui est indispensable, c'est qu'elle puisse avoir un revenu avec lequel elle compense ses dépenses, ainsi qu'elle peut parfaitement adopter vos modèles, mais pourvu qu'on lui laisse la faculté de les vendre. Au reste, tout ce que je vous dis là, c'est de mes propres conjectures, car je n'ai pas reçu encore un mot du comte Araktchéeff sur cette affaire. Je lui ai demandé des renseignements.

Faites mes plus tendres amitiés à Mme Krudener, à Mme Berckheim et à son mari. La mort de Véning m'a profondément affligé. Faites-moi le plaisir de dire au frère et à sa femme toute la part que je prends à leur douleur.

Tout à vous de cœur et d'âme en notre Divin Sauveur.

J'ai marqué avec le crayon et avec une oreille une des lettres de Rosenstrauch, qui mérite votre attention. Je fais chorus avec lui sur ce qu'il dit.

41.

Laybach, le 10 mars 1821.

Je commence, cher ami, par vous dire que Samedi de la première semaine du Carême, j'ai eu le bonheur de recevoir la Sainte Communion, et à cette occasion je me suis réuni en pensée et en prières à vous et à M. Kochéleff, ce que je vous prie de lui dire de ma part, en lui exprimant mes sentiments affectueux et de me pardonner, tous les deux, tous les torts que j'ai pu avoir envers vous. Le Seigneur a permis que j'aie éprouvé un sentiment de bien-être cette fois-ci supérieur à ce que j'éprouvais précédemment en remplissant ce Saint Acte, et en même temps, jamais je n'ai senti plus fortement ma chétivité, toute ma misère. J'ai voulu vous écrire par le dernier courrier pour vous annoncer que je m'étais acquitté de ce devoir Sacré, mais j'ai eu tant de travail à expédier que je n'ai pu y réussir.

Vous savez déjà par les nouvelles que le dernier courrier a apportées à Pétersbourg le surcroît d'occupations qui nous est survenu. Le Piémont vient d'être révolutionné d'après le modèle de l'Espagne, de Naples et du Portugal, et par le même comité directeur de Paris qui a produit les trois premiers bouleversements. Mon valet de chambre Maxime va vous remettre des papiers qui vous mettront au fait des détails de toute cette affaire, que je vous prie de lire à M. Kochéleff. Ils sont contenus dans deux enveloppes sous N^o 1 et 2.

Ces circonstances sont d'une importance extrême. Je les regarde comme plus majeures peut-être que le retour de Napoléon de l'Île d'Elbe en 1815, car le mal que nous avons à combattre cette fois-ci est plus puissant que n'était le pouvoir de Napoléon. Par conséquent les mesures que nous avons à prendre devaient être proportionnées à l'éminence du danger. C'est maintenant que j'ai compris pourquoi le Seigneur m'a retenu ici jusqu'à ce moment! Que de grâces n'ai-je pas à Lui rendre d'avoir arrangé les choses de manière que je me trouvasse encore réuni à mes Alliés et à leur Cabinet! C'eût été une vraie calamité, si il en fût autrement. Aussi, après avoir imploré le secours du Tout-Puissant, dans vingt-quatre heures toutes les mesures importantes ont été arrêtées et expédiées, et maintenant nous plaçons avec tranquillité tout notre espoir dans l'aide du Seigneur.

En vous écrivant la dernière fois, j'ai oublié de vous parler de la lettre incluse de Christin. A l'heure qu'il est, je vois que cela ne s'est pas fait par hasard et que les événements eux-mêmes devaient servir de meilleure réfutation aux raisonnements qu'il y fait sur l'inutilité des réunions des Souverains, et vous prouver qu'il ne s'agit pas de faire de simples traités comme autrefois, et pour lesquels certainement un ambassadeur suffirait. Il s'agit à cette

époque-ci de lutter contre le règne de Satan; aucun ambassadeur n'y est suffisant: ce ne sont que ceux que le Seigneur a mis à la tête des Nations qui peuvent, *sous Son bon plaisir*, persévérer dans cette lutte et ne pas plier la tête sous ce pouvoir satanique, toujours croissant et se démasquant davantage.

Depuis Troppau j'avais le sentiment intérieur qu'on nous préparait quelques mines et qu'au premier jour elles allaient sauter. Mes conjectures se sont complètement réalisées. Indépendamment de ce qui se passe dans le Piémont, une insurrection contre le pouvoir de la Porte Ottomane a éclaté dans la Petite Valachie, et nous venons de recevoir la nouvelle que le prince Ypsilanti, le même qui a un bras emporté et auquel j'avais donné un semestre depuis un an pour soigner sa blessure qui se rouvre, est arrivé tout à coup à Yassy et a déclaré au Hospodar qu'il se trouvait appelé par les Grecs de l'Epire et de la Morée, ses compatriotes, pour les délivrer de la puissance de la Porte, et qu'il allait se mettre à leur tête. C'est un fou, qui probablement se perdra lui-même, et entraînera dans sa perte beaucoup de victimes, car ils n'ont ni canons, ni moyens, et il est vraisemblable que les Turcs les écraseront. Mais il n'y a pas de doute que l'impulsion à ce mouvement insurrectionnel n'eût été donnée par le même comité central directeur de Paris, dans l'intention de faire une diversion en faveur de Naples et empêcher que nous ne détruisions une de ces synagogues de Satan, établies uniquement pour propager et répandre sa doctrine anti-chrétienne. Ypsilanti, dans la lettre qu'il m'adresse, me dit ouvertement qu'il appartient à une *société secrète*, formée dans le but de la délivrance et de la régénération de la Grèce. Or toutes ces sociétés secrètes ont leur aboutissant au comité central de Paris. La révolution du Piémont n'a de même qu'un but semblable. C'est l'établissement d'un foyer de plus pour prêcher cette même doctrine et l'espoir par là de paralyser les résultats des principes chrétiens professés par la Sainte Alliance.

Or pour lutter contre un mal aussi actif, aussi puissant en moyens, il faut plus que de simples ambassadeurs. Dans des époques de dangers aussi éminents, toute autre considération doit se taire devant l'urgence du danger et la nécessité de lutter contre cet ennemi de la Religion de Notre Sauveur, qui menace de tout engloutir. Il est bon de remarquer que, dans la révolution de Naples et du Piémont, la Providence Divine a empêché que les personnes revêtues de l'autorité légitime restassent dans les mains des insurgés et les a réunies par contre aux Souverains alliés. En voici le second exemple, car le Roi de Sardaigne, n'ayant jamais voulu souscrire à l'acceptation de la constitution espagnole, a abdiqué. Son successeur légitime est son frère le Duc de Genevois, qui, par un pur hasard (ou plutôt par la volonté Divine), s'était rendu avant la révolution à Modène pour y voir le Roi de Naples à son passage. C'est là où la nouvelle de la révolution à Turin l'a trouvé. Placé hors des mains de ses ennemis, il a protesté formellement contre tout ce qui s'est passé et appelé le secours des Souverains Alliés. Cette circonstance, comme vous le verrez par les papiers, a déconcerté le plan des révolutionnaires, et ils se trouvent déjà dans une très grande confusion. Gloire en soit rendue à Dieu!

Le sort de la France est très incertain. Le comité central révolutionnaire réside à Paris. Après avoir allumé tous les incendies au dehors qui ont été en son pouvoir, il est plus que probable qu'il tâchera d'en allumer un en France même, et par là de lier un ensemble avec les révolutionnaires d'Espagne et ceux du Piémont. Je cite exprès ces probabilités pour que vous vous prépariez à ce qui, d'après ma manière de sentir, me paraît très possible. Mais aussi les mesures que le Seigneur a permis que nous prenions, réunis comme nous le sommes heureusement ensemble, avec la protection de Son Bras Tout-Puissant, j'espère, seront proportionnées à la grandeur du danger.

En attendant, grâce à la miséricorde Divine, j'ai les plus heureuses nouvelles à vous donner sur les opérations sur Naples. On peut regarder cette guerre comme finie, et elle n'a pas coûté à l'Empereur d'Autriche 50 hommes. Ce qui paraissait un colosse à combattre, par cet enthousiasme, cette exaltation, dont on disait les Napolitains animés, et tous les armements nombreux qu'ils avaient faits, par la *foi uue* en Dieu et par cette simple confiance en Lui et la conviction qu'Il n'abandonne pas ceux qui *u'espèrent qu'eu Lui*, dans moins de quinze jours avec 45.000 hommes s'est trouvé anéanti. Gloire encore en soit mille et mille fois rendue à *ce Dieu* de bonté, à *ce Sauveur* qu'Il nous a donné dans Sa miséricorde et à *cet Esprit Saint* qu'Il nous a destiné pour nous conduire quand nous nous abandonnons à Lui seul! Voilà l'espoir de délivrer Naples par des diversions, à peu près anéanti pour nos ennemis.

Je termine cette lettre, cher ami, par vous dire que, d'après l'ordre habituel que j'ai établi pour mes lectures quotidiennes, j'en suis dans ce moment dans le Vieux Testament au *Livre de Job*. A chaque chapitre que je lis, je lis aussi les explications que Mme Guyon en donne. Dans les quatre premiers chapitres, je trouve une analogie à ma propre situation personnelle, qui me pénètre et qui vibre dans mon cœur. Faites-moi le plaisir de lire ces quatre premiers chapitres dans Sacy, et à chaque chapitre lisez dans le volume VII des *Œuvres* de Mme Guyon l'explication qu'elle en donne sur chacun. Adieu, cher ami, dites mille choses à Mme Krudener, à Mme Berckheim et à son mari. Tout à vous de cœur et d'âme en Notre Seigneur.

J'ai omis de vous dire que j'attendais le résultat des affaires de Naples pour me mettre tout de suite en route pour Pétersbourg. Car dès lors mon rôle était fini et le reste pourrait s'arranger paisiblement par mon plénipotentiaire. Mais apparemment que le Seigneur en a décidé autrement, car cette nouvelle circonstance survenue en Piémont et toutes les mesures qu'elle motive me forcent malgré moi à suspendre mon départ jusqu'à ce que nous apprenions au juste l'effet qui en aura rejailli sur la France.

42.

Laybach, le 18 mars 1821.

Mon valet de chambre Maxime va vous remettre un paquet N^o 3. C'est la continuation des nouvelles. Vous y verrez les grandes grâces que le Seigneur répand sur nous dans Sa miséricorde. Vous y verrez de même que mes appréhensions sur la France ne sont que trop exactes. Abandonnons-nous complètement à la Sainte Volonté de notre Dieu, et Il fera tout prospérer à l'avancement de Son œuvre.

Je n'ai pas un moment pour vous en dire davantage. Bien des amitiés de ma part à M. de Kochéleff. Tout à vous en Notre Seigneur.

43.

Laybach, le 1^{er} avril 1821.

Mon valet de chambre Maxime vous remettra encore des papiers qui vous prouveront, j'espère, d'une manière palpable ce que la *foi en Dieu seul et Son secours* produisent.

Je n'ai pas un moment pour entrer dans de plus amples détails. Dites bien des choses de ma part à M. Kochéleff. Tout à vous en Notre Seigneur.

44.

Vérone, le 28 octobre 1822.

Je croyais vous avoir dit que je ne voulais plus entretenir aucun rapport avec Mme Bouche. Ainsi je vous prie de lui renvoyer la lettre qu'elle m'a adressée en l'avertissant que, s'il y en aura d'autres, elles seront toutes pareillement renvoyées.

Rappelez-vous ce qui concerne les médaillons et comment nous les avons quittés!!!

Quant à *Eusel*, franchement il m'a paru dérangé, dès le premier moment que je l'ai vu; c'était vis-à-vis de la ferme à Zarsko-Sélo. Cela était tel, que je l'ai fait prendre par l'invalidé qui y est préposé et le conduire au Château, mais Galitzyne André, que j'ai rencontré quelques moments après, m'a dit tant de choses de lui que j'ai été curieux de le voir. Quand il est venu avec M. Popoff chez moi, il n'a nullement répondu à tout ce que Galitzyne m'en a dit, et vous devez vous rappeler que j'ai été charmé qu'il partit. Je puis difficilement me mêler de son affaire. Chaque pays a ses règles, et on fait bien de les suivre. D'ailleurs le Roi de Prusse n'est pas ici; il est parti pour Rome et Naples.

Tout à vous en Notre Seigneur.

45.

Pilsen, le 25 décembre 1822.

J'ai besoin, dans ce jour si cher à tout chrétien, de vous adresser quelques lignes pour vous dire que votre lettre du 10 décembre a été jusqu'au fond de mon cœur. Remerciez aussi M. Kochéleff pour ce qu'il vous a chargé de me dire.

J'ai lu aussi avec sensibilité celle du 3 novembre et je puis vous assurer que mon cœur n'a rien contre vous. Un manque de temps est le seul obstacle à ma correspondance avec vous: ces lignes, je vous les écris après 2 heures du matin et à peine j'ai pu achever mon expédition. Dans quelques semaines j'espère que le Seigneur me ramènera chez vous. Tout à vous en Jésus-Christ.

46.

Taganrog, le 22 septembre 1825.

Grâce à Dieu, je me porte bien et suis arrivé très heureusement à ma destination.

Vos désirs sont remplis, et j'ai envoyé les ordres nécessaires au ministre des finances.

L'histoire qu'on vous mande de Novgorod n'est qu'un conte bleu; les deux personnages qu'on avait mis pour un moment dans le couvent en question ne sont rien moins ce qu'on tâche de les représenter dans votre lettre. Je les juge par leurs propres écrits que j'ai lus moi-même.

Tout à vous.

Vous recevrez de Gourieff du Cabinet 16.000 R. Veuillez les accepter de ma part pour vous mettre à l'aise et prévenir la nécessité de faire des dettes.

47.

Billets d'Alexandre I^{er} au prince Golitzyne *).

Faites dire, je vous prie, au vieux Archimandrite de 70 ans que j'ai un moment pour le recevoir aujourd'hui à 6 heures, et faites-le arriver à mon petit escalier comme vous l'avez fait pour le moine d'Archangel. Pour que le froid d'aujourd'hui ne le gèle pas, faites louer une voiture pour le conduire et mettez-la sur mon compte. Tout à vous.

Aussitôt l'Archimandrite sorti, nous travaillerons comme de coutume.

*) Non datés; mais presque tous postérieurs à 1820.

Je voudrais que vous mettiez la date d'hier, parce que j'ai dit au Métropolitain que c'était fait.

Faites, je vous prie, acheter une bonne pelisse au capucin, il gèle très fort, et faites-lui louer une bonne voiture fermée. Tout à vous.

Voici l'ouvrage fait. Si vous n'avez aucune observation, passez tout de suite chez Nesselrode et faites-le copier en russe et en français sur les mêmes feuilles, comme cela se fait toujours pour les traités, et dites-lui de me l'envoyer encore aujourd'hui. Veillez à ce que la ponctuation soit juste.

J'aurai un moment aujourd'hui pour le baptême de Krim-Guirey. Cela pourrait se faire au Palais d'Hiver à 5 heures, dans mon salon bleu, entre la chambre des secrétaires et mon cabinet. Je ne demande pas mieux que d'avoir pour marraine de l'enfant Mme Pitt, et comme elle a son appartement au Palais d'Hiver, elle pourra très bien s'y rendre jusqu'à la cérémonie, et, quand tout sera prêt, je la ferai avertir.

Le prince Wolkonsky va avertir Mme Pitt de ces dispositions, et vous, veuillez vous charger d'en informer Krim-Guirey et de prendre tous les arrangements nécessaires avec le curé anglais. Tout à vous.

J'ai oublié de vous prier d'avertir l'Evêque Jona que je désire qu'il n'y ait ni sermon ni discours de réception. Toute la cérémonie se passant de nuit, il me paraît peu convenable de l'allonger par des additions qui n'y appartiennent pas.

Tout à vous en Notre Seigneur Jésus-Christ.

Faites observer, je vous prie, à M. Kochéleff notre lecture d'aujourd'hui, surtout l'Evangile de St-Luc: c'est justement celui dont j'ai cité hier un verset et lu quelques autres. C'est assez remarquable. L'explication de Mme Guyon est aussi bien essentielle. Tout à vous.

Je fixe votre attention sur notre lecture d'aujourd'hui, surtout sur le chapitre IV de *la Sagesse* et son explication dans Mme Guyon, ainsi que sur *l'Evangile de St-Luc*, chap. XIII. Ils sont remarquables pour moi et m'apprennent à recevoir avec plus d'humilité et de soumission les avis qui me parviennent. Je vous ferai part des développements la première fois que nous nous reverrons. Lisez en attendant ce billet à M. Kochéleff. Tout à vous en Notre Seigneur.

Dimanche matin.

Dites, je vous prie, à M. Kochéleff que je propose de nous réunir demain, à l'heure habituelle, au lieu d'aujourd'hui. Je serai en ville à 6 heures; nous commencerons donc avec vous par notre travail ordinaire. Pour aujourd'hui, je désire rester à Zarsko Sélo et éviter par là le grand dîner de demain, qui même par là n'aura pas lieu du tout, vu mon absence, ce qui, je crois, enragera tout le monde. Tout à vous.

Vous me connaissez assez, j'espère, pour être sûr que, si j'avais la *conviction* que c'est une œuvre de Dieu, je n'hésiterais ni ne balancerai un moment. Je n'aurais besoin d'aucun comité quelconque pour prendre ma décision et j'agirais avec la fermeté qui est dans mon caractère dès que j'agis d'après mon *sentiment intérieur* ou l'impulsion de ma foi. Mais ici il n'y a rien de tout cela. J'y vois, ce qui malheureusement ne se rencontre que trop souvent depuis quelque temps, un masque de religion, une hypocrisie qui se couvre de ce manteau pour être moins aperçue, et au fond, il y a beaucoup d'apparence du moins qu'un principe de radicalisme en est le mobile. Dès ce moment, cela devient une affaire délicate, et selon moi, elle doit être menée avec clarté et publicité. Les papiers de Paulucci d'ailleurs, à mon avis, sont très bien faits. Je désirerais que vous écoutiez *avec calme aujourd'hui*, vous réservant seulement de présenter une opinion pour une séance prochaine, que *vous évitiez les discussions* et qu'ensuite, revenu chez vous, vous *priez bien*, et puis nous discuterons à nous deux la chose; après quoi vous présenterez votre opinion telle que *votre conscience vous l'indiquera*. Voilà ce qui m'est mis au cœur de vous dire. Tout à vous en Notre Seigneur et Sauveur Jésus-Christ. Que Son Esprit nous éclaire!

Ce que vous venez de m'écrire m'embarrasse beaucoup, car j'ai déjà commencé de parler sur cet objet au général Vasilitchikoff hier, et, ayant été empêché de continuer par l'heure de la messe, je l'ai invité à venir dîner aujourd'hui avec moi pour continuer notre conversation. N'ayant absolument aucune autre affaire à traiter avec lui, je me trouverais dans une étrange position en ne lui disant plus rien. C'est un homme sur la discrétion duquel on peut compter, et il en sera comme si je ne lui avais rien dit. Faites voir tout cela à M. Kochéleff et écrivez-moi ce qu'il aura répondu. Encore une fois, c'est sans aucun inconvénient quelconque, cependant je désire beaucoup la réponse de M. Kochéleff. Tout à vous en Notre Sauveur.

Faites attention, je vous prie, à notre lecture de ce matin, surtout à l'Évangile depuis le verset 14 jusqu'au 24. Surtout après ce qui a été décidé dans notre réunion, c'est marquant. Communiquez mon billet à M. Kochéleff.

Dites, je vous prie, à M. de Kochéleff que c'est chez lui que je compte venir comme l'autre fois.

Ayant justement du temps aujourd'hui, je désirerais voir M. Kochéleff, si lui ne se sent pas trop fatigué de ses dévotions. C'est à 8 heures que je lui propose de venir et c'est à vous que j'adresse ces lignes, pensant que vous êtes ensemble, pour ménager sa vue. Dites-moi bien franchement si ma proposition ne le dérange pas? Tout à vous.

Engagez, je vous prie, M. Kochéleff à être chez vous à 8 heures, et alors je vous ferai chercher tous deux comme l'autre fois par le petit escalier. Tout à vous.

Je n'ai rien contre, que M. Kochéleff sache la destination de cette somme.

Je pourrais recevoir ce soir Alexéeff à 8 heures du soir, comme l'autre jour, et mon valet de chambre sera sur la grande entrée de la Néva pour le conduire.

Mardi matin.

Ayant aujourd'hui quelques moments à moi, je désire que vous avertissiez de ma part André Golitzyne de venir à Zarsko Sélo aujourd'hui *de la manière convenue entre nous*, et de se présenter chez mon valet de chambre à 8 heures ce soir.

Tout à vous.

Jeudi 15 décembre.

Je vous prie d'avertir André Golitzyne que je serai trop occupé cette fois-ci à Zarsko Sélo pour le recevoir, d'autant plus que ma Mère veut venir m'y voir. Si j'avais quelques moments, je le lui ferais savoir par vous.

Je reçois à l'instant votre lettre et je m'empresse d'y répondre. Dites à André qu'il m'est impossible pendant ce séjour de recevoir ni Alexéeff ni lui-même, parce que ma sœur vient demain dîner chez moi, et le soir ma femme arrive pour passer la journée de vendredi ici; samedi matin je rentre en ville et aujourd'hui j'ai beaucoup trop d'occupations. Mais j'aurais la même facilité, peut-être plus, de recevoir Alexéeff au Palais d'Hiver, car je suis impatient d'en faire la connaissance.

Mercredi matin.

C'est demain que je me propose de recevoir les deux moines du couvent cartousien au Palais d'Hiver, à 7 heures. Vous leur ferez louer une voiture et les ferez conduire au podiesd ordinaire.

A 7 heures et $\frac{1}{2}$ vous inviterez aussi l'Archimandrite Moldave à venir au Palais d'Hiver, mais sur le grand podiesd du côté de la Néva. Il y aura là quelqu'un pour le conduire plus loin. Tout à vous.

Jeudi soir.

C'est demain lundi qu'aura lieu notre travail et notre réunion aux heures habituelles.

Remerciez, je vous prie, M. Kochéleff pour ce qu'il m'a fait dire par vous. Je tâcherai, sous le bon plaisir du Seigneur, d'en faire mon profit.

Répondez au prince André qu'avant de s'absenter, je désire qu'il vienne vous voir; après votre entrevue, il peut partir. Avertissez-le toutefois que je ne puis le recevoir à Zarsko Sélo ces jours-ci, ayant trop d'occupations. Après que vous l'aurez vu, vous pourrez fixer notre entrevue avec Glinka. Tout à vous en Notre Seigneur.

Mardi soir.

Avant-hier soir, des crampes m'avaient saisi à la suite de quelque chose d'indigeste qui s'est trouvé dans mon dîner. Grâce au Tout-Puissant, à la suite de quelques remèdes tout cela a passé, j'ai eu une très bonne nuit et aujourd'hui je me porte à ravir.

Mille remerciements pour tout ce que vous me dites et pour les vœux que vous formez pour moi; j'espère que le Seigneur daignera les exaucer. Tout à vous. Bien des choses à M. Kochéleff, à Mme Krudener et aux Berckheim.

J'ai vu hier le nouvel Archevêque de Kieff *). Sa conversation m'a fait grand plaisir. Il me paraît tout à fait tel à être promu à la dignité de Métropolitain. Préparez donc l'oukase en conséquence et envoyez-le moi pour la signature.

Je consens très volontiers à laisser à M. Berckheim ses appointements. L'affaire sur mon valet de chambre et Minitzky est tirée au clair, et je vous en parlerai à notre première réunion. Tout à vous en Notre Seigneur.

Mardi soir.

*) Le métropolitain Eugène, nommé le 16 mars 1822.

Je vous envoie la lettre de Golitzyne dont je vous ai parlé. Vous ne lui direz pas, comme de raison, que vous l'avez vue. J'aurais bien des choses à vous dire sur son compte la première fois que nous nous verrons. En attendant, soyez prudent avec lui, écoutez-le, mais ne lui confiez rien, en restant pour les formes extérieures aussi amical que jusqu'ici.

Les endroits soulignés sont des marques que je m'étais faites pour en parler avec Golitzyne. Tout à vous en Notre Seigneur.

University of
Libra

**DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET**



